



RAPPORT
DU
CONSEIL DE SECURITE

16 juillet 1963 — 15 juillet 1964

ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-NEUVIEME SESSION
SUPPLEMENT N° 2 (A/5802)

NATIONS UNIES

RAPPORT
DU
CONSEIL DE SECURITE
16 juillet 1963 — 15 juillet 1964

ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-NEUVIEME SESSION
SUPPLEMENT N° 2 (A/5802)



NATIONS UNIES
New York, 1964

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

Pages

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

PREMIERE PARTIE

Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable de la paix et de la sécurité internationales

Chapitres

Paragraphes

1. — QUESTION DE PALESTINE :		
a) Lettre, en date du 20 août 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent par intérim d'Israël ; Lettre, en date du 21 août 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent par intérim d'Israël ;		
b) Lettre, en date du 21 août 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe syrienne	1-48	3
A. — Communications adressées au Conseil.....	1-2	3
B. — Examen de la question de la 1057ème à la 1063ème séance (23 août-3 septembre 1963) et rapport du Chef d'état-major.....	3-44	3
C. — Autres communications adressées au Conseil.....	45-48	8
2. — QUESTION DE LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES ADMINISTRÉS PAR LE PORTUGAL : LETTRE ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ, LE 11 JUILLET 1963, PAR LES REPRÉSENTANTS DE 32 ETATS MEMBRES.....	49-146	9
A. — Communications adressées au Conseil.....	49-51	9
B. — Examen de la question de la 1040ème à la 1049ème séance (22-31 juillet 1963)	52-109	9
C. — Rapport du Secrétaire général.....	110-113	17
D. — Communications reçues entre le 13 novembre et le 3 décembre 1963	114-115	18
E. — Nouvel examen de la question, de la 1079ème à la 1083ème séance (6-11 décembre 1963).....	116-145	18
F. — Rapport du Secrétaire général.....	146	21
3. — QUESTION DU CONFLIT RACIAL EN AFRIQUE DU SUD RÉSULTANT DE LA POLITIQUE D' <i>apartheid</i> DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : LETTRE ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ, LE 11 JUILLET 1963, PAR LES REPRÉSENTANTS DE 32 ETATS MEMBRES.....	147-343	21
A. — Deuxième rapport intérimaire du Comité spécial chargé d'étudier la politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement de la République sud-africaine	147-148	21
B. — Examen de la question de la 1050ème à la 1056ème séance (31 juillet-7 août 1963).....	149-200	22
C. — Troisième rapport du Comité spécial.....	201-202	28
D. — Rapport du Secrétaire général établi en application de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 7 août 1963.....	203-205	28
E. — Examen de la question de la 1073ème à la 1078ème séance (27 novembre-4 décembre 1963).....	206-266	28
F. — Quatrième rapport du Comité spécial.....	267	34
G. — Rapport du Secrétaire général établi en application de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 4 décembre 1963.....	268-272	34
H. — Cinquième rapport du Comité spécial et autres communications reçues par le Conseil.....	273-277	35

TABLE DES MATIERES (suite)

Chapitres

Paragraphe Pages

I. — Examen de la question de la 1127ème à la 1135ème séance (8-18 juin 1964)	278-342	36
J. — Communications ultérieures	343	44
4. — QUESTION DE LA SITUATION EN RHODÉSIE DU SUD: LETTRE, EN DATE DU 2 AOÛT 1963, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LES REPRÉSENTANTS DU GHANA, DE LA GUINÉE, DU MAROC ET DE LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE, ET LETTRE, EN DATE DU 30 AOÛT 1963, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE LA MISSION PERMANENTE DU CONGO (BRAZZAVILLE), AU NOM DES REPRÉSENTANTS DE 28 ETATS MEMBRES	344-408	45
A. — Communications adressées au Conseil	344-345	45
B. — Examen de la question de la 1064ème à la 1069ème séance (9-13 septembre 1963)	346-406	45
C. — Communications ultérieures	407-408	54
5. — LETTRE, EN DATE DU 26 DÉCEMBRE 1963, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE CHYPRE	409-634	54
A. — Examen de la question à la 1085ème séance (27 décembre 1963)	409-418	54
B. — Rapports du Secrétaire général et autres communications reçus entre le 28 décembre 1963 et le 19 février 1964	419-441	56
C. — Examen de la question de la 1094ème à la 1102ème séance (17 février-4 mars 1964)	442-521	58
D. — Rapports du Secrétaire général et autres communications reçus entre le 20 février et le 15 mars 1964	522-537	71
E. — Examen de la question à la 1103ème séance (13 mars 1964)	538-555	73
F. — Rapports du Secrétaire général et autres communications reçus au Conseil entre le 16 mars et le 15 juin 1964	556-583	75
G. — Examen de la question de la 1136ème à la 1139ème séance (18 au 20 juin 1964)	584-627	80
H. — Communications ultérieures	628-634	85
6. — LETTRE ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ, LE 10 JANVIER 1964, PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU PANAMA	635-656	86
A. — Communications adressées au Conseil	635-636	86
B. — Examen de la question à la 1086ème séance (10 janvier 1964)	637-652	86
C. — Communications ultérieures	653-656	88
7. — QUESTION INDE-PAKISTAN	657-778	89
A. — Communications adressées au Conseil	657-663	89
B. — Demande de convocation du Conseil de sécurité	664-666	90
C. — Examen de la question de la 1087ème à la 1093ème séance (3-17 février 1964)	667-727	90
D. — Reprise de la discussion à la 1104ème et à la 1105ème séance (17 et 20 mars 1964)	728-741	99
E. — Nouvel examen de la question de la 1112ème à la 1117ème séance (5-18 mai 1964)	742-778	101
8. — LETTRE ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ, LE 1 ^{er} AVRIL 1964, PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT ADJOINT, CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM, DU YÉMEN	779-833	107
A. — Communications adressées au Conseil	779-780	107

TABLE DES MATIERES (suite)

<i>Chapitres</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
B. — Examen de la question de la 1106ème à la 1111ème séance (2-9 avril 1964)	781-826	107
C. — Communications ultérieures	827-833	114
 9. — PLAINTÉ RELATIVE À DES ACTES D'AGRESSION COMMIS CONTRE LE TERRITOIRE ET LA POPULATION CIVILE DU CAMBODGE	 834-905	 115
A. — Communications adressées au Conseil	834-836	115
B. — Examen de la question de la 1118ème à la 1122ème séance et de la 1124ème à la 1126ème séance (19 mai-4 juin 1964)	837-900	115
C. — Communications ultérieures	901-905	125

DEUXIEME PARTIE

Autres questions examinées par le Conseil

10. — ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES	906-910	126
A. — Demande d'admission de Zanzibar	906-907	126
B. — Demande d'admission du Kenya	908-910	126
 11. — COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE	 911-918	 126
A. — Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice	911-915	126
B. — Communications relatives à la conduite des élections	916-918	127

TROISIEME PARTIE

Comité d'état-major

12. — TRAVAUX DU COMITÉ D'ÉTAT-MAJOR	919	128
--	-----	-----

QUATRIEME PARTIE

Questions portées à l'attention du Conseil de sécurité, mais que ce dernier n'a pas discutées pendant la période considérée

13. — COMMUNICATIONS RELATIVES AUX RELATIONS ENTRE HAÏTI ET LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	920-929	129
14. — RAPPORTS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES FAITS NOUVEAUX RELATIFS AU YÉMEN	930-939	130
15. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LA SITUATION AU SUD-OUEST AFRICAINE ..	940-942	131
16. — RAPPORTS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CONCERNANT LA SITUATION DANS LA RÉPUBLIQUE DU CONGO (LÉOPOLDVILLE)	943-960	132
17. — COMMUNICATIONS DE L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS CONCERNANT LES ACCUSATIONS DU VENEZUELA CONTRE CUBA	961-962	134
18. — LETTRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, EN DATE DU 9 DÉCEMBRE 1963, CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LE CAMBODGE ET LA THAÏLANDE	963-965	135
19. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE CUBA ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	966-968	135
20. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LA SOMALIE ET L'ÉTHIOPIE	969-972	136

TABLE DES MATIERES (suite)

<i>Chapitres</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
21. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LA FRONTIÈRE ENTRE LA BOLIVIE ET LE CHILI	973-977	136
22. — LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION INTERAMÉRICAINNE DE LA PAIX CONCERNANT L'EXPIRATION DU MANDAT DE LA COMMISSION MIXTE HONDURAS/NICARAGUA	978	137
23. — RAPPORTS SUR LE TERRITOIRE STRATÉGIQUE SOUS TUTELLE DES ÎLES DU PACIFIQUE	979-980	137
24. — MÉMOIRE DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES SUR LE RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ DE L'ONU	981-982	137

APPENDICES

I. — Représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim accrédités auprès du Conseil de sécurité.....	139
II. — Présidents du Conseil de sécurité.....	139
III. — Séances tenues par le Conseil de sécurité entre le 16 juillet 1963 et le 15 juillet 1964	140
IV. — Comité d'état-major: représentants, présidents et secrétaires principaux.....	142

INTRODUCTION

Le Conseil de sécurité soumet le présent rapport ¹ à l'Assemblée générale en application du paragraphe 3 de l'Article 24 et du paragraphe 1 de l'Article 15 de la Charte.

Ce rapport est essentiellement un résumé, un guide qui ne reflète que les grandes lignes des débats. Il ne prétend donc pas remplacer les procès-verbaux du Conseil de sécurité, qui constituent le seul compte rendu complet de ses délibérations, le seul qui fasse autorité.

Pour ce qui est de la composition du Conseil de sécurité pendant la période considérée, on se rappellera que l'Assemblée générale, à ses 1246ème et 1254ème séances, les 18 octobre et 1er novembre 1963, a élu la Bolivie, la Côte-d'Ivoire et la Tchécoslovaquie membres non permanents du Conseil en remplacement du Ghana, des Philippines et du Venezuela, dont le mandat venait à expiration le 31 décembre 1963.

La période considérée dans le présent rapport va du 16 juillet 1963 au 15 juillet 1964. Pendant cette période, le Conseil a tenu 101 séances.

¹ Ce rapport est le dix-neuvième rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale. Les rapports précédents ont été publiés sous les cotes A/93, A/366, A/620, A/945, A/1361, A/1873, A/2167, A/2437, A/2712, A/2935, A/3137, A/3648, A/3901, A/4190, A/4494, A/4867, A/5202 et A/5502.

Première partie

QUESTIONS EXAMINEES PAR LE CONSEIL DE SECURITE EN TANT QU'ORGANE RESPONSABLE DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES

Chapitre premier

QUESTION DE PALESTINE

- a) Lettre, en date du 20 août 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent par intérim d'Israël; lettre, en date du 21 août 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent par intérim d'Israël;
- b) Lettre, en date du 21 août 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe syrienne

A. — Communications adressées au Conseil

1. Dans une lettre en date du 20 août 1963 (S/5394), le représentant permanent par intérim d'Israël a demandé que le Conseil de sécurité soit convoqué d'urgence pour examiner un "acte grave d'agression commis par les forces armées syriennes". Il se plaignait de ce que, le 19 août, trois membres de la colonie agricole israélienne d'Almagor en Galilée avaient été attaqués par un groupe de 10 soldats syriens au moins et que deux des cultivateurs avaient été abattus. Cet incident était le plus grave d'une longue série d'attaques syriennes dans la région frontrière, de sorte que la tension ne cessait de monter, et la Syrie devait être condamnée en raison de ses actes belliqueux. Dans une lettre plus récente datée du 21 août (S/5396), le représentant par intérim d'Israël a communiqué au Conseil une liste de 98 incidents au cours desquels le feu aurait été ouvert sur le territoire israélien à partir de la Syrie.

2. Dans une lettre en date du 21 août (S/5395), le représentant permanent de la République arabe syrienne s'est plaint que, le 20 août, une quinzaine de véhicules blindés des forces israéliennes eût ouvert le feu contre des postes avancés syriens depuis le village israélien d'El-Dardara situé dans la zone démilitarisée et a demandé que le Conseil de sécurité se réunisse d'urgence pour examiner "la situation très grave provoquée par cette nouvelle série d'actes agressifs".

B. — Examen de la question de la 1057ème à la 1063ème séance (23 août-3 septembre 1963) et rapport du Chef d'état-major

3. A sa 1057ème séance, le 23 août 1963, le Conseil a adopté son ordre du jour provisoire, dont les communications d'Israël et de la Syrie formaient respectivement les points a et b. Les représentants d'Israël et de la Syrie ont été ensuite invités à prendre place à la table du Conseil.

4. Le représentant d'Israël a demandé que le Conseil de sécurité prenne des mesures promptes et énergiques au sujet des violations persistantes de la Convention d'armistice et de la Charte des Nations Unies par la Syrie. Les circonstances de l'attaque déclenchée contre les cultivateurs israéliens d'Almagor semblaient indiquer qu'il s'agissait là d'un acte calculé de provo-

cation, lié à des accusations non fondées selon lesquelles l'armée israélienne se massait en vue d'attaquer la Syrie. La politique de modération du Gouvernement israélien devant les attaques et les provocations avait été sérieusement mise à l'épreuve au cours de la longue période qui avait précédé les événements qui venaient de se dérouler. Mais, tout en étant décidé à faire régner le calme le long des frontières, le Gouvernement d'Israël ne pouvait faillir à son devoir d'assurer l'intégrité de ses frontières et de protéger la vie de ses citoyens. Pour maintenir la stabilité relative qui existait en vertu du régime d'armistice, il fallait que la Syrie soit vivement condamnée pour sa conduite et priée d'y mettre fin.

5. Le représentant de la Syrie a déclaré que son gouvernement aurait préféré que les difficultés provoquées par l'application de la Convention d'armistice syro-israélienne soient réglées par l'organe créé à cette fin, à savoir la Commission mixte d'armistice. Mais, depuis 1951, la délégation israélienne refusait de participer aux travaux de cet organe. En examinant la situation actuelle, le Conseil de sécurité était soumis à des pressions d'Israël, qui laissait entendre qu'il lancerait une attaque de grande envergure si le Conseil ne faisait pas droit à sa demande en condamnant la Syrie. Les autorités syriennes n'étaient pas responsables du meurtre des cultivateurs israéliens. Il était impossible, en raison de l'état du terrain, que des soldats syriens aient effectué cette attaque. Contestant qu'Israël fût la victime, le représentant de la Syrie a donné une liste détaillée des récentes agressions contre la Syrie. Il a accusé Israël d'avoir effectué des concentrations massives de troupes dans les "zones défensives" et dans la zone démilitarisée, en violation de la Convention d'armistice. Israël avait délibérément enfreint les dispositions de la Convention d'armistice relatives à la zone démilitarisée.

6. Dans un rapport en date du 23 août (S/5401 et Corr.1) et dans des additifs ultérieurs (S/5401/Add.1 à 4), le Chef d'état-major exposait la situation le long de la ligne de démarcation fixée par la Convention d'armistice syro-israélienne. Il traitait des événements qui avaient provoqué la tension actuelle, de l'incident survenu à Almagor, de la fusillade qui avait eu lieu dans le secteur de Dardara et d'événements ultérieurs. Il proposait ensuite l'adoption de certaines mesures en vue de rétablir le calme dans la région.

7. La question de l'exploitation des terres situées dans la zone démilitarisée créée en vertu du paragraphe 5 de l'article V de la Convention d'armistice générale syro-israélienne avait été une cause de désaccord dans le passé. Bien que les deux parties eussent donné précédemment leur accord de principe à l'établissement, dans le sud de la zone démilitarisée, des limites concernant l'exploitation des terres, certaines divergences de vues s'étaient manifestées au sujet de la durée du *statu quo* et de l'attribution de certaines parcelles.

8. A propos de l'incident d'Almagor, les observateurs militaires des Nations Unies avaient noté 10 positions d'embuscade distinctes, vu des douilles de cartouches utilisées et relevé la présence de traces allant du Jourdain au lieu de l'embuscade et retournant en direction du fleuve. Le délégué de la Syrie auprès de la Commission mixte d'armistice et le Président du Conseil des ministres de la Syrie avaient nié que des Syriens eussent été mêlés à l'incident.

9. Au sujet de la fusillade du 20 août dans la zone démilitarisée centrale, qui était à l'origine de la plainte syrienne (S/5395), les observateurs de l'ONU avaient vu des champs brûlés en cinq endroits différents du côté syrien, et ils avaient signalé, après des tirs intermittents, la présence d'un véhicule blindé dans la "zone défensive" israélienne, en violation de la Convention d'armistice générale. Du côté israélien, les observateurs avaient vu un bulldozer endommagé. Le texte intégral des enquêtes portant sur les plaintes adressées par Israël et la Syrie à l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) touchant cet incident a fait l'objet d'additifs au rapport (S/5401/Add.2 et 3) ; un autre additif (S/5401/Add.4) contenait les déclarations des observateurs de l'ONU qui étaient de service aux postes d'observation : ils n'avaient pu observer quel côté avait tiré le premier. Par la suite, d'autres plaintes israéliennes ont fait état de tirs provenant de postes militaires syriens.

10. Le Chef d'état-major exposait ensuite les mesures prises ou proposées par lui pour diminuer la tension et rétablir le calme dans la région. Les deux parties s'étaient engagées à respecter le cessez-le-feu, sauf en cas de légitime défense. Le Chef d'état-major signalait que, le 20 août 1963, il avait invité les deux parties à inspecter les zones définies par le dernier paragraphe de la Convention d'armistice générale (les "zones défensives") et qu'il leur avait par la suite proposé d'inspecter également, à cette occasion, la zone démilitarisée. La Syrie et Israël lui avaient tous deux fait savoir qu'ils acceptaient sa proposition. D'autre part, son prédécesseur, le général von Horn, avait, le 20 janvier 1960, publié des conclusions fixant les limites de l'utilisation des terres dans le secteur sud de la zone démilitarisée, sans préjudice de la validité des droits légaux revendiqués par l'une ou l'autre partie lors du règlement final (rapport du Chef d'état-major, S/4270, annexe V). Le Chef d'état-major se proposait de poursuivre les efforts entrepris pour que, en coopération avec les parties, soient indiquées visiblement sur le sol les limites de l'utilisation des terres dans cette zone, ainsi que dans d'autres parties du secteur sud et du secteur central de la zone démilitarisée.

11. Le Chef d'état-major a ajouté que la question de la reprise des réunions régulières de la Commission mixte d'armistice faisait l'objet de controverses depuis de nombreuses années, les parties étant en désaccord sur la question de savoir si la Commission avait compétence pour examiner les plaintes relatives à la zone

démilitarisée. La Syrie insistait pour que les plaintes qu'elle avait déposées à cet égard soient examinées avant toute autre plainte déposée à une date ultérieure. Israël refusait d'assister à toute séance à laquelle ces plaintes seraient examinées. Le Chef d'état-major avait l'intention de demander instamment aux parties de se réunir de nouveau dans le cadre de la Commission mixte d'armistice. Il était regrettable que les parties n'aient pas eu recours à la procédure existante pour demander des réunions d'urgence de la Commission mixte en vue d'examiner leurs plaintes des 19 et 20 août. D'autre part, le Chef d'état-major a souligné qu'il était indispensable que les observateurs des Nations Unies jouissent d'une liberté de mouvement illimitée, particulièrement dans la zone démilitarisée. Il a envisagé la possibilité d'utiliser des postes d'observations mobiles et temporaires pour prévenir tous nouveaux incidents dans la zone démilitarisée.

12. Enfin, le Chef d'état-major a exprimé l'avis qu'un échange, à brève échéance, des prisonniers détenus en Syrie et en Israël contribuerait à diminuer la tension.

13. A la 1058ème séance, le 28 août, le Secrétaire général a fait savoir au Conseil que les enquêteurs de l'ONUST qui s'étaient rendus le 26 août dans les zones défensives et dans la zone démilitarisée n'avaient trouvé, dans les zones défensives, aucune trace de préparatifs militaires de la part de l'une ou l'autre partie, mais seulement les forces militaires autorisées aux termes de la Convention d'armistice. L'appel du général Bull en faveur du cessez-le-feu semblait avoir été entendu.

14. Le représentant du Maroc a fait observer qu'il ne s'agissait pas simplement d'un quelconque incident de frontière localisé. Le problème était infiniment plus grave et la délégation du Maroc considérait que le Conseil devait l'aborder avec toute l'objectivité nécessaire, en dehors de toute forme de pression ou de mystification. Examinant les raisons qui étaient à l'origine de cette affaire, le représentant du Maroc a déclaré qu'un fait était certain : Israël, en tant qu'Etat, était le produit d'une agression typiquement colonialiste qui avait réduit le peuple palestinien à un état de dégradation et de misère. Pour ce qui était du meurtre de deux paysans israéliens, l'analyse du rapport du Chef d'état-major n'avait pas fourni de preuves matérielles établissant que les Syriens étaient responsables de l'incident d'Almagor. Israël se fondait, pour accuser la Syrie, sur une simple présomption.

15. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a rappelé que, depuis la signature de la Convention d'armistice générale, des difficultés avaient surgi périodiquement aux frontières syro-israéliennes. La cause fondamentale de ces difficultés résidait dans le fait que les deux parties ne parvenaient pas à vivre dans un état de trêve pacifique — bien qu'armées — conformément aux dispositions de la Convention d'armistice. Le rapport du Chef d'état-major ne citait que des preuves indirectes, mais on pouvait en tirer des conclusions suffisamment claires. D'autre part, l'enquête des Nations Unies n'avait pas confirmé le bien-fondé des plaintes syriennes relatives à des incidents qui se seraient produits le 20 août 1963. Le meurtre était un acte répréhensible et la justice et l'ordre public demandaient qu'on le condamnât énergiquement. Il convenait de féliciter l'organisme chargé de la surveillance de la trêve pour l'excellent travail qu'il accomplissait dans la région. De même, les recommandations envisagées par le général Bull pour renforcer l'ONUST devaient être mises en œuvre avec la coopération des parties

intéressées, si l'on voulait éviter à l'avenir des incidents de ce genre.

16. A la 1059^{ème} séance, le 28 août, le représentant d'Israël a déclaré que c'était au général Bull qu'il revenait, en consultation avec les Etats intéressés, d'étudier les mesures susceptibles d'améliorer la situation. Selon lui, le général Bull, dans sa lettre au Secrétaire général, avisait simplement le Secrétaire général, de même que celui-ci avisait le Conseil, des questions que le Chef d'état-major avait discutées directement avec les gouvernements intéressés. Le Chef d'état-major se préoccupait surtout, comme il se devait, d'obtenir la coopération volontaire des parties et d'établir avec elles des relations fondées sur la confiance et l'harmonie.

17. Le représentant d'Israël a ensuite attiré l'attention des membres du Conseil sur la carte sommaire de la zone démilitarisée qui leur avait été remise. Cette carte montrait qu'il y avait, dans un rayon d'environ 2 000 mètres autour de la colonie d'Almagor, trois postes militaires syriens d'où les mouvements des colons pouvaient être constamment observés.

18. Le représentant de la Syrie a contesté la valeur de la carte distribuée par la délégation israélienne. Seule la carte qui avait été annexée au rapport du général Bull était probante. Dans ce rapport, il y avait des éléments qui incriminaient les autorités israéliennes. D'autre part, il n'était pas possible, en se fondant sur ce rapport, d'affirmer sans hésitation que la Syrie était responsable du meurtre des deux cultivateurs israéliens. Les coups de feu provenaient de la zone démilitarisée et c'était Israël qui avait créé des positions fortifiées en divers points de cette zone. De toute façon, la question qui avait été portée devant le Conseil de sécurité aurait dû être soumise à la Commission mixte d'armistice conformément aux dispositions de l'article VII de la Convention d'armistice syro-israélienne. L'autorité et la compétence de la Commission d'armistice devaient être affirmées. Le boycottage de la Commission par Israël avait complètement paralysé ses activités. Non seulement elle n'avait pu accomplir sa tâche, mais la zone démilitarisée en avait gravement souffert, et, si la zone démilitarisée en avait souffert, l'équilibre créé par la Convention d'armistice syro-israélienne avait été complètement rompu. Cet équilibre reposait sur deux principes essentiels : en premier lieu, chaque partie devait se trouver en sécurité à l'intérieur de son territoire ; en second lieu, la Convention d'armistice avait été signée pour des raisons d'ordre militaire et non pas d'ordre politique.

19. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déclaré que, de l'avis de sa délégation, les preuves indirectes laissaient fortement supposer que l'attaque d'Almagor venait du territoire syrien. Il ne doutait pas que lorsqu'elles examineraient les faits consignés dans le rapport du Chef d'état-major, les autorités syriennes procéderaient aux enquêtes les plus rigoureuses en vue soit de se convaincre que, nonobstant ces faits, la conclusion était injustifiée, soit de demander des comptes aux éléments irresponsables qui étaient à l'origine de cette tragédie. Pour ce qui était de la plainte syrienne, le Gouvernement britannique déplorait tous les incidents et toutes les fusillades de ce genre, qui constituaient une violation de la Convention d'armistice. Mais il était très difficile de faire porter le blâme sur l'une ou l'autre des parties dans de tels cas. Renuant hommage au Chef d'état-major pour les mesures qu'il avait prises et celles qu'il avait proposées, le représentant du Royaume-Uni a exprimé l'espoir que l'on pourrait trouver le moyen de

remettre en activité le dispositif local — notamment la Commission mixte d'armistice — et de lui faire jouer le rôle qui lui était confié.

20. Le représentant du Brésil a exprimé l'avis que les plaintes déposées devant le Conseil par Israël et la Syrie devaient être examinées dans le contexte général de la question palestinienne. Le rapport soumis par l'ONUST établissait sans l'ombre d'un doute que l'incident d'Almagor s'était produit sur le territoire israélien et que les agresseurs s'étaient retirés dans la direction du Jourdain. En ce qui concernait la plainte de la Syrie, le rapport du général Bull, sans être concluant, indiquait que les deux parties étaient responsables de ruptures de la paix. Le représentant du Brésil a estimé en conclusion que la Commission mixte d'armistice devrait reprendre ses activités et que les deux parties devraient être priées de coopérer avec l'ONUST pour assurer l'application des mesures proposées.

21. A la 1060^{ème} séance, le 29 août, le représentant de la France a dit que les problèmes qui se posaient dans cette partie du monde montraient bien qu'une convention d'armistice n'était pas d'application facile entre des Etats dont les objectifs politiques paraissaient irréconciliables ; cependant, l'incompatibilité des thèses en présence ne pouvait justifier en aucune manière les menaces de se faire justice à soi-même. Après les constatations des observateurs des Nations Unies la responsabilité de l'agression d'Almagor ne pouvait guère être discutée. D'autre part, l'enquête n'avait pas fourni de preuves permettant de déterminer qui avait ouvert le feu le premier lors de l'incident de Dardara. Les propositions du général Bull pouvaient, dans l'ensemble, être approuvées. Il serait utile que, par la suite, le Conseil fût informé par le Secrétaire général des progrès que le Chef d'état-major aurait effectués à cet égard.

22. Selon le représentant du Ghana, le rapport du général Bull ne permettait pas de douter que les meurtres commis dans la colonie d'Almagor eussent été le fait de personnes qui avaient franchi la zone démilitarisée. La plainte syrienne, d'autre part, n'avait pas été corroborée par les constatations des observateurs des Nations Unies. Le Gouvernement ghanéen appuyait toutes les mesures prises par l'ONUST, tout en continuant à se préoccuper des moyens d'assurer la paix au Moyen-Orient. Tout effort en vue d'assurer la paix et la stabilité au Moyen-Orient devait reposer sur l'acceptation du fait qu'Israël existait en tant qu'Etat. Un respect scrupuleux de l'intégrité territoriale des Etats voisins ne pouvait que renforcer les chances de paix dans la région. C'est pourquoi le Président du Ghana avait déjà préconisé la délimitation définitive des frontières de l'Etat d'Israël comme moyen d'éliminer l'une des causes de friction dans cette région.

23. Le représentant des Philippines a estimé que les preuves rassemblées par les enquêteurs des Nations Unies au sujet de l'incident d'Almagor et décrites dans le rapport du général Bull indiquaient qu'il s'agissait d'un meurtre prémédité qu'il convenait de condamner comme tous les meurtres de cette nature. Quant à la plainte de la Syrie au sujet d'une attaque israélienne dans la zone démilitarisée centrale, le rapport du général Bull ne semblait pas concluant. Toutefois, la délégation des Philippines prenait acte que le Chef d'état-major avait fait état dans son rapport de dommages subis par des villages syriens. Pour atténuer les tensions à la frontière israélo-syrienne, il ne suffisait pas simplement de condamner les actes répréhensibles ; il fallait avant tout que les deux parties respectent strictement la Con-

vention d'armistice. C'est pourquoi la délégation des Philippines approuvait les mesures proposées par le général Bull.

24. Le représentant de la Chine a pris acte de ce que les observateurs des Nations Unies avaient trouvé sur le lieu de l'incident d'Almagor des indices matériels prouvant que les coupables étaient venus du Jourdain et s'étaient retirés dans cette direction. Toutefois, les difficultés entre Israël et la Syrie venaient essentiellement de ce que les parties ne respectaient pas strictement les termes de la Convention d'armistice. Il fallait espérer qu'Israël et la Syrie coopéreraient pleinement avec le Chef d'état-major.

25. A la même séance, le Président a appelé l'attention du Conseil sur le projet de résolution ci-après, présenté conjointement par le Royaume-Uni et les Etats-Unis (S/5407) :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant entendu les déclarations des représentants d'Israël et de la République arabe syrienne,

"Prenant en considération le rapport du Secrétaire général en date du 24 août 1963,

1. *Condamne* le meurtre gratuit à Almagor, en territoire israélien, de deux ressortissants israéliens, le 19 août 1963 ;

2. *Appelle* l'attention de la République arabe syrienne sur les éléments de preuve consignés dans le rapport du Secrétaire général d'où il ressort que les responsables de ces meurtres semblent avoir été un groupe armé qui, venant de la direction du Jourdain, a pénétré en territoire israélien et est reparti ensuite dans la même direction ;

3. *Note* avec satisfaction d'après le rapport du Secrétaire général que, quoiqu'il y ait eu un échange de coups de feu, il n'y a pas eu d'importante démonstration de force dans la zone démilitarisée le 20 août 1963 ;

4. *Adresse un appel* aux parties pour qu'elles coopèrent à l'échange prochain de prisonniers conformément à la suggestion faite au paragraphe 49 du rapport du Secrétaire général ;

5. *Note* d'après le rapport du Secrétaire général que le Chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine a proposé aux parties intéressées certaines mesures pour atténuer la tension et rétablir le calme dans la région ;

6. *Demande* aux parties de prêter tout le concours possible au Chef d'état-major en vue de l'accomplissement de cette fin conformément à la Convention d'armistice général ;

7. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte au Conseil de sécurité, d'ici le 31 décembre 1963, des progrès accomplis en ce qui concerne les mesures proposées par le Chef d'état-major."

26. Le représentant des Etats-Unis a fait observer que le projet de résolution traitait des deux principaux aspects du problème soumis au Conseil : d'une part, des incidents dont le Conseil était directement saisi ; d'autre part, du dispositif des Nations Unies et de la coopération des parties, dont dépendait, dans une large mesure, la paix dans la région.

27. Le représentant du Maroc a dit que les dispositions des paragraphes 1 et 2 semblaient se fonder seulement sur des suppositions que l'on voulait tenir pour vraies. La mort des deux Israéliens était peut-être le résultat d'une méprise et non pas d'une véritable

attaque. Prononcer une condamnation à l'égard de la République arabe syrienne dans cette affaire, même d'une façon indirecte, à défaut d'arguments, serait donner une valeur excessive au point de vue israélien. Le Conseil devrait donc surseoir au vote sur le projet de résolution pour donner aux parties le temps de réfléchir et de définir leur position d'une façon définitive.

28. A la 1061^{ème} séance, le 30 août, le représentant du Venezuela a déclaré que le meurtre de deux cultivateurs israéliens sur le territoire d'Israël était clairement établi ; bien que le fait ne fût pas formellement imputé aux Syriens dans le rapport du général Bull, il en ressortait néanmoins que les assassins étaient entrés en territoire israélien à partir de la frontière du Jourdain. Pour ce qui était de la plainte syrienne, la délégation vénézuélienne estimait que l'accusation de la Syrie n'était pas confirmée par les éléments d'information disponibles. Mais il était clair que les faits examinés par le Conseil n'étaient que le résultat de la situation qui régnait dans la région.

29. Le Président, parlant en tant que représentant de la Norvège, a déclaré que, d'après les preuves produites par l'ONUST, il était clairement établi que les deux citoyens israéliens avaient été tués bien à l'intérieur du territoire israélien et que les auteurs du meurtre étaient venus du Jourdain et étaient repartis dans la direction du fleuve. Au sujet de la plainte syrienne, il était difficile de porter un jugement ferme à partir des éléments dont on disposait. Le Conseil avait le droit et le devoir de voir plus loin et de prendre les devants pour empêcher le renouvellement de pareils incidents et pour créer un climat plus paisible dans la région. La Norvège appuyait les mesures proposées par le général Bull. Il serait utile, tout d'abord, pour réduire la tension, de procéder à un échange de prisonniers entre Israël et la République arabe syrienne. La délégation norvégienne voterait pour le projet de résolution commun dont les dispositions les plus importantes étaient celles qui visaient à employer pleinement le dispositif de l'ONU et à préparer le terrain en vue de l'établissement de meilleures relations entre les parties.

30. Le représentant de la Syrie a souligné, à propos du projet de résolution commun, que les observateurs des Nations Unies qui avaient procédé à l'enquête relative à l'incident d'Almagor n'avaient, à aucun moment, pénétré dans la zone démilitarisée. Ainsi, la thèse selon laquelle l'acte en question aurait été commis par des Syriens qui avaient traversé la zone démilitarisée ne pouvait être confirmée. D'après les dispositions de la Convention d'armistice, il ne devait y avoir aucune force militaire dans la zone démilitarisée. Or, le projet de résolution, en notant au paragraphe 3 qu'il n'y avait pas eu d'importante démonstration de force, reconnaissait qu'il y avait eu démonstration de force, ce qui de toute façon était prohibé. Le projet de résolution, dans ces conditions, n'était pas valable.

31. A la 1062^{ème} séance, le 30 août, le représentant du Maroc a proposé plusieurs amendements (S/5410) au projet de résolution présenté conjointement par le Royaume-Uni et les Etats-Unis (S/5407). Ces amendements tendaient à : 1) remplacer le paragraphe 1 du dispositif par le texte suivant : *"Regrette* la mort à Almagor de deux personnes en date du 19 août 1963" ; 2) supprimer le paragraphe 2 ; 3) remplacer le paragraphe 3 par le texte suivant : *"Note avec regret* que le rapport du Chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine a signalé la présence d'un véhicule blindé

servant au transport du personnel dans la zone défensive israélienne en violation de la Convention d'armistice général"; 4) ajouter après le paragraphe 6 un nouveau paragraphe qui se lirait comme suit: "*Note avec regret qu'Israël n'a pas coopéré depuis 1951 avec la Commission mixte d'armistice syro-israélienne conformément aux dispositions de la Convention d'armistice général syro-israélienne*". La délégation marocaine proposait de supprimer le paragraphe 2 du dispositif comme étant sans fondement, étant donné que des divergences de vues s'étaient manifestées au sujet des preuves consignées dans le rapport du Secrétaire général, et parce qu'il était évident que les faits exposés dans le rapport établissaient que les observateurs des Nations Unies n'avaient pas pénétré dans la zone démilitarisée pendant la durée de l'enquête. D'autre part, le projet de résolution devrait indiquer que le rapport du Chef d'état-major signalait la présence d'un véhicule blindé de transport de personnel dans la zone défensive israélienne et qu'Israël n'avait pas coopéré depuis 1951 avec la Commission mixte d'armistice syro-israélienne.

32. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'une étude approfondie du rapport du Chef d'état-major montrerait que la participation de la Syrie à l'assassinat de deux citoyens israéliens n'était pas prouvée d'une manière suffisamment convaincante. Ce rapport contenait des hypothèses, des conjectures et certaines conclusions, mais les suppositions ne pouvaient pas remplacer la réalité. Le conflit syro-israélien ne pouvait être examiné isolément, sans tenir compte de certains actes d'Israël à l'égard des pays arabes. Les incidents de frontière provenaient de violations de la Convention d'armistice. Sans normalisation de l'ensemble de la situation dans la région, il serait difficile d'éliminer les incidents particuliers. Quant au projet de résolution commun, la délégation soviétique estimait qu'il contenait des accusations unilatérales, et non étayées par les faits, contre la Syrie. Cependant, les représentants de certains pays semblaient juger avantageux de faire du présent débat du Conseil une sorte de fin en soi, et cela pour enflammer les passions dans la région. En revanche, les amendements proposés par le Maroc étaient raisonnables et avaient un caractère constructif. Compte tenu de ces amendements, le Conseil de sécurité pouvait et devait élaborer une décision propre à contribuer réellement à la détente dans la région.

33. Le représentant d'Israël, parlant des amendements marocains, a estimé qu'il serait regrettable, à la lumière des preuves dont on disposait au sujet des meurtres d'Almagor, que le projet de résolution ne dénonçât pas en termes clairs l'acte qui avait été commis à cet endroit de propos délibéré. Le rapport du Chef d'état-major avait établi la culpabilité de la Syrie dans le meurtre des deux cultivateurs israéliens. D'après les preuves dont on disposait, un véhicule de la police israélienne était peut-être entré un court moment dans la zone démilitarisée pendant la fusillade, mais la proposition marocaine selon laquelle le projet de résolution devrait prendre acte de la présence d'un véhicule militaire israélien ne pouvait s'appuyer sur aucun fait. D'autre part, l'interprétation israélienne des dispositions de la Convention d'armistice général était que tout ce qui avait trait aux activités exercées à l'intérieur des zones démilitarisées ne regardait qu'Israël et la Commission mixte d'armistice. Par le biais de la Commission, la Syrie voulait obtenir un droit de regard sur ces zones qu'Israël n'était pas prêt à lui reconnaître. Telle était la raison pour laquelle Israël ne pensait pas que la Commission d'armistice ait compétence pour

connaître des questions concernant uniquement ces zones.

34. A la 1063ème séance, le 3 septembre 1963, le représentant du Maroc a déclaré que, sur le vu du rapport du Chef d'état-major, il ne pouvait admettre que les traces qui semblaient être la principale preuve de l'accusation fussent uniquement celles qu'aurait faites un groupe armé venu du côté du Jourdain. D'autre part, l'enquête n'avait pas été menée au moment de l'incident. Aucune preuve n'avait donc encore été établie de façon évidente précisant la responsabilité directe des Syriens dans le meurtre des deux citoyens israéliens.

35. Pour le représentant des Etats-Unis, les deux premiers amendements modifiaient sensiblement le sens et l'équilibre du projet de résolution. Ils ne tenaient pas compte des faits concernant l'incident d'Almagor et leur adoption aurait pour effet que la résolution ne traiterait plus de la première plainte dont le Conseil était saisi. La délégation des Etats-Unis ne pouvait pas non plus appuyer le troisième amendement suggéré par le Maroc, car, s'il y avait eu échange de coups de feu le 20 août, il n'y avait pas eu, comme on l'a prétendu, de démonstration de force importante dans la zone démilitarisée. En ce qui concernait le quatrième amendement proposé, les Etats-Unis ne pensaient pas que le Conseil faciliterait la tâche du Chef d'état-major en ne retenant qu'un point particulier parmi les suggestions que ce dernier avait présentées, à savoir la remise en activité de la Commission mixte d'armistice.

36. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'aux yeux de sa délégation les deux premiers amendements proposés par le Maroc ne paraissaient guère justifiés. Comme l'avaient dit certains membres du Conseil, le meurtre était un acte qu'il fallait condamner. Dire simplement que le Conseil regrettait un tel incident ne suffisait pas. D'autre part, si le rapport du Chef d'état-major ne tirait des faits établis aucune conclusion, celle-ci se dégageait nettement des preuves indirectes et il était donc juste d'appeler l'attention du Gouvernement de la République arabe syrienne sur les éléments de preuve consignés dans le rapport. Pour ce qui était du troisième amendement, ce serait une erreur de remplacer le paragraphe qui était censé porter sur l'ensemble de la plainte syrienne par un paragraphe qui, bien que peut-être justifiable en soi, ne traitait que d'un incident particulier, qui se situait dans une série de fusillades où les responsabilités n'étaient pas nettement établies. Quant au dernier amendement proposé par le représentant du Maroc, le Chef d'état-major avait mentionné la remise en activité de la Commission mixte d'armistice parmi les mesures à prendre pour assurer plus complètement la mise en œuvre de la Convention d'armistice général.

37. Le représentant de la Syrie a dit qu'il était regrettable que le projet de résolution eût fait du Conseil de sécurité un organe judiciaire chargé de "dire le droit" dans un cas déterminé. Le Conseil de sécurité était un organe politique des Nations Unies et vouloir lui octroyer des attributions judiciaires n'était pas conforme au respect qui lui était dû en tant que recours suprême en matière de paix et de sécurité internationales. Les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni avaient jeté dans la balance tout le poids des pays qu'ils représentaient pour essayer d'accabler le Gouvernement syrien en disant que les deux Israéliens avaient été tués par des Syriens, mais leurs preuves ne reposaient sur aucun fondement et il lui était loisible de demander au Conseil de sécurité d'ordonner une contre-enquête à cet égard. Le représentant de la

Syrie a ensuite rappelé les résolutions que le Conseil avait adoptées les 18 mai 1951 (S/2157), 19 janvier 1956 (S/3538) et 9 avril 1962 (S/5111). Le paragraphe 6 de cette dernière résolution demandait clairement "que soit strictement respecté l'article V de la Convention d'armistice général", aux termes duquel les forces armées devaient être exclues de la zone démilitarisée. Il s'agissait là de résolutions équilibrées qu'il aurait fallu mentionner dans le projet de résolution.

Décision: Les amendements proposés par le Maroc (S/5410/Rev.1) n'ont pas été adoptés. Il y a eu 2 voix pour (Maroc, URSS), séro contre et 9 abstentions.

Le projet de résolution présenté par le Royaume-Uni et les Etats-Unis (S/5407) a obtenu 8 voix pour et 2 voix contre (Maroc, URSS), avec une abstention (Venezuela). Une des voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil, le projet de résolution n'a pas été adopté.

38. Le représentant du Maroc a déclaré qu'étant donné que le Conseil de sécurité n'avait pas cru devoir adopter les amendements proposés par sa délégation, celle-ci s'était trouvée dans l'obligation de ne pas donner son appui au projet de résolution. Elle estimait que le vote de la délégation soviétique était intervenu à un moment où il fallait absolument qu'il intervint, car une résolution comme celle qui avait été présentée au Conseil n'aurait résolu ni le problème lui-même ni la situation très tendue qui existait dans la région. L'état de tension et d'insécurité le long de la ligne de démarcation était dû dans une large mesure au refus d'Israël de se soumettre aux obligations que lui imposait la Convention d'armistice générale, en particulier l'obligation de participer aux travaux de la Commission mixte d'armistice. En conséquence, il serait utile de prier le Secrétaire général de demander au Chef d'état-major de soumettre un rapport détaillé, fondé sur des faits et dépourvu de tout caractère politique, sur la situation, particulièrement en ce qui concerne l'application des accords d'armistice le long des lignes de démarcation et dans toutes les zones démilitarisées, ainsi que le respect des dispositions de ces accords par les parties intéressées.

39. En réponse, le Secrétaire général a dit que, s'il n'y avait pas d'objection de la part du Conseil, il prierait le général Bull d'établir un rapport de ce genre. Etant donné que la rédaction en demanderait beaucoup de temps, il ne pouvait promettre de le présenter au Conseil avant l'expiration d'un délai de deux mois.

40. Le représentant de l'URSS a déclaré qu'il était regrettable que, malgré la pratique antérieure qui avait permis au Conseil d'adopter des résolutions acceptables pour les deux parties, il n'eût pas été possible, en l'occurrence, de parvenir à une solution recueillant l'agrément de tous les membres du Conseil. La délégation soviétique s'élevait à nouveau contre les accusations tendancieuses dirigées contre une des parties. Les accusations portées contre la Syrie ne reposaient sur aucun fait indéniable et prouvé. C'est pourquoi la délégation soviétique avait déclaré le projet de résolution inacceptable et appuyé les efforts du Maroc tendant à rechercher une décision également acceptable pour les deux parties qui s'étaient adressées au Conseil de sécurité. Les puissances occidentales n'avaient pas fait preuve du moindre désir de modifier leur position en vue de trouver une solution acceptable. L'URSS avait voté contre le projet de résolution du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique afin de défendre les intérêts de la justice et d'empêcher une action anti-arabe. N'étant pas fondée, une telle résolution, si elle

était adoptée, ne pourrait qu'enflammer les passions et aggraver encore la situation dans la région. Toutefois, la discussion de la question par le Conseil avait présenté une grande importance et avait retenu l'attention de l'opinion publique mondiale.

41. Pour le représentant des Etats-Unis, le fait que le projet de résolution se fût heurté à un veto n'enlevait rien à la valeur du jugement que la majorité des membres du Conseil avait porté sur les plaintes dont le Conseil était saisi. Le Conseil de sécurité assumait depuis longtemps la responsabilité du maintien de la paix dans cette région. S'il était empêché d'agir par un veto soviétique, cela ne pouvait que compromettre les intérêts de la paix dans ladite région. Malgré ce veto, Israël et la Syrie, de même que les autres signataires de la Convention d'armistice, conservaient l'obligation formelle de prêter leur concours au général Bull dans ses efforts pour apporter la paix à cette région. C'était sans aucun doute le vœu de la majorité des membres du Conseil que la Syrie et Israël prêtent leur entier concours au général Bull dans la mise en œuvre des suggestions qu'il avait présentées pour renforcer l'ONUST. Pour ce qui était de la proposition marocaine relative à un rapport que devrait soumettre le Chef d'état-major, la délégation des Etats-Unis n'avait pas eu l'occasion d'en voir le texte et de l'étudier. Elle ne pensait donc pas que le Conseil fût lié d'une façon ou d'une autre par cette proposition ou par la déclaration obligeante du Secrétaire général.

42. Le représentant d'Israël a fait observer qu'aucun veto ne pouvait effacer les faits exposés dans le rapport du Secrétaire général ni diminuer l'importance générale du projet de résolution des deux puissances, appuyé par la très grande majorité des membres du Conseil. Le Gouvernement israélien considérait que le Conseil avait fait droit à sa plainte et qu'il avait moralement condamné la Syrie.

43. Le représentant de la Syrie a contesté que son pays eût été condamné moralement ou matériellement, étant donné que le projet de résolution n'avait pas obtenu la majorité nécessaire au Conseil. Il comprenait très bien les raisons du veto soviétique. Non seulement la Syrie était prête à coopérer avec le Secrétaire général pour tout ce qui concernait les mesures proposées par le Chef d'état-major, mais en outre elle était prête à défendre sa cause devant la Commission mixte d'armistice.

44. Le représentant de l'URSS, commentant la déclaration du représentant des Etats-Unis, a dit que sa délégation attachait la plus grande importance à l'opinion des pays arabes sur la question. Il a appelé l'attention du représentant des Etats-Unis sur le fait que, outre l'Union soviétique, le représentant du Maroc avait également voté contre le projet de résolution, tandis que le représentant du Venezuela s'était abstenu. Elle tenait à souligner la nécessité du respect effectif de la Convention d'armistice et l'importance de la déclaration du Secrétaire général au sujet de la présentation du rapport.

C. — Autres communications adressées au Conseil

45. Par lettre en date du 28 août 1963 (S/5405 et S/5405/Corr.1) adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant permanent de la République arabe unie a communiqué le texte d'une résolution adoptée le 5 août 1963 par la Commission mixte d'armistice égypto-israélienne, condamnant Israël pour avoir violé l'espace aérien de la République arabe unie le 23 juillet 1963, ainsi que le texte de la déclaration

faite par le Président de ladite Commission. Dans cette résolution, la Commission mixte constatait que plusieurs avions israéliens avaient pénétré dans l'espace aérien de la République arabe unie et pris le contact avec l'aviation de la RAU, et elle décidait que cet acte d'hostilité constituait une grave violation de la Convention d'armistice générale.

46. Dans une lettre en date du 29 août (S/5406) adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant permanent de l'Irak a fait savoir, à propos de la discussion par le Conseil des plaintes d'Israël et de la Syrie, que son gouvernement était préoccupé par les menaces à la paix de la région qui découlaient de la tentative faite par Israël pour annexer la zone démilitarisée en violation de la Convention d'armistice. En ce qui concernait la plainte d'Israël, les preuves présentées avaient été forgées par les autorités israéliennes. Le Conseil de sécurité devrait une fois de plus réaffirmer la Convention d'armistice et rejeter la revendication d'Israël à la souveraineté sur la zone démilitarisée.

47. Dans une lettre en date du 7 juillet 1964

(S/5801), le représentant d'Israël a appelé d'urgence l'attention du Conseil de sécurité sur une série d'attaques armées récentes des forces syriennes contre des ressortissants israéliens et contre des activités civiles israéliennes à proximité de la frontière israélo-syrienne. La lettre contenait des détails sur ces accusations et disait que ces attaques constituaient la violation la plus flagrante de la Convention d'armistice générale entre Israël et la Syrie et que l'aggravation de la situation à la frontière était une menace sérieuse pour la paix et la sécurité internationales.

48. Dans une lettre en date du 8 juillet 1964 (S/5805), le chargé d'affaires par intérim de la République arabe syrienne a fait savoir que, le 2 juillet, des forces israéliennes avaient ouvert le feu sur des cultivateurs arabes et contre un poste syrien. Elles avaient continué à tirer de façon intermittente du 3 au 6 juillet. La Syrie avait adressé une plainte immédiate à la Commission mixte d'armistice et attirait l'attention du Conseil sur cette nouvelle série d'actes agressifs et sur le grave danger qui menaçait la paix et la sécurité dans la région.

Chapitre 2

QUESTION DE LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES ADMINISTRES PAR LE PORTUGAL: LETTRE ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE, LE 11 JUILLET 1963, PAR LES REPRESENTANTS DE 32 ETATS MEMBRES

[*Note.* — Comme il est indiqué dans le rapport annuel précédent², les représentants de 32 pays africains, dans une lettre en date du 11 juillet 1963 (S/5347), ont demandé la convocation dans les meilleurs délais d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à l'examen de la situation dans les territoires sous domination portugaise. La lettre ajoutait que l'état de guerre qui existait dans certains de ces territoires par suite du refus persistant du Portugal d'appliquer les dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et celles contenues dans la résolution du 9 juin 1961 du Conseil de sécurité (S/4835) constituait à la fois une atteinte réelle à la paix et à la sécurité du continent africain et une menace à la paix et à la sécurité internationales.]

A. — Communications adressées au Conseil

49. Dans une lettre en date du 19 juillet 1963 (S/5356), le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a communiqué au Conseil de sécurité le rapport du Comité spécial sur les territoires administrés par le Portugal, qui passait en revue la situation dans les divers territoires et résumait les débats consacrés à la question par le Comité spécial. Ce rapport contenait le texte de la résolution adoptée par le Comité spécial le 5 avril 1963³, dans laquelle le Comité spécial avait décidé d'appeler immédiatement l'attention du Conseil de sécurité sur la situation actuelle afin qu'il prenne les mesures appropriées, y compris l'adoption de sanctions, pour obtenir que le Portugal se conforme aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

50. Dans un télégramme en date du 19 juillet 1963 (S/5358), l'Empereur d'Ethiopie demandait instamment au Conseil de sécurité de faire pression au maximum sur le Portugal pour qu'il accorde immédiatement

l'indépendance aux Africains qui demeuraient soumis à sa domination coloniale.

51. Dans une lettre en date du 22 juillet 1963 (S/5366), le représentant permanent du Ghana a transmis au Conseil de sécurité un message du Président du Ghana qui disait que l'humanité attendait anxieusement le résultat des délibérations du Conseil, qui devraient aboutir à la cessation définitive de la répression portugaise et à la liquidation totale de l'empire portugais en Afrique.

B. — Examen de la question de la 1040ème à la 1049ème séance (22-31 juillet 1963)

52. A sa 1040ème séance, le 22 juillet 1963, le Conseil de sécurité a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour et a invité, sur leur demande (S/5351, S/5354, S/5355, S/5357 et S/5359), les représentants de la Tunisie, du Libéria, du Portugal, du Sierra Leone et de Madagascar à participer, sans droit de vote, à l'examen de la question.

53. Ouvrant le débat, le représentant du Libéria a dit que les quatre ministres africains étaient venus devant le Conseil, au nom de l'Afrique tout entière, pour aider à assurer l'indépendance et la liberté à des peuples d'Afrique qui se trouvaient encore sous la domination coloniale. Il a exprimé le regret de voir le

² Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément No 2 (A/5502), p. 39.

³ Cette résolution a été transmise au Conseil par le Secrétaire général le 5 avril 1963 (S/5276) [voir A/5502, p. 39].

Gouvernement portugais refuser catégoriquement de se conformer aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et de coopérer avec les Nations Unies. Le Gouvernement portugais avait, au contraire, poursuivi et intensifié son action de répression armée en Afrique. Aux termes de l'Article 73 et des Chapitres XII et XIII de la Charte des Nations Unies, le Portugal avait accepté comme une mission sacrée l'obligation de favoriser la prospérité de ses territoires, dont il était responsable à l'égard des Nations Unies. La résolution 1542 (XV) du 15 décembre 1960 établissait elle aussi la responsabilité internationale du Portugal. En dépit de tout cela, le Portugal avait refusé de s'acquitter de ses obligations et avait essayé de se retrancher derrière le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. Or le paragraphe 7 de l'Article 2 n'était pas applicable, vu qu'il s'agissait de territoires qui avaient été des colonies du Portugal et qui formaient des entités distinctes du Portugal. Le représentant du Libéria a ensuite examiné l'assertion du Portugal selon laquelle ces territoires étaient partie intégrante de la métropole. La loi coloniale de 1930 s'était accompagnée de l'idée d'une assimilation culturelle et avait été suivie d'une intensification de l'exploitation de la main-d'œuvre africaine. Malgré les modifications apportées en 1935, en 1945 et, en particulier, en 1951, date à laquelle les colonies avaient pris le nom de "provinces d'outre-mer", les clauses fondamentales de la loi étaient demeurées inchangées. Les dernières modifications n'avaient eu pour but que de préparer l'entrée du Portugal à l'Organisation des Nations Unies.

54. Les Africains, a poursuivi le représentant du Libéria, étaient disposés à rendre au Portugal l'hommage qui lui était dû pour son exploration historique du continent africain, mais cela ne pouvait faire oublier ou négliger ce qu'était la répression coloniale. Du fait de l'oppression, la population africaine des territoires portugais souffrait d'une grave inégalité de condition sur les plans politique, économique et social. On constatait le même état de choses dans tous les territoires : les Portugais y avaient trouvé un refuge, une source de richesses agricoles et minérales, un lieu où pratiquer l'oppression et l'exploitation de la façon la plus impitoyable. C'est ainsi que les plans de développement de l'Angola avaient servi jusque-là à développer la complémentarité de l'économie du territoire avec celle du Portugal et, dans la répartition des investissements, on avait donné priorité au développement de l'infrastructure de base, à l'augmentation des exportations et à l'installation des Européens. Le taux d'analphabétisme était estimé à 99 p. 100. C'était l'exploitation la plus effrénée.

55. Les gouvernements africains n'étaient pas disposés à tolérer la perpétuation du colonialisme et de l'esclavage. Ils n'étaient pas animés d'un désir de vengeance ; ils ne voulaient que la justice pour une cause où il y allait des principes de la Charte. Les Etats africains demandaient au Conseil d'agir pour mieux faire respecter les résolutions des Nations Unies, même s'il fallait pour cela imposer des sanctions au Portugal. La situation était dangereuse et menaçait la paix internationale. Il ne fallait pas que le Conseil attende l'explosion pour agir.

56. Le représentant de la Tunisie a rappelé que, dans les résolutions 1809 et 1819 (XVII) adoptées en 1962, l'Assemblée générale constatait déjà que la politique et les actes du Gouvernement portugais à l'égard de ses territoires et son refus de tenir compte des aspirations légitimes du peuple angolais constituaient une menace à la paix et à la sécurité internationales. Malgré

ces résolutions, le Gouvernement portugais n'avait cessé d'opposer la force et la répression aux aspirations profondes et légitimes des peuples africains des territoires qu'il administrait. L'emploi de la force armée avait inévitablement provoqué une réaction légitime des nationalistes africains. On assistait ainsi à un cycle infernal où la répression était suivie de la réaction nationaliste, que les autorités portugaises essayaient d'étouffer par des opérations armées de grande envergure. Le conflit avait débordé les frontières de l'Angola. En Guinée portugaise, il menaçait de devenir un conflit avec des pays voisins. Le bombardement, en mars, d'un village sénégalais par des avions militaires portugais avait aggravé la situation. Le fait que le Portugal ne cessait d'accroître son potentiel militaire dans ses territoires coloniaux et qu'il armait les colons était réellement alarmant. Dans ces conditions, il n'était pas possible d'ajouter foi à l'allégation portugaise selon laquelle le conflit avait été suscité de l'extérieur. Aucun mouvement nationaliste ne pouvait, de l'avis du représentant de la Tunisie, être mené avec succès sans la confiance et l'appui du peuple. Le représentant de la Tunisie a demandé au Conseil à prendre toutes mesures que la gravité de la situation rendait appropriées et d'assumer pleinement les responsabilités qui lui incombaient en vertu de la Charte. Les résolutions 1807 et 1819 (XVII) de l'Assemblée générale avaient prié le Conseil de prendre les mesures appropriées, y compris l'adoption de sanctions, pour obtenir que le Portugal se conforme à ses obligations d'Etat Membre et aux résolutions des Nations Unies. C'était là un fait extrêmement grave, sans précédent dans les annales de l'Organisation.

57. A la 1041^{ème} séance, le 23 juillet, le représentant de Madagascar a fait observer que les problèmes qui se posaient au sujet du Portugal et de l'Afrique du Sud présentaient des points communs. Dans les deux cas, il y avait menace à la paix, refus systématique de se plier aux décisions des Nations Unies et volonté délibérée de méconnaître les injonctions de la conscience universelle. Le Conseil ne pouvait continuer à assister impuissant et passif à l'opposition délibérée de deux Etats Membres. Une action prompte et efficace était nécessaire, non seulement pour sauvegarder le prestige de l'Organisation, mais encore dans l'intérêt même du Portugal. Le représentant de Madagascar a demandé aux membres du Conseil de sécurité de faire le choix qui s'imposait, si difficile qu'il pût être, et de soutenir les Etats africains. Ce faisant, ils rendraient à des centaines de millions d'êtres humains leur foi dans l'Organisation des Nations Unies.

58. Le représentant du Sierra Leone, après avoir passé en revue les résolutions du Conseil de sécurité et celles de l'Assemblée générale, a fait observer que le Portugal n'avait pris aucune des mesures demandées. Ainsi, l'autorité de ces deux organes avait été constamment et ouvertement méconnue et bafouée. En demandant au Conseil de sécurité de prendre des mesures positives au sujet des territoires portugais, les Etats africains ne faisaient pas preuve d'irréflexion mais de maturité, et ils témoignaient de leur attachement aux principes de la Charte, car, en négligeant d'agir pour faire face à la situation, on saperait l'Organisation. Les Etats africains n'avaient pas peur d'agir eux-mêmes, au besoin. C'est leur attachement à la Charte qui les avait fait venir devant le Conseil de sécurité pour lui demander de prendre des mesures positives avant que l'intransigeance du Portugal ne provoque en Afrique des guerres révolutionnaires de libération auxquelles le monde entier pourrait se trouver

mêlé. Le Conseil de sécurité devait demander au Gouvernement portugais de se décider, assez rapidement, à renoncer une fois pour toutes à son idée d'un prolongement du Portugal en Afrique et à reconnaître le droit inaliénable des peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée portugaise à disposer d'eux-mêmes. Si le Gouvernement portugais ne donnait pas l'assurance qu'il appliquerait toutes les mesures prévues dans la résolution 1807 (XVII) de l'Assemblée générale, du 14 décembre 1962, il ne resterait aux Etats africains qu'à demander au Conseil de sécurité d'inviter tous les Etats Membres à prendre des sanctions économiques et diplomatiques contre le Portugal et, si cela était nécessaire, d'envisager d'autres mesures conformément aux dispositions applicables de la Charte.

59. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Union soviétique partageait entièrement les sentiments qui avaient amené les chefs d'Etat et de gouvernement africains à réclamer la liquidation définitive du colonialisme sur le continent africain. L'une des réalités essentielles de l'époque actuelle était que le colonialisme et le néo-colonialisme n'entraînaient pas seulement l'exploitation, la spoliation, l'indignité humaine, la pauvreté et la misère pour des peuples entiers, mais menaçaient en même temps la paix et la sécurité internationales. Il était donc parfaitement légitime que les Etats africains aient recours au Conseil de sécurité, qui se devait d'agir en application des dispositions pertinentes de la Charte. Il y avait un lien direct entre la politique criminelle de répression des mouvements de libération nationale menée par le Portugal dans ses territoires et l'aide militaire que le Portugal trouvait auprès de ses alliés au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord. Le représentant de l'URSS a donné des exemples pour montrer que les atrocités commises par les autorités portugaises l'avaient été en Angola, au Mozambique et ailleurs, avec l'aide militaire fournie au Portugal par ses alliés de l'OTAN. Il existait également des liens étroits entre les colonisateurs portugais et les monopoles étrangers. Le représentant de l'URSS a donné les noms de sociétés américaines, britanniques, belges, françaises, hollandaises et d'Allemagne occidentale qui possédaient des intérêts puissants dans l'exploitation des territoires portugais. Le colonialisme avait pris la forme d'un néo-colonialisme, qui se traduisait par des alliances militaires et par des blocs régionaux de pays capitalistes, tels que l'OTAN et le Marché commun. Si le Portugal avait pu faire fi des résolutions des Nations Unies depuis des années, c'est parce qu'il agissait sous la protection de l'OTAN.

60. L'attitude du Portugal qui consistait à ne tenir aucun compte des décisions des Nations Unies constituait une menace à la paix et à la sécurité internationales. Le Conseil devait envisager d'appliquer l'Article 39 de la Charte afin de contraindre le Portugal à se conformer aux décisions des Nations Unies. Si le Portugal persistait dans sa politique et si ses alliés continuaient à lui fournir une assistance militaire, alors les Etats africains indépendants seraient naturellement et justement fondés à apporter une aide armée à leurs frères. Si le Conseil de sécurité entendait faire face à ses obligations, il se devait d'inviter tous les Etats à appliquer contre le Portugal les sanctions que les Etats africains avaient proposées à Addis-Abéba. Il y allait également de l'efficacité des Nations Unies et de son organe principal, le Conseil de sécurité. Vu les diverses décisions prises par les organes des Nations Unies et les demandes formulées dans les résolutions des conférences africaines de 1962 et 1963, la délégation de

l'URSS considérait que, conformément à la Déclaration de 1960, le régime colonial des territoires portugais devrait être liquidé avant la fin de 1963. Elle appuyait pleinement la demande des pays africains tendant à ce que le Conseil de sécurité décide que tous les Etats appliqueraient sans équivoque des sanctions politiques et économiques contre le Portugal, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

61. A la 1042^{ème} séance, le 24 juillet, le représentant du Portugal a dit qu'il regrettait vivement que l'on ait employé l'expression "territoires sous domination portugaise" dans la lettre des 32 puissances et il a demandé quelles dispositions de la Charte ou quels précédents pouvaient le justifier. Les résolutions de la Conférence d'Addis-Abéba constituaient une violation manifeste des dispositions de la Charte, et le représentant du Portugal se demandait comment toutes les menaces qui y étaient proférées pouvaient être conciliées avec les Articles 1^{er} et 2 de la Charte. Répondant ensuite aux accusations portées contre son pays, il a déclaré que l'interprétation portugaise de l'Article 73 n'était pas originale et qu'elle avait été celle de la grande majorité des membres de l'Assemblée au moment où le Portugal avait été admis à l'ONU. La responsabilité internationale au titre du Chapitre XI n'avait pas d'analogie avec celle au titre des Chapitres IX ou XII. Quant aux rapports du Sous-Comité de l'Angola qui avaient été cités au cours de la discussion, étant donné qu'ils avaient été établis à partir de témoignages anonymes et de oui-dire, et sans qu'il soit tenu compte des renseignements fournis par le Gouvernement portugais, ce dernier ne pouvait les accepter. Il n'y avait pas de lois non écrites; les conditions d'électorat étaient simples et s'appliquaient à toute personne, dans tout territoire portugais, de sorte qu'il n'existait pas d'inégalité de statut. Quant à l'affirmation selon laquelle les territoires portugais d'outre-mer n'étaient des provinces portugaises que depuis peu, la vérité était que cette qualification remontait à 1633 et n'avait cessé d'être employée depuis lors. L'accusation selon laquelle un avion portugais aurait bombardé un village sénégalais en avril 1963 n'avait pas été étayée, à l'époque, devant le Conseil de sécurité, et l'offre faite par le Gouvernement portugais en vue d'une enquête impartiale avait été rejetée.

62. Le conflit en Angola avait été fomenté et organisé de l'extérieur. Le fait qu'aucune mesure préalable de précaution n'avait été prise prouvait qu'on n'avait attendu ou craint aucun désordre dans le pays. C'est parce qu'il n'y avait pas eu de forces de sécurité dans le pays que les terroristes, après avoir franchi la frontière, avaient pu égorger des gens, sans considération de couleur. Des agitateurs vivant à l'étranger avaient auparavant menacé de déclencher des violences. Les Nations Unies n'avaient à aucun moment élevé la voix pour exprimer leur réprobation. Le représentant du Portugal a cité des extraits de journaux de divers pays pour montrer que des Etats africains avaient aidé et encouragé la violence dans des territoires d'Afrique.

63. Des indications du même genre pouvaient être fournies au sujet d'autres territoires portugais d'Afrique. Il s'était créé, dans les affaires internationales, une double échelle de valeurs et certains ne cherchaient pas à voir ce qu'était réellement la politique portugaise outre-mer. Passant en revue les éléments essentiels de cette politique, dont le fondement même était l'égalité des races, le représentant du Portugal a évoqué les efforts faits sur le plan législatif en 1961 et 1962 pour instituer le suffrage universel dans les territoires por-

tugais où il n'existait pas encore; en 1963, un nouveau texte législatif avait été adopté, et des élections auraient lieu pour assurer, à tous les niveaux, la représentativité des organes d'administration des territoires. Ces efforts avaient été dictés au Portugal par les obligations qu'il avait envers ses territoires.

64. Le représentant du Portugal a repoussé l'accusation selon laquelle son pays n'avait pas coopéré avec les Nations Unies. Le Gouvernement portugais avait accepté la proposition des Etats-Unis visant à charger deux rapporteurs internationaux de faire une enquête sur la situation dans les territoires portugais d'outre-mer. Cette proposition avait été rejetée par les pays africains. Le Gouvernement portugais avait ensuite invité des représentants de pays africains à venir voir par eux-mêmes ce qu'étaient les conditions dans les territoires portugais. Il n'avait reçu aucune réponse ou réaction positive. Un dialogue avec les représentants africains serait encore une mesure constructive dans la bonne voie. Le représentant du Portugal a terminé en invitant à titre personnel les Ministres des affaires étrangères de la Tunisie, du Libéria et du Sierra Leone et le Ministre des finances de Madagascar à faire immédiatement un voyage en Angola et au Mozambique.

65. Le représentant du Ghana a fait observer que ce qu'avait dit le représentant du Portugal montrait bien qu'il existait un conflit en Angola, au Mozambique, au Cabinda et en Guinée. Le fait même que les pays africains soutenaient les nationalistes luttant pour l'indépendance de leur pays signifiait qu'il existait une menace à la paix et à la sécurité internationales. Les Etats africains n'avaient pas eu recours au Conseil de sécurité d'une manière précipitée; ils n'avaient caché à aucun moment leur horreur de toutes les formes de domination coloniale et avaient depuis longtemps, dans les résolutions adoptées à diverses conférences africaines, exprimé l'inquiétude qu'ils éprouvaient devant la tragédie portugaise.

66. La légalité des changements importants et profonds apportés à la loi portugaise de 1951 sur les colonies, par lesquels le Gouvernement portugais avait décidé unilatéralement que les colonies portugaises étaient partie intégrante du Portugal, était gravement affectée par le fait que le Gouvernement portugais avait négligé de consulter les populations intéressées. Cette fiction, même si elle remontait à des siècles, restait une fiction. Comment serait-il possible de transformer des Africains en Portugais, sinon par leur libre consentement?

67. Le Portugal avait d'autre part repoussé avec intransigeance et entêtement tous les appels et toutes les requêtes qui lui avaient été adressés pour qu'il adopte une politique coloniale humaine et progressiste ayant pour aboutissement l'abandon de son emprise sur des territoires africains. Son refus d'appliquer les dispositions de la résolution du Conseil de sécurité en date du 9 juin 1961 (S/4835) était absolument contraire aux obligations que lui faisait l'Article 25 de la Charte.

68. Par sa politique et par ses mesures de répression, le Portugal avait élargi la sphère du conflit en Afrique. Après l'Angola, la Guinée dite portugaise était devenue maintenant le théâtre de combats plus acharnés de jour en jour. Le Mozambique ne faisait pas exception. Les informations concernant de nouveaux mouvements de troupes portugaises montraient que le conflit risquait de prendre des proportions plus vastes et que les Etats africains contigus aux territoires portugais pourraient s'y trouver mêlés. Le Portugal, pays

pauvre et pratiquement sous-développé, ne pourrait s'offrir le luxe d'une guerre coloniale sans l'appui de l'OTAN. Un choix s'imposait: ou bien soutenir le Portugal, c'est-à-dire les guerres coloniales d'oppression, ou bien soutenir l'Afrique, c'est-à-dire la justice, la dignité humaine et l'indépendance pour l'Angola, le Mozambique, la Guinée et le Cabinda. Comment pourrait-on permettre à un Etat Membre qui persistait à violer la Charte de rester Membre de l'Organisation? La mesure la plus sévère que le Conseil de sécurité pourrait prendre contre le Portugal serait de l'exclure de la communauté des nations jusqu'à ce qu'il respecte les décisions de l'Organisation. Cependant, pour commencer, les Etats africains demandaient une mesure moins radicale: le Conseil déciderait que le Portugal aurait à prendre immédiatement des dispositions pour engager des négociations avec les partis politiques africains pour déterminer les modalités du transfert des pouvoirs aux Africains. Il déciderait d'imposer un embargo complet sur toutes les fournitures d'armes et de matériel stratégique destinées au Portugal et d'inviter les Etats à ne fournir au Portugal aucun appui et aucune forme d'assistance qu'il pourrait utiliser pour poursuivre sa politique coloniale. Le Conseil déciderait, conformément à l'Article 5 de la Charte, de suspendre le Portugal de sa qualité d'Etat Membre si, au moment de l'ouverture de la dix-huitième session de l'Assemblée générale, le Gouvernement portugais n'avait pas pris de mesures positives pour donner suite aux décisions du Conseil de sécurité.

69. A la 1043ème séance, le 24 juillet, le représentant du Brésil a déclaré que le Conseil de sécurité était compétent pour examiner la question résultant de la non-observation, par le Portugal, des obligations que le Chapitre XI de la Charte lui faisait et des résolutions 1514, 1541 et 1542 (XV) de l'Assemblée, en date de décembre 1960. Cependant, les Articles 5 et 6 ne pouvaient être invoqués, vu que le Conseil n'avait encore entrepris aucune action préventive ou coercitive contre le Portugal, comme il le fallait pour l'application de ces articles.

70. L'hostilité croissante des Etats africains devant la position inflexible du Portugal contribuait à créer un état de tension qui risquait de mettre en danger la paix et la sécurité internationales. Il était du devoir du Conseil de sécurité d'agir pour mettre fin à cette situation en recourant aux moyens prévus au Chapitre VI de la Charte. Le Brésil se verrait contraint de renoncer à cette façon de voir si, contrairement à tous ses espoirs, le Gouvernement portugais ne changeait pas sa politique coloniale actuelle. Le Gouvernement brésilien n'acceptait pas l'argumentation du Portugal suivant laquelle la question tombait sous le coup du paragraphe 7 de l'Article 2 et il était convaincu que la seule solution du problème résidait dans une évolution des territoires en question vers la libre détermination et l'indépendance. Il lui répugnait que la coopération du Portugal, laquelle était indispensable, soit compromise par l'adoption de mesures draconiennes et il espérait que la libre détermination des territoires portugais serait obtenue de manière pacifique grâce aux moyens recommandés à l'Article 33 de la Charte. Le Brésil ne pouvait qu'être en faveur de l'accession à l'indépendance de l'Angola, du Mozambique et des autres territoires, si c'était là ce que souhaitaient leurs peuples. Le Portugal, a dit en terminant le représentant du Brésil, devait accepter les exigences de l'évolution historique et se placer au premier rang du mouvement pour la libre détermination des peuples.

71. Le représentant des Philippines a fait observer que l'opposition opiniâtre et croissante à la domination portugaise en Afrique semblait avoir deux causes fondamentales: la politique coloniale peu éclairée du Portugal et le désir d'indépendance des populations des territoires portugais. Il serait injuste de faire un tableau poussé au noir de toute l'activité du Portugal outre-mer, mais on ne pouvait que déplorer ce qu'avait été la colonisation portugaise. Il était également à regretter que le Portugal se soit attribué une prétendue mission de civilisation en Afrique. Le Portugal semblait considérer que la culture portugaise était supérieure aux cultures africaines et devait être imposée aux Africains, alors que toute vraie civilisation a ses racines dans le terroir et ne peut s'épanouir sur injonction ou par simple imitation. Le conflit opposant le Portugal aux mouvements nationalistes de ses colonies ne pouvait être résolu que par une séparation à l'amiable. La solution de ce problème ne pouvait être différée. Le représentant des Philippines a exprimé l'espoir que le Portugal comprendrait, avant qu'il ne soit trop tard, que la meilleure façon de servir ses intérêts nationaux était de reconnaître aux populations de ses territoires leur droit de libre détermination. Il convenait que des mesures efficaces soient prises pour convaincre le Portugal de renoncer à sa politique coloniale de répression.

72. A la 1044^{ème} séance, le 26 juillet, les délégations du Ghana, du Maroc et des Philippines ont présenté un projet de résolution commun (S/5372 et Corr.1), dont les dispositions étaient les suivantes:

"Le Conseil de sécurité,

".....

"Convaincu que la situation qui règne dans les territoires administrés par le Portugal en Afrique constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales:

"1. Confirme la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960;

"2. Décide que la politique du Portugal, qui prétend que les territoires qu'il administre sont des "territoires d'outre-mer" faisant partie intégrante du Portugal métropolitain, est contraire aux principes de la Charte et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité;

"3. Condamne l'attitude du Gouvernement portugais, ses violations répétées des principes de la Charte des Nations Unies et son refus persistant d'appliquer les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité;

"4. Constate que la situation dans les territoires administrés par le Portugal met gravement en danger la paix et la sécurité en Afrique;

"5. Requiert le Portugal d'appliquer immédiatement les dispositions suivantes du paragraphe 4 du dispositif de la résolution 1807 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1962:

"a) Reconnaître immédiatement le droit des peuples qu'il administre à l'autodétermination et à l'indépendance;

"b) Cesser immédiatement tout acte de répression et retirer toutes les forces militaires et autres qu'il emploie actuellement à cette fin;

"c) Promulguer une amnistie politique inconditionnelle et créer les conditions permettant le libre fonctionnement des partis politiques;

"d) Engager des négociations, sur la base de la reconnaissance du droit à l'autodétermination, avec

les représentants qualifiés des partis politiques existant à l'intérieur ou l'extérieur des territoires, en vue du transfert des pouvoirs à des institutions politiques librement élues et représentatives des populations, conformément à la résolution 1514 (XV);

"e) Accorder, immédiatement après, l'indépendance à tous les territoires qu'il administre, conformément aux aspirations des populations".

"6. Décide que tous les Etats doivent cesser immédiatement d'apporter au Gouvernement portugais toute assistance lui permettant de poursuivre la répression contre les populations des territoires qu'il administre et prendre toutes mesures pour empêcher la vente et la fourniture, à cette fin, d'armes et d'équipements militaires au Gouvernement portugais;

"7. Prie le Secrétaire général d'assurer l'application des dispositions de la présente résolution, de fournir toute assistance nécessaire et de rendre compte au Conseil de sécurité avant le 30 septembre 1963."

73. Le représentant du Ghana a exposé que le projet de résolution commun avait été rédigé avec soin et que les ministres africains en avaient pesé tous les termes au cours de consultations avec divers groupes de délégations au Conseil. Le projet de résolution était rédigé en termes modérés et représentait le minimum que les Etats africains puissent demander. Les auteurs du projet ne recherchaient rien qui ne fût raisonnable; ils respectaient les principes de la Charte et faisaient un effort pour comprendre les mobiles des membres de l'OTAN. Au paragraphe 6 du dispositif, les auteurs ne demandaient que des mesures limitées, et non un embargo total sur l'assistance militaire. Au paragraphe 7, ils demandaient que la question soit maintenue à l'étude. Le texte laissait le choix au Secrétaire général soit d'avoir lui-même des consultations avec le Gouvernement portugais quant aux moyens de mettre en œuvre le projet de résolution, soit de charger une personne de s'entretenir avec les représentants du Portugal.

74. Le représentant de la Norvège a déclaré que sa délégation comprenait l'inquiétude des nations africaines et leur sentiment qu'il fallait remédier rapidement à la situation. Le Gouvernement norvégien estimait, lui aussi, que le processus de libération de l'Afrique devait être complètement mené à bien et que l'Organisation des Nations Unies ne devait épargner aucun effort à cette fin, en évitant cependant de provoquer inutilement des tensions. Il ne pouvait accepter la thèse selon laquelle les territoires administrés par le Portugal étaient des provinces d'outre-mer du Portugal. La délégation norvégienne regrettait que le Portugal ne se soit pas conformé aux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et par l'Assemblée générale. Elle estimait, cependant, qu'il existait encore une possibilité d'influer sur le Portugal par la persuasion et les recommandations. Le Conseil devait avant tout établir sans équivoque le droit des territoires portugais à la libre détermination. Il convenait peut-être de désigner une ou plusieurs personnalités respectées qui se rendraient dans les territoires et fourniraient une assistance et des avis pour une application rapide, mais dans l'ordre et le calme, du droit à la libre détermination.

75. Le représentant du Venezuela a appuyé la position des pays africains. La délégation vénézuélienne n'avait jamais eu aucun doute quant au véritable statut des territoires portugais. L'attitude du Gouvernement portugais était contraire à la Charte et aux résolutions

de l'ONU, ainsi qu'à l'esprit de l'époque contemporaine. Le représentant du Venezuela a souligné qu'il importait que les territoires accèdent à l'indépendance de manière pacifique, sans précipitation dangereuse ou retard injustifiable. Il a exprimé l'espoir que le Conseil, plutôt que d'entamer un débat sur la question de savoir si la situation relevait du Chapitre VI ou du Chapitre VII de la Charte, saurait trouver la mesure la plus appropriée et la mieux adaptée au cas dont il s'agissait.

76. En réponse à quelques-unes des questions soulevées, le représentant du Portugal a déclaré que le Portugal acceptait l'Article 25, comme les autres dispositions de la Charte, en tenant compte de la pratique, de la jurisprudence et de l'interprétation doctrinale concernant cet article. En ce qui concerne la résolution de l'Assemblée générale 1603 (XV) du 20 avril 1961 et la résolution du Conseil de sécurité du 9 juin 1961 relative à l'Angola (S/4835), le représentant du Portugal a réaffirmé qu'il n'y avait pas eu de "mesures de répression", comme ces résolutions l'avaient dit, mais des mesures de légitime défense contre des terroristes et que l'ordre public avait été ensuite rétabli dans le territoire. L'espoir, exprimé dans la résolution du Conseil, d'une solution pacifique conforme à la Charte avait été réalisé en pratique.

77. Le représentant du Libéria a déploré que le Ministre des affaires étrangères du Portugal n'ait pas parlé de reconnaître le droit à la libre détermination et à l'indépendance des territoires administrés par le Portugal. La situation, qui s'était constamment aggravée depuis 1961, constituait une menace sérieuse à la paix en Afrique. Les résolutions adoptées par l'Assemblée et le Conseil en 1961 avaient déclaré qu'il fallait agir rapidement et la plupart des Etats Membres avaient exprimé l'opinion que la violation des droits de l'homme et la poursuite de la répression risquaient de déclencher une violente indignation dans les pays voisins. Quant à la situation actuelle, cinq transports de troupes portugais avaient mis le cap sur la Guinée portugaise en une semaine. Ces troupes n'étaient certainement pas parties pour une excursion.

78. Au nom de ses collègues africains, le représentant du Libéria a remercié le représentant du Portugal de les avoir invités à se rendre personnellement en Angola et au Mozambique, mais il a estimé que le Gouvernement portugais aurait pu témoigner de sa bonne foi en invitant le Conseil de sécurité à envoyer une délégation dans tous les territoires portugais, dans le cadre de l'application du principe de l'autodétermination.

79. A la 1045ème séance, le 26 juillet, le représentant de la Chine a déclaré que sa délégation n'avait cessé d'être favorable aux aspirations des peuples non autonomes. Le nationalisme était la force la plus puissante de l'époque contemporaine et l'évolution avait été si rapide que certains gouvernements n'avaient pas encore pu adapter leur politique à la situation nouvelle. L'Organisation des Nations Unies devait veiller à ce que la désintégration des empires ne s'accompagne pas, comme cela avait été si souvent le cas dans le passé, de conflits armés. Le représentant de la Chine a noté que le Portugal avait accepté l'idée d'inviter deux hautes personnalités désignées par les Nations Unies à enquêter sur la situation dans les territoires portugais et il a estimé que des recommandations fondées sur une telle enquête augmenteraient les chances d'un règlement équitable. Une réaffirmation, par le Portugal, du principe de la libre détermination, en tant que principe

applicable à ses territoires, contribuerait également à y atténuer la tension. Le représentant de la Chine a déclaré, en terminant, que, quelles que soient les mesures que prenne le Conseil, il lui faudrait tenir compte en premier lieu de l'intérêt des habitants et s'engager dans la voie de changements pacifiques. Il a exprimé l'espoir que le Portugal, dans son propre intérêt bien compris, n'hésiterait pas à accepter les réalités d'une Afrique en évolution.

80. Le représentant de la France a déclaré que son pays, qui avait administré la preuve qu'il était résolu à mettre en œuvre le principe d'autodétermination dans les territoires dont il avait eu la charge, serait satisfait que ce principe fasse l'objet d'une application universelle dans tous les cas où il devait pouvoir librement s'exercer. Cependant, il y avait lieu de distinguer entre ce qui était souhaitable et ce que le Conseil était en droit de décider ou même de recommander. La Charte ne donnait pas autorité à l'Organisation des Nations Unies pour se substituer à la Puissance administrante dans la conduite de l'évolution des territoires dépendants. Le représentant de la France a noté que les ministres africains n'avaient pas rejeté à priori l'invitation du Ministre des affaires étrangères du Portugal. La délégation française ne croyait pas que la question tombait sous le coup du Chapitre VII de la Charte. Elle n'appuierait donc pas de résolution prévoyant des sanctions, la suspension du Portugal ou un embargo total sur les armes. La France comprenait les légitimes aspirations des peuples africains et n'était insensible ni à leur inquiétude ni à leur impatience. Le remède à la situation résidait dans des discussions librement conduites par les parties intéressées.

81. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a dit que les allégations formulées au sujet de son pays et de ses alliés de l'OTAN étaient dénuées de tout fondement. La délégation du Royaume-Uni reconnaissait pleinement que certains aspects internationaux de la question justifiaient son examen par le Conseil et l'adoption de mesures appropriées. Sans estimer qu'une rupture de la paix soit imminente ou déjà consommée, elle était prête à admettre qu'à moins que la tension internationale provoquée par la situation actuelle dans les territoires portugais ne soit dissipée le monde pourrait se trouver à un certain moment devant une menace à la paix. L'Organisation des Nations Unies était une organisation pour la paix. Il appartenait donc au Conseil de rechercher une solution pacifique du différend. La délégation du Royaume-Uni ne pouvait accepter l'idée que, si les moyens offerts par la Charte ne permettaient pas d'aboutir aux résultats souhaités, le recours à la force serait légitime. Le représentant du Royaume-Uni estimait qu'il fallait reconnaître ce que la politique portugaise avait de bon et il notait que la loi organique avait été modifiée et que le Portugal s'efforçait de promouvoir le bien-être économique et social de ses territoires. Mais le Portugal n'avait pas reconnu qu'il fallait faire davantage et que non seulement l'auto-administration mais aussi l'autodétermination étaient nécessaires. Il appartenait assurément au Portugal, en tant que Puissance administrante, de décider du moment et des méthodes à choisir pour réaliser la libre détermination dans les territoires portugais. Le vrai but du débat et le souci du Conseil devaient être le bien-être et les intérêts des habitants de ces territoires, dont le Portugal avait toujours la responsabilité. Le Conseil ne devait pas chercher à isoler le Portugal, mais à le rapprocher du reste des puissances coloniales. C'est pourquoi la délégation du Royaume-Uni ne pouvait appuyer le

projet de résolution commun ; la teneur générale de ce projet et nombre des mesures qu'il prévoyait ne conviendraient que dans une situation où la paix se trouverait en fait menacée, ce qui n'était pas le cas. L'idée de la nomination de deux hautes personnalités comme rapporteurs et celle d'une acceptation de l'invitation personnelle adressée aux ministres africains par le Ministre des affaires étrangères du Portugal étaient des idées positives et dont il convenait de tirer parti.

82. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que son pays était de ceux qui considéraient que les territoires portugais relevaient du Chapitre XI de la Charte. Les Etats-Unis, qui défendaient depuis très longtemps le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, n'avaient cessé d'engager le Portugal à accepter ce principe et à l'appliquer aux populations des territoires portugais. L'ONU devait s'efforcer sans relâche de trouver une solution au problème par les voies fécondes de la paix.

83. Il s'agissait à la fois d'une impasse et d'un différend. Toute impasse, s'il n'y était mis fin, risquait à tout moment d'être la cause d'une explosion de violences ayant des conséquences imprévisibles pour la paix du monde. Depuis 18 ans, la plus grande partie de l'œuvre de décolonisation s'était faite presque sans effusion de sang. Tel devait être également le but dans le cas des territoires portugais. L'acceptation et l'application du droit à la libre détermination étaient au cœur du problème. Cela ne voulait pas dire qu'aucun pays cherchât à priver le Portugal de la place qui lui revenait en Afrique. Les Etats-Unis avaient offert d'examiner avec faveur toute demande d'assistance matérielle que le Portugal leur ferait pour s'acquitter de certains aspects de la responsabilité qu'il avait d'assurer le développement économique et culturel de ses territoires. Le Portugal n'aurait plus de rôle à jouer en Afrique que s'il refusait de collaborer aux grands changements historiques qui s'y produisaient. Les Etats-Unis repoussaient catégoriquement l'idée suggérée devant le Conseil qu'un moyen admissible de résoudre le problème était d'exacerber la situation jusqu'à ce qu'elle devienne en fait une menace à la paix et à la sécurité internationales. Cette idée était contraire aux dispositions et à l'esprit de la Charte. La délégation des Etats-Unis estimait que ce qui s'imposait était une reprise du dialogue entre les leaders africains et le Portugal, dans l'intérêt des populations des territoires. A cette fin, il serait utile que le Conseil désigne un représentant spécial chargé de faciliter un dialogue fructueux entre le Gouvernement portugais et les leaders africains. A ce propos, le représentant des Etats-Unis prenait note avec satisfaction de l'invitation adressée par le Ministre des affaires étrangères du Portugal.

84. Du point de vue du fond, il y avait peu de chose dans le projet de résolution commun que la délégation des Etats-Unis ne puisse approuver, mais elle ne pouvait en accepter le libellé qui était susceptible d'entraver plutôt que de faciliter un règlement, et elle ne pourrait donc voter pour le projet de résolution tel qu'il était rédigé. Bien que la situation dans les territoires portugais donnât lieu à un désaccord international très grave, les Etats-Unis ne pensaient pas que la paix et la sécurité fussent déjà menacées ou que la situation relevât du Chapitre VII de la Charte.

85. Au cours de la même séance, puis à la 1046ème séance, le 29 juillet, le représentant du Sierra Leone a cité une dépêche d'une agence de presse française selon laquelle, le 26 juillet, 21 personnes avaient été

tuées et 35 autres blessées, en Guinée portugaise, par des bombardements effectués par les Portugais, ce qui montrait que c'était le Portugal, et non les Etats africains, qui était la cause du conflit. L'invitation du Portugal serait naturellement transmise aux gouvernements intéressés, mais ni le représentant du Sierra Leone ni ses collègues africains ne désiraient faire un voyage de tourisme ou voir ce qu'étaient les conditions dans des pays de leur propre continent. Ce qu'ils demandaient, c'était que le Portugal accepte le droit à l'autodétermination des peuples des colonies portugaises.

86. Le représentant de la Tunisie a regretté d'avoir à constater que le Gouvernement portugais ne se considérait comme lié par les obligations de l'Article 25 de la Charte que dans la mesure où elles correspondaient à sa propre interprétation de cet article. La raison essentielle pour laquelle la délégation tunisienne doutait de la possibilité d'un dialogue sérieux avec le Portugal était l'obstination que mettait le Gouvernement portugais à se retrancher derrière des fictions juridiques et son refus de reconnaître le principe de l'autodétermination. Il était donc facile de comprendre pourquoi le représentant de la Tunisie et ses collègues déclinaient l'invitation personnelle du Ministre des affaires étrangères du Portugal. Préconiser des négociations directes entre le Gouvernement portugais et les chefs nationalistes procédait peut-être d'un sentiment louable, mais semblait manquer de réalisme. De l'avis du représentant de la Tunisie, la seule solution réaliste possible était d'empêcher, par des moyens pacifiques, le Gouvernement portugais d'intensifier son action de répression armée.

87. Le représentant des Philippines, parlant en tant que coauteur du projet de résolution, a réaffirmé que la considération primordiale devait être le droit des populations des territoires portugais à la libre détermination et à l'indépendance. C'est là aussi que devait être le point de départ de tout dialogue avec le Portugal, préconisé de préférence à un isolement du Portugal. Les Nations Unies désiraient depuis longtemps un tel dialogue, mais le langage tenu par le Portugal n'avait guère aidé à l'établir.

88. Le Président, parlant en tant que représentant du Maroc, a invité le Gouvernement portugais à s'engager dans la voie de la reconnaissance de la personnalité des populations qu'il administrait et à abandonner la doctrine selon laquelle les morceaux d'un empire devaient continuer à faire partie intégrante de la métropole. Il a contesté le bien-fondé des plaintes du Portugal concernant l'assistance des Etats indépendants aux peuples luttant pour leur libération. Le débat sur la domination portugaise en Afrique avait cessé d'être une discussion entre le Portugal et les pays anticolonialistes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. D'autres pays, amis du Portugal, n'hésitaient plus, maintenant, à se dissocier de lui. L'Europe avait déjà tourné le dos au colonialisme auquel le Portugal continuait de s'accrocher.

89. A la 1047ème séance, tenue le même jour, le représentant de l'URSS a noté que le projet de résolution était rédigé en termes très modérés. La politique du Portugal en Afrique, qui était caractérisée par des actes de génocide, qui risquait de plus en plus de provoquer un conflit général en Afrique et qui procédait d'un mépris obstiné et sans égal de toutes les décisions des Nations Unies, méritait d'être traitée de façon plus sévère et plus énergique. Le projet de résolution témoignait ainsi de la patience à toute épreuve des pays africains. Il ne contenait ni conclusions ni recomman-

dations nouvelles. Le moindre amendement qui lui serait apporté pour l'affaiblir équivaldrait à un abandon de la position, déjà beaucoup trop conciliante, qui avait été prise par l'Organisation. La délégation de l'URSS voterait pour le projet de résolution, qui traduisait les préoccupations des États africains.

90. Le représentant du Ghana a souligné que les ministres africains des affaires étrangères n'étaient pas venus devant le Conseil parce que les États africains voulaient créer une situation qui puisse être considérée comme une menace à la paix, mais parce que cette menace existait déjà. Des combats avaient lieu en Guinée comme en Angola. Les États africains n'étaient pas opposés à un dialogue avec le Portugal, à condition que ce dialogue vise à régler la question en jeu, qui était celle de la libre détermination. Si le représentant du Portugal déclarait que son gouvernement acceptait le principe de la libre détermination, les représentants africains seraient disposés à retirer le projet de résolution.

91. Répondant à certaines observations faites au cours du débat, le représentant du Portugal a dit que, si l'on parlait des troupes qui étaient envoyées, il fallait également parler de celles qui étaient retirées; depuis très longtemps, l'effectif des forces de sécurité n'avait pas été accru. Les renseignements dont disposait le Gouvernement portugais ne corroboraient pas les allégations faites par le Ministre des affaires étrangères du Sierra Leone. Le Portugal n'avait fait usage, dans aucun de ses territoires, d'armes ou de munitions qui lui auraient été fournies par des pays de l'OTAN ou aux fins de l'OTAN.

92. A propos de l'ensemble du débat, le représentant du Portugal a réitéré l'accusation selon laquelle on avait entrepris de modifier la Charte par des votes à la majorité simple et on utilisait contre le Portugal une légalité nouvelle dont le Portugal ne pouvait user dans sa défense.

93. On prétendait que les conditions dans les territoires portugais prouvaient qu'il existait une menace contre la paix, mais, lorsque des personnalités qualifiées étaient invitées à venir voir par elles-mêmes ce qu'y étaient les conditions, ces dernières, semblait-il, ne présentaient plus d'intérêt.

94. Le projet de résolution était un texte très grave et lourd de conséquences, et le Gouvernement portugais ne pouvait l'accepter.

95. A la 1048^{ème} séance, le 30 juillet, le représentant de Madagascar a donné lecture d'un télégramme (S/5376) par lequel les chefs d'Etat des pays de l'Union africaine et malgache, réunis à Cotonou, réaffirmaient leur appui des décisions d'Addis-Abéba et il a demandé à tous les membres du Conseil de voter pour le projet de résolution commun.

96. Le représentant des Philippines a répondu aux déclarations faites par le représentant du Portugal en soulignant que l'opinion de sa délégation reposait sur une étude objective des textes officiels et des rapports établis par les organes compétents des Nations Unies.

97. Le représentant du Venezuela a présenté les amendements suivants (S/5379) au projet de résolution commun du Ghana, du Maroc et des Philippines (S/5372): 1) supprimer le dernier alinéa du préambule; 2) au paragraphe 2 du dispositif, remplacer le mot "*Décide*" par le mot "*Affirme*"; 3) au paragraphe 3 du dispositif, remplacer le mot "*Condamne*" par le mot "*Déplore*"; 4) au paragraphe 4 du dispositif, remplacer à la deuxième ligne, les mots "met gravement en danger", par les mots "trouble grave-

ment"; 5) au paragraphe 5 du dispositif, remplacer les trois premières lignes par le texte suivant: "*Invite instamment* le Portugal à appliquer les dispositions suivantes: " le reste du paragraphe restant inchangé; 6) au paragraphe 6 du dispositif, remplacer les mots "*Décide* que (tous les États) doivent" par les mots "*Préc* (tous les États) de"; 7) au paragraphe 7 du dispositif, remplacer, à la deuxième ligne, les mots "toute assistance nécessaire" par les mots "l'assistance qu'il estimerait nécessaire"; 8) à la fin du même paragraphe, remplacer la date du "30 septembre 1963" par celle du "31 octobre 1963".

98. A la 1049^{ème} séance, le 31 juillet, le représentant du Ghana a annoncé au Conseil que les auteurs acceptaient les amendements au Venezuela (S/5379).

99. Le représentant de la Norvège a déclaré que sa délégation voterait pour le projet de résolution ainsi modifié par le Venezuela, étant entendu que le paragraphe 6 du dispositif, s'il était adopté, ne viserait pas les propres besoins de sécurité du Portugal en Europe.

Décision: *A la 1049^{ème} séance, le 31 juillet 1963, le projet de résolution présenté par le Ghana, le Maroc et les Philippines (S/5372) modifié, a été adopté par 8 voix contre zéro, avec 3 abstentions (Etats-Unis d'Amérique, France et Royaume-Uni) [S/5380 et Corr.1].*

Le texte de la résolution adoptée est reproduit ci-dessous:

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la situation dans les territoires administrés par le Portugal, telle que l'ont exposée les 32 Etats Membres africains,

"Rappelant sa résolution du 9 juin 1961 et les résolutions 1807 (XVII) du 14 décembre 1962 et 1819 (XVII) du 18 décembre 1962 de l'Assemblée générale,

"Rappelant la résolution 1542 (XV) du 15 décembre 1960, par laquelle l'Assemblée générale a déclaré que les territoires administrés par le Portugal étaient des territoires non autonomes au sens du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies, ainsi que la résolution 1514 (XV), du 14 décembre 1960, par laquelle l'Assemblée générale a déclaré, notamment, que des mesures immédiates seraient prises pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes,

"1. Confirme la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

"2. Affirme que la politique du Portugal, qui prétend que les territoires qu'il administre sont des territoires "d'outre-mer" et font partie intégrante du Portugal métropolitain, est contraire aux principes de la Charte et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité;

"3. Déplore l'attitude du Gouvernement portugais, ses violations répétées des principes de la Charte et son refus persistant d'appliquer les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité;

"4. Constate que la situation dans les territoires administrés par le Portugal trouble gravement la paix et la sécurité en Afrique;

"5. Invite le Portugal à appliquer d'urgence les dispositions suivantes:

"a) Reconnaître immédiatement le droit des peuples qu'il administre à l'autodétermination et à l'indépendance;

"b) Cesser immédiatement tout acte de répression et retirer toutes les forces militaires et autres qu'il emploie actuellement à cette fin;

"c) Promulguer une amnistie politique inconditionnelle et créer les conditions permettant le libre fonctionnement des partis politiques;

"d) Engager des négociations, sur la base de la reconnaissance du droit à l'autodétermination, avec les représentants qualifiés des partis politiques existant à l'intérieur ou l'extérieur des territoires, en vue du transfert des pouvoirs à des institutions politiques librement élues et représentatives des populations, conformément à la résolution 1514 (XV);

"e) Accorder, immédiatement après, l'indépendance à tous les territoires qu'il administre, conformément aux aspirations des populations;

"6. *Prie* tous les Etats de cesser immédiatement d'apporter au Gouvernement portugais toute assistance lui permettant de poursuivre la répression contre les populations des territoires qu'il administre et de prendre toutes mesures pour empêcher la vente et la fourniture, à cette fin, d'armes et d'équipements militaires au Gouvernement portugais;

"7. *Prie* le Secrétaire général d'assurer l'application des dispositions de la présente résolution, de fournir l'assistance qu'il estimerait nécessaire et de rendre compte au Conseil de sécurité avant le 31 octobre 1963."

100. A l'issue du vote, le représentant du Ghana a dit que le Conseil avait, en fait, condamné l'attitude du Gouvernement portugais, pour ses violations répétées des principes de la Charte et son refus d'appliquer les résolutions de l'Assemblée générale. Le Conseil avait pris une décision ferme en constatant que la situation dans les territoires administrés par le Portugal troublait gravement la paix et la sécurité en Afrique. Le représentant du Ghana a ajouté que le point le plus important de la résolution était la reconnaissance du fait que le droit à l'autodétermination et à l'indépendance devait être accordé aux peuples de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée et du Cabinda.

101. Il a recommandé que le Secrétaire général entreprenne des consultations sur l'autodétermination avec le Ministre des affaires étrangères du Portugal avant que ce dernier ne quitte New York.

102. Le représentant des Etats-Unis a exprimé l'espoir que la résolution n'entraverait pas le règlement pacifique de la situation dans les territoires portugais, mais, au contraire, y contribuerait. Si les Etats-Unis s'étaient abstenus, c'était avant tout parce qu'ils ne croyaient pas que la résolution était rédigée dans les termes ou sous la forme permettant le mieux de parvenir aussi rapidement et harmonieusement que possible au résultat unanimement désiré. Sans souscrire à certaines dispositions, les Etats-Unis approuvaient l'essentiel du fond de la résolution. La délégation des Etats-Unis était convaincue que des négociations menées de bonne foi sur la base de la reconnaissance et de l'application du principe de la libre détermination aux territoires portugais d'Afrique constituaient le seul moyen de parvenir dans le calme et la paix au résultat souhaité. Les Etats-Unis continueraient à avoir pour politique de ne pas fournir au Portugal d'armes ou de matériel militaire destinés à être utilisés dans ses territoires.

103. Le représentant de l'URSS a réaffirmé que sa délégation aurait préféré des mesures plus énergiques que celles prévues par la résolution. Mais, malgré ses défauts, la résolution comportait également des aspects positifs, et le Conseil avait en fait confirmé la résolution 1807 (XVII) de l'Assemblée générale et en avait ainsi rendu l'application obligatoire. La Charte donnait au Conseil des pouvoirs étendus au cas où ses décisions n'étaient pas observées et nul ne devait se faire d'illusions sur la possibilité de ne pas avoir à répondre de la non-observation de résolutions ayant un caractère obligatoire.

104. Le représentant du Royaume-Uni a regretté que les termes de la résolution n'aient pas permis à sa délégation de l'appuyer, car plusieurs aspects de la résolution correspondaient aux vues de sa délégation. Tant que le Portugal ne reconnaissait pas le principe fondamental de la libre détermination, le Conseil ne pouvait espérer que des progrès seraient réalisés, mais il n'appartenait pas au Conseil de dire au Portugal comment appliquer ce principe. Le Royaume-Uni ne fournissait pas au Portugal d'armes destinées à être utilisées dans ses territoires d'outre-mer et il continuerait à ne pas le faire.

105. Le représentant du Brésil avait voté pour la résolution avec certaines réserves quant aux mesures envisagées au paragraphe 6, et il estimait que la résolution, sous sa forme modifiée, relevait des dispositions du Chapitre VI de la Charte.

106. Le représentant de la France a dit que la résolution comportait, quant au fond, plusieurs éléments que sa délégation aurait pu appuyer, notamment en ce qui concernait le droit à l'autodétermination, mais que, même sous sa forme modifiée, elle était rédigée de telle sorte qu'elle dépassait la compétence dévolue par la Charte à l'Organisation.

107. Le représentant du Libéria a exprimé sa satisfaction de la décision positive prise par le Conseil, qui aurait des effets d'une grande portée. Au nom des gouvernements des pays indépendants d'Afrique, il a exprimé l'espoir que le Portugal prendrait immédiatement les dispositions voulues pour la mise en œuvre de la décision du Conseil.

108. Le représentant du Sierra Leone a remercié également le Conseil de sa décision et a demandé que cette résolution historique soit mise en œuvre promptement.

109. Le représentant du Portugal a déclaré que la résolution était moralement mauvaise et ne pouvait donc être judicieuse politiquement. La délégation portugaise ne pouvait modifier sa position à l'égard de la résolution et de tous événements qui pourraient en résulter.

C. — Rapport du Secrétaire général

110. Le 31 octobre 1963, le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité, dans son rapport (S/5448), qu'il avait prié le Gouvernement portugais de lui faire savoir quelles dispositions il avait prises pour appliquer la résolution du Conseil de sécurité (S/5380 et Corr.1) et en particulier les mesures énoncées au paragraphe 5 du dispositif.

111. Le 29 août, le représentant permanent du Portugal avait transmis au Secrétaire général la réponse de son gouvernement, par laquelle ce dernier invitait le Secrétaire général à se rendre à Lisbonne pour s'entretenir directement avec le Gouvernement portugais. Le 31 août 1963, le Secrétaire général avait informé le Gouvernement portugais qu'il avait chargé

M. Godfrey K. J. Amachree, sous-secrétaire à la tutelle et aux territoires non autonomes, de se rendre à Lisbonne et de le représenter. M. Amachree avait séjourné à Lisbonne du 9 au 11 septembre 1963 et avait eu des entretiens avec le Premier Ministre du Portugal et d'autres personnalités officielles. A la suite de la visite de M. Amachree à Lisbonne, des contacts directs avaient été établis et des entretiens avaient eu lieu à New York entre les représentants des pays africains et du Portugal. Au cours de ces entretiens, le concept de l'autodétermination avait été le principal sujet de discussion. Le rapport exposait les points de vue exprimés.

112. Le rapport déclarait que les explications données par les représentants du Portugal sur la position de leur pays permettaient de penser que le Gouvernement portugais ne contestait pas le principe de l'autodétermination pour les populations de ses territoires d'outre-mer. Bien qu'il soit prématuré de se montrer optimiste quant au résultat des entretiens qui avaient eu lieu, le fait que des représentants des Etats africains et du Gouvernement portugais avaient accepté de se rencontrer pour discuter des problèmes influant sur les relations de leurs pays constituait en soi un progrès encourageant.

113. Le Secrétaire général informait également le Conseil qu'il avait demandé aux Etats Membres de lui communiquer tous renseignements pertinents sur les mesures qu'ils avaient prises ou comptaient prendre en application des paragraphes 6 et 7 du dispositif de la résolution. Les réponses de 65 gouvernements étaient reproduites en substance dans le rapport ou l'ont été dans les additifs ultérieurs (S/5448/Add.1 à 3).

D. — Communications reçues entre le 13 novembre et le 3 décembre 1963

114. Par lettre en date du 13 novembre 1963 (S/5460), les représentants de l'Algérie, du Burundi, du Congo (Brazzaville), du Congo (Léopoldville), de la Côte-d'Ivoire, du Dahomey, de l'Ethiopie, du Gabon, du Ghana, de la Guinée, de la Haute-Volta, du Libéria, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Niger, de la Nigéria, de l'Ouganda, de la République arabe unie, de la République centrafricaine, du Rwanda, du Sénégal, du Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan, du Togo et de la Tunisie ont demandé que le Conseil de sécurité se réunisse à bref délai pour examiner le rapport du Secrétaire général (S/5448) et qu'il étudie les nouvelles mesures à prendre pour faire appliquer sa résolution du 31 juillet (S/5380 et Corr.1).

115. Dans une lettre en date du 3 décembre 1963 (S/5470), le Président de l'Assemblée générale a communiqué au Conseil le texte de la résolution 1913 (XVIII) adoptée le jour même à propos des territoires administrés par le Portugal et priant le Conseil de sécurité d'examiner immédiatement la question des territoires administrés par le Portugal et d'adopter les mesures nécessaires pour donner effet à ses propres décisions, particulièrement à celles figurant dans sa résolution du 31 juillet 1963.

E. — Nouvel examen de la question, de la 1079ème à la 1083ème séance (6-11 décembre 1963)

116. A la 1079ème séance, le 6 décembre 1963, le Conseil de sécurité a inscrit le rapport du Secrétaire général (S/5448 et Add.1 à 3) et la lettre des 29 puissances (S/5460) à son ordre du jour.

117. A la même séance, le Conseil a décidé de faire droit aux requêtes par lesquelles les Ministres des

affaires étrangères de Madagascar, de Tunisie, du Portugal, du Libéria et du Sierra Leone (S/5463, S/5472, S/5473, S/5474 et S/5475) demandaient à participer sans droit de vote à l'examen de la question.

118. Le représentant du Libéria a dit que les Etats africains savaient gré au Secrétaire général de son initiative, qui avait permis l'établissement de contacts entre neuf Etats africains et le Portugal. Les Etats africains ne pouvaient accepter l'interprétation donnée par le Portugal de la notion d' "autodétermination", car cette interprétation ne reconnaissait pas aux populations des territoires portugais le droit d'opter pour l'indépendance. Les Etats africains demandaient donc au Conseil de définir, à son tour, ce qu'il entendait par "autodétermination". Ils attiraient l'attention sur le fait que le Portugal n'avait pas appliqué les dispositions de la résolution antérieure (S/5380 et Corr.1) et ils demandaient au Conseil de prendre des mesures pour que le Portugal applique ces dispositions, et notamment celles du paragraphe 5 du dispositif, sans nouveau retard.

119. Le représentant de la Tunisie a déclaré que, bien que les autres puissances coloniales et la majorité écrasante des Etats Membres aient admis que l'autodétermination devait comprendre la possibilité d'opter pour l'indépendance, le Portugal persistait dans sa conception périmée de l'autodétermination et qu'il n'y avait aucun signe d'évolution dans son attitude. Il n'y avait pas non plus de changement dans la situation réelle des territoires portugais, et la menace à la paix et à la sécurité internationales subsistait. Les efforts du Secrétaire général n'avaient pas donné les résultats escomptés. Il semblait que le Gouvernement portugais n'ait établi de contacts avec les représentants africains que pour détourner l'attention mondiale des réalités de la guerre coloniale répressive qu'il continuait de mener dans les territoires se trouvant sous sa domination. Il appartenait donc au Conseil d'étudier les mesures efficaces qui amèneraient le Gouvernement portugais à une compréhension logique et saine de ses obligations aux termes de la Charte et à l'observation des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil.

120. A la 1080ème séance, le même jour, le représentant de Madagascar a déclaré qu'en dépit de la bonne volonté des pays africains les pourparlers entre les pays africains et le Portugal n'avaient pas été couronnés de succès, le Portugal n'ayant introduit aucun élément nouveau dans les principes directeurs de sa politique coloniale. Le Portugal semblait n'avoir établi de contacts avec les Etats africains que dans l'espoir de maintenir le *statu quo*. Il devrait, au contraire, reconnaître que les populations de ses territoires aspiraient à l'indépendance et, par conséquent, établir un dialogue direct avec les nationalistes de ces territoires. Le représentant de Madagascar a offert au Portugal les bons offices de sa délégation pour aider à rendre possible un tel dialogue.

121. Le représentant du Sierra Leone a rejeté l'assertion du Portugal selon laquelle les Etats africains étaient responsables de l'interruption des entretiens qui avaient eu lieu sous les auspices du Secrétaire général. Le Ministre des affaires étrangères du Portugal était venu prendre part à ces entretiens avec des conceptions dont il savait qu'elles n'étaient partagées par aucun autre Etat Membre. Il avait déformé la position des pays d'Afrique lors d'une conférence de presse tenue à Lisbonne le 28 novembre, en laissant entendre que les délégués africains ne considéraient l'autodétermination comme valable que si elle menait à l'indépendance. Les

représentants africains n'avaient jamais rien dit de tel; ils affirmaient que, bien qu'il soit peu probable qu'une population africaine exerçant son droit de déterminer son avenir préfère demeurer portugaise, un tel choix, s'il était fait librement, serait respecté. Les Etats africains insistaient sur le fait qu'aucune option ne devait être exclue, tandis que les accusations du Gouvernement portugais ne faisaient que dépeindre ce qu'il cherchait lui-même à faire.

122. A la 1081^{ème} séance, le 9 décembre, le représentant du Portugal a nié que la situation dans les territoires portugais constitue une menace à la paix et à la sécurité du monde. Dans les conversations avec les représentants africains, ces derniers n'avaient montré aucun intérêt pour des discussions sur les conditions réelles existant dans les territoires portugais d'outre-mer ou sur des questions intéressant la paix et la sécurité. Dans ces conditions, les représentants africains n'avaient aucun droit de continuer à formuler de telles allégations. Si le Portugal recourait à des mesures comme celles prises contre lui par d'autres pays — et tenues pour légitimes —, il serait considéré comme coupable d'agression. Un tel état de choses, s'il n'y était mis fin, conduirait l'Organisation au chaos. La politique d'outre-mer du Portugal reposait sur l'idée de société multiraciale. Il n'existait aucun doute dans l'esprit du Gouvernement portugais que les méthodes employées par le Portugal dans ses territoires étaient légitimes et dans l'intérêt des populations de ces territoires. Par contre, les mesures prises par le Conseil à l'égard de ces territoires n'avaient pas été utiles et n'étaient pas conformes à l'intérêt bien compris de leurs populations. En soulignant que le Portugal avait déjà prouvé qu'il était disposé à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies, le représentant du Portugal a invité officiellement le Secrétaire général à se rendre en Angola et au Mozambique, en toute liberté, pour déterminer ce qui étaient, en fait, les conditions.

123. Le représentant du Ghana a déclaré que sa délégation ne pouvait partager même l'optimisme prudent exprimé par le Secrétaire général dans son rapport, car, dans la conception portugaise de l'autodétermination, il n'y avait pas de place pour les cinq mesures énoncées au paragraphe 5 du dispositif de la résolution du 31 juillet 1963, mesures que les Etats africains considéraient comme absolument indispensables. La position du Gouvernement portugais obligeait les pays d'Afrique à conclure que le Portugal n'entendait pas laisser aux populations autochtones le libre choix de leur avenir. Le Conseil devrait donc réaffirmer la définition de l'autodétermination qui avait été formulée par l'Assemblée générale, de façon à convaincre le Portugal que sa propre définition de l'autodétermination était périmée.

124. Le représentant de la Tunisie a fait observer que ce n'étaient pas uniquement les pays d'Afrique, mais également le Conseil de sécurité lui-même, qui avaient constaté que la situation existant dans les territoires portugais troublait gravement la paix et la sécurité en Afrique.

125. A la 1082^{ème} séance, le 10 décembre, le représentant du Maroc a déclaré qu'il existait une divergence fondamentale entre la politique du Portugal et les conceptions de l'ONU. Il a regretté que, dans sa dernière déclaration faite devant le Conseil, le représentant du Portugal n'ait donné aucune assurance que le Portugal s'efforcerait d'assumer un rôle sans équivoque et auquel l'Organisation puisse croire.

126. Le représentant du Libéria a relevé que le représentant du Portugal n'avait pas réfuté l'interprétation faite des intentions du Gouvernement portugais, à savoir que l'indépendance n'était pas une option offerte. Les pays africains étaient tout disposés à discuter des questions de paix et de sécurité, d'enseignement et de développement social, mais ils avaient voulu discuter en premier lieu de l'autodétermination, puis des dispositions de la résolution du 31 juillet. Une définition de l'autodétermination serait une première mesure qui aiderait à surmonter certains des obstacles à la solution du problème des territoires portugais.

127. Le représentant du Sierra Leone a demandé au représentant du Portugal de faire une déclaration précise qui ne laisserait subsister aucun doute sur la question de savoir si l'autodétermination, telle que le Portugal la concevait, laisserait aux populations africaines toutes les options possibles quant à leur avenir politique.

128. Le représentant de l'URSS a constaté que le Gouvernement portugais ne s'était pas conformé à la décision du Conseil. Les mouvements africains de libération, aussi bien que les pays indépendants d'Afrique, avaient rejeté la version portugaise de la notion d'autodétermination. Il était inadmissible que les efforts faits par le Portugal pour tromper les populations en ce qui concerne l'idée d'autodétermination puissent permettre au Gouvernement portugais de gagner du temps pour entreprendre de nouvelles opérations militaires. D'après la presse et d'autres sources d'informations, le Portugal avait encore accru la répression. Après avoir cité des informations selon lesquelles les Portugais utilisaient des armes de l'OTAN contre la population civile, le représentant de l'URSS a ajouté que, sans l'appui et la protection d'autres pays, les Portugais n'oseraient pas entreprendre de telles campagnes d'agression. Il était évident qu'il existait une alliance des extrémistes du Portugal, d'Afrique du Sud et de Rhodésie du Sud, dont le but était d'unir toutes les forces réactionnaires, fascistes et racistes afin d'écraser les mouvements de libération en Afrique centrale et australe, et que c'était là une source de tension, aussi bien que de graves inquiétudes pour les pays d'Afrique. Le représentant de l'URSS a demandé que le Conseil mette un terme à la politique de provocation du Gouvernement portugais et oblige les colonialistes portugais à respecter le droit des autres peuples à la liberté, à l'indépendance et à leur progrès dans la paix.

129. Le représentant de Madagascar a regretté que le représentant du Portugal se soit borné à réitérer la position du Portugal, telle qu'elle avait été exposée en présence du Secrétaire général. Le Gouvernement malgache avait espéré que le Portugal ferait tout au moins une déclaration d'intentions qui aurait fixé un programme et des délais pour l'application stricte et adéquate de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et de la résolution du Conseil de sécurité du 31 juillet 1963. L'heure était venue où le Portugal devait rendre des comptes. Le Mozambique, l'Angola et les autres territoires portugais n'étaient pas des "provinces portugaises", mais des territoires peuplés d'Africains désireux, à juste titre et à juste droit, de donner libre expression à leur personnalité africaine.

130. Le représentant du Ghana a présenté le projet de résolution commun suivant (S/5480), déposé par le Ghana, le Maroc et les Philippines:

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné le rapport du Secrétaire général contenu dans le document S/5448 et ses additifs,

"Rappelant la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1960,

"Rappelant en outre sa résolution du 31 juillet 1963 (S/5380),

"Notant avec satisfaction les efforts déployés par le Secrétaire général pour établir des contacts entre des représentants du Portugal et des représentants des Etats africains,

"1. Regrette que ces contacts n'aient pu aboutir aux résultats souhaités faute d'accord sur l'interprétation donnée par les Nations Unies de la libre détermination;

"2. Fait appel à tous les Etats pour qu'ils se conforment aux dispositions du paragraphe 6 de sa résolution du 31 juillet 1963;

"3. Déploie l'inobservation par le Gouvernement portugais de la résolution du 31 juillet 1963;

"4. Confirme l'interprétation de la libre détermination donnée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1514 (XV), qui est la suivante:

"Tous les peuples ont le droit de libre détermination; en vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel";

"5. Prend acte de la résolution 1542 (XV) en date du 15 décembre 1960, dans laquelle l'Assemblée générale, notamment, énumère les territoires administrés par le Portugal entrant dans la catégorie des territoires non autonomes au sens du Chapitre XI de la Charte;

"6. Estime qu'en accordant l'amnistie à toutes les personnes emprisonnées ou exilées pour avoir préconisé la libre détermination dans ces territoires le Gouvernement portugais donnera une preuve de sa bonne foi;

"7. Prie le Secrétaire général de poursuivre ses efforts et de faire rapport au Conseil le 1er juin 1964 au plus tard."

131. A la 1083ème séance, le 11 décembre, le représentant du Portugal a fait observer qu'aucune résolution antérieure relative à l'autodétermination n'avait lié la notion d'autodétermination soit à la question de l'octroi de la souveraineté internationale aux territoires dépendants, soit à des résultats prédéterminés, soit à des options spéciales qui seraient approuvées ou imposées de l'extérieur. Comme les critères des Nations Unies concernant l'autodétermination avaient beaucoup varié et avaient changé d'une époque à l'autre, personne ne savait ce qu'était, pour les Nations Unies, la notion de l'autodétermination ou de sa mise en application.

132. Le représentant des Philippines a déclaré qu'il avait espéré que la position du Portugal témoignerait d'une évolution. Malheureusement, tel n'avait pas été le cas. Le Premier Ministre du Portugal avait bien précisé, le 12 août 1963, que son gouvernement ne modifierait pas sa position. La définition portugaise de l'autodétermination était une définition restrictive qui, en dernière analyse, contredisait l'essence même du principe en jeu.

133. Le représentant de la France a déclaré qu'il avait été heureux d'apprendre que des conversations avaient eu lieu entre le Portugal et les pays d'Afrique. La délégation française estimait donc que le Conseil aurait pu dégager en son sein un large consensus sans qu'il soit nécessaire d'adopter une résolution formelle, de façon à encourager la reprise des pourparlers. Elle ne pourrait donc que s'abstenir dans le vote sur le

projet de résolution commun, lequel, en outre, faisait allusion à la résolution du 31 juillet que la France n'avait pu appuyer, parce qu'il confondait ce qui était désirable et ce que le Conseil avait le droit de décider ou de recommander. L'opinion de la France sur le fond du problème ne pouvait prêter à équivoque, étant donné l'application qu'elle avait faite elle-même du principe de l'autodétermination.

134. Le représentant du Royaume-Uni a répété que le choix du moment et des méthodes de mise en œuvre de l'autodétermination appartenait incontestablement à la Puissance administrante. Mais le principe de l'autodétermination ne pouvait pas être méconnu pour autant. Le Gouvernement du Royaume-Uni engageait le Portugal à appliquer ce principe dans ses territoires et recommandait aux Etats africains de prendre en considération les offres faites par le Portugal en vue d'enquêtes sur les conditions dans les territoires et de saisir toutes les occasions de discussions sincères et constructives. Le représentant du Royaume-Uni approuvait le but général du projet de résolution et pourrait voter pour l'ensemble de ce projet, mais il ne pouvait accepter le paragraphe 3 du dispositif, sur lequel il demandait un vote séparé.

135. Le représentant du Venezuela a exprimé sa satisfaction de constater que des entretiens avaient eu lieu entre les parties en cause et il a estimé que ces entretiens devraient se poursuivre.

136. Le représentant du Brésil a considéré que la position du Gouvernement portugais et celle des Etats africains sur l'autodétermination n'étaient pas inconciliables. Elles comportaient en fait certains éléments fondamentaux communs qui devraient être exploités par les parties au cours de consultations et de nouvelles négociations.

137. Le représentant de la Chine a jugé encourageant que des conversations utiles eussent eu lieu et que les deux parties eussent souligné la nécessité d'un règlement pacifique de leur différend.

138. Le représentant de la Norvège s'est félicité des efforts faits par le Secrétaire général, d'où avait résulté une rencontre des représentants des Etats africains et du Portugal. Le Secrétaire général devrait être encouragé à poursuivre ses efforts de la manière qui lui semblerait la plus propre à permettre de nouveaux progrès.

139. Le représentant de l'URSS a déclaré que le projet de résolution commun lui semblait plutôt faible et peu adapté à la situation, mais qu'il le voterait néanmoins. Le Portugal n'avait pas tiré les conclusions qui s'imposaient et la délégation de l'URSS était fermement convaincue de la nécessité pour le Conseil de prendre une décision plus énergique et plus efficace pour mettre fin à la répression que pratiquait le Portugal.

140. Le Président, parlant en tant que représentant des Etats-Unis, a appuyé le projet de résolution commun. Les conversations entreprises sous les auspices du Secrétaire général avaient été utiles, ayant ouvert une voie pour la solution pacifique du problème, et ces contacts devraient être repris. La bonne volonté manifestée par le Portugal en acceptant de discuter avec les personnalités officielles africaines de la question de l'autodétermination pouvait être considérée comme une preuve de son désir de parvenir à une solution pacifique dans le contexte des Nations Unies et dans le contexte africain. La délégation des Etats-Unis espérait que des progrès seraient bientôt faits dans la voie d'un accord sur l'exercice pacifique, complet et proche du

droit d'autodétermination, avec pleine liberté de choix, dans les territoires portugais. La délégation des Etats-Unis pensait que le Portugal se devait de coopérer et s'emploierait pour sa part à faciliter la réalisation de ces objectifs.

Décision: *A la 1083ème séance, le 11 décembre 1963, le Conseil de sécurité a adopté le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution présenté par le Ghana, le Maroc et les Philippines (S/5480) par 7 voix contre zéro, avec 4 abstentions (Brésil, Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni), et a ensuite adopté par 10 voix contre zéro, avec une abstention (France), l'ensemble de la résolution (S/5481).*

141. A la suite du vote, le représentant du Ghana s'est félicité que la résolution eût été adoptée à la quasi-unanimité et il a exprimé l'espoir que le sens du principe de l'autodétermination ne constituerait plus une source de conflit avec le Portugal.

142. Le représentant de la Tunisie a exprimé l'espoir que le Portugal ne négligerait aucune occasion d'établir des contacts avec les chefs des partis politiques des territoires portugais, à l'intérieur et à l'extérieur de ces territoires.

143. Le représentant du Libéria a exprimé l'espoir que le Portugal accepterait l'offre que les Etats africains avaient faite de le mettre en rapport avec les

leaders africains des territoires administrés par le Portugal qui se trouvaient actuellement hors de ces territoires.

144. Le représentant du Portugal a déclaré que le Conseil avait pris, une fois de plus, une décision erronée. Il a formulé les plus expresses réserves au sujet de la résolution.

145. Les représentants de Madagascar et du Sierra Leone ont remercié le Conseil de la décision qu'il venait de prendre. Le représentant du Sierra Leone a engagé le Ministre des affaires étrangères du Portugal à informer le peuple portugais, en toute objectivité, que le monde entier pensait qu'il était grand temps pour le Portugal de renoncer à une position indéfendable.

F. — Rapport du Secrétaire général

146. Le 29 mai 1964, le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité, dans un rapport (S/5727), qu'il n'avait reçu du Gouvernement portugais aucun renseignement touchant les mesures qu'il aurait prises pour mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité. Il a ajouté qu'il poursuivait les consultations avec le Gouvernement portugais et les représentants des Etats africains en vue d'une éventuelle reprise des conversations. Cependant, il ne pouvait encore faire état d'aucun résultat positif.

Chapitre 3

QUESTION DU CONFLIT RACIAL EN AFRIQUE DU SUD RESULTANT DE LA POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE: LETTRE ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE, LE 11 JUILLET 1963, PAR LES REPRESENTANTS DE 32 ETATS MEMBRES

[NOTE. — Le dix-huitième rapport annuel du Conseil de sécurité⁴ contenait un résumé de la lettre du 11 juillet 1963 (S/5348), par laquelle 32 Etats africains demandaient la convocation, dans les meilleurs délais, du Conseil de sécurité pour examiner ce que les auteurs qualifiaient de situation explosive en Afrique du Sud, engendrée par la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain et par son refus systématique d'appliquer les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Le rapport faisait également état de deux communications antérieures adressées au Conseil de sécurité sur cette question: 1) une lettre du 14 janvier 1963 (S/5235) par laquelle le Secrétaire général transmettait au Conseil le texte de la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 6 novembre 1962, et attirait l'attention des membres du Conseil sur le paragraphe 8 de cette résolution, aux termes duquel le Conseil de sécurité était prié de prendre des mesures appropriées, y compris des sanctions, pour amener l'Afrique du Sud à se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et, le cas échéant, d'envisager l'application de l'Article 6 de la Charte; 2) un rapport intérimaire, en date du 6 mai 1963 (S/5310), présenté au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale par le Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, comité créé par le paragraphe 5 de la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale.]

A. — Deuxième rapport intérimaire du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine

147. Par une lettre du 17 juillet 1963 (S/5353), le Comité spécial a adressé au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale un deuxième rapport intérimaire dans lequel, rappelant que, par sa résolution du 6 novembre 1962, l'Assemblée avait prié le Conseil de

sécurité de prendre des mesures appropriées, y compris des sanctions, pour amener l'Afrique du Sud à se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, il présentait au Conseil les recommandations suivantes: 1) le Conseil de sécurité devait donner son appui à la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale; 2) il devait prendre note du fait que la République sud-africaine ne s'était pas conformée à la résolution du Conseil de sécurité en date du 1er avril 1960 et qu'elle avait agi contrairement aux décisions de l'Assemblée générale, créant ainsi un grave danger pour la paix et la sécurité internationales; 3) il devait presser la République sud-africaine d'abandonner

⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément No 2 (A/5502), chap. 14.

sa politique de discrimination raciale; 4) il devait condamner les mesures de répression prises contre les adversaires de l'*apartheid* et réclamer la libération de tous les prisonniers politiques ainsi que de toutes autres personnes qui avaient été internées ou soumises à d'autres mesures restrictives pour s'être opposées à l'*apartheid*; 5) il devait souligner l'importance de la recommandation contenue dans la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale, tendant à ce que tous les Etats Membres cessent de fournir des armes et des munitions à l'Afrique du Sud, et il devait engager les Etats qui continuaient de prêter une aide de ce genre à cesser immédiatement de le faire et à en informer le Conseil de sécurité; 6) il devait inviter les Etats Membres à prendre les mesures d'ordre politique, économique et autre recommandées par l'Assemblée générale dans sa résolution 1761 (XVII), en commençant par mettre l'embargo sur les livraisons d'armes, de munitions et de pétrole, et il devait examiner les moyens propres à assurer l'efficacité de cet embargo, y compris, au besoin, un blocus exercé sous l'égide des Nations Unies; 7) il devait inviter le Secrétaire général, les institutions spécialisées et les autres organes des Nations Unies à continuer de prêter leur concours au Comité spécial dans la mise en œuvre de la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale.

148. Par un télégramme du 19 juillet (S/5358) et par une lettre du 22 juillet 1963 (S/5366), adressés au Président du Conseil de sécurité, S. M. l'Empereur d'Ethiopie et le Président du Ghana, respectivement, ont invité instamment le Conseil à prendre des mesures énergiques et à appliquer des sanctions contre la République sud-africaine, dont la politique d'*apartheid* constituait à leurs yeux un affront à la dignité des Africains.

B. — Examen de la question de la 1050ème à la 1056ème séance (31 juillet-7 août 1963)

149. La question a été inscrite à l'ordre du jour adopté par le Conseil de sécurité à sa 1040ème séance, le 22 juillet 1963, et a été examinée par le Conseil de la 1050ème à 1056ème séance, entre le 31 juillet et le 7 août.

150. A la 1050ème séance, le 31 juillet, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les Ministres des affaires étrangères du Libéria, de la Tunisie et du Sierra Leone ainsi que le Ministre des finances de Madagascar à participer au débat.

151. Le Président a déclaré que, conformément à la décision prise par le Conseil de sécurité à sa 1041ème séance, le 23 juillet, il avait envoyé un télégramme au Ministre des affaires étrangères de la République sud-africaine pour l'inviter à désigner un représentant chargé de participer à l'examen de la question par le Conseil. Il a demandé au Secrétaire du Conseil de donner lecture de la réponse à ce télégramme, en date du 31 juillet.

152. Cette lettre, publiée par la suite sous la cote S/5381, faisait savoir que le Gouvernement sud-africain avait décidé de ne pas participer à la discussion, par le Conseil, de questions qui, à son avis, relevaient exclusivement de la compétence nationale d'un Etat Membre. L'Afrique du Sud avait maintes fois expliqué, aux Nations Unies, que sa politique tendait à conduire les différentes races à l'autonomie et à créer entre elles l'amitié et la coopération, chacune dans sa région propre, ce qui était considéré comme une façon pratique d'éliminer la discrimination. Les Etats africains essayaient de justifier leur ingérence dans les affaires intérieures de l'Afrique du Sud en se fondant sur l'allégation

entièrement gratuite selon laquelle l'Afrique du Sud constituait une menace contre la paix et la sécurité internationales. En réalité, c'étaient les Etats africains, ou certains d'entre eux, qui menaçaient la paix et l'ordre en Afrique australe, ainsi qu'il ressortait de la résolution adoptée à la Conférence d'Addis-Abéba et des déclarations de certains dirigeants africains.

153. Ouvrant le débat, le représentant du Sierra Leone a exposé que ses collègues du Libéria, de Madagascar et de la Tunisie ainsi que lui-même avaient été désignés par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays d'Afrique, tenue à Addis-Abéba en mai 1963, pour participer, au nom de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), à l'examen de la question dont était saisi le Conseil. Cette conférence avait adopté à l'unanimité la résolution qui figurait dans le document S/5348 et qui appuyait les conclusions et recommandations du Comité spécial.

154. Le représentant du Sierra Leone a rappelé que le Conseil de sécurité, dans sa résolution du 1er avril 1960, avait reconnu que la situation en Afrique du Sud avait entraîné un désaccord entre nations et que sa prolongation risquerait de menacer la paix et la sécurité internationales. Cette constatation avait été confirmée dans la résolution 1761 (XVII), du 6 novembre 1962, par laquelle l'Assemblée générale priait également les Etats Membres de prendre certaines mesures qui, espérait-on, convaincraient le Gouvernement sud-africain d'abandonner sa politique d'*apartheid*, faisant ainsi disparaître la menace à la paix et à la sécurité sur le continent africain. La réaction du Gouvernement sud-africain devant ces résolutions et autres décisions des Nations Unies avait été de promulguer une série de lois visant à anéantir complètement les droits et la liberté de la population africaine.

155. De plus, le Gouvernement sud-africain, au cours des deux dernières années, avait consacré des sommes considérables à l'accumulation d'armes, manifestement à des fins de répression. Cette accumulation d'armes et la multiplicité des lois contre la liberté constituaient la plus grande menace à la liberté et à la sécurité du continent africain.

156. En outre, le Gouvernement sud-africain avait étendu sa politique d'*apartheid* au Sud-Ouest africain, territoire qu'il occupait de façon illégitime et tyrannique, violant les obligations imposées par le mandat de la Société des Nations. Le but ultime de la politique de l'Afrique du Sud était de partager le continent africain en Etats "noirs" et Etats "blancs", objectif qui était complètement inacceptable pour les Etats africains.

157. Le représentant du Sierra Leone engageait le Conseil de sécurité à prendre les mesures appropriées, en vertu de la Charte, pour contraindre le Gouvernement sud-africain à abandonner sa politique et ses pratiques inhumaines d'*apartheid* et pour mettre fin à l'occupation illégitime du Sud-Ouest africain. Seule l'action immédiate et courageuse du Conseil pouvait empêcher, en Afrique du Sud, une explosion qui risquerait d'avoir des répercussions internationales désastreuses.

158. Le représentant de la Tunisie a constaté avec regret que le Gouvernement sud-africain avait refusé de participer au débat du Conseil et avait invoqué une fois de plus le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. Aucune interprétation raisonnable de la Charte ne pouvait exiger du Conseil, organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité, qu'il s'abstint d'intervenir jusqu'à ce qu'on eût mis le feu

aux poudres en Afrique du Sud. La situation actuelle rentrerait non seulement dans le cadre des Articles 55 et 56, mais dans celui des Articles 34 et 35 de la Charte, car il n'y aurait pas de paix en Afrique tant que les lois raciales continueraient d'être appliquées en Afrique du Sud.

159. L'Afrique du Sud était le seul pays du monde où des questions de droits civiques et de libertés fondamentales étaient déterminées, en pratique comme en droit, par la couleur de la peau et où la notion de supériorité raciale était érigée en doctrine officielle d'Etat. Sous le régime de l'*apartheid*, des millions d'Africains étaient privés de leurs droits et libertés fondamentaux et étaient soumis à des actes de discrimination, de ségrégation et d'oppression physique qui ne pouvaient être comparés qu'au phénomène racial de l'Allemagne nazie. Il était donc regrettable que certaines des puissances alliées qui avaient combattu le nazisme continuassent, dans le cas de l'Afrique du Sud, à fournir au gouvernement de ce pays un soutien financier, technique et surtout militaire. Comme l'indiquait le rapport du Comité spécial, l'Afrique du Sud était en train de se forger une force militaire par l'achat massif d'armements dans plusieurs pays amis, attitude qui constituait un sujet de sérieuses préoccupations pour les Etats africains en raison des dangers qu'elle faisait courir à la paix sur le continent africain.

160. La délégation tunisienne estimait que le refus persistant, de la part du Gouvernement sud-africain, d'appliquer les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ne pouvait être interprété que comme une renonciation sans équivoque à la qualité d'Etat Membre des Nations Unies. Le moment était venu, pour le Conseil, de prendre des mesures fermes et immédiates afin de dissiper tout doute quant à la volonté des Nations Unies d'assurer la réalisation des objectifs de la Charte en Afrique du Sud.

161. A la 1051^{ème} séance du Conseil, le 1^{er} août, le représentant de Madagascar a déclaré que les Etats africains s'étaient adressés au Conseil de sécurité parce qu'ils estimaient que le conflit racial en Afrique du Sud, outre qu'il constituait une cause continue de conflit international, créait une menace grave pour la paix et la sécurité internationales. Les deux rapports du Comité spécial, dont était saisi le Conseil, exposaient les faits en détail et en toute objectivité. Le Gouvernement sud-africain avait décidé d'imposer par la force une politique destinée à sauvegarder les privilèges de 3 millions de blancs et à soumettre les 13 autres millions d'habitants à un régime de discrimination et d'oppression qui devenait de plus en plus dur à mesure que les populations de couleur résistaient à son application.

162. Madagascar, où des populations de races différentes vivaient côte à côte et fraternellement, ne pouvait concevoir que, dans un même pays, une race imposât sa suprématie à une autre; la Déclaration universelle des droits de l'homme s'appliquait nécessairement à l'Afrique du Sud, et aucune fiction de politique intérieure ne pouvait empêcher les Nations Unies de prendre des mesures pour trouver une solution à ce problème. Il était impossible, sans risquer de faire perdre tout crédit aux Nations Unies, de tolérer plus longtemps que l'Afrique du Sud bafoue les résolutions de l'Organisation. Conjointement avec d'autres Etats africains, Madagascar réclamait l'application des mesures que prévoyait la Charte dans les cas où les agissements d'un Etat constituaient une source de tension et une menace grave à la paix et à la sécurité internationales.

163. Le représentant du Libéria a rappelé que depuis 1948, année où le parti nationaliste avait pris le pouvoir, le Gouvernement sud-africain avait promulgué de nombreuses lois destinées à contrôler et à entraver la vie sociale, politique et culturelle de la population non blanche, telles que: le *Group Areas Act*, loi de ségrégation qui avait eu pour effet de chasser beaucoup d'Africains autochtones de zones qu'ils occupaient depuis des années; le *Bantu Education Act*, qui abaissait l'enseignement à un niveau très inférieur à celui de l'enseignement dispensé aux Européens; l'*Unlawful Organisation Act*, qui interdisait toute organisation nationaliste; le *Bantu Law Amendment Bill*, qui imposait un contrôle rigoureux aux déplacements d'Africains dans les zones urbaines; la loi sur le sabotage, en vertu de laquelle tout délit, y compris l'encouragement de tout acte ayant pour but d'assurer un changement social ou politique dans la République, pouvait être qualifié de sabotage. C'était sa prospérité économique qui avait permis à l'Afrique du Sud d'appliquer cette politique au vu et au su des pays ou institutions qui lui fournissaient des capitaux.

164. Les Etats africains étaient profondément troublés par le développement extraordinaire de l'armée et de la police de l'Afrique du Sud, qui n'avaient pour dessein que d'anéantir par la brutalité les droits des Africains. Citant des chiffres relatifs aux dépenses militaires, le représentant du Libéria a fait observer que ce renforcement excessif du potentiel militaire ne pouvait se justifier par les exigences de la défense extérieure et qu'il menaçait la paix en Afrique. Les Etats africains demandaient donc au Conseil de sécurité, organe qui avait la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, d'inviter les Etats Membres, particulièrement ceux qui vendaient des armes à l'Afrique du Sud, à tenir les engagements qu'ils avaient pris aux termes de la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 6 novembre 1962, qui les priait de rompre les relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud, de fermer les ports à tous les navires battant pavillon sud-africain, de boycotter les produits sud-africains et de s'abstenir d'exporter des produits vers l'Afrique du Sud. On avait fait valoir que la mise en œuvre de cette résolution accroîtrait les souffrances des Bantous sud-africains mais, comme le chef Luthuli l'avait déclaré lui-même dans un appel adressé aux travailleurs britanniques, le boycottage et les sanctions ne provoqueraient pas plus de souffrances chez les noirs que chez les blancs, et les noirs d'Afrique du Sud étaient voués aux souffrances qui devaient les libérer.

165. A la 1052^{ème} séance du Conseil, le 2 août, le représentant du Ghana a déclaré que la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain était l'une des plus grandes tragédies humaines de l'époque, dont la gravité avait été soulignée dans les deux rapports intérimaires du Comité spécial. Ces rapports, de même que les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, témoignaient éloquentement des longs et patients efforts déployés par les Nations Unies pour convaincre le Gouvernement sud-africain de renoncer à son intolérable politique raciale. C'est parce que le Gouvernement sud-africain persistait à ne pas tenir compte de ces résolutions et refusait sa coopération que des Etats Membres avaient demandé au Conseil d'intervenir. Au paragraphe 8 de sa résolution 1761 (XVII), l'Assemblée générale priait le Conseil de sécurité de prendre des mesures appropriées, y compris des sanctions, pour amener l'Afrique du Sud à se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité

sur ce sujet et, le cas échéant, d'envisager l'application de l'Article 6 de la Charte. C'était donc maintenant au Conseil qu'il incombait d'agir.

166. Le représentant du Ghana a souligné que l'apartheid allait bien plus loin que la discrimination raciale qui existait dans de nombreux pays; alors que, dans des pays comme les Etats-Unis, le gouvernement fédéral s'était déclaré contre la discrimination raciale et la combattait par la loi et même par la force, en Afrique du Sud tout l'appareil gouvernemental, appuyé par la police et par l'armée, avait été mis en branle pour promouvoir et appliquer la discrimination raciale. La délégation ghanéenne souscrivait aux conclusions des rapports du Comité spécial, d'où il ressortait que la politique raciale du Gouvernement sud-africain était la négation des principes et des buts de la Charte et que l'application de cette politique avait entraîné un désaccord entre nations et menaçait la paix et la sécurité internationales.

167. L'importance du matériel militaire vendu à l'Afrique du Sud par certaines puissances causait une grave inquiétude aux dirigeants africains. Le Président du Ghana, M. Nkrumah, avait récemment exprimé cette inquiétude et avait demandé si ceux qui avaient autorisé l'exportation d'armes vers l'Afrique du Sud s'étaient renseignés sur l'usage véritable qui en serait fait; pourquoi, avait-il demandé, tant d'armes légères étaient-elles nécessaires à la protection des blancs d'Afrique du Sud, et contre qui seraient employés les avions à rayon d'action limité, capables de transporter des fusées et des armes nucléaires? De l'avis des Etats africains, les armes fournies à l'Afrique du Sud étaient avant tout destinées à être employées contre la population africaine d'Afrique du Sud et à avertir les Etats africains des risques qu'ils courraient en soutenant la cause de la liberté en Afrique du Sud.

168. La délégation ghanéenne espérait que le Conseil de sécurité prendrait des mesures vigoureuses. On n'avait pas réussi, par la persuasion pacifique, à amener un changement de la situation en Afrique du Sud. Le Conseil devrait inviter tous les Etats Membres à cesser immédiatement de fournir des armes à l'Afrique du Sud et à isoler ce pays de la communauté des nations.

169. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que le Conseil avait maintenant pour tâche d'examiner quelles nouvelles mesures il pourrait prendre pour inciter le Gouvernement sud-africain à extirper le mal de l'apartheid. De même que les Etats-Unis étaient résolus à faire disparaître la discrimination chez eux, de même ils appuieraient les efforts faits pour amener un changement en Afrique du Sud. Les grands progrès faits en Afrique étaient assombris par l'animosité raciale et l'amertume que provoquait la politique du Gouvernement sud-africain; il incombait au Conseil de faire en sorte que cette situation ne s'aggrave pas davantage et qu'il soit mis fin à l'injustice qu'était l'apartheid. Les efforts répétés déployés par les Nations Unies et par maints Etats Membres n'avaient donné aucun résultat tangible. Aucun progrès n'avait été réalisé; au contraire, il s'était produit une régression voulue.

170. Le Gouvernement des Etats-Unis avait fait des représentations officielles au Gouvernement sud-africain sur tous les aspects de l'apartheid et lui avait fait savoir que, faute d'une indication de changement de sa part, les Etats-Unis ne coopéreraient avec lui d'aucune façon qui pourrait être considérée comme apportant un appui à l'Afrique du Sud dans sa politique raciale actuelle. Le Gouvernement des Etats-Unis comptait

franchir une nouvelle étape importante dans sa politique concernant les armements de l'Afrique du Sud en mettant un terme à la vente de tout matériel militaire au Gouvernement sud-africain avant la fin de l'année civile en cours, à l'exception des contrats qui restaient à honorer. Toutefois, le Gouvernement des Etats-Unis se réservait le droit d'interpréter cette politique en tenant compte des exigences du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

171. Pour ce qui était des mesures immédiates que pourrait prendre le Conseil de sécurité, la délégation des Etats-Unis estimait que l'application de sanctions en vertu du Chapitre VII de la Charte ne serait pas en accord avec celle-ci. Les fondateurs des Nations Unies avaient soigneusement réservé le droit de l'Organisation de recourir à des mesures de coercition obligatoires pour les situations où il existait une réalité de violence internationale ou une menace contre la paix suffisamment claire et imminente pour ne laisser d'autre choix que le recours à la coercition. Or telle n'était pas la situation en Afrique du Sud; il restait encore du temps pour trouver une solution par des moyens pacifiques, et toute décision du Conseil devait viser à favoriser un règlement de ce genre. L'application de sanctions avait peu de chances d'être efficace et risquerait de confirmer le Gouvernement sud-africain dans son intransigeance et de provoquer un durcissement de la situation. En outre, l'adoption de ces mesures, surtout si elles n'étaient pas scrupuleusement respectées par un grand nombre de pays, risquerait de porter atteinte à l'autorité des Nations Unies et à l'efficacité du mécanisme de sanctions envisagé dans la Charte.

172. La délégation des Etats-Unis estimait qu'il convenait de faire de nouveaux efforts pour favoriser la compréhension par la discussion et la persuasion, et elle ne pouvait croire qu'il n'y eût d'autre solution à l'apartheid que l'effusion de sang, qu'il n'y eût d'autre issue que celle d'un tragique dénouement. Il s'agissait de découvrir et d'étudier d'autres possibilités avant qu'il ne fût trop tard. Le représentant des Etats-Unis regrettait que le Gouvernement sud-africain eût décidé de ne pas se faire représenter aux délibérations du Conseil et il invitait instamment ce gouvernement à changer de politique et à s'engager dans la voie de la réconciliation nationale et de l'émancipation.

173. Le représentant du Brésil a estimé lui aussi que la situation en Afrique du Sud représentait une grave menace pour la paix et la sécurité internationales et exigeait des mesures appropriées de la part du Conseil de sécurité. Les tentatives précédentes ayant échoué, le Conseil devait maintenant décider s'il continuerait à proposer des mesures de persuasion ou s'il préconiserait des moyens plus énergiques et des méthodes coercitives. Cette décision n'était pas des plus simples, aucun pays du monde n'étant tout à fait exempt de quelques vestiges de discrimination raciale. Toutefois, le Conseil ne pouvait rester indifférent à l'inquiétude qu'éprouvaient les nations africaines en voyant la République sud-africaine augmenter son arsenal militaire. Le Conseil de sécurité ferait preuve de sagesse en prenant sans plus tarder des mesures pour arrêter la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud ainsi que d'autres mesures pour convaincre le Gouvernement sud-africain de la nécessité impérieuse d'abandonner sa politique. Plus tôt la minorité de Sud-Africains de souche européenne comprendrait l'impossibilité de poursuivre sa politique de domination, plus il serait facile au pays de franchir la période de transition nécessaire pour parvenir à un ordre social juste et pacifique.

174. A la 1053ème séance du Conseil, le 5 août, le représentant des Philippines a souligné que la raison qui motivait l'effort concerté des pays africano-asiatiques pour lutter contre la politique raciale de l'Afrique du Sud était non pas le désir de se venger de l'homme blanc comme on l'avait prétendu à tort, mais le fait qu'après des siècles de domination ces pays étaient maintenant pleinement conscients de leurs droits et privilèges et étaient décidés à les voir respectés et reconnus. L'emploi de moyens juridiques et pacifiques de protestation contre l'*apartheid* était interdit, et les leaders et partisans du Pan Africanist Congress, comme ceux de l'African National Congress, avaient été incarcérés ou mis en résidence surveillée.

175. Le Comité spécial, dont faisait partie la délégation philippine, avait signalé les dangers que présentait l'armement intensif de l'Afrique du Sud et souligné le rôle décisif des Etats Membres qui vendaient des armes à l'Afrique du Sud ou faisaient avec ce pays un commerce important. Ces Etats pouvaient sûrement exercer une influence déterminante sur le cours des événements en Afrique du Sud.

176. Les Philippines avaient appliqué des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud conformément à la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale et elles se prononceraient pour l'adoption de mesures énergiques contre ce pays, y compris l'embargo total sur les armements, qui, plus qu'aucune autre mesure, influerait sur le Gouvernement sud-africain. Le Conseil avait le devoir d'entreprendre une action positive et prompte pour empêcher que le conflit ne se propage et pour ouvrir la voie à l'harmonie interraciale.

177. Selon le représentant du Maroc, la tension créée entre les Etats africains et le Gouvernement de la République sud-africaine en raison de la politique raciale poursuivie par cette dernière était incontestablement de nature à engendrer de graves complications internationales. Le régime d'*apartheid* imposé à l'écrasante majorité des habitants de l'Afrique du Sud l'avait été également au Sud-Ouest africain et il s'étendait aux colonies britanniques et portugaises voisines, où des minorités d'Européens occupaient une position prédominante. L'allégation de l'Afrique du Sud selon laquelle sa politique tendait à conduire les différentes races à l'autonomie et à créer entre elles l'amitié et la coopération était totalement vide de sens lorsqu'on l'examinait à la lumière de la législation inhumaine appliquée aux non-blancs et de la haine raciale que celle-ci suscitait. Les puissances occidentales aidaient à renforcer dangereusement le potentiel militaire de l'Afrique du Sud, encourageant ainsi le maintien d'une politique contraire aux principes mêmes de justice et de droit dont elles se réclamaient.

178. Le Conseil de sécurité ne devait pas se laisser obnubiler par des considérations juridiques ou autres et il devrait prendre les mesures appropriées, de nature à obliger les partisans de l'*apartheid* à prendre connaissance du danger que leur défi aux résolutions des Nations Unies faisait courir à la paix et à la sécurité internationales.

179. Le représentant de la Chine a rappelé que sa délégation n'avait cessé d'affirmer que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales était un but suprême des Nations Unies intimement lié au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Par conséquent, la compétence de l'Organisation était primordiale dans ce domaine. La politique d'*apartheid* impitoyablement poursuivie par le Gouvernement sud-africain était moralement indéfendable; politiquement,

elle conduisait à l'autodestruction. De toute évidence, l'Afrique du Sud s'était engagée dans la voie de la collision avec le nationalisme africain; alors que, pendant plusieurs décennies, les leaders nationalistes africains avaient eu recours à la non-violence et à la résistance pacifique, ils semblaient depuis quelque temps s'être fixé un programme d'action et avaient l'appui de la majorité des Etats africains indépendants. L'Afrique du Sud pouvait encore regarder les choses en face et renverser une politique qui s'écarterait manifestement de l'évolution de l'humanité vers de plus grandes libertés et qui était nettement contraire aux intérêts du pays.

180. Le représentant du Venezuela a déclaré que son pays ne partageait pas l'opinion selon laquelle le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte interdisait à l'Organisation des Nations Unies de connaître d'une situation qui était manifestement contraire aux dispositions de la Charte relative aux droits de l'homme. En outre, l'adoption de la résolution du 1er avril 1960 (S/4300) avait confirmé que le Conseil était compétent pour se saisir du problème. Les réserves que la délégation vénézuélienne avait récemment formulées quant au droit de l'Assemblée générale d'imposer des sanctions reposaient sur des considérations juridiques qui ne s'appliquaient pas au Conseil de sécurité puisque celui-ci était expressément autorisé par la Charte à exercer cette fonction. Pour ces raisons, la délégation vénézuélienne appuierait les mesures qui pourraient être prises dans le cadre de la Charte pour abolir l'*apartheid*.

181. A la 1054ème séance du Conseil, le 5 août, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que la politique d'*apartheid*, qui ne pouvait être comparée qu'à celle de l'Allemagne nazie, n'était pas une manifestation isolée de racisme, mais un système inhumain érigé au rang de politique d'Etat et destiné à maintenir la suprématie d'une infime minorité de blancs sur la majorité d'autochtones. Comme en témoignaient les rapports dont était saisi le Conseil de sécurité, le Gouvernement sud-africain, par une série de lois draconiennes, avait réduit la population autochtone à l'esclavage.

182. Aucune résolution, aucune décision engageant le Gouvernement de la République sud-africaine à mettre fin à la honteuse politique d'*apartheid* n'avaient suscité de réaction positive de la part du gouvernement Verwoerd. Au contraire, le régime raciste de la République sud-africaine, méconnaissant et sabotant les décisions de l'ONU, intensifiait de jour en jour la pratique de la discrimination raciale et multipliait les violations de la Charte de l'ONU et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. A la dix-septième session de l'Assemblée générale, le Ministre des affaires étrangères de la République sud-africaine avait déclaré qu'aucune critique ne forcerait le Gouvernement sud-africain à renoncer à sa politique. Plus récemment, le Premier Ministre de l'Afrique du Sud avait affirmé que son pays ne changerait absolument rien à sa politique raciale.

183. Tenant compte des tendances actuelles, certaines puissances occidentales avaient condamné verbalement l'*apartheid*, mais, en réalité, elles continuaient d'apporter leur aide à l'Afrique du Sud sur les plans économique, militaire et politique. Citant des chiffres concernant les investissements étrangers, le représentant soviétique a fait valoir que les intérêts des monopoles étrangers étaient étroitement liés à ceux des racistes sud-africains et que ce lien influait sur l'attitude de certains membres permanents du Conseil de sécurité

à l'égard de l'*apartheid*. Comme l'avait déclaré M. Louw, ministre sud-africain des affaires étrangères, un boycottage mondial contre son pays se solderait par un échec parce que des pays comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni et les Pays-Bas ne voudraient pas perdre une source importante de matières premières. Cela expliquait pourquoi les puissances occidentales avaient voté contre la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale et notamment contre ses paragraphes 4 et 8. Quant à la situation militaire, nul n'ignorait que les puissances occidentales membres de l'OTAN procuraient à l'Afrique du Sud des armes et autres matériels militaires qui, prétendument destinés à des fins défensives, servaient en fait à exercer une répression contre les populations africaines et asiatiques et constituaient une menace à la sécurité du continent africain. La délégation soviétique attachait une importance particulière à l'interdiction des livraisons d'armes à l'Afrique du Sud.

184. Le Conseil de sécurité devait condamner la politique raciale du Gouvernement sud-africain, qui constituait une violation flagrante des principes de la Charte, appliquer immédiatement contre l'Afrique du Sud les sanctions économiques, politiques et autres prévues par la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale, y compris l'embargo sur le pétrole et les produits pétroliers, et envisager de prendre contre la République sud-africaine des mesures au titre de l'Article 6 de la Charte.

185. A la même séance, le représentant du Ghana a déposé le projet de résolution suivant au nom du Ghana, du Maroc et des Philippines (S/5384 et Corr.1) :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la question du conflit racial en Afrique du Sud provoqué par la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, dont l'ont saisi les 32 Etats Membres d'Afrique,

"Rappelant la résolution du Conseil de sécurité, en date du 1er avril 1960,

"Tenant compte du fait que l'opinion publique mondiale a trouvé son expression dans la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 6 novembre 1962, en particulier aux paragraphes 4 et 8 du dispositif,

"Prenant note avec satisfaction des deux rapports intérimaires adoptés le 6 mai et le 16 juillet 1963 par le Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine,

"Notant avec inquiétude que le Gouvernement sud-africain accumule depuis quelque temps des armes, dont certaines servent à appliquer la politique raciale de ce gouvernement,

"Regrettant que certains Etats encouragent indirectement, de diverses manières, le Gouvernement sud-africain à perpétuer par la force sa politique d'apartheid,

"Regrettant que le Gouvernement sud-africain n'ait pas accepté son invitation à charger un représentant de se présenter devant lui,

"Convaincu que la situation en Afrique du Sud trouble gravement la paix et la sécurité internationales,

"1. Réprouve énergiquement la politique de l'Afrique du Sud qui perpétue la discrimination raciale, politique incompatible avec les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et contraire aux obliga-

tions de ce pays en tant qu'Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies;

"2. Demande au Gouvernement sud-africain d'abandonner sa politique d'apartheid et de discrimination, comme le Conseil de sécurité l'y a invité par sa résolution du 1er avril 1960, et de libérer toutes les personnes emprisonnées, internées ou soumises à d'autres restrictions pour s'être opposées à la politique d'apartheid;

"3. Demande à tous les Etats de boycotter toutes les marchandises sud-africaines et de s'abstenir d'exporter en Afrique du Sud des matières stratégiques ayant une valeur militaire directe;

"4. Demande solennellement à tous les Etats de mettre fin immédiatement à la vente et à l'expédition d'armes, de munitions de tous types et de véhicules militaires à l'Afrique du Sud;

"5. Prie le Secrétaire général d'observer la situation en Afrique du Sud et de faire rapport au Conseil de sécurité le 30 octobre 1963 au plus tard."

186. Le représentant du Ghana a déclaré que, de l'avis de ses auteurs, ce projet de résolution prévoyait, de la part du Conseil, une première mesure minimum; si le Gouvernement sud-africain ne changeait pas d'attitude avant le 30 octobre, le Conseil devait prendre de nouvelles mesures plus efficaces pour remédier à la situation. Soulignant l'importance des paragraphes 3 et 4 du dispositif, le représentant du Ghana a engagé tous les Etats Membres, et surtout les puissances occidentales, à appuyer les mesures qui y étaient préconisées. Au sujet du paragraphe 5, il a précisé qu'il ne s'agissait pas de s'ingérer dans les travaux du Comité spécial qui devait continuer d'observer la situation.

187. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déclaré que la politique d'*apartheid* était un mal, qu'elle était absolument impraticable et que, tôt ou tard, elle aboutirait inévitablement à un désastre pour l'Afrique du Sud. Le Gouvernement britannique avait nettement fait connaître son opinion sur la question au Gouvernement sud-africain ainsi qu'à ses dirigeants. Le Conseil de sécurité avait le devoir de faire tout son possible, mais il devait aussi agir conformément aux termes de la Charte. La délégation britannique attachait la plus haute importance au respect des dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, qui assuraient aux Etats Membres, et en particulier à ceux qui pouvaient se trouver en minorité, une protection raisonnable contre toute ingérence de la majorité dans leurs affaires intérieures. Cependant, la délégation britannique considérait que, vu les circonstances, la question de l'*apartheid* présentait un caractère si exceptionnel qu'on pouvait la traiter comme un cas d'espèce. Néanmoins, il fallait distinguer entre une situation qui entraînait un désaccord entre nations et une situation qui constituait une menace à la paix. Or, rien ne prouvait que les actes du Gouvernement sud-africain, si odieux fussent-ils, menaçaient l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'aucun autre Etat Membre. Le représentant du Royaume-Uni ne pouvait donc souscrire à l'opinion selon laquelle le Conseil devait prendre des mesures, y compris des sanctions, pour amener l'Afrique du Sud à se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

188. Le Royaume-Uni avait, touchant l'Afrique du Sud, des obligations particulières dont il devait tenir compte. Premièrement, du fait de ses relations spéciales, le Royaume-Uni avait des responsabilités dans le monde entier et, à cet égard, il ne pouvait mécon-

naître la situation géographique de l'Afrique du Sud. Deuxièmement, il était responsable de l'administration et du bien-être des territoires du Bassoutoland, du Betchouanaland et du Souaziland. Troisièmement, ses échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud et ses investissements dans ce pays étaient extrêmement importants pour la situation économique extérieure du Royaume-Uni et influençaient donc sur la situation du commerce mondial en général. Enfin, le Royaume-Uni avait, avec l'Afrique du Sud, des liens historiques anciens qui l'obligeaient à se préoccuper de l'avenir de ce pays et de son peuple.

189. De l'avis de la délégation britannique, ce serait, de la part du Conseil, outrepasser les pouvoirs que lui confère la Charte que d'entreprendre une action en vertu du Chapitre VII; toutefois, le Conseil devrait exprimer clairement sa répugnance pour la politique raciale pratiquée en Afrique du Sud, et les Etats Membres devraient continuer d'exercer la plus grande pression possible, de la manière qu'ils jugeraient appropriée, eu égard à la Charte, pour amener l'Afrique du Sud à modifier cette politique avant qu'il ne soit trop tard.

190. Le représentant de la France a déclaré que les mesures proposées par le projet de résolution constitueraient une ingérence directe dans des affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat. C'était là pour la France une position de principe à laquelle elle attachait une valeur universelle et permanente. Toutefois, la France reconnaissait qu'à mesure que les rapports entre les nations et entre les peuples se resserraient il devenait de plus en plus malaisé à un gouvernement de contrevenir aux dispositions des Articles 55 et 56 de la Charte sans alerter l'opinion internationale. Aussi, la délégation française ne s'était-elle pas opposée à ce que le Conseil tint un débat qui exercerait une pression morale sur les puissances en cause.

191. La France, comme le montrait toute son histoire, réprouvait la discrimination raciale et déplorait qu'aucune amélioration n'eût été apportée à la situation en Afrique du Sud, qui lui inspirait des sentiments de vive inquiétude et une profonde anxiété. Tout en considérant que le Conseil de sécurité n'était pas habilité par la Charte à imposer au Gouvernement sud-africain une modification de sa politique par des sanctions ou des mesures d'autorité, le Gouvernement français avait néanmoins examiné les moyens qui pouvaient contribuer à détendre la situation. A cet égard, les autorités françaises prendraient toutes mesures qu'elles estimeraient nécessaires afin d'empêcher la vente au Gouvernement sud-africain d'armes pouvant être utilisées pour la répression. La délégation française adressait un appel au gouvernement de Pretoria pour qu'il se décide à favoriser sans distinction de race, comme la Charte lui en faisait obligation, le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

192. A la 1055ème séance du Conseil, le 7 août, le Président, parlant en qualité de représentant de la Norvège, a déclaré que la tendance de la législation en Afrique du Sud, aussi déplorable qu'indéfendable, prouvait que la politique d'*apartheid* était inhumaine et devenait de plus en plus dangereuse. La délégation norvégienne partageait pleinement la préoccupation et l'anxiété que faisait éprouver aux Etats africains la situation tragique en Afrique du Sud.

193. Un des aspects les plus inquiétants de la situation était l'expansion accélérée et l'ampleur de l'appareil militaire, qui semblaient traduire la volonté du Gouvernement sud-africain de poursuivre sa politique raciale par l'application généralisée de la force armée. Il

incombait au Conseil de sécurité de tout mettre en œuvre pour empêcher une nouvelle expansion militaire et de prévenir ainsi l'accroissement de l'appareil répressif du Gouvernement sud-africain. Cette décision servirait à avertir le Gouvernement sud-africain que, s'il se refusait à abandonner sa politique, l'Organisation des Nations Unies ne pourrait faire autrement que de recourir à des mesures plus rigoureuses. De plus, une telle décision redonnerait espoir et courage à ceux des citoyens sud-africains qui étaient opposés à la politique d'*apartheid* du gouvernement. Devant l'évolution de la situation, le moment était venu, pour le Conseil de sécurité, de condamner clairement la politique raciale du Gouvernement sud-africain et d'inviter celui-ci à cesser cette politique.

194. Les représentants du Sierra Leone, de la Tunisie et du Libéria, appuyant le projet de résolution, ont fait observer que les mesures qui y étaient proposées constituaient le strict minimum des mesures préventives que le Conseil de sécurité était habilité à prendre en vertu de la Charte. Le représentant de la Tunisie a indiqué que sa délégation aurait préféré que le projet de résolution contint une recommandation à l'Assemblée générale tendant à suspendre la République sud-africaine de l'exercice des droits et privilèges inhérents à sa qualité de Membre des Nations Unies. Cependant, en raison de l'attitude adoptée par certains membres du Conseil, et dans un souci de recueillir une adhésion unanime, les auteurs du projet n'avaient pas cru pouvoir proposer à ce stade une telle recommandation.

195. A la 1056ème séance du Conseil, tenue le même jour, le représentant de l'URSS a déclaré que le projet de résolution était — on l'avait déjà relevé — le moins que le Conseil pût faire, dans les circonstances actuelles, pour arrêter le déchainement du racisme en Afrique du Sud et pour supprimer ce foyer de tension internationale. Mais, comme les pays d'Afrique avaient jugé possible, à ce stade, de s'en tenir aux mesures mentionnées dans le projet de résolution, la délégation soviétique voterait pour ce texte. L'Union soviétique n'en restait pas moins profondément convaincue de la nécessité de prendre des mesures plus radicales à l'égard du régime raciste de la République sud-africaine.

196. A la demande du représentant des Etats-Unis, un vote par division a eu lieu sur le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution.

Décision: *A la 1056ème séance, le 7 août 1963, le projet de résolution du Ghana, du Maroc et des Philippines (S/5384) a été mis aux voix.*

Le paragraphe 3 du dispositif a obtenu 5 voix pour (Ghana, Maroc, Philippines, URSS, Venezuela), zéro voix contre et 6 abstentions. N'ayant pas obtenu la majorité requise, ce paragraphe n'a pas été adopté. Le projet de résolution ainsi modifié a été adopté par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions (France, Royaume-Uni) [S/5386].

197. Expliquant son vote, le représentant des Etats-Unis a souligné que la décision prise par les auteurs du projet de résolution de remplacer, au huitième alinéa du préambule, leur première formule "met gravement en danger la paix et la sécurité internationales" par "trouble gravement la paix et la sécurité internationales" avait permis à la délégation des Etats-Unis de voter pour ce projet. Comme le savaient les membres du Conseil, le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies ne traitait pas des cas où la paix était troublée, mais seulement de menaces réelles contre la paix ou de rupture de la paix; la résolution, en disant que la paix

était troublée, faisait allusion aux faits qui étaient à la base de cette situation et qui, s'ils persistaient, risquaient de mettre en danger la paix et la sécurité internationales. C'était là tout autre chose que de constater la réalisation effective d'une menace contre la paix ou d'une rupture de la paix dans la situation actuelle.

198. Le représentant du Royaume-Uni a regretté que, malgré l'opposition très ferme de son pays à la politique d'*apartheid*, sa délégation n'ait pu voter avec la majorité. Au cours du débat, on avait accusé injustement le Royaume-Uni d'appuyer indirectement l'*apartheid*, et la délégation britannique ne pouvait donc accepter le sixième alinéa du préambule de la résolution.

199. Par surcroît, la délégation britannique faisait quelques réserves au sujet des termes du paragraphe qui était devenu le paragraphe 3 du dispositif. Le Gouvernement du Royaume-Uni estimait qu'aucune arme pouvant servir à l'application de la politique d'*apartheid* ne devait être exportée vers l'Afrique du Sud. Son système de licences d'exportation garantirait que l'Afrique du Sud ne recevrait pas d'armes de cette nature en provenance du Royaume-Uni. Toutefois, la résolution qui venait d'être adoptée demandait à tous les Etats de cesser de fournir du matériel militaire de tous types à l'Afrique du Sud. Etant donné les accords de coopération entre le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud pour la protection des routes maritimes, le Royaume-Uni réservait sa position eu égard aux besoins concernant la fourniture de matériel destiné à ces fins.

200. Enfin, la délégation du Royaume-Uni estimait, comme la délégation des Etats-Unis, que la résolution ne devait pas être considérée comme relevant du Chapitre VII de la Charte.

C. — Troisième rapport du Comité spécial

201. Dans son troisième rapport (S/5426 et Add.1 et 2), présenté au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale le 13 septembre 1963, le Comité spécial a recommandé notamment que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale: a) prennent note de la détérioration continue de la situation dans la République sud-africaine; b) affirment que la politique et les actes de la République sud-africaine étaient incompatibles avec la qualité d'Etat Membre des Nations Unies; c) affirment que l'Organisation était résolue à prendre toutes les mesures prévues par la Charte pour mettre fin au grave danger qui pesait sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales; d) demandent à tous les organes et institutions des Nations Unies et à tous les Etats Membres de prendre des mesures appropriées en vue de détourner la République sud-africaine de sa politique raciale actuelle. Le Comité jugeait essentiel que tous les Etats Membres soient invités à prendre les mesures voulues pour appliquer les dispositions pertinentes des résolutions 1761 (XVII) de l'Assemblée générale et S/5386, en date du 7 août, du Conseil de sécurité. A cet égard, le Comité recommandait aussi d'inviter les Etats Membres à ne pas fournir d'aide, directe ou indirecte, à la fabrication, en Afrique du Sud, d'armes, de munitions et de véhicules militaires et à s'abstenir de coopérer avec les forces militaires et les forces de police sud-africaines, sous quelque forme que ce fût.

202. Le Comité recommandait en outre que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité envisagent sans plus tarder de nouvelles mesures possibles conformément à la Charte, prévoyant des sanctions politiques, diplomatiques et économiques plus rigoureuses, la suspension des droits et privilèges de la République sud-africaine qui découlaient de sa qualité d'Etat Membre

et l'exclusion de la République sud-africaine de l'ONU et des institutions spécialisées.

D. — Rapport du Secrétaire général établi en application de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 7 août 1963

203. En exécution de la résolution susmentionnée, le Secrétaire général a présenté, le 11 octobre, un rapport (S/5438) qui contenait la réponse du Gouvernement sud-africain à sa demande de renseignements sur l'application de la résolution. Le Gouvernement sud-africain réaffirmait sa position, à savoir qu'il ne reconnaissait pas à l'Organisation des Nations Unies le droit de discuter une affaire qui relevait exclusivement de la compétence d'un Etat Membre. En dépit de ce fait, le Conseil de sécurité avait adopté une résolution qui demandait un embargo sur les envois d'armes à l'Afrique du Sud, ce qui était un déni du droit de légitime défense, individuelle ou collective, prévu à l'Article 51 de la Charte. Les mesures que prenait l'Afrique du Sud pour renforcer ses défenses devaient être appréciées non seulement dans le contexte des menaces proférées par certains Etats africains contre ce pays, menaces sur lesquelles le Gouvernement sud-africain avait appelé l'attention dans la communication qu'il avait adressée au Président du Conseil de sécurité le 31 juillet 1963, mais aussi dans la perspective d'une comparaison avec les dépenses engagées pour leurs forces armées par d'autres pays dont le degré de développement économique et industriel était semblable. Le Gouvernement sud-africain n'avait rien fait qui pût menacer la paix et, comme la résolution adoptée le 7 août par le Conseil ne pouvait se concilier avec les dispositions de la Charte, cette résolution n'avait d'effet obligatoire ni à l'égard de la République sud-africaine, ni à l'égard d'aucun autre Etat Membre. Le rapport contenait aussi les passages essentiels des réponses de 44 Etats Membres à la demande de renseignements que leur avait adressée le Secrétaire général sur les mesures qu'ils avaient prises ou qu'ils comptaient prendre en vue d'appliquer la résolution du 7 août.

204. Les additifs 1 à 6 au rapport du Secrétaire général (S/5438), publiés en octobre, novembre et décembre 1963, contenaient les réponses adressées par 25 autres Etats Membres comme suite à la résolution.

205. Le 19 novembre 1963, le Secrétaire général a fait distribuer un rapport à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité (A/5614, S/5457), établi en application de la résolution 1881 (XVIII) de l'Assemblée générale, en date du 11 octobre 1964, laquelle avait, notamment, demandé au Gouvernement sud-africain "de renoncer au procès arbitraire en cours et de procéder à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques et de toutes les personnes emprisonnées, internées ou soumises à d'autres restrictions pour s'être opposées à la politique d'*apartheid*", et laquelle avait demandé à tous les Etats Membres de déployer tous les efforts nécessaires pour amener le Gouvernement sud-africain à assurer la mise en œuvre immédiate de ces dispositions. Dans son rapport, et dans les trois additifs publiés ultérieurement, le Secrétaire général a reproduit l'essentiel des réponses que les Etats Membres avaient faites à ses communications les informant de cette résolution.

E. — Examen de la question de la 1073ème à la 1078ème séance (27 novembre-4 décembre 1963)

206. Par une lettre du 23 octobre (S/5444 et Add.1), 32 Etats africains et asiatiques ont demandé

que le Conseil de sécurité examine à bref délai le rapport du Secrétaire général (S/5438) en date du 11 octobre. Ils faisaient observer que la réaction du Gouvernement sud-africain à l'égard de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 7 août avait été entièrement négative et que la situation en Afrique du Sud avait encore empiré par suite des faits récemment survenus dans le pays.

207. A sa 1073^{ème} séance, le 27 novembre, le Conseil de sécurité a inscrit la question à son ordre du jour et a invité les Ministres des affaires étrangères du Libéria, de Madagascar, de la Tunisie et du Sierra Leone, ainsi que le représentant de l'Inde, à participer à la discussion.

208. Le représentant du Libéria a déclaré, à propos de la réponse du Gouvernement sud-africain au Secrétaire général, que l'argument selon lequel l'accumulation d'armements en Afrique du Sud était nécessaire à cause des menaces dirigées contre ce pays par les Etats africains n'était pas fondé. Non seulement aucun Etat africain ne souhaitait faire la guerre à l'Afrique du Sud, mais le Conseil devait noter que les préparatifs militaires avaient commencé bien avant la Conférence des Etats africains à Addis-Abéba. De plus, les dirigeants sud-africains eux-mêmes avaient clairement indiqué que cette expansion militaire avait eu et avait toujours pour but d'assurer la suprématie de la minorité blanche.

209. Depuis que le Conseil de sécurité avait adopté sa résolution du 7 août 1963 (S/5386), le Gouvernement sud-africain avait intensifié sa campagne de répression et avait traduit en justice des Africains accusés de sabotage; bien que le juge eût prononcé un non-lieu, les inculpés avaient été arrêtés de nouveau et on avait repris leurs procès malgré l'adoption par l'Assemblée générale, par 106 voix, de la résolution 1881 (XVIII) du 11 octobre 1963, qui invitait l'Afrique du Sud à renoncer aux poursuites et à relâcher les prisonniers.

210. Le Conseil de sécurité devait prendre des mesures pour empêcher, en Afrique du Sud, une guerre des races qui s'étendrait inévitablement à tout le continent africain et même au reste du monde. Faute de moyens d'assurer un changement pacifique, il fallait choisir entre les sanctions et une explosion de violence raciale dont la responsabilité incomberait à l'Afrique du Sud et à ceux qui soutenaient indirectement sa politique.

211. Le représentant de la Tunisie a fait observer que tous les membres du Conseil avaient espéré que le Gouvernement sud-africain saisirait le sens et la portée de l'avertissement que contenait la résolution du 7 août. Mais ces espoirs avaient été vains et il était clair que le Gouvernement sud-africain n'entendait nullement changer sa politique ni à l'égard de la population africaine ni à l'égard de l'Organisation des Nations Unies.

212. L'Afrique du Sud avait contesté au Conseil de sécurité le droit de décider l'embargo sur les armements et avait prétendu que la résolution S/5386 ne pouvait avoir d'effet obligatoire à l'égard d'aucun Etat Membre; or, au dernier alinéa du préambule de cette résolution, le Conseil avait exprimé la conviction que la situation en Afrique du Sud troublait gravement la paix et la sécurité internationales. Bien que la Charte ne le mentionnât pas, le trouble apporté à la paix constituait un pas de plus que la menace à la paix et se situait entre cette menace et la rupture de la paix. C'était pour limiter le danger que constituait pour la paix l'obstination du Gouvernement sud-africain à poursuivre sa politique raciale, et non pas parce que l'Afrique du Sud armait, que le Conseil de sécurité, agissant dans le cadre de ses responsabilités en vue du

maintien de la paix et de la sécurité internationales, avait demandé l'embargo sur les armements. En outre, les mesures décidées par le Conseil dans la résolution S/5386 étaient obligatoires pour les Etats Membres conformément à l'Article 25 de la Charte des Nations Unies.

213. La délégation tunisienne attachait une grande importance à l'application par tous les Etats Membres de la résolution du 7 août et estimait qu'un embargo sur les matières stratégiques formerait la suite logique de l'embargo sur les armes prévu par cette résolution.

214. A la 1074^{ème} séance, le 29 novembre, le représentant du Ghana a déclaré que les rapports dont le Conseil était saisi établissaient clairement que le Gouvernement sud-africain n'avait pas la moindre intention de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies pour rechercher un règlement pacifique de ce problème et était résolu à poursuivre sa politique de défi. Le Gouvernement sud-africain ne pouvait parler d'une menace de la part des Etats africains; si ces derniers avaient voulu recourir à la force, ils ne se seraient pas adressés au Conseil de sécurité. La vérité était que les Etats africains n'étaient pas disposés à demeurer les spectateurs silencieux des brutalités et des injustices commises contre la population dite non blanche de l'Afrique du Sud.

215. L'heure était venue pour les amis de l'Afrique du Sud de prendre des mesures décisives. Le Royaume-Uni et les Etats-Unis, dont les investissements en Afrique du Sud étaient considérables, pouvaient, conjointement ou séparément, amener le Gouvernement sud-africain à quitter la voie qui menait droit au désastre. Les sanctions, si elles étaient appliquées par tous les Etats Membres, pourraient être un moyen efficace d'obliger l'Afrique du Sud à abandonner sa politique d'*apartheid*.

216. Le parti nationaliste d'Afrique du Sud ayant absolument rejeté l'idée d'un gouvernement multiracial, l'examen de la proposition tendant à donner aux blancs en Afrique du Sud des garanties internationales pour leur sécurité, leurs biens et une participation équitable aux affaires publiques ne reposait plus sur rien. Si des garanties devaient être données, c'était à la population africaine et de couleur qu'il fallait les destiner.

217. En conclusion, le représentant du Ghana estimait que le Conseil de sécurité devait maintenant invoquer l'Article 5 de la Charte des Nations Unies, de façon que l'Afrique du Sud puisse être suspendue de l'exercice des droits et privilèges inhérents à la qualité de Membre des Nations Unies.

218. La représentante de l'Inde a rappelé que, 17 ans plus tôt, elle avait pris la parole à la première session de l'Assemblée générale au sujet du traitement des personnes d'origine indienne en Afrique du Sud. L'expérience avait montré que le désir de l'Inde était d'obtenir la justice pour tous en Afrique du Sud, sans distinction d'origine, de couleur, de sexe ou de religion. Le Gouvernement sud-africain, en revanche, avait poursuivi sa politique insensée au mépris flagrant de la Charte et de l'opinion mondiale; il avait refusé la liberté et la justice à des millions d'êtres humains et avait créé une situation qui ne pouvait aboutir qu'à la violence.

219. En vertu de ses lois, des hommes comme Nelson Mandela et Walter Sisulu s'étaient vu condamner à de lourdes peines d'emprisonnement et à l'isolement cellulaire pour avoir osé demander que les idéaux énoncés dans la Charte soient mis en pratique en Afrique du Sud.

220. La délégation indienne était prête à examiner toute solution autre que les sanctions économiques, mais aucune proposition constructive n'avait été faite par les pays qui commerçaient avec l'Afrique du Sud. Le boycottage commercial exercé par la majorité des Etats africains et asiatiques n'avait fait perdre à l'Afrique du Sud qu'une fraction de son commerce, perte compensée par un accroissement des échanges avec certains pays occidentaux. Le seul moyen d'obtenir des résultats de la part du Gouvernement sud-africain et d'empêcher que la situation n'atteigne le point de non-retour était que tous les Etats Membres, y compris le Royaume-Uni et les Etats-Unis, se mettent d'accord sur les sanctions les plus fermes et les appliquent.

221. Selon le représentant du Sierra Leone, le Conseil de sécurité devait maintenant décider quelles mesures il devait prendre contre un Etat Membre qui continuait de dénier son autorité et de dénier à des millions de non-blancs les libertés et droits fondamentaux de l'homme inscrits dans la Charte. Il serait vain de chercher à savoir si les mesures envisagées relevaient de tel ou tel chapitre de la Charte. Les buts et principes de la Charte étaient indivisibles, surtout lorsqu'il s'agissait de prendre des mesures rapides et concertées pour sauvegarder la paix. C'était précisément parce que l'Afrique du Sud estimait que certains Etats Membres qui entretenaient avec elle d'étroites relations commerciales et économiques n'étaient pas disposés à prendre les mesures concrètes prévues par la Charte que l'Afrique du Sud pouvait continuer à bafouer les décisions des Nations Unies.

222. Les Etats africains étaient disposés à coopérer en vue de rechercher des solutions qui éviteraient une tragédie, à condition toutefois que les mesures prévues ne visent pas simplement à temporiser, mais bien à assurer à la majorité africaine la pleine jouissance de ses droits politiques, économiques et sociaux dans un Etat exempt de toute discrimination ou division fondée sur la race, la couleur ou la religion. Pour atteindre ce but, il était indispensable de mettre fin immédiatement et définitivement à la politique d'*apartheid*.

223. Pour le représentant de la Norvège, il s'agissait en l'occurrence de rétablir la dignité et les libertés d'une population opprimée par un régime qui n'avait même pas reculé devant des méthodes dictatoriales. Le Gouvernement sud-africain s'occupait activement de la création de "Bantoustans", qui n'étaient qu'une parodie de l'autonomie, et il était en train d'arracher par la force les Africains à leurs foyers pour les transférer dans ces régions. Ainsi, le sort de la majorité de la population était entre les mains d'une minorité blanche qui disposait de puissantes forces militaires créées, du moins dans une certaine mesure, à des fins intérieures.

224. Il fallait éviter toute nouvelle expansion des forces militaires sud-africaines, et le Conseil de sécurité, qui avait déjà demandé la cessation des envois d'armes à l'Afrique du Sud, pourrait maintenant inviter tous les Etats à mettre fin à l'expédition d'équipements et de matériels destinés à la fabrication d'armes et de munitions en Afrique du Sud. Le Conseil pourrait aussi adresser un nouvel appel à l'Afrique du Sud pour qu'elle libère les prisonniers et détenus politiques et pour qu'elle adopte des pratiques judiciaires plus humaines, conformément aux résolutions de l'ONU.

225. En même temps, l'ONU devrait entreprendre une action pratique en créant un groupe d'experts chargé d'examiner la situation en Afrique du Sud et d'étudier les méthodes qui permettraient de régler cette situation par l'attribution intégrale, pacifique et

ordonnée des droits de l'homme et des libertés fondamentales à tous les habitants, sans distinction de race, de couleur ou de croyance. Cette mesure offrirait aux autorités sud-africaines une nouvelle possibilité de faire appel à l'assistance des Nations Unies en vue de s'écarter d'une voie qui menait à la catastrophe internationale.

226. A la 1075ème séance, le 2 décembre, le représentant du Maroc a déclaré que le Gouvernement sud-africain, en persistant dans son attitude négative à l'égard des décisions de l'ONU, escomptait réduire l'Organisation à une complète impuissance et maintenir la réprobation universelle de l'*apartheid* au stade de simple manifestation symbolique. Malheureusement, cette attitude avait été quelque peu encouragée par le fait que les résolutions de l'ONU relatives à l'Afrique du Sud n'avaient pas eu un appui unanime et par l'hésitation de certains Etats Membres à adopter des mesures décisives et concrètes. Il ne suffisait pas que des mesures telles que l'embargo sur les envois d'armes ou les sanctions économiques soient appuyées par la majorité des Etats Membres. La portée et l'efficacité de ces mesures dépendaient nécessairement, en dernière analyse, de la position prise par telle ou telle grande puissance, dont les rapports avec l'Afrique du Sud étaient un facteur déterminant à cet égard.

227. Ceux qui avaient constamment recommandé la modération devaient désormais convenir qu'à aucun moment l'Afrique du Sud n'avait tenu compte de la coopération que lui offrait l'ONU et que la modération n'avait pas eu les résultats escomptés. La délégation marocaine appuierait tout projet de résolution qui se ferait l'écho des préoccupations des pays africains et qui inviterait le Conseil de sécurité à prendre des mesures concrètes qui rallieraient l'unanimité.

228. Le représentant de Madagascar a exprimé l'espoir que le débat du Conseil aboutirait à des actes positifs qui mettraient fin à la honteuse politique d'*apartheid*. Il y allait du prestige, voire de l'existence de l'Organisation. Les peuples asservis de l'Afrique du Sud, poussés à bout, pourraient bien en dernier ressort avoir recours à la violence. Le devoir des Nations Unies était d'empêcher, pendant qu'il en était encore temps, que le sang ne coule en Afrique du sud.

229. La délégation malgache tenait à faire remarquer au Gouvernement sud-africain que maintenir le présent système, c'était renforcer le mur de suspicion et de haine qui séparait les populations de l'Afrique du Sud et c'était rendre chaque jour plus difficile une coexistence pacifique. Il était encore possible d'envisager objectivement des mesures qui permettraient d'établir en Afrique du Sud une société multiraciale où la liberté et l'égalité des droits seraient garanties à tous les habitants, les droits des minorités étant pleinement sauvegardés eux aussi.

230. Pour le représentant des Philippines, l'enjeu en Afrique du Sud n'était ni militaire ni politique; il s'agissait d'atteintes aux libertés fondamentales et aux droits de l'homme proclamés dans la Charte et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Gouvernement sud-africain avait nié que la cause des droits de l'homme fût un sujet de préoccupation pour le monde entier et, sans égard pour la dernière résolution du Conseil, il avait poursuivi l'application d'une législation répressive visant à assurer la domination politique et économique de la minorité blanche.

231. S'il n'y avait pas encore eu de choc à proprement parler en Afrique du Sud, la tension montait de jour en jour et, à moins de mesures promptes et efficaces, provoquerait un massacre qui aurait de graves

répercussions en Afrique et ailleurs. Le Conseil de sécurité manquerait à son devoir de sauvegarder la paix et la sécurité internationales s'il se refusait à voir ce danger.

232. Les pays qui avaient des relations commerciales étendues avec l'Afrique du Sud devaient envisager sérieusement la possibilité d'imposer des sanctions économiques et diplomatiques. L'embargo sur les envois d'armes devait être élargi; d'autre part, il fallait lancer un nouvel appel en vue de la libération de tous les prisonniers politiques.

233. Le représentant de l'URSS a fait remarquer que le Conseil se voyait obligé à nouveau d'étudier la situation en Afrique du Sud, qui continuait de menacer la paix et la sécurité internationales. Non seulement les autorités sud-africaines avaient accueilli avec une hostilité non dissimulée la résolution du Conseil en date du 7 août, mais elles avaient déclenché une nouvelle vague de répression et de procès destinée à écarter les principaux leaders du mouvement de libération nationale dans le pays. Au cours des mois précédents, un grand nombre de personnes étaient passées en jugement et avaient été condamnées à mort ou à la détention à vie pour s'être opposées à la politique d'*apartheid*. En outre, l'expansion constante des forces armées et des forces de police sud-africaines constituait une menace non seulement pour la population autochtone, qui avait connu à Sharpeville les violences de la répression, mais aussi pour les autres pays du continent africain. Tout le monde savait que le Gouvernement sud-africain cherchait à collaborer sur le plan militaire avec le régime raciste de la Rhodésie du Sud et avec les colonialistes portugais. Le gouvernement raciste de la République sud-africaine n'aurait pas pu s'obstiner si longtemps dans sa politique s'il n'avait pas eu l'appui économique, politique et militaire de plusieurs puissances occidentales.

234. Le temps des demi-mesures était révolu. Le Conseil de sécurité, qui portait la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, devait répondre comme il convenait à l'appel des Etats africains, qui demandaient des sanctions efficaces contre l'Afrique du Sud. Seules des mesures énergiques pouvaient amener le Gouvernement de la République sud-africaine à abandonner sa politique d'*apartheid* et de discrimination raciale.

235. En ce qui concernait les suggestions relatives à la création d'un groupe d'experts chargé d'étudier les méthodes propres à éliminer l'*apartheid* et d'examiner le rôle que l'ONU pourrait jouer à cet égard, la délégation soviétique, sans vouloir mettre en doute les motifs des auteurs de ces suggestions, tenait à faire remarquer qu'en présentant la question sous ce jour, on risquait de faire oublier le principal: la nécessité d'éliminer sans tarder l'*apartheid* en Afrique du Sud. Quant à savoir quel genre de société il y aurait en Afrique du Sud après l'élimination de l'*apartheid*, c'était là une question qu'il appartenait au peuple de ce pays, et à lui seul, de régler à son gré, sans intervention extérieure. Le Conseil de sécurité ne devait pas se livrer à des études sans fin qui feraient trainer l'affaire en longueur et oublier le fond de la question. Il devait assurer l'application par la République sud-africaine des décisions antérieures du Conseil et de l'Assemblée générale.

236. A la 1076ème séance du Conseil, le 3 décembre, le représentant de la Norvège a déclaré qu'après avoir longuement consulté les membres du Conseil et les ministres des affaires étrangères africains qui partici-

paient au débat il avait cru comprendre qu'un projet de résolution fondé sur les points principaux de sa déclaration du 29 novembre serait bien accueilli et pourrait recevoir un large appui. Il présentait donc le projet de résolution suivant (S/5469):

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné le conflit racial en Afrique du Sud provoqué par la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine,

"Rappelant les résolutions antérieures du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale qui ont eu pour objet les politiques raciales du Gouvernement de la République sud-africaine et notamment la résolution du Conseil de sécurité en date du 7 août 1963 (S/5386),

"Ayant examiné le rapport du Secrétaire général contenu dans le document S/5438 et ses additifs,

"Déplorant le refus du Gouvernement de la République sud-africaine, confirmé dans la réponse du Ministre des affaires étrangères de la République sud-africaine au Secrétaire général reçue le 11 octobre 1963, de se conformer à la résolution du Conseil de sécurité en date du 7 août 1963 et d'accepter les recommandations répétées d'autres organes des Nations Unies,

"Notant avec satisfaction les réponses faites à la communication que le Secrétaire général a adressée aux Etats Membres au sujet des mesures que les gouvernements de ces Etats ont prises et ont l'intention de prendre dans le cadre du paragraphe 3 du dispositif de ladite résolution et espérant que tous les Etats Membres feront savoir au Secrétaire général, dès que possible, qu'ils sont disposés à appliquer les dispositions de ce paragraphe,

"Prenant acte des rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine (S/5426 et Add.1 et 2),

"Notant avec une profonde satisfaction l'appui écrasant donné à la résolution 1881 (XVIII) adoptée par l'Assemblée générale le 11 octobre 1963,

"Tenant compte des graves inquiétudes qu'éprouvent les Etats Membres au sujet de la politique d'apartheid et qui ont trouvé leur expression au cours de la discussion générale à l'Assemblée générale et dans les débats de la Commission politique spéciale,

"Renforcé dans sa conviction que la situation en Afrique du Sud trouble gravement la paix et la sécurité internationales et réprouvant énergiquement la politique du Gouvernement sud-africain qui perpétue la discrimination raciale, politique incompatible avec les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et avec les obligations de ce pays en tant qu'Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies,

"Reconnaissant la nécessité d'éliminer la discrimination dans le domaine des droits fondamentaux de l'homme et des libertés fondamentales pour tous les individus sur le territoire de la République sud-africaine, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

"Exprimant la ferme conviction que les politiques d'apartheid et de discrimination raciale pratiquées par le Gouvernement de la République sud-africaine répugnent à la conscience de l'humanité et qu'il faut par conséquent trouver, par des moyens pacifiques, une solution positive différente,

"1. *Engage* tous les Etats à se conformer aux dispositions de la résolution du Conseil de sécurité, en date du 7 août 1963;

"2. *Prie instamment* le Gouvernement de la République sud-africaine de cesser immédiatement l'application de ses mesures discriminatoires et répressives, qui sont contraires aux principes et aux buts de la Charte et qui violent ses obligations de Membre de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

"3. *Réprouve* le fait, de la part du Gouvernement de la République sud-africaine, de ne pas avoir donné suite aux appels contenus dans les résolutions susmentionnées de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité;

"4. *Demande à nouveau* au Gouvernement sud-africain de libérer toutes les personnes emprisonnées, internées ou soumises à d'autres restrictions pour s'être opposées à la politique d'*apartheid*;

"5. *Demande solennellement* à tous les Etats de mettre fin immédiatement à la vente et à l'expédition d'équipements et de matériel destinés à la fabrication ou à l'entretien d'armes et de munitions en Afrique du Sud;

"6. *Prie* le Secrétaire général d'établir sous sa direction, et pour lui faire rapport, un petit groupe d'experts éminents et de le charger d'étudier les méthodes qui permettraient de régler la situation actuelle en Afrique du Sud par l'attribution intégrale, pacifique et ordonnée des droits de l'homme et des libertés fondamentales à tous les habitants sur l'ensemble du territoire, sans distinction de race, de couleur ou de croyance, et d'examiner le rôle que l'Organisation des Nations Unies pourrait jouer dans la réalisation de cet objectif;

"7. *Invite* le Gouvernement de la République sud-africaine à faire appel à l'assistance de ce groupe pour réaliser cette transformation pacifique et ordonnée;

"8. *Prie* le Secrétaire général de continuer à observer la situation et de faire rapport au Conseil de sécurité sur les faits nouveaux qui peuvent intervenir et, le 1er juin 1964 au plus tard, sur l'application de la présente résolution."

237. Le représentant de la Norvège a fait ressortir que le paragraphe 5 du dispositif prévoyait la mesure que, logiquement, le Conseil devait prendre comme suite à l'embargo sur les envois d'armes préconisé dans la résolution du 7 août. Les dispositions de la Charte qui étaient à la base de ce paragraphe étaient celles sur lesquelles se fondait la résolution précédente. Quant aux mots "équipements et matériels destinés à la fabrication ou à l'entretien d'armes et de munitions", ils désignaient les machines, les pièces détachées pour machines et les machines-outils, et non les pièces détachées qui pouvaient servir à la fois à des fins civiles et à des fins militaires.

238. Les paragraphes 6 et 7, pris ensemble, formaient l'essentiel des idées avancées par les pays scandinaves. La rédaction du paragraphe 6 était le fruit d'un examen approfondi et de consultations, notamment avec le Secrétaire général, qui s'était déclaré en mesure de donner suite à la demande en question. Ce paragraphe ne devait pas être considéré comme une intervention dans des affaires qui relevaient essentiellement de la compétence nationale. Son objet était de rechercher une autre voie, une voie positive vers l'attribution intégrale

des droits de l'homme et des libertés fondamentales à tous les habitants de l'Afrique du Sud, ainsi que de déterminer le rôle que l'Organisation des Nations Unies pourrait jouer dans ce sens. Il fallait espérer que le Gouvernement sud-africain accèderait à l'invitation qui lui était faite de réaliser une transformation pacifique et ordonnée de sa politique.

239. Enfin, le représentant de la Norvège a souligné qu'aucune des dispositions du projet de résolution ne devait être interprétée comme une tentative visant à retarder l'examen par le Conseil de sécurité de tout fait nouveau qui pourrait se produire en Afrique du Sud.

240. A la 1077ème séance, tenue également le 3 décembre, le représentant du Brésil a noté que la résolution du Conseil en date du 7 août prévoyait certaines mesures concrètes dont le Gouvernement sud-africain ferait bien d'étudier soigneusement le sens et la portée. Une politique d'isolement de l'Afrique du Sud était amorcée. Le projet de résolution de la Norvège marquait une progression, certes modérée, dans cette voie. Ses dispositions auraient encore plus de poids si elles recevaient l'appui des principaux Etats qui fournissent à l'Afrique du Sud du matériel et de l'équipement militaires. La délégation brésilienne approuvait également la création d'un groupe d'experts; celui-ci pourrait aider grandement le Gouvernement sud-africain à planifier la transformation progressive de son organisation politique et sociale actuelle, fondée sur la discrimination raciale, en un régime vraiment démocratique.

241. Le représentant de la Chine a signalé que le point de vue de sa délégation sur l'*apartheid* était bien connu. Celle-ci avait précisé, à l'Assemblée générale comme au Conseil de sécurité, que la Chine était irrévocablement opposée au racisme sous toutes ses manifestations.

242. Rappelant l'historique de l'*apartheid*, le représentant de la Chine a dit qu'il était difficile de croire qu'à l'époque actuelle le Gouvernement sud-africain pût appliquer une politique si manifestement contraire à l'évolution de l'humanité vers une liberté plus complète. Les Etats africains avaient fait preuve de prudence politique en s'abstenant, malgré ces circonstances décourageantes, de recourir à des actions extrêmes. Il incombait au Conseil de prendre des mesures pratiques pour mettre fin à l'injustice résultant de l'*apartheid*. L'embargo sur les armes avait été un pas dans la bonne voie. On pouvait également envisager d'autres moyens. La délégation chinoise appuierait le projet de résolution de la Norvège, qui préconisait une nouvelle pression collective sur l'Afrique du Sud, tout en prévoyant un nouvel examen des méthodes qui pourraient être utilement appliquées pour réaliser une transformation pacifique et ordonnée en Afrique du Sud.

243. Le représentant du Ghana s'est félicité de l'initiative de la délégation norvégienne. C'était la première fois qu'une telle initiative avait été prise par un pays nordique sur une question soulevée par des Etats afro-asiatiques. Le projet de résolution contenait un certain nombre de dispositions utiles, notamment le paragraphe 5, qui complétait l'embargo sur les armes et munitions prévu dans la résolution du 7 août.

244. Cependant, la délégation ghanéenne avait des doutes sérieux quant à la nécessité de constituer le groupe d'experts prévu au paragraphe 6 du dispositif. Si ce groupe devait avoir pour tâche de persuader le Gouvernement sud-africain de renoncer à sa politique raciale, les Etats africains en seraient partisans. Mais ils craignaient qu'accepter la création de ce groupe ne

revienne à souscrire d'avance à des solutions, comme le partage de l'Afrique du Sud, qui étaient inacceptables pour eux. Les États africains craignaient aussi que l'existence de ce groupe n'empêche le Conseil ou l'Assemblée générale d'examiner le problème au cas où la situation l'exigerait. Le représentant du Ghana relevait donc avec satisfaction qu'au paragraphe 8 du dispositif le Secrétaire général était prié de faire rapport au Conseil de sécurité "sur les faits nouveaux qui peuvent intervenir". En outre, la création du groupe ne devait influencer en rien sur la tâche du Comité spécial, dont les rapports avaient été appréciés par tous. Pour ces raisons, la délégation ghanéenne demanderait un vote par division sur le paragraphe 6 du dispositif.

245. En réponse, le représentant de la Norvège a demandé au représentant du Ghana de ne pas insister sur sa motion de division, les pays nordiques considérant ce paragraphe comme la partie essentielle de leur initiative. Sans ce paragraphe, la Norvège n'aurait pas déposé son projet de résolution.

246. Le représentant du Maroc s'est associé aux réserves faites par le représentant du Ghana au sujet du paragraphe 6 du projet de résolution, soulignant que, s'il était adopté, ce paragraphe ne pourrait en aucune manière limiter ou remplacer les attributions du Comité spécial ni servir de motif pour retarder ou empêcher la convocation d'un organe compétent en la matière.

247. Le représentant du Venezuela, appuyant le projet de résolution, a pris note avec satisfaction des explications fournies par le représentant de la Norvège, notamment quant à la non-violation du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte et à la crainte exprimée par certaines délégations que les paragraphes 6 et 7 ne risquent de retarder ou de différer l'adoption de mesures plus énergiques par le Conseil.

248. A la 1078ème séance, le 4 décembre, le représentant du Royaume-Uni a rappelé que lorsque le Conseil avait examiné la question, en août, il n'avait pu convenir que la situation en Afrique du Sud appelât des mesures au titre du Chapitre VII de la Charte. Dans son explication de vote sur la résolution du 7 août, la délégation britannique avait souligné qu'elle ne considérait pas ce texte comme relevant du Chapitre VII; il s'ensuivait que les mesures recommandées dans cette résolution ne pouvaient être obligatoires. Or la situation en Afrique du Sud ne constituait toujours pas une menace contre la paix, une rupture de la paix ni un acte d'agression au sens du Chapitre VII.

249. De plus, la délégation britannique était convaincue qu'une solution pacifique du problème ne pouvait résulter que d'un revirement d'opinion en Afrique du Sud même et non de l'application de mesures coercitives. Il n'était pas possible d'atteindre rapidement le but fixé pour l'Afrique du Sud. C'était pour cela que la délégation britannique se félicitait de la proposition, contenue dans le projet de résolution de la Norvège, tendant à créer un groupe d'experts habilité à recommander, après examen, la meilleure manière de régler la situation. Une telle procédure donnerait des raisons d'espérer à beaucoup de gens en Afrique du Sud qui s'inquiétaient sincèrement de l'isolement auquel leur gouvernement les menait sur le plan international et qui étaient disposés à réexaminer nombre d'idées préconçues qu'ils avaient acceptées sans guère y réfléchir.

250. Quant au paragraphe 5 du dispositif, la délégation britannique s'y conformerait au même titre qu'au paragraphe 3 de la résolution du 7 août, en ce sens qu'il ne serait exporté en Afrique du Sud aucune arme qui pût servir à appliquer la politique d'*apartheid*. Cette

décision s'étendrait aux équipements et matériels manifestement conçus et prévus pour la fabrication de ces armes et munitions. Le Gouvernement du Royaume-Uni se réservait toutefois le droit d'exécuter les contrats en cours.

251. Quant à l'appel adressé à tous les États pour qu'ils se conforment à la résolution S/5386 du 7 août, il y avait lieu de noter que, par son libellé, cette résolution visait à faire cesser la fourniture d'équipements militaires de tous types à l'Afrique du Sud. Or la délégation britannique estimait toujours qu'il fallait tenir compte du droit de légitime défense de l'Afrique du Sud au sens de l'Article 51 de la Charte et elle réservait donc sa position, compte tenu de la nécessité de fournir du matériel à cette fin. En conséquence, le Royaume-Uni demandait un vote par division sur le paragraphe 1.

252. Si le Gouvernement britannique appuyait l'ensemble du projet de résolution, c'était parce qu'il considérait les recommandations qui y figuraient comme relevant des pouvoirs dévolus au Conseil au titre du Chapitre VI de la Charte. Ces recommandations visaient une situation spéciale et n'avaient pas le caractère de sanctions ou d'autres mesures obligatoires au sens de l'Article 41 du Chapitre VII.

253. Il fallait espérer que le Gouvernement sud-africain finirait par tenir dûment compte de l'opinion et des sentiments de toutes les nations du monde.

254. Pour le représentant de la France, qui a rappelé la doctrine française contre la discrimination raciale, la principale difficulté résidait dans le paragraphe 1, relatif à l'application de la résolution du 7 août, car les raisons pour lesquelles la délégation française s'était abstenue lors du vote sur cette résolution restaient valables.

255. Les paragraphes 2, 3 et 4, certains éléments de rédaction mis à part, emportaient l'adhésion de la France, qui aspirait en particulier à voir cesser la méconnaissance par l'Afrique du Sud de toutes les résolutions des Nations Unies.

256. Quant à la recommandation formulée au paragraphe 5, la délégation française avait indiqué que les autorités françaises prendraient toutes mesures qu'elles estimerait nécessaires afin d'empêcher la vente au Gouvernement sud-africain d'armes pouvant servir à la répression. Le Gouvernement français appliquerait ces mesures pour l'avenir aux équipements et matériels destinés à la fabrication et à l'entretien de telles armes.

257. La délégation française n'avait pas considéré avec moins d'attention les paragraphes 6 et 7 du projet et s'était efforcée de ne pas céder, ce faisant, à la tentation du scepticisme. Il lui semblait qu'un petit groupe d'experts de haute réputation, placé sous l'égide du Secrétaire général, apporterait peut-être, par une étude impartiale de la question, une contribution appréciable à la recherche d'une voie qui permette de sortir de l'impasse actuelle. Il fallait espérer que les autorités de la République sud-africaine ne se méprendraient pas sur le but de cette étude, qui n'était pas de leur imposer une loi étrangère, mais d'aider le Gouvernement sud-africain à prendre conscience des possibilités, qui demeuraient peut-être encore ouvertes, de donner à sa politique une orientation compatible avec la Charte des Nations Unies.

258. Le représentant de l'URSS a déclaré que la situation en Afrique du Sud n'appelait pas des études interminables, mais l'application immédiate des résolutions des Nations Unies. L'Assemblée générale avait déjà créé un Comité spécial chargé d'étudier la politique d'*apartheid*; l'examen de la même question par un

nouvel organe ne donnerait lieu qu'à de nouveaux attermoissements et porterait atteinte au droit du peuple sud-africain à décider lui-même du type de société qu'il préfère. De plus, le projet de résolution ne donnait aucune indication sur la compétence des experts ni sur les critères qui présideraient à leur choix. Pour ces raisons, l'URSS ne pourrait appuyer les paragraphes 6 et 7 et elle demandait la division de ces paragraphes, compte tenu également de la proposition faite par le Ghana à la séance précédente.

259. Quant à l'ensemble du projet de résolution, à part quelques paragraphes positifs, il était trop modéré et trop limité. La délégation soviétique aurait préféré voir adopter des mesures plus décisives et plus efficaces contre l'Afrique du Sud.

260. Le Président, parlant en qualité de représentant des Etats-Unis, a expliqué que la position de son gouvernement reposait sur certains principes qu'il considérait comme essentiels dans la recherche d'une solution à l'impasse actuelle en Afrique du Sud: une solution durable ne pouvait être imposée de l'extérieur, le changement devant être provoqué avant tout par les Sud-Africains eux-mêmes, blancs et noirs; des conditions extérieures devraient être créées dans le cadre de la Charte pour amener ce changement par des moyens pacifiques.

261. Le Conseil de sécurité devait continuer à rechercher activement une solution propre à garantir à tous les habitants de l'Afrique du Sud la jouissance de leurs libertés et de leurs droits fondamentaux. Pour atteindre ce but, le Conseil pouvait s'engager dans deux voies: d'une part, aider à l'évolution pacifique de l'Afrique du Sud vers une société libre et juste, en faisant appel non seulement à la pression de l'opinion publique, mais aussi aux divers moyens — enquête, étude et recommandations — dont disposaient les Nations Unies; d'autre part, faire des recommandations aux Etats Membres en vue de réduire en Afrique du Sud le risque d'une explosion majeure provoquée par les tensions internationales dues à l'*apartheid*. Le projet de résolution de la Norvège, qui avait l'appui des Etats-Unis, contenait des propositions utiles allant dans les deux sens.

262. Les Etats-Unis appliqueraient la recommandation formulée au paragraphe 5 selon les modalités de leur politique en matière d'armements, telle qu'ils l'avaient définie lors de l'adoption de la résolution du 7 août. Selon la délégation des Etats-Unis la situation en Afrique du Sud ne relevait pas du Chapitre VII de la Charte; une recommandation en vue de mesures coercitives n'était donc ni indiquée ni autorisée par la Charte.

263. Les Etats-Unis appuyaient la proposition tendant à constituer un groupe d'experts, car, dans les circonstances actuelles, cette formule convenait davantage à la recherche d'une solution réaliste. Nul ne pouvait prédire les résultats. Il appartenait aux experts de choisir leur propre méthode et d'arriver à leurs propres conclusions sur la base des faits qu'ils auraient constatés.

264. En conclusion, le représentant des Etats-Unis a signalé que l'intervention du Conseil n'était qu'une partie de l'effort global à fournir pour hâter la fin de l'*apartheid*. D'après la Charte, les Membres de l'Organisation avaient l'obligation d'agir individuellement et d'user de leur influence pour amener un changement en Afrique du Sud. En tant que pays ayant des relations diplomatiques et autres avec l'Afrique du Sud, les

Etats-Unis s'employaient de diverses manières à s'acquitter de cette responsabilité.

265. Les représentants de l'Inde, du Libéria et de la Tunisie ont félicité le représentant de la Norvège de ses efforts en vue d'aboutir à un accord sur un texte qui, s'il ne répondait pas entièrement aux exigences de la situation, apportait des éléments positifs au règlement du problème. Ils ont également exprimé des doutes au sujet des paragraphes 6 et 7 du dispositif. Pour faire œuvre utile, le groupe d'experts devrait recueillir les vues des leaders de la communauté non blanche d'Afrique du Sud; or il était douteux que les autorités sud-africaines y consentent.

266. A la demande du représentant de la Norvège, les représentants du Ghana et du Royaume-Uni n'ont pas insisté pour mettre aux voix séparément les paragraphes 6 et 1, respectivement, du dispositif.

Décision: *A la 1078ème séance, le 4 décembre, le projet de résolution de la Norvège (S/5469) a été adopté à l'unanimité (S/5471).*

F. — Quatrième rapport du Comité spécial

267. Le 23 mars 1964, le Comité spécial a présenté au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale un rapport (S/5621) appelant leur attention sur la gravité des nouveaux événements survenus dans la République sud-africaine: des prisonniers politiques opposés à l'*apartheid* venaient d'être condamnés à mort et d'autres étaient menacés de la même peine. En vue de faire face à cette grave situation, le Comité spécial recommandait au Conseil de sécurité d'exiger du Gouvernement sud-africain qu'il renonce à l'exécution des personnes condamnées à mort pour des infractions résultant d'une opposition à la politique raciale du gouvernement, qu'il mette fin aux procès en cours intentés en vertu de lois arbitraires et accorde l'amnistie à toutes les personnes emprisonnées pour leur opposition à l'*apartheid*, qu'il cesse de prendre de nouvelles mesures discriminatoires et qu'il s'abstienne de toute autre action pouvant aggraver la situation. Le Comité spécial recommandait aussi au Conseil de sécurité de demander aux Etats qui entretenaient des relations étroites avec le Gouvernement sud-africain de faire tout ce qui est en leur pouvoir, individuellement et collectivement, pour que ce gouvernement se conforme à ces demandes minimums.

G. — Rapport du Secrétaire général établi en application de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 4 décembre 1963

268. Dans un rapport publié le 20 avril 1964 (S/5658 et Corr.1), le Secrétaire général a indiqué qu'en application du paragraphe 6 de la résolution adoptée par le Conseil le 4 décembre 1963 (S/5471), il avait désigné le Groupe d'experts en janvier 1964, et avait prié le Gouvernement sud-africain de donner au Groupe les moyens de visiter l'Afrique du Sud pour s'acquitter de son mandat. Le 5 février, le Gouvernement sud-africain, en réponse au Secrétaire général, avait déclaré qu'il considérait l'objectif principal de la visite proposée du Groupe en Afrique du Sud comme une tentative sans précédent d'ingérence délibérée dans les affaires intérieures de la République. Le Groupe d'experts avait été constitué en application d'une résolution dans laquelle on ne pouvait voir qu'un nouvel exemple flagrant de la disparité de traitement qui caractérisait l'action des Nations Unies. Le Groupe se composait de personnes qui ne possédaient aucune connaissance de première main sur la situation en Afrique du Sud et qui ne pouvaient être considérées comme des

observateurs indépendants et impartiaux. Les membres du Groupe se verraient obligés de se conformer, dans leurs conclusions, aux buts et desseins des États qui menaient une campagne d'hostilité acharnée contre la République sud-africaine.

269. Le rapport du Secrétaire général contenait aussi le rapport du Groupe d'experts, où les auteurs soulignaient que le principe fondamental d'un règlement pacifique et constructif de la question était que tous les habitants de l'Afrique du Sud puissent décider de l'avenir de leur pays par des consultations libres et démocratiques, dans un esprit de coopération et de conciliation. Le maintien de la situation actuelle, où la majorité du peuple sud-africain était privée d'une représentation équitable, aboutirait fatalement à un conflit violent et à une tragédie pour tous. Pour donner effet à ce principe, le Groupe recommandait l'établissement d'une convention nationale pleinement représentative, qui examinerait les vues et les propositions de tous ses participants et tracerait une nouvelle voie pour l'avenir. Le Gouvernement sud-africain devait être invité à prendre part à des discussions, sous les auspices des Nations Unies, en vue de la formation de la convention nationale, et un organisme spécial devait être constitué à cette fin. Pour que la convention aboutisse, il fallait, de l'avis du Groupe, amnistier tous les adversaires de l'*apartheid*, qu'ils fussent en cours de jugement, en prison, en liberté surveillée ou en exil.

270. Le Groupe recommandait également de créer, sous les auspices des Nations Unies, un programme d'éducation et de formation destiné aux Sud-Africains non blancs à l'étranger. Il suggérait que l'ONU demande à tous les États Membres de contribuer financièrement à ce programme. Se référant à la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 6 novembre 1962, le Groupe signalait que, s'il était vrai que de nombreux États, africains et autres, avaient répondu à l'appel de l'Assemblée demandant des sanctions, il n'en demeurerait pas moins que l'économie sud-africaine n'était pas sérieusement affectée par les mesures prises jusque-là. Pour être efficaces, les sanctions devaient être appliquées avec la coopération des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, et surtout avec celle du Royaume-Uni et des États-Unis. En attendant la réponse du Gouvernement sud-africain sur la proposition relative à une convention nationale, il fallait que des spécialistes de l'économie et de la stratégie entreprennent une étude de la logistique des sanctions.

271. Le Groupe d'experts recommandait au Conseil de sécurité de faire sienne sa proposition relative à une convention et de fixer une date limite rapprochée pour la réponse du Gouvernement sud-africain. En outre, le Conseil de sécurité devait inviter tous les groupes représentatifs de l'Afrique du Sud à communiquer leur opinion sur l'ordre du jour de la convention avant l'expiration du délai prévu pour la réponse du Gouvernement sud-africain. Faute d'une réponse satisfaisante, le Conseil de sécurité n'aurait plus, de l'avis du Groupe, aucun moyen pacifique efficace d'aider à résoudre la situation en Afrique du Sud, si ce n'était d'appliquer les sanctions économiques.

272. Les additifs 1 à 4 au rapport du Secrétaire général (S/5658 et Corr.1) contenaient l'essentiel des réponses de 63 pays parvenues au Secrétaire général jusqu'en juin 1964 au sujet de l'application de la résolution du 4 décembre 1963 (S/5471).

H. — Cinquième rapport du Comité spécial et autres communications reçues par le Conseil

273. Dans une lettre du 10 avril 1964 (S/5651), le représentant de l'URSS a évoqué les mesures de répression sommaires auxquelles les racistes sud-africains soumettaient ceux qui dirigeaient la lutte contre l'*apartheid* et ceux qui y prenaient part; la discrimination raciale en Afrique du Sud s'aggravait en dépit de ce qu'avaient nettement réclamé l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Le régime sud-africain accumulait des armes, les forces armées étaient en expansion et le pays se transformait en un véritable camp militaire, qui représentait une menace pour la population autochtone de l'Afrique du Sud et pour les autres États africains. Estimant que le Gouvernement sud-africain n'aurait pu s'obstiner si longtemps dans cette politique sans l'appui d'un certain nombre de pays occidentaux, et surtout des pays membres de l'OTAN, le représentant de l'URSS demandait l'application immédiate par le Conseil de sécurité de sanctions économiques, politiques et autres contre l'Afrique du Sud.

274. Par une lettre du 27 avril (S/5674), les délégations de 57 pays d'Afrique et d'Asie et la délégation jamaïcaine ont demandé au Conseil de sécurité de reprendre l'examen de la situation en Afrique du Sud à la lumière du rapport du Secrétaire général en date du 20 avril (S/5658) et des nouveaux événements survenus dans la République sud-africaine, notamment des condamnations à la peine capitale prononcées contre un grand nombre de leaders politiques africains.

275. Dans une lettre du 22 mai (S/5723), le représentant permanent de l'Afrique du Sud a indiqué que, selon son gouvernement, le sujet traité dans le rapport du Groupe d'experts relevait essentiellement de la compétence nationale de la République sud-africaine. Sans préjudice de cette position, le Gouvernement sud-africain tenait à faire observer que le jugement qu'il avait porté sur le Groupe d'experts dans la communication qu'il avait adressée le 5 février au Secrétaire général était amplement confirmé par le contenu du rapport du Groupe. Ce rapport comprenait une bonne part d'inexactitudes, de déformations et de conclusions erronées, fondées sur de fausses prémisses. Citant des exemples de ce qu'il considérait comme une déformation de la politique et des actions de l'Afrique du Sud, le représentant permanent soutenait que, pour formuler ses conclusions, le Groupe d'experts avait puisé abondamment à des sources que l'on savait être communisantes ou sous contrôle communiste. Quant à la proposition tendant à convoquer une convention nationale, le Gouvernement sud-africain, pour des raisons évidentes, ne voyait pas quel intérêt il aurait à la commenter. En conclusion, le représentant permanent affirmait que l'Afrique du Sud n'avait aucune intention agressive contre d'autres États, mais n'en était pas moins résolue à se défendre contre l'agression et la subversion étrangères, d'où qu'elles puissent venir.

276. Dans son cinquième rapport (S/5717) présenté le 25 mai, le Comité spécial, après avoir passé en revue la situation en Afrique du Sud, a notamment recommandé au Conseil de sécurité : de déclarer que la situation dans la République sud-africaine constituait une menace pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales; de prendre des mesures efficaces pour sauver la vie des leaders sud-africains condamnés pour des actes résultant de leur opposition à la politique d'*apartheid*; de faire appel à tous les États et organisations internationales pour qu'ils usent de leur influence pour assurer la réalisation des demandes minimums

contenues dans le rapport précédent du Comité spécial; de demander à tous les Etats qui maintenaient des relations avec l'Afrique du Sud, en particulier aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et à la France, de prendre des mesures efficaces en vue de faire face à la grave situation actuelle; de décider d'imposer des sanctions économiques, conformément aux dispositions du Chapitre VII de la Charte, aussi longtemps que le Gouvernement sud-africain persisterait à violer ses obligations d'Etat Membre des Nations Unies.

277. A ce rapport était joint, en tant qu'annexe II, le rapport de la délégation du Comité spécial qui avait assisté, en qualité d'observateur, à la Conférence internationale des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, tenue à Londres du 14 au 17 avril 1964. La délégation notait que la Conférence, après avoir étudié et discuté des mémoires rédigés par des experts bien connus sur les divers aspects de la question des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, avait conclu que des sanctions économiques étaient politiquement opportunes, économiquement possibles et juridiquement justifiées. Pour être efficaces, ces sanctions devraient être totales et appliquées par tous les pays; elles devraient avoir le concours actif des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud.

I. — Examen de la question de la 1127ème à la 1135ème séance (8-18 juin 1964)

278. A sa 1127ème séance, le 8 juin 1964, le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question sous le nouveau titre suivant:

"Question du conflit racial en Afrique du Sud résultant de la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine: lettre adressée au Président du Conseil de sécurité, le 11 juillet 1963, par les représentants de 32 Etats Membres (S/5348)".

En sous-titre, les documents suivants étaient énumérés:

"a) Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité, le 27 avril 1964, par les représentants de 58 Etats Membres (S/5674); b) rapport du Secrétaire général établi en application de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité à sa 1078ème séance, le 4 décembre 1963 (S/5658 et Corr.1 et Add.1 et 2); c) rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine (S/5621, S/5717)".

279. Le Président, avec l'accord du Conseil, a invité les représentants de Madagascar, de l'Indonésie, de l'Inde, du Sierra Leone, du Libéria, du Pakistan et de la Tunisie à participer à la discussion.

280. Le représentant du Libéria a déclaré que, malgré les résolutions des Nations Unies, le Gouvernement sud-africain avait intensifié ses mesures de répression contre la population non blanche et avait fait juger d'éminents leaders sud-africains dont le seul crime était leur opposition à l'*apartheid*. Le Conseil devait, par humanité, prendre les mesures voulues pour sauver la vie de ceux qui, en Afrique du Sud, avaient été ou étaient jugés en vertu de lois et de procédures arbitraires.

281. Pour ce qui était des recommandations du Groupe d'experts, les Etats africains appuyaient la proposition tendant à convoquer une convention nationale pleinement représentative de tout le peuple sud-africain, qui assurerait un minimum de rapports intérieurs dans un pays où il n'en existait aucun entre le gouvernement et la majorité de la population. Néan-

moins, le Gouvernement sud-africain ayant rejeté le rapport du Groupe, les Etats africains n'avaient plus d'autre choix que de presser le Conseil de sécurité d'appliquer des sanctions économiques, seul moyen pacifique de résoudre le problème.

282. Une opposition aux sanctions s'était manifestée dans certains pays où elles étaient considérées comme illégales, inapplicables et préjudiciables aux Africains. Selon la délégation libérienne, les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud étaient légales parce que l'*apartheid*, tel qu'il était pratiqué en Afrique du Sud, était en fait devenu une menace à la paix et à la sécurité internationales; cela ressortait clairement des résolutions que le Conseil de sécurité avait adoptées en août et décembre 1963. Quant à la prétendue impossibilité d'appliquer des sanctions, la récente Conférence internationale des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud avait montré que, si les partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud subissaient individuellement des pertes économiques, ces pertes seraient faibles par rapport à celles qu'entraînerait une véritable guerre raciale. La Conférence avait noté que ces sanctions exigeraient la participation pleine et active de certains membres du Conseil de sécurité et d'autres Etats commerçant avec l'Afrique du Sud, si l'on voulait éviter que l'Afrique du Sud n'échappe aux effets des sanctions en détournant son commerce vers de nouveaux pays. La Conférence avait également montré que, si l'économie sud-africaine était vulnérable à des sanctions économiques, le commerce mondial dépendait très peu de l'économie sud-africaine et ne se ressentirait guère des sanctions.

283. L'argument selon lequel des sanctions économiques nuiraient à ceux qui étaient censés en profiter n'était avancé que par les adversaires de tout changement en Afrique du Sud. Les Africains étaient habitués aux privations et étaient prêts à en supporter davantage encore; ils avaient eux-mêmes, à maintes reprises, demandé des sanctions parce qu'ils étaient convaincus qu'un sacrifice dur mais relativement court était préférable à une période indéfinie de souffrance. L'objectif des sanctions était de produire une crise suffisante dans l'économie sud-africaine pour créer une situation dans laquelle il serait mis fin à l'*apartheid*. Le Conseil de sécurité pouvait donner au monde le moyen d'y parvenir.

284. Le représentant du Sierra Leone a relevé que le Gouvernement sud-africain, au mépris flagrant de la résolution adoptée par le Conseil le 4 décembre, avait mis en accusation en se fondant sur des lois arbitraires, les leaders nationalistes des masses combattantes de l'Afrique du Sud. Trois d'entre eux avaient déjà été condamnés à mort, et l'on attendait le prononcé du jugement pour Nelson Mandela, Walter Sisulu et d'autres chefs de la lutte contre l'*apartheid* jugés à Rivonia. Le Conseil devait agir d'urgence si l'on voulait sauver la vie de ces leaders nationalistes. En vertu de l'Article 41 de la Charte, le Conseil pouvait requérir le Gouvernement sud-africain de gracier immédiatement les trois leaders nationalistes condamnés à mort et de mettre fin aux procès grotesques qui étaient en cours. Le même article habilitait le Conseil à imposer des sanctions économiques à l'Afrique du Sud.

285. Selon le représentant du Maroc, la reprise de ce débat par le Conseil traduisait plus que jamais la gravité de la situation en Afrique du Sud. En dénonçant en termes aussi violents le rapport du Groupe d'experts, le Gouvernement sud-africain donnait une preuve irréfutable de son refus de collaborer avec les

Nations Unies à la recherche d'une solution pacifique à un problème qui était devenu une véritable menace au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Conseil de sécurité devait examiner attentivement les conclusions et recommandations des divers rapports dont il était saisi. Ces conclusions confirmaient l'opinion des Etats africains, à savoir que l'existence de forts liens économiques entre l'Afrique du Sud et les pays d'Europe et d'Amérique du Nord constituait l'une des bases de la politique d'*apartheid*. Les Etats d'Afrique et d'Asie estimaient donc que les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud étaient aussi responsables que les chefs de ce pays de la prolongation d'une situation qui révoltait la conscience de l'humanité. Il était temps que les pays qui avaient vigoureusement condamné la politique d'*apartheid* viennent s'associer aux efforts de l'écrasante majorité des Membres de l'Organisation en vue de contraindre la minorité blanche en Afrique du Sud à abandonner ses odieuses pratiques raciales.

286. Vu la gravité de la situation, le Conseil de sécurité devait envisager sans délai l'application de sanctions économiques, qui avaient l'appui d'un nombre toujours croissant d'Etats Membres et que le Groupe d'experts avait recommandées dans son rapport. En même temps, le Conseil devait user de toute son influence morale pour mettre fin aux procès politiques et à l'exécution prochaine des sentences de mort prononcées contre certains chefs nationalistes pour des actions liées à leur opposition à l'*apartheid*. Le Conseil de sécurité devait aussi prendre des mesures, selon les directives fixées par le Groupe d'experts, pour l'établissement d'un programme d'éducation et de formation principalement destiné aux réfugiés sud-africains, qui permettrait à ceux-ci d'atteindre le niveau d'éducation et de formation que les autorités sud-africaines refusaient délibérément aux Africains.

287. En sa qualité de membre du Groupe d'experts, le représentant du Maroc tenait à protester énergiquement contre les accusations et allégations formulées par l'Afrique du Sud dans sa lettre du 22 mai. Le rapport du Groupe était le résultat d'une étude impartiale et sérieuse de la situation réelle en Afrique du Sud et tenait compte de l'opinion de nombreux groupes représentant tous les secteurs de l'opinion de ce pays. Si le Gouvernement sud-africain était convaincu de ses arguments, il aurait dû les présenter devant le Conseil.

288. Le représentant du Maroc a ensuite déposé, au nom de sa délégation et de celle de la Côte-d'Ivoire, un projet de résolution (S/5752), dont le dispositif tendait à ce que le Conseil de sécurité: 1) demande instamment au Gouvernement sud-africain: a) de renoncer à l'exécution des personnes condamnées à mort pour des actes résultant de leur opposition à la politique d'*apartheid*; b) de mettre fin immédiatement au procès arbitraire en cours engagé dans le cadre de l'*apartheid*; c) d'accorder l'amnistie à toutes les personnes déjà emprisonnées, internées ou soumises à d'autres restrictions et plus particulièrement aux accusés du procès de Rivonia; 2) invite tous les Etats et organisations à exercer toute leur influence pour amener le Gouvernement sud-africain à se conformer aux dispositions de la présente résolution; 3) invite le Secrétaire général à suivre de près l'application de la résolution et à en faire rapport au Conseil de sécurité le plus tôt possible.

289. Le représentant du Maroc demandait au Conseil d'examiner ce projet de résolution d'urgence et de le mettre immédiatement aux voix.

290. La représentante de l'Inde a fait observer que le Conseil se réunissait sous la menace d'une tragédie imminente. Les procès de Rivonia avaient montré au monde à quel point l'Afrique du Sud pouvait bafouer l'opinion mondiale et jusqu'où pouvait aller sa politique insensée. La législation de l'Afrique du Sud avait rendu ce pays plus terrible que les camps de concentration nazis pour les 13 millions de non-blancs qui y vivaient; mais l'esprit d'un peuple qui luttait pour la liberté et l'égalité ne céderait pas à la pression et à la politique du Gouvernement sud-africain, quelque soutien que celui-ci puisse recevoir de l'extérieur.

291. Il était décourageant de constater que le Royaume-Uni fournissait encore à l'Afrique du Sud des machines-outils et du matériel militaire. Les dirigeants sud-africains auraient déclaré que l'expansion récente des forces de défense du pays devait lui donner une plus forte "poigne" pour empêcher un soulèvement intérieur de la majorité noire aidée de l'extérieur. L'Afrique du Sud était censée avoir construit l'appareil militaire et naval le plus puissant de son histoire. Ces faits confirmaient le défi lancé par l'Afrique du Sud à l'Organisation des Nations Unies et à l'opinion internationale et représentaient donc une menace à la paix du monde.

292. La représentante de l'Inde a rendu hommage au travail accompli par le Groupe d'experts et par le Comité spécial. Les études du Groupe d'experts et de la Conférence internationale des sanctions économiques faisaient ressortir deux raisons qui permettaient à l'Afrique du Sud de défier l'opinion mondiale et de poursuivre obstinément sa politique raciale: premièrement, la prospérité économique, qui lui avait permis de faire cavalier seul; deuxièmement, le fait que cette prospérité dépendait de l'assistance reçue de certaines grandes puissances. Qu'une nation devienne riche et prospère, personne n'y voyait d'inconvénient, mais, lorsque la prospérité économique servait à la répression, il était du devoir de tous les Etats Membres de saper cet appui, afin que le problème, qui avait déjà pris de fâcheuses dimensions, ne dégénère pas en une véritable menace à la paix du monde en déclenchant la violence. Rappelant que son pays avait été le premier à appliquer des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, la représentante de l'Inde a souligné que ces sanctions ne pourraient être efficaces que si elles avaient l'appui des grandes puissances. Les partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, qui s'étaient prononcés contre l'*apartheid*, devaient mettre leurs déclarations en pratique et appliquer des sanctions économiques. Des sanctions partielles ou limitées ne suffisaient pas; la seule solution était un boycottage économique total.

293. Le représentant de l'URSS a appuyé sans réserve le projet de résolution de la Côte-d'Ivoire et du Maroc. Le peuple soviétique s'inquiétait vivement du sort du peuple sud-africain et engageait l'Organisation des Nations Unies à prendre des mesures efficaces pour sauver la vie des leaders du mouvement de libération nationale et mettre fin à leur incarcération. Ces sentiments avaient été exprimés dans un message adressé au Président de la République sud-africaine par le Présidium du Soviet suprême de l'URSS, qui engageait le Gouvernement sud-africain à rapporter les sentences de mort qui avaient été prononcées contre des hommes qui luttait pour les droits de l'homme et la liberté en Afrique du Sud.

294. Se fondant sur les principes de l'humanité et de l'égalité de droits des hommes de toute race et de toute nationalité, ainsi que sur les principes de la Charte

de l'ONU, l'Union soviétique se prononçait fermement pour la suppression de l'*apartheid* dans la République sud-africaine, et elle appuyait les demandes de tous les honnêtes gens du monde touchant la cessation immédiate des sévices exercés par les racistes de la République sud-africaine contre les leaders et les adhérents du mouvement de libération nationale.

295. A la 1128^{ème} séance du Conseil, le 9 juin, le représentant du Maroc a annoncé que les auteurs du projet de résolution avaient décidé d'en reviser le texte comme suit (S/5752/Rev.1): 1) remanier le premier alinéa du préambule; 2) à l'alinéa *b* du paragraphe 1 du dispositif, supprimer le mot "arbitraire" et remplacer "engagé dans le cadre de l'*apartheid*" par "engagé dans le cadre des lois arbitraires de l'*apartheid*"; 3) à l'alinéa *c* du paragraphe 1, ajouter "pour s'être opposées à la politique d'*apartheid*" après "restrictions"; 4) au paragraphe 2 du dispositif, supprimer "et organisations".

296. Le Président, parlant en qualité de représentant de la Côte-d'Ivoire, s'est associé à l'appel du Maroc en faveur de l'adoption immédiate et unanime du projet de résolution. En moins d'une année, un nombre croissant de gens avaient été arrêtés, torturés, poursuivis et condamnés au titre de lois qui étaient universellement considérées comme arbitraires, et l'on ne pouvait tarder davantage, sous prétexte qu'il s'agissait d'une affaire intérieure, alors que des innocents étaient assassinés.

297. Le représentant de la Norvège a signalé que beaucoup de gens craignaient que l'interdiction de toutes les formes d'opposition non violente à l'*apartheid* ne force les Africains opprimés à opter pour la violence, ce qui aurait de graves conséquences pour l'avenir de l'Afrique du Sud. La délégation norvégienne s'associait à l'appel adressé au Gouvernement sud-africain pour qu'il cesse sa dangereuse politique d'oppression et elle voterait pour le projet de résolution commun.

298. Le représentant de la Bolivie a dit que, le sauvetage des inculpés de Rivonia étant un acte humanitaire, sa délégation n'hésitait pas à appuyer le projet de résolution, dont elle espérait que le Gouvernement sud-africain tiendrait compte.

299. Le représentant de la Tchécoslovaquie, évoquant la nouvelle vague de répression et de terreur déchaînée contre les patriotes africains, laquelle avait suscité l'indignation du peuple tchécoslovaque, a annoncé que sa délégation voterait pour le projet de résolution.

Décision: A la 1128^{ème} séance, le 9 juin 1964, le projet de résolution révisé de la Côte-d'Ivoire et du Maroc (S/5752/Rev.1) a été adopté par 7 voix contre zéro, avec 4 abstentions (Brésil, Etats-Unis, France, Royaume-Uni) [S/5761].

Ce projet était ainsi conçu:

"Le Conseil de sécurité,

*"Rappelant la résolution 1881 (XVIII) de l'Assemblée générale en date du 11 octobre 1963 qui condamne le Gouvernement de la République sud-africaine pour la non-observation des résolutions réitérées de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et qui lui demande de renoncer au procès arbitraire en cours, de procéder à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, de toutes les personnes emprisonnées, internées, ou soumises à d'autres restrictions pour s'être opposées à la politique d'*apartheid*,*

"Rappelant en outre que le Conseil de sécurité dans ses résolutions du 7 août et du 4 décembre 1963 a

*demandé au Gouvernement sud-africain de libérer toutes les personnes emprisonnées, internées ou soumises à d'autres restrictions pour s'être opposées à la politique d'*apartheid*,*

*"Notant avec une grande inquiétude que le procès arbitraire de Rivonia, intenté contre les dirigeants du mouvement anti-*apartheid*, a été repris, et que le verdict imminent qui va être prononcé en vertu des lois arbitraires prévoyant de longues peines d'emprisonnement ainsi que la peine de mort est susceptible de très graves conséquences,*

"Notant avec regret que le Gouvernement de l'Afrique du Sud a rejeté l'appel du Secrétaire général en date du 27 mars 1964,

"1. Demande instamment au Gouvernement sud-africain:

*"a) De renoncer à l'exécution des personnes condamnées à mort pour des actes résultant de leur opposition à la politique d'*apartheid*;*

*"b) De mettre fin immédiatement au procès en cours engagé dans le cadre des lois arbitraires de l'*apartheid*;*

*"c) D'accorder l'amnistie à toutes les personnes déjà emprisonnées, internées ou soumises à d'autres restrictions pour s'être opposées à la politique d'*apartheid*, et plus particulièrement aux accusés du procès de Rivonia;*

"2. Invite tous les Etats à exercer toute leur influence pour amener le Gouvernement sud-africain à se conformer aux dispositions de la présente résolution;

"3. Invite le Secrétaire général à suivre de près l'application de la résolution et à faire rapport au Conseil de sécurité le plus tôt possible."

300. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique, expliquant son vote, a indiqué que sa délégation s'était abstenue parce qu'à son avis le Conseil de sécurité ne devait pas prendre, pendant que les procès étaient en cours, de mesure qui pût être interprétée comme une ingérence dans l'administration de la justice d'un Etat Membre. Il a répété que son pays partageait l'inquiétude des autres membres du Conseil devant les circonstances qui étaient à l'origine des procès pour atteinte à la sûreté nationale en Afrique du Sud, devant les lois en vertu desquelles les adversaires de l'*apartheid* étaient détenus et jugés, ainsi que devant les conséquences qui pouvaient résulter à la fois des procès et de la persistance à poursuivre une politique dont ces procès étaient un aspect.

301. Le représentant du Royaume-Uni a expliqué que, tout en comprenant parfaitement les motifs humanitaires qui avaient animé les auteurs du projet de résolution et tout en approuvant sans réserve ceux qui avaient condamné la législation répressive promulguée par le Gouvernement sud-africain, la délégation britannique n'avait pas jugé possible de voter pour ce texte parce que l'expression "procès arbitraire", au troisième alinéa du préambule, impliquait une critique du système judiciaire sud-africain et non une critique des lois qu'appliquaient les tribunaux. De plus, il convenait d'examiner attentivement la question de savoir si le moment était bien choisi et quels seraient les effets de cette résolution: l'Afrique du Sud pouvait considérer la résolution comme une ingérence grave dans ses procédures judiciaires au moment où l'affaire était encore en instance. Une telle réaction risquait de nuire aux inculpés du procès de Rivonia.

302. Le représentant de la France a déclaré que sa délégation s'était abstenue sur le texte présenté parce que, notamment, elle estimait que le moment choisi pour son adoption risquait de priver ce geste de son efficacité et même d'avoir des résultats contraires à ceux qui étaient visés.

303. Le représentant du Brésil a fait remarquer que son gouvernement estimait que, puisque la question était en instance, le Conseil devait s'abstenir de tout acte pouvant être interprété comme une ingérence dans la procédure judiciaire d'un Etat Membre.

304. A la 1129^{ème} séance du Conseil, le 10 juin, le représentant de l'Indonésie a déclaré que chaque nouvelle mesure prise par le Gouvernement sud-africain pour consolider le système de l'*apartheid* augmentait le danger d'un conflit racial violent en Afrique du Sud. La délégation indonésienne voulait s'associer à ceux qui avaient déjà engagé le Conseil à appliquer des mesures coercitives, notamment celles qu'envisageait l'Article 41 de la Charte des Nations Unies, renforcées au besoin par un blocus, comme le prévoyait l'Article 42. L'imposition de sanctions économiques collectives était le seul moyen pacifique qui restait pour faire face à cette situation. Dix-sept années de persuasion, d'exhortations et de condamnations n'avaient manifestement eu aucun effet sur le gouvernement Verwoerd; adopter une autre résolution où l'on se contenterait de condamner l'Afrique du Sud et de l'inviter à changer de politique reviendrait à ne rien faire. De plus, comme il ressortait des études des experts de la Conférence de Londres, les sanctions ne seraient réellement efficaces que si elles étaient imposées collectivement par tous les Etats et renforcées par un blocus effectivement appliqué. Bien que l'Assemblée générale, par sa résolution 1761 (XVII), eût recommandé des sanctions contre l'Afrique du Sud, le Conseil de sécurité était le seul organe compétent pour autoriser une action collective obligatoire après avoir constaté l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression au sens de l'Article 39 de la Charte. Cette constatation préalable n'avait pas été faite parce que les pays occidentaux ayant le droit de veto au Conseil avaient catégoriquement refusé, pour des raisons bien connues, de reconnaître que la situation en Afrique du Sud constituait une menace contre la paix et s'en étaient tenus à la lettre de la loi. Les efforts déployés par les puissances occidentales pour établir une distinction entre la menace contre la paix qu'elle reconnaissait être inhérente à la situation en Afrique du Sud et la menace contre la paix qui, à leur avis, justifierait l'application par le Conseil des mesures prévues aux Articles 41 et 42 semblaient indiquer, du moins en l'occurrence, qu'on ne pouvait avoir recours à des mesures coercitives que lorsque la menace était si imminente que le Conseil devait se réunir d'urgence pour essayer d'empêcher des effusions de sang pratiquement le lendemain. Or il ressortait de l'Article 39 que le Conseil était chargé au premier chef de sauvegarder la paix, d'empêcher qu'une menace à la paix ne surgisse effectivement, plutôt que de rétablir la paix une fois qu'elle avait été rompue. La délégation indonésienne espérait que les puissances occidentales, qui, lors du vote sur la résolution S/5761, avaient laissé des considérations juridiques, importantes d'ailleurs, l'emporter sur les considérations politiques et humanitaires, se montreraient à la hauteur de leurs responsabilités et appuieraient l'application de sanctions économiques. La menace même de sanctions de la part du Conseil de sécurité donnerait à réfléchir au Gouvernement sud-africain.

305. Le représentant du Pakistan a déclaré que son pays, qui était l'un des trois Etats touchés le plus directement par la question du traitement des personnes d'origine indienne et pakistanaise en Afrique du Sud, était fier d'être à l'avant-garde de la campagne pour l'abolition de l'*apartheid*. Les déclarations des orateurs précédents et les rapports présentés au Conseil faisaient clairement ressortir le danger inhérent à la situation en Afrique du Sud et écartaient toute ambiguïté quant aux mesures nécessaires pour prévenir un conflit racial qui aurait des conséquences incalculables pour la paix en Afrique et dans le reste du monde. Il y avait lieu d'espérer que le Conseil procéderait d'urgence à un examen pratique de ces rapports et de ces déclarations. Il était évident que, puisque le Gouvernement sud-africain avait dédaigné les résolutions précédentes des Nations Unies, il fallait maintenant prendre des mesures tangibles pour obliger le Gouvernement sud-africain à abandonner sa politique répréhensible.

306. La délégation pakistanaise se réjouissait de l'adoption de la résolution concernant les procès arbitraires des adversaires de l'*apartheid*, mais était d'avis que le problème devant lequel se trouvait l'ONU ne consistait pas seulement à mettre fin à une mesure ou à une pratique déterminée du Gouvernement sud-africain. En dernière analyse, il s'agissait de la liberté et du droit d'autodétermination des habitants de l'Afrique du Sud. Le Gouvernement pakistanais était convaincu lui aussi qu'on ne pourrait trouver de solution définitive à ce problème qu'en réunissant une convention nationale pleinement représentative, qui déciderait de la forme et de la structure futures du pays; une Afrique du Sud blanche gouvernée contrairement aux vœux de la majorité de la population demeurerait le problème le plus grave pour la paix et la sécurité internationales. De l'avis des ministres africains des affaires étrangères qui s'étaient réunis à Lagos en février 1964, il ne restait plus qu'un moyen de régler pacifiquement la situation explosive qui régnait en Afrique du Sud: prendre des sanctions totales.

307. Selon le représentant de Madagascar, le régime d'*apartheid* entretenu par le Gouvernement sud-africain avait fait table rase de toutes les conquêtes que l'homme avait faites pour devenir libre; c'était un retour au temps des esclaves et des maîtres, un recul vers l'époque où la force primait le droit et où des hommes pouvaient être arrêtés, emprisonnés et torturés en vertu de lois arbitraires condamnées par tous. Il ressortait clairement des rapports dont le Conseil était saisi que la répression était devenue de plus en plus impitoyable et que la colère des opprimés se manifestait avec une violence de plus en plus difficilement contenue. La délégation malgache estimait qu'on pouvait et qu'on devait faire quelque chose pour arrêter cette monstrueuse spirale. D'une part, il fallait appliquer les recommandations du Groupe d'experts. La délégation malgache ne pouvait accepter un procès-verbal de carence de la part des Nations Unies; elle espérait que les grandes nations qui avaient unanimement condamné l'*apartheid* s'associeraient à une décision tendant à appliquer des sanctions économiques à l'Afrique du Sud et prouveraient ainsi aux Etats asiatiques et africains leur volonté de participer à la solution d'un problème qui était une menace permanente à la paix et à la sécurité en Afrique.

308. Le représentant de la Tunisie a déclaré que la réaction du Gouvernement sud-africain à la résolution précédente du Conseil et aux recommandations du Groupe d'experts prouvait que toute modération et tout désir de coopération avec ce gouvernement étaient voués à l'échec. Les mesures de répression, les déten-

tions arbitraires, les persécutions et les procès sommaires des leaders sud-africains opposés à l'*apartheid* confirmaient que les autorités de Pretoria étaient décidées à étouffer par la coercition et la terreur toute opposition à leur politique, malgré toutes les décisions des Nations Unies.

309. Le représentant de la Tunisie rendait hommage au Secrétaire général pour les efforts qu'il avait déployés et pour la diligence dont il avait fait preuve pour soumettre le rapport au Conseil. La délégation tunisienne était également reconnaissante au Groupe d'experts pour le dévouement et l'enthousiasme qu'il avait montrés dans l'accomplissement de sa tâche ingrate et par les éléments positifs qu'il avait apportés à l'ébauche d'une solution au problème. Cependant, la situation en Afrique du Sud, qui s'aggravait de jour en jour et risquait à tout moment de se transformer en un conflit violent, était d'une urgence telle que le Conseil devait agir sans délai. La tenue d'une convention nationale pourrait aboutir à une ébauche de solution, mais les seuls contacts préliminaires prendraient des mois et, dans l'hypothèse de résultats fructueux, des années s'écouleraient avant que l'on aboutisse à un résultat satisfaisant. De plus, une telle convention ne pourrait être réunie sans bonne volonté de la part de l'Afrique du Sud.

310. Etant donné que l'Afrique du Sud refusait de coopérer avec les Nations Unies et de se conformer à ses obligations d'Etat Membre, le Conseil devait envisager des mesures économiques dans le cadre du Chapitre VII de la Charte. A ce propos, d'après les études et recommandations de la Conférence internationale sur les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, qui s'était tenue à Londres, les sanctions économiques étaient particulièrement opportunes, économiquement possibles et juridiquement justifiées. Toutefois, pour être efficaces, des sanctions économiques devraient être totales et appliquées par tous les pays; elles devraient avoir le concours actif des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud. Il était temps que le Conseil de sécurité assume ses responsabilités, telles qu'elles étaient définies dans la Charte, et applique des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. Cette décision répondrait aux préoccupations des Etats d'Afrique et aux aspirations légitimes de la population non blanche de l'Afrique du Sud, qui y voyait le seul moyen de libération.

311. A la 1130ème séance du Conseil, le 12 juin, le représentant du Maroc, notant que des peines d'emprisonnement à vie venaient d'être infligées à huit des accusés du procès de Rivonia, a donné lecture d'une déclaration du chef Albert Luthuli qui, notamment, demandait au Royaume-Uni et aux Etats-Unis d'appliquer des sanctions de vaste portée en vue d'accélérer la liquidation du régime d'*apartheid*.

312. Le représentant de la Tchécoslovaquie a fait observer que les Nations Unies ne pouvaient rester indifférentes à l'égard d'un système qui était une réplique du fascisme hitlérien. Il a souligné les effets de la discrimination sociale et économique que le Gouvernement sud-africain pratiquait contre la majorité africaine de la population: les non-blancs étaient contraints de vivre à un niveau 10 fois inférieur à celui de la minorité blanche; le salaire moyen de l'Africain travaillant dans les mines était 15 fois inférieur à celui des blancs et il en était de même pour les salaires des Africains dans l'industrie et dans l'agriculture; la mortalité infantile était huit fois plus élevée parmi les Africains que parmi les blancs; quant aux crédits d'enseignement destinés à l'élève africain, ils représentaient

un dixième du montant prévu pour l'enfant blanc. C'étaient là certains traits d'un système qui constituait la pire manifestation du capitalisme et du colonialisme. De temps à autre, les représentants des puissances occidentales critiquaient le régime d'*apartheid* pour apaiser les délégations africaines, mais leurs paroles ne se traduisaient pas en actes. Au contraire, ces puissances augmentaient leurs investissements en Afrique du Sud et fournissaient à ce pays des armes qui renforçaient le régime raciste. En particulier, la coopération économique et militaire entre le Gouvernement de l'Allemagne occidentale et le Gouvernement sud-africain se resserrait de plus en plus.

313. A près 18 ans de discussion et de condamnation de l'*apartheid*, le Conseil de sécurité devait entreprendre une action concrète dans le sens de la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale, et appliquer les mesures économiques et autres prévues à l'Article 41 de la Charte. L'application de sanctions ne posait aucun problème insurmontable du point de vue technique et économique; il s'agissait d'amener les Etats qui avaient d'importantes relations économiques avec l'Afrique du Sud à agir conformément à leurs responsabilités de Membres de l'ONU et à leurs propres déclarations condamnant la politique sud-africaine comme contraire aux buts et aux principes de la Charte.

314. Le représentant de la Chine a indiqué que sa délégation regrettait profondément l'aggravation de la situation en Afrique du Sud. La communauté mondiale ne s'attendait pas que le Gouvernement sud-africain change de politique du jour au lendemain, mais elle comptait que l'Afrique du Sud coopérerait dans une certaine mesure avec les Nations Unies et montrerait ainsi qu'elle était disposée à remplir ses obligations d'Etat Membre de l'Organisation.

315. Pour ce qui était du rapport du Groupe d'experts, le représentant de la Chine regrettait que le Gouvernement sud-africain eût refusé de recevoir le Groupe. Si ce rapport contenait des inexactitudes et des déformations comme le prétendait l'Afrique du Sud dans sa lettre du 22 mai, les autorités sud-africaines n'avaient à s'en prendre qu'à elles-mêmes. Le Conseil devait étudier très attentivement la proposition tendant à réunir une convention nationale; cependant, cette proposition ne deviendrait une réalité qu'aux prix d'une bonne préparation et d'une étude approfondie. Il fallait une solution juste et durable de l'*apartheid*, ce qui, étant donné la nature du problème, ne pouvait être réalisé rapidement. Si le Conseil de sécurité s'était jusqu'alors abstenu de prendre des mesures coercitives contre l'Afrique du Sud, c'était parce qu'il espérait encore qu'un dialogue fructueux pourrait s'engager entre l'ONU et le Gouvernement de l'Afrique du Sud comme entre les populations blanche et non blanche de ce pays.

316. A la 1131ème séance, le 15 juin, le représentant de l'URSS a déclaré que, sans aucun doute, les autorités sud-africaines répondaient par la violence aux exigences des Nations Unies et des peuples du monde et étaient décidées à appliquer et à étendre leur politique d'*apartheid*. Cette politique était évidente pour tous; c'étaient les réserves, la famine, les taudis, la maladie, les déplacements massifs de population, l'exploitation la plus cruelle, les descentes de police, l'arbitraire légitimé. La transformation de l'Afrique du Sud en un Etat militaire et policier allait de pair avec cette politique. Le budget militaire de l'Afrique du Sud pour 1964-1965 était de 25 p. 100 supérieur à celui de 1963-1964. Selon les renseignements fournis par le Comité spécial, la production d'armes, de matériel mili-

taire et d'explosifs en Afrique du Sud avait augmenté de 80 p. 100 en quatre ans et, en dépit des résolutions du Conseil de sécurité en date du 7 août et du 4 décembre 1963, l'Afrique du Sud continuait à recevoir de l'étranger des navires de guerre puissants, des avions et des hélicoptères. Cette militarisation constituait une menace pour la population autochtone et pour toute l'Afrique.

317. Sans le soutien économique, politique et militaire apporté par plusieurs puissances occidentales, l'Afrique du Sud n'aurait pu poursuivre sa politique d'*apartheid*. En octobre 1963, le Président du Comité spécial avait indiqué que le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la France, l'Italie, la République fédérale d'Allemagne, le Japon, les Pays-Bas et la Belgique excusaient directement ou indirectement l'*apartheid*. Les investissements des pays de l'OTAN en Afrique du Sud et les bénéfices qu'ils en retiraient étaient également significatifs. Environ 175 sociétés américaines opéraient en Afrique du Sud, et les investissements du Royaume-Uni s'élevaient officiellement à un milliard de livres sterling. D'après le journal britannique *The Observer*, la moyenne des dividendes en Afrique du Sud atteignait 12,6 p. 100, contre 6,6 p. 100 en Europe occidentale. Le Royaume-Uni et les Etats-Unis figuraient pour environ 40 p. 100 dans les exportations de l'Afrique du Sud et pour environ 50 p. 100 dans ses importations. Tels étaient les facteurs qui influençaient la position des puissances occidentales sur l'opportunité de prendre des mesures efficaces contre l'Afrique du Sud.

318. Il fallait maintenant des sanctions, comme l'avaient réclamé l'Organisation de l'unité africaine et tant de dirigeants africains. Il était du devoir du Conseil de sécurité de donner suite à ces appels. Dans la situation critique actuelle, de sanctions économiques constitueraient le minimum des mesures qui pourraient être prises contre le Gouvernement sud-africain. Le Gouvernement soviétique n'avait pas de relations diplomatiques, consulaires ou autres avec le Gouvernement sud-africain et il était prêt à appuyer des mesures efficaces qui seraient adoptées d'urgence pour mettre fin à l'*apartheid*.

319. Selon le représentant de la Norvège, il seyait mal à un gouvernement qui avait refusé son concours au Groupe d'experts de lui reprocher d'avoir insuffisamment fondé sur des faits ses conclusions concernant la politique de ce gouvernement. La Norvège appuyait les principales conclusions du Groupe d'experts et espérait que le Conseil y souscrirait à l'unanimité. Néanmoins, l'application de sanctions en temps de paix était une affaire très grave qui mettait en cause les relations de l'ONU avec un Etat Membre, ainsi que l'avenir de l'Organisation elle-même, comme le montrait l'exemple de l'application de sanctions à l'Italie par la Société des Nations.

320. Malgré ces graves réserves, le Gouvernement norvégien était prêt à donner son appui et à apporter sa collaboration à une étude technique et pratique de la possibilité, de l'efficacité et des incidences des mesures qui pourraient être prises dans le cadre de la Charte des Nations Unies. Le Conseil avait besoin d'un rapport complet sur ces aspects du problème avant de pouvoir décider lui-même des aspects juridiques de la question et de la politique à suivre. Après mûre réflexion, la délégation norvégienne était d'avis qu'une telle étude devrait être menée par des experts représentant tous les membres du Conseil de sécurité et nommés par eux.

321. Le représentant du Royaume-Uni regrettait que le Gouvernement de l'Afrique du Sud eût refusé

de recevoir le Groupe d'experts, car la délégation britannique continuait de croire qu'il ne pouvait y avoir de véritable progrès dans ce pays tant que, sous une forme ou sous une autre, un dialogue n'aurait pas été engagé avec son gouvernement. Il fallait absolument déterminer l'orientation que pouvait prendre le progrès constitutionnel. Le rapport des experts ne contenait qu'une proposition dans ce sens : la réunion d'une convention nationale pleinement représentative. Le procédé serait idéal, surtout si, en même temps, comme il avait été proposé, intervenait une amnistie en faveur des adversaires politiques du Gouvernement sud-africain, mais il était regrettable que le rapport n'envisageât pas d'autre remède que la convention, d'autant que, si cette proposition n'était pas acceptée, le Conseil serait censé recourir à la coercition, ce qui était une position quelque peu extrême. De l'avis de la délégation britannique, les changements en Afrique du Sud devaient s'opérer de l'intérieur et être acceptables pour l'ensemble de la population, conformément à ses droits et aspirations.

322. Quant au programme d'éducation et de formation proposé, la délégation britannique reconnaissait qu'il était essentiel que les possibilités d'éducation soient les mêmes pour tous en Afrique du Sud pour que soient atteints les objectifs de progrès constitutionnel, mais elle se demandait dans quelle mesure pourrait être mise en œuvre la procédure utile envisagée dans le rapport si le Gouvernement sud-africain lui-même n'était pas disposé à consulter les institutions spécialisées à ce sujet. L'appel relatif à l'amnistie devait être approuvé étant entendu qu'il ne s'agissait pas de l'étendre aux personnes coupables de crimes ou délits punissables dans toute société ordonnée. Il semblait plus difficile d'inviter, comme le proposaient les experts, tous les intéressés à communiquer leurs vues sur l'ordre du jour d'une convention éventuelle. L'Afrique du Sud était Membre des Nations Unies ; si l'Organisation s'adressait à des organes étrangers au Gouvernement sud-africain alors même qu'elle essayait d'engager le dialogue avec ce gouvernement, l'effort de négociation s'en trouverait compromis dès le début.

323. Pour ce qui était de la recommandation du Groupe tendant à étudier la logistique des sanctions, le Conseil devait, avant d'y souscrire, en examiner l'objet, qui était exposé dans la partie du rapport où le Groupe envisageait une alternative dont l'un des termes était l'application de mesures économiques. La délégation britannique ne croyait pas qu'il appartint aux membres d'un groupe d'experts de recommander au Conseil une mesure aussi grave que l'application de sanctions économiques, qui ne pouvait être prise que conformément à l'Article 41 du Chapitre VII de la Charte. Pour cela, il fallait au préalable prendre une décision au titre de l'Article 39 du même chapitre ; or, selon la délégation britannique, il n'existait actuellement aucune menace contre la paix. Il était difficile de prétendre, en se fondant sur les événements cités dans le rapport du Comité spécial, que la situation s'était aggravée au point de présenter un danger immédiat pour la paix internationale. Le rapport reflétait la conviction de ses auteurs que seule la coercition pouvait apporter une solution au problème sud-africain, mais les pays qui supporteraient en majeure partie la charge des mesures recommandées étaient fondés à demander si de telles mesures produiraient vraiment une solution. De plus, tout embargo économique impliquait coercition, et les membres du Conseil ne devaient pas s'abuser au point de croire que l'on pourrait concilier une solution pacifique avec la contrainte. On pouvait,

bien sûr, étudier la logistique des sanctions, mais, si approfondie que pût être cette étude, il demeurerait que, pour assurer l'efficacité des sanctions économiques, la perspective d'un recours à la force subsisterait toujours, du moins à l'arrière-plan. Si les sanctions échouaient, le Conseil serait-il prêt à recourir à la force pour obliger l'Afrique du Sud à changer de politique? Tout en étant opposé à l'*apartheid*, le Royaume-Uni demeurerait convaincu que tout changement devait être réalisé par des moyens pacifiques.

324. A la 1132ème séance du Conseil, le 15 juin, le Président, parlant en qualité de représentant de la Côte-d'Ivoire, a fait remarquer que, selon les conclusions des experts, des observateurs impartiaux et des autorités des Eglises, la poursuite de la politique d'*apartheid* constituait une menace pour la paix et la sécurité internationales, et le Conseil de sécurité devait constater l'existence d'une telle menace au sens de l'Article 39 de la Charte. Les recommandations du Groupe d'experts ne pouvaient être rejetées à la légère et pourraient bien constituer les mesures provisoires prévues à l'Article 40 de la Charte. Le Conseil devait entretemps ordonner une étude approfondie de l'application éventuelle de l'Article 41. Seuls le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la France pouvaient sauver la paix de la menace que présentait l'*apartheid*; s'ils jugeaient inapplicables les propositions des pays africains, il leur incombait de proposer d'autres solutions. Ils paralyseraient en effet le Conseil et donnaient à "Afrique du Sud le temps d'accomplir jusqu'au bout sa néfaste besogne.

325. Le représentant de la Bolivie a déclaré que la politique d'*apartheid* avait cessé d'être uniquement un problème entre l'Afrique du Sud et les Etats afro-asiatiques: désormais, elle mettait en cause les relations de l'Afrique du Sud avec l'ensemble de l'Organisation. La délégation bolivienne avait espéré que le Conseil pourrait prendre immédiatement les mesures positives que demandaient les représentants afro-asiatiques mais, consciente des difficultés que cela comportait, elle appuierait toutes les suggestions qui paraîtraient appropriées, telles que la création d'un comité spécial d'experts chargé d'étudier les moyens de résoudre le problème.

326. A la 1133ème séance du Conseil, le 16 juin, le représentant de la Norvège a déposé le projet de résolution suivant (S/5769), dont la Bolivie était coauteur:

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la question du conflit racial en Afrique du Sud provoqué par la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, que 58 Etats Membres ont portée à son attention par leur lettre du 27 avril 1964 (S/5674),

"Profondément préoccupé par la situation créée en Afrique du Sud par la politique d'apartheid qui est contraire aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies et incompatible avec la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi qu'avec les obligations que la Charte impose à l'Afrique du Sud,

"Prenant note avec gratitude des rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine et du rapport du Groupe d'experts nommé par le Secrétaire général en application de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 4 décembre 1963,

"Rappelant les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité les 7 août 1963 (S/5386), 4 décembre 1963 et 9 juin 1964,

"Convaincu que la situation en Afrique du Sud continue de troubler gravement la paix et la sécurité internationales,

"Déplorant le refus du Gouvernement de la République sud-africaine de se conformer aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

"i renant en considération les recommandations et conclusions du Groupe d'experts,

"1. Condamne la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine et les lois qui appuient cette politique, telles que le General Law Amendment Act et en particulier sa clause autorisant la détention pendant 90 jours;

"2. Réitère instamment son appel au Gouvernement de la République sud-africaine pour qu'il remette en liberté toutes les personnes emprisonnées, internées ou soumises à d'autres restrictions pour s'être opposées à la politique d'apartheid;

"3. Prend note des recommandations et conclusions contenues dans le rapport du Groupe d'experts;

"4. Adresse un appel pressant au Gouvernement de la République sud-africaine pour qu'il:

"a) Renonce à l'exécution de toute personne condamnée à mort pour son opposition à la politique d'apartheid;

"b) Accorde immédiatement l'amnistie à toutes les personnes détenues ou déferées aux tribunaux, et la grâce à toutes les personnes condamnées pour leur opposition à la politique raciale du gouvernement;

"c) Abolisse la pratique de l'emprisonnement sans mise en accusation, sans possibilité de consulter un défenseur ou sans droit à être jugé promptement;

"5. Fait sienne et approuve en particulier la conclusion principale du Groupe d'experts selon laquelle des "consultations devraient réunir tout le peuple de l'Afrique du Sud, qui pourrait ainsi décider de l'avenir de son pays à l'échelon national";

"6. Prie le Secrétaire général de rechercher quelle assistance l'Organisation des Nations Unies pourrait offrir pour faciliter ces consultations entre des représentants de tous les éléments de la population de l'Afrique du Sud;

"7. Invite le Gouvernement de la République sud-africaine à accepter la conclusion principale du Groupe d'experts mentionnée au paragraphe 5 ci-dessus, à coopérer avec le Secrétaire général et à faire connaître à ce dernier ses vues touchant ces consultations le 30 novembre 1964 au plus tard;

"8. Décide de créer un comité d'experts composé de représentants de chacun des membres actuels du Conseil de sécurité qui devra entreprendre une étude technique et pratique, et faire rapport au Conseil de sécurité, sur la possibilité, l'efficacité et les incidences de mesures que le Conseil de sécurité pourrait, selon qu'il conviendra, prendre aux termes de la Charte des Nations Unies;

"9. Prie le Secrétaire général de communiquer au Comité d'experts les éléments dont le Secrétariat dispose touchant les questions que le Comité doit étudier et de coopérer avec le Comité selon ce que ce dernier lui demandera;

"10. Autorise le Comité d'experts à prier tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies de coopérer avec lui et de faire connaître au Comité leurs vues sur les mesures en question le 30 novembre 1964 au plus tard, et prie le Comité d'achever son rapport trois mois au maximum après cette date;

"11. *Invite* le Secrétaire général à établir, en consultation avec les institutions spécialisées compétentes des Nations Unies, un programme d'enseignement et de formation professionnelle en vue de permettre à des Sud-Africains de faire des études et de recevoir une formation à l'étranger;

"12. *Réitère* l'appel par lequel il a demandé à tous les Etats de mettre fin immédiatement à la vente et à l'expédition d'armes, de munitions de tous types et de véhicules militaires à l'Afrique du Sud ainsi que d'équipements et de matériels destinés à la fabrication ou à l'entretien d'armes et de munitions en Afrique du Sud;

"13. *Prie* tous les Etats Membres de prendre les mesures qu'ils jugeront appropriées pour persuader le Gouvernement de la République sud-africaine de se conformer à la présente résolution."

327. Présentant le projet de résolution, le représentant de la Norvège a fait observer que le cinquième alinéa du préambule devait être rapproché du paragraphe 12 du dispositif; ces deux dispositions exposaient de nouveau la situation telle que l'avait définie le Conseil de sécurité et les mesures que les Etats Membres étaient priés de prendre en ce qui concernait l'envoi d'armes, de munitions et d'équipement militaire. A propos des paragraphes 8, 9 et 10 du dispositif, traitant de l'étude des mesures que le Conseil de sécurité pourrait prendre en vertu de la Charte, il y avait lieu de souligner que l'étude prévue était destinée à fournir au Conseil des détails quant à la possibilité d'appliquer ces mesures et quant à leurs répercussions éventuelles. Il ne s'agissait pas d'analyser les aspects juridiques ou politiques de ces mesures, ces questions étant uniquement du ressort du Conseil. Dans l'ensemble, le projet de résolution reflétait la force et la faiblesse de tout compromis négocié; il fallait espérer que ce texte rallierait l'unanimité des suffrages.

328. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que la politique raciale de l'Afrique du Sud avait imposé aux Nations Unies la tâche d'essayer de convaincre un Etat Membre de modifier une manière d'agir qui affectait non seulement le peuple de ce pays, mais la situation raciale dans le monde entier. Sa délégation avait appris avec regret les condamnations à vie prononcées dans le procès de Rivonia; les jugements et les actes qui les avaient amenées étaient de nouveaux signes désolants de la tragique interaction de la répression et de la violence qui continuait à faire échec à tout progrès vers la conciliation et la négociation.

329. Quant au rapport du Comité spécial et à celui du Groupe d'experts, le Gouvernement des Etats-Unis faisait quelques réserves sur certains aspects de ces textes; en particulier, il ne souscrivait pas aux recommandations du Groupe touchant l'application de sanctions économiques. Il partageait cependant la profonde inquiétude que reflétaient ces rapports, et regrettait que le Gouvernement sud-africain n'eût pas décidé d'autoriser le Groupe à se rendre en Afrique du Sud, ce qui lui aurait permis d'établir un rapport plus précis. La délégation des Etats-Unis avait toujours pensé que la solution de ce problème devait en définitive être élaborée par le peuple sud-africain lui-même à partir d'un échange de vues libre et égal entre tous les secteurs de la population; aussi la recommandation tendant à convoquer une convention nationale présentait-elle un certain intérêt. Il fallait espérer que le Gouvernement sud-africain répondrait favorablement à une telle idée et rechercherait, à l'ONU comme ailleurs, l'assistance qui pourrait se révéler utile. En ce qui concernait la

recommandation relative à un programme de formation et d'éducation destiné aux Sud-Africains, les Etats-Unis étaient prêts à examiner les possibilités de contribuer à ce programme sur le plan financier et sous forme de bourses.

330. Au sujet des sanctions, le Gouvernement des Etats-Unis continuait à penser que la situation en Afrique du Sud, encore que lourde de dangers, ne justifiait pas, au regard de la Charte, l'application de mesures coercitives. Il ne pouvait davantage appuyer l'idée d'un ultimatum adressé au Gouvernement sud-africain, ultimatum qui pourrait être interprété comme une menace d'appliquer des mesures coercitives. Cependant, le Groupe d'experts avait suggéré d'entreprendre une étude des sanctions. La délégation des Etats-Unis appuierait une étude d'une conception appropriée et elle y prendrait part; mais cela n'engagerait pas son gouvernement à appuyer, à un moment donné, l'application au titre de la Charte de mesures coercitives concernant la situation sud-africaine ou toute autre situation. Le Gouvernement des Etats-Unis continuerait à respecter les résolutions du Conseil de sécurité et à rechercher les moyens de faire admettre au Gouvernement sud-africain la nécessité d'une politique de justice et d'équité pour tous.

331. Le représentant de la Bolivie a déclaré que sa délégation accueillait favorablement l'idée de créer un groupe d'experts; ayant pris part aux négociations menées par le représentant de la Norvège, elle se réjouissait de pouvoir présenter avec ce dernier pays le projet de résolution.

332. A la 1134^{ème} séance, le 17 juin, le représentant du Brésil a exprimé l'avis que la question sud-africaine intéressait le monde entier du fait des violations constantes et flagrantes, par un Etat Membre, de ses engagements au titre de la Charte. Cependant, il était difficile, dans le cadre de la communauté mondiale, de trouver les moyens de faire face au comportement de l'Afrique du Sud, lequel équivalait à un défi ouvert porté à l'Organisation des Nations Unies. Quant aux recommandations du Comité spécial et du Groupe d'experts, la proposition tendant à convoquer une convention nationale, tout en constituant un grand pas vers l'harmonie raciale en Afrique du Sud, ne pouvait être appliquée sans le concours du Gouvernement sud-africain. Le bilan des 18 dernières années ne portait guère à l'optimisme. Mais le programme d'éducation destiné aux Sud-Africains non blancs en dehors de leur pays semblait présenter plus de valeur; cette suggestion pourrait être transmise immédiatement au Secrétaire général, examinée d'urgence et présentée par la suite à l'Assemblée générale, à sa dix-neuvième session. Quant aux propositions touchant les mesures que devait prendre chaque Etat Membre, elles constituaient la seule voie dont disposait encore la communauté mondiale pour rechercher une amélioration de la situation raciale en Afrique du Sud. Pour ce qui était des sanctions économiques, la délégation brésilienne était favorable à la constitution d'un comité d'experts, dont les conclusions permettraient au Conseil de réévaluer la situation et de recommander les sanctions souhaitables ou applicables.

333. Parlant en qualité de représentant de la Côte-d'Ivoire, le Président a déclaré que le projet de résolution renfermait des éléments positifs, mais qu'il ne reflétait pas les vues des Etats africains et était loin de ce que ces derniers avaient demandé au Conseil. La composition du Comité d'experts prévu le rendrait inopérant par suite de la position bien connue de trois de

ses membres, qui avaient en outre souligné que les conclusions du Comité ne les engageraient pas. La délégation ivoirienne voterait cependant pour ce projet, sous trois réserves: il ne serait pas porté atteinte au droit de demander une nouvelle réunion du Conseil, au cas où les circonstances l'exigeraient; le Comité spécial devrait continuer son travail; l'Assemblée générale continuerait à discuter le problème de l'*apartheid* à sa prochaine session.

334. Le représentant du Maroc, exprimant des vues analogues sur le projet de résolution, a souligné que la tâche d'un comité d'experts, telle que l'entendait sa délégation, était d'étudier la possibilité d'appliquer des sanctions contre l'Afrique du Sud. C'était ce qui découlait implicitement de la recommandation du Groupe d'experts relative à une étude de la logistique des sanctions.

335. Le représentant de l'URSS a déclaré que le projet de résolution éludait la question des sanctions; ce texte était donc faible et défectueux, et ne répondait pas aux exigences de la situation. Les puissances occidentales avaient refusé à nouveau d'appuyer les demandes des pays afro-asiatiques, qui voulaient mettre un terme aux excès du régime fasciste d'Afrique du Sud. La délégation soviétique estimait que la seule mesure efficace serait l'application immédiate de sanctions économiques, politiques et autres, et elle ne voterait donc pas pour le projet.

Décision: *A la 1135ème séance, le 18 juin 1964, le projet de résolution de la Bolivie et de la Norvège (S/5769) a été adopté par 8 voix contre zéro, avec 3 abstentions (France, Tchécoslovaquie, URSS) [S/5773].*

336. Le représentant du Royaume-Uni, confirmant la position de sa délégation, à savoir que le Chapitre VII de la Charte ne s'appliquait pas en l'occurrence, a ajouté que, tout en participant à l'étude que devait faire le Comité d'experts, la délégation britannique ne s'engageait en aucune façon, pour le présent ou pour l'avenir, à appuyer des mesures de coercition contre l'Afrique du Sud.

337. Le représentant de la Tchécoslovaquie a expliqué que sa délégation s'était abstenue parce qu'elle considérait la résolution comme inadéquate et dépourvue de réalisme. La résolution exprimait l'espoir d'une coopération que le Gouvernement sud-africain avait déjà refusée, et elle ne prévoyait pas l'application de mesures concrètes dont l'urgence se faisait sentir depuis longtemps. En outre, les interventions du représentant des Etats-Unis et du représentant du Royaume-Uni indiquaient clairement que ces nouvelles études ne modifieraient pas leur attitude à l'égard des sanctions.

338. Le représentant de la France a déclaré que son gouvernement avait toujours condamné la discrimination raciale, mais qu'il n'estimait pas que les Nations Unies puissent s'immiscer directement dans les affaires intérieures d'un Etat Membre. La France souhaitait que des changements interviennent en Afrique du Sud, mais les mesures envisagées dans la résolution ne pourraient que durcir les positions.

339. Le représentant du Libéria s'est déclaré déçu qu'une résolution aussi modérée n'eût pas été adoptée à l'unanimité. Les Etats afro-asiatiques auraient préféré des mesures plus résolues de la part du Conseil. Malgré ces réserves, la délégation libérienne avait accepté la résolution, parce que la décision d'examiner les mesures à prendre représentait un léger progrès.

340. Le représentant du Sierra Leone a dit que sa délégation aurait certainement préféré une résolution plus énergique, qui imposât notamment des sanctions économiques. Dans sa résolution du 4 décembre 1963, le Conseil avait reconnu que la politique d'*apartheid* troublait gravement la paix internationale. La situation avait empiré depuis lors, et l'on aurait pu espérer que le Conseil se serait senti en mesure de dire qu'il la considérait comme une menace contre la paix.

341. Le représentant de l'Inde a indiqué que son pays continuait de réclamer la pleine application, par tous les Etats Membres, de la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale. Le paragraphe 8 de la résolution que le Conseil venait d'adopter ne répondait pas à l'espoir de la délégation indienne. Il n'avait pas été précisé que le Comité d'experts se préoccuperait uniquement de la logistique des sanctions. En outre, aux yeux de la délégation indienne, la résolution n'empêchait ni le Conseil de sécurité, ni l'Assemblée générale, ni le Comité spécial de discuter de l'*apartheid* ou de prendre des mesures avant que le Comité d'experts ait présenté son rapport.

342. Le représentant du Pakistan a attaché une grande importance à la confirmation, par le Conseil, du principe que tout le peuple sud-africain devait participer aux consultations en vue de décider de l'avenir de son pays, mais le fait que le Conseil n'avait pas encore jugé possible d'appliquer des mesures efficaces pour régler la situation en Afrique du Sud provoquerait à travers le monde un vif mécontentement.

J. — Communications ultérieures

343. Par lettre du 13 juillet 1964 (S/5817) adressée au Secrétaire général, le représentant permanent de l'Afrique du Sud, se référant à la lettre du 9 juin par laquelle le Secrétaire général faisait tenir au Gouvernement sud-africain le texte de la résolution S/5761 du 9 juin 1964, a confirmé la position de son gouvernement, qui considérait l'ingérence de l'Organisation des Nations Unies dans la procédure judiciaire d'un Etat Membre comme tout à fait illégale et comme un abus des droits que conférait la Charte des Nations Unies. Dans le cas présent, le Gouvernement sud-africain considérait cette ingérence comme particulièrement inadmissible du fait que les débats du Conseil avaient eu lieu avant le prononcé du jugement. En raison du caractère anticonstitutionnel de la résolution du Conseil, il estimait n'avoir aucune obligation, ni juridique ni morale, de répondre à la lettre du Secrétaire général. Sans préjudice de la position juridique du Gouvernement sud-africain, ce dernier avait chargé le représentant permanent de transmettre, pour l'information du Conseil, le texte du jugement rendu à l'issue du procès de Rivonia.

QUESTION DE LA SITUATION EN RHODESIE DU SUD: LETTRE, EN DATE DU 2 AOUT 1963, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LES REPRESENTANTS DU GHANA, DE LA GUINEE, DU MAROC ET DE LA REPUBLIQUE ARABE UNIE, ET LETTRE, EN DATE DU 30 AOUT 1963, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE CHARGE D'AFFAIRES DE LA MISSION PERMANENTE DU CONGO (BRAZZAVILLE), AU NOM DES REPRESENTANTS DE 28 ETATS MEMBRES

A. — Communications adressées au Conseil

344. Par lettre en date du 2 août 1963 (S/5382), les représentants du Ghana, de la Guinée, du Maroc et de la République arabe unie ont demandé au Conseil d'examiner la situation en Rhodésie du Sud. Un mémoire figurant en annexe affirmait que, "malgré les demandes répétées de l'Assemblée générale, le Gouvernement britannique avait refusé d'appliquer, en ce qui concernait la colonie britannique de la Rhodésie du Sud, l'Article 73 de la Charte, ainsi que les résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960, 1747 (XVI) du 28 juin 1962, 1755 (XVII) du 12 octobre 1962, 1760 (XVII) du 31 décembre 1962 et la résolution adoptée par le Comité spécial à sa 177ème séance, le 20 juin 1964". Le mémoire constatait que l'Assemblée générale avait qualifié cette situation de "déplorable, critique et explosive" et que le Gouvernement britannique avait soutenu, pour justifier son refus, qu'il ne pouvait exercer son autorité en raison d'une "convention parlementaire". Le Gouvernement britannique avait annoncé qu'il se proposait de transférer à cette colonie quelque 44 compétences qui avaient été retirées à la Rhodésie du Sud en 1953. Parmi ces compétences figurait le contrôle, sans restriction, d'une armée de terre et d'une force aérienne. Dans n'importe quelle circonstance, le transfert de forces militaires importantes à un gouvernement colonial sur lequel l'Autorité administrante n'avait, de son propre aveu, ni contrôle ni influence devait être un sujet d'inquiétude considérable, étant donné qu'une telle mesure constituait un danger potentiel pour la paix. Dans les circonstances particulières qui caractérisaient la Rhodésie du Sud, le danger auquel étaient exposées la paix et la sécurité du continent africain était immédiat et grave. Le Gouvernement de la Rhodésie du Sud avait été élu par les habitants européens de la colonie, soit moins de 6 p. 100 de la population. Tous les moyens constitutionnels de protestation et d'action étaient déniés à plus de 94 p. 100 des habitants, qui étaient, à cause de leur couleur, soumis aux lois les plus dégradantes et les plus iniques. La situation était donc explosive. Le fait d'octroyer encore plus de pouvoirs à un tel régime ne pouvait manquer de créer une situation dont la prolongation risquait de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cette situation appelait donc, en tout cas, une enquête du Conseil de sécurité conformément à l'Article 34 de la Charte. Il était, de plus, évident que le Gouvernement britannique possédait à l'époque tous les pouvoirs nécessaires pour effectuer les réformes que les Nations Unies avaient demandées. A moins que le Royaume-Uni ne confère, par un acte législatif, des compétences positives au Gouvernement de la Rhodésie du Sud, celui-ci serait privé de tous les pouvoirs militaires, financiers et juridiques qui lui étaient indispensables s'il voulait maintenir tout l'appareil d'oppression et d'injustice qu'il a mis en place en exerçant de tels pouvoirs jusqu'en 1953 et ultérieurement dans le cadre de son association avec la Fédération. Si, d'autre part, le Gouvernement britannique transférait inconditionnellement au Gouvernement de la Rhodésie du Sud,

tel qu'il existait alors, le commandement de forces terrestres et aériennes et, en fait, toutes les prérogatives de la souveraineté, à l'exception de la reconnaissance officielle, il ne pourrait manquer d'en résulter une grave menace pour la paix mondiale.

345. Les documents et notes supplémentaires accompagnant ce mémoire ont été distribués à la demande du Ghana le 28 août 1963 (S/5403 et Corr.1). Le 30 août, le chargé d'affaires du Congo (Brazzaville), au nom de 28 Etats africains, a, par lettre (S/5409), fait savoir que ces mêmes Etats appuyaient sans réserve la lettre des quatre puissances en date du 2 août.

B. — Examen de la question de la 1064ème à la 1069ème séance (9-13 septembre 1963)

346. Les lettres susmentionnées (S/5382 et S/5409) ont été inscrites à l'ordre du jour provisoire de la 1064ème séance, le 9 septembre 1963.

347. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déclaré que l'insistance avec laquelle on demandait que cette question soit examinée représentait une interprétation abusive des fonctions du Conseil de sécurité. Son gouvernement regrettait de voir la délégation ghanéenne chercher à persuader le Conseil de conclure que les mesures qu'il s'efforçait de prendre pour résoudre les problèmes d'Afrique centrale constituaient une menace pour la paix. Une telle affirmation n'était défendable ni en droit ni en bonne logique. Des progrès constants avaient été faits et se poursuivaient dans cette région du monde et la délégation britannique craignait vivement qu'un débat intervenant à ce moment ne vienne contrarier ces progrès et ne produise des résultats exactement opposés à ceux qui étaient recherchés.

348. Le Gouvernement britannique n'admettant pas que la Rhodésie du Sud fût un territoire non autonome, le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte s'appliquait manifestement. Il combattait donc aux pays qui avaient porté la question devant le Conseil de faire la preuve qu'il existait en Rhodésie du Sud une situation qui appelait une action au titre du Chapitre VII. Le Gouvernement britannique ne pensait pas que cette preuve pût être faite. Il ne pouvait réellement être question, en Rhodésie du Sud, d'une situation dont le Conseil de sécurité dût s'occuper dans l'exercice de sa responsabilité concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Conseil ne pouvait inscrire dans la Charte quelque chose qui ne s'y trouvait déjà. Il n'entraînait pas dans les fonctions du Conseil de dire si un territoire était autonome ou non.

349. Le Conseil a alors adopté l'ordre du jour provisoire, et, donnant suite à leur demande, il a invité les représentants du Mali, de la République arabe unie et du Tanganyika à participer aux débats.

350. Le représentant du Ghana a déclaré que le Conseil était appelé à examiner toute question qui, de l'avis d'un Etat Membre, risquait de mettre en danger la paix ou constituait une menace contre la paix et la sécurité et que la question avait été soulevée parce que

la paix serait vraisemblablement menacée par certains événements de Rhodésie du Sud. Le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux indiquait très clairement que la situation en Rhodésie du Sud était explosive. Les résolutions de l'Assemblée générale et les délibérations du Comité spécial avaient prouvé que la question ne relevait pas du paragraphe 7 de l'Article 2. Le colonialisme était en soi une question qui intéressait chacun, et aucune puissance ne pouvait mettre en doute la nécessité de discuter des problèmes qui concernaient l'humanité tout entière.

351. La question de la Rhodésie du Sud posait des problèmes urgents qui, d'après les renseignements dont ils disposaient, semblaient, aux yeux de tous les Etats africains, constituer une grave menace contre la paix et la sécurité du continent africain. La force aérienne la plus puissante qui existait en Afrique ainsi qu'une armée, petite mais bien organisée, recrutée sur une base raciale, devaient être mises à bref délai sous le contrôle exclusif du Gouvernement de la Rhodésie du Sud. Après avoir fourni des détails sur cette force aérienne, le représentant du Ghana a déclaré qu'il ne fallait pas oublier qu'en Rhodésie du Sud la population africaine était particulièrement vulnérable à des attaques aériennes aveugles. Les avions qui devaient être remis à la Rhodésie du Sud pouvaient être utilisés pour lancer du napalm et étaient équipés de roquettes et autres missiles air-sol, qui étaient essentiellement des armes de terrorisme massif.

352. Jusqu'alors, cette force aérienne avait été sous le contrôle de la prétendue Fédération d'Afrique centrale, ce qui signifiait qu'en pratique elle avait été sous le contrôle britannique. Son transfert au gouvernement de la minorité blanche créait une situation grave. Pourquoi le Gouvernement de la Rhodésie du Sud avait-il besoin d'une force d'une telle puissance? Si la raison en était que le Gouvernement britannique et le Gouvernement de la Rhodésie du Sud estimaient tous deux que le gouvernement des colons ne pourrait se maintenir au pouvoir qu'en menaçant les habitants africains de destructions massives au moyen de bombes au napalm et de roquettes, la situation était alors manifestement telle que le Conseil de sécurité devait l'examiner sans délai.

353. Des enquêtes effectuées par son gouvernement, il ressortait que les frais d'entretien de cette force armée dépassaient les moyens de la Rhodésie du Sud, ainsi que l'avait reconnu lui-même le Premier Ministre de la Fédération, sir Roy Welensky. Le Gouvernement de la Rhodésie du Sud tel qu'il était constitué ne pouvait prendre à sa charge une telle force si, d'une part, il n'avait pas l'intention de l'utiliser et si, d'autre part, il n'était pas plus ou moins certain d'être aidé à en supporter, dans une certaine mesure, le coût très élevé. Le représentant du Ghana demandait donc au représentant du Royaume-Uni s'il avait connaissance d'un arrangement intervenu avec une puissance quelconque, y compris le Royaume-Uni, en vertu duquel celle-ci assumerait, en tout ou en partie, le coût de cette force. Dans le même ordre d'idées, il a fait état d'articles de presse où était soulevée la question de savoir s'il n'existait pas d'accord secret entre la Rhodésie du Sud, le Portugal et l'Afrique du Sud, en vertu duquel ces deux dernières puissances supporteraient le coût de cette force aérienne.

354. Le représentant du Ghana a fait ensuite observer que le Royaume-Uni avait, à de nombreuses

reprises, dit aux Nations Unies que, tout à fait indépendamment de la position juridique, le Gouvernement britannique n'avait en pratique aucun moyen d'agir en Rhodésie du Sud. Puisqu'il avait été dit que le Gouvernement britannique devait garder le contrôle de la défense extérieure de la Rhodésie du Sud, la question était de savoir comment ce contrôle allait pouvoir être exercé. De l'avis de la délégation ghanéenne, le Gouvernement du Royaume-Uni détenait en fin de compte l'autorité et les pouvoirs en Rhodésie du Sud et il devait exercer ces pouvoirs, ou ce qu'il en restait, au nom du progrès et de la paix en Afrique et non pour la consolidation des colons en Rhodésie du Sud.

355. Traitant ensuite de l'armée qui allait être l'objet du transfert, le représentant du Ghana a déclaré que, pour ce qui était des officiers et des hommes des troupes régulières, il s'agissait presque exclusivement de mercenaires, dont une partie était composée de Sud-Africains. Le corps non permanent de réservistes se recrutait dans la petite minorité de la population blanche résolue à s'opposer par la force à tout progrès vers la dignité humaine, l'égalité et la justice en Rhodésie du Sud. L'histoire avait montré que l'existence de telles armées conduisait en définitive à une répression toujours plus dure et à la plus violente et la plus acharnée des guerres civiles. Apparemment la solution consistant à rapatrier et à indemniser ces troupes entièrement formées de blancs n'avait jamais été examinée par le Gouvernement du Royaume-Uni à la Conférence de Victoria Falls. Celle-ci n'avait pas réellement discuté la question et semblait uniquement avoir été priée d'entériner une décision prise en dehors d'elle, lors d'une réunion à laquelle aucun Africain n'était présent. Il serait utile d'avoir quelques renseignements sur les divers pays d'origine des hommes composant les forces armées. Une personne faisant autorité en la matière avait cependant déclaré qu'ils provenaient en majorité de Grande-Bretagne et d'Afrique du Sud, ajoutant que parmi eux la gamme d'attitudes politiques semblait suivre d'assez près celle du reste de la population blanche. Ces forces devaient passer sous l'autorité d'un gouvernement issu d'un parti que le représentant du Royaume-Uni avait qualifié un jour de "parti européen d'extrême droite".

356. L'inquiétude des populations africaines se concevait aisément, et les chefs d'Etat africains réunis à Addis-Abéba s'en étaient fait l'écho à un moment où le Royaume-Uni envisageait déjà de transférer tous les pouvoirs et attributs réels de la souveraineté à la Rhodésie du Sud tout en laissant planer le doute en refusant de donner à cette souveraineté son nom. La dissolution de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland avait pourtant fourni au Royaume-Uni une excellente occasion de trouver une solution. Une solution possible, présentée par la délégation de la Rhodésie du Nord à la Conférence de Victoria Falls, aurait empêché le transfert de tous pouvoirs importants au Gouvernement de la Rhodésie du Sud jusqu'au moment où ce dernier serait constitué sur une base démocratique. Mais il était malheureusement trop évident que le Gouvernement du Royaume-Uni n'était nullement disposé à prendre en considération une solution qui lui aurait permis de faire pression sur le Gouvernement de la Rhodésie du Sud et qui avait eu l'appui de la seule délégation présente pouvant prétendre exprimer véritablement l'opinion africaine. Il a également fait remarquer que le Nyassaland n'avait été représenté que par des fonctionnaires européens, venus en qualité d'observateurs. Insistant sur la responsabilité inéluctable du Gouvernement du Royaume-Uni, le représentant du

Ghana a déclaré que, si la Rhodésie du Sud devenait une deuxième Algérie, ce ne serait pas faute d'avertissements. Il a cité à ce propos l'opinion exprimée par diverses personnalités sur la gravité de la situation en Rhodésie du Sud.

357. L'existence de la prétendue "convention parlementaire", qui aurait empêché le Gouvernement britannique d'agir, avait été sérieusement mise en doute, même au Parlement britannique. Le porte-parole de l'opposition, en soulignant que le gouvernement pouvait encore suspendre la constitution de la Rhodésie du Sud et refuser l'assistance économique, avait démontré qu'il ne reconnaissait pas l'existence de cette convention.

358. Les Etats africains, a conclu le représentant du Ghana, estimaient que le Conseil devrait faire comprendre au Gouvernement du Royaume-Uni combien il serait regrettable de transférer à la Rhodésie du Sud le contrôle des forces armées, ou toute autre compétence essentielle, c'est-à-dire de celles qui sont généralement considérées comme les attributs du pouvoir et de la souveraineté, avant qu'un gouvernement pleinement représentatif de toute la population, sans distinction de race, de croyance ou de couleur, n'ait été établi conformément à la déclaration de l'Assemblée générale figurant dans la résolution 1514 (XV). Il a lancé un appel au Gouvernement du Royaume-Uni en lui demandant d'examiner si sa politique n'était pas erronée; ce gouvernement n'avait jamais réussi à appliquer en Rhodésie du Sud la Déclaration Devonshire sur la primauté des intérêts de la population indigène et avait créé la Fédération en refusant de tenir compte de l'avis des habitants africains. La Fédération était en train de s'effondrer. N'aurait-il pas mieux valu tenir compte de l'opinion africaine, et cette opinion ne devrait-elle pas être prise en considération maintenant?

359. A la 1065ème séance, tenue également le 9 septembre, le représentant du Mali a précisé que les délégations africaines avaient désigné, outre les représentants africains membres du Conseil, les représentants du Mali, du Tanganyika et de la République arabe unie, non seulement pour témoigner leur solidarité au peuple de la Rhodésie du Sud, mais aussi pour exprimer sans équivoque la ferme détermination de tous les Etats africains de lutter pour la libération du reste du continent et éviter la répétition de certaines situations anachroniques, telles que la situation en Afrique du Sud, qui constituaient de réelles menaces à la paix et à la sécurité internationales. Malgré les avertissements individuels et collectifs des chefs d'Etat africains et malgré les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale ainsi que les démarches récentes du Comité spécial sur la décolonisation, le Gouvernement du Royaume-Uni envisageait de transférer au gouvernement de colons de la Rhodésie du Sud presque tous les attributs de la souveraineté. On avait déjà appelé l'attention du Conseil sur les dangers que présentait notamment le transfert de forces importantes au gouvernement mis en place par une minorité réactionnaire étrangère qui pratiquait une politique d'*apartheid*. Les colons étaient prêts à commettre tous les actes de violence pour sauvegarder leurs pouvoirs usurpés et leurs privilèges et conserver les terres qu'ils avaient volées aux populations autochtones. Etant donné le droit de ce peuple à l'indépendance et la détérioration de la situation en Rhodésie du Sud, si le Gouvernement britannique méprisait les avertissements qui lui avaient été donnés et transférait au gouvernement des colons des pouvoirs tels que ceux relatifs à la défense, il commettrait un acte à la fois criminel et irresponsable et créerait du coup une situation dangereuse menaçant gravement la

paix et la sécurité des Etats voisins de la Rhodésie du Sud. Le Gouvernement du Royaume-Uni, qui était responsable de l'erreur tragique commise en Afrique du Sud, au lieu de s'amender, voulait au contraire répéter le même processus en Rhodésie du Sud. Le Royaume-Uni, membre permanent du Conseil, violait les engagements — aussi bien les engagements directs que ceux qui découlaient de l'Article 73 de la Charte — qu'il avait contractés à l'égard des populations africaines de la Rhodésie du Sud auxquelles il avait imposé son protectorat. Mais il prétendait ne pas pouvoir modifier une convention qu'il avait conclue avec les colons blancs.

360. Les Etats africains considéraient que le rôle du Conseil ne consistait pas uniquement à intervenir là où il y avait une rupture de la paix, mais qu'il devait agir pour prévenir les ruptures de la paix. Comment pouvait-on affirmer que la paix n'était pas menacée dans un territoire colonial où une minorité étrangère s'était emparée du pouvoir avec la complicité d'une métropole qui hésitait à prendre ses responsabilités et à donner satisfaction aux légitimes aspirations des populations autochtones? La situation se détériorerait encore davantage si les forces armées étaient transférées au gouvernement de M. Field. En raison de la politique avouée de ce gouvernement, ce transfert constituerait une grave menace pour la paix et la sécurité internationales, en particulier pour les Etats africains hostiles à la politique d'*apartheid*.

361. Le représentant de la République arabe unie a déclaré que les forces du colonialisme persistaient encore dans leur politique visant à créer, en Rhodésie du Sud, un Etat raciste qui défendrait les intérêts du colonialisme non seulement dans ce pays, mais aussi dans les territoires voisins. Par ses résolutions, l'Assemblée générale avait demandé au Gouvernement du Royaume-Uni de prendre les mesures nécessaires pour aider le peuple de la Rhodésie du Sud à mettre sur pied un gouvernement véritablement autonome et à réaliser ses aspirations politiques. Malheureusement, le Gouvernement du Royaume-Uni ne s'était pas acquitté de ses obligations et n'avait même pas fait le nécessaire pour trouver une solution pacifique. Il avait pris des mesures qui avaient abouti à la situation critique actuelle, et qui risquaient de troubler la paix et la sécurité en Afrique. L'attitude des pays d'Afrique, contrastant avec la politique du Royaume-Uni, avait toujours été conciliante, les pays d'Afrique ayant recherché une solution juste et équitable par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies.

362. Le transfert des pouvoirs et des forces armées envisagé était illégal et faisait peser un grave danger sur le peuple de la Rhodésie du Sud et sur la paix en Afrique. Les colons racistes auraient ainsi des pouvoirs supplémentaires qui leur permettraient de poursuivre leur politique illégale et inhumaine à l'égard de la majorité africaine. On se proposait de prendre ces mesures en dépit de tous les appels des chefs d'Etat africains et du Comité des Vingt-Quatre.

363. Retraçant l'histoire de la domination coloniale en Rhodésie du Sud, le représentant de la République arabe unie a fait observer que la Grande-Bretagne avait toujours été la puissance qui avait envahi le territoire, importé les colons européens et consolidé leur empire et qui leur avait fourni à cette fin une série de formules constitutionnelles commodes destinées à perpétuer la domination de ces colons étrangers sur la population et le territoire de la Rhodésie du Sud. Le Royaume-Uni prétendait aujourd'hui ne pas être en mesure, aux termes de la Constitution, de contrôler les actes des

autorités coloniales, mettant ainsi les Nations Unies en présence d'un fait accompli. Le Conseil devait rester en éveil et faire prendre conscience au Royaume-Uni de ses responsabilités.

364. C'étaient sans aucun doute les facteurs traditionnels, tant économiques que politiques, inhérents à toute politique coloniale, qui étaient à la base de la politique britannique. La Rhodésie du Sud était riche en minéraux et en ressources naturelles que possédaient et exploitaient de grandes sociétés britanniques et de l'Europe occidentale exerçant une influence considérable sur la politique des gouvernements coloniaux. La position stratégique de la Rhodésie du Sud constituait un facteur supplémentaire. Les forces colonialistes craignaient que la perte du contrôle politique sur la Rhodésie du Sud n'entraîne, en fin de compte, la perte de tout contrôle économique et politique sur une grande partie de l'Afrique.

365. Après avoir fait observer que le Gouvernement du Royaume-Uni demeurerait responsable de ce territoire envers les Nations Unies, auxquelles il devait rendre compte jusqu'au moment où le peuple de la Rhodésie du Sud aurait obtenu l'exercice de tous ses droits, le représentant de la République arabe unie a dit que le Conseil devait veiller à ce que ce gouvernement ne procède au transfert des pouvoirs souverains qu'après la création d'un gouvernement représentant véritablement tous les habitants de la Rhodésie du Sud.

366. A la 1066^{ème} séance, le 10 septembre, le représentant de l'Ouganda a également été invité à prendre part à la discussion.

367. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que rien de ce qui avait été dit ou allégué n'avait amené sa délégation à modifier son point de vue sur la compétence du Conseil de sécurité en la matière et qu'à ses yeux rien ne justifiait que le Conseil eût été saisi de cette affaire.

368. L'accusation la plus grave portée par la délégation ghanéenne consistait à dire que la rétrocession de pouvoirs au Gouvernement de la Rhodésie du Sud à la suite des accords conclus sur la dissolution de la Fédération aboutirait à créer une situation qui pourrait entraîner un désaccord entre nations et dont la prolongation risquerait de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cette thèse était en fait une critique des dispositions arrêtées en juillet à la Conférence de Victoria Falls, qui avait constitué une étape importante vers la dissolution de la Fédération. Toute tentative faite pour remettre en question cet arrangement ne pouvait que réserver à l'Afrique centrale un avenir d'incertitude continue. L'accord avait été conclu entre quatre gouvernements distincts, et le représentant du Royaume-Uni était autorisé à dire que le Gouvernement africain élu de la Rhodésie du Nord s'en tenait à l'accord, y compris les dispositions relatives à la rétrocession — et non au transfert — des pouvoirs et des forces armées de la Fédération aux territoires qui la composaient. Le Gouvernement africain élu du Nyassaland n'avait pas fait non plus objection à cet accord.

369. La Rhodésie du Sud n'avait en rien été privée des pouvoirs que la Fédération avait assumés lors de sa création. Ces pouvoirs avaient été conférés à la Fédération, et à sa dissolution ils ont fait retour au gouvernement territorial qui les exerçait précédemment et qui avait consenti à en faire abandon au gouvernement fédéral.

370. Les forces armées qui devaient faire retour à la Rhodésie du Sud, selon des principes acceptés par

tous les gouvernements qui avaient pris part à la Conférence de Victoria Falls, ne seraient ni plus ni moins sous l'autorité du Gouvernement du Royaume-Uni en relevant du commandement du Gouvernement de la Rhodésie du Sud qu'elles ne l'avaient été lorsqu'elles relevaient du commandement de la Fédération. Les déclarations contraires donnaient une idée très inexacte de la situation. Ces forces ne pouvaient davantage servir pour des aventures extérieures qu'elles ne le pouvaient actuellement, et le Gouvernement du Royaume-Uni garderait le contrôle de leur utilisation au-delà des frontières de la Rhodésie du Sud aussi longtemps qu'il conserverait les mêmes responsabilités à l'égard de ce territoire. En outre, la possibilité de l'utilisation de ces forces en vue du maintien de la sécurité intérieure n'avait jamais été subordonnée à l'assentiment du Gouvernement britannique, de sorte qu'elles n'étaient pas moins disponibles à ces fins en vertu des arrangements actuels qu'elles ne le seraient lorsqu'elles repasseraient sous le contrôle de la Rhodésie du Sud. Leur disponibilité pour un tel emploi était nettement une question relevant de la compétence nationale et ne pouvait constituer une menace pour la paix du monde; cette question échappait donc à la compétence du Conseil. A cet égard le représentant du Royaume-Uni a exprimé son très profond regret à l'égard du passage de la déclaration du représentant du Ghana dans lequel, se livrant à des conjectures qui relevaient de la plus pure fantaisie, il avait laissé entendre que l'armée de l'air de la Rhodésie du Sud serait utilisée pour soumettre la population africaine à des attaques aériennes effectuées au hasard. Il n'y avait rien, et il ne pouvait rien y avoir, qui corrobore ces insinuations.

371. Passant à la rétrocession d'autres pouvoirs et à l'assertion selon laquelle cette mesure permettait au Gouvernement britannique de faire appliquer les résolutions de l'ONU, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que la liberté qu'avait le Gouvernement de la Rhodésie du Sud de gérer ses affaires intérieures n'était pas une fiction, mais un fait constitutionnel et politique irréfutable. Il a souligné que la convention qui faisait que le Parlement britannique ne légifèrait pas au nom des colonies autonomes sans leur consentement n'était pas un subterfuge juridique inventé par son gouvernement pour esquiver ses responsabilités; c'était bien au contraire l'expression de la réalité des choses concernant le pouvoir politique. Dans les *Laws of England* de Halsbury (édition de 1953), il était dit que cette convention s'appliquait à la Rhodésie du Sud. Prétendre, comme l'avait fait la délégation ghanéenne, interpréter le droit constitutionnel d'un autre Etat et se prononcer sur ce droit était surprenant et pouvait être légitimement considéré comme un empiètement sur la souveraineté de cet Etat. La réalité de l'autonomie interne de la Rhodésie du Sud n'avait pas été altérée en quoi que ce soit par l'entrée de ce pays dans une fédération. Il était absolument faux de prétendre que la Rhodésie du Sud était plus dépendante du Royaume-Uni en 1963 qu'elle ne l'était en 1953 et il était fallacieux de soutenir que la situation avait été modifiée en quoi que ce soit par la dissolution de la Fédération. Le fait de demander que les pouvoirs en question soient retenus négligeait tout autant les réalités incontestables de la situation que l'avait fait la recommandation antérieure de l'Assemblée générale tendant à ce que le Gouvernement de Sa Majesté suspende, d'une façon ou d'une autre, la Constitution du territoire. Il était donc tout à fait erroné de dire que le Gouvernement britannique possédait tous les pouvoirs

nécessaires pour effectuer les réformes que les Nations Unies avaient demandées. Il était également erroné de dire que la Grande-Bretagne était en mesure "de dénier même le pouvoir de lever des impôts". Tout plan qui négligeait ces réalités ne pouvait avoir de chances de succès. Le statut de la Rhodésie du Sud était une question toute différente de celles qui résultaient de la dissolution de la Fédération. La situation actuelle était la suivante: le Gouvernement de la Rhodésie du Sud avait été informé qu'avant que la question de l'indépendance ne soit examinée il devait faire d'abord au Gouvernement du Royaume-Uni des propositions en vue d'amendements à sa constitution qui auraient pour effet d'élargir, le plus tôt possible, la base de représentation à l'Assemblée législative.

372. La délégation britannique avait expliqué maintes fois et en détail pourquoi la Rhodésie du Sud ne pouvait être considérée comme un territoire non autonome. L'assertion du contraire par l'Assemblée générale n'était rien d'autre qu'une simple assertion. Elle ne faisait et ne pouvait pas faire exister quelque chose qui ne figurait pas dans la Charte. Le Conseil de sécurité, pas plus que l'Assemblée générale, ne pouvait, de lui-même, modifier la Charte, et il était à espérer que le Conseil ne se laisserait pas aller à des assertions analogues. Le Gouvernement du Royaume-Uni était très conscient de la nécessité de sauvegarder l'autorité du Conseil et il souhaitait que celui-ci ne se laisse pas entraîner à prendre des décisions dépassant sa compétence et qui mettraient son autorité en cause.

373. Etant donné ses rapports d'ordre constitutionnel avec le Gouvernement de la Rhodésie du Sud, le Gouvernement du Royaume-Uni n'était pas en mesure de répondre de la politique intérieure du Gouvernement de la Rhodésie du Sud, mais son silence ne devait être pris en aucune façon pour un acquiescement aux accusations qui avaient été formulées. Il s'agissait là d'affaires qui relevaient essentiellement de la compétence propre du Gouvernement de la Rhodésie du Sud et, de ce fait, échappaient à celle du Conseil. Elles ne pouvaient être invoquées pour établir l'existence d'une situation exigeant que des mesures soient prises aux termes du Chapitre VI de la Charte. Il était toutefois un fait patent que chacun des membres du Conseil pouvait vérifier: la situation en Rhodésie du Sud n'était ni explosive ni critique et ce pays jouissait en ce moment d'une période de tranquillité intérieure que certains de ses voisins pouvaient lui envier.

374. Répondant aux questions qui lui avaient été posées dans la déclaration du représentant du Ghana, le représentant du Royaume-Uni a dit que les forces aériennes avaient été financées grâce aux recettes locales, et que les avoirs de la Fédération, dont ces forces faisaient partie, devaient revenir aux territoires membres qui avaient fourni ces ressources locales. Si la Rhodésie du Sud voulait avoir des forces aériennes, c'est sans doute exactement pour les mêmes raisons que beaucoup d'autres pays: pour sa défense. Le représentant du Royaume-Uni a ajouté que l'armée de l'air rhodésienne n'était pas la plus puissante d'Afrique. Le représentant du Royaume-Uni n'avait pas connaissance de dispositions par lesquelles une puissance extérieure supporterait la totalité ou une partie des dépenses relatives à ces forces aériennes. Le Royaume-Uni se proposait d'exercer son contrôle sur l'utilisation, hors du territoire, des forces armées qui feraient retour à la Rhodésie du Sud exactement comme il l'avait fait, au cours des 10 dernières années, pour les forces armées fédérales. Les rapports constitutionnels étaient acceptés par les parties, et ces rapports comprenaient des dis-

positions permettant au Gouvernement du Royaume-Uni de décider de la possibilité d'utilisation, à l'extérieur, des forces armées fédérales. Le représentant du Royaume-Uni a ajouté que dans la proposition formulée par la Rhodésie du Nord à la Conférence de Victoria Falls il ne s'agissait pas de nommer un commissaire britannique pour assumer les pouvoirs du gouvernement fédéral jusqu'à ce que le Gouvernement de la Rhodésie du Sud soit reconstitué d'une manière démocratique et qu'il ne s'agissait que des dispositions intérimaires à prendre pour la rétrocession des pouvoirs. En outre, des ministres africains élus étaient présents à la réunion tenue en marge de la Conférence au cours de laquelle on était parvenu à un accord sur la question de la défense.

375. Le représentant de l'Ouganda a dit que le fait même que les membres africains de l'Organisation des Nations Unies avaient jugé impérieux de porter la question devant le Conseil témoignait que la situation en Rhodésie du Sud était sérieuse et s'aggravait de jour en jour, que les Etats africains s'inquiétaient au sujet de la situation qui existait dans ce territoire et qu'il était urgent que le Conseil de sécurité intervienne. Ce qui les inquiétait, c'était que le Gouvernement du Royaume-Uni allait remettre au gouvernement minoritaire de la Rhodésie du Sud ce qui subsistait des pouvoirs qui auraient pu être les siens. Ce que craignaient les Etats africains, c'était que, une fois que tous les pouvoirs, une armée et une aviation auraient été transférés, la situation soit telle qu'il ne serait plus possible de faire marche arrière. C'est pour éviter cela que les Etats africains étaient venus demander au Conseil d'intervenir et d'empêcher le Gouvernement du Royaume-Uni de faire ce qu'il se proposait.

376. Les Etats africains avaient espéré que le Royaume-Uni saisirait l'occasion offerte par la dissolution de la Fédération pour renoncer à la prétendue "convention" et remettrait les choses en ordre dans cette partie du monde, mais leurs espoirs avaient été déçus et ils avaient constaté que les événements en Rhodésie du Sud prenaient une tournure grave. La déclaration sur la Rhodésie du Sud faite par les chefs d'Etat africains devait servir d'avertissement au Gouvernement de Sa Majesté.

377. La cause de l'angoisse des Africains tenait au fait que le pouvoir politique était entre les mains d'une minorité blanche de caractère "extrémiste". Personne ne savait exactement comment elle allait utiliser de puissantes forces armées et aériennes, mais tout laissait supposer que ce ne serait pas pour le bien de la majorité africaine, ou celui des Etats voisins. Voilà où résidait la menace à la paix et à la sécurité. Comme les masses africaines en Rhodésie du Sud étaient opposées au gouvernement minoritaire et réclamaient un gouvernement représentatif en s'organisant à cette fin, un affrontement futur était plus que probable. La Grande-Bretagne était responsable de la protection de la vie des colons comme de celle des Africains, et devait indiquer ce qu'elle envisageait de faire pour ne pas laisser aux colons le contrôle des forces armées. Le Gouvernement britannique ne devait pas laisser passer cette occasion, qui serait peut-être la dernière, d'agir en Rhodésie du Sud d'une manière conforme à son histoire coloniale, louée même par ses critiques.

378. Le représentant du Tanganyika a déclaré que la menace à la paix qui venait de la Rhodésie du Sud n'avait pas surgi du jour au lendemain. Elle était la conséquence directe de l'occupation, de la domination et de la fragmentation de ce pays par des colons britan-

niques et européens, avec l'appui et l'approbation du Gouvernement du Royaume-Uni. La Rhodésie du Sud continuait d'être l'un des foyers les plus virulents et les plus dangereux du racisme. La conséquence de cet exercice abusif du pouvoir, des années durant, par les colons européens, était que la Rhodésie du Sud était gouvernée selon des principes d'*apartheid* comme ceux de la République sud-africaine. La responsabilité de la situation dangereuse qui existait en Rhodésie du Sud incombait essentiellement au Gouvernement du Royaume-Uni.

379. Après avoir engagé le Conseil à agir à temps pour prévenir la catastrophe imminente, de même qu'il avait agi déjà concernant l'Afrique du Sud, le représentant du Tanganyika a demandé plus particulièrement au Conseil de prendre les mesures nécessaires pour empêcher le Gouvernement du Royaume-Uni de transférer de plus larges pouvoirs au gouvernement minoritaire des colons européens de Rhodésie du Sud. La plus alarmante de ces transactions iniques entre le Gouvernement du Royaume-Uni et ce régime était le transfert d'un énorme arsenal militaire que l'on se proposait de remettre au gouvernement raciste des colons. La remise aux colons européens d'une telle puissance militaire constituait une dangereuse menace à la paix en Afrique.

380. Chacun savait qu'il existait des liens très étroits entre le régime de la Rhodésie du Sud et ceux de l'Afrique du Sud et des colonialistes portugais. Armer le régime de M. Field équivalait à consolider les forces de l'Afrique du Sud de Verwoerd et du Portugal de Salazar, forces que le Conseil avait dénoncées comme constituant des menaces à la paix en Afrique. Après avoir exprimé l'espoir que les intéressés ne feraient pas la sourde oreille à la décision du Conseil, comme cela avait été le cas devant les appels lancés par l'Assemblée générale, le Comité des Vingt-Quatre et les chefs d'Etat et de gouvernement africains, le représentant du Tanganyika a déclaré que le Conseil devait les prévenir que leur rêve d'une Afrique soumise à une domination raciste européenne était une cause perdue.

381. Répondant aux observations du représentant du Royaume-Uni, le représentant du Tanganyika a souligné, concernant l'assentiment qu'auraient donné les Gouvernements de la Rhodésie du Nord et du Nyassaland, qu'en Rhodésie du Nord les pouvoirs étaient toujours aux mains du Gouverneur colonial, et que le Gouvernement du Nyassaland n'avait pas participé à la Conférence de Victoria Falls, où il n'avait été représenté que par un observateur. Le représentant du Royaume-Uni n'avait pas été en mesure de réfuter les faits pertinents exposés dans le mémoire présenté au Conseil (S/5382 et S/5403 et Corr.1).

382. A la 1067ème séance, tenue le 11 septembre, le représentant du Maroc a dit que, lorsque des décisions juridiques, politiques et économiques avaient une grave portée sur le destin des populations d'un territoire colonisé et lorsque les conséquences de telles décisions étaient aussi nettes que celles du transfert des pouvoirs au gouvernement blanc de la Rhodésie du Sud, il était bien difficile d'affirmer qu'il n'y avait là aucune menace immédiate ou virtuelle à la paix, et il était encore plus difficile de prétendre que la menace résidait plutôt dans l'examen de cette question par l'Organisation des Nations Unies. La Rhodésie du Sud était un territoire sous domination britannique et les rapports politiques antérieurs entre ce territoire et le Royaume-Uni ne pouvaient être invoqués comme survivance juridique au moment où la Puissance adminis-

trante mettait un terme à ses responsabilités. De plus, la supériorité raciale, légalisée aujourd'hui par la volonté du Gouvernement britannique ou par son impuissance, détruisait tout concept d'autonomie du peuple de la Rhodésie du Sud. Le représentant du Royaume-Uni avait gardé un silence total sur le sort réservé désormais à la population africaine. Les décisions britanniques avaient éliminé toutes garanties. Un tel manquement à ses obligations à l'égard de l'Afrique et de la collectivité internationale surprenait davantage encore quand on songeait aux succès britanniques dans la voie de la décolonisation. Personne ne contestait les difficultés que présentait la situation, qui comportait aussi des incidences économiques et stratégiques, mais les intérêts valables et légitimes de la Grande-Bretagne auraient tout aussi bien pu être protégés par une politique libérale dont la garantie aurait certainement été plus valable que les risques que ne manquerait pas de créer la situation actuelle.

383. Le caractère immédiat du transfert des pouvoirs semblait constituer en outre une rupture avec la tradition britannique de prudence à l'égard de l'équilibre des pouvoirs entre les différents éléments ethniques de la population dans un territoire en voie de libération. Le représentant du Maroc a souligné que la Charte avait priorité sur toute loi de la Puissance administrante susceptible d'affecter l'avenir du territoire sur le plan international. De plus, les 3 millions d'Africains qui étaient la majorité en Rhodésie du Sud avaient de la façon la plus manifeste rejeté la constitution et le gouvernement qui en était issu. L'abdication du Gouvernement britannique devant les oligarchies racistes de Rhodésie du Sud constituait l'un des événements les plus importants et les plus chargés d'inévitables conséquences pour l'avenir de l'Afrique et pour la politique coloniale britannique. La constitution du gouvernement blanc en Afrique du Sud n'avait paru dangereuse à personne à l'époque.

384. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que ce qui se passait était la rétrocession au Gouvernement de la Rhodésie du Sud, à la suite des accords de Victoria Falls, de certains pouvoirs qu'il avait exercés pendant de nombreuses années avant 1953 — année où ces pouvoirs avaient été transférés à la Fédération. La rétrocession de ces pouvoirs était étroitement liée aux relations constitutionnelles anciennes existant entre le Royaume-Uni et la Rhodésie du Sud, sur lesquelles reposaient bien entendu les pouvoirs que le Royaume-Uni détenait encore en Rhodésie du Sud. En proposant de modifier les clauses de l'Accord de Victoria Falls, qui prévoyait le mécanisme de dissolution de la Fédération, on risquait de remettre en cause cet accord et de retarder la marche vers l'indépendance de la Rhodésie du Nord et du Nyassaland. Après avoir noté que la restitution des forces armées à la Rhodésie du Sud ne modifiait en rien le contrôle exercé sur ces forces par le Gouvernement du Royaume-Uni, le représentant des Etats-Unis a conclu qu'il n'y avait eu, à la suite des mesures décidées à la Conférence de Victoria Falls, aucune détérioration effective de la situation en Rhodésie du Sud qui fût de nature à obliger le Conseil de sécurité à intervenir conformément à ses responsabilités aux termes de la Charte. Le représentant des Etats-Unis a noté en outre que de nouvelles assurances avaient été données au Conseil au sujet de l'éventualité d'une accession de la Rhodésie du Sud à l'indépendance et le fait que le Gouvernement du Royaume-Uni n'envisageait pas l'octroi de l'indépendance à ce territoire sans un amendement à la Constitution qui élargirait considérablement

le droit de vote. Le représentant des Etats-Unis a énoncé à nouveau les vues de son pays au sujet de la situation intérieure en Rhodésie du Sud: les Etats-Unis souhaitent l'élargissement progressif du droit de vote, la cessation de la discrimination raciale, une autodétermination libre et complète ainsi qu'un effort en vue de favoriser un climat politique propice à une évolution constitutionnelle libérale et ordonnée. Pour conclure, le représentant des Etats-Unis a dit que, de l'avis de sa délégation, le Conseil ne devait actuellement prendre aucune mesure en la matière.

385. A la 1068^{ème} séance, le 12 septembre, le représentant du Ghana a présenté le projet de résolution suivant (S/5425/Rev.1), présenté par le Ghana, le Maroc et les Philippines:

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la situation en Rhodésie du Sud,

"Rappelant les résolutions 1514 (XV), 1747 (XVI) et 1760 (XVII) de l'Assemblée générale en date des 14 décembre 1960, 28 juin 1962 et 31 octobre 1962 respectivement, ainsi que la résolution adoptée le 20 juin 1963 par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

"Notant que le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a attiré l'attention du Conseil de sécurité sur la détérioration de la situation explosive qui règne dans le territoire non autonome de Rhodésie du Sud,

"Reconnaissant que la pratique de discrimination raciale est incompatible avec les principes de la Charte des Nations Unies et doit être condamnée où qu'elle se manifeste,

"Reconnaissant que la venue au pouvoir du gouvernement actuel de la Rhodésie du Sud est le résultat d'une constitution antidémocratique et discriminatoire imposée à la population de la Rhodésie du Sud et à laquelle la majorité écrasante de cette population est opposée,

"Considérant que le transfert à ce gouvernement des pouvoirs et des attributs de la souveraineté, en particulier le contrôle et l'emploi des forces militaires et des armes, aggraverait une situation déjà explosive,

"1. Invite le Gouvernement du Royaume-Uni à ne transférer à sa colonie de la Rhodésie du Sud, telle qu'elle est actuellement gouvernée, aucun des pouvoirs ou attributs de la souveraineté, mais à attendre l'institution d'un gouvernement pleinement représentatif de tous les habitants de la colonie;

"2. Invite en outre le Gouvernement du Royaume-Uni à ne pas transférer à sa colonie de la Rhodésie du Sud les forces armées et aéronaves, comme l'envisageait la Conférence de l'Afrique centrale tenue en 1963;

"3. Invite le Gouvernement du Royaume-Uni à appliquer les résolutions de l'Assemblée générale sur la question de la Rhodésie du Sud, en particulier ses résolutions 1747 (XVI) du 28 juin 1962 et 1760 (XVII) du 31 octobre 1962;

"4. Prie l'Assemblée générale de poursuivre l'examen de la question de la Rhodésie du Sud, afin d'assurer un règlement juste et durable."

386. Se référant à la question de savoir s'il fallait parler de "rétrocession" ou de "transfert" des pouvoirs au Gouvernement de la Rhodésie du Sud, le représen-

tant du Ghana a fait observer que c'était le mot "transfert" qui était utilisé dans le rapport officiel sur la Conférence de l'Afrique centrale, de même que dans les déclarations faites devant le Parlement par le ministre responsable, M. Butler. Le point essentiel de l'argumentation africaine était que certains pouvoirs créés en raison de l'établissement de la Fédération étaient transférés à la Rhodésie du Sud. En outre, comme le Livre blanc publié par le Gouvernement fédéral le précisait, les forces armées et l'aviation qui devaient être transférées ne correspondaient pas, en puissance, en nombre et en capacité, à celles que la Rhodésie du Sud avait cédées en 1963. Le représentant du Royaume-Uni n'avait pas nié que la force aérienne en question était très puissante. Il n'avait pas indiqué clairement que le Royaume-Uni conserverait un contrôle sur le déploiement des forces sur le territoire de la Rhodésie du Sud. Pour ce qui était de leur utilisation à l'extérieur du territoire, M. Field avait ses plans et le Gouvernement du Royaume-Uni avait les siens. M. Field avait admis nettement, à maintes reprises, que son but était de conclure une alliance avec l'Afrique du Sud. Si le Conseil avait cru devoir demander un embargo contre l'Afrique du Sud, il devait alors s'assurer que cet embargo serait effectif. Comment en effet pourrait-on adresser un appel pour un embargo contre l'Afrique du Sud si on permettait aux armements de passer par la Rhodésie du Sud pour parvenir à l'Afrique du Sud? En réponse à des arguments présentés par le représentant du Royaume-Uni, il a fait remarquer que, d'après M. Butler, la réunion sur les questions de défense qui s'était tenue en marge de la Conférence de Victoria Falls comprenait des chefs de délégation. Il s'agissait de sir Roy Welensky, pour la Fédération, de M. Field pour la Rhodésie du Sud et de sir Evelyn Hone, gouverneur de la Rhodésie du Nord. Le Nyassaland n'avait pas été représenté. Tout ce qui s'était passé jusqu'ici avait été marqué par une indifférence totale à l'égard de la majorité africaine, et le Gouvernement de la Rhodésie du Sud, formé de membres du parti d'extrême droite, était incontrôlable. Le Gouvernement britannique lui-même avait admis qu'il aurait beaucoup de mal à exercer de l'autorité sur ce gouvernement. Tout ce que l'on demandait était que la procédure constitutionnelle normale du Commonwealth soit appliquée à la Rhodésie du Sud. Les Britanniques étaient venus en Rhodésie du Sud, y avaient amené des colons et y avaient imposé leur volonté. Après cela on venait dire au Conseil qu'ils n'avaient pas le pouvoir d'intervenir en Rhodésie du Sud, territoire qui n'était pourtant pas encore indépendant.

387. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la question, pour l'essentiel, était qu'en Rhodésie du Sud une poignée insignifiante de racistes et de colonialistes, avec l'appui des Britanniques et leur collaboration, tentaient de réprimer par la force le mouvement de libération nationale de millions d'Africains qui réclamaient leurs droits: la liberté et l'indépendance et la terre natale qui leur avait été arrachée. Si l'on ajoutait à cela le fait que le Royaume-Uni avait l'intention de mettre à la disposition du gouvernement raciste de la Rhodésie du Sud des forces armées considérables, on voyait se concrétiser la sinistre perspective d'une nouvelle guerre coloniale, susceptible d'embraser dans un proche avenir le territoire de la Rhodésie du Sud, comme cela avait été le cas en Algérie et en Indochine et comme c'était encore le cas en Angola et en Guinée portugaise. La question avait été examinée à l'Assemblée générale et au Comité des Vingt-Quatre, mais les décisions de

l'Assemblée étaient jusqu'ici demeurées lettre morte, tandis que la situation en Rhodésie du Sud continuait de s'aggraver. Le Conseil de sécurité devait intervenir au plus tôt, de manière à prévenir une évolution dangereuse pour la cause de la paix.

388. Le Gouvernement britannique s'efforçait de réduire toute la question à l'octroi d'une indépendance de pure forme ou d'une indépendance fictive, en transférant des compétences et des pouvoirs étendus à la minorité blanche raciste dont les membres n'atteignaient même pas le dixième du chiffre de la population africaine. Et pourtant, en vertu de la Constitution raciste de 1961, que l'Assemblée générale avait invité le Royaume-Uni à abroger, cette minorité détenait la plupart des sièges de l'Assemblée législative. Aux termes d'une loi en vigueur depuis 1930, elle possédait autant de terres que les Africains, qui avaient reçu les plus mauvaises terres, souvent absolument impropres à la culture. Le régime de M. Field avait étendu les pratiques de discrimination raciale et avait adopté de nouvelles lois de répression pour les mettre en œuvre. Il avait déposé des projets de loi visant à intensifier la lutte contre le mouvement de libération nationale, notamment un projet qui prévoyait une peine de 10 ans de prison pour quiconque oserait venir présenter une pétition à l'ONU. Les organisations politiques de la population autochtone avaient été détruites, et l'esprit agressif de militarisme raciste pénétrait de plus en plus profondément tous les aspects de la vie de la Rhodésie du Sud. Pour reprendre les conclusions des représentants des pays africains, ce régime pratiquait une politique d'*apartheid* identique à celle du régime sud-africain, lequel avait été condamné sévèrement par les Nations Unies et par tous les peuples épris de paix.

389. Le Gouvernement du Royaume-Uni ne pouvait se dérober à ses responsabilités en recourant à des fictions juridiques selon lesquelles il lui était impossible d'intervenir dans les affaires intérieures de la Rhodésie du Sud. Comme on l'avait fait observer, il pouvait incontestablement contraindre le régime colonialiste de ce territoire à appliquer les résolutions de l'Assemblée générale, en refusant de lui transférer des pouvoirs aussi étendus. D'ailleurs, l'Assemblée avait déclaré nettement que la Rhodésie du Sud était un territoire non autonome au sens du Chapitre XI de la Charte. L'enchevêtrement complexe des intérêts politiques et économiques des puissances coloniales — en tout premier lieu du Royaume-Uni en Afrique du Sud — expliquait l'opiniâtreté avec laquelle ces puissances s'efforçaient de maintenir toute cette région sous leur domination. La Rhodésie du Sud constituait un bastion des blancs dans cette région de l'Afrique, qui était très profondément absorbée dans la sphère d'intérêts des monopoles internationaux. Le rôle économique et l'importance politique de ces derniers dans le problème de la Rhodésie du Sud étaient immenses. Après avoir fait l'historique de ce rôle et rappelé son étendue, le représentant de l'URSS a déclaré que le régime de M. Field s'alliait au régime raciste de Verwoerd et aux colonialistes portugais. M. Verwoerd avait franchement déclaré qu'il était indispensable d'établir une collaboration avec la Rhodésie du Sud "en organisant une forme d'interdépendance économique ou au nom d'intérêts politiques communs".

390. Les mesures prises par le Royaume-Uni et par le régime de la Rhodésie du Sud constituaient une menace pour tous les peuples africains, et il était naturel que les pays indépendants d'Afrique accordent toute l'aide possible au peuple de la Rhodésie du Sud. Le Conseil se devait de prendre des mesures efficaces avant

qu'il ne soit trop tard. Il pouvait et il devait exiger du Royaume-Uni qu'il refuse de transférer aux autorités racistes de la Rhodésie du Sud les pouvoirs et attributs de la souveraineté ainsi que de mettre à leur disposition des forces armées. Il pouvait et il devait exiger la mise en œuvre de toutes les résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur cette question. La délégation de l'Union soviétique s'engageait à appuyer le projet de résolution commun. Comme le chef du Gouvernement de l'Union soviétique l'avait fait savoir à la Conférence des chefs d'Etat africains réunis à Addis-Abéba, le peuple et le gouvernement soviétiques appuyaient sans réserve la liquidation rapide du colonialisme et l'octroi d'une aide effective à ceux qui luttaient pour leur indépendance nationale. L'Union soviétique appuyait également les revendications visant à l'abrogation immédiate de la Constitution de 1961 et à la mise en place d'organes représentatifs élus au suffrage universel, dans des conditions d'égalité, sous la surveillance d'une commission désignée par le Conseil de sécurité.

391. Le représentant de la France a rappelé que sa délégation avait toujours considéré que l'Organisation des Nations Unies n'avait reçu aucun pouvoir de droit pour dire si un Etat était ou non autonome et donc s'il ressortissait ou non à l'application du Chapitre XI de la Charte. Les Nations Unies n'étaient pas habilitées à porter un jugement sur les mesures qui étaient prises en vue d'assurer l'évolution politique de tel ou tel pays qui ne jouissait pas encore de tous les attributs de la souveraineté. Mais il ne s'ensuivait pas que son pays fût pour autant, en quoi que ce soit, indifférent aux problèmes qui se posaient en Rhodésie du Sud. Tout au contraire, la France avait, plus que d'autres pays, des raisons de comprendre les réactions qu'une situation de ce genre suscitait en Afrique. Les inquiétudes et les préoccupations de l'Afrique étaient explicables, et elles étaient bien fondées si l'on tenait compte des intentions avouées par le gouvernement de Salisbury. Mais ce gouvernement n'était pas seul en cause. En faisant intervenir le Conseil, on ferait au Royaume-Uni un procès d'intention que rien, dans la politique qu'il avait menée depuis près de 20 ans en Asie comme en Afrique, ne paraissait justifier. La France ne saurait s'associer à une telle action. Elle n'estimait pas les intentions du Royaume-Uni contraires à l'obligation de la Charte concernant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il ne lui était pas possible de voter pour le projet de résolution, dont les dispositions outrepassaient la compétence du Conseil.

392. Le représentant de la Chine a précisé qu'il était clair que, tant que l'égalité n'existerait pas entre tous les habitants de la Rhodésie du Sud dans tous les domaines, la situation de ce pays continuerait d'être une cause de préoccupation et d'inquiétude graves pour les Nations Unies. Après avoir indiqué que sa délégation ne désespérait pas de voir ce changement indispensable s'effectuer d'une manière pacifique, il a fait observer qu'en droit international et au regard des Nations Unies la Rhodésie du Sud relevait encore du Royaume-Uni. Il a fait en outre remarquer qu'il ne se souvenait pas que le Gouvernement du Royaume-Uni eût jamais laissé entendre que la situation politique et raciale en Rhodésie du Sud était considérée comme satisfaisante. Au contraire, le Gouvernement du Royaume-Uni avait informé le Gouvernement de la Rhodésie du Sud qu'il devait faire des propositions pour des amendements à la Constitution ayant pour effet d'élargir la représentation, et il n'était pas douteux que le Royaume-Uni poursuivrait ses efforts jusqu'à ce que

cet objectif ait été atteint. Enfin, la discussion du problème à l'Organisation des Nations Unies avait son utilité, et elle servait à renforcer la position du Royaume-Uni à l'égard de la Rhodésie du Sud. Les craintes africaines concernant l'utilisation sur le territoire des forces armées qui devaient être transférées étaient fondées, étant donné la base raciale sur laquelle était établi l'actuel gouvernement en Rhodésie du Sud. Le représentant de la Chine était conscient de la complexité des problèmes en cause, dont la seule solution résidait évidemment dans un changement radical de la situation même qui existait en Rhodésie du Sud.

393. Le représentant du Royaume-Uni, répondant à des questions soulevées au cours de la discussion, a souligné la gravité du problème pour la Rhodésie du Sud, pour l'Afrique centrale et pour le Conseil de sécurité. S'il avait invoqué le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte dans le cas de la Rhodésie du Sud, c'était parce que les relations du Royaume-Uni avec ce territoire étaient totalement différentes de ses relations avec ses territoires non autonomes. La politique coloniale britannique n'avait subi aucun changement, et les allégations concernant des influences économiques et stratégiques sur le Gouvernement britannique étaient dénuées de tout fondement, comme l'étaient les parallèles établis avec l'Algérie. Le représentant du Royaume-Uni a réaffirmé que son pays se souciait de voir la Rhodésie du Sud n'accéder à l'indépendance qu'avec un élargissement du droit de vote, objectif auquel son pays travaillait au moyen de négociations prudentes parce qu'il n'y avait pas d'autre manière de procéder. Des résolutions intempestives de l'Assemblée générale et l'intervention actuelle au Conseil de sécurité ne facilitaient en rien les choses.

394. Il était vrai que le rapport officiel de la Conférence de Victoria Falls employait le mot "transfert"; c'était le mot qui convenait pour décrire ce qui s'était passé dans la Rhodésie du Nord et au Nyassaland, qui recevraient des pouvoirs plus étendus que ceux qu'ils avaient cédés à la Fédération. Toutefois, les pouvoirs qui devaient faire retour au Gouvernement de la Rhodésie du Sud étaient les mêmes que ceux qu'il avait cédés en 1953, de sorte que le mot le plus approprié dans ce contexte était celui de "rétrocession". En outre, le mot "transfert" avait été employé parce qu'il était question de biens réels qui n'existaient pas avant 1953.

395. Des ministres africains élus avaient assisté à la Conférence sur les forces armées. Des ministres africains élus de la Rhodésie du Nord s'étaient par la suite associés à l'accord auquel on était parvenu à ce sujet.

396. Le représentant du Maroc, après avoir fait le point de la discussion, a indiqué que le fait pour le gouvernement Field d'avoir adopté comme première loi une loi qui interdisait aux Africains d'adresser une pétition à l'Organisation des Nations Unies, ou de se rendre au Siège de l'Organisation, ne manquait pas de susciter des doutes sérieux quant à l'usage ultérieur que ce gouvernement pourrait faire des autres possibilités mises à sa disposition.

397. A la 1069^{ème} séance, le 13 septembre, le représentant du Brésil a examiné les conclusions du Comité spécial relatives à la Rhodésie du Sud et en a conclu que la situation était indubitablement une cause d'anxiété pour les Etats africains et pouvait expliquer leur attitude. Elle était aussi une source de grave préoccupation pour sa délégation. S'il était indéniable qu'elle ne constituait pas encore une menace grave à la paix et à la sécurité internationales, il était cependant incontestable qu'on y trouvait tous les éléments

propres à créer une situation très explosive. Il s'agissait d'un problème colonial caractérisé par un élément odieux de discrimination raciale, par la marque d'une emprise économique étrangère et par la menace du recours à la force. La ligne de conduite que les Etats africains demandaient au Royaume-Uni d'adopter montrait essentiellement qu'ils avaient confiance dans la sagesse politique de ce pays. Le Brésil partageait cette confiance, mais cette confiance allait au Royaume-Uni seul, et s'arrêtait là. Le représentant du Brésil a appuyé le projet de résolution commun (S/5425/Rev.1).

398. Le représentant du Venezuela a déclaré qu'il y avait un certain nombre de faits indiscutables dont l'un était que la Constitution de la Rhodésie du Sud établissait une discrimination entre la minorité blanche, qui ne représentait pas le dixième de la population totale, et l'immense majorité africaine dont elle méconnaissait les droits les plus élémentaires. La fonction publique n'était ouverte qu'aux seuls membres de la minorité blanche. Il y avait également un autre fait, à savoir que le Gouvernement de la Rhodésie du Sud défendait et pratiquait la politique de l'*apartheid*. La délégation vénézuélienne estimait que le Royaume-Uni, qui avait su mener si sagement sa politique de décolonisation, devrait, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité de la région, ne pas accorder la pleine autonomie au territoire de la Rhodésie du Sud tant que celui-ci ne serait pas doté d'un gouvernement véritablement représentatif. Il ne devrait pas non plus rendre à ce gouvernement le contrôle des forces armées qui devaient revenir à la Rhodésie du Sud à la suite de la dissolution de la Fédération.

399. Le représentant de la Norvège a indiqué que son pays n'approuvait pas un régime politique qui n'accordait le droit de vote qu'à une petite minorité de la population. Cependant, sa délégation se demandait si cet ensemble de problèmes délicats relevait de la compétence du Conseil de sécurité, et elle interprétait les assurances données par le Gouvernement britannique comme signifiant que la Rhodésie du Sud ne recevrait la pleine indépendance que lorsque le droit de vote aurait été considérablement élargi. Son gouvernement estimait qu'il aurait été préférable que le débat au Conseil de même que la décision qu'il prendrait n'eussent trait qu'aux plans visant à mettre les forces armées à la disposition du gouvernement minoritaire de la Rhodésie du Sud. L'exécution de ces plans pourrait influencer défavorablement sur l'évolution politique en Rhodésie du Sud, et on ne saurait exclure la possibilité que cette mesure provoque dans cette région un désaccord entre nations, au sens de l'Article 34 de la Charte. Le représentant de la Norvège a adressé au Gouvernement du Royaume-Uni un appel pour qu'il utilise toutes les possibilités qui s'offraient à lui pour résoudre pacifiquement les problèmes qui se posaient en Rhodésie du Sud, conformément aux dispositions de la Charte.

400. Le Président, prenant la parole en sa qualité de représentant des Philippines, après avoir fait le point de la question, a déclaré que, depuis la dix-septième session de l'Assemblée générale et depuis l'adoption de la résolution du Comité spécial des Vingt-Quatre, il n'y avait eu aucun changement dans l'attitude de la Puissance administrante ni aucune amélioration dans la situation explosive du territoire, qui s'est même aggravée. Sa délégation pensait comme les gouvernements africains que le transfert ou le retour de forces armées puissantes à une administration coloniale sur laquelle le Royaume-Uni prétendait n'avoir aucune autorité "constituerait une menace très grave à la paix mondiale". Elle persistait à penser que le Gouvernement du

Royaume-Uni avait le moyen de régler pacifiquement la question et elle faisait appel à lui pour qu'il réexamine sa position. Elle était prête à appuyer toute mesure constructive et efficace qui conduirait à une solution pacifique du problème, compte tenu des intérêts légitimes de toutes les parties en cause, notamment des populations autochtones africaines.

401. Le représentant du Royaume-Uni a émis l'opinion qu'il ne restait plus rien des premiers arguments sur lesquels on s'était appuyé pour faire appel au Conseil. Plusieurs membres du Conseil et d'ailleurs aussi de nombreux membres de l'Organisation s'inquiétaient beaucoup des incidences que pourrait avoir le débat et étaient loin de lui trouver une justification suffisante, tant du point de vue juridique que de celui des faits. Il a demandé à tous les membres du Conseil de peser soigneusement les conséquences qui pourraient découler de leur décision d'aller de l'avant et d'amener le Conseil à intervenir de façon injustifiée. Il n'était ni juste ni conforme à l'intérêt des peuples que le Conseil, qui était l'organe suprême pour le maintien de la paix, fût utilisé abusivement, pour des motifs politiques. L'adoption d'une résolution aggraverait la situation et affaiblirait l'autorité du Conseil. Ce qui avait été dit serait noté par les autres gouvernements et en premier lieu par le sien. Le mieux serait d'en rester là.

402. Le représentant du Ghana, après avoir réaffirmé la position de sa délégation, a déclaré que le problème n'était pas d'ordre juridique. C'était un problème humain, politique, et les Etats africains estimaient que le Royaume-Uni était en mesure d'influencer le cours des événements en Rhodésie du Sud.

Décision: *A la 1069ème séance, tenue le 13 septembre, le projet de résolution présenté par le Ghana, le Maroc et les Philippines (S/5425/Rev.1) a obtenu 8 voix pour et une voix contre (Royaume-Uni), avec 2 abstentions (France et Etats-Unis d'Amérique). Un membre permanent du Conseil de sécurité ayant voté contre, le projet de résolution n'a pas été adopté.*

403. Le représentant du Royaume-Uni a dit que son gouvernement était absolument convaincu que la dissolution en bon ordre de la Fédération, condition préalable de tout progrès en Afrique centrale, serait irrémédiablement compromise si son gouvernement accédait à la demande qui lui est faite de ne pas permettre le retour des pouvoirs au Gouvernement de la Rhodésie du Sud. Le Gouvernement du Royaume-Uni avait toujours estimé que la jouissance du droit de veto représentait une lourde responsabilité pour les Membres de l'Organisation qui le détenaient. Il ne se serait jamais laissé aller à en faire usage si les circonstances n'avaient pas été impérieuses.

404. Le représentant du Ghana a fait observer que c'était la première fois que le droit de veto avait été exercé à propos d'une question coloniale. Après avoir remercié ceux qui avaient voté pour le projet de résolution commun, il a dit que le résultat du vote avait été contre un régime de minorité et contre le transfert des

pouvoirs à un gouvernement raciste et antidémocratique. Le vote avait été en faveur d'une légère pression exercée sur le Royaume-Uni pour que celui-ci ne s'écarte pas de la voie qu'il avait déclaré vouloir suivre, celle de l'octroi de l'indépendance à ses colonies. Les débats n'avaient pas été une perte de temps.

405. Le représentant du Maroc a déclaré qu'il était pour le moins regrettable que le privilège du droit de veto eût été exercé dans une matière aussi importante. Cependant, les votes positifs exprimés en faveur du projet de résolution montraient clairement la valeur morale qui devait s'attacher à la décision du Conseil. Cela n'échapperait pas à l'opinion libérale du monde entier, et il était sûr que la grande puissance qui avait exercé son droit de veto ne manquerait pas non plus d'en tirer les conséquences. Il avait été autorisé par les délégations du Mali, de l'Ouganda, de la République arabe unie et du Tanganyika, qui étaient les porte-parole des délégations africaines, à affirmer que l'Afrique ne s'arrêterait pas devant une telle décision et qu'elle continuerait son combat.

406. Le représentant de l'URSS a déploré vivement qu'en raison de l'opposition du Royaume-Uni il n'eût pas été possible d'obtenir l'approbation du Conseil pour une décision dont l'objet était d'empêcher que la situation de la Rhodésie du Sud n'évolue d'une façon dangereuse pour la paix, et de sauvegarder les droits légitimes et imprescriptibles des populations africaines de ce territoire. Cela était d'autant plus affligeant que le projet de résolution était extrêmement modéré. Toutefois, la discussion avait attiré l'attention du monde sur la question. Le Royaume-Uni, qui avait empêché le Conseil de sécurité de prendre les mesures nécessaires, portait toute la responsabilité des conséquences de la crise de la Rhodésie du Sud, qui risquait de dégénérer en nouvelle tragédie sanglante.

C. — Communications ultérieures

407. Par une lettre en date du 26 mars 1964 (S/5626), le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a transmis le texte d'une résolution que le Comité avait adoptée le 23 mars. Au paragraphe 9 du dispositif de cette résolution, le Comité spécial attirait d'urgence l'attention du Conseil de sécurité sur la situation explosive qui régnait dans la Rhodésie du Sud et qui constituait une menace grave pour la paix et la sécurité internationales.

408. Par une lettre en date du 29 juin 1964 (S/5789), le Président du Comité spécial a transmis le texte d'une autre résolution adoptée par ce comité le 26 juin, et dont le paragraphe 4 du dispositif attirait d'urgence l'attention du Conseil de sécurité sur le rapport que le Sous-Comité de la Rhodésie du Sud avait présenté et, en particulier, sur les conclusions et recommandations qui y figuraient. Le texte de ce rapport (A/AC.109/L.128) était également transmis au Conseil.

Chapitre 5

LETTRE, EN DATE DU 26 DECEMBRE 1963, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE CHYPRE

A. — Examen de la question à la 1085ème séance (27 décembre 1963)

409. Par lettre en date du 26 décembre 1963 (S/5488), le représentant permanent de Chypre a demandé au Conseil de sécurité de se réunir d'urgence

pour examiner la plainte présentée par son gouvernement contre la Turquie pour "actes d'agression et d'ingérence dans les affaires intérieures de Chypre" par la menace et le recours à la force contre son intégrité territoriale et son indépendance politique. Le représentant de Chypre a cité à ce propos plusieurs

incidents qui s'étaient produits le 25 décembre, parmi lesquels la violation de l'espace aérien et des eaux territoriales chypriotes par des avions et des navires de guerre turcs, les menaces de recours à la force formulées par le Premier Ministre de la Turquie et l'entrée de troupes turques à Nicosia, où elles avaient fait cause commune avec les Chypriotes turcs insurgés. La plainte alléguait également que des émeutes et des combats entre les deux communautés avaient éclaté le 21 décembre à la suite d'une attaque lancée contre une patrouille de la police chypriote par une bande d'émeutiers turcs. Dans ces conditions, Chypre priait le Conseil de sécurité de prendre les mesures appropriées afin d'éviter de nouvelles violations de son indépendance, de son intégrité territoriale et de sa souveraineté.

410. Dans un télégramme en date du 26 décembre (S/5490), le président Makarios a informé le Secrétaire général que M. Zenon Rossides, représentant permanent de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies, était autorisé à représenter la République de Chypre devant le Conseil de sécurité. Le 27 décembre, M. Fazil Kutchuk, vice-président de la République de Chypre, dans un télégramme adressé au Secrétaire général par le représentant permanent de la Turquie (S/5491), a déclaré que dans un domaine aussi vital le Vice-Président, dont l'assentiment en matière de politique étrangère était requis, s'était vu privé de son droit, et que toute représentation que pourrait faire M. Rossides devrait être considérée comme illégale et inconstitutionnelle.

411. Le Conseil de sécurité a inscrit la question à l'ordre du jour de sa 1085^{ème} séance, tenue le 27 décembre 1963. Les représentants de Chypre, de la Turquie et de la Grèce ont été invités à participer, sans droit de vote, à la discussion.

412. Le représentant de Chypre a déclaré que, la veille de Noël, le Président et le Vice-Président de la République chypriote étaient convenus d'un cessez-le-feu et avaient pris des dispositions pour le maintien de la paix. Bien que la Turquie ait accepté le cessez-le-feu, des avions turcs avaient le même jour survolé Nicosia à basse altitude et terrorisé la ville. Le 27 décembre, des bâtiments turcs faisant route vers l'île avaient été aperçus à 25 milles de la côte chypriote. Par la suite, cependant, après que le Conseil de sécurité eut été avisé du danger, on avait signalé que les navires avaient changé de cap. Ces préparatifs de bataille navale, même s'il n'y avait pas eu invasion, avaient eu pour effet de terroriser les Grecs et d'inciter les Turcs à attaquer. La diplomatie de la canonnière appliquée par la Turquie ne pouvait avoir que de fâcheux effets.

413. Il fallait chercher l'origine des troubles, a déclaré le représentant de Chypre, dans certaines dispositions de la Constitution qui avaient divisé la population de l'île en deux camps et créé un climat d'hostilité dans chaque ville. Une autre disposition exigeait à l'Assemblée législative, en matière fiscale, l'accord de la majorité pour chaque communauté avec droit de veto. La division des tribunaux selon les communautés avait également amené des injustices dans le domaine judiciaire. En outre, la Constitution ne pouvait être modifiée, même avec l'assentiment des Chypriotes turcs et des Chypriotes grecs, sans l'accord de tierces puissances. Dans le but de remédier à cette situation, le Président de la République avait proposé aux dirigeants turcs de l'île d'examiner le problème. Il avait adressé une lettre au Vice-Président turc en en faisant parvenir une copie aux représentants diplomatiques du Royaume-Uni, de la Grèce et de la Turquie.

Mais, avant même que le Vice-Président ait répondu, le Gouvernement turc avait rejeté le 21 décembre les propositions de l'archevêque, et c'est probablement à la suite de ce refus que le Vice-Président avait dû les rejeter à son tour. Dans ces conditions, il appartenait à tous les pays entourant Chypre, et en particulier à ceux qui avaient des intérêts dans l'île, d'agir de manière pacifique. Le Gouvernement chypriote avait donc demandé au Conseil de considérer la question comme urgente, eu égard au respect du cessez-le-feu et au maintien de la paix dans l'île. Le représentant de Chypre a émis le vœu que le Conseil adopte une résolution tendant à encourager la coopération entre les deux communautés de Chypre et invitant tous les Etats à respecter l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de la République de Chypre et à s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre cette République.

414. Le représentant de la Turquie a répondu que depuis plus de deux ans se poursuivait une campagne au cours de laquelle les droits de la communauté turque de Chypre étaient méconnus, violés et supprimés. Ces droits avaient pourtant été définis et inclus dans la Constitution, en tant que garantie de l'existence et de la vie des Turcs à Chypre après les douloureux événements survenus quelques années auparavant. La nécessité de la reconnaissance de ces droits avait été elle-même reconnue par le Président de Chypre, et la Constitution avait été établie en conséquence. Le Tribunal suprême de Chypre, qui avait un Président neutre, avait souvent été amené à reconnaître que les gouvernants grecs de l'île n'avaient pas agi suivant la Constitution et n'avaient pas respecté les droits de la communauté turque.

415. Le représentant de la Turquie a ajouté que, dans la nuit du 21 au 22 décembre, les Chypriotes grecs avaient entrepris de massacrer la population turque et que la presse et la radio avaient donné les listes des femmes et des enfants turcs tués au cours de cette opération. La Turquie, en tant qu'Etat signataire des accords sur Chypre et en tant qu'Etat garant, ne pouvait rester indifférente devant ces événements. Dès le début, le Gouvernement turc s'était employé à arrêter les hostilités en lançant des appels tant aux chefs des deux communautés qu'aux signataires du Traité de garantie. Avec l'assentiment du Président de Chypre, les Gouvernements de la Turquie, de la Grèce et du Royaume-Uni avaient conclu un accord pour que leurs forces conjointes, placées sous commandement britannique, maintiennent l'ordre dans l'île. Il était donc surprenant que, au moment précis où le Gouvernement turc nourrissait des espoirs de paix, le représentant de Chypre soit venu devant le Conseil proférer contre la Turquie des accusations dénuées de tout fondement. Au nom de son gouvernement, le représentant de la Turquie pouvait démentir catégoriquement qu'il y ait jamais eu de navires turcs se dirigeant vers les côtes de Chypre, ajoutant que tout navire qui pouvait avoir été vu dans la région se rendait d'un port turc à un autre.

416. Le représentant de la Grèce a estimé que le Conseil ferait œuvre utile s'il encourageait les efforts déployés à Chypre pour l'application du cessez-le-feu. Comme le disait un message adressé par le Roi de Grèce au Président de la République turque, les informations recueillies par le Gouvernement grec avaient prouvé clairement que les événements tragiques des jours précédents avaient été provoqués par des groupes armés de Chypriotes turcs. En outre, des unités du régiment turc stationné dans l'île avaient quitté leur camp et occupaient des positions dans le voisinage de

Nicosia, et des avions militaires turcs, survolant Nicosia à basse altitude, avaient suscité l'inquiétude de la population chypriote. Ainsi que l'indiquaient des articles de presse, des préparatifs militaires se poursuivaient dans le sud de la Turquie et des troupes étaient concentrées dans les ports d'Iskenderun et de Mersin. De ce fait, le représentant de la Grèce comprenait très bien les inquiétudes de la population grecque de Chypre. Le Gouvernement grec serait heureux que le Conseil de sécurité puisse apporter à Chypre un message d'optimisme et apaiser les craintes de sa population.

417. Le représentant de Chypre a de son côté indiqué que son gouvernement ne se serait pas préoccupé des mouvements de navires turcs si le Premier Ministre de la Turquie n'avait déclaré la veille que la Turquie envairait des bâtiments à Chypre pour qu'ils interviennent. Il a soutenu que la déclaration du Premier Ministre turc était une violation du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. Si le Traité de garantie pouvait être interprété comme donnant à la Turquie, ou à n'importe quel autre pays, le droit de recourir à la force contre Chypre, alors le Traité lui-même était nul et sans effet, en vertu de l'Article 103 de la Charte. Il a fait observer que le président Makarios n'avait pas violé la Constitution de Chypre, car il n'avait fait que proposer des pourparlers. Mais, même s'il y avait eu violation, le Traité prévoyait qu'en cas de manquement les trois puissances garantes se consulteraient mutuellement en ce qui concernait les représentations à faire ou les mesures à prendre pour assurer le respect de ses dispositions. En vertu de l'Article 103 de la Charte des Nations Unies, les représentations et les mesures visées dans le Traité de garantie devaient être pacifiques.

418. Le représentant de la Turquie a répondu que le Roi de Grèce était mal informé sur les événements de Chypre. Il n'avait probablement obtenu ses informations que d'une seule des parties, celle qui avait commencé les attaques et les massacres. Les troupes turques de Chypre n'avaient pas pris part aux combats et il n'y avait eu qu'un survol de l'île par des avions turcs. Il aimerait bien avoir l'assurance que les terroristes de l'EOKA à Chypre respecteraient le cessez-le-feu et arrêteraient leur tuerie.

B. — Rapports du Secrétaire général et autres communications reçus entre le 28 décembre 1963 et le 19 février 1964

419. Par lettre en date du 28 décembre (S/5492), le représentant de Chypre a déclaré que le matin du 28 décembre, au moment même où le Conseil de sécurité examinait la plainte de son gouvernement relative aux menaces émanant de navires de guerre turcs au voisinage de l'île, trois avions à réaction militaires turcs avaient violé à nouveau l'espace aérien de Chypre en volant en rase-mottes et en décrivant des cercles au-dessus de Nicosia. Cet acte de violation de la souveraineté de Chypre et de menace contre la paix contredisait les assurances données par le représentant de la Turquie.

420. Par lettre en date du 30 décembre 1963 (S/5496), le représentant de la Turquie a déclaré que cette accusation était dénuée de fondement, tout comme l'était celle faite précédemment et selon laquelle des bâtiments turcs se dirigeaient vers Chypre.

421. Par lettre en date du 2 janvier 1964 (S/5502), le représentant de Chypre a allégué que l'accord de cessez-le-feu conclu le 29 décembre 1963 avait été rompu par le Gouvernement turc, du fait que celui-ci

avait constamment refusé de retirer son contingent des positions stratégiques qu'il avait arbitrairement occupées à Nicosia le 25 décembre 1963. En outre, les menaces d'invasion turque s'étaient aggravées. Il fallait donc que le Conseil de sécurité se réunisse pour protéger un Etat Membre contre une agression et empêcher une nouvelle détérioration de la situation.

422. Dans sa lettre du 7 janvier (S/5507), le représentant de la Turquie a déclaré qu'il s'abstiendrait provisoirement de réfuter en détail les allégations non fondées contenues dans la lettre du représentant de Chypre du 2 janvier (S/5502), afin de ne pas compromettre les chances de succès de la prochaine conférence.

423. Par lettre du 8 janvier (S/5508), le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, après avoir mentionné que des troubles avaient éclaté le 21 décembre entre les communautés de Chypre, a déclaré que, le 24 décembre, les Gouvernements britannique, grec et turc avaient adressé au Gouvernement chypriote un appel et une offre de bons offices. Le 25 décembre, les Gouvernements britannique, grec et turc avaient informé le Gouvernement chypriote qu'ils étaient disposés, s'ils y étaient invités, à aider à restaurer la paix et l'ordre grâce à une force commune placée sous commandement britannique et composée des forces des trois Etats déjà en garnison à Chypre. Le Gouvernement chypriote avait annoncé l'acceptation de cette offre dans un communiqué publié le 26 décembre. En conséquence, la force commune avait été établie sous le commandement du major général Young, commandant du district de Chypre. Par la suite, des progrès satisfaisants avaient été réalisés par l'intermédiaire du comité de liaison politique. Les Gouvernements britannique, grec, turc et chypriote avaient conjointement demandé au Secrétaire général de nommer un représentant qui exercerait les fonctions d'observateur des Nations Unies à Chypre. Des dispositions avaient également été prises en vue de convoquer à Londres, la semaine suivante, une conférence de représentants des trois gouvernements et des deux communautés.

424. Par lettre en date du 11 janvier (S/5512), le représentant de Chypre a fait savoir que les Gouvernements de Chypre, du Royaume-Uni, de la Grèce et de la Turquie étaient parvenus à un accord relatif à une conférence qui se tiendrait à Londres, pour chercher à résoudre les difficultés rencontrées. Cependant, depuis la conclusion de l'accord, tant la Turquie que les dirigeants de la communauté turque avaient pris plusieurs mesures successives tendant à mettre en danger l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre, à aller à l'encontre de l'objet même de la conférence et à en violer l'esprit. Le représentant de Chypre ajoutait que ces faits constituaient une nouvelle et grave menace contre la sécurité, l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre.

425. Dans un rapport au Conseil de sécurité publié le 13 janvier (S/5514), le Secrétaire général a rappelé que, dès le début des troubles de Chypre, le représentant de Chypre lui avait demandé de nommer un représentant personnel pour s'enquérir de la situation. Au cours de consultations ultérieures, les représentants de la Grèce, du Royaume-Uni et de la Turquie s'étaient associés à cette demande. Le Secrétaire général avait alors informé ces représentants qu'il devrait obtenir l'accord des gouvernements intéressés au sujet du mandat de son représentant personnel, ainsi que l'indication précise des tâches que celui-ci aurait à accomplir. Le 9 janvier, le représentant permanent de Chypre a fait savoir au Secrétaire général que son gouvernement

accepterait de voir confier le mandat suivant au représentant personnel du Secrétaire général: 1) il observerait les opérations de maintien de la paix et il rendrait compte au Secrétaire général; 2) à cette fin il aurait accès au Gouvernement chypriote par l'intermédiaire du Ministère des affaires étrangères de la République, au Président et au Vice-Président de la République ou à leurs représentants, au Haut Commissaire du Royaume-Uni ainsi qu'aux ambassadeurs de Grèce et de Turquie accrédités auprès du Gouvernement de la République et au Commandant britannique de la force de maintien de la paix; 3) il jouirait de la liberté de déplacement et de communication; 4) sa sécurité personnelle et celle de ses collaborateurs seraient assurées; 5) il n'accepterait aucune plainte individuelle pour violation de l'accord de cessez-le-feu. Le représentant de Chypre ajoutait dans sa communication que la mission du représentant personnel du Secrétaire général en tant qu'observateur serait de trois mois et que le Gouvernement de Chypre serait disposé à prendre tous les frais à sa charge.

426. Dans un rapport publié le 17 janvier (S/5516), le Secrétaire général a fait savoir qu'après avoir examiné les points de vue exprimés par les Gouvernements de Chypre, de la Grèce, du Royaume-Uni et de la Turquie il avait décidé de désigner le général P. S. Gyani en qualité de représentant personnel et de l'envoyer à Chypre suivre le progrès des opérations de maintien de la paix, pour une période initiale courant jusqu'à la fin de février 1964. Le 16 janvier, le Gouvernement de Chypre avait fait part de son accord et le Secrétaire général avait invité le général Gyani à partir pour Chypre le 17 janvier. Sur l'invitation des gouvernements participant à la Conférence de Londres, le Secrétaire général avait envoyé à Londres, le 16 janvier, son chef de Cabinet adjoint, M. José Rolz-Bennett, pour y conférer avec les Ministres des affaires étrangères de Chypre, de la Grèce, du Royaume-Uni et de la Turquie au sujet de la demande relative à l'envoi d'un représentant personnel du Secrétaire général à Chypre.

427. Se référant à la lettre du représentant de Chypre (S/5512), le représentant de la Turquie a, par lettre en date du 23 janvier (S/5521), affirmé que son gouvernement n'avait pas menacé l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre, mais qu'il s'était efforcé par tous les moyens de parvenir à un règlement pacifique de ce problème.

428. Par lettre en date du 29 janvier (S/5526), le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, se référant au rapport du Secrétaire général en date du 17 janvier et à son intention d'envoyer le général Gyani à Chypre en qualité de représentant personnel, a déclaré que la question de Chypre était à ce moment-là examinée par le Conseil de sécurité et qu'il incombait au Conseil, en vertu de la Charte, de prendre les mesures pratiques nécessaires pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

429. Par lettre en date du 3 février (S/5529), le représentant de Chypre a affirmé qu'alors que la Turquie niait avoir menacé l'intégrité territoriale et l'indépendance de Chypre (S/5522) son premier ministre ne faisait pas mystère des menaces impudentes et répétées auxquelles il se livrait contre cette même intégrité territoriale et cette même indépendance.

430. Par lettre en date du 7 février (S/5533), le représentant de la Turquie a de nouveau assuré que son gouvernement n'avait pas menacé l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre et a fait état, à ce propos, d'un passage d'une lettre adressée par le Pre-

mier Ministre aux chefs de gouvernement. Il ajoutait que le contingent turc stationné à Chypre en vertu du Traité d'alliance avait été obligé d'occuper une nouvelle position après qu'on eut tiré sur les locaux de l'ambassade turque. D'autre part, il était bien naturel que les Chypriotes turcs, menacés d'extermination, s'enfuient chez eux et cherchent refuge dans des villes habitées principalement par des Turcs.

431. Par lettre en date du 8 février (S/5534), le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a transmis au Président du Conseil de sécurité le texte du message que le Président du Conseil des ministres de l'URSS avait adressé le 7 février au Premier Ministre du Royaume-Uni, au Président des Etats-Unis d'Amérique, au Président de la République française, au Premier Ministre de Turquie et au Premier Ministre de Grèce au sujet de Chypre. M. Khrouchtchev y déclarait que la situation à Chypre n'avait cessé d'empirer et risquait de faire surgir de graves complications internationales dans la région de la Méditerranée orientale. Les désaccords, depuis longtemps attisés du dehors, entre les deux communautés, servaient de prétexte à une ingérence ouverte dans les affaires intérieures de la République de Chypre, Etat souverain et Membre de l'Organisation des Nations Unies. Certaines puissances de l'OTAN, au mépris de la Charte des Nations Unies, essayaient d'imposer au Gouvernement de Chypre une solution de leur choix. Leur but essentiel était fondamentalement l'occupation effective de l'île par les forces armées de l'OTAN, ce qui représentait une atteinte grossière à la souveraineté, à l'indépendance et à la liberté de la République de Chypre et une tentative de placer un petit Etat neutre sous le contrôle militaire de l'OTAN. Pour justifier les plans prévoyant l'envoi à Chypre de troupes de l'OTAN, on avait prétendu que les Chypriotes n'étaient pas en mesure de résoudre eux-mêmes leurs problèmes internes. Il ne faisait cependant pas de doute que le peuple chypriote était parfaitement capable de régler ses propres affaires intérieures et d'apporter à ses problèmes les solutions répondant le mieux à ses intérêts nationaux.

432. Tout portait à croire que les intéressés préféreraient traiter de la question de Chypre non au Conseil de sécurité, mais en conférence privée, où ils espéraient substituer l'arbitraire à la Charte des Nations Unies et briser ainsi la résistance d'un petit Etat par des pressions de l'extérieur. Des tentatives étaient faites pour enrêcher la discussion de la question au Conseil de sécurité, qui en avait été saisi à la demande du Gouvernement chypriote.

433. Le Gouvernement soviétique condamnait les plans d'intervention militaire et engageait les Etats intéressés à faire preuve de réserve et à calculer d'une manière réaliste, sous leurs divers aspects, toutes les conséquences que pouvait avoir une invasion armée de Chypre, et à respecter la souveraineté et l'indépendance de cette République. Bien que l'Union soviétique n'eût pas de frontière commune avec Chypre, elle ne pouvait rester indifférente à la situation qui se développait en Méditerranée orientale, région peu éloignée des frontières méridionales de l'URSS. Les dirigeants de l'Union soviétique, des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France, ainsi que des Etats voisins de Chypre — la Turquie et la Grèce —, devraient user de toute leur autorité et de toute leur influence pour empêcher une nouvelle aggravation de la situation, pour éteindre les passions attisées du dehors, qui avaient déjà eu un effet si défavorable, et contribuer ainsi au renforcement de la paix dans cette importante région.

434. Par lettre en date du 11 février (S/5537), le représentant du Royaume-Uni a transmis la réponse que le Premier Ministre de son pays avait envoyée le 8 février. Dans son message, le Premier Ministre se déclarait déçu que M. Khrouchtchev ait cru bon de formuler des accusations aussi offensantes que dénuées de fondement. La Grande-Bretagne ne poursuivait qu'un but à Chypre: aider à maintenir la paix et la sécurité. C'est pourquoi son gouvernement avait répondu favorablement au Gouvernement chypriote qui avait demandé l'aide des troupes britanniques pour maintenir l'ordre. La Grande-Bretagne, en consultation avec d'autres gouvernements, dont on ne pouvait mettre en doute l'intérêt qu'ils portaient à une solution pacifique du problème de l'île, avait essayé d'obtenir l'accord de toutes les parties intéressées en ce qui concernait l'adoption de mesures ultérieures destinées à aider les Chypriotes dans leurs efforts pour sauvegarder leur sécurité. Il n'était rien dans tout cela qui puisse, comme le prétendait M. Khrouchtchev, porter atteinte à la souveraineté, à l'indépendance et à la liberté d'un petit Etat. Le Premier Ministre espérait que M. Khrouchtchev reviserait son jugement et comprendrait que les motifs et les actes du Gouvernement britannique n'étaient pas ceux que M. Khrouchtchev avaient décrits dans son message. Il partageait l'opinion de ce dernier selon laquelle la situation à Chypre ne pouvait que se compliquer si les passions étaient excitées, particulièrement sous l'effet d'influences extérieures.

435. Par lettre en date du 13 février (S/5540), le représentant de la Turquie a affirmé que les Chypriotes grecs, aidés par la police grecque, avaient attaqué le quartier turc de Limassol et avaient tiré sur des Chypriotes turcs, parmi lesquels des femmes et des enfants. L'appel adressé par le Gouvernement turc au Gouvernement de Chypre afin de mettre fin à ces massacres n'avait pas donné de résultat, et les attaques avaient été finalement arrêtées grâce aux troupes britanniques de la force commune de maintien de la paix.

436. Dans sa réponse en date du 15 février (S/5544), le représentant de Chypre a cité le texte d'un télégramme officiel sur les événements de Limassol. Selon ce télégramme, depuis trois jours des terroristes turcs tiraient au hasard et sans provocation sur les citoyens innocents de la ville de Limassol et de ses faubourgs immédiats.

437. Par lettre en date du 15 février (S/5549), le représentant de la Grèce a transmis le message que le Premier Ministre de Grèce avait adressé le 11 février au Président du Conseil des ministres de l'URSS, en réponse à la lettre de M. Khrouchtchev du 7 février. Le Gouvernement grec y affirmait son attachement à une politique assurant les droits fondamentaux des Chypriotes et préservant l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Etat chypriote.

438. Dans un télégramme en date du 15 février 1964, adressé au Président de la République de Chypre et aux Ministres des affaires étrangères de Grèce et de Turquie (S/5554), le Secrétaire général a manifesté une profonde inquiétude devant la situation relative à Chypre, qui semblait empirer, et a lancé un appel urgent aux trois gouvernements pour qu'ils s'abstiennent de tous actes pouvant entraîner une aggravation de la situation et de nouvelles effusions de sang. Il a également prié les trois gouvernements d'user de toute leur influence pour obtenir qu'il n'y ait pas de nouvelles violences. Il demandait à tous les intéressés, et notamment aux membres des deux communautés chypriotes et à leurs dirigeants, de faire preuve de la plus grande

modération possible, surtout à un moment où le Conseil de sécurité se réunissait pour chercher une solution aux difficultés que connaissait Chypre.

439. Dans un télégramme en date du 16 février (S/5554), le Ministre des affaires étrangères de Grèce a répondu que, de l'avis de son gouvernement, assurer la sécurité intérieure et extérieure ainsi que l'indépendance de l'Etat chypriote constituait un problème qui devait être considéré comme présentant un caractère prioritaire. Il ajoutait que la Grèce plaçait toute sa confiance dans l'Organisation des Nations Unies et que l'autorité conférée par la Charte au Secrétaire général était un élément de poids qui pouvait servir de la façon la plus utile la cause de la paix.

440. Dans un télégramme en date du 16 janvier (S/5554), le Ministre des affaires étrangères de Turquie a répondu qu'il était sensible à l'inquiétude du Secrétaire général devant les actes de violence commis tout récemment à Limassol. Dès le début des événements sanglants dont l'objet était d'asservir par la force la communauté turque, le Gouvernement turc avait fait preuve de la plus grande patience et de la plus grande modération face à la provocation la plus flagrante. La Turquie avait toujours eu pour souci essentiel de chercher une solution rapide et pacifique conformément aux obligations conventionnelles concernant Chypre.

441. Dans un télégramme en date du 19 février (S/5554/Add.1), le Président Makarios s'est déclaré profondément sensible à l'utile intérêt que le Secrétaire général portait à Chypre. L'archevêque a ajouté que son gouvernement faisait pleinement confiance au Conseil de sécurité et à l'Organisation des Nations Unies, et était persuadé que leur contribution à la pacification et à la solution du problème de Chypre serait des plus importantes.

C. — Examen de la question de la 1094ème à la 1102ème séance (17 février-4 mars 1964)

442. Par lettre en date du 15 février (S/5543), le Royaume-Uni rappelait que les accords de Londres du 19 février 1959 avaient établi la structure fondamentale de la République de Chypre, y compris les dispositions régissant les rapports entre les deux communautés chypriotes. Par le Traité de garantie du 16 août 1960, les Gouvernements du Royaume-Uni, de la Grèce et de la Turquie avaient garanti l'indépendance, l'intégrité territoriale et la sécurité de la République de Chypre ainsi que les dispositions fondamentales de sa constitution. Le problème était d'intérêt international à cause des relations spéciales établies par le Traité, qui imposait des responsabilités particulières aux puissances garantes. Après que les Gouvernements du Royaume-Uni, de la Grèce et de la Turquie eurent donné suite à la demande du Gouvernement de Chypre tendant à ce que les unités militaires stationnées dans l'île aident à assurer l'observation du cessez-le-feu et le rétablissement de la paix, il était apparu qu'une force accrue de maintien de la paix serait nécessaire pour rétablir les conditions de la sécurité intérieure. Un accord précisant les arrangements à prendre en vue d'établir une force internationale pour le maintien de la paix avait été conclu entre les puissances garantes et certains autres gouvernements. Toutefois, le Gouvernement chypriote n'ayant pas été en mesure de les accepter, il n'avait pas été possible de donner effet à ces arrangements. Entre-temps, la sécurité dans l'île s'était sérieusement détériorée et la tension entre la communauté grecque et la communauté turque de Chypre s'était dangereusement aggravée, atteignant son point culminant avec les graves

violences dont la ville de Limassol avait été le théâtre le 12 février. Dans ces graves circonstances, le Royaume-Uni demandait que le Conseil de sécurité soit convoqué à bref délai pour examiner cette affaire urgente et pour prendre des mesures appropriées afin que la dangereuse situation actuelle puisse être réglée, compte dûment tenu des droits et des obligations des deux communautés chypriotes, du Gouvernement chypriote et des signataires du Traité de garantie.

443. Par lettre en date du 15 février (S/5545), le représentant de Chypre a déclaré que l'intensification des préparatifs de guerre et les déclarations du Gouvernement turc avaient rendu évident autant qu'imminent le danger d'invasion de Chypre. L'intégrité territoriale et l'unité de Chypre étaient encore menacées par le nouveau déploiement des contingents turcs à Chypre, et par la migration forcée des Turcs chypriotes, que l'on forçait à abandonner leurs foyers dans les villages gréco-turcs et à devenir des "réfugiés" malgré eux dans les villages purement turcs pour préparer la voie au partage de l'île. La menace qui pesait sur l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un petit pays, du fait d'une puissance voisine plus forte, constituait une violation directe de la Charte des Nations Unies. Chypre demandait que le Conseil de sécurité soit convoqué d'urgence afin de prendre les mesures appropriées prévues par les articles pertinents de la Charte.

444. Par lettre en date du 16 février (S/5550), le représentant de Chypre a déclaré que sa demande en vue d'une convocation urgente du Conseil de sécurité devait avoir priorité sur la requête du Royaume-Uni tendant à ce que le Conseil de sécurité soit convoqué à bref délai, et que, par conséquent, il appartenait à la délégation de Chypre d'ouvrir la discussion à ce sujet.

445. Par lettre en date du 17 février (S/5551), la Turquie faisait parvenir un télégramme du Dr Fazıl Küçük, vice-président de la République chypriote, où celui-ci mettait en question la validité des pouvoirs du représentant de Chypre et affirmait à nouveau que, selon la Constitution chypriote, aucune représentation unilatérale, c'est-à-dire sans la participation des Chypriotes turcs, ne pouvait être faite auprès des Nations Unies.

446. Le 17 février, le Ministre des affaires étrangères de Chypre a fait savoir au Président du Conseil de sécurité (S/5552) qu'il souhaitait participer, au nom de la République de Chypre, aux débats du Conseil, et que M. Rossides, représentant permanent de Chypre, exercerait les fonctions de représentant suppléant. Le 18 février, le Secrétaire général a fait savoir au Président du Conseil de sécurité (S/5553) qu'il avait reçu les pouvoirs, signés le 14 février par le Président de Chypre, et désignant M. Kyprianou, ministre des affaires étrangères de la République, comme représentant de Chypre au Conseil de sécurité lors des réunions consacrées à la question de Chypre; le Secrétaire général a déclaré qu'à son avis ces pouvoirs étaient en bonne et due forme.

447. Par lettre en date du 19 février (S/5555), la Turquie a transmis un télégramme de M. Fazıl Küçük, vice-président de Chypre, par lequel celui-ci demandait que le Conseil de sécurité entende son représentant, M. Rauf Denktaş, qui avait tous pouvoirs pour parler au nom des Turcs de Chypre. Cette requête a été appuyée par la Turquie dans une autre lettre portant la même date (S/5556).

448. A la 1095^{ème} séance, tenue le 18 février, le représentant de l'URSS, présentant une motion d'ordre,

a proposé que le premier représentant à prendre la parole soit le Ministre des affaires étrangères de Chypre. Cela était justifié par un certain nombre de raisons. Le Gouvernement de Chypre s'était adressé au Conseil pour demander protection, parce qu'il avait été menacé de l'extérieur, et sa plainte avait été inscrite à l'ordre du jour du Conseil. De plus, le représentant de Chypre avait demandé la convocation du Conseil avant le représentant du Royaume-Uni. Le Président a répondu que l'ordre dans lequel les représentants pouvaient prendre la parole devant le Conseil était déterminé par l'article 27 du règlement intérieur, aux termes duquel le Président devait donner la parole aux représentants dans l'ordre dans lequel ils l'avaient demandée. Après une nouvelle discussion, à laquelle ont participé les représentants de l'URSS, du Royaume-Uni et de la Tchécoslovaquie, le Président a donné la parole au représentant du Royaume-Uni.

449. Le représentant du Royaume-Uni, examinant les clauses du Traité de garantie, a déclaré qu'aux termes de l'article premier de ce traité Chypre s'était engagée à assurer le maintien de son indépendance, de son intégrité territoriale et de sa sécurité, ainsi que le respect de sa constitution. La République s'était engagée à ne participer intégralement ou partiellement à aucune union politique ou économique avec quelque Etat que ce soit. Cet article interdisait toute activité de nature à favoriser directement ou indirectement aussi bien l'union avec tout autre Etat que le partage de l'île. Dans l'article II, les Gouvernements de la Grèce, de la Turquie et du Royaume-Uni avaient pris acte des engagements de Chypre établis dans l'article premier, et avaient formellement reconnu et garanti l'indépendance, l'intégrité territoriale et la sécurité de la République, ainsi que l'ordre de choses établi par les articles fondamentaux de sa constitution. L'article IV prévoyait qu'en cas de violation des dispositions du Traité les trois puissances garantes s'engageaient à se concerter en vue des démarches ou mesures nécessaires pour assurer l'observation de ces dispositions. Dans la mesure où une action commune ou concertée ne s'avérerait pas possible, chacune des trois puissances se réservait le droit d'agir dans le but exclusif du rétablissement de l'ordre créé par le Traité. Les articles fondamentaux de la Constitution et les dispositions en garantissant le respect par les trois puissances garantes, ainsi que par le Gouvernement de Chypre, étaient indissolublement liés dans l'accord qui avait abouti à l'indépendance de Chypre. Le Traité de garantie était d'une importance particulière puisqu'il constituait la cheville ouvrière de cet accord compliqué, et portait sur "l'ordre de choses établi par les articles fondamentaux de la Constitution". Ces articles fondamentaux, qui étaient énumérés à l'annexe III de la Constitution, ne pouvaient être ni modifiés, ni complétés, ni abrogés. Le but principal de ces articles était d'assurer le respect et l'équilibre des droits et intérêts des deux principales communautés de l'île, c'est-à-dire les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs.

450. Toutes les parties avaient espéré que la Constitution serait un instrument qui permettrait aux deux communautés de surmonter leurs divergences de vues antérieures. Malheureusement, il n'en avait pas été ainsi. La tension entre les deux communautés n'avait fait qu'augmenter au cours des derniers mois de 1963 et, à la suite des incidents survenus le 21 décembre, des émeutes graves avaient éclaté entre les deux communautés. Le représentant du Royaume-Uni a passé en revue les événements qui avaient amené l'établissement d'une force pour le maintien de la paix, placée

sous commandement britannique et composée des forces britanniques, grecques et turques stationnées dans l'île. Les négociations pour parvenir à un accord à la Conférence de Londres risquant de se révéler difficiles et longues, le Royaume-Uni avait estimé que la tâche du maintien de la paix à Chypre devrait être partagée par d'autres pays qui envahiraient des contingents. Le 31 janvier, des propositions avaient été communiquées dans ce sens aux participants de la Conférence de Londres. Les États-Unis s'étaient associés au Royaume-Uni pour présenter ces propositions. La Grèce et la Turquie les avaient acceptées le 1er février, et elles avaient été soumises à l'archevêque Makarios et au Dr Küçük le jour suivant. Le 4 février, l'archevêque déclarait qu'il regrettait de ne pas pouvoir les accepter dans la forme où elles lui avaient été présentées. Il avait accepté le principe d'une force internationale placée sous l'autorité du Conseil de sécurité, mais il avait précisé que sa composition devrait auparavant faire l'objet d'un accord, et qu'elle ne devrait pas comprendre d'unités grecques ni turques. D'après lui, cette force devrait avoir notamment pour mandat de protéger l'intégrité territoriale de Chypre et d'aider à rétablir des conditions normales. Le Royaume-Uni, agissant conjointement avec les États-Unis, a alors conclu un accord avec les Gouvernements grec et turc sur les termes de nouvelles propositions, qui ont été présentées à l'archevêque Makarios le 12 février. Ces nouvelles propositions étaient réalistes et pratiques et tenaient dûment compte de la position de toutes les parties directement intéressées. Malheureusement, l'archevêque Makarios n'avait cependant pas pu, cette fois encore, accepter les propositions révisées qui lui étaient présentées, et il avait soumis un certain nombre de contre-propositions.

451. Il fallait se rappeler que ces négociations n'avaient pas lieu dans le vide. Il s'était produit, dans l'île, de nombreux incidents armés qui avaient abouti à des troubles extrêmement violents à Limassol.

452. Dans ces circonstances graves, le Royaume-Uni avait demandé que le Conseil de sécurité se réunît au plus tôt. Le Royaume-Uni avait toujours agi, en ce qui concernait la situation à Chypre, conformément au Traité de garantie, et les forces britanniques se trouvaient dans l'île à la suite de l'invitation du Gouvernement chypriote. Depuis le début, les efforts du Royaume-Uni avaient tendu à rétablir le calme et la paix. Cependant, le Gouvernement du Royaume-Uni ne souhaitait pas continuer à assumer seul, un jour de plus qu'il n'était nécessaire, le fardeau de cette opération de maintien de la paix et, en conséquence, il avait à plusieurs reprises formulé des propositions visant à adjoindre à la force des contingents venant d'autres pays. La Grande-Bretagne avait toujours indiqué clairement son intention d'agir avec l'assentiment des autorités dûment constituées de Chypre, et il n'avait jamais été question de mettre en œuvre des propositions quelconques sans cet assentiment. Le Conseil de sécurité était chargé de maintenir la paix internationale, mais cette responsabilité devait s'exercer d'une manière conforme aux traités qui garantissaient l'indépendance de Chypre et les droits constitutionnels des communautés. De l'avis du représentant du Royaume-Uni, un projet de résolution sur la question devrait appuyer l'appel déjà adressé par le Secrétaire général, demander aux parties intéressées, y compris les puissances garantes, de mettre dès que possible sur pied, en consultation avec le Secrétaire général, une force de maintien de la paix efficace, et prévoir, sous une forme appropriée, un accord sur la désignation d'un médiateur impartial. Le Conseil voudrait sans doute demander également à

toutes les autorités et à tous les États intéressés de respecter l'indépendance, l'intégrité territoriale et la sécurité de la République de Chypre, conformément au Traité de garantie et comme le prévoyaient les articles fondamentaux de la Constitution.

453. Le Ministre des affaires étrangères de Chypre tenait à préciser que son gouvernement considérerait comme nul et non avenue tout traité qui, de l'avis de l'une des parties, restreindrait l'indépendance et la souveraineté de l'État. Chypre était devenue Membre des Nations Unies après la conclusion des Traités de Londres et de Zurich, et aucun pays n'avait le droit d'intervenir militairement à Chypre. Passant en revue les aspects historiques de la question, il a dit que, dans le passé, les différentes populations de l'île avaient vécu en bonne intelligence. La lutte qui avait éclaté entre les deux communautés et les incidents récents étaient les symptômes d'autres causes. Son gouvernement avait en sa possession des documents officiels qui établissaient de façon irréfutable que la Turquie poursuivait envers Chypre une politique de provocation qui reposait sur un plan bien arrêté de cultiver dans l'île l'idée d'une séparation des deux communautés en vue d'aboutir en fin de compte au partage. Le représentant de Chypre a déclaré que l'aviation militaire turque avait violé trois fois l'espace aérien chypriote, les 25, 26 et 28 décembre, bien qu'une seule de ces violations ait été reconnue. Le 25 décembre, le contingent militaire turc, stationné à Chypre en vertu des accords de Zurich et de Londres, était sorti de ses casernements pour occuper des positions de combat face au secteur grec de Nicosia, en violation du paragraphe 2 de l'article 5 de l'Accord d'application du Traité d'alliance. Le même jour, le Premier Ministre de la Turquie avait déclaré que les bâtiments de guerre turcs avaient quitté Constantinople en direction de Chypre et qu'ils ne seraient rappelés que si les combats cessaient dans l'île. Dans la nuit du 26 au 27 décembre, trois transports de troupes, quatre contre-torpilleurs et trois sous-marins s'étaient approchés à quelques milles des côtes chypriotes, puis avaient brusquement changé de cap, sans aucun doute en raison de la décision prise par le Conseil de sécurité.

454. Chypre avait accepté de participer à la Conférence de Londres, estimant qu'il était de son devoir, en vertu de la Charte des Nations Unies, d'épuiser toutes les possibilités de règlement amiable avant de prendre toute autre décision. A cette conférence, le Gouvernement chypriote s'était montré aussi patient que possible. Plus d'une fois, on avait fait comprendre à Chypre que, si elle ne cédait pas sur tel ou tel point, les conversations risqueraient d'être rompues et que les Turcs envahiraient l'île. Lorsqu'il fut devenu évident qu'on ne pourrait parvenir à la Conférence à aucun accord au sujet de la création d'une force pour le maintien de la paix, on s'était intéressé à la question de la création d'une force internationale. Le Gouvernement chypriote avait soutenu que la force internationale devrait être placée sous le contrôle du Conseil de sécurité, seul organisme international qui ait compétence en la matière. Afin de faciliter la tâche du Conseil de sécurité, Chypre avait proposé de s'entendre avec les autres parties tant sur la composition que sur le mandat de cette force avant de soumettre la question au Conseil. On avait cependant essayé d'empêcher Chypre de saisir le Conseil. Selon le Gouvernement chypriote, la force internationale devait avoir pour mandat non seulement d'assurer le maintien de la paix, mais aussi de prêter assistance au Gouvernement de Chypre pour rétablir l'ordre, et, en ce qui concerne le fond du problème, de protéger l'intégrité territoriale et

l'indépendance de Chypre. Autrement, la paix ne pourrait être maintenue même avec un demi-million de soldats dans l'île. Chypre était prête à examiner toutes suggestions et à participer à toutes discussions relatives à la solution politique du problème et aux aspects de ce problème qui intéressent le maintien de la paix, mais dans le cadre des Nations Unies. Le représentant de Chypre insistait sur le fait que l'intégrité territoriale, l'unité, la souveraineté et l'indépendance complète de Chypre ne sauraient faire l'objet de négociations. C'était là ce que son gouvernement avait demandé au Conseil de sécurité de protéger et de sauvegarder, et Chypre, en tant que Membre des Nations Unies, à pleine égalité de droits avec les autres, avait droit à cette protection.

455. Le représentant de la Turquie a répondu que, le 27 décembre, le représentant chypriote grec avait demandé une réunion urgente du Conseil sous le prétexte fallacieux que Chypre était menacée d'une invasion imminente par la Turquie. Les bâtiments turcs, dont avait parlé le Ministre des affaires étrangères de Chypre, avaient été aperçus s'éloignant de Chypre, et non se dirigeant vers l'île, à une distance de 38 milles de la côte chypriote. Comme l'île était située à 40 milles de la Turquie, les navires en question se trouvaient normalement dans les eaux territoriales turques. Par ailleurs, le commandant en chef britannique de la force commune pour le maintien de la paix à Chypre avait précisé dans une déclaration écrite que les unités turques stationnées dans l'île avaient agi et continuaient d'agir uniquement sur ses ordres. De plus, la preuve avait été faite qu'au moment où avait été demandée la convocation urgente du Conseil aucun avion turc n'avait survolé Chypre depuis trois jours. Un seul avion avait survolé le territoire, le 25 décembre, demandant l'arrêt des effusions de sang dans l'île. Ces accusations mensongères avaient pour but de détourner l'attention du monde des crimes dont la communauté turque de Chypre avait été victime. Le 27 décembre, les correspondants étrangers à Chypre avaient pu pour la première fois depuis une semaine franchir les positions des terroristes chypriotes grecs qui encerclaient la communauté turque de Nicosia depuis une semaine. Le 28 décembre, la presse mondiale avait rapporté pour la première fois ce qu'avaient vu des journalistes impartiaux, qui avaient été témoins des crimes horribles perpétrés dans le secteur turc de Nicosia. La requête la plus récente des Chypriotes grecs en vue d'une nouvelle réunion du Conseil avait coïncidé avec l'horrible attaque préméditée des quartiers résidentiels turcs de Limassol par la police chypriote grecque et des bandes de civils chypriotes grecs la nuit précédente.

456. Le représentant de la Turquie a rappelé que les objectifs des accords de Zurich et de Londres avaient été d'assurer l'équilibre et l'harmonie entre les deux communautés, de sauvegarder les intérêts de la Turquie, de la Grèce et du Royaume-Uni, et d'assurer la paix dans la région. A cette fin, l'indépendance avait été accordée à Chypre avec une Constitution spéciale, qui stipulait que Chypre serait une république et aurait un régime présidentiel, le Président étant un Chypriote grec et le Vice-Président un Chypriote turc, élus chacun par leurs communautés respectives. Pour éviter que les Grecs qui étaient en majorité numérique ne méconnaissent éventuellement les intérêts de la communauté turque, le Vice-Président avait reçu un droit de veto pour certaines questions de politique étrangère, de défense et de sécurité. En matière fiscale, la Constitution exigeait l'accord de la majorité des membres turcs et des membres grecs du Parlement. De plus,

trois traités internationaux avaient garanti le statut de Chypre en vertu de sa constitution, et pourvu aux besoins mutuels de défense de l'île et de la région. L'un d'entre eux, le Traité de garantie, conclu entre le Royaume-Uni, la Grèce, la Turquie et Chypre, était destiné à sauvegarder l'indépendance, l'intégrité territoriale et la sécurité de Chypre, ainsi que les articles fondamentaux de sa constitution. Le représentant de la Turquie a dit que ces traités et les articles fondamentaux de la Constitution avaient représenté une formule de compromis acceptable pour toutes les parties, et qu'ils avaient constitué la véritable raison d'être de l'indépendance de Chypre. Ce compromis était en complet accord avec la résolution 1287 (XIII) de l'Assemblée générale, en date du 6 février 1957.

457. Les tragiques événements survenus récemment avaient démontré que même ces garanties n'étaient pas suffisantes pour protéger la minorité turque contre le fanatisme de certains extrémistes parmi les Chypriotes grecs. D'après le représentant de la Turquie, les traités ainsi que la Constitution auraient pu être le fondement d'une paix durable à Chypre entre les parties intéressées s'ils avaient été mis en œuvre de bonne foi. Malheureusement, il s'était avéré rapidement que l'archevêque Makarios, qui n'avait élevé aucune objection au moment de la signature des accords de Londres et de Zurich, était décidé à apporter des changements au statut de l'île, et notamment à supprimer les garanties apportées à la communauté turque. En novembre 1963, l'archevêque avait soumis au Vice-Président, le Dr Küçük, et aux trois puissances garantes, un mémorandum dans lequel il présentait 13 propositions d'amendement des articles fondamentaux de la Constitution, lesquelles tendaient à enlever à la communauté turque les droits qui avaient été considérés comme essentiels pour sa protection par les accords de Zurich et de Londres. La communauté chypriote turque et le Gouvernement turc avaient refusé d'accepter ces propositions.

458. Le représentant de la Turquie a décrit les incidents des 21 et 25 décembre 1963 qui avaient fait, a-t-il dit, des centaines de morts et encore plus de blessés parmi les Chypriotes turcs. Les vivres et l'eau avaient été coupés dans les quartiers turcs, les livraisons de produits pharmaceutiques avaient été suspendues et toutes les communications avaient été interrompues. Ce n'était qu'après ces incidents que l'archevêque Makarios avait consenti à un cessez-le-feu. Mais les terroristes chypriotes grecs, avec la participation des forces de sécurité chypriotes, avaient poursuivi leur campagne de terreur. D'innombrables cargaisons d'armes continuaient d'arriver dans l'île où elles étaient rapidement distribuées aux terroristes grecs.

459. Le représentant de la Turquie a dit que les dirigeants chypriotes grecs souhaitaient obtenir une résolution des Nations Unies qui ne ferait état que de l'intégrité et de l'inviolabilité territoriales pour pouvoir l'interpréter comme mettant fin à leurs engagements et abrogeant les traités internationaux. Ils pourraient ainsi exterminer définitivement les Chypriotes turcs sans risque d'intervention extérieure. C'est pourquoi le Conseil de sécurité avait été appelé à se réunir dans la nuit, le 27 décembre et le 15 février, sous prétexte qu'une attaque surprise de la Turquie était imminente. Mais l'intérêt vital des nations ainsi que la vie et les droits de milliers d'êtres humains ne pouvaient être décidés par des subterfuges de procédure ni par d'habiles stratagèmes. Le Conseil de sécurité, a déclaré le représentant de la Turquie, se trouvait aux prises avec un problème grave; une résolution du Conseil de sécurité

pouvait-elle abroger, suspendre ou modifier un traité international qui avait été dûment négocié, signé et ratifié? Comme l'avaient prouvé les tragiques incidents survenus à Chypre, l'organisation actuelle n'était pas suffisante pour sauvegarder la vie et les droits des membres de la communauté turque de Chypre. Toutefois, en abordant le problème avec réalisme, on pourrait certainement trouver une base plus satisfaisante pour permettre aux deux communautés de vivre en paix.

460. Le représentant de la Grèce a déclaré que son gouvernement avait accepté le principe d'une force internationale qui serait placée sous les auspices des Nations Unies. Si les propositions qui avaient été formulées aux différents stades des négociations avaient échoué, c'était parce qu'elles n'avaient pu fournir des assurances suffisantes à un Etat qui sentait son existence même et son indépendance menacées.

461. Quant au prétendu droit d'intervention et à l'interprétation du paragraphe 2 de l'article 4 du Traité de garantie, seule la Cour internationale de Justice pouvait statuer avec autorité. Mais, du point de vue politique, le représentant de la Grèce craignait, alors que plusieurs puissances négociaient les moyens de rétablir l'ordre et que les Nations Unies elles-mêmes étaient saisies de la question, qu'une intervention extérieure ne risque de généraliser le conflit. Chypre réclamait le respect de son indépendance et de son intégrité, concept qui avait été à la base des arrangements qui, en 1959, avaient mis fin à une situation critique. Les Chypriotes n'avaient pu exercer leur droit à l'autodétermination, l'un des principes fondamentaux de la Charte, et ils avaient été appelés à en faire le sacrifice en faveur de la cause de la paix. Ils avaient consenti aux accords de Zurich et de Londres qui avaient déçu leurs aspirations. D'après le représentant de la Grèce, les trois puissances garantes, ainsi que la République de Chypre, devaient poursuivre un seul but commun: rétablir l'ordre à Chypre afin de rendre possible la recherche d'une solution au fond du problème.

462. A la 1096^{ème} séance, tenue le 19 février, le représentant de l'URSS a fait observer qu'il s'agissait désormais d'une menace directe d'agression militaire contre Chypre, d'une atteinte à la liberté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale d'un Membre des Nations Unies. Dans la lettre adressée au Président du Conseil par le Royaume-Uni (S/5543), on essayait d'utiliser l'article IV du "Traité de garantie" pour justifier l'intervention militaire directe du Royaume-Uni dans les affaires intérieures de Chypre. Les représentants du Royaume-Uni et de la Turquie, dans leurs déclarations au Conseil, n'avaient donné aucune assurance que la force militaire ne serait pas employée contre Chypre. Le Conseil était cependant en droit d'attendre une réponse directe et sans ambiguïté à cette question. La vraie raison de la tension était que certaines puissances prenaient prétexte des dissensions communautaires, qui avaient été fomentées du dehors, pour imposer au peuple et au gouvernement de Chypre, au mépris de la Charte des Nations Unies et des normes universellement reconnues du droit international, une solution qui convienne aux pays de l'OTAN. Seul le peuple de Chypre avait le droit de décider comment résoudre ses problèmes intérieurs; il était sans aucun doute capable de régler ses propres affaires. La vérité était que, s'il n'y avait pas eu d'intervention étrangère dans les affaires intérieures de Chypre et si les agissements de certaines puissances n'avaient pas créé une menace contre la liberté et l'intégrité de Chypre, il n'aurait pas été nécessaire de réunir le Conseil de sécurité car la question ne se serait jamais posée.

Le Ministre des affaires étrangères de Chypre avait rejeté à bon droit les insinuations du représentant du Royaume-Uni tendant à créer l'impression que le président Makarios ne tenait pas au rétablissement de la paix à Chypre. Les complications survenues à Chypre trouvaient leur origine, selon le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, dans les accords inégaux qui avaient été imposés à ce petit pays. Les Chypriotes n'avaient même pas été admis à participer en 1959 aux négociations de Zurich et de Londres, au cours desquelles la Constitution chypriote avait été préparée par des étrangers qui avaient jeté les bases de ces accords inégaux, que l'on avait soumis ensuite à Chypre sous forme d'ultimatum. A la suite de ceux-ci, des bases britanniques avaient été créées à Chypre et des forces armées de trois puissances de l'OTAN y avaient été stationnées. Récemment, des troupes étrangères avaient été redéployées à Chypre. Elles étaient entrées en conflit les unes avec les autres, se conduisant comme si elles se trouvaient sur un champ de manœuvres de l'OTAN. On s'efforçait de masquer toutes ces violations flagrantes de l'indépendance de Chypre par des allusions à certains "droits" qui auraient découlé de ces accords inégaux. On avait essayé de créer l'impression que les troupes étrangères avaient été invitées de bon gré par le Gouvernement de Chypre. Le représentant de Chypre avait également fait état des "nouvelles complications" et de l'intervention turque dont son pays avait été constamment menacé à la Conférence de Londres.

463. Chypre n'avait pas eu le choix, et ses craintes étaient pleinement justifiées. Précisément pour cette raison, quelques puissances de l'OTAN avaient décidé d'examiner la question non pas au Conseil de sécurité, mais à huis clos à la Conférence de Londres, et elles avaient essayé d'imposer leurs forces armées à Chypre. Mais, lorsqu'il était devenu évident que la discussion de cette question par le Conseil ne pourrait pas être évitée, elles avaient décidé de prendre les devants et notamment de devancer le représentant de Chypre. Elles espéraient bénéficier d'une certaine indulgence de la part du Conseil pour leurs agissements illégaux antérieurs, le représentant du Royaume-Uni ayant fait appel au Conseil pour confirmer les traités inégaux qui avaient été imposés à Chypre. Les prétendus traités de garantie n'étaient absolument pas valides, en vertu de l'Article 103 de la Charte des Nations Unies. Le représentant de l'URSS a réitéré les vues qui avaient été exposées dans la lettre de M. Khrouchtchev du 7 février 1964 (S/5534). Les événements dont Chypre était le centre et la menace constante d'agression avaient affecté les intérêts d'autres pays et le problème fondamental de la paix dans la région. Les agissements unilatéraux des Etats membres de l'OTAN vis-à-vis de Chypre ne laissaient aucun doute quant à leur nature. Le représentant de l'URSS a déclaré qu'en vertu du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte tout Membre des Nations Unies était tenu de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de tout Etat. C'était là une obligation absolue qui, comme le précise l'Article 103, ne pouvait être annulée par aucun traité ni accord. Le Gouvernement soviétique priait instamment tous les Etats intéressés, en particulier des Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, d'user de toute leur influence et de toute leur autorité pour empêcher que la situation ne s'aggrave davantage à Chypre et autour de Chypre.

464. Le Conseil de sécurité devait prendre d'urgence des mesures pour protéger la République de Chypre contre l'agression, pour prévenir et empêcher

toute ingérence étrangère dans les affaires étrangères de ce petit pays, Membre de l'ONU. Le devoir du Conseil était d'assurer l'indépendance nationale, ainsi que l'inviolabilité et l'intégrité territoriales de Chypre, et de faire respecter la souveraineté, la liberté et l'indépendance de la République de Chypre, conformément aux buts et aux dispositions fondamentales de la Charte de l'ONU.

465. Le représentant du Royaume-Uni a répondu que les troupes britanniques avaient opéré à Chypre depuis le 28 décembre 1963, à la demande du Gouvernement de Chypre, pour maintenir la paix dans l'île. Le Gouvernement de Chypre et les deux communautés de l'île s'étaient publiquement reconnus redevables envers les troupes britanniques qui s'étaient acquittées de leur tâche sans qu'il y eût eu une seule victime dans l'une ou l'autre communauté.

466. Le représentant des Etats-Unis a observé que le Traité de garantie faisait partie intégrante des dispositions organiques qui avaient créé la République de Chypre, et qu'il avait conféré aux puissances garantes certaines responsabilités du point de vue du respect de la Constitution, y compris l'équilibre soigneusement négocié et la protection des deux communautés chypriotes. Le Conseil de sécurité ne pouvait abroger, dénoncer ni modifier dans ses termes ou dans ses effets le Traité de garantie, pas plus que tout autre traité international. Le Traité de garantie ne pouvait être abrogé ou modifié que par accord entre tous les signataires ou conformément à ses propres dispositions. D'après le représentant des Etats-Unis, ni la Turquie, ni la Grèce, ni personne d'autre ne menaçait l'indépendance de Chypre. Ce qui était permis, d'après les termes du Traité, c'était d'agir dans le but exclusif du rétablissement de l'ordre créé par le Traité.

467. Les Etats-Unis étaient très préoccupés par la gravité de la situation et par la nécessité impérieuse de maintenir la paix en Méditerranée. Le Conseil de sécurité devait parvenir au plus tôt à un accord sur la constitution d'une force internationale pour le maintien de la paix, dont la nécessité avait été reconnue par tous, y compris le président Makarios. La tâche la plus urgente du Conseil et le devoir du Gouvernement de Chypre consistaient à rétablir la paix entre les communautés et à arrêter l'effusion de sang. Une fois la paix rétablie entre les communautés, il ne serait plus question de prendre des mesures en vertu du Traité de garantie. Le Gouvernement des Etats-Unis avait bien précisé qu'il était prêt à participer à une force de maintien de la paix, mais seulement à la demande de toutes les parties intéressées. Il devait être tout aussi clair que ni les Etats-Unis ni aucune autre puissance occidentale n'avaient cherché à imposer leur volonté au Gouvernement de Chypre; personne n'avait même proposé que la force internationale ne soit composée que d'unités militaires des pays de l'OTAN. Les parties intéressées devraient décider elles-mêmes quels pays participeraient à la constitution d'une telle force. Le Conseil de sécurité devait aussi contribuer efficacement au rétablissement des conditions qui permettraient de rechercher une solution politique durable, compte dûment tenu des intérêts, des droits et des responsabilités de toutes les parties intéressées. Le Gouvernement des Etats-Unis n'avait pas d'opinion arrêtée quant à la forme que pourrait revêtir un règlement définitif, et il appartenait selon lui aux dirigeants des deux communautés de résoudre ensemble leurs litiges. Les Etats-Unis recommandaient instamment au Conseil de demander au Gouvernement de Chypre et aux puissances garantes de désigner, en consultation avec le Secrétaire général, un

médiateur impartial chargé d'aider les parties à parvenir à un règlement politique permettant aux deux communautés de vivre en paix l'une avec l'autre.

468. A la 1097ème séance, tenue le 25 février, le Secrétaire général a informé le Conseil que, pendant la majeure partie des entretiens qu'il avait eus avec les parties en cause, celles-ci avaient exposé leurs vues sur le problème et sur la façon de le résoudre. Il n'avait pas proposé de solution, mais avait cherché à préciser les questions fondamentales et à voir dans quelle mesure un terrain d'entente pouvait être trouvé entre les parties. Il avait tenu informé chaque membre du Conseil des progrès de ces entretiens. Ces entretiens avaient permis de dégager plus nettement la position exacte de chacune des parties, et il était convaincu que tous les intéressés étaient animés du désir sincère de rechercher une solution pacifique. S'il subsistait des divergences sur plusieurs questions fondamentales, un certain progrès avait été réalisé sur divers autres points. Ces entretiens avaient été entrepris dans le contexte de la Charte et sans perdre de vue ni seul instant l'autorité du Conseil de sécurité. Il n'était pas question que le Secrétaire général envoie à Chypre, sans l'accord du Conseil, une force de maintien de la paix. La présence à Chypre de son représentant personnel, le général Gyani, avait permis au Secrétaire général de se tenir informé de la situation dans l'île et avait contribué à y créer une certaine détente. Le Secrétaire général avait reçu des réponses très encourageantes à l'appel à la modération qu'il avait adressé le 15 février au Président de Chypre et aux Ministres des affaires étrangères de Grèce et de Turquie. Il a exprimé l'espoir que le Conseil trouverait un moyen raisonnable et pratique de sortir de ce qui semblait être une impasse. Il se tenait à la disposition de tous et ferait tout ce qui semblerait indiqué pour aider à trouver une solution.

469. Le représentant du Maroc a fait observer que les liens maintenus en vertu des Traités de Zurich et de Londres avaient imposé à Chypre un certain nombre de limitations d'ordre constitutionnel; c'était là une situation de fait qui était difficilement conciliable avec l'exercice effectif de la souveraineté nationale. Si la minorité turque tenait désespérément aux Accords de Zurich et de Londres, c'était peut-être parce qu'elle voyait dans ces textes les seules garanties dont elle disposait pour faire respecter ses droits. La délégation marocaine souhaitait que ces garanties ne soient pas mises en cause brusquement et de façon unilatérale, car, sans elles, il y avait lieu de craindre pour l'existence même de Chypre en tant qu'Etat. Un amendement éventuel des clauses de garantie de la Constitution, entrepris dans un esprit de respect pour les droits des communautés, donnerait les garanties nécessaires à la minorité turque. Il n'appartenait pas au Conseil, à ce stade, de situer les responsabilités du déchainement de violences dans l'île. Cependant, si les incidents continuaient et se généralisaient, ils risqueraient d'entraîner une intervention extérieure qui, dans ces conditions, pourrait trouver une justification non seulement dans un droit conféré par les accords, mais aussi dans le fait que l'existence d'une population entière se trouverait sérieusement menacée. Le représentant du Maroc a exprimé l'espoir que la crise ne deviendrait pas un enjeu de la guerre froide et que des intérêts étrangers antagonistes ne viendraient pas s'affronter à propos d'un Etat qui pratiquait une politique de non-alignement. Il s'est déclaré convaincu que les efforts déployés par le Secrétaire général et par le Conseil, une fois couronnés de succès, constitueraient la meilleure ga-

rantie pour le retour à la paix dans cette partie du monde.

470. Le représentant de la Norvège a déclaré que, de l'avis de son gouvernement, il n'appartenait pas au Conseil de se prononcer sur la Constitution d'un pays Membre, non plus que sur une série de traités qui avaient été négociés en tant qu'élément du processus d'octroi de l'indépendance à ce pays. Il ne voyait aucun conflit entre, d'une part, la qualité d'Etat Membre de Chypre et la Charte des Nations Unies et, d'autre part, la Constitution de Chypre et les traités. Il a rappelé que cette question n'avait pas été soulevée lors de l'admission de Chypre aux Nations Unies. La révision de la Constitution et de ces traités était une affaire qui relevait du peuple de Chypre et des parties aux traités. Avec l'aide des Nations Unies et grâce à la bonne volonté et à la coopération des parties intéressées, il devait être possible de concilier les intérêts respectifs des deux communautés, de façon qu'elles puissent vivre ensemble dans un esprit de confiance et de coopération pacifique. La délégation norvégienne tenait à insister auprès des parties pour qu'elles coopèrent avec le Secrétaire général en vue d'un accord pour la création d'une force internationale de maintien de la paix à Chypre. Il n'était pas indiqué que le Conseil arrête en détail la façon dont cette force serait organisée, mais il serait bon qu'elle soit créée sans obligations financières de la part des Nations Unies.

471. Le représentant de la Tchécoslovaquie a dit que rien n'indiquait que le Gouvernement de Chypre se refusait à assurer aux membres de la communauté turque une égalité de droits pleine et entière à tous égards. Il était compréhensible, cependant, que ce gouvernement ne pût admettre que les chefs d'une minorité dotée de privilèges perpétuels et appuyée par un Etat étranger puissant et fortement armé eussent le moyen d'imposer leurs volontés à la majorité de la population et, par leur droit de veto, de paralyser constamment le fonctionnement du gouvernement, pour fournir à une puissance étrangère un prétexte continu d'intervention. Aux termes des Articles 2 et 103 de la Charte des Nations Unies, aucun Etat Membre ne pouvait, même sur la base, incertaine d'ailleurs, des Traités de Zurich et de Londres, revendiquer le droit d'intervenir dans les affaires de Chypre. Aucun accord ne pouvait rendre légitime ce qui était illégitime aux termes de la Charte. Le représentant de la Tchécoslovaquie a rappelé qu'on avait ouvertement reconnu, dans les pays occidentaux, lors de la conclusion de ces accords, que la raison pour laquelle on les imposait à Chypre était de maintenir et de préserver les positions de l'OTAN en Méditerranée orientale. Etablissant un parallèle entre la politique d'ingérence suivie en 1938 par les grandes puissances d'alors à propos de la Tchécoslovaquie, politique qui avait abouti à l'Accord de Munich, et les arguments de ceux qui demandaient à Chypre de faire des concessions sur des questions touchant sa souveraineté et sa sécurité dans l'intérêt de certaines puissances, le représentant de la Tchécoslovaquie a dit qu'il ne fallait pas oublier que la communauté internationale de l'après-guerre était fondée sur le principe du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les Etats, grands ou petits. Il s'est déclaré convaincu que le Conseil de sécurité, eu égard aux principes de la Charte, devait chercher à résoudre la question en s'attachant sans ambiguïté à sauvegarder la sécurité, l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de Chypre. Cet objectif essentiel devait prévaloir sur toutes autres considérations, notamment sur les droits ou obligations découlant des traités inégaux qui avaient

été imposés à Chypre, contrairement à l'esprit et à la lettre de la Charte des Nations Unies.

472. Le représentant de la Côte-d'Ivoire a déclaré que les éléments qui dominaient dans les Traités de Londres et de Zurich étaient le droit d'intervention, qui était d'une utilisation peu pratique, et l'obligation de garantie, qui s'était révélée impossible dans son application. Le développement des événements avait également mis en évidence les difficultés d'application de certains articles des lois connexes. De l'avis de sa délégation, rien n'est permanent et les traités internationaux ne pouvaient non plus échapper à cette vérité générale. Toutefois, il fallait convenir également que la dénonciation unilatérale d'un traité était infailliblement une source de conflit ou de guerre. Il était donc souhaitable, dans tous les cas où une révision se révélait nécessaire, de chercher à atteindre l'objectif par la négociation. Une constitution, au contraire, était d'abord et surtout une affaire interne et ne saurait être l'objet de marchandages avec l'extérieur. Si on facilitait leur tâche, les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs pourraient se mettre d'accord pour reconstituer leur gouvernement d'union nationale et leur Etat. Pour toute solution du problème, il faudrait proposer un médiateur qui puisse être accepté par les deux parties et à qui serait confiée la double mission d'aider les communautés chypriotes à négocier une réforme de la Constitution et les parties à réadapter les traités aux conditions nouvelles.

473. En dehors de ces problèmes à long terme, le Conseil de sécurité devait arrêter immédiatement les massacres à Chypre. La délégation ivoirienne appuyait fermement l'appel lancé par le Secrétaire général aux deux parties. Les Nations Unies étaient intervenues au Congo pour empêcher une sécession et ne sauraient donc souscrire au partage de Chypre. Les Traités de Londres et de Zurich étaient certes la cause principale des difficultés de Chypre, mais force était de reconnaître que le Conseil n'était pas habilité à abroger des traités internationaux. Néanmoins, il avait le devoir de nommer un médiateur et de recommander aux Etats parties d'adapter, par voie de négociation, certaines clauses de ces traités à des conditions nouvelles.

474. Le représentant de la Turquie a fait observer que le problème de Chypre n'était pas simplement une question de majorité et de minorité. Aux termes de sa constitution, Chypre était un Etat composé de deux communautés, qui avait été établi à la suite d'un compromis intervenu entre les parties intéressées. Lorsque l'admission de Chypre à l'Organisation des Nations Unies avait été décidée, le 24 août 1960, tout avait été expliqué et approuvé. Le représentant de la Turquie a rejeté la thèse selon laquelle la Constitution de Chypre et les traités restreignaient la souveraineté de ce pays Membre de l'ONU. Tous les pays Membres des Nations Unies étaient liés par des engagements internationaux, mais cela ne pouvait pas être considéré comme une atteinte à leur souveraineté. L'égalité souveraine était l'un des principes fondamentaux de la Charte, mais elle ne signifiait pas que toutes les constitutions devaient être identiques. Le représentant de la Turquie considérait, avec le représentant de la Norvège, que le Conseil de sécurité n'était pas un endroit où il convenait de discuter des traités et des constitutions. Le Conseil s'était réuni pour faire cesser les effusions de sang.

475. Le représentant de l'URSS a noté qu'une analyse du rôle véritable des troupes britanniques dans l'île avait été donnée, le 19 février, par un journal

chypriote, qui avait écrit dans un éditorial que le but véritable des troupes britanniques à Chypre n'était pas de maintenir la paix, mais de rétablir le régime colonial. Le représentant de l'URSS a fait observer que le représentant du Royaume-Uni venait de passer de nouveau sous silence les intentions britanniques en ce qui concernait la situation à Chypre. Il a cité des extraits de journaux britanniques à l'appui de son accusation selon laquelle on préparait ouvertement une intervention britannique.

476. Le représentant du Royaume-Uni, dans sa réponse, a lu devant le Conseil un extrait de la déclaration qu'il avait faite le 18 février. Il a rappelé que les réunions du Conseil avaient lieu à la demande du Royaume-Uni. Il ne voyait pas comment il aurait été possible au Royaume-Uni d'agir plus conformément à la Charte. Il espérait que, désormais, tous les membres du Conseil travailleraient constructivement à la recherche d'une solution.

477. Le Ministre des affaires étrangères de Chypre a exprimé ses regrets que les efforts sincères et inlassables du Secrétaire général n'aient abouti à aucun résultat, à cause de l'insistance avec laquelle certains avaient réclamé que le Traité de garantie fût en quelque sorte entériné par le Conseil de sécurité. Il a rejeté la théorie selon laquelle l'affirmation de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de Chypre, ainsi que tout appel aux Etats pour qu'ils s'abstiennent de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, devraient être subordonnés au Traité de garantie. L'intégrité territoriale et l'indépendance de Chypre reposaient sur la Charte des Nations Unies, dont les paragraphes 1 et 4 de l'Article 2 et l'Article 103 étaient parfaitement clairs. Le Ministre des affaires étrangères a posé aux signataires du Traité de garantie la question suivante, qui, à son avis, était très pertinente: les Gouvernements de la Grèce, de la Turquie et du Royaume-Uni estimaient-ils qu'ils avaient un droit d'intervention militaire en vertu du Traité de garantie, étant donné notamment ce qu'étaient les dispositions de la Charte? Il estimait que le Conseil devait avoir une réponse à cette question avant de se former une opinion arrêtée.

478. Le représentant de l'URSS a noté que le représentant du Royaume-Uni avait éludé la question de l'attitude du Royaume-Uni à l'égard de la Charte, pour ce qui était de la situation à Chypre, question qui venait d'être posée par le Ministre des affaires étrangères de Chypre. Il a fait état d'une déclaration du Ministre britannique de la défense selon laquelle Chypre restait la principale base des forces de choc de l'aviation militaire du Royaume-Uni qui appuyaient la CENTO. Il a cité d'autres extraits de journaux selon lesquels, pour l'Angleterre, le principal impératif militaire à Chypre était la défense des bases britanniques. Il a déclaré que le souci principal du Royaume-Uni était le maintien de ces bases et non, comme ce pays le prétendait, le rétablissement de la paix.

479. Le représentant de Chypre a dit que sa délégation était toute disposée à répondre aux questions qui seraient soulevées à propos des déformations de faits concernant l'affaire chypriote. Les représentants des puissances signataires du Traité de garantie, à savoir la Turquie, le Royaume-Uni et la Grèce, pouvaient répondre aux questions importantes qu'il avait posées.

480. Le représentant de la Turquie, répondant à la déclaration du Ministre des affaires étrangères de Chypre, a précisé que la Turquie n'avait pas exigé qu'il fût fait mention du Traité de garantie dans une

résolution des Nations Unies. Ce traité existait, qu'il en fût fait mention ou non. Certaines questions avaient été posées aux puissances garantes, mais la situation était trop tragique pour que l'on pût tolérer de tels stratagèmes. L'opinion mondiale posait de multiples questions au sujet des massacres perpétrés. Les Chypriotes grecs pouvaient-ils donner l'assurance qu'ils accepteraient une enquête internationale sur le point de savoir qui avait commencé? Pouvait-on être sûr que les Chypriotes grecs ne recommenceraient pas à faire ce qu'ils avaient fait la semaine de Noël? Comment se faisait-il que l'on ait trouvé tout à coup des milliers d'uniformes, de fusils et d'autres armes?

481. Le représentant de la Grèce, répondant à la question posée par le Ministre des affaires étrangères de Chypre, a déclaré que son gouvernement ne pensait pas que le Traité donne aux puissances signataires le droit d'intervenir unilatéralement sans l'autorisation du Conseil de sécurité. A Zurich, l'intention n'avait pas été de créer une situation dans laquelle l'une des puissances garantes pourrait intervenir à Chypre. Malgré les événements tragiques qui étaient intervenus, la situation juridique créée par le Traité n'avait pas changé. Ayant noté que, de l'avis du représentant des Etats-Unis, nul ne menaçait l'indépendance de Chypre, le représentant de la Grèce a fait observer que cette question était précisément celle qui faisait obstacle à l'adoption d'une résolution acceptable pour tous. Si le Conseil de sécurité était saisi, c'est parce que Chypre avait maintenu que son indépendance, sa souveraineté et son intégrité n'étaient pas négociables. Le Conseil devait faire face à la situation et inviter les pays Membres à respecter sans conditions l'indépendance et l'intégrité de Chypre.

482. A la 1098ème séance tenue le 27 février, le Président a attiré l'attention sur une communication de la Turquie, en date du 19 février 1964 (S/5556), selon laquelle le Dr Küçük, vice-président de Chypre, avait demandé aux membres du Conseil de sécurité de permettre à son représentant, M. Rauf Denktas, de parler au nom des Chypriotes turcs devant le Conseil.

483. Au cours d'un débat de procédure, auquel ont participé un certain nombre de représentants, le représentant du Maroc a proposé d'inviter M. Rauf Denktas, en vertu de l'article 39 du règlement intérieur, à faire une déclaration devant le Conseil.

Décision: *La proposition du Maroc a été adoptée.*

484. Le représentant du Royaume-Uni, en réponse à la question que le Ministre des affaires étrangères de Chypre avait posée à la 1097ème séance, a déclaré que cette question, telle qu'elle avait été formulée, ne touchait pas au fond du véritable problème soumis à l'examen du Conseil. En premier lieu, le point de savoir si le recours à la force était autorisé ou non en vertu des règles du droit international, et notamment aux termes de la Charte des Nations Unies, dépendait toujours des circonstances dans lesquelles il était fait usage de la force et des objectifs que l'on visait en agissant ainsi. Aux termes de l'Article 51, la Charte elle-même envisageait, dans certaines circonstances, l'emploi légitime de la force. En second lieu, les objectifs du Traité de garantie étaient entièrement conformes aux obligations énoncées au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. Le droit réservé aux puissances garantes, en vertu du paragraphe 2 de l'article IV du Traité, n'était pas un droit illimité d'action unilatérale, mais "le droit d'agir dans le but exclusif du rétablissement de l'ordre créé par le Traité". Une telle action ne pouvait être entreprise qu'en cas de

violation des dispositions du Traité, c'est-à-dire dans des circonstances comportant une menace à l'indépendance, à l'intégrité territoriale ou à la sécurité de la République de Chypre telles qu'elles étaient établies par les articles fondamentaux de sa constitution. Le Gouvernement chypriote s'était engagé par traité à s'acquitter des devoirs qui lui incombait aux termes du Traité de garantie. Aussi longtemps qu'il agissait ainsi, aucune question d'intervention ne pouvait se poser.

485. Le représentant du Royaume-Uni a souligné que l'effet juridique des dispositions de l'article IV du Traité de garantie dépendrait des faits et des circonstances caractérisant la situation dans laquelle ces dispositions seraient invoquées, et que rien dans l'article IV ne laissait entendre que des mesures prises en exécution de cet article devraient nécessairement être contraires à la Charte des Nations Unies. Il n'appartenait pas au Conseil d'examiner des situations hypothétiques qui, si le Gouvernement chypriote et tous les autres gouvernements intéressés faisaient leur devoir, demeureraient toujours hypothétiques. Le représentant du Royaume-Uni a demandé au Conseil de replacer ces questions dans leur juste perspective. Le Conseil n'était pas et n'avait jamais été conçu comme une instance juridique; il s'était réuni pour s'occuper d'une situation difficile et dangereuse qui, si on la laissait se prolonger, risquerait de mettre la paix en danger.

486. Le représentant du Royaume-Uni a rappelé qu'à la séance précédente la plupart des membres du Conseil s'étaient accordés à reconnaître que, dans les circonstances, le Conseil n'avait d'autre choix que d'accepter ces traités tels qu'ils existaient, que ceux-ci ne pouvaient être modifiés que par voie de négociation et d'accord entre les parties intéressées et qu'ils ne pouvaient être ni abrogés unilatéralement, ni annulés d'une manière ou d'une autre par le Conseil. Il y avait eu également une très large mesure d'accord sur le fait que le Conseil devrait aborder immédiatement le problème du rétablissement de la paix et, par la suite, avec l'aide du Secrétaire général des Nations Unies ou de tout autre médiateur approprié, chercher à résoudre les problèmes politiques.

487. Le représentant de l'Union soviétique avait soutenu que le Royaume-Uni cherchait à exploiter l'article IV du Traité de garantie aux fins d'intervention dans les affaires intérieures de Chypre et pour rétablir en quelque sorte le régime colonial. Cela ne correspondait absolument pas à la réalité et, d'après le représentant du Royaume-Uni, les membres du Conseil le reconnaissaient. Il a cité un passage de la réponse du Premier Ministre du Royaume-Uni au message de M. Khrouchtchev du 7 février, dans laquelle il déclarait que les troupes britanniques avaient été envoyées à Chypre à la demande du Gouvernement chypriote. Le représentant du Royaume-Uni a ajouté que son gouvernement était disposé à prendre part, dans la mesure qu'il jugerait appropriée, à une force internationale régulièrement constituée, mais il devait prévenir le Conseil que le Royaume-Uni ne jugeait ni utile ni opportun de continuer seul à s'acquitter de sa tâche ingrate s'il n'était pas envisagé d'envoyer une force internationale ou de prendre des mesures en vue d'une solution concertée. La situation dans la République devenait de plus en plus dangereuse et le temps pressait.

488. Le Ministre des affaires étrangères de Chypre a rappelé qu'il avait posé, à la 1097^{ème} séance, une question directe aux représentants de la Grèce, de la Turquie et du Royaume-Uni. Le représentant de la

Turquie avait éludé la question. De son silence délibéré ou de son incapacité à répondre à cette question, on devait conclure que son pays s'arrogeait le droit d'intervention. Le représentant des Etats-Unis avait déclaré catégoriquement que personne ne menaçait Chypre, mais on n'avait pas prétendu que c'était les Etats-Unis qui menaçaient l'île. Celle-ci avait le droit de recevoir au Conseil une réponse directe, claire et honnête de la part du représentant du pays qui la menaçait. Le représentant de la Grèce avait dit sans équivoque que son pays ne possédait aucun droit d'intervention militaire en vertu du Traité de garantie et qu'il ne reconnaissait pas non plus ce droit aux puissances dites garantes. Le Ministre des affaires étrangères de Chypre a déclaré que la question qu'il avait posée était une question fondamentale et qu'il ne s'agissait pas là d'une situation hypothétique.

489. En ce qui concerne la position de Chypre à l'égard de l'article IV du Traité de garantie, le Ministre des affaires étrangères a souligné que les expressions "intervention militaire", "recours à la force", ou "menace de recours à la force" ne figuraient pas dans le texte de l'article IV. Pourtant la Turquie semblait interpréter cet article comme lui donnant le droit d'intervenir militairement de façon unilatérale. Le Gouvernement chypriote rejetait catégoriquement cette interprétation. C'était l'opinion de ce gouvernement et de la plupart des autres gouvernements, comme l'avaient prouvé les récents débats à la Commission juridique de l'Assemblée générale, que, selon le paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte, l'interdiction de recourir à la force dans les relations internationales était absolue; les seules exceptions possibles étaient prévues aux Articles 42 et 51. Les obligations que les Etats Membres avaient assumées aux termes de l'Article 103 de la Charte l'emportaient sur les obligations découlant de n'importe quel autre accord international. En conséquence, les obligations qui incombait aux Etats Membres en vertu du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte avaient priorité et ne pouvaient être neutralisées par les dispositions d'un traité dont la violation autoriserait le recours à la force.

490. Dans le contexte de l'article IV du Traité de garantie, le terme "agir" signifiait de toute évidence "faire les démarches ou prendre les mesures nécessaires". Le mot "mesures" ne pouvait signifier que le recours à des moyens pacifiques, particulièrement en ce qui concerne les dispositions de la Charte des Nations Unies. Toute interprétation impliquant le recours à la force serait en contradiction directe avec le principe fondamental de la Charte énoncé au paragraphe 4 de son article 2. De ce point de vue, le Traité serait nul et non avenu en vertu de l'Article 103 de la Charte.

491. Le Ministre des affaires étrangères a déclaré que le Traité de garantie et le Traité d'alliance avaient été l'un et l'autre conclus dans des circonstances excluant toute liberté de choix. Leurs articles fondamentaux avaient été élaborés à Zurich par les Gouvernements grec et turc en l'absence de représentants de la population chypriote. Ces accords avaient été adoptés en février 1959 par le Gouvernement britannique et par les chefs de la majorité grecque et de la minorité turque de Chypre. Ces traités, qui contenaient des dispositions très sévères, avaient été imposés à la majorité grecque, qui représentait 80 p. 100 de la population chypriote, attendu que les Chypriotes grecs n'avaient pas donné librement leur consentement. C'est ainsi qu'on avait forcé Chypre à accepter une constitution qui entravait

le bon fonctionnement de l'Etat et empêchait le développement et le progrès du pays.

492. Le Ministre des affaires étrangères de Chypre a dit que son gouvernement importait des armes parce qu'il avait le devoir de défendre le pays contre une agression de l'extérieur. Les explications données par le représentant de la Turquie, selon lesquelles le contingent turc avait agi entièrement sous les ordres du général Young, étaient inacceptables. Même si ces explications étaient vraies, la première intervention du contingent turc avait eu lieu le 25 décembre, alors que le général Young n'avait pris son commandement que le lendemain. En ce qui concerne la violation de l'espace aérien de Chypre, les démentis du représentant de la Turquie ne sauraient être admis étant donné les renseignements clairs et nets qui indiquaient le contraire. Le Gouvernement chypriote était pleinement disposé à accepter toutes les conséquences d'un respect inconditionnel de toutes les dispositions de la Charte des Nations Unies et notamment de l'Article 55. Il était en outre résolu à réclamer l'application intégrale de la Charte dans le cas de Chypre. Le Gouvernement chypriote a demandé au Conseil de lancer un appel à tous les Etats pour qu'ils respectent la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de la République de Chypre. S'il faisait droit à cette requête, le Conseil servirait non seulement Chypre, mais aussi l'esprit même qui inspire les Nations Unies.

493. Le représentant de la France a fait observer qu'il n'appartenait pas au Conseil de sécurité de donner une interprétation des traités de 1959 et de 1960, ce qui ne pourrait être fait que par la Cour internationale de Justice, non plus que d'en modifier la teneur, ce qui ne pourrait résulter que de négociations entre les parties. Le devoir du Conseil de sécurité était d'abord de mettre fin aux effusions de sang en faisant appel aux deux communautés et au Gouvernement de Chypre ainsi qu'à la Grèce et à la Turquie. Il restait ensuite à résoudre le problème de fond, afin que l'avenir de Chypre soit paisible et de nature à assurer la vie et le développement de sa population. Il était souhaitable que les diligents efforts déployés par le Secrétaire général et le Président du Conseil en vue de trouver une solution se poursuivent et que les gouvernements intéressés, ainsi que les responsables des deux principales communautés de Chypre, entendent les appels à la mesure et à la conciliation que l'on trouvait dans la plupart des interventions faites au Conseil de sécurité.

494. Le représentant de la Bolivie a rappelé que dès 1954, époque à laquelle la question de Chypre avait été soumise pour la première fois à l'Organisation des Nations Unies, son gouvernement avait sincèrement appuyé la demande en vue de l'application au peuple chypriote du principe de la libre détermination. Le principal problème de fond auquel on se heurtait était l'indépendance de Chypre et la consolidation de sa souveraineté; les traités de 1959 et de 1960 étaient absolument secondaires. Ces accords avaient sans aucun doute contribué de façon notable à la création de la République de Chypre, mais ils étaient nés d'une combinaison de facteurs qui n'étaient plus décisifs pour l'indépendance de ce pays. De l'avis de la délégation bolivienne, il n'y avait pas de traité sacro-saint. En conséquence, affirmer que tous les traités étaient intouchables équivaudrait, dans bien des cas, à essayer de perpétuer une injustice. Ni le Conseil de sécurité ni l'Assemblée générale n'étaient habilités à invalider, annuler ou abroger un traité. Toutefois, le Conseil avait la faculté et le devoir de créer des conditions permettant de réexaminer le traité en question ou de le négocier

à nouveau par les méthodes diplomatiques ordinaires. La Bolivie appuyait sans réserve la demande de Chypre tendant à la revision des traités de 1959 et 1960.

495. Le représentant de la Turquie a dit qu'il avait déjà répondu à de nombreux points soulevés par le "représentant des Chypriotes grecs" et il a réaffirmé que son gouvernement n'avait aucune ambition territoriale en ce qui concerne l'île de Chypre. Etant donné que le littoral le plus long de la Turquie se trouvait sur la Méditerranée, tout trouble, tout conflit international dans cette région était susceptible d'affecter les intérêts de la Turquie. La meilleure façon de rétablir la paix et la stabilité à Chypre était d'assurer la coexistence pacifique des deux communautés intéressées, chacune étant maîtresse de ses propres affaires. En s'efforçant de résoudre le problème, la Turquie avait accepté toutes les formules concrètes: la Conférence de Londres, l'envoi d'un observateur au nom du Secrétaire général et les deux propositions tendant à la création d'une force internationale. Cependant, la Turquie ne pourrait rester indifférente si les violences et les tragédies se renouvelaient dans cette île. Le représentant de la Turquie a cité diverses déclarations à l'appui de son opinion selon laquelle la Constitution et les traités n'avaient pas été imposés contre son gré à la communauté grecque de Chypre en 1960.

496. Le Ministre des affaires étrangères de Chypre a dit que la déclaration du représentant de la Turquie, selon laquelle son gouvernement souhaitait voir régner à Chypre une paix dans laquelle chaque communauté serait maîtresse de ses propres affaires, mettait en évidence le fond du problème: la Turquie poursuivait une politique de partage.

497. Le représentant de la Grèce, ayant constaté que le représentant de la Turquie avait appelé le Ministre des affaires étrangères de Chypre le représentant des Grecs de Chypre, s'est demandé s'il était vraiment dans l'intention du représentant de la Turquie de révéler certaines de ses pensées.

498. A la 1099^{ème} séance, tenue le 28 février, le représentant de l'URSS a rappelé qu'à la séance précédente le représentant de la Grèce avait posé une question de la plus haute importance lorsqu'il avait demandé si l'expression employée par le représentant de la Turquie pour désigner le Ministre des affaires étrangères de Chypre reflétait l'attitude officielle du Gouvernement turc. Le représentant de la Turquie avait adopté une attitude qui était en contradiction avec la décision du Conseil de sécurité, car le Conseil avait invité le Ministre des affaires étrangères de Chypre à participer à ses débats en qualité d'unique représentant de la République. Le représentant de l'URSS a proposé que le Conseil entende tout d'abord les explications du représentant de la Turquie.

499. Le représentant de la Turquie a répondu que son gouvernement continuait d'avoir une ambassade à Nicosia et ne prétendait pas que le Gouvernement de Chypre tel qu'il était constitué fût illégal. Cependant, en vertu des articles 50 et 54 de la Constitution, le Conseil des ministres chypriote devait se réunir pour examiner les questions portant sur les affaires étrangères et le Vice-Président turc devait exprimer son opinion. Le Vice-Président n'avait pu s'acquitter de ses fonctions, et il n'avait pas été consulté sur les opinions exprimées au Conseil de sécurité. Par conséquent, celles-ci ne reflétaient ni les vues des Chypriotes turcs, ni, aux termes de la Constitution, les opinions du Gouvernement chypriote proprement dit. La délégation turque souhaitait entendre et connaître

ces opinions, mais, aux termes de la Constitution, elles ne pouvaient engager que ceux qui les avaient formulées. Il a donc fait remarquer que les opinions qu'il avait entendues au Conseil ne reflétaient que le point de vue de l'une des parties.

500. Le représentant de l'URSS a déclaré que les remarques du représentant de la Turquie étaient en contradiction flagrante avec les vœux que ce même représentant avait exprimés auparavant, appelant le succès des travaux du Conseil. Il a souligné qu'il n'existait à Chypre qu'un seul gouvernement légal, et que ses représentants étaient reconnus par les Nations Unies comme étant les représentants dûment accrédités de la République de Chypre. L'initiative prise par le représentant de la Turquie d'inviter M. Denktas à prendre la parole au Conseil de sécurité en qualité de représentant d'une partie intéressée au problème de Chypre et sa déclaration du jour précédent au Conseil au cours de laquelle il avait qualifié le Ministre des affaires étrangères de Chypre de représentant des Chypriotes grecs ne constituaient pas autre chose, d'après le représentant de l'URSS, qu'une tentative pour accréditer l'idée du partage de Chypre, en violation de l'article II du prétendu Traité de garantie, qui interdisait notamment toute initiative de nature à aboutir à un partage de Chypre.

501. Le représentant de l'URSS a ajouté que le Ministre des affaires étrangères de Chypre avait été invité à participer aux travaux du Conseil en qualité de représentant dûment accrédité de Chypre, et il a demandé au Président du Conseil de bien vouloir attirer l'attention sur la nécessité de respecter strictement les procédures habituelles du Conseil.

502. M. Rauf Denktas, qui avait été invité par le Président, en vertu de l'article 39, à faire une déclaration devant le Conseil, a présenté ses vues sur l'ensemble du problème. Il a déclaré que des difficultés s'étaient élevées parce que les Chypriotes grecs réclamaient l'union avec la Grèce tandis que les Chypriotes turcs avaient réclaté l'union avec la Turquie, ou au moins le partage. Lorsque les Chypriotes grecs avaient pris les armes en 1955 pour l'*enosis* avec la Grèce, l'opposition des Chypriotes turcs était devenue inévitable, étant donné qu'ils n'accepteraient jamais de vivre dans la situation d'une minorité placée à la merci des Chypriotes grecs. Leur opposition avait engendré la violence et créé un climat de tension, de vive méfiance et d'inimitié entre les deux communautés. Depuis deux mois, la communauté turque de Chypre avait subi des pertes s'élevant à plus de 800 morts et blessés, et 20 000 de ses membres se trouvaient maintenant sans abri ou sans travail et devaient vivre d'aumônes.

503. Entre 1955 et 1958, la question de Chypre avait été portée à plusieurs reprises devant les Nations Unies, et l'Organisation avait recommandé aux deux communautés, comme à la Grèce et à la Turquie, de rechercher une solution juste et pacifique au moyen de la négociation. Ainsi avait été conclu l'Accord de Zurich, qui représentait un compromis entre égaux et non pas entre une majorité et une minorité. La notion de majorité et de minorité, a déclaré M. Denktas, n'avait pas prévalu parce qu'il n'y avait jamais eu de nation chypriote.

504. M. Denktas a dit que, dès le début, l'archevêque Makarios avait eu l'intention de changer la Constitution, d'abroger les traités, et d'exploiter l'indépendance de la République pour en faire le tremplin de l'*enosis* avec la Grèce. Après avoir présenté un compte rendu des événements, il a déclaré que ce

compte rendu était un point important au regard de la question que discutait actuellement le Conseil, car il aiderait celui-ci à comprendre pourquoi les Chypriotes turcs insistaient pour conserver les traités et défendre leurs droits. Que ces traités disparaissent, et sa communauté n'aurait plus qu'à disparaître aussi. La communauté turque était en faveur de la légalité à Chypre, et la légalité, c'était la Constitution. S'il était nécessaire de changer la Constitution, on y arriverait par des discussions et non pas par des massacres. M. Denktas a mis le Ministre des affaires étrangères de Chypre au défi, comme il l'avait déjà fait à la Conférence de Londres, de produire les documents qui, selon le Ministre, prouvaient l'existence d'un complot entre les dirigeants chypriotes turcs et le Gouvernement turc aux fins de partager l'île. Si ce complot avait existé, a-t-il dit, la situation à Chypre n'aurait pas été ce qu'elle était. Le représentant de l'archevêque Makarios aux Nations Unies avait essayé à deux reprises, en prétextant une menace d'invasion de la part de la Turquie, d'obtenir une résolution du Conseil de sécurité mentionnant en termes généraux l'inviolabilité de l'intégrité et de l'indépendance de Chypre. Son intention avait été sans aucun doute d'obtenir l'adoption hâtive d'une telle résolution, que Chypre aurait ensuite interprétée à sa manière, en déclarant que les traités étaient nuls et non avenue et que les puissances garantes ne pouvaient pas intervenir, cependant que les Grecs auraient supprimé la Constitution et anéanti la communauté turque. M. Denktas a dit que l'archevêque Makarios et son représentant aux Nations Unies avaient démontré par leurs interventions et leurs manœuvres que les Chypriotes grecs essayaient d'abuser de l'autorité du Conseil de sécurité. Il était sûr cependant que ce chantage ne conduirait pas le Conseil à agir de manière irresponsable ou à adopter une résolution unilatérale.

505. Le représentant de la Chine a déclaré que les accords constitutionnels de Chypre étaient indissolublement liés à un certain nombre d'instruments internationaux. Ils avaient tous un but commun, à savoir le maintien de l'harmonie entre les communautés de l'île, ainsi que le maintien de la paix et de la stabilité dans la région. De l'avis de la délégation chinoise, le Conseil de sécurité, du fait qu'il était un organe politique, n'était pas en mesure de rendre un jugement sur les mérites des dispositions constitutionnelles, des accords et des traités. La préoccupation essentielle du Conseil, à ce premier stade, était de restaurer l'ordre et la paix à Chypre. Le Gouvernement chinois était bien au courant des efforts inlassables déployés par le Secrétaire général pour étudier les possibilités d'un règlement pacifique, et il était prêt à appuyer toute proposition qui serait acceptable pour les parties intéressées.

506. Le représentant de la Grèce a dit que le Ministre des affaires étrangères de Chypre avait fourni d'amples explications pour justifier les craintes qu'inspirait à son pays le prétendu droit d'intervention militaire unilatéral, et qu'il avait parfaitement bien prouvé sa thèse. Par contre, le représentant de la Turquie avait éludé la question clef, celle qu'avait posée le Ministre des affaires étrangères de Chypre. De l'avis du représentant de la Grèce, M. Denktas, dont la responsabilité dans les difficultés auxquelles Chypre s'était heurtée au cours de ces dernières années était lourde, n'avait pas apporté au Conseil les lumières qui lui manquaient. Il avait également prétendu de façon injustifiée que le but des Chypriotes était d'arracher une résolution au Conseil pour pouvoir prétendre ensuite que celui-ci avait abrogé le Traité de garantie. Le

représentant de la Grèce estimait comme le représentant de la France que le Conseil de sécurité n'avait pas qualité pour juger, modifier ou abroger un traité, mais que, s'il était besoin de l'interpréter, c'était l'affaire de la Cour internationale de Justice.

507. Le Ministre des affaires étrangères de Chypre a déclaré que son gouvernement avait pris un engagement vis-à-vis du Conseil de sécurité, et qu'il appartenait à la Turquie de s'engager de son côté. Ces deux engagements pourraient être consignés dans une résolution du Conseil de sécurité demandant à tous de respecter l'intégrité territoriale, l'indépendance et la souveraineté de la République de Chypre et de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force. La Force des Nations Unies pourrait se rendre dans l'île et aider le gouvernement à rétablir la paix intérieure et des conditions de vie normales.

508. Le représentant de la Turquie a rappelé qu'il avait expliqué à maintes reprises que son gouvernement n'avait aucune visée territoriale sur Chypre. La Turquie était l'un des fondateurs de la République et voulait sa prospérité. La Turquie n'avait jamais dit qu'elle se jugeait libre d'envahir Chypre ou d'y intervenir quand bon lui semblerait. Le représentant de la Turquie a donné lecture au Conseil de l'article II du Traité de garantie et souligné qu'il contenait les garanties mêmes qui avaient été demandées par le Ministre des affaires étrangères de Chypre. Son gouvernement avait signé ce traité, et il réaffirmait devant le Conseil de sécurité son intention de respecter ses engagements.

509. Le représentant de la Grèce ne voyait pas pourquoi on objecterait à une résolution du Conseil qui inviterait tous les Etats à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre, qui avaient déjà été garanties par le Traité de garantie.

510. Le représentant de l'URSS a répété la question qui avait été posée à plusieurs reprises au représentant de la Turquie au cours de différentes réunions, à savoir si le Gouvernement turc était prêt ou non, conformément à la Charte, à assumer l'obligation qui lui incombait de respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre.

511. Le représentant de la Turquie a déclaré que ce qu'il avait dit était consigné au procès-verbal. Le Conseil n'était pas l'instance où il convenait de discuter en détail du Traité de garantie. Mais le traité était sans nul doute conforme à la Charte des Nations Unies, et la Turquie acceptait ses responsabilités et ses engagements qu'elle considérait comme des plus importants.

512. Le représentant de l'URSS a déclaré que sa délégation aimerait connaître avec plus de précision la position adoptée par la Turquie, en tant qu'Etat Membre, envers les dispositions de la Charte dans leur application à un autre Etat Membre, la République de Chypre. Il trouvait incompréhensible que le représentant de la Turquie se référât constamment au prétendu accord de 1960, au lieu de répondre à la question qui lui avait été posée à plusieurs reprises.

513. Le Ministre des affaires étrangères de Chypre a demandé pourquoi, si le Gouvernement turc jugeait le traité conforme à la Charte des Nations Unies, il y aurait une objection quelconque à une résolution du Conseil déclarant que l'intégrité territoriale et l'indépendance de Chypre devaient être respectées, conformément au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte.

514. Le représentant de l'URSS a pris acte du fait que le représentant de la Turquie n'avait pas répondu à la question qui lui avait été posée par les représentants de l'URSS, de Chypre et de la Grèce.

515. Le représentant de la Turquie a répondu que les comptes rendus du Conseil montreraient qu'il avait déjà répondu deux fois à cette question.

516. A la 1100ème séance, tenue le 2 mars, le Président a attiré l'attention du Conseil sur un projet de résolution commun présenté par la Bolivie, le Brésil, la Côte-d'Ivoire, le Maroc et la Norvège (S/5571). Ce projet de résolution était ainsi rédigé :

"Le Conseil de sécurité,

"Notant que la situation actuelle concernant Chypre est de nature à menacer la paix et la sécurité internationales et peut encore empirer à moins que de nouvelles mesures ne soient prises rapidement pour maintenir la paix et pour rechercher une solution durable,

"Considérant les positions prises par les parties au sujet des traités signés à Nicosia le 16 août 1960,

"Ayant présentes à l'esprit les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et celles du paragraphe 4 de l'Article 2, qui est ainsi conçu : "Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies",

"1. Invite tous les Etats Membres, conformément à leurs obligations aux termes de la Charte des Nations Unies, à s'abstenir de toute action ou de toute menace d'action qui risquerait d'aggraver la situation dans la République souveraine de Chypre ou de mettre en danger la paix internationale ;

"2. Demande au Gouvernement chypriote, qui est responsable du maintien et du rétablissement de l'ordre public, de prendre toutes les nouvelles mesures nécessaires pour arrêter les actes de violence et les effusions de sang à Chypre ;

"3. Invite les communautés de Chypre et leurs dirigeants à faire preuve de la plus grande modération ;

"4. Recommande la création, avec le consentement du Gouvernement chypriote, d'une force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. La composition et l'effectif de cette force seront fixés par le Secrétaire général en consultation avec les Gouvernements de Chypre, de la Grèce, du Royaume-Uni et de la Turquie. Le Commandant de la force sera nommé par le Secrétaire général, auquel il rendra compte. Le Secrétaire général, qui tiendra pleinement informés les gouvernements qui auront constitué la force, rendra compte périodiquement au Conseil de sécurité du fonctionnement de celle-ci ;

"5. Recommande que la force ait pour fonction, dans l'intérêt de la préservation de la paix et de la sécurité internationales, de faire tout ce qui est en son pouvoir pour prévenir toute reprise des combats et, selon qu'il conviendra, de contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public ainsi qu'au retour à une situation normale ;

"6. Recommande que la force soit stationnée pour trois mois, toutes les dépenses y relatives étant à la charge, selon les modalités dont ils conviendront, des gouvernements qui auront fourni les contingents et du Gouvernement chypriote. Le Secrétaire général pourra aussi accepter des contributions volontaires à cette fin ;

"7. Recommande en outre que le Secrétaire général désigne, en accord avec le Gouvernement chyp-

priote et avec les Gouvernements de la Grèce, du Royaume-Uni et de la Turquie, un médiateur qui s'emploiera, conjointement avec les représentants des communautés ainsi qu'avec les quatre gouvernements susmentionnés, à favoriser une solution pacifique et un règlement concerté du problème qui se pose à Chypre, conformément à la Charte des Nations Unies et eu égard au bien-être du peuple de Chypre tout entier et à la préservation de la paix et de la sécurité internationales. Le médiateur rendra compte périodiquement au Secrétaire général de ses efforts;

"8. *Prie* le Secrétaire général de pourvoir, sur les fonds de l'Organisation des Nations Unies, selon qu'il conviendra, à la rémunération et aux dépenses du médiateur et de son personnel."

517. Présentant le projet de résolution commun, le représentant du Brésil a déclaré que ses auteurs, grâce au travail préparatoire effectué par le Secrétaire général, étaient en mesure de déposer un projet de résolution qu'ils considéraient comme équitable et bien équilibré. Ce projet était le résultat de longues négociations et de nombreux compromis. Le représentant du Brésil a exprimé la conviction que ce texte, une fois approuvé, contribuerait beaucoup à rétablir à Chypre le climat de paix et de concorde qui était indispensable au règlement de tous les problèmes qui se posaient.

518. A la 1102ème séance, tenue le 4 mars, le représentant de l'URSS a dit que son gouvernement était opposé en principe à l'envoi à Chypre de tout contingent militaire étranger, y compris des forces des Nations Unies, parce qu'il ne faisait aucun doute que les Chypriotes étaient parfaitement capables de régler leurs propres affaires sans intervention étrangère. L'Union soviétique estimait que le projet de résolution commun, qui ne répondait pas à toutes les exigences auxquelles la décision du Conseil devait répondre dans le cas d'une question aussi importante, était malgré tout destiné à faire obstacle à l'agression contre Chypre et à protéger les droits légitimes de la République. Se référant au paragraphe 4 du dispositif, le représentant de l'URSS a dit que, bien que la constitution de la force des Nations Unies dût se faire avec l'assentiment du Gouvernement de Chypre et que sa composition et ses effectifs dussent être fixés en consultation avec le Gouvernement de Chypre ainsi que les Gouvernements grec, turc et britannique, en fait, ce genre de procédures aurait pour effet de tenir le Conseil de sécurité à l'écart. Il estimait insuffisante la disposition aux termes de laquelle le commandant de la force rendrait compte au Secrétaire général, lequel rendrait compte à son tour périodiquement au Conseil de sécurité. La délégation soviétique demandait donc un vote séparé sur le paragraphe 4 et avait l'intention de s'abstenir lors du vote sur ce paragraphe. Le Gouvernement soviétique avait tenu compte, pour adopter une position définitive à l'égard du projet de résolution, des faits suivants: le Gouvernement de Chypre le jugeait utile malgré ses défauts; le projet prévoyait que la force des Nations Unies serait envoyée à Chypre pour une période strictement limitée à trois mois; enfin, il n'imposait aucune obligation financière aux membres qui n'auraient pas de contingents dans cette force. Le représentant de l'URSS a souligné qu'aux termes du projet de résolution la présence de forces des Nations Unies à Chypre ne pourrait être prolongée sans l'adoption d'une nouvelle décision par le Conseil de sécurité. Toutefois, la délégation soviétique se réservait le droit, au cas où les forces envoyées à Chypre seraient utilisées à des fins contraires au maintien de l'ordre, de la sécurité et de l'intégrité territoriale de Chypre, de demander la

convocation du Conseil, pour réexamen de sa décision, même avant l'expiration du délai de trois mois.

519. Le Secrétaire général a fait observer, comme il l'avait déjà fait dans sa déclaration précédente, que la création d'une force des Nations Unies pour le maintien de la paix ne pouvait résulter que d'une décision positive du Conseil, qui supposerait nécessairement le consentement du Gouvernement de Chypre. Relativement au paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution, le Secrétaire général se proposait, conformément à la pratique qui s'était établie à l'occasion de la formation par les Nations Unies des forces de maintien de la paix précédentes, de tenir le Conseil de sécurité bien informé à tout moment de l'organisation et des activités de la force, notamment en ce qui concernait sa composition, son effectif et son commandement. Il a souligné qu'aux termes du paragraphe 6 du dispositif la force pour le maintien de la paix, à la différence de celles de Gaza et du Congo, serait constituée pour une période bien arrêtée de trois mois, qui ne pourrait être prolongée au-delà que par une nouvelle décision du Conseil de sécurité. Le Secrétaire général a évoqué les incidences financières de la résolution. Il a déclaré que, bien que le projet de résolution chargeât le Secrétaire général de lourdes responsabilités, celles-ci ne différaient pas grandement de celles qui lui avaient été confiées par le passé et qu'il n'avait aucune hésitation à les accepter. Il comptait beaucoup sur la coopération du Gouvernement de Chypre et des autres gouvernements mentionnés dans le projet de résolution.

Décision: *A la 1102ème séance, tenue le 4 mars 1964, le projet de résolution commun présenté par la Bolivie, le Brésil, la Côte-d'Ivoire, le Maroc et la Norvège (S/5571) a été mis aux voix, le résultat du vote étant le suivant: le paragraphe 4 a été adopté par 8 voix contre zéro, avec 3 abstentions (Tchécoslovaquie, France, URSS): l'ensemble du projet de résolution a été adopté à l'unanimité (S/5575).*

520. Le représentant de la France, en expliquant son vote, a fait observer que c'était aux intéressés, tels qu'ils étaient définis dans les accords en vigueur, qu'appartenait la responsabilité essentielle du rétablissement de l'ordre et de la pacification. Toutefois, étant donné l'accord unanime des parties intéressées, la France ne s'était pas opposée à la création d'une force sous l'égide du Conseil de sécurité, malgré la réserve que lui inspirait le principe d'une intervention des Nations Unies sous une forme militaire. Cette réserve était accrue par les difficultés de mise en œuvre qui avaient conduit le Conseil à donner au Secrétaire général des attributions particulièrement lourdes. Le Conseil se déchargeait ainsi de responsabilités qu'il lui aurait été difficile d'exercer. Sans concevoir le moindre doute sur la sagacité et la prudence du Secrétaire général, la délégation française considérait que c'était vraiment aller très loin dans la voie des délégations de pouvoirs consenties à une seule personnalité. La délégation française tenait à marquer que cette décision ne devait point être considérée comme un précédent. Le représentant de la France a noté que le problème de fond à Chypre résultait de la coexistence de deux communautés. La désignation d'un médiateur pouvait faciliter le premier pas dans la voie d'une solution à ce problème, dont le terme devrait nécessairement être précédé d'une entente entre la Grèce et la Turquie.

521. Le représentant de la Tchécoslovaquie a exprimé la conviction que l'objectif primordial devait être la réaffirmation de la défense de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de Chypre,

conformément à la Charte des Nations Unies. Il n'était pas douteux que, si cet objectif avait été exprimé plus clairement dans le texte de la résolution, le Conseil aurait été plus proche d'une solution définitive, et, dans une telle situation, il n'aurait plus été nécessaire de prévoir une force internationale ni toute autre mesure. D'après le représentant de la Tchécoslovaquie, le concept de la force internationale énoncé dans la résolution n'était pas tout à fait conforme aux dispositions de la Charte des Nations Unies. Sa délégation partageait pleinement l'avis de ceux qui avaient affirmé qu'ils faisaient confiance au Secrétaire général et à son dévouement aux principes élevés de la Charte. Toutefois, elle conservait de sérieux doutes au sujet de la disposition qui confiait au Secrétaire général des responsabilités qui, en vertu de la Charte, faisaient partie des prérogatives du Conseil de sécurité. C'est pourquoi elle s'était abstenue lors du vote sur le paragraphe 4. Elle avait voté pour le projet de résolution dans son ensemble, en dépit de ses faiblesses, parce qu'il était acceptable pour Chypre et dans l'espoir que sa mise en œuvre permettrait rapidement au Gouvernement de Chypre de renforcer son indépendance et son intégrité territoriale.

D. — Rapports du Secrétaire général et autres communications reçus entre le 20 février et le 15 mars 1964

522. Entre le 20 février et le 15 mars, les représentants de la Turquie et de Chypre ont envoyé une série de communications. Parmi celles venant du représentant de la Turquie, il y avait un certain nombre de lettres qui portaient à l'attention du Conseil des communications adressées à M. Denktas, président de la Chambre de la communauté turque de Chypre, et de M. Fazil Küçük, vice-président de la République de Chypre.

523. Les lettres adressées par le représentant de la Turquie le 24 février (S/5559 et S/5561), le 26 février (S/5565), le 28 février (S/5568), le 3 mars (S/5574), le 6 mars (S/5580), le 9 mars (S/5583 et S/5587), le 10 mars (S/5590), le 11 mars (S/5591 et S/5592) et le 12 mars (S/5594) traitaient notamment de la situation dans le village de Polis, de la formation de forces chypriotes grecques et de l'application de la Constitution de Chypre, de l'importation d'armes, d'événements à Limassol, des intentions des Chypriotes grecs, d'une consultation par les deux communautés au sujet de l'exécution de la résolution du 4 mars, du retard dans l'arrivée des forces des Nations Unies et d'appels lancés aux trois puissances garantes de la défense des Turcs à Paphos et de l'intensification des attaques contre les communautés turques.

524. Les lettres adressées par le représentant de Chypre le 26 février (S/5563), le 27 février (S/5566), le 2 mars (S/5573), le 9 mars (S/5584), le 10 mars (S/5589) et le 15 mars (S/5608) concernaient notamment la situation à Polis, le respect des droits constitutionnels des Chypriotes turcs, les déclarations faites par M. Denktas devant le Conseil de sécurité, l'opposition du Gouvernement de Chypre à toute forme de partage, des attaques contre la population grecque à Ktima et à Paphos et les procédures constitutionnelles de Chypre.

525. Dans un rapport adressé au Conseil de sécurité le 29 février (S/5569), le Secrétaire général a déclaré que, compte tenu des vues exprimées par le Gouvernement de Chypre et les Gouvernements du Royaume-Uni, de la Turquie et de la Grèce, ainsi que des dis-

cussions qui avaient eu lieu au Conseil, il se proposait de prolonger, après le 29 février, la mission du général Gyani pour une période supplémentaire d'un mois, période qui pourrait être modifiée si cela était nécessaire en raison de décisions du Conseil sur la question.

526. Dans une lettre en date du 4 mars (S/5578), le Ministre des affaires étrangères de Chypre a informé le Secrétaire général que son gouvernement consentait à la création d'une force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, conformément aux termes du paragraphe 4 de la résolution (S/5575) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 1102^{ème} séance.

527. Dans un rapport adressé au Conseil de sécurité le 6 mars (S/5579), le Secrétaire général a fait savoir que, conformément à la résolution du 4 mars (S/5575), et après avoir reçu le consentement du Gouvernement de Chypre à la création de la Force, il avait nommé le général de corps d'armée P. S. Gyani commandant de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Le général Gyani devait assumer ses fonctions et prendre son commandement dès que la Force aurait été constituée.

528. Dans une lettre en date du 10 mars (S/5588), le représentant permanent de l'URSS a transmis une déclaration faite le 8 mars par l'ambassade soviétique à Nicosia. Il était dit dans cette déclaration que, selon la presse chypriote, M. Küçük, vice-président de la République de Chypre, avait envoyé le 25 février au Président des Etats-Unis d'Amérique, aux Gouvernements du Royaume-Uni, de la Grèce et de la Turquie, au Conseil de sécurité et au Secrétaire général de l'ONU un télégramme contenant des critiques diffamatoires grossières à l'adresse de l'Union soviétique. L'ambassade soviétique notait avec regret que ce n'était pas la première fois que certains milieux qui jouaient le rôle d'agents du bloc agressif de l'Atlantique nord avaient fait des déclarations antisoviétiques et cherché à jeter le discrédit sur la politique étrangère pacifique de l'Union soviétique, qui était un ami véritable du peuple chypriote, aussi bien les Chypriotes grecs que les Chypriotes turcs, et dont les relations avec la République de Chypre reposaient sur l'égalité, le respect mutuel et la non-ingérence dans les affaires intérieures des deux pays.

529. Dans son rapport adressé au Conseil de sécurité le 12 mars (S/5593), le Secrétaire général a indiqué que, depuis son rapport du 6 mars, il avait demandé aux Gouvernements de l'Autriche, du Brésil, du Canada, de la Finlande, de l'Irlande, du Royaume-Uni et de la Suède de fournir des contingents pour la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Il avait informé ces pays, de même que les Gouvernements de Chypre, de la Grèce et de la Turquie, qu'il comptait doter la Force d'un effectif initial de 7 000 hommes. Il ressortait des entretiens qu'il avait eus avec les gouvernements que la disposition de la résolution du Conseil de sécurité qui concernait la couverture des dépenses de la Force avait fait obstacle, du moins pour quelques Etats, à ce qu'ils fournissent des contingents. Le 7 mars, le Secrétaire général avait adressé à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies une lettre dans laquelle il appelait leur attention sur le paragraphe 6 de la résolution du Conseil de sécurité, qui avait trait aux contributions volontaires. Sur la base d'hypothèses provisoires concernant l'effectif et la composition de la Force, il semblait que les dépenses que l'Organisation des Nations Unies pourrait avoir à régler en espèces au moyen de contributions volontaires seraient peut-être de l'ordre de 2 millions de dollars

par mois, soit 6 millions de dollars au total pour la période de trois mois spécifiée au paragraphe 6 de la résolution. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni avaient fait parvenir l'assurance de contributions volontaires substantielles et d'autres pays avaient aussi indiqué positivement qu'ils étaient disposés à verser de telles contributions. Ces indications avaient amené le Secrétaire général à penser que l'on pouvait espérer recevoir des contributions en espèces, de l'ampleur requise pour faire face aux dépenses de la Force. Le Secrétaire général informait en outre le Conseil de sécurité qu'en raison de la nouvelle vague d'échauffourées à Chypre, il avait adressé le 9 mars au Président de Chypre et aux Ministres des affaires étrangères de Grèce et de Turquie un message par lequel il demandait à toutes les parties intéressées d'arrêter les violences et les effusions de sang. Il avait reçu des réponses du Président de Chypre et des Ministres des affaires étrangères de Grèce et de Turquie. Conformément à la résolution du Conseil de sécurité et très peu de temps après son adoption, le Secrétaire général s'était mis en rapport avec les Gouvernements de Chypre, de la Grèce, du Royaume-Uni et de la Turquie au sujet des personnalités qui pourraient être pressenties pour le poste de médiateur. Après avoir très soigneusement étudié la question, il avait proposé pour le poste de médiateur son chef de cabinet adjoint, M. José Rolz-Bennett.

530. Toutefois, dans un additif à son rapport (S/5593/Add.1), le Secrétaire général indiquait, le 12 mars, que le Gouvernement turc lui avait fait savoir que, tout en tenant en très haute estime les qualités de M. Rolz-Bennett, éminent diplomate d'une grande intégrité, il souhaiterait que le Secrétaire général proposât, pour remplir les fonctions de médiateur, une autre personnalité de grande expérience et de grande autorité sur le plan international et bien au courant des problèmes de la région en question.

531. Dans une note publiée le 12 mars (S/5595 et Corr.1), le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité que son représentant personnel à Chypre, le général de corps d'armée P. S. Gyani, avait demandé un congé et qu'il avait désigné M. P. P. Spinelli, sous-secrétaire, pour le remplacer en tant que représentant personnel du Secrétaire général. Dans une note en date du 13 mars (S/5597), le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité que, le général Gyani, commandant de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, étant absent de Chypre, il avait chargé le général de division Paiva Chaves, commandant de la FUNU, d'assurer le commandement par intérim de la Force jusqu'au retour du général Gyani.

532. Dans une lettre en date du 13 mars (S/5682), le représentant par intérim de l'Australie a fait savoir au Secrétaire général que son gouvernement verserait immédiatement une somme de 50 000 livres australiennes à titre de contribution volontaire afin d'aider à couvrir les dépenses d'une force des Nations Unies pour le maintien de la paix à Chypre.

533. Dans une lettre adressée au Secrétaire général, le 13 mars (S/5596), le représentant permanent de la Turquie a déclaré que son gouvernement s'était abstenu d'user de son droit d'intervention unilatérale, bien que ce droit fût reconnu par le Traité de garantie et le Traité d'alliance, tous deux conclus conformément à l'Article 52 de la Charte des Nations Unies. Mgr Makarios avait méconnu et négligé les accords relatifs à Chypre, qui avaient été librement négociés et avaient été conclus par les parties intéressées le 16 août 1960, et il avait rejeté toutes les propositions qui avaient

été faites. Les attaques incessantes qui avaient été perpétrées par des dizaines de milliers d'hommes de l'EOKA, avec la participation des forces chypriotes grecques de sécurité, pourvues de grandes quantités d'armes introduites dans l'île en contrebande, avaient montré à l'évidence que les Chypriotes grecs étaient résolus à poursuivre l'exécution de leur plan d'extermination des Turcs, afin d'avoir l'île pour eux seuls.

534. Le 12 mars, la Turquie avait envoyé une note à Mgr Makarios, ultime tentative pour faire cesser les massacres et rétablir l'ordre dans l'île, et avait informé de cette démarche les autres puissances garantes. Le Gouvernement turc avait décidé, vu l'urgence et la gravité de la situation et étant donné le droit que lui conférait l'article IV du Traité de garantie, que, s'il n'était pas fait droit aux demandes formulées dans cette note, il prendrait les mesures appropriées. La force qui serait envoyée à Chypre aurait pour seule mission de faire cesser le massacre de la communauté turque et de rétablir l'état de choses créé par le Traité des Cinq. Cette force opérerait jusqu'au moment où la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix et qui devait comprendre des unités turques s'acquitterait efficacement de ses fonctions. La force s'abstiendrait de violer l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République de Chypre. Le représentant de la Turquie priait le Secrétaire général, conformément à l'Article 54 de la Charte, d'informer le Conseil de sécurité de la situation et de faire le nécessaire pour que la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix fût envoyée d'urgence, conformément au paragraphe 4 de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 4 mars 1964 (S/5575).

535. Le texte de la note adressée le 12 mars par le Gouvernement turc au Président de Chypre était joint en annexe à la lettre du représentant de la Turquie.

536. Dans une lettre adressée le 13 mars au représentant permanent de la Turquie (S/5600), le Secrétaire général a déclaré que la décision du Gouvernement turc d'envoyer une force dans l'île de Chypre était lourde de possibilités d'une gravité telle qu'il adressait au Gouvernement turc le plus pressant appel pour lui demander de reconsidérer de toute urgence cette décision. Le Secrétaire général faisait observer que, au cours des 24 heures qui s'étaient écoulées depuis qu'il avait présenté au Conseil de sécurité son rapport du 12 mars, des progrès considérables avaient été faits touchant l'organisation et le stationnement de la Force à Chypre. Il demandait instamment au Gouvernement turc de s'abstenir de toute action qui aggraverait la situation tragique existant à Chypre et pourrait en outre créer les risques les plus graves pour la paix et la sécurité internationales. Il savait que la situation à Chypre présentait l'intérêt le plus vital pour le gouvernement et le peuple turcs et il n'aurait pas adressé ce pressant appel s'il n'était persuadé que le meilleur espoir de sortir de cette crise était de laisser le temps nécessaire à la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité en date du 4 mars 1964.

537. Dans une lettre en date du 14 mars (S/5607), le représentant de Chypre a déclaré, en réponse à la lettre du 13 mars du représentant de la Turquie (S/5596), que la note turque du 13 mars était irrecevable parce qu'elle constituait une nouvelle intervention inacceptable dans les affaires de Chypre. Le Gouvernement de Chypre n'avait jamais eu pour objectif de recourir à la violence contre aucun de ses ressortissants, quelles que fussent sa race, sa croyance ou sa religion. La triste vérité était que les dirigeants turcs

de Chypre, cherchant à justifier une intervention armée de la Turquie avant l'arrivée de la Force des Nations Unies et à créer ainsi un fait accompli qui servirait ses fins politiques de partage ou de fédération, avaient suscité des incidents dans différentes parties de Chypre. Le Gouvernement de Chypre n'avait jamais eu l'intention d'attaquer les Turcs de Chypre ni d'encourager ou de tolérer une attaque contre eux, mais, d'autre part, il ne pouvait se dérober à son devoir qui était de protéger la vie et les biens de la population chypriote dans son ensemble contre toute attaque injustifiée. Contrairement à ce qui était dit dans la note, le Traité de garantie ne conférait aucunement à la Turquie le droit de prendre des mesures unilatérales; menacer de prendre de telles mesures était faire un geste inadmissible et faire fi de la résolution du Conseil de sécurité.

E. — Examen de la question à la 1103ème séance (13 mars 1964)

538. Par une lettre en date du 13 mars (S/5598), le représentant de Chypre a demandé que le Conseil de sécurité soit réuni immédiatement en séance extraordinaire, à titre de mesure d'extrême urgence, "étant donné la menace manifeste d'invasion imminente du territoire de la République de Chypre par les forces turques". Il a déclaré que le Conseil de sécurité serait appelé à prendre immédiatement des mesures appropriées, en vertu de la Charte, "pour prévenir cette invasion et pour protéger et sauvegarder l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de la République de Chypre".

539. A la 1103ème séance, qui s'est tenue dans la soirée du 13 mars, le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité que, les perspectives d'obtenir des contingents étant favorables, il pouvait déclarer que la Force des Nations Unies pour le maintien de la paix serait établie sans autre retard, et que des éléments de cette force seraient bientôt déployés à Chypre. Un petit groupe d'officiers canadiens partait le soir même pour Chypre. Il a déclaré que, dès la réception de la communication (S/5596) du représentant de la Turquie, il avait prié celui-ci de transmettre à son gouvernement l'expression de la profonde inquiétude du Secrétaire général ainsi qu'un appel pressant pour que la plus grande modération soit exercée. Il a exprimé sa gratitude envers plusieurs gouvernements qui avaient promis une contribution financière volontaire, assurant ainsi l'appui financier requis pour la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

540. Le représentant de Chypre a déclaré que son gouvernement se trouvait sous le coup de la plus grave menace d'invasion, sous la forme d'une note officielle du Gouvernement turc, qui avait émis de façon péremptoire certaines exigences, dont la non-satisfaction amènerait la Turquie à exercer son prétendu droit d'intervention. En dépit de cette note, la délégation chypriote n'aurait peut-être pas demandé la réunion du Conseil si les événements qui avaient suivi n'avaient démontré que la Turquie persistait dans son intention d'envahir l'île, avec pour objectif ultime le partage et l'annexion. Après la publication de la note, le Premier Ministre turc avait déclaré, d'après l'agence Reuter, qu'il attendrait jusqu'au soir, et que, si les conditions posées par la Turquie dans sa note ne provoquaient aucune réaction parmi les Chypriotes grecs, il ordonnerait le débarquement sur l'île. Présentant sa version des événements qui avaient suivi l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité, le 4 mars, le représentant de Chypre a déclaré que le calme avait régné les deux premiers jours. Mais le troisième jour, le 7 mars, il

y avait eu à Paphos une attaque préméditée de la part de terroristes turcs. Il a récapitulé les vues que sa délégation avait déjà exprimées sur l'aspect historique et juridique de la question. Il a dit que la lettre que le Gouvernement turc avait adressée au Secrétaire général constituait une violation de la Charte des Nations Unies et de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 4 mars. Il a exprimé l'espoir que la Force des Nations Unies pour le maintien de la paix arriverait bientôt à Chypre pour y rétablir un climat de liberté et de sécurité et faciliter la solution du problème.

541. Le représentant de la Turquie a déclaré que le Conseil de sécurité avait été convoqué à la demande du représentant de Chypre, sous le prétexte que le Gouvernement turc avait, par sa note du 12 mars, lancé un ultimatum à Chypre. Il a dit que ces rumeurs qui faisaient état d'un ultimatum n'étaient que pure imagination, et que la note ne prescrivait l'adoption immédiate d'aucune décision urgente. Il a demandé au représentant de Chypre s'il pouvait officiellement déclarer que les villages chypriotes turcs ne seraient plus encerclés et privés d'eau, de vivres et d'éclairage, que les maisons turques ne seraient plus incendiées, et qu'il serait mis fin aux effusions de sang. Chypre consentait-elle à ce qu'une mission d'enquête impartiale se rendît sur les lieux et fit rapport au Conseil de sécurité? Le représentant de la Turquie a ajouté que son gouvernement, malgré les dépenses importantes engagées pour aider la population turque assiégée à Chypre, avait accepté d'apporter une contribution bénévole de 100 000 dollars pour l'entretien de la Force de maintien de la paix.

542. Le représentant de la Grèce a observé qu'en dépit de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le Gouvernement turc avait ouvertement menacé d'intervenir unilatéralement à Chypre. Il a dit que ces menaces répétées d'intervention visaient à justifier le partage géographique, ce qui était le contenu du concept de *taksim*. De toute manière, la Grèce avait averti la Turquie que, si, en dépit de la résolution du Conseil de sécurité et des appels du Secrétaire général, le Gouvernement turc décidait d'intervenir unilatéralement à Chypre, cela entraînerait automatiquement l'intervention de la Grèce, soucieuse de protéger l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité de Chypre. La Grèce espérait cependant que le Conseil userait, encore une fois, de tout le poids de son autorité morale pour rappeler au Gouvernement turc les obligations de tous les Etats Membres des Nations Unies.

543. Le représentant de Chypre, en réponse à la demande du représentant de la Turquie, a déclaré que, si les Turcs de Chypre ne provoquaient pas les combats, comme ils l'avaient fait à Paphos, la paix serait immédiate, car son gouvernement voulait la paix à Chypre, afin d'avoir un Etat unitaire.

544. Le représentant de l'URSS a déclaré qu'étant donné les provocations et les actions unilatérales de la Turquie il était étrange que le représentant de ce pays ait toujours refusé de répondre lorsqu'on lui demandait si le Gouvernement turc était prêt à respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre. Il a ensuite observé que la Turquie n'avait pas élevé d'objections contre la résolution du Conseil de sécurité du 4 mars, mais que, dans sa note adressée à Chypre, elle avait préféré passer sous silence la disposition essentielle de la résolution qui invitait tous les Etats Membres, conformément à leurs obligations aux termes de la Charte, à s'abstenir de toute action ou de toute menace d'action qui risquerait d'aggraver la situa-

tion dans la République souveraine de Chypre. Par son esprit et sa forme, la note de la Turquie méconnaissait ouvertement et foulait aux pieds la résolution du Conseil. Le représentant de l'URSS a dit que le Conseil devrait prendre les mesures nécessaires pour obliger la Turquie à mettre en œuvre la résolution conformément à l'Article 25, et à respecter les obligations qu'elle avait assumées en vertu de la Charte des Nations Unies. Il a rappelé que, dans son message du 7 février, le président Khrouchtchev avait souligné la nécessité, pour tous les Etats intéressés, et particulièrement pour les membres permanents du Conseil de sécurité, de faire preuve de réserve.

545. Le représentant du Brésil a déclaré qu'il avait tiré encouragement du rapport que le Secrétaire général avait présenté sur les progrès qu'il avait pu réaliser concernant l'application de la résolution du Conseil de sécurité du 4 mars. La lettre adressée par la Turquie le 13 mars (S/5596) avait vivement inquiété le Conseil. Quelles que fussent les intentions du Gouvernement turc, la délégation brésilienne était convaincue que les parties devaient s'abstenir de toute action susceptible d'aggraver encore la situation à Chypre et de menacer la paix et la sécurité de la région. Le représentant du Brésil était certain que cette conviction était partagée par tous les membres du Conseil. Afin d'exprimer ce consensus sous la forme d'une résolution, il a présenté, au nom des délégations de la Bolivie, du Brésil, de la Côte-d'Ivoire, du Maroc et de la Norvège, un projet de résolution commun (S/5601) qui était rédigé comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant entendu les déclarations des représentants de la République de Chypre, de la Grèce et de la Turquie,

"Réaffirmant sa résolution du 4 mars 1964,

"Profondément préoccupé des événements de la région,

"Prenant note des progrès indiqués par le Secrétaire général en ce qui concerne la constitution d'une Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre,

"Prenant note de l'assurance donnée par le Secrétaire général que la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, envisagée dans la résolution du Conseil de sécurité en date du 4 mars 1964, est sur le point d'être constituée et que des éléments avancés de la Force sont déjà en route vers Chypre,

"1. Réaffirme l'appel qu'il a adressé à tous les Etats Membres pour qu'ils s'abstiennent, conformément à leurs obligations aux termes de la Charte des Nations Unies, de toute action ou de toute menace d'action qui risquerait d'aggraver la situation dans la République souveraine de Chypre ou de mettre en danger la paix internationale;

"2. Prie le Secrétaire général de poursuivre activement ses efforts pour mettre en œuvre la résolution du Conseil de sécurité du 4 mars 1964 et prie les Etats Membres de coopérer avec le Secrétaire général à cette fin."

546. Le représentant du Royaume-Uni estimait que l'objectif principal du Conseil, et de l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble, devait être la mise en œuvre de la résolution du 4 mars avec le minimum de retard. Le Conseil de sécurité savait parfaitement que le Secrétaire général n'avait ménagé aucun effort

pour s'acquitter de la tâche qui lui avait été confiée. Le premier message du Conseil devrait, suggérait-il, demander au Secrétaire général de redoubler d'efforts en vue de mener rapidement sa tâche à bien, et à tous les Membres des Nations Unies de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour l'y aider. Il était du devoir du Conseil de réitérer l'appel adressé à tous les Etats Membres pour qu'ils s'abstiennent, conformément à leurs obligations aux termes de la Charte, de toute action ou de toute menace d'action qui risquerait d'aggraver la situation dans la République souveraine de Chypre et de mettre en danger la paix internationale.

547. Le représentant des Etats-Unis a fait observer que, de l'avis de son gouvernement, la tâche la plus urgente pour les Nations Unies était d'envoyer à Chypre une force de maintien de la paix afin d'arrêter les effusions de sang inutiles. C'est pourquoi les Etats-Unis avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour faciliter la constitution de cette force, et avaient offert 2 millions de dollars aux Nations Unies pour aider à résoudre les difficultés financières qui s'opposaient à une action rapide. Le représentant des Etats-Unis a engagé toutes les parties directement intéressées à faire preuve de la plus grande modération et il a exprimé l'espoir que toutes les parties et que tous les Membres collaboreraient sans réserve avec la Force de maintien de la paix des Nations Unies et avec le Secrétaire général.

548. Le représentant de Chypre a favorablement accueilli le projet de résolution et noté que ce document ne pouvait être séparé de la déclaration faite par le représentant du Brésil ni d'autres déclarations faites devant le Conseil, non plus que de la lettre adressée par le Secrétaire général au représentant de la Turquie (S/5600). Il a remarqué que l'expression "menace d'action" employée dans le projet de résolution ne pouvait évoquer autre chose que la menace de recours à la force qui avait fait l'objet des débats du Conseil. Il ne saurait y avoir malentendu, ni aucune possibilité de fausser le sens de ce projet, qui tendait à protéger la souveraineté de la République de Chypre et son intégrité territoriale.

549. Le représentant de la Turquie a déclaré que le projet de résolution dont le Conseil était saisi pouvait avoir une portée constructive s'il était interprété comme il convenait. En disant cela, il pensait tout particulièrement au paragraphe premier du dispositif qui soulignait la nécessité pour les autorités chypriotes grecques de l'île de s'abstenir de toute action ou menace d'action qui risquerait d'aggraver la situation, c'est-à-dire la nécessité d'arrêter les effusions de sang et les persécutions contre la communauté turque. Il a exprimé l'espoir que le projet de résolution serait interprété par tous dans ce sens, et non pas uniquement dans le sens qui avait été mentionné.

550. Le représentant de l'URSS a souligné que le projet de résolution ne pouvait avoir qu'un seul but et qu'un seul sens : c'était un avertissement catégorique à tous ceux qui, en violation de la résolution adoptée le 4 mars par le Conseil, envisageraient des actes hostiles à l'égard de Chypre et chercheraient à porter atteinte à sa souveraineté et à son intégrité territoriale. D'après la délégation soviétique, ce projet de résolution représentait un avertissement sérieux pour tous ceux qui voudraient se livrer à des actes d'agression ou à une intervention armée contre l'Etat souverain de Chypre. C'était compte tenu de cette interprétation que la délégation soviétique était prête à voter en faveur du projet de résolution.

551. Le représentant de la France, favorable au projet de résolution, a déclaré qu'il n'était pas possible, même après l'étude la plus attentive des informations disponibles, d'imputer à tel ou tel des parties ou des groupes en présence l'exclusive responsabilité de l'aggravation de la situation. Le Conseil devrait adresser un nouvel appel à toutes les parties pour les ramener à l'esprit de conciliation et au respect de la Charte des Nations Unies.

552. Le représentant du Maroc a déclaré que, si la situation tendait de nouveau à la crise, ce n'était pas uniquement en raison de l'existence d'une menace extérieure à l'intégrité et à la souveraineté de Chypre, mais parce qu'il y avait, à l'intérieur, une situation également explosive. D'après lui, le projet de résolution dont était saisi le Conseil reproduisait en substance les interventions des représentants de Chypre et de la Turquie.

553. Le représentant de la Norvège a déclaré que, de l'avis des auteurs du projet de résolution, le dispositif du paragraphe premier était la synthèse des observations qui avaient été faites par les parties.

554. Le représentant de la Tchécoslovaquie a déclaré que la lettre reproduite dans le document S/5596, et son annexe, qui avaient été distribuées au Conseil par les soins du représentant de la Turquie, constituaient une violation flagrante des obligations et des principes contenus dans la résolution adoptée le 4 mars par le Conseil de sécurité. En conséquence, sa délégation était convaincue que le Conseil devait prendre des mesures appropriées pour défendre et réaffirmer sa propre résolution et pour en assurer le respect. C'était uniquement pour cette raison que sa délégation appuierait le projet de résolution commun dont était saisi le Conseil.

555. Le représentant de la Grèce a réaffirmé ses assurances antérieures selon lesquelles son gouvernement était décidé à prêter au Secrétaire général tout son concours pour l'application de la résolution adoptée le 4 mars 1964 par le Conseil de sécurité. En conséquence, son gouvernement contribuerait pour un montant d'un demi-million de dollars aux dépenses de la force internationale pour le maintien de la paix. Le représentant de la Grèce a exprimé l'espoir que le projet de résolution réussirait à barrer la voie à toutes les aventures qui pourraient compromettre la paix à Chypre et autour de Chypre.

Décision: *A la 1103ème séance, tenue le 13 mars 1964, le projet de résolution présenté par la Bolivie, le Brésil, la Côte-d'Ivoire, le Maroc et la Norvège (S/5601) a été adopté à l'unanimité (S/5603).*

F. — Rapports du Secrétaire général et autres communications reçus au Conseil entre le 16 mars et le 15 juin 1964

556. Du 16 mars au 15 juin, le Conseil ou le Secrétaire général ont reçu plusieurs communications des représentants de la Turquie, de Chypre et de la Grèce. Parmi celles du représentant de la Turquie figuraient notamment plusieurs lettres appelant l'attention du Conseil sur des communications de M. Küçük, vice-président de Chypre.

557. Des lettres du représentant de la Turquie en date du 16 mars (S/5605), du 18 mars (S/5610), du 19 mars (S/5611 et S/5613), du 26 mars (S/5624), du 27 mars (S/5627), du 30 mars (S/5629 et S/5630), du 2 avril (S/5644), du 6 avril (S/5646), du 13 avril (S/5655), du 15 avril (S/5663), du 29 avril (S/5672), du 1er mai (S/5675, S/5676 et S/5677), du 2 mai (S/5680), du 4 mai (S/5683), du 6 mai (S/5686), du 12 mai (S/5696), du 13 mai (S/5698, S/5699 et

S/5706), du 14 mai (S/5700 et S/5704), du 18 mai (S/5708), du 25 mai (S/5715), du 29 mai (S/5726), du 1er juin (S/5730 et S/5731), du 4 juin (S/5743 et S/5744), du 8 juin (S/5753, S/5754 et S/5755) et du 15 juin (S/5766) concernaient notamment le rôle et le statut du Vice-Président de Chypre; la situation à Polis, à Paphos, à Limassol, à Mallis, à Kazaphani et en d'autres lieux soumis à des attaques de Chypriotes grecs; une attaque contre le village de Gaziveren à proximité de Lefke; la saisie des ministères chypriotes dirigés par des ministres turcs et la retenue des traitements; le refus de permettre à M. Denktas d'entrer à Chypre; une attaque contre la population turque de Ktima; des attaques contre des Chypriotes turcs; le caractère illégal de l'abrogation unilatérale du Traité d'alliance; des accusations de violation par les Chypriotes grecs des résolutions adoptées par le Conseil les 4 et 13 mars; des opérations militaires contre les positions turques des montagnes de Kyrenia et des coups de feu tirés contre des villageois de la région; l'aggravation de la situation à Chypre depuis que la Force des Nations Unies était devenue opérationnelle; les raisons pour lesquelles des offres du président Makarios ne pouvaient être acceptées; la situation du patriarcat d'Istanbul; des observations de M. Küçük au sujet du rapport du Secrétaire général (S/5679) du 2 mai; des violations de l'espace aérien de la République de Chypre par des appareils de l'armée de l'air grecque; des points qui avaient besoin d'être éclaircis par le Conseil et la question de la condamnation du recours à la violence; l'emploi de balles dum-dum et une demande d'enquête internationale; l'incident qui s'est produit à Famagouste le 11 mai; une note aux puissances garantes; l'institution du service militaire obligatoire et les achats d'armes par le Gouvernement de Chypre; le refus des Chypriotes grecs de permettre l'enlèvement des corps des Turcs tués; la mise en liberté des otages et la levée du siège des villages turcs; des appels pour le respect de la Constitution de Chypre; le statut du Vice-Président; le droit du Ministre des affaires étrangères de Chypre et de M. Rossides de parler au nom du gouvernement ou des deux communautés chypriotes, et l'appel lancé à tous les chefs d'Etat par le président Makarios.

558. Des lettres du représentant de Chypre en date du 16 mars (S/5606), du 19 mars (S/5615 et S/5616), du 24 mars (S/5622 et S/5623), du 30 mars (S/5631), du 1er avril (S/5636), du 6 avril (S/5647 et Corr.2), du 14 avril (S/5660), du 24 avril (S/5667), du 28 avril (S/5670), du 7 mai (S/5688), du 8 mai (S/5689), du 12 mai (S/5695), du 15 mai (S/5705), du 25 mai (S/5721), du 29 mai (S/5736), du 2 juin (S/5737), du 3 juin (S/5740), du 4 juin (S/5742 et S/5748), du 5 juin (S/5746 et S/5747) et du 9 juin (S/5762) faisaient état notamment d'activités du Gouvernement turc en violation des résolutions du Conseil en date des 4 et 13 mars; d'événements dans la région de Morphou-Xeros; d'un télégramme adressé au Premier Ministre de Turquie par un Chypriote turc éminent au sujet des sentiments de nombreux citoyens chypriotes modérés d'origine turque; de l'inanité des accusations selon lesquelles des Chypriotes grecs auraient pris des otages; de la rémunération des fonctionnaires; d'un appel lancé par un Chypriote turc aux membres de sa communauté; d'un échange de lettres entre le Président de Chypre et le Premier Ministre de Turquie au sujet du déploiement des forces turques stationnées à Chypre; de l'abrogation du Traité d'alliance; d'incidents survenus à Nicosia et dans les montagnes de Kyrenia; de l'évacuation de positions et de fortifications

et de l'offre d'amnistie et de protection faite par le président Makarios; d'événements survenus à Paphos le 7 mars; de l'action militaire au château de Saint-Hilarion; de la déclaration faite le 6 mai par le président Makarios au sujet des directives données par le Secrétaire général à la Force des Nations Unies et de son rapport du 2 mai; des événements survenus à Famagouste le 11 mai; d'accusations de menaces et de survols aériens turcs; d'une déclaration faite par le président Makarios le 28 mai sur la question des otages; de l'abandon par M. Küçük de ses fonctions de vice-président; du soutien apporté par la Turquie à la rébellion à Chypre; des causes des troubles de Chypre, et du télégramme adressé par le président Makarios aux chefs d'Etat de tous les Etats Membres de l'Organisation le 9 juin.

559. Des lettres du représentant de la Grèce en date du 20 avril (S/5665), du 11 mai (S/5692 et S/5694), du 12 mai (S/5702) et du 22 mai (S/5719) concernaient notamment les mesures prises par les autorités turques contre les Grecs d'Istanbul et contre le patriarche œcuménique, les accusations selon lesquelles des avions militaires grecs auraient survolé Chypre et l'incident survenu à Famagouste le 11 mai.

560. Dans le deuxième additif (S/5593/Add.2) à son rapport au Conseil du 12 mars, le Secrétaire général a signalé, le 17 mars, que des éléments appréciables du contingent canadien étaient arrivés à Chypre et qu'un détachement avancé suédois et un détachement précurseur irlandais partiraient prochainement pour l'île. Les arrangements voulus pour faire passer sous le commandement des Nations Unies les troupes britanniques déjà à Chypre qui formeraient le contingent britannique devaient être conclus sous peu avec le Gouvernement du Royaume-Uni.

561. Dans ces conditions, le Secrétaire général était en mesure de dire que la Force des Nations Unies à Chypre existait. Elle deviendrait opérationnelle lorsqu'elle disposerait de suffisamment de troupes dans l'île pour pouvoir s'acquitter efficacement de sa mission. C'est de ce moment que commencerait à courir la période de trois mois fixée pour la durée de la Force dans la résolution adoptée par le Conseil le 4 mars 1964.

562. Dans une lettre en date du 18 mars 1964 (S/5614 et Corr.1), le représentant du Canada a informé le Secrétaire général que le Gouvernement canadien avait autorisé, le 14 mars, le maintien en service actif d'officiers et d'hommes de la marine royale canadienne, de l'armée canadienne et de l'aviation royale canadienne, à concurrence de 1 200 hommes à tout moment, pour servir dans la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix dans la République de Chypre ou en appui direct de la Force. Le contingent canadien était en route pour Chypre par air et par mer. De l'avis du Gouvernement canadien, les dispositions prises pour le financement de la Force des Nations Unies s'écartaient de l'usage établi et de ce qui était souhaitable. Le Canada avait toujours soutenu que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies devaient être collectivement responsables du financement des opérations des Nations Unies en vue du maintien de la paix. Reconnaisant toutefois que l'on ne pouvait attendre, pour déployer la Force des Nations Unies à Chypre, l'achèvement de négociations prolongées, le Gouvernement canadien avait décidé de prendre à sa charge tous les frais d'un contingent canadien pour une période de trois mois, ainsi que les frais de transport de ses hommes et de son matériel à Chypre, sans

préjudice de sa position bien arrêtée sur la question du financement.

563. Dans un troisième additif à son rapport du 12 mars (S/5593/Add.3), le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité, le 25 mars, que le général de corps d'armée P. S. Gyani, commandant de la Force, en prendrait le commandement à 5 heures le 27 mars, la Force devenant alors opérationnelle aux fins de la résolution du Conseil de sécurité. Le Secrétaire général exprimait toute sa gratitude aux gouvernements qui avaient fourni des contingents pour la Force et à ceux qui avaient versé des contributions financières volontaires. Il ajoutait que, la Force des Nations Unies devenant opérationnelle, la situation à Chypre entraînerait dans une phase nouvelle. Malgré quelques incidents où des coups de feu avaient été tirés, la situation dans l'île était, dans l'ensemble, devenue un peu plus calme depuis quelque temps. Le Secrétaire général exprimait l'espoir que les deux principales communautés feraient preuve de modération. Il comptait que toutes les parties, et en particulier le Gouvernement de Chypre, collaboreraient avec la Force des Nations Unies à la tâche très difficile qui l'attendait. Pour pouvoir s'acquitter efficacement de ses responsabilités, la Force aurait besoin de ce concours. Il faudrait aussi que tous les intéressés comprennent bien les résolutions du Conseil de sécurité et la nature même de la Force. Il fallait souligner que la Force qui se trouvait à Chypre était une Force des Nations Unies, qu'elle opérait exclusivement en vertu du mandat que lui avait confié le Conseil de sécurité et en se conformant, dans le cadre de ce mandat, aux instructions données par le Secrétaire général. La Force était un organe impartial et objectif qui n'avait aucunement pour tâche de rechercher des solutions politiques et qui se garderait d'influer dans un sens ou dans l'autre sur de telles solutions.

564. Dans un rapport au Conseil de sécurité en date du 26 mars (S/5625 et Corr.1), le Secrétaire général a déclaré que, après avoir reçu l'accord des gouvernements de Chypre, de la Grèce, du Royaume-Uni et de la Turquie, il avait, le 25 mars 1964, désigné M. Sakari S. Tuomioja comme médiateur des Nations Unies à Chypre.

565. Dans un rapport au Conseil de sécurité en date du 31 mars (S/5634 et Corr.1), le Secrétaire général a fait savoir que, par un échange de lettres en date du 31 mars 1964 entre lui-même et le Ministre des affaires étrangères de la République de Chypre, un accord avait été conclu concernant le statut de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Le Gouvernement de Chypre s'était engagé à appliquer à titre provisoire les arrangements exposés dans la lettre du Secrétaire général et à s'efforcer d'obtenir que l'accord soit ratifié aussitôt que possible.

566. Dans une lettre en date du 31 mars adressée au Ministre des affaires étrangères de Chypre (annexe I), le Secrétaire général avait proposé un certain nombre d'arrangements spéciaux définissant certaines des conditions nécessaires pour que la Force des Nations Unies puisse s'acquitter efficacement de ses fonctions pendant qu'elle serait stationnée à Chypre. Le Secrétaire général avait indiqué que, dès que le Gouvernement de Chypre aurait accepté la proposition, la lettre du Secrétaire général et la réponse du Ministre des affaires étrangères constitueraient un accord qui prendrait effet à la date d'arrivée à Chypre des premiers éléments de la Force et resterait en vigueur jusqu'au départ de la Force. Le Secrétaire général avait affirmé que la Force, dans l'exécution de sa tâche, se con-

formerait de bonne foi au mandat que lui avait confié le Conseil de sécurité. Dans sa réponse, en date du 31 mars (annexe II), le Ministre des affaires étrangères de Chypre avait informé le Secrétaire général que son gouvernement acceptait les termes de la lettre du Secrétaire général.

567. Dans une note en date du 11 avril (S/5653), le Secrétaire général a rappelé qu'il avait donné pour instructions au Commandant de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre de maintenir à tout moment les activités de la Force dans le cadre du mandat fixé par le Conseil de sécurité. La note était accompagnée d'un aide-mémoire qui contenait les précisions suivantes sur certaines questions relatives au rôle et au fonctionnement de la Force. Le Secrétaire général avait été chargé d'assurer la constitution et la direction de la Force; il était responsable devant le Conseil de sécurité de la conduite de cette Force et lui seul faisait rapport à son sujet au Conseil. Sur le plan exécutif, toutes les unités composant la Force relevaient de son commandant, qui était responsable devant le Secrétaire général. La Force n'assumerait aucune fonction qui ne serait pas compatible avec les dispositions du paragraphe 5 de la résolution du Conseil de sécurité du 4 mars 1964. A cet égard, en cas de doute sur une action envisagée, le Secrétaire général devait être saisi et il lui appartiendrait de décider. La Force s'abstiendrait de toute action tendant à influencer la situation politique à Chypre, si ce n'est qu'elle contribuerait au rétablissement du calme et à la création d'un climat meilleur dans lequel des solutions politiques pourraient être recherchées. Le personnel de la Force devait s'abstenir d'exprimer publiquement une opinion quelconque sur les problèmes politiques du pays; il devait également faire preuve de retenue et d'une entière impartialité à l'égard des membres des communautés grecque et turque de Chypre. Les opérations de la Force et les activités du médiateur des Nations Unies étaient deux tâches séparées et distinctes, et qui devaient rester telles, mais complémentaires. Il serait souhaitable que les troupes grecques et turques stationnées à Chypre soient placées sous le commandement général du Commandant de la Force. Il existait une distinction très nette entre les troupes du contingent britannique et le personnel militaire britannique à Chypre. Les troupes de la Force ne prendraient pas l'initiative d'utiliser la force armée. L'usage de la force armée n'était permis qu'en cas de légitime défense et lorsque tous les moyens pacifiques de persuasion avaient échoué. S'il était nécessaire de recourir à l'emploi des armes, un avertissement devrait être préalablement donné chaque fois que ce serait possible. Il ne serait pas fait usage d'armes automatiques, sauf en cas d'extrême urgence. Si une région donnée était menacée d'une attaque, si toutes les tentatives de règlement pacifique échouaient, les commandants d'unités de la Force, agissant sur instructions précises de leur quartier général, annonceraient que la Force pénétrerait, si besoin était, dans lesdites régions. Si, en dépit de ces avertissements, des tentatives étaient faites pour attaquer des positions de la Force, pour s'y infiltrer ou pour les encercler, les troupes se défendraient en résistant aux assaillants et en les repoussant en faisant usage d'un minimum de force. Sur les lieux où des membres des deux communautés étaient aux prises, les commandants d'unités de la Force demanderaient immédiatement aux chefs des deux communautés de faire cesser le combat et organiseraient un cessez-le-feu. Dans certains cas, il serait peut-être possible de faire observer un cessez-le-feu en interposant des postes

militaires de la Force entre les adversaires, mais, si les parties en conflit ne l'acceptaient pas, ou si l'on doutait de l'efficacité de ce procédé, il serait préférable de ne pas y avoir automatiquement recours. Le Conseil de sécurité, au paragraphe 2 de sa résolution du 4 mars, avait demandé au Gouvernement de Chypre de prendre toutes nouvelles mesures nécessaires pour arrêter les actes de violence et les effusions de sang. La Force resterait par conséquent en contact étroit avec les membres compétents du Gouvernement de Chypre pour ce qui était de l'accomplissement de sa fonction et de l'observation de ses responsabilités.

568. Dans une lettre en date du 17 avril (S/5661), le représentant de la Suède a confirmé que son gouvernement avait décidé, en réponse à la requête du Secrétaire général, d'organiser, en faisant appel à des volontaires, un bataillon destiné à faire partie de la Force des Nations Unies à Chypre. Le Gouvernement suédois était prêt également à organiser un contingent de police d'un effectif de 40 hommes, tous volontaires, appelés à remplir le rôle d'observateurs et à assurer la liaison avec la police locale.

569. Dans une note en date du 17 avril (S/5662), le Secrétaire général a fait savoir que par des échanges distincts de notes entre lui-même et les Gouvernements de Chypre, de la Grèce, du Royaume-Uni et de la Turquie, respectivement, lesdits gouvernements avaient accepté d'accorder au médiateur des Nations Unies et à son personnel les privilèges et immunités, exemptions et facilités accordés aux envoyés diplomatiques conformément au droit international.

570. Dans un rapport en date du 29 avril (S/5671 et Corr.1), le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité que, depuis un mois que la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre était opérationnelle, exception faite d'échauffourées sporadiques dans la région de la chaîne de Kyrenia, aucun combat d'importance ne s'était produit et l'on était demeuré maître de situations risquant de provoquer de tels combats. Ce n'était pas là, pour l'opération des Nations Unies à Chypre, un mince résultat. Cependant, la tension entre les deux principaux groupes de population continuait de susciter les plus graves inquiétudes. Peu de progrès avaient été faits dans l'exécution du mandat de la Force visant à faciliter le retour à une situation normale à Chypre, et le Secrétaire général insistait sur la nécessité de discussions et de négociations intensives avec les parties intéressées. A cet effet, il importait de renforcer d'urgence la mission à Chypre en y affectant un haut fonctionnaire des affaires politiques, qui pourrait mener des négociations en vue de l'exécution du programme formulé par le Secrétaire général, avec le concours du Commandant de la Force. Ce programme, dont les diverses parties et les divers gouvernements intéressés avaient été informés, exigerait la coopération et la bonne foi de tous. Le Secrétaire général ajoutait qu'il ne serait rien fait dans ce domaine qui entrave d'une manière quelconque les efforts entrepris par le médiateur pour trouver des solutions aux problèmes essentiels. Le Secrétaire général proposait une liste de certains des objectifs que l'on pourrait faire figurer dans le programme d'action destiné à permettre à la Force de s'acquitter du mandat qui lui avait été donné par le Conseil dans sa résolution du 4 mars 1964: a) assurer la liberté de la circulation sur toutes les routes de Chypre; b) assurer à toutes les communautés, dans la ville de Nicosia et dans les autres villes, la liberté de se déplacer; c) assurer l'évacuation et l'élimination progressive de toutes les positions fortifiées, en donnant

la priorité à Nicosia; d) examiner le problème créé par la scission de la police chypriote en éléments chypriotes turcs et chypriotes grecs et négocier les mesures à prendre pour réunifier progressivement la police; e) veiller à ce que tous les civils ne faisant pas partie de la police régulière, de la gendarmerie ou de l'armée chypriote soient progressivement désarmés par le Gouvernement chypriote et la communauté turque. La Force, sur demande, aiderait à faciliter et à vérifier le désarmement et la mise en lieu sûr des armes; f) reprendre en main les extrémistes de l'un et l'autre camp; g) énoncer les arrangements voulus en vue d'une amnistie générale; h) mettre au point les mesures de sécurité et autres conditions nécessaires pour faciliter le retour à une situation normale et, notamment, le rétablissement de l'activité économique; i) faciliter le retour à leur poste des Chypriotes turcs qui étaient fonctionnaires ou faisaient partie du gouvernement, notamment pour ce qui était des services publics (postes, télécommunications, travaux publics, etc.); j) veiller à ce que les tribunaux fonctionnent normalement.

571. Il conviendrait aussi, selon le Secrétaire général, tandis que les efforts sur ces différents points se poursuivraient, de se fixer certains buts à court terme dans des localités données et sur des problèmes délimités et de travailler à atteindre ces buts.

572. Dans son rapport au Conseil de sécurité en date du 2 mai (S/5679), le Secrétaire général a fait savoir qu'au 30 avril la Force des Nations Unies à Chypre avait un effectif total de 6 341 hommes et se composait de contingents venus d'Autriche, du Canada, de Finlande, d'Irlande, du Royaume-Uni et de Suède. Des renforts étaient attendus en mai: un contingent danois d'environ 1 000 hommes, un hôpital de campagne autrichien de quelque 54 hommes, et environ 70 autres Suédois venant de l'ONUC. La police de la Force se composait de 28 Autrichiens et on se proposait de porter son effectif à 200 hommes. Compte tenu de ces divers apports et d'une réduction du contingent du Royaume-Uni, la Force atteindrait à peu près son effectif prévu de 7 000 hommes.

573. Après avoir donné des indications sur le déploiement de la Force, le rapport notait qu'elle recevait son appui logistique surtout du Royaume-Uni, avec l'aide des contingents nationaux et des Nations Unies. Les avions qui avaient amené les contingents à pied d'œuvre avaient été soit des avions de l'armée de l'air des Etats-Unis, soit des avions affrétés. Récapitulant la situation à Chypre depuis le 27 mars, le Secrétaire général faisait observer que, dans bien des cas, la Force des Nations Unies avait amené la conclusion de cesser le feu et atténué la tension, en négociant et, à l'occasion, en s'interposant entre les combattants. Souvent, si des incidents mineurs n'avaient pas dégénéré en des échanges de coups de feu et des rencontres plus graves, c'était en raison de l'intervention personnelle des commandants sur place et des négociations qu'ils avaient eues avec les notables des deux parties dans le secteur. Le Secrétaire général concluait en disant que la situation d'ensemble dans l'île ne s'était pas sensiblement améliorée au cours du mois, bien que les accrochages sérieux aient pu être soit évités, soit circonscrits. Un climat de suspicion et un manque de confiance mutuelle dominaient les relations entre les deux principales communautés et entretenaient la tension, laquelle était accentuée à certains moments par des actes de violence et de harcèlement. Devant cette situation, le rôle de la Force était extrêmement délicat: qu'elle prit des initiatives constructives ou, au contraire, qu'elle se gardât d'intervenir, son attitude était inévi-

tablement et invariablement mal interprétée par l'un ou l'autre des deux camps. Le Secrétaire général faisait observer que les problèmes étaient très complexes et qu'il importait que le Conseil de sécurité se préoccupât sans plus attendre de la situation future à Chypre du point de vue de ses conséquences pour la Force.

574. Dans son rapport du 11 mai (S/5691), le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité que M. Galo Plaza (Equateur) avait bien voulu accepter d'être son représentant spécial à Chypre pour y mener, au nom du Secrétaire général, des négociations en vue de l'exécution du programme défini dans le rapport du Secrétaire général au Conseil en date du 29 avril (S/5671). M. Plaza avait accepté d'exercer ces fonctions initialement jusqu'au 27 juin.

575. Le 15 juin, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité un rapport (S/5764 et Corr.1 et 2) sur l'opération des Nations Unies à Chypre pour la période allant du 26 avril au 8 juin 1964. Ce rapport indiquait qu'au 8 juin la Force avait un effectif de 6 238 militaires et de 173 policiers. Il traitait des aspects politiques, économiques, sociaux et judiciaires, ainsi que du programme d'action de la Force des Nations Unies exposé dans le rapport du Secrétaire général en date du 29 avril.

576. En ce qui concernait la situation générale, il n'y avait pas eu, au cours des six semaines précédentes, d'incidents militaires graves mettant aux prises les deux camps, mais les deux camps avaient mis à profit cette accalmie relative pour renforcer leurs positions militaires à Nicosia et dans les faubourgs et pour se mettre mieux à même d'entreprendre des opérations ultérieurement. Il y avait de nombreuses raisons de penser qu'aussi bien le Gouvernement de Chypre que la communauté chypriote turque se procuraient de plus en plus d'armes et de munitions, y compris des armes lourdes, et autant que leurs sources d'approvisionnement et leurs moyens le leur permettaient. Le Gouvernement de Chypre soutenait qu'il avait importé des armes pour sa défense et sa sécurité et que sa qualité de gouvernement souverain lui permettait de le faire. La communauté chypriote turque, de son côté, ne pouvait officiellement importer d'armes; on pouvait donc supposer que les armes acquises par elle étaient introduites en contrebande dans l'île.

577. Le rapport indiquait qu'il y avait eu, depuis le 2 mai, cinq incidents où l'on avait délibérément tiré sur des hommes de la Force, un cas de "disparition" de personnel de la Force, 14 incidents où des coups de feu avaient fait des tués ou des blessés, et des échanges à peu près quotidiens de coups de feu entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs. Nicosia et ses faubourgs étaient le centre principal de tension à Chypre et les deux camps avaient continué de perfectionner et de développer leurs fortifications. La tension régnait aussi au col de Kyrenia et dans le nord-ouest de Chypre, où des précautions militaires étaient prises par les deux camps, et il était peu probable que la tension se relâchât tant que rien ne laisserait prévoir une solution politique acceptable. La décision du gouvernement d'instituer la conscription n'avait fait qu'aggraver la tension, en ce sens qu'il se pouvait que les Chypriotes turcs redoublent d'efforts pour construire des fortifications et s'organiser selon des principes plus militaires.

578. La présence de la Force des Nations Unies avait manifestement empêché une reprise ouverte des combats au cours de la période considérée. Toutefois, l'espoir de parvenir à rétablir une entière liberté de circulation sur les routes avait faibli après l'incident

de Famagouste du 11 mai, et les deux communautés étaient encore loin d'être arrivées à un état de coexistence pacifique. Certains démantèlements avaient été opérés à Ktima, mais aucun progrès vers l'élimination des positions défensives n'avait été fait ailleurs dans l'île. Aucun progrès n'avait été accompli non plus dans le désarmement progressif des civils, dont beaucoup continuaient à parcourir l'île sans être soumis à aucun contrôle.

579. Pour récapituler, le rapport soulignait qu'il ne s'était pas produit de combat important au cours de la période considérée et que l'un des principaux objectifs de l'opération des Nations Unies, à savoir "prévenir toute reprise des combats", était donc en voie d'être atteint. L'économie agricole du pays n'avait pas été gravement atteinte, mais l'activité industrielle avait été sérieusement touchée, et la gêne économique, déjà ressentie sérieusement par la communauté chypriote turque, commencerait bientôt à atteindre de façon sensible les Chypriotes grecs également. A l'exception de la route de Kyrenia et de la route reliant Xeros à Limnitis, Mansoura et Kokkina, les Chypriotes grecs pouvaient emprunter sans restriction toutes les principales routes du pays. En revanche, la liberté de déplacement des Chypriotes turcs se trouvait limitée par des contrôles et des fouilles excessives, par un sentiment d'insécurité et par la crainte d'arrestation arbitraire ou d'enlèvement qu'ils éprouvaient, ainsi que par beaucoup de vexations qui leur étaient imposées par des "irréguliers" armés de la communauté chypriote grecque. Toutefois, si les Chypriotes turcs se déplaçaient peu en dehors de leurs secteurs, c'était aussi, croyait-on, pour une raison d'ordre politique, le désir de renforcer la thèse selon laquelle les deux principales communautés ne pouvaient vivre en paix dans l'île sans quelque sorte de séparation géographique.

580. Selon le rapport, des armes automatiques étaient entre les mains d'un grand nombre de combattants irréguliers dans les deux camps et on semblait n'avoir qu'un contrôle très faible sur la plupart de ces éléments. La présence de contingents de l'armée grecque et de l'armée turque dans l'île posait un problème, en raison de leur attitude qui était de toute évidence partielle. Le Secrétaire général, notant que le contingent de l'armée grecque se placerait volontiers sous le commandement des Nations Unies si des dispositions analogues pouvaient être prises avec le contingent de l'armée turque, demandait instamment que ce dernier ou bien se retirât dans ses cantonnements ou bien acceptât de se placer sous le commandement des Nations Unies. Si les troupes turques regagnaient leurs cantonnements et s'il était mis fin aux menaces de débarquement turc imminent, le Secrétaire général était convaincu que les efforts faits par la Force des Nations Unies pour régler cette question des armes à Chypre s'en trouveraient beaucoup facilités. Le Secrétaire général faisait des observations sur la pratique, consistant à enlever des personnes et à les détenir comme otages ou à les tuer à titre de représailles, à laquelle les deux communautés avaient recouru, mais les Chypriotes grecs dans une mesure beaucoup plus grande. Il pensait, comme le président Makarios, que ces actes donnaient une idée fâcheuse du peuple et du gouvernement chypriotes. Le Secrétaire général reconnaissait que la décision du Gouvernement de Chypre d'instituer la conscription était un acte de la puissance publique. Cependant, vu la situation existant à Chypre, on pouvait se demander si une telle décision, prise à ce moment, pouvait être considérée comme compatible avec la résolution du Conseil de sécurité en date du

4 mars. Les menaces périodiques d'un débarquement de forces militaires turques étaient des plus nuisibles pour les efforts que l'Organisation des Nations Unies déployait afin de rétablir une situation normale et de prévenir les combats dans l'île, et elles n'étaient pas compatibles avec l'appel que le Conseil de sécurité avait adressé à tous les États Membres dans sa résolution du 4 mars. Quant au problème des armes à Chypre, il se pouvait, de l'avis du Secrétaire général, que ce fût là le facteur décisif qui permettrait d'établir si l'action entreprise par l'Organisation des Nations Unies à Chypre pouvait réussir.

581. Le Secrétaire général estimait nettement souhaitable, puisque l'utilité de la Force des Nations Unies dans la situation à Chypre avait été démontrée, de maintenir cette Force en activité pendant une deuxième période de trois mois à compter du 27 juin, date prévue de l'expiration de son mandat. Il ressortait des consultations officieuses du Secrétaire général sur ce point avec divers membres du Conseil de sécurité et les représentants des États qui fournissaient des contingents et versaient des contributions volontaires que la prorogation du mandat de la Force était généralement reconnue comme nécessaire et souhaitable. Le Gouvernement de Chypre avait également fait savoir officieusement qu'il était en faveur d'une telle prorogation. Le Secrétaire général considérait comme probable que le retrait de la Force à ce moment entraînerait sans tarder une reprise des combats, qui risquerait fort de dégénérer en un conflit massif. Si le Conseil de sécurité décidait de proroger le mandat de la Force, il serait malheureusement nécessaire de lui trouver un nouveau commandant, le général Gyani ayant demandé, pour d'impérieuses raisons personnelles, d'être relevé de ses fonctions. Le Secrétaire général avait pressenti le général K. S. Thimayya, ancien chef d'état-major de l'armée indienne, qui serait disponible au cas où le Secrétaire général ferait appel à lui. Si la Force était maintenue en fonctions pendant une seconde période de trois mois, on estimait que les dépenses supplémentaires qui en résulteraient atteindraient environ 7 300 000 dollars, et le Secrétaire général n'avait aucune assurance que ce montant pourrait être couvert par des contributions volontaires. A cet égard, il se jugeait tenu de faire observer que la méthode de financement de la Force de Chypre n'était absolument pas satisfaisante, bien qu'il comprenne les raisons qui l'avaient motivée et se rende compte qu'il n'était guère possible de la changer.

582. Parallèlement aux opérations de la Force, les efforts visant à favoriser par voie de médiation une solution pacifique et un règlement concerté s'étaient poursuivis sans relâche depuis la désignation de M. Tuomioja comme médiateur le 25 mars. M. Tuomioja avait eu des consultations avec les représentants des communautés chypriotes et avec les Gouvernements de Chypre, de la Grèce, de la Turquie et du Royaume-Uni, dans l'espoir de trouver un terrain d'entente suffisant grâce auquel les parties seraient encouragées à rechercher la base d'une solution à long terme. Étant donné l'état de choses existant à Chypre, et notamment les divergences très marquées entre les vues et objectifs politiques des dirigeants des deux communautés, on n'avait pas pu compter que la tâche du médiateur serait aisée ou donne des résultats positifs en un temps relativement court. C'était ce qu'avait confirmé l'expérience, et le médiateur poursuivrait ses patientes démarches auprès des parties intéressées. Le Secrétaire général rappelait que le mandat du médiateur n'avait pas été prévu pour une durée déterminée.

583. Dans un additif au rapport, publié le 19 juin (S/5764/Add.1), le Secrétaire général a présenté un état des contributions volontaires annoncées par les gouvernements en vue des opérations de la Force pendant la période initiale se terminant le 26 juin. Le total des contributions annoncées par 20 gouvernements se montait à 5 434 290 dollars.

G. — Examen de la question de la 1136ème à la 1139ème séance (18 au 20 juin 1964)

584. A sa 1136ème séance, le 18 juin 1964, le Conseil de sécurité a décidé d'inscrire à son ordre du jour le rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre pour la période allant du 26 avril au 8 juin et il a invité à nouveau les représentants de Chypre, de la Grèce et de la Turquie à participer à la discussion, sans droit de vote.

585. Présentant une motion d'ordre, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a proposé que le Conseil entende en premier lieu le représentant de Chypre.

586. Le Président a répondu qu'il était tenu d'observer le règlement intérieur, d'après lequel la parole était donnée aux représentants dans l'ordre où ils l'avaient demandée. C'est pourquoi, conformément à l'article 27 du règlement intérieur, il donnerait la parole au représentant de la Turquie, qui était le premier orateur inscrit.

587. Le représentant de la Turquie a déclaré que l'on se trouvait en présence d'un fait tragique: depuis le 4 mars 1964, date de l'adoption de la première résolution du Conseil de sécurité sur Chypre (S/5575), la situation dans l'île, au lieu de s'améliorer, avait constamment empiré, parce que les autorités chypriotes grecques n'avaient tenu aucun compte des dispositions de cette résolution. Le climat politique s'était encore détérioré lorsque Mgr Makarios avait dénoncé unilatéralement le Traité d'alliance, le 4 avril 1964. En abrogeant un accord international en vigueur, Mgr Makarios a essayé de placer le médiateur des Nations Unies et le Conseil de sécurité devant un fait accompli et violé à la fois le principe *pacta sunt servanda* et l'article 181 de la Constitution de Chypre, par lequel le Traité d'alliance avait reçu force constitutionnelle. Pour justifier cet acte illégal, Mgr Makarios avait fait valoir que le contingent turc en garnison à Chypre en vertu du Traité d'alliance avait refusé de regagner ses casernes et avait ainsi violé le Traité. Une telle argumentation était insoutenable, d'abord parce que le contingent turc avait été obligé de quitter ses casernes, sa sécurité se trouvant mise en danger par les attaques des terroristes chypriotes grecs, ensuite parce que l'accord d'application d'août 1960 qui avait fixé les lieux de cantonnement des contingents turc et grec n'avait nullement stipulé que le contingent turc ou le contingent grec devaient rester éternellement dans leur premier cantonnement. Le changement de cantonnement du contingent turc ne pouvait donc servir de prétexte pour la dénonciation du Traité d'alliance. D'autre part, contrairement à ce que disait le paragraphe 115 du rapport du Secrétaire général, le contingent de l'armée grecque avait quitté lui aussi ses casernes. A l'exception d'une compagnie d'infanterie cantonnée dans le camp grec, toutes les autres unités du régiment grec étaient occupées à des activités hors de ce camp.

588. Le représentant de la Turquie a dit ensuite qu'en dépit de l'appel contenu au paragraphe 2 de la résolution du 4 mars les actes de violence et les effusions de sang s'étaient poursuivis à Chypre. Les dirigeants

chypriotes grecs n'avaient pas non plus tenu compte du paragraphe 3 du dispositif de la résolution du Conseil de sécurité, car ils avaient continué à prononcer des discours de provocation, au lieu de créer un climat propice à la médiation. Les autorités chypriotes grecques avaient encore aggravé la situation à Chypre en ne tenant aucun compte de la Constitution du pays. L'institution de la conscription et l'appel de 25 000 hommes sous les drapeaux étaient nuls et inconstitutionnels. L'importation d'armes par le Gouvernement chypriote grec représentait, elle aussi, une violation flagrante de la Constitution et des résolutions du Conseil de sécurité. Ces actes faisaient courir un grave danger à la paix dans la région et portaient un rude coup à l'autorité de la Force des Nations Unies. En vertu des résolutions du Conseil de sécurité, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix était pleinement habilitée à arrêter les importations d'armes à Chypre. Comme les Nations Unies devaient s'employer à prévenir toute reprise des combats dans l'île, l'une des premières choses à faire était d'empêcher les deux communautés de s'armer.

589. Mgr Makarios avait reconnu lui-même que des Turcs avaient été enlevés par des éléments grecs irresponsables et qu'ils avaient peut-être été tués. En outre, lors des combats qui avaient eu lieu près du château de Saint-Hilarion en mai 1964, ce n'étaient pas des "éléments irresponsables", mais les prétendues "forces de sécurité" chypriotes grecques, sous le commandement du Ministre de l'intérieur lui-même, qui avaient commis des actes inhumains contre des Chypriotes turcs.

590. Aux termes de la résolution du 4 mars, le maintien et le rétablissement de l'ordre public entraient dans les attributions de la Force des Nations Unies. Mais l'ordre public ne pouvait être rétabli à Chypre que si la Constitution était tout d'abord observée. Les représentants chypriotes turcs avaient été expulsés des organes de gouvernement par les Chypriotes grecs, et la Constitution du pays n'était plus appliquée. Un gouvernement qui avait usurpé le pouvoir et violé la Constitution n'était qu'une autorité établie par un coup d'Etat et ne pouvait être reconnu comme le gouvernement légitime de Chypre. Par conséquent, il fallait d'abord redresser la situation si l'on voulait rétablir l'ordre public.

591. La tâche entreprise par le Secrétaire général était assurément difficile, vu l'ambiguïté des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité. Cependant, le rapport du Secrétaire général (S/5764 et Corr.1) avait déçu non seulement la Turquie, mais aussi tous les milieux qui souhaitaient une solution pacifique de la question de Chypre. Il était décourageant que le rapport du Secrétaire général n'ait donné aucune indication sur ce qu'on entendait par les termes "ordre public" dans la résolution du 4 mars. A plusieurs reprises, la délégation turque avait appelé l'attention du Secrétaire général sur le fait que l'ordre public ne pouvait découler que de l'observation de la Constitution et elle était donc déçue de constater que le rapport ne faisait nullement mention de la Constitution et ne montrait pas le lien existant entre le rétablissement de l'ordre public et la restauration d'un gouvernement constitutionnel dans l'île. Au paragraphe 118 de son rapport, le Secrétaire général se demandait seulement si l'institution de la conscription était compatible avec la résolution du Conseil de sécurité en date du 4 mars. Cette mesure, qui n'avait pas reçu l'approbation du Vice-Président, ne pouvait être considérée comme légale et constitutionnelle. Pour la délégation turque, il était tout à fait évident que cette mesure était dangereuse pour tous

les intéressés et violait la résolution du 4 mars. Au paragraphe 120 du rapport, le Secrétaire général avait estimé que seule l'introduction d'armes en contrebande par les Chypriotes turcs ou les Chypriotes grecs était un acte illégal que la Force des Nations Unies avait qualité pour empêcher. La Turquie était convaincue, pour sa part, que l'importation d'armes par ceux qui avaient usurpé les pouvoirs de gouvernement était illégale elle aussi et que la Force des Nations Unies avait le devoir d'empêcher l'importation d'armes dans l'île. La délégation turque regrettait également que l'on ait jugé admissible de faire état dans le rapport de prétendues menaces d'invasion de Chypre par la Turquie. On ne pouvait assimiler à de telles menaces le droit qu'avait la Turquie, en vertu du Traité de garantie, d'agir pour rétablir l'ordre créé à Chypre par ce traité, si tous les autres efforts échouaient. De même que la présence de la Force des Nations Unies, le droit qu'avait la Turquie d'agir avait efficacement contribué jusque-là à empêcher la reprise des actes de violence dans l'île, et par conséquent aidé les Nations Unies dans leurs efforts.

592. La délégation turque était heureuse de voir que le Secrétaire général considérait avec inquiétude la pratique qui consistait à prendre des otages.

593. Chypre était le théâtre d'une guerre civile. On ne pouvait tolérer que la communauté la plus nombreuse, qui avait usurpé tous les pouvoirs, s'abrite derrière le titre de "Gouvernement de Chypre" pour pouvoir plus facilement parvenir à ses fins, au détriment de la conclusion d'un règlement final concerté.

594. Le représentant de Chypre, après avoir exprimé la reconnaissance de son gouvernement pour les efforts du Secrétaire général et du médiateur des Nations Unies, a déclaré que la présence à Chypre d'une Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix avait été accueillie par son gouvernement comme un symbole de l'idée de paix et des nobles principes sur lesquels reposait l'Organisation des Nations Unies. C'est dans cet esprit que le Gouvernement de Chypre avait fait de son mieux pour aider la Force des Nations Unies dans sa mission et approuvait la prorogation de son mandat pour une période de trois mois.

595. Commentant le rapport du Secrétaire général, le représentant de Chypre a attiré l'attention sur le paragraphe 119 du rapport, qui faisait état des menaces périodiques d'un débarquement de forces militaires turques à Chypre, et il a déclaré que la menace d'invasion turque était au cœur même des problèmes devant lesquels se trouvait le Conseil de sécurité. Il a ajouté qu'au cours des dernières semaines la population et le gouvernement de Chypre avaient vécu dans la crainte constante d'une invasion turque. Des renseignements dignes de foi indiquaient que la Turquie avait procédé à de grands préparatifs militaires. La réalité de la menace avait été confirmée par l'initiative que le Président des Etats-Unis avait jugé nécessaire de prendre afin d'éviter un conflit.

596. Le but des deux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité les 4 et 13 mars avait été également de dissuader la Turquie d'envahir Chypre. Néanmoins, en dépit des décisions prises par le Conseil de sécurité, ces menaces avaient continué. Il y avait eu de nouvelles violations de l'espace aérien de Chypre; l'appui apporté aux terroristes turcs de l'île s'était accru, des unités navales turques avaient effectué des manœuvres de provocation au large des côtes de Chypre, et les dirigeants turcs avaient continué à faire des déclarations

menaçantes. Le représentant de Chypre a cité des faits pour montrer que le Gouvernement turc avait fourni une aide considérable aux terroristes chypriotes turcs en leur livrant des armes et en les entraînant et que des irréguliers turcs bien entraînés avaient été introduits clandestinement dans l'île. D'après une lettre trouvée sur un officier britannique, l'aviateur Keith Marley, arrêté pour transport d'armes, l'envoi clandestin d'hommes et d'armes aux Chypriotes turcs se poursuivait depuis longtemps. Il avait été confirmé par une déclaration du Pr Nihat Erim, président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale turque, publiée dans la *Süddeutsche Zeitung* du 24 avril, selon laquelle des organisateurs et des spécialistes de la guérilla avaient été envoyés clandestinement de Turquie à Chypre et cette opération avait coûté 200 millions de livres turques.

597. Le contingent turc à Chypre avait joué un rôle des plus actifs dans la rébellion et la subversion. Le 29 mars 1964, le Président de la République de Chypre avait demandé aux Premiers Ministres de Grèce et de Turquie de donner à leurs contingents l'ordre de regagner leurs casernes. En réponse à cet appel, le Gouvernement grec avait immédiatement ordonné au contingent grec de rentrer dans ses casernes. Mais la Turquie avait refusé de se conformer à cette demande. Etant donné le refus de la Turquie, le Gouvernement de Chypre n'avait pu faire autrement que de considérer le Traité d'alliance comme caduc, puisqu'il avait été violé dans son essence par la Turquie. Le contingent turc n'avait pas quitté ses casernes parce qu'il craignait pour sa propre sécurité, comme l'avait dit le représentant de la Turquie, mais parce qu'il voulait continuer à pouvoir faciliter les plans d'invasion de la Turquie et à entraîner des Chypriotes turcs rebelles. Le refus de la Turquie de renvoyer le contingent turc dans ses casernes constituait une violation de l'accord d'application, ainsi que de la décision prise le 28 juin 1961 par le Comité des ministres créé en vertu du Traité d'alliance, et selon laquelle "les camps actuels des contingents grec et turc [seraient] considérés comme leurs camps permanents, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par le Comité des ministres et jusqu'à ce qu'une telle décision soit prise".

598. Pour faciliter la tâche de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, le Secrétaire général avait recommandé à la Grèce et à la Turquie de placer leurs deux contingents sous le commandement des Nations Unies. La Grèce avait accepté, mais la Turquie avait rejeté cette recommandation à moins que ses conditions ne soient acceptées d'avance. Le Gouvernement de Chypre était fermement convaincu que les troupes étrangères non placées sous le commandement des Nations Unies devraient quitter le pays et qu'en conséquence le contingent turc devrait partir de Chypre.

599. Le représentant de Chypre a dit qu'il estimait, comme le Secrétaire général, que la contrebande d'armes par les Chypriotes turcs ou grecs était illégale, et il a offert la coopération de son gouvernement avec la Force pour l'arrêt de cette contrebande. Il soutenait toutefois, quant à l'importation d'armes par un gouvernement souverain, qu'elle ne pouvait en aucun cas être subordonnée à l'approbation de quiconque. Le Gouvernement de Chypre estimait également, comme le Secrétaire général l'avait dit au paragraphe 118 de son rapport, que l'institution de la conscription était un acte de la puissance publique. Il n'y avait rien dans cette mesure qui puisse être jugé incompatible avec la résolution du 4 mars.

600. En ce qui concerne la prise d'otages, le représentant de Chypre a déclaré que cette pratique était éprouvée par le Gouvernement de Chypre, quels que soient ceux qui y recourent. Toutefois, il avait été prouvé que la propagande turque avait exagérément grossi le nombre de Turcs qui auraient été enlevés par les Grecs. Après les désordres de Paphos, M. Küçük avait remis à la Croix-Rouge internationale une liste de 32 personnes décrites comme "disparues", mais les enquêteurs de la Croix-Rouge avaient découvert qu'aucune de ces personnes n'avait disparu et qu'elles se trouvaient toutes saines et sauves chez elles. La question des otages était devenue un sujet de propagande pour les chefs des Chypriotes turcs. Il semblait qu'un certain nombre de personnes se soient cachées sur instructions des chefs chypriotes turcs pour les besoins de cette propagande, ou bien qu'elles aient été assassinées par des éléments extrémistes de leur propre communauté pour avoir refusé de se conformer à leurs ordres. Les manœuvres de terrorisme et d'intimidation dont les citoyens chypriotes turcs qui souhaitent voir rétablir des relations normales et amicales avec les Chypriotes grecs étaient victimes de la part de leurs propres dirigeants avaient pris des proportions inquiétantes. Le Gouvernement de Chypre croyait fermement que Grecs et Turcs pouvaient vivre et travailler côte à côte et qu'ils le feraient si des conditions normales et amicales étaient rétablies entre eux.

601. Pour conclure, le représentant de Chypre a redonné l'assurance que son gouvernement coopérerait pleinement avec la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix et il a ajouté que son gouvernement n'était pas disposé à accepter une limitation de ses droits souverains, ni à tolérer des tentatives visant à détruire l'intégrité territoriale et l'indépendance de Chypre.

602. A la 1137^{ème} séance du Conseil, le 19 juin, le représentant de la Grèce a déclaré que son gouvernement appuierait la proposition tendant à proroger le mandat de la Force des Nations Unies à Chypre et contribuerait à son entretien aussi longtemps que cela serait nécessaire. La Grèce considérait que la présence de la Force des Nations Unies avait été extrêmement utile. Ses officiers et ses hommes avaient fait preuve de courage, de tact et de discipline. Ce n'était assurément pas faute d'efforts de leur part si la situation à Chypre n'était pas encore redevenue normale. A l'origine de la crise se trouvait le contraste entre les vues du président Makarios qui avait cherché à conduire l'île vers l'unité, la démocratie et l'indépendance, et celles de certains chefs de la minorité qui s'efforçaient d'atteindre des buts opposés. Le contraste ne résidait pas seulement dans les objectifs, mais aussi dans les méthodes utilisées par les deux parties. Alors que Mgr Makarios avait suivi la méthode de la négociation, la Turquie avait préféré recourir aux menaces et pratiquer l'intransigeance. Elle avait utilisé tous les moyens pour transformer le Traité d'alliance en un instrument lui donnant un droit d'intervention armée unilatérale. L'attitude de la Turquie n'avait changé en rien. Trois fois déjà, elle avait décidé d'intervenir militairement. Pour justifier le refus du contingent turc de regagner ses casernes, le représentant de la Turquie avait prétendu que le contingent de l'armée grecque était déployé lui aussi en de nombreux endroits situés hors de ses casernes. Le rapport du Secrétaire général corroborait le fait que le contingent grec était resté dans ses casernes, et le représentant de la Grèce avait reçu pour instruction de son gouvernement de confirmer cette constatation du Secrétaire général et d'annoncer que

le contingent grec se placerait sous le commandement des Nations Unies et serait prêt à se retirer complètement de l'île si des dispositions analogues étaient prises avec le contingent turc.

603. Le représentant de la Grèce a conclu en réaffirmant que son gouvernement appuyait pleinement les efforts des Nations Unies à Chypre. Le Gouvernement grec déplorait qu'aucun progrès n'ait encore été accompli vers une solution politique et il considérait que l'on ne réaliserait de progrès qu'en abordant le problème compte tenu des principes de la Charte.

604. Le représentant de Chypre, après avoir signalé une dépêche du *New York Times* du même jour annonçant que le Premier Ministre de Turquie avait confirmé que son pays était prêt à intervenir depuis le milieu du mois de mai, a souligné de nouveau que le problème principal devant lequel se trouvait le Conseil était la préparation et l'organisation d'une invasion de Chypre par la Turquie. Dans ces conditions, a-t-il ajouté, il était indispensable qu'avant de prendre quelque mesure que ce soit le Conseil de sécurité ait l'assurance que la Turquie ne se préparait pas à envahir Chypre.

605. A la même séance, le représentant du Brésil a présenté un projet de résolution (S/5776) proposé par la Bolivie, le Brésil, la Côte-d'Ivoire, le Maroc et la Norvège. Aux termes des paragraphes du dispositif, le Conseil de sécurité devait: 1) réaffirmer ses résolutions du 4 mars 1964 et du 13 mars 1964; 2) prendre note du rapport du Secrétaire général (S/5764); et 3) prolonger pour une période supplémentaire de trois mois, prenant fin le 26 septembre 1964, le stationnement à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, créée par sa résolution du 4 mars 1964.

606. En présentant le projet de résolution, le représentant du Brésil a déclaré que la considération fondamentale à l'origine de ce projet était que le Secrétaire général avait demandé que la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix soit maintenue pour une période supplémentaire de trois mois, avec le mandat fixé par la résolution du 4 mars du Conseil de sécurité. Comme cette résolution résultait d'un long processus de négociations et était un texte d'un équilibre délicat, les auteurs du projet estimaient souhaitable de réaffirmer les résolutions antérieures du Conseil sans chercher à faire ressortir tel ou tel point.

607. Le représentant du Royaume-Uni a dit que la Force des Nations Unies, dans les limites qui lui étaient imposées, s'acquittait de sa tâche avec une énergie et une habileté exemplaires et qu'elle était en train d'atteindre l'un de ses objectifs principaux, celui de prévenir une reprise des combats. La délégation du Royaume-Uni avait noté en particulier qu'au paragraphe 31 de son rapport le Secrétaire général déclarait que les deux camps avaient été prévenus que, si les incidents ayant mis en danger la vie de soldats de la Force des Nations Unies se reproduisaient, tout poste ayant servi de base à des tirs dirigés contre les troupes de la Force des Nations Unies serait enlevé, par la force au besoin, après avertissement. Il était juste que la Force des Nations Unies puisse agir avec vigueur en de telles circonstances. Il était décevant, cependant, de devoir noter qu'il n'y avait aucun signe encourageant d'une amélioration des relations entre les deux communautés et que le Secrétaire général n'avait signalé aucun progrès à cet égard. Les preuves d'une accumulation d'armes, qui, selon le rapport du Secrétaire général, était le facteur décisif qui permettrait d'établir si l'action entreprise par la Force des Nations Unies pouvait

réussir, causaient de graves préoccupations au Gouvernement du Royaume-Uni. Cette accumulation d'armes tendait à aggraver sérieusement la situation. Elle était incompatible avec le paragraphe 1 de la résolution du 4 mars et l'on ne pouvait admettre que des forces servant sous le drapeau des Nations Unies soient exposées à un plus grand danger du fait d'une accumulation d'armes résultant d'actes d'Etats Membres. Le Gouvernement du Royaume-Uni considérait également que l'institution de la conscription était incompatible avec l'intention dont procédait le paragraphe 1 de la résolution du 4 mars.

608. La délégation du Royaume-Uni prenait également très au sérieux les incidents consistant en enlèvements et en prises d'otages qui étaient signalés au paragraphe 117 du rapport du Secrétaire général. Le Commandement de la Force des Nations Unies à Chypre avait déjà publié un communiqué au sujet de la disparition du commandant Macey et du soldat Platt, tous deux membres de la Force. Cependant, il fallait agir rapidement.

609. En conclusion, la délégation du Royaume-Uni appuyait la recommandation du Secrétaire général selon laquelle la Force des Nations Unies devait être maintenue pour une période supplémentaire de trois mois, car elle estimait que le retrait de la Force conduirait sans aucun doute à une reprise des combats.

610. A la 1138^{ème} séance, le même jour, le représentant du Brésil a présenté un texte révisé (S/5776/Rev.2) du projet de résolution des cinq puissances (S/5776). Ce texte ajoutait au dispositif le paragraphe suivant : "Invite tous les Etats Membres à se conformer aux résolutions susmentionnées".

611. Le représentant de l'URSS a déclaré que le fait que le Conseil de sécurité examinait pour la première fois dans l'année le problème de Chypre montrait bien que la menace d'une agression militaire contre ce pays n'avait pas encore été écartée et que l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de ce pays se poursuivait. Les dissensions entre les deux communautés de l'île avaient été attisées depuis longtemps et servaient de prétexte à l'ingérence extérieure. Il était évident que, sans l'ingérence étrangère, l'actuel problème de Chypre n'existerait pas. Les accords de Zurich et de Londres relatifs à Chypre avaient également été un legs du colonialisme. Ce n'était qu'en rompant les liens qui attachaient la République de Chypre à ses anciens maîtres coloniaux et en la libérant de la tutelle que l'OTAN cherchait à lui imposer que les difficultés intérieures de Chypre pourraient être résolues et qu'une stabilisation pourrait avoir lieu. L'Union soviétique estimait qu'avec de la bonne volonté de la part des parties intéressées les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité les 4 et 13 mars 1964 fournissaient les prémisses d'une solution équitable du conflit de Chypre. Pour cette raison et parce que le Gouvernement chypriote estimait que c'était indispensable pour assurer la sécurité et l'inviolabilité territoriale de son pays, la délégation soviétique ne s'opposerait pas à la prolongation pour trois mois du stationnement de la Force des Nations Unies à Chypre, étant entendu que le financement de la Force s'effectuerait comme il était prévu par la résolution du 4 mars. L'Union soviétique, cependant, était opposée à tout élargissement des fonctions de la Force des Nations Unies, et notamment à l'emploi de la force pour le rétablissement de l'ordre public, puisque cela conduirait inévitablement à une ingérence directe dans les affaires intérieures d'un Etat souverain.

612. Le représentant de la Turquie a maintenu que la Force des Nations Unies n'était pas à Chypre pour rétablir l'autorité des Chypriotes grecs sur l'ensemble du territoire de Chypre. S'il en était ainsi, il ne pourrait être question de règlement concerté. On ne pouvait pas faire admettre par les Nations Unies que tous les actes des Chypriotes grecs soient les actes légaux d'un gouvernement légitime et ceux de la population turque des actes de rébellion.

613. Le représentant de la Turquie a affirmé à nouveau que son gouvernement, loin de pratiquer une politique de "partage", avait en fait soutenu l'intégrité territoriale et l'indépendance de Chypre et, pour cette raison même, avait mis en garde les dirigeants chypriotes grecs de ne pas chercher à unir Chypre à la Grèce par la force. A cet égard, le Gouvernement turc aimerait savoir si le Gouvernement de Chypre cesserait de prendre des mesures illégales telles que l'achat d'armement lourd et la conscription, s'il renoncerait à prendre des otages et à massacrer des Chypriotes turcs, et s'il coopérerait au rétablissement d'un ordre constitutionnel à Chypre.

614. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que la Force des Nations Unies avait accompli certains progrès, depuis sa création, en ce qui concerne l'élimination des fortifications et les dispositions pour les récoltes et que, dans d'autres domaines, elle avait également pris des mesures pour l'exécution du programme indiqué dans le rapport du Secrétaire général en date du 29 avril 1964. Il était clair, cependant, que le retrait de la Force à l'heure actuelle pourrait conduire à une reprise des combats, qui pourraient dégénérer en un conflit encore plus sérieux. Une prolongation du stationnement de la Force des Nations Unies était donc indispensable et la délégation des Etats-Unis appuierait par conséquent le projet de résolution des cinq puissances (S/5776/Rev 1). De toute évidence, il était peu probable, quelles que fussent les imperfections du mandat de la Force, que le Conseil pût se mettre d'accord sur les modifications à y apporter. La Force avait déjà le pouvoir d'agir avec fermeté si cela était nécessaire, ce qu'elle avait fait à propos des événements du col de Kyrenia. La délégation des Etats-Unis espérait que la Force continuerait à exécuter son mandat avec vigueur et contribuerait de plus en plus au rétablissement de l'ordre public dans l'île. Elle espérait également que les parties éviteraient tous actes et toutes déclarations qui pourraient aggraver la situation. A cet égard, l'accroissement de l'importation d'armes était un fait très grave, car plus les deux camps posséderaient d'armes, plus la tâche de la Force des Nations Unies serait difficile. Le Secrétaire général avait exprimé sa préoccupation sur ce point et les Etats-Unis estimaient que l'introduction d'armes à Chypre par les deux camps aggraverait la tension entre les deux communautés. Outre qu'elle soulevait divers problèmes d'ordre juridique et constitutionnel, l'importation d'armes était contraire à la lettre et à l'esprit de la résolution du 4 mars. Il était donc nécessaire que la Force des Nations Unies ait la coopération pleine et entière des deux communautés de Chypre et, à cet égard, les Etats-Unis étaient scandalisés par la pratique consistant à prendre des otages et, en particulier, par l'enlèvement de membres de la Force des Nations Unies. Il convenait également que tous les Etats Membres, et notamment les parties à l'accord international relatif à Chypre, coopèrent, comme il leur était demandé au paragraphe 1 de la résolution du 4 mars. Cela créerait un climat favorable pour l'œuvre de la Force aussi bien que pour celle du médiateur. En conclusion, le représentant des

Etats-Unis a relevé que l'appel du Secrétaire général demandant des contributions financières pour appuyer la Force des Nations Unies à Chypre n'avait été entendu, jusque-là, que par un nombre relativement petit de pays. Il a souligné que le maintien de la paix et de la sécurité internationales était l'affaire de tous les Membres et il a engagé tous les Membres à répondre à la demande de contributions financières émanant du Secrétaire général.

615. Le représentant de la France a déclaré que son gouvernement était sérieusement préoccupé par une situation qui opposait des pays amis et qui imposait des souffrances à la population de Chypre. A ce propos, son gouvernement demandait instamment aux autorités compétentes et au Secrétaire général de tout faire pour que l'assistance aux réfugiés ne soit pas affectée par la prolongation du conflit qui mettait aux prises la majorité et la minorité.

616. Pour ce qui était du règlement d'ensemble de la question, il fallait d'abord parvenir à une détente et assurer le calme dans l'île. Malgré les moyens mis en œuvre, les progrès avaient été jusque-là fort limités. Cependant, le fait que les parties intéressées aient loué les efforts du Secrétaire général et de ses représentants constituait un encouragement et la justification d'un renouvellement, pour une période de trois mois, du mandat de la Force des Nations Unies. Il était à espérer que, dans le cadre de la résolution du 4 mars, la Force des Nations Unies aiderait à créer les conditions permettant de s'attaquer à la solution du problème de fond. Il était évident, à cet égard, comme le rapport du Secrétaire général l'avait indiqué, que des mesures prises de part et d'autre ne pourraient que retarder le rétablissement de conditions normales. Les procédés tels que la prise d'otages ou les importations d'armes étaient de telles actions et étaient en contradiction avec les dispositions des résolutions du Conseil.

617. Le représentant de Chypre a affirmé à nouveau que son gouvernement réprouvait la prise d'otages et était résolu à faire de son mieux pour mettre fin à cette pratique. Cependant, son gouvernement ne comprenait pas pourquoi les dirigeants de la communauté turque de Chypre n'avaient pas, comme la Croix-Rouge le leur demandait, fait une déclaration indiquant que toutes les personnes portées disparues avaient été retrouvées saines et sauvées dans leurs foyers. Il n'y avait pas plus de vérité dans les accusations selon lesquelles des citoyens turcs avaient été massacrés, et le rapport du Secrétaire général en fournissait la preuve.

618. Quant au rétablissement de l'ordre constitutionnel et à l'allégation selon laquelle les Grecs avaient expulsé le personnel turc du Gouvernement de Chypre, il y avait lieu de se rappeler que c'était l'élément turc lui-même qui avait décidé de se retirer du gouvernement et de refuser sa coopération. Son but était d'essayer de créer un Etat séparé. Dès le 30 décembre 1963, M. Küçük avait déclaré qu'il ne se considérait pas comme le "Vice-Président de Chypre". Le Gouvernement de Chypre ne pouvait pas se laisser paralyser parce que l'élément turc et le Vice-Président s'en étaient retirés, ni admettre qu'il ne pouvait prendre aucune décision parce que, d'après la Constitution, l'approbation de M. Küçük était nécessaire.

619. La question de l'abandon de la conscription et de l'achat d'armes était liée à celle de la menace d'invasion de la part de la Turquie. Chypre avait assuré le droit de s'armer et d'organiser sa défense, puisque la Turquie ne voulait pas donner l'assurance qu'elle n'interviendrait pas militairement à Chypre. En

tant qu'Etat souverain et Membre des Nations Unies, Chypre avait le droit d'importer des armes pour sa sécurité. Si, d'ailleurs, il existait quelque conflit de droit ou d'interprétation d'un traité entre des Etats Membres des Nations Unies, c'étaient les principes de la Charte qui devaient l'emporter. Chypre ne cherchait qu'une solution démocratique conforme aux buts et principes de la Charte des Nations Unies.

620. Le représentant de la Grèce a déclaré que son pays ne suivait pas, à l'égard de Chypre, une politique d'expansion. Depuis 1955, la Grèce avait été en faveur de l'autodétermination. C'était la seule manière pacifique de déterminer la volonté de la majorité dans les pays. Il y avait une différence entre ce principe, sanctionné par la Charte, et la politique de partage, qui ne pouvait être imposée que par la force.

621. A la 1139^{ème} séance, le 20 juin, le représentant de la Tchécoslovaquie a déclaré que le danger qui pesait sur l'Etat de Chypre et la détérioration des rapports entre les deux communautés de ce pays avaient pour cause l'ingérence étrangère. La menace répétée d'invasion étrangère, sous le prétexte d'un droit d'intervention résultant de traités inégaux, avait créé une atmosphère de crise. Au paragraphe 119 de son rapport, le Secrétaire général avait lui aussi mentionné l'effet nuisible des menaces périodiques de débarquement à Chypre. Le Ministre des affaires étrangères de Chypre avait également cité un certain nombre d'exemples comme preuves de l'existence continue de cette menace. La base d'une solution stable et durable devait donc être cherchée dans la sauvegarde de la souveraineté de Chypre et dans la garantie de son indépendance et de son intégrité territoriale. Le Gouvernement constitutionnel de Chypre était le seul porte-parole de la souveraineté nationale et c'était à lui seul que tous moyens devaient être assurés de réaffirmer son autorité. Les mesures qu'il avait prises pour assurer sa défense étaient fondées sur son droit en vertu de l'Article 51 de la Charte. Aucune stipulation des résolutions du Conseil de sécurité ne pouvait être invoquée pour dénier ce droit au gouvernement légal de Chypre.

622. Etant donné que le rôle primordial de la Force des Nations Unies à Chypre était d'assurer la paix internationale et d'aider à protéger la République de Chypre contre le danger d'invasion, la Tchécoslovaquie était disposée à approuver la recommandation du Secrétaire général en vue d'une prolongation de la Force pour une période de trois mois, dans les conditions fixées par la résolution du 4 mars.

623. Le représentant de la Chine a dit qu'il ressortait du rapport du Secrétaire général et des déclarations faites devant le Conseil que la situation à Chypre était très loin encore d'être satisfaisante. La peur et la méfiance mutuelles avaient créé un état de tension qui avait conduit à des fusillades. Le retour à une situation tout à fait normale dépendait d'un règlement politique acceptable pour toutes les parties, mais la tension pouvait être éliminée si les combats cessaient et si l'ordre public était rétabli. A cet égard, il était encourageant de noter que la présence de la Force des Nations Unies avait empêché une reprise des combats. Ce n'était pas là un succès négligeable.

624. La Force des Nations Unies avait également permis de réaliser des progrès dans d'autres domaines. Tout cela avait contribué au bien-être du peuple de Chypre et à un retour à des conditions de vie normales. Cependant, la Force des Nations Unies n'avait pas achevé sa tâche et il était donc indiqué de renouveler

son mandat. Pour ces raisons, la délégation chinoise appuierait le projet de résolution des cinq puissances.

Décision: *A la 1139^{ème} séance, le 20 juin 1964, le projet de résolution présenté par la Bolivie, le Brésil, la Côte-d'Ivoire, le Maroc et la Norvège (S/5776/Rév.2) a été adopté à l'unanimité (S/5778).*

Le texte de la résolution est reproduit ci-après:

"Le Conseil de sécurité,

"Notant que le rapport du Secrétaire général (S/5764) considère qu'il serait utile et souhaitable de maintenir à Chypre, pour une période supplémentaire de trois mois, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix que le Conseil de sécurité a créée par sa résolution du 4 mars 1964,

"Exprimant sa profonde appréciation au Secrétaire général pour ses efforts en vue d'appliquer les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité les 4 et 13 mars 1964 (S/5575, S/5603),

"Exprimant sa profonde appréciation aux Etats qui ont fourni des troupes, des éléments de police, du matériel et un appui financier en vue de l'application de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 4 mars 1964,

"1. Réaffirme ses résolutions des 4 et 13 mars 1964;

"2. Invite tous les Etats Membres à se conformer aux résolutions susmentionnées;

"3. Prend note du rapport du Secrétaire général;

"4. Prolonge pour une période supplémentaire de trois mois, prenant fin le 26 septembre 1964, le stationnement à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, qu'il a créée par sa résolution du 4 mars 1964."

625. Après le vote, le représentant de la Bolivie a déclaré que sa délégation tenait à souligner les aspects positifs des interventions du Ministre des affaires étrangères de Chypre et du représentant de la Turquie. Le premier avait rappelé la volonté de son gouvernement de maintenir intactes la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'île et avait réaffirmé que son gouvernement reconnaissait les droits de l'homme et entendait garantir la liberté individuelle de tous les citoyens. La Bolivie considérait que les assurances données par le Gouvernement de Chypre quant à un respect égal de tous les citoyens, quelle que soit leur communauté, étaient d'une grande importance.

626. La Bolivie comprenait également les craintes éprouvées par le Gouvernement turc quant au sort de la population turque de Chypre et estimait donc que cette communauté devait recevoir l'assurance catégorique qu'elle ne ferait l'objet d'aucune discrimination. La Bolivie considérait comme un élément positif le fait que le représentant de la Turquie avait dit que son gouvernement ne s'opposerait pas à un réexamen des traités de Londres et de Zurich. Cette déclaration pourrait aider à résoudre le différend existant entre la Turquie et le Gouvernement de Chypre.

627. Le représentant de l'URSS a souligné qu'en votant pour le projet de résolution des cinq puissances sa délégation n'avait pas changé de position. La délégation de l'URSS tenait à exprimer de nouveau l'espoir que toutes les parties intéressées prendraient les mesures nécessaires pour traduire en une réalité concrète les décisions du Conseil de sécurité sur la question de Chypre et pour normaliser la situation dans l'île, dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

H. — Communications ultérieures

628. Pendant cette période, diverses communications ont été adressées par les représentants de Chypre et de la Turquie. Le représentant de la Turquie a notamment adressé des lettres transmettant des communications de M. Küçük vice-président de Chypre, de M. Orek, ministre de la défense de Chypre, et de M. Denktas, président de la Chambre de la communauté turque de Chypre.

629. Dans des lettres en date du 16 juin (S/5768), du 23 juin (S/5781), du 1^{er} juillet (S/5795), du 8 juillet (S/5806), du 13 juillet (S/5815) et du 15 juillet (S/5820), le représentant de Chypre s'est référé notamment aux positions adoptées par le Dr Küçük et à la question de son droit au titre de Vice-Président, au mécontentement suscité dans la communauté turque par les actes des dirigeants extrémistes des Chypriotes turcs, au statut de l'ambassadeur de Chypre en Turquie, aux objections faites au retour du général Grivas, aux droits de Chypre devant les menaces turques, à la question de la désignation d'un représentant du Gouvernement de Chypre à Genève, à l'introduction clandestine d'armes et de personnel militaire, et à une note envoyée à ce sujet au Gouvernement turc le 14 juillet.

630. Dans des lettres en date du 18 juin (S/5774), du 22 juin (S/5779), du 26 juin (S/5790), du 29 juin (S/5788), du 30 juin (S/5791 et S/5792), du 7 juillet (S/5802), du 8 juillet (S/5807), du 10 juillet (S/5813) et du 14 juillet (S/5818), le représentant de la Turquie s'est référé notamment aux questions suivantes: une réponse au message adressé le 9 juin par Mgr Makarios aux chefs d'Etat de tous les Etats Membres; les enlèvements et le retour de Turcs portés disparus; la suspension de l'ambassadeur de Chypre en Turquie et la présence à Chypre du général Grivas; l'importation d'armes et la nécessité à ce sujet de l'assentiment du Vice-Président; des observations sur le rapport du Secrétaire général en date du 15 juin et des réponses à la réponse que le Secrétaire général avait faite à ces observations; la situation des ministres turcs à Nicosia après le 22 décembre 1963; des observations sur les intentions attribuées à Mgr Makarios et sur la situation de la Force des Nations Unies à Chypre eu égard à la Constitution de Chypre; les activités du général Grivas; les déclarations faites par le Ministre des affaires étrangères de Chypre au cours du débat du Conseil; l'abolition de la Cour suprême constitutionnelle et les changements apportés à l'administration de la justice à Chypre.

631. Le 3 juillet, le Secrétaire général a répondu (S/5797) à des déclarations faites par M. Küçük, vice-président de la République de Chypre, dans un télégramme (S/5790) transmis le 26 juin par le représentant de la Turquie. Le Secrétaire général déclarait qu'en ce qui concernait les nombreux messages adressés dans le passé par le Dr Küçük il s'était fait une règle d'en accuser réception de la manière habituelle, car il avait estimé qu'il n'entraînait pas dans ses attributions d'entamer une discussion avec le Dr Küçük sur les questions politiques qui en constituaient l'essentiel. Le Secrétaire général n'avait pas l'intention d'agir autrement. Toutefois, le message du Dr Küçük transmis le 26 juin contenait certaines accusations, allégations et insinuations qui mettaient incontestablement en question l'objectivité, l'intégrité et la bonne foi de hauts fonctionnaires du Secrétariat des Nations Unies envoyés à Chypre, si bien qu'il ne pouvait les laisser passer sans réagir. Il les repoussait de la façon la plus énergique.

632. Le Secrétaire général déclarait que toutes ces assertions étaient dénuées de fondement et inexcusables. Il ne contestait pas le droit qu'avait M. Küçük d'élever des objections contre tout point de son rapport; il comprenait les raisons de l'émotion de M. Küçük au sujet de la situation à Chypre et il souhaitait que soit fait tout ce qui pouvait être légitimement fait aux termes des résolutions du Conseil de sécurité pour aider la communauté chypriote turque et Chypre tout entière à retrouver la paix et une situation normale, mais il ne pensait pas que la déformation des faits, les exagérations flagrantes ou l'hystérie pussent aider à atteindre ce but. Le Secrétaire général déclarait en outre qu'il avait pleine confiance dans les hauts fonctionnaires des Nations Unies se trouvant à Chypre, militaires et civils. Pénétrés d'un sens élevé des responsabilités et ayant servi de façon éminente l'Organisation pendant des années, ces fonctionnaires l'informaient complètement, promptement et fidèlement et il était certain que leurs rapports étaient objectifs et exempts de tout parti pris. L'opération des Nations Unies à Chypre était conduite avec une intégrité absolue et ne servait les intérêts particuliers d'aucune communauté, d'aucun groupe et d'aucun élément à Chypre. Le Secrétaire général ajoutait que son dernier rapport reflétait avec un degré raisonnable de précision et sans le moindre parti pris la situation complexe dont il traitait. Il n'avait été rédigé ni dans l'ignorance des communications adressées par M. Küçük, ni en refusant d'en tenir compte. A cet égard, le Secrétaire général se bornait à faire remarquer que le refus d'endosser des points de vues partisans ne constituait pas de raison suffisante

pour pouvoir accuser les fonctionnaires des Nations Unies de parti pris.

633. Par une lettre en date du 22 juin (S/5782), le représentant par intérim de la République populaire mongole auprès de l'ONU a communiqué le texte d'une lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par M. Yumjagiin Tsedenbal, président du Conseil des ministres de la République populaire mongole. Cette lettre déclarait que la Turquie, au mépris des dispositions de la Charte et des décisions du Conseil de sécurité, concentrait d'énormes forces militaires autour de la République de Chypre et menaçait donc sa liberté et son intégrité territoriale. La lettre ajoutait que certaines puissances du bloc militaire de l'Atlantique nord intervenaient de façon flagrante dans les affaires de Chypre, menaçant ainsi non seulement l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre, mais aussi la paix et la sécurité internationales.

634. Par une lettre en date du 3 juillet (S/5819), le représentant permanent de la Suède a fait savoir au Secrétaire général que le Gouvernement suédois avait décidé de donner suite à sa demande et qu'un contingent suédois d'un effectif d'environ un millier d'hommes, ainsi qu'une force de police de 40 hommes, continueraient donc de faire partie de la Force des Nations Unies à Chypre jusqu'au 26 septembre 1964. Le Gouvernement suédois avait également décidé de verser une contribution volontaire de 120 000 dollars pour la période de trois mois commençant le 27 juin 1964.

Chapitre 6

LETTRE ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE, LE 10 JANVIER 1964, PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU PANAMA

A. — Communications adressées au Conseil

635. Par une lettre en date du 10 janvier 1964 (S/5509), le représentant du Panama a demandé, conformément aux Articles 34 et 35 (par. 1) de la Charte des Nations Unies, que le Conseil de sécurité se réunisse le plus tôt possible pour examiner les affaires urgentes relatives à la grave situation existant entre le Panama et les Etats-Unis d'Amérique en raison du canal enclavé dans le territoire panamien. Cette lettre exposait la tragique situation dans laquelle se trouvait le Panama, du fait des menaces répétées d'agression et des agressions consommées auxquelles le Gouvernement des Etats-Unis s'était livré, menaces et agressions qui portaient atteinte à la souveraineté territoriale et à l'intégrité du territoire du Panama et mettaient gravement en péril la paix et la sécurité internationales. Le 9 janvier, le Panama avait été victime d'une sanglante agression qui avait fait 20 morts et plus de 300 blessés.

636. Par un télégramme en date du 10 janvier 1964 (S/5511), le Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Etats américains a transmis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le texte d'un communiqué publié par la Commission interaméricaine de la paix de l'Organisation des Etats américains. Ce communiqué indiquait qu'à la demande conjointe des Gouvernements du Panama et des Etats-Unis la Commission interaméricaine de la paix avait tenu une réunion spéciale dans l'après-midi du 10 janvier 1964 pour examiner les événements survenus au

Panama dans la nuit du 9 au 10 janvier. La Commission a décidé, avec l'assentiment des parties, de s'occuper de l'affaire et de se rendre le soir même à Panama pour y étudier la situation et recommander les mesures qui permettraient de régler le différend.

B. — Examen de la question à la 1086ème séance (10 janvier 1964)

637. Le Conseil de sécurité a inscrit la question à son ordre du jour, à la 1086ème séance, le 10 janvier 1964, et invité le représentant du Panama à participer au débat du Conseil, sans droit de vote.

638. Le représentant du Panama a déclaré que son pays avait été victime d'une attaque armée non provoquée, de la part des forces armées des Etats-Unis cantonnées dans la zone du canal de Panama. Ce n'était pas le premier acte d'agression que les Etats-Unis d'Amérique commettaient ces dernières années contre la République du Panama; le 3 novembre 1959, des soldats et des policiers américains avaient attaqué, au cours d'une manifestation pacifique, sur le territoire de la zone du canal, des citoyens panamiens portant le drapeau national. Les actes d'agression dont le Panama était victime avaient atteint un stade critique la nuit du 9 janvier. Ces incidents étaient la conséquence directe des provocations auxquelles se livraient des étudiants et des citoyens américains dans la zone du canal, relativement au droit qu'avait le Panama de faire flotter son drapeau dans cette zone. En vertu d'un accord

conclu entre la République du Panama et les États-Unis, les drapeaux des deux pays devaient flotter côte à côte à certains endroits et sur certains édifices de la zone du canal. Cependant, les Américains qui résident sur ce territoire et que l'on appelle les "zoniens" avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher l'application de cet accord. Par un geste de complaisance à l'égard des "zoniens", le Gouvernement nord-américain de la zone du canal avait décidé, de façon arbitraire et en violation de l'accord, que l'on ne hisserait ni le drapeau panamien ni le drapeau des États-Unis en certains endroits dans la zone du canal. Toutefois, des élèves américains des écoles situées dans la zone du canal avaient décidé, de leur propre chef, de hisser le seul drapeau des États-Unis. Cet acte d'irrévérence envers un accord international et de défi à l'égard de la nation et du peuple panamien avait causé une profonde indignation au sein de la collectivité panamienne, si bien que plusieurs étudiants et citoyens panamien avaient décidé de hisser le drapeau panamien aux endroits où il doit légalement flotter. La réaction de la police de la zone du canal et des forces militaires cantonnées dans la zone avait été de mitrailler les paisibles manifestants panamien.

639. Le représentant du Panama a fait remarquer que la zone du canal n'avait jamais été vendue, cédée ni louée aux États-Unis, et que le Panama y avait toujours maintenu sa souveraineté. Le Panama avait concédé aux États-Unis certains droits — indispensables et limités — en vue de la construction, de l'entretien, de l'assainissement et de la protection du canal. Pourtant, depuis 1903, année où avait été signée la Convention du canal isthmique, les États-Unis s'étaient peu à peu arrogé, de façon unilatérale, des fonctions et des prérogatives qui, aux termes des accords régissant le canal, ne leur appartenaient pas. Bien que les États-Unis n'eussent jamais accordé l'attention voulue aux réclamations panamien et eussent traité par le mépris les efforts déployés depuis des années par les patriotes panamien en vue de reconquérir les droits légitimes du Panama sur le canal, le Panama avait toujours agi selon les principes du droit international. L'accord de 1903 avait été pratiquement imposé au Panama et pourtant les États-Unis n'avaient mis en œuvre que les clauses du traité qu'ils avaient choisi d'appliquer unilatéralement. Enumérant quelques-uns des griefs du Panama à l'endroit des États-Unis, au sujet du canal, le représentant du Panama a souligné que la zone du canal ne devait pas garder son statut actuel qui était un motif permanent de discorde. Son pays ne pouvait continuer à être soumis à des traités qui lui avaient été imposés au mépris de ses intérêts et qui portaient atteinte à sa vie même. Il était indispensable que le statut du canal soit modifié, par une nationalisation ou par une internationalisation du canal. Dans cette dernière hypothèse, le Panama devrait se voir reconnaître des privilèges particuliers. Le représentant du Panama a exprimé l'espoir qu'on rechercherait des solutions permanentes garantissant le bien-être et le développement économique du Panama.

640. Le représentant des États-Unis d'Amérique a déploré la perte tragique et sans raison de vies humaines à Panama. Il a déclaré que les incidents survenus dans la zone du canal étaient un sujet d'extrême préoccupation pour son gouvernement, d'autant plus qu'ils ternissaient les relations anciennes et amicales entre les deux pays. Le Gouvernement des États-Unis faisait tout ce qui était possible pour redresser la situation; le Président des États-Unis avait téléphoné au Président du Panama dans la matinée, et les deux prési-

dents étaient convenus qu'il fallait mettre un terme aux violences dans la zone du canal. En même temps, le Président des États-Unis avait donné des instructions aux autorités américaines afin qu'elles fassent tout ce qui était en leur pouvoir pour maintenir et rétablir l'ordre public dans la zone. De plus, le Président avait immédiatement envoyé dans la région plusieurs fonctionnaires américains des plus compétents. De son côté, l'Organisation des États américains avait examiné la question et agi très rapidement.

641. Rejetant les accusations dont son pays avait été l'objet, le représentant des États-Unis a affirmé que, d'après les renseignements parvenus à son gouvernement, les violences avaient commencé lorsqu'un groupe de lycéens panamien eut reçu, des autorités américaines de la zone, la permission de se rendre paisiblement à la *High School* de Balboa, à l'intérieur de la zone, pour y hisser le drapeau panamien. En ressortant de la zone, les plus turbulents de ces élèves s'étaient mis à lancer des cailloux et à faire d'autres dégâts. La police de la zone avait cependant continué à les escorter jusqu'à la limite de la zone, et la plupart des lycéens s'étaient retirés paisiblement. Par la suite, des foules en tumulte étaient revenues dans la zone, détruisant des biens et attaquant des citoyens américains. Pendant ce temps, des émeutiers avaient attaqué des citoyens et des biens américains dans la ville de Panama. Ces agressions s'étaient accompagnées de l'envoi, par-dessus la limite, de coups de feu émanant de tireurs embusqués et de "cocktails molotov". La police de la zone avait essayé d'empêcher les assaillants de pénétrer plus avant dans la zone du canal à l'aide de gaz lacrymogènes et, finalement, d'armes à feu de petits calibres lorsqu'il fallut y recourir pour protéger des vies humaines. Comme la police n'était pas en mesure de rétablir l'ordre, les forces armées américaines s'étaient chargées de la protection de la zone.

642. Rien ne permettait d'affirmer que la police ou l'armée aient jamais franchi les limites de la zone. Les faits montraient que les États-Unis, loin d'avoir commis une agression contre le Panama, n'avaient pris que le minimum de mesures nécessaires pour assurer la sécurité de la zone et de ses habitants. Puisque la Commission interaméricaine de la paix était en route pour Panama, il fallait continuer à traiter le problème dans le cadre régional, en conformité avec les Articles 33 et 52 de la Charte.

643. Le représentant du Brésil a fait observer qu'avec les maigres renseignements dont on disposait il était difficile à sa délégation de formuler un jugement sur la question. Son gouvernement voyait cependant les événements survenus dans cette région avec une vive inquiétude, et déplorait que la situation soit devenue critique au point de constituer une menace grave contre la paix et la sécurité de la région. Le représentant du Brésil constatait avec satisfaction que l'OEA avait agi très rapidement, et il était convaincu qu'elle serait en mesure de faire face à cette situation délicate. Il pensait néanmoins que le Conseil de sécurité devait également adopter certaines mesures d'urgence qui renforceraient la décision de l'Organisation régionale, étant donné que le Conseil de sécurité et l'OEA avaient pour souci commun le maintien de la paix et un règlement pacifique et juste entre les parties en cause. Pour ces raisons, il a suggéré que le Président du Conseil soit autorisé à lancer un appel aux Gouvernements des États-Unis d'Amérique et du Panama pour qu'ils mettent fin immédiatement à l'échange de coups de feu et à l'effusion de sang, et à leur demander de faire observer la plus grande modération aux forces armées

placées sous leur commandement et à la population civile relevant de leur autorité.

644. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que le Conseil de sécurité avait été convoqué en raison de la situation extrêmement grave qui avait surgi dans la zone du canal, à la suite de l'emploi de la force armée par une grande puissance contre un petit pays d'Amérique latine. La répression par les forces armées des Etats-Unis d'une manifestation pacifique de citoyens panamien sur une partie du territoire panamien constituait, selon lui, une violation indiscutable de la paix et de la sécurité. Le Conseil de sécurité, en tant qu'organe principal des Nations Unies, responsable de la paix et de la sécurité internationales, ne pouvait rester indifférent devant un problème qui dépassait de beaucoup la compétence de l'Organisation régionale. L'Union soviétique s'élevait contre l'emploi de la force dans les relations entre Etats et avait indiqué bien des fois que la présence de troupes étrangères et l'existence de bases militaires étrangères recelaient le danger de complications graves. L'intervention du représentant du Panama avait fait apparaître les causes profondes des actes d'agression non provoqués commis par les Etats-Unis contre le Panama. L'Union soviétique appuyait la demande du Panama et estimait que le Conseil de sécurité devait prendre immédiatement des mesures pour mettre un terme aux opérations militaires engagées par les forces armées des Etats-Unis contre la République du Panama.

645. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déploré les troubles survenus au Panama et loué la célérité avec laquelle avait agi la Commission interaméricaine de la paix. Il pensait que le recours à l'OEA en vue de rechercher la solution de cette question était conforme aux Articles 36 (par. 2) et 52 (par. 2) de la Charte des Nations Unies et que les membres du Conseil de sécurité étaient tenus d'encourager un règlement par ces méthodes, au lieu d'envenimer l'affaire ou de rendre plus difficiles les efforts de réconciliation. Selon lui, le commentaire du représentant de l'URSS ne répondait guère à ces exigences. La délégation britannique était convaincue que les gouvernements en cause faisaient tous leurs efforts pour reprendre en main cette situation tragique. Elle appuyait la suggestion éminemment constructive faite par le Brésil.

646. Le représentant du Maroc a dit combien la question portée devant le Conseil préoccupait sa délégation et jugé extrêmement intéressante la proposition du Brésil qui marquait l'importance que le Conseil de sécurité attachait à une solution pacifique du problème, tout en laissant la voie ouverte à l'Organisation régionale pour qu'elle aussi déploie des efforts de nature à apporter au Conseil de sécurité, soit à cette étape, soit à une étape ultérieure, l'assistance nécessaire pour traiter de ce problème. Au nom de sa délégation, il a rendu hommage à la mémoire de ceux qui étaient tombés au Panama et exprimé l'espoir que les assurances données par le représentant des Etats-Unis contribueraient à permettre aux deux pays d'envisager la solution du problème compte tenu des intérêts et des aspirations légitimes des parties.

647. Le représentant du Panama, dans une nouvelle déclaration, a indiqué que sa délégation était en faveur de la suggestion du Brésil, estimant que cette proposition n'était en rien incompatible avec la mission entreprise par la Commission interaméricaine de la paix.

648. Le représentant de la Côte-d'Ivoire a déclaré que l'on n'en était pas encore au stade de la recherche

des responsabilités ou des condamnations quant aux événements du Panama. Le Conseil devrait seulement essayer d'arrêter le cours des événements et d'empêcher que la situation ne continue d'empirer. L'Article 33 de la Charte posait certains préalables pour les cas semblables à celui dont le Conseil était saisi; le représentant de la Côte-d'Ivoire voyait avec satisfaction que les deux parties avaient appuyé la proposition du Brésil, tout en cherchant des solutions au sein de leur organisation régionale. Il restait cependant entendu que les Nations Unies demeureraient saisies du problème et qu'elles pourraient intervenir au cas où la situation s'aggraverait. Dans ces conditions, la délégation ivoirienne appuyait la proposition du Brésil.

649. Le représentant des Etats-Unis a favorablement accueilli la proposition du Brésil et assuré le Conseil que les Etats-Unis agiraient selon la lettre et l'esprit d'une représentation qui leur serait faite dans ce sens. Il a suggéré que le Président prenne acte, dans son appel, de ce qui avait déjà été fait par l'OEA.

650. Le représentant de la Chine s'est déclaré vaincu que le différend entre le Panama et les Etats-Unis pourrait se régler à l'amiable lorsque la paix et l'ordre auraient été rétablis dans la zone du canal. Sa délégation notait avec satisfaction que l'OEA avait déjà pris des mesures pour faire face à la crise, et il était persuadé que cet organisme régional serait en mesure de régler la situation de la façon la plus efficace. Sa délégation était heureuse d'appuyer la proposition du Brésil.

651. Le représentant de la Tchécoslovaquie a exprimé la sympathie de sa délégation envers le peuple panamien. Selon lui, on avait eu tendance, au cours de la discussion, à minimiser la gravité des événements survenus et, particulièrement, à minimiser le fait que le Conseil de sécurité ait été saisi. Le Panama s'était plaint au Conseil de sécurité d'une violation de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, qui s'inscrivait d'ailleurs dans le cadre de toute une série d'événements résultant d'un système de traités iniques imposés au Panama. Le Conseil ne devait donc pas, en acceptant la suggestion du Brésil, mettre sur un pied d'égalité les forces qui avaient commis l'agression et la République du Panama. Le représentant de la Tchécoslovaquie interprétait l'exposé du Panama comme signifiant que le Conseil devait non seulement mettre un terme au danger immédiat, mais aussi modifier la situation fondamentale qui en était la cause, et qui risquait de provoquer de nouvelles tragédies. A son avis, le Conseil de sécurité restait saisi de la question.

652. A l'issue des débats, le Conseil a adopté la proposition du Brésil et le Président a noté qu'il était autorisé à adresser un appel aux Gouvernements des Etats-Unis et du Panama pour qu'ils mettent un terme aux coups de feu et à l'effusion de sang. Il a ensuite levé la séance, étant entendu que la question demeurait à l'ordre du jour du Conseil.

C. — Communications ultérieures

653. Par un télégramme en date du 18 janvier 1964 (S/5519), le Ministre des relations extérieures du Panama, répondant à l'appel du Président du Conseil de sécurité, a déclaré que son gouvernement avait pris toutes les mesures nécessaires pour éviter de nouveaux désordres et que la situation était redevenue normale, mais qu'il restait à statuer sur l'agression dont le Panama avait été victime, ainsi qu'à déterminer les dommages subis et leur réparation.

654. Par une lettre en date du 16 janvier (S/5520), le Secrétaire général de l'OEA a transmis au Conseil de sécurité les textes anglais et espagnol d'un communiqué de presse publié le 15 janvier par la Commission interaméricaine de la paix. Ce document faisait état d'entretiens entre les représentants du Panama et des Etats-Unis à Panama et indiquait que les parties avaient été d'accord pour engager des "discussions formelles" ⁵ qui commenceraient 30 jours après le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, par l'intermédiaire de représentants qui auraient les pouvoirs suffisants pour "discuter" sans limitations toutes les affaires existantes, de quelque nature qu'elles soient, susceptibles d'affecter les relations entre les deux pays.

655. Par une lettre en date du 31 janvier (S/5519/Add.1), le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, en réponse à l'appel du Président du Conseil de sécurité, a déclaré que son gouvernement s'était conformé à l'appel et s'était employé à faire cesser les actes de violence et à rétablir l'ordre. Le Secrétaire d'Etat répétait que son gouvernement était prêt à discuter tous les problèmes ayant trait aux relations entre les Etats-Unis et le Panama et à rechercher une solution pacifique

⁵ Le texte espagnol du communiqué emploie le mot *negociación*.

aux difficultés actuelles.

656. Par lettres en date des 4 et 7 février (S/5531, S/5541), le Secrétaire général de l'OEA a informé le Conseil de sécurité des mesures prises par l'OEA en relation au sujet du différend entre le Panama et les Etats-Unis. Le Conseil de l'OEA: 1) avait convoqué, conformément au Traité interaméricain d'assistance mutuelle, une réunion de l'Organe de consultation dont la date et le lieu seraient fixés en temps utile, 2) s'était constitué en organe de consultation provisoire conformément audit Traité, 3) avait fait appel aux deux gouvernements pour qu'ils s'abstiennent de tout acte qui pût entraîner une rupture de la paix à Panama et 4) avait créé une commission générale composée de tous les membres du Conseil, à l'exception des représentants des parties au conflit. La Commission générale devait: a) procéder immédiatement à une enquête approfondie sur les événements survenus à Panama les 9 et 10 janvier 1964, et rendre compte au Conseil à ce sujet; b) proposer aux parties des procédures visant à garantir que la paix ne serait pas rompue pendant qu'elles rechercheraient une solution au conflit; c) aider les parties à rechercher une solution équitable du problème et rendre compte à ce sujet à l'Organe de consultation; d) créer les commissions spéciales qu'elle estimerait indispensables à l'exécution de son mandat.

Chapitre 7

QUESTION INDE-PAKISTAN

A. — Communications adressées au Conseil

657. Par une lettre en date du 7 octobre 1963 (S/5435), le représentant de l'Inde a transmis copie des notes que son gouvernement avait adressées à la République populaire de Chine et au Pakistan pour protester contre la pose de bornes frontières "en territoire indien, dans l'Etat de Jammu et Cachemire, par les Gouvernements de la République populaire de Chine et du Pakistan". L'Inde considérait que l'action entreprise par les deux gouvernements constituait une nouvelle violation du droit international et de la pratique en la matière.

658. Par une lettre en date du 9 octobre (S/5437), le représentant du Pakistan a attiré l'attention du Conseil de sécurité sur des articles de presse rapportant que le bakshi Ghulam Mohammad avait annoncé des mesures tendant à "rattacher plus étroitement à l'Union indienne l'Etat de Jammu et Cachemire, qui faisait actuellement l'objet d'un différend". L'importance de ces mesures tenait à la lumière qu'elles jetaient sur l'attitude de l'Inde, laquelle faisait tout son possible pour empêcher un règlement amiable et équitable du différend relatif à l'Etat de Jammu et Cachemire, conformément aux vœux qu'exprimerait la population.

659. Dans une lettre en date du 12 novembre (S/5454 et Corr.1), le représentant de l'Inde a déclaré que le bakshi Ghulam Mohammad, qui était jusqu'à ces derniers temps le Premier Ministre démocratiquement élu du Jammu et Cachemire, avait parfaitement le droit de dire ce qu'il avait dit, tant en vertu de la Constitution du Jammu et Cachemire qu'en vertu de diverses dispositions de la Constitution indienne. Le Jammu et Cachemire était un Etat de l'Union indienne et était donc territoire de l'Union indienne.

660. Par une lettre en date du 1er novembre (S/5450), le représentant du Pakistan a en outre attiré

l'attention du Conseil de sécurité sur "certaines activités militaires manifestement hostiles" des autorités indiennes qui avaient provoqué une situation très grave le long de la ligne de suspension d'armes au Cachemire. Expliquant l'origine de cette situation, il a déclaré que l'Inde avait pris quelque temps auparavant des mesures pour chasser de leur foyer les musulmans résidant du côté indien de la ligne de suspension d'armes et qu'en mars 1963 503 familles, représentant 2 787 personnes, avaient été contraintes de se réfugier dans le Cachemire *asad*. Le Pakistan affirmait en outre que, depuis peu, des patrouilles armées indiennes s'intéressaient de plus en plus au village Chaknot, qui, bien que situé du côté indien de la ligne de suspension d'armes, était administrativement sous le contrôle des autorités du Cachemire *asad* depuis la conclusion de l'Accord de suspension d'armes en 1949. Le Pakistan soutenait que la situation existant à ce moment autour du village de Chaknot était infiniment plus sérieuse qu'une simple violation de l'Accord de suspension d'armes, car elle résultait d'une tentative de modifier par la violence le statut administratif et politique d'une zone qui était sous le contrôle du Cachemire *asad*. Le Pakistan était convaincu que, par ces opérations le long de la ligne de suspension d'armes, l'Inde cherchait à faire de cette ligne une sorte de frontière internationale entre la région occupée par l'Inde et le Cachemire *asad* et à empêcher ainsi le règlement du différend qu'envisageait le Conseil de sécurité et qui était la seule base sur laquelle la suspension d'armes avait pris effet et avait été maintenue.

661. Dans une lettre en date du 27 novembre (S/5467), le représentant de l'Inde a nié que son gouvernement eût procédé à des manœuvres militaires dans le village de Chaknot ou aux abords de ce village sur la ligne de suspension d'armes et il a déclaré qu'il n'y avait eu aucune concentration de troupes indiennes

dans cette zone. Bien au contraire, les troupes pakistanaïses avaient récemment été déployées dans la zone de Kel, à proximité de ce village, et l'on avait vu des avions pakistanaïses survoler cette zone. L'Inde démentait également qu'il y eût éviction des populations musulmanes du Cachemire. Elle avait déjà porté à l'attention des observateurs des Nations Unies stationnés le long de la ligne de suspension d'armes les violations de l'Accord de suspension d'armes commises par le Pakistan, et elle était certaine que les observateurs reconnaîtraient dûment les faits.

662. Par une lettre en date du 3 janvier 1964 (S/5503), le représentant de l'Inde a, comme suite à la lettre de son gouvernement du 27 novembre 1963 (S/5467), transmis copie d'une lettre de l'Observateur militaire principal de l'ONU dans laquelle ce dernier statuait sur les plaintes concernant les violations de la suspension d'armes commises par le Pakistan dans la région située au sud-est de Kel.

663. Par une lettre en date du 3 janvier (S/5504) et comme suite à sa lettre du 9 octobre 1963 (S/5437), le Pakistan a attiré l'attention du Conseil de sécurité sur la déclaration faite par le Ministre de l'intérieur de l'Inde le 27 novembre 1963 selon laquelle l'Inde prenait certaines mesures en vue d'intégrer dans l'Union indienne la zone de l'Etat de Jammu et Cachemire occupée par l'Inde et de la priver de son statut quasi autonome. Le Pakistan affirmait que cette action irait à l'encontre non seulement des engagements pris par l'Inde conformément aux deux résolutions de la Commission des Nations Unies sur l'Inde et le Pakistan (CNUIP), mais aussi des différentes déclarations faites antérieurement par le représentant de l'Inde.

B. — Demande de convocation du Conseil de sécurité

664. Par une lettre en date du 16 janvier 1964 (S/5517), le Ministre des affaires extérieures du Pakistan demandait la convocation immédiate du Conseil de sécurité en vue d'examiner la situation grave qui avait surgi dans l'Etat de Jammu et Cachemire à la suite "des mesures illégales que le Gouvernement indien continuait de prendre afin de détruire le statut spécial du Jammu et Cachemire".

665. Dans sa lettre, le Pakistan déclarait également qu'à la suite du vol de la sainte relique commis au sanctuaire de Hazratbal à Srinagar la population musulmane du Jammu et Cachemire avait commencé des manifestations qui avaient paralysé la ville de Srinagar et beaucoup d'autres localités de l'Etat. Les événements du Cachemire jetaient la consternation dans l'opinion publique du Cachemire *asad* et du Pakistan et, à moins que les procédures pacifiques de l'ONU ne fussent capables d'arrêter la politique arbitraire de l'Inde, le peuple du Cachemire *asad* et celui du Pakistan risquaient en désespoir de cause de s'engager dans une autre voie.

666. Dans une lettre en date du 24 janvier (S/5522), le représentant a déclaré que son gouvernement avait déjà réfuté les allégations du Pakistan au sujet du statut spécial de l'Etat de Jammu et Cachemire. S'agissant des arrangements constitutionnels entre l'Etat de Jammu et Cachemire et l'Union indienne, rien ne s'était produit qui pût même de très loin étayer les allégations pakistanaïses quant à l'existence d'une situation tendue. En fait, le Pakistan lui-même avait saisi toutes les occasions qui s'offraient de provoquer des difficultés et de créer une atmosphère de crise au Cachemire. Il essayait maintenant d'exploiter certains incidents ré-

cents afin de détourner l'attention des troubles graves et des événements tragiques, d'une ampleur considérable, qui se produisaient au Pakistan oriental et dont était victime la minorité vivant dans ce pays. Le vol de la sainte relique avait beaucoup inquiété les membres de toutes les confessions religieuses du Cachemire. Les manifestations qui avaient suivi ce vol n'étaient pas d'ordre politique ou motivées par une hostilité entre communautés, et les manifestants avaient demandé au Gouvernement indien d'aider à recouvrer la relique. Depuis, celle-ci avait été retrouvée et replacée dans la chaise avec tout le cérémonial qui s'imposait. Dans ces conditions, la demande pakistanaïse de réunir le Conseil de sécurité obéissait uniquement à des impératifs de propagande. Les discussions au Conseil ne pouvaient qu'exacerber les passions et compromettre encore les rapports entre les deux communautés. Ce qu'il fallait avant tout, en l'occurrence, c'était établir un climat de paix et d'harmonie entre les diverses communautés de l'Inde et du Pakistan.

C. — Examen de la question de la 1087ème à la 1093ème séance (3-17 février 1964)

667. Le 3 février 1964, le Conseil de sécurité a décidé, sans objection, d'inscrire la question à son ordre du jour. Il a invité les représentants du Pakistan et de l'Inde à participer aux débats sans droit de vote. L'examen de la question s'est poursuivi pendant 15 séances, du 3 février au 18 mai 1964.

668. A la 1087ème séance, le 3 février, le représentant du Pakistan a déclaré qu'une situation extrêmement tendue avait surgi du fait de la politique adoptée par l'Inde à l'égard de l'Etat de Jammu et Cachemire, et, en particulier, en raison de son intention, qu'elle venait d'annoncer, "d'intégrer" cet Etat dans le territoire de l'Union indienne. Le peuple de l'Etat de Jammu et Cachemire avait réagi à cette politique indienne en s'engageant de nouveau dans un mouvement de protestation que les observateurs à l'étranger avaient qualifié de "rébellion ouverte". Malgré la censure stricte exercée par l'Inde sur tout ce qui concernait les événements du Cachemire, la nouvelle avait filtré que l'emprise coloniale de l'Inde sur le Cachemire se relâchait. Les dépêches adressées par les correspondants étrangers montraient clairement que les manifestations massives et la grève générale qui avait paralysé le Cachemire n'étaient pas seulement l'expression du ressentiment qu'inspirait aux Cachemiriens le vol de la sainte relique, mais traduisaient également l'indignation de ce peuple contre la domination de l'Inde.

669. L'emprisonnement du cheik Abdullah depuis le mois d'août 1953 illustrait bien la situation au Cachemire. Le cheik Abdullah, dont le Premier Ministre de l'Inde avait dit une fois qu'il était "le leader le plus grand et le plus populaire du Cachemire", était toujours resté en prison depuis, sauf pendant un bref intervalle de trois mois. Lors de l'arrestation du cheik Abdullah, l'armée indienne avait mitraillé sans discernement les habitants du Cachemire qui protestaient. Les événements qui venaient de se produire au Cachemire l'avaient poussé à écrire de sa cellule au Président de l'Inde pour protester contre des "arrestations qui auraient été effectuées de façon arbitraire" et contre "un processus de déshumanisation" et il avait demandé à l'Inde de reviser sa politique à l'égard du Cachemire. Les sentiments exprimés par le cheik Abdullah dans sa lettre étaient partagés par des millions de Cachemiriens.

670. Le dessein de l'Inde d'absorber l'Etat de Jammu et Cachemire avait été révélé pour la première

fois dans une déclaration faite le 3 octobre 1963 par le "Premier Ministre" du Cachemire "occupé par l'Inde". La déclaration du Premier Ministre avait été suivie le 27 novembre 1963 de l'annonce par le Ministre de l'intérieur indien d'un programme d'intégration et, le même jour, le Premier Ministre de l'Inde avait déclaré que l'article 370 de la Constitution indienne, qui conférait au Cachemire un statut spécial, ferait l'objet d'une "érosion progressive".

671. Le Pakistan avait alors protesté auprès de l'Inde et il avait souligné que les mesures envisagées par le Gouvernement indien à l'égard du Cachemire avaient pour but de détruire délibérément la base de l'accord sur l'Etat du Cachemire, consacré par les résolutions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan du 13 août 1948 et du 5 janvier 1949, et qu'elles violaient les résolutions du Conseil de sécurité du 30 mars 1951 et du 24 janvier 1957. Les mesures envisagées par l'Inde violaient les décisions du Conseil de sécurité et les principes de la Charte.

672. Le Pakistan n'avait cependant jamais admis les revendications que l'Inde faisait valoir à tort sur le territoire de Jammu et Cachemire, au mépris du droit à l'autodétermination de la population de cet Etat. De plus, l'Inde avait admis, dans les innombrables déclarations qu'elle avait faites, que le rattachement du Cachemire n'était pas définitif et qu'un plébiscite aurait lieu au Cachemire pour décider de l'avenir de cet Etat. Telle avait été également la position qu'avait prise l'Inde devant le Conseil de sécurité, lorsque, ayant affirmé le caractère provisoire et constitutionnel de ce rattachement, elle avait déclaré en outre que l'Etat de Jammu et Cachemire conservait son autonomie dans l'Union indienne et que la juridiction de l'Inde sur cet Etat était très limitée. Le représentant de l'Inde avait réitéré ces assurances lors de l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution du 30 mars 1951. L'Inde avait à ce moment-là déclaré que l'Assemblée constituante envisagée ne préjugerait nullement la question soumise au Conseil. Cependant, le Conseil de sécurité, dans sa résolution du 30 mars 1951, avait affirmé que la convocation d'une Assemblée constituante ainsi que toutes les mesures que cette assemblée pourrait s'efforcer de prendre ne pouvaient constituer les moyens propres à régler le sort de l'Etat conformément aux principes arrêtés par les deux résolutions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan. Cependant, après l'arrestation du cheik Abdullah, le bakshi Ghulam Mohammad, qui avait pris sa place comme Premier Ministre, avait entrepris de faciliter l'action envisagée par l'Inde en vue de raffermir sa mainmise sur l'Etat de Jammu et Cachemire. Par un décret promulgué en 1954, l'Inde s'était efforcée de ramener progressivement le statut de l'Etat de Jammu et Cachemire à celui d'une province de l'Union indienne. Enfin, en novembre 1956, l'"Assemblée constituante" avait adopté une constitution qui disposait que "le Cachemire était et serait partie intégrante de l'Union indienne". Le Pakistan avait porté à nouveau la question à l'attention du Conseil de sécurité et le 24 janvier 1957 le Conseil avait adopté une autre résolution qui réaffirmait sa déclaration du 30 mars 1951 sur la question des rapports de l'Assemblée constituante et du statut futur de l'Etat de Jammu et Cachemire. L'Inde, cependant, malgré les résolutions du Conseil de sécurité et en dépit des protestations du Pakistan, avait continué à adopter des mesures lui permettant d'accroître sa puissance et son autorité sur l'Etat de Jammu et Cachemire. Les mesures envisagées récemment rédui-

raient l'Etat de Jammu et Cachemire à une simple circonscription administrative de l'Inde.

673. Le représentant du Pakistan a ensuite parlé de la situation des communautés de la péninsule et a déclaré que l'état de révolte au Cachemire avait encore envenimé les relations entre le Pakistan et l'Inde et avait conduit à des conflits entre les communautés dans les deux pays. En présence d'une telle tragédie, le Président du Pakistan avait lancé, le 13 janvier, un appel urgent aux Pakistanais pour qu'ils demeurent calmes, soulignant la nécessité absolue de maintenir la paix. Il avait également adressé un appel pressant au Président de l'Inde lui demandant de prendre immédiatement des mesures efficaces pour rétablir l'ordre et ramener la paix à Calcutta ainsi que dans d'autres régions du Bengale occidental.

674. Le représentant du Pakistan a affirmé que l'absence de progrès vers la solution de la question de Cachemire et la persistance des conflits entre communautés s'inscrivaient dans le cadre de la politique poursuivie par l'Inde à l'égard du Pakistan. Deux ans auparavant, le Gouvernement de l'Inde avait soutenu devant le Conseil que les deux résolutions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan, prévoyant un plébiscite au Cachemire, ne pouvaient être appliquées parce que le Pakistan ne s'était pas acquitté des obligations qui lui incombait en vertu de ces résolutions. Le Pakistan avait alors déclaré qu'il était prêt à accepter n'importe quelle méthode qui pourrait être proposée pour définir les obligations incombant aux parties en vertu de ces résolutions, ainsi que les mesures que chacune des parties devrait prendre pour hâter l'application des deux résolutions. Mais l'Inde avait refusé de soumettre son différend à ce sujet avec le Pakistan à la médiation comme à l'arbitrage, même limités aux faits. Elle avait au contraire soutenu que le rattachement de l'Etat de Jammu et Cachemire à l'Inde était définitif et que, par conséquent, il n'y avait plus rien à faire en ce qui concernait le Cachemire.

675. Le représentant du Pakistan a ajouté que, lors de la dernière réunion que le Conseil avait consacrée à la question Inde-Pakistan, l'opinion de la majorité des membres du Conseil avait été que les deux pays devaient procéder à des négociations bilatérales pour trouver une solution équitable et honorable à ce différend. En novembre 1962, grâce aux bons offices des Etats-Unis et du Royaume-Uni, le Président du Pakistan et le Premier Ministre de l'Inde avaient accepté d'engager des conversations bilatérales. Ces conversations avaient commencé pendant la dernière semaine de décembre 1962 et s'étaient poursuivies jusqu'en mai 1963. Elles s'étaient terminées par un échec complet en raison du refus de l'Inde de se départir de son attitude rigide. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni avaient alors proposé que les deux pays consentent à la désignation d'un médiateur mutuellement acceptable. Tandis que le Pakistan cherchait à obtenir certaines précisions de la part de ces deux pays sur la médiation envisagée, le Premier Ministre de l'Inde avait saboté la proposition par une déclaration qu'il avait faite le 13 août 1963 devant le Parlement indien. A ce moment, l'Inde avait également annoncé son intention de poursuivre l'intégration du Cachemire au territoire de l'Union. Dans ces conditions, le Conseil de sécurité devait prendre les mesures appropriées pour faire en sorte qu'il soit apporté sans délai au différend concernant le Cachemire une solution honorable et équitable dans l'intérêt des populations de l'Inde et du Pakistan et en particulier dans l'intérêt de la population d'Asie en général.

676. A la 1088ème séance du Conseil, le 5 février, le représentant de l'Inde a dit que l'argumentation du Pakistan au Conseil présentait un caractère de propagande, obéissait à des fins subversives et ne reposait sur aucune justification. Il ne s'était produit aucun fait nouveau de nature à aggraver la situation existant dans l'Etat de Jammu et Cachemire.

677. Le Pakistan avait aussi fait montre d'une vive sollicitude à l'égard des musulmans indiens et avait affirmé que des centaines de milliers d'entre eux avaient été refoulés dans le Pakistan oriental. Mais il ne fallait pas oublier que les musulmans étaient au nombre d'environ 50 millions dans l'Inde. L'Inde n'avait pas de religion officielle et sa civilisation résultait du mélange de nombreuses cultures diverses. Bon nombre des différends qui opposaient l'Inde au Pakistan provenaient du fait que le Pakistan était un Etat théocratique, au lieu que l'Etat indien était fondé sur le principe de la laïcité. Les musulmans de l'Inde avaient toujours été résolument en faveur de la politique du Gouvernement indien, bien que le Pakistan prétendit s'ériger en porte-parole de leurs prétendues doléances. Dans sa campagne de haine dirigée contre l'Inde, le Pakistan avait pour objectif de susciter la discorde, de créer des troubles et d'affaiblir l'Inde politiquement et économiquement pour pouvoir continuer à occuper une partie du territoire indien. A cet égard, le Pakistan faisait le jeu de la Chine en sapant les défenses de l'Inde contre ce pays. Malgré tout, rien n'amènerait aucun Gouvernement indien à faire la moindre concession sur la question de l'unité et de l'intégrité territoriale du pays.

678. Quant à la tentative d'"intégration" du Cachemire dans le territoire de l'Union, dont le Pakistan accusait l'Inde, il fallait se souvenir que l'ensemble du Cachemire était devenu partie intégrante de l'Inde lorsque le souverain de l'Etat de Jammu et Cachemire avait déposé l'instrument proclamant le rattachement à l'Inde et que le Gouverneur général de l'Inde de l'époque avait accepté ledit instrument. La loi ne prévoyait pas que le rattachement pût être assorti de conditions et ne contenait aucune disposition prévoyant la consultation de la population ou la ratification du rattachement par la population de l'Etat intéressé. La loi de 1947 sur l'indépendance de l'Inde stipulait nettement qu'"un Etat indien sera considéré comme rattaché au dominion si le Gouverneur général signifie son acceptation d'un instrument proclamant le rattachement ayant la sanction du souverain dudit Etat". Rien ne permettait donc de soutenir que le rattachement du Jammu et Cachemire ne fût pas définitif du fait que la population de cet Etat n'avait pas été consultée.

679. Le Ministre des affaires étrangères du Pakistan avait déclaré que l'Inde avait obtenu du souverain qu'il signât l'instrument proclamant le rattachement, à une époque où la population du Jammu et Cachemire s'était révoltée contre son chef et l'avait dépossédé de ses fonctions de souverain. C'était là dénaturer complètement les faits. En réalité, c'étaient les envahisseurs tribaux et les ressortissants pakistanais, aidés et encouragés par le Gouvernement pakistanais, qui avaient porté la guerre au Cachemire et contraint son souverain à demander l'aide de l'Inde. C'est à cette occasion que le cheik Muhammad Abdullah avait exprimé sa reconnaissance pour l'assistance fournie par l'Inde au Cachemire à un tournant particulièrement grave de son histoire. Enfin, au moment de la visite à Karachi de la Commission des Nations Unies, le Pakistan avait dû reconnaître qu'il avait pris part à une agression contre le Cachemire et que trois de ses brigades com-

battaient sur le territoire du Cachemire depuis mai 1948.

680. C'était à la lumière de ces événements qu'il fallait interpréter les résolutions de la Commission des Nations Unies en date du 13 août 1948 et du 5 janvier 1949. L'idée de base de ces résolutions était que la présence du Pakistan dans certaines régions de Jammu et Cachemire était illégale et que le Pakistan devait retirer ses troupes et mettre un terme à son agression. Si le Pakistan se conformait à cette condition essentielle, et alors seulement, on pourrait envisager d'organiser un plébiscite au Cachemire. Toutes les assurances données par l'Inde au sujet d'un tel plébiscite avaient été subordonnées à cette condition. De plus, il n'avait été question d'un plébiscite que parce qu'à l'époque il n'y avait pas encore eu d'élections au Cachemire. Par la suite, des élections générales au suffrage universel des adultes avaient eu lieu à trois reprises au Cachemire et, chaque fois, le parti victorieux s'était déclaré fermement en faveur du rattachement du Cachemire à l'Inde. On pouvait donc dire qu'en admettant qu'il fallût consulter la population on l'avait déjà fait trois fois. Avec le temps et en raison d'autres facteurs, les deux résolutions de la Commission des Nations Unies avaient perdu leur validité et n'avaient plus désormais pour l'Inde force obligatoire.

681. Quant aux allégations du Pakistan relatives à la prétendue tentative d'"intégration" plus poussée du Cachemire à l'Inde, elles portaient sur des questions relevant exclusivement de la compétence intérieure de l'Inde. Le titre XXI de la Constitution de l'Inde contenait des dispositions spéciales touchant les relations entre le gouvernement central et certains des Etats constituants. Elles étaient manifestement de caractère transitoire et seraient abrogées dès que le besoin cesserait de s'en faire sentir. Le Premier Ministre de l'Inde avait parlé de "l'érosion progressive de l'article 370" parce que, par sa nature même, l'article 370 avait un caractère temporaire. De plus, les mesures que l'Inde avait prises ou envisageait de prendre avaient pour objet d'améliorer l'administration au Cachemire, de le doter d'une meilleure législation du travail et de lui permettre de participer pleinement aux activités économiques capables d'assurer son développement méthodique.

682. Le Pakistan avait également cherché à établir un lien entre ces changements d'ordre constitutionnel et le vol de la sainte relique du sanctuaire de Razratbal. On pouvait en conclure que le Pakistan avait essayé de donner une couleur religieuse aux incidents du Cachemire dans l'espoir que le vol de la sainte relique donnerait lieu à des troubles religieux. Heureusement, il y avait eu unité parfaite entre les communautés au cours des manifestations auxquelles toutes les communautés avaient participé. Les manifestations contre les autorités locales étaient l'expression du droit fondamental de la population, dans une société démocratique, d'exprimer son mécontentement à l'égard de son gouvernement. Toutefois, comme le confirmait le témoignage des correspondants de presse étrangers, ces manifestations n'avaient pas eu de caractère religieux et elles n'étaient en tout cas pas dirigées contre l'Inde.

683. Ayant échoué dans son dessein de susciter des troubles au Cachemire, le Pakistan avait tourné son attention sur le Pakistan oriental, et des troubles graves avaient éclaté à Khulna et Jessore. Par contre-coup, les troubles de Khulna avaient provoqué les émeutes de Calcutta, lesquelles avaient cependant été fermement réprimées par le Gouvernement du Bengale occidental,

de sorte que la situation était bientôt redevenue normale.

684. Contrairement au Pakistan, l'Inde avait toujours pris des mesures énergiques contre les troubles religieux et offrait à tous ses ressortissants une protection aussi complète que possible. Le Premier Ministre de l'Inde avait à maintes reprises fait appel au Pakistan pour qu'il souscrive à une déclaration de renonciation à la guerre. Cette offre avait été rejetée. Lorsque de nouveaux troubles avaient éclaté, le Président de l'Inde avait lancé un appel au Président du Pakistan lui demandant de publier, à l'intention des peuples des deux pays, une déclaration commune en faveur de la paix et de la concorde. Cette suggestion avait également été rejetée par le Pakistan. L'Inde avait alors proposé que les Ministres de l'intérieur des deux pays se rencontrent et se rendent sur place. Le Pakistan avait fait une contreproposition qui équivalait à un refus. Se référant aux conversations bilatérales sur le Cachemire, le Ministre des affaires étrangères du Pakistan avait cherché à créer l'impression que ces entretiens avaient échoué en raison de l'intransigeance de l'Inde. En réalité, à la veille de la première série d'entretiens, le Pakistan avait annoncé un accord de principe sur le tracé de la frontière entre la partie de l'Etat de Jammu et Cachemire occupée illégalement par le Pakistan et la province chinoise de Sin-kiang. Malgré cet acte de provocation, l'Inde avait poursuivi les entretiens. En mars 1962, alors que les pourparlers étaient encore en cours, le Ministre des affaires étrangères du Pakistan s'était rendu à Pékin pour signer un accord de frontière avec la République populaire de Chine. Une fois de plus, l'Inde avait fait preuve de modération et avait poursuivi les négociations. Enfin, celles-ci avaient été rompues par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan, et ce malgré tous les efforts déployés par l'Inde pour qu'elles continuent.

685. Au moment de l'agression chinoise contre l'Inde, le Pakistan s'était livré à une propagande virulente contre l'Inde et en faveur de la Chine. Il avait fait tout ce qu'il avait pu pour convaincre les pays amis de ne pas prêter assistance à l'Inde et il avait cherché à faire croire que ce n'était pas la Chine, mais bien l'Inde qui avait été coupable d'agression.

686. Le Ministre des affaires étrangères du Pakistan avait formulé le vœu, auquel l'Inde souscrivait entièrement, que les problèmes internationaux fussent résolus par des moyens pacifiques et non par la violence. Mais le Pakistan avait agi de façon différente. Même sa lettre du 16 janvier 1964 contenait une menace implicite puisqu'il y était dit que le peuple "du Cachemire *asad* et du Pakistan risquait en désespoir de cause de s'engager dans une autre voie". En fait, la conviction profonde du Pakistan à propos du Cachemire avait toujours été qu'en l'absence d'une solution qui donnât satisfaction au Pakistan il se produirait des désordres entre les communautés, suivis d'autres troubles et peut-être même d'effusions de sang. Le Pakistan s'était donc adressé au Conseil de sécurité, non pour présenter une requête, mais pour formuler une menace à laquelle l'Inde était priée de céder. Le Pakistan s'était plaint que l'Inde avait modifié le *statu quo* à l'égard du Cachemire, et ce alors que le Pakistan lui-même avait abandonné à la Chine, par l'accord de frontière, 2 000 milles carrés du territoire du Cachemire. Indépendamment du fait que le Cachemire faisait juridiquement et constitutionnellement partie de l'Inde, il revêtait désormais une importance vitale en raison de la menace permanente de la Chine, et l'Inde était peut-être dans les circonstances du moment le seul pays

qui pût faire obstacle à l'expansion et à l'agression de la Chine. Elle ne pouvait faire face à cette tâche si elle était affaiblie soit intérieurement, soit sur le plan international.

687. Le procès du cheik Mohammed Abdullah, auquel le Ministre des affaires étrangères du Pakistan avait fait allusion, n'était pas encore terminé. L'Inde regrettait que la conclusion en eût été retardée, mais elle soulignait qu'il se déroulait selon les procédures judiciaires établies. Le procès était public et toutes facilités avaient été données à l'accusé pour assurer sa défense.

688. Le Pakistan avait mené grand bruit autour de l'idée d'autodétermination. Il était clair cependant que le préfixe "auto" ne s'entendait pas et ne pouvait s'entendre d'une entité faisant partie d'un pays. Le principe ne jouait que dans le cas d'une nation prise dans son ensemble, et dans le cas où il y avait conquête, domination étrangère ou encore exploitation coloniale. Le principe de l'autodétermination ne pouvait être invoqué à l'appui du morcellement d'un pays ou de sa population, sous peine d'entraîner des conséquences désastreuses. Enfin, le Pakistan, qui recommandait à l'Inde d'appliquer le principe de l'autodétermination, n'envisageait même pas de tenir des élections sur son propre territoire ni d'accorder l'autodétermination aux Bathans désireux de se constituer en Etat autonome.

689. Le Pakistan avait également accusé l'Inde d'expulser des musulmans indiens de son territoire. Mais le recensement indien de 1961 révélait que la population musulmane de l'Inde s'était accrue de 25,6 p. 100 pendant la période allant de 1951 à 1961, alors que l'ensemble de la population de l'Inde n'avait augmenté que de 21,5 p. 100. En fait, non seulement les musulmans ne quittaient pas le pays, mais des musulmans pakistanais s'étaient infiltrés en grand nombre dans les Etats indiens limitrophes: Bengale occidental, Assam et Tripura. Du reste, on en trouvait confirmation dans le recensement pakistanais: au contraire de la population musulmane de l'Inde qui avait augmenté, la population hindoue du Pakistan oriental était demeurée presque stationnaire, alors que la population musulmane s'était accrue de 26 p. 100 durant la même période. Le fait que le nombre des non-musulmans n'avait pas augmenté indiquait clairement qu'ils avaient été forcés d'émigrer en Inde. Enfin, en Inde, l'expulsion obéit à une procédure prévue par la loi.

690. Le représentant de l'Inde a réaffirmé le désir de son pays d'établir des relations normales et amicales avec le Pakistan, mais a souligné qu'adopter une résolution serait inutile, car cela ne ferait qu'exacerber les esprits. Selon lui, il fallait donc d'abord rétablir des conditions normales dans la région troublée de l'Inde et du Pakistan et assurer l'unité et l'harmonie religieuse dans les deux pays. A cette fin, l'Inde était prête à coopérer par tous les moyens possibles avec le Pakistan et serait heureuse que les ministres des deux pays se rencontrassent pour discuter des moyens d'atteindre cet objectif; en second lieu, les menaces de violence émanant périodiquement du Pakistan devaient cesser. Il fallait que le Pakistan déclare, tout comme l'Inde, que les deux pays n'auraient jamais recours à la guerre et qu'ils régleraient tous leurs différends par des moyens pacifiques.

691. A la 1089ème séance du Conseil, le 7 février, le représentant du Pakistan s'est déclaré surpris que le représentant de l'Inde eût caractérisé la demande du Pakistan tendant à ce que le Conseil examine les

événements récents concernant la question du Cachemire comme répondant "à des fins subversives". Après tout, le Conseil de sécurité était l'organe principal de l'ONU chargé du maintien de la paix internationale et il était amplement prouvé que la situation au Cachemire constituait une menace contre la paix. Le représentant de l'Inde avait formulé un certain nombre d'autres accusations contre le Pakistan et son gouvernement, accusations sans rapport avec la question à l'examen. Au sujet du problème du Cachemire, le représentant de l'Inde n'avait rien dit de nouveau. Il avait soutenu que, si nul n'intervenait dans les affaires de l'Inde, il n'y aurait pas le moindre trouble religieux. Cette affirmation était démentie par la série de troubles qui avaient eu lieu en Inde depuis l'Accord sur les minorités conclu en avril 1950. En mars 1961, de nombreux musulmans avaient été assassinés dans la province de Madhya Pradesh. Des correspondants de presse étrangers et même certains Indiens avaient admis que la minorité musulmane en Inde avait eu gravement à souffrir des troubles récents au Bengale occidental dus jusqu'à un certain point aux exagérations de la presse indienne touchant les désordres survenus au Pakistan oriental. D'après la presse, les musulmans de Calcutta n'avaient même pas bénéficié de la protection de la police et avaient été abandonnés à la merci des factions religieuses, lesquelles s'étaient employées de façon systématique à expulser les musulmans de leurs foyers.

692. Quant à la question de l'expulsion de musulmans indiens, le représentant de l'Inde avait essayé de prouver à l'aide des chiffres des recensements que non seulement il n'y avait pas eu d'expulsion, mais qu'en fait la population musulmane avait augmenté dans les trois districts du Bengale occidental. Mais les districts du Bengale occidental où l'on avait constaté une augmentation relativement élevée de la population musulmane n'étaient pas limitrophes des districts pakistanaïstes où l'on avait, au contraire, enregistré un faible taux d'accroissement de la population musulmane. On ne pouvait donc manifestement établir aucun rapport entre ces tendances démographiques. En outre, les autorités indiennes avaient mis en place un réseau serré de postes frontières pour empêcher l'entrée, par des routes interdites, de non-Indiens en territoire indien. A la suite de ces mesures restrictives, il n'y avait pour ainsi dire plus eu d'entrées par les Etats d'Assam, de Tripura et du Bengale occidental.

693. Quant à l'allégation de l'Inde selon laquelle les expulsions de musulmans de l'Inde auraient été le résultat d'une procédure régulière, des observateurs étrangers sans parti pris avaient établi que la plupart de ceux qui avaient reçu des avertissements avaient été expulsés avant même que les tribunaux eussent pu statuer sur leurs cas, alors que d'autres n'avaient même pas reçu d'avertissement avant d'être expulsés par la police. En tout état de cause, si l'Inde prétendait qu'aucun de ceux qui avaient été expulsés n'avait la qualité de ressortissant indien, elle ne devait avoir aucune objection à ce que l'on soumette la question à une commission d'enquête internationale, ainsi que le Pakistan l'avait proposé un an plus tôt. Le Pakistan n'avait pas rejeté l'idée d'une réunion entre les Ministres de l'intérieur des deux gouvernements. En fait, il avait réagi de façon positive en déclarant qu'une fois l'ordre rétabli les deux Ministres pourraient se rencontrer et discuter des mesures nécessaires en vue de permettre aux réfugiés ainsi qu'aux personnes expulsées de rentrer dans leurs foyers.

694. Sur la question du Cachemire, le représentant de l'Inde avait affirmé qu'il n'était nulle part stipulé que la population des Etats se rattachant à l'Inde ou au Pakistan dût être consultée ou que le rattachement dût être ratifié par la volonté populaire. Pourtant, à la 227ème séance du Conseil de sécurité, l'Inde avait déclaré que, sur la question du rattachement, sa politique avait toujours été de laisser à la population de l'Etat intéressé le soin de se prononcer dans tous les cas où il y aurait contestation. En d'autres circonstances, tant devant le Conseil de sécurité que par des déclarations publiques de ses représentants, l'Inde avait affirmé qu'il fallait déterminer la volonté populaire chaque fois qu'il y avait divergence de vues entre le souverain d'un Etat et son peuple. C'était pour cette raison, selon une déclaration du Premier Ministre de l'Inde en date du 7 juillet 1952, que "l'Inde n'avait accepté que provisoirement, en 1947, le rattachement du Cachemire, en attendant que le peuple exprime sa volonté".

695. Le représentant de l'Inde avait également prétendu que la question des appartenances religieuses des populations d'un Etat princier n'avait rien à voir avec le rattachement de cet Etat. Telle n'avait pas été la position de l'Inde en 1947 ni au moment du rattachement de Junagadh au Pakistan. A cette occasion, l'Inde avait déclaré que, dans les cas où le souverain n'appartenait pas à la communauté constituant la majorité de ses sujets, la question du rattachement devrait être réglée en s'en rapportant à la volonté du peuple. A cette époque, le Gouverneur général de l'Inde avait également dit au souverain de l'Etat de Jodhpur que, s'il décidait de rattacher son Etat au Pakistan, sa décision serait en contradiction avec le principe du partage de l'Inde en fonction de l'appartenance religieuse — musulmane ou non musulmane — de la majorité dans chaque région. Si la question religieuse entrait en ligne de compte dans le cas de Junagadh, de Jodhpur et de Hyderabad, elle devrait également entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agissait de l'Etat de Jammu et Cachemire.

696. Le représentant de l'Inde avait également déclaré que l'Etat de Jammu et Cachemire était devenu partie intégrante de l'Inde lorsque l'instrument de rattachement avait été signé et accepté et que, depuis lors, le Cachemire avait le même statut au regard de l'Union indienne que les autres parties de l'Inde. Telle n'était pas cependant la position adoptée par l'Inde aux séances antérieures du Conseil de sécurité. Par exemple, à la 463ème séance, le représentant de l'Inde avait déclaré que le Cachemire s'était "rattaché à titre provisoire en octobre 1947". De plus, si le Cachemire formait, comme l'Inde le soutenait, partie intégrante de l'Union indienne, il ne restait rien à aplanir ni à régler entre l'Inde et le Pakistan et il n'y avait aucune raison d'organiser des entretiens bilatéraux. Pourtant, à la fin des pourparlers qui avaient eu lieu entre décembre 1962 et mai 1963, le communiqué conjoint disait que "les deux Ministres avaient constaté avec regret qu'aucun accord ne pouvait être réalisé au sujet du règlement du différend concernant le Cachemire".

697. Les parties avaient à maintes reprises exposé devant le Conseil les circonstances qui avaient donné naissance au différend sur le Cachemire; elles étaient consignées dans les documents officiels du Conseil. Toutefois, au regard de la Charte comme du point de vue des obligations morales et juridiques des Etats Membres, les controverses qui avaient existé avant l'acceptation d'un accord ne pouvaient être soulevées à nouveau au moment de la mise en œuvre de cet

accord. Dans le différend relatif au Cachemire, les allégations des deux parties, qui s'accusaient mutuellement d'agression, avaient été examinées par le Conseil de sécurité et par la Commission des Nations Unies avant l'adoption des résolutions. En acceptant celles-ci, les deux parties avaient mis un terme aux litiges passés. Lors de réunions précédentes du Conseil de sécurité, l'Inde avait déclaré qu'elle ne pourrait accepter qu'on revienne sur des décisions prises par la Commission des Nations Unies avec l'accord des parties. Or l'Inde soutenait maintenant que ces deux résolutions ayant trait au plébiscite "étaient subordonnées à la condition que le Pakistan mit fin à son agression". Les deux résolutions prévoyaient un cessez-le-feu, un accord de trêve et l'organisation d'un plébiscite dans l'Etat de Jammu et Cachemire. Il n'était pas question de les accepter sous certaines réserves. Le Conseil de sécurité savait fort bien que le Pakistan n'était pas tenu, aux termes des deux résolutions, de retirer unilatéralement et inconditionnellement ses forces armées de cet Etat. L'obligation pour le Pakistan de retirer ses troupes ne devait prendre effet qu'après la conclusion d'un accord de trêve, en application de la résolution du 13 août 1948 qui prévoyait des retraits synchronisés, et, finalement, la démilitarisation de cet Etat. L'Inde avait jusqu'alors refusé de coopérer à l'élaboration d'un accord de trêve. Elle avait rejeté toutes les propositions faites à cette fin par les représentants de divers Etats Membres, notamment celle qui tendait à faire stationner au Cachemire une force des Nations Unies. Le Pakistan avait même offert de confier à une autorité impartiale le soin de déterminer qui était responsable de l'impasse relative à l'exécution de la résolution du 13 août 1948 et, s'il en était, lui, reconnu responsable, de remédier à la situation par les moyens les plus rapides.

698. Même en admettant que l'Inde fût fondée à accuser le Pakistan de ne pas s'acquitter des obligations qui lui incombait en vertu des résolutions de la Commission des Nations Unies, aucun manquement du Pakistan ne pouvait priver le peuple du Cachemire de son droit à l'autodétermination. De plus, la question de savoir si le Pakistan s'était ou non rendu coupable d'agression ne pouvait être mieux résolue que par la population du Cachemire qui en avait été la victime. C'était en fait l'Inde qui devrait insister pour qu'on organisât un plébiscite libre au Cachemire afin de permettre aux victimes de rendre un verdict écrasant contre leur agresseur. Le fait que c'était le Pakistan qui demandait le plébiscite et l'Inde qui le refusait montrait le peu de prix que le Gouvernement de l'Inde attachait à ses propres arguments.

699. L'Inde avait nié qu'aucun fait ne se fût produit qui fût de nature à aggraver la situation existant dans l'Etat de Jammu et Cachemire. On disposait cependant d'un nombre suffisant de témoignages de correspondants de presse étrangers au sujet des récents événements au Cachemire pour savoir qu'un référendum spontané de la population avait eu lieu et que les habitants du Cachemire avaient condamné l'Inde à une majorité écrasante. Comme le signalaient ces articles de presse, le vol de la sainte relique avait fait remonter à la surface toutes les rancœurs accumulées des Cachemiriens, et un nouveau facteur, à savoir l'expression de la volonté des Cachemiriens, influencerait désormais sur les discussions aux Nations Unies de la question du Cachemire. Même après qu'on eut retrouvé la sainte relique, les articles de presse continuaient de parler de grèves et d'arrestations arbitraires et de signaler que la population du Cachemire réclamait la

libération du cheik Abdullah et l'organisation d'un plébiscite. Si les preuves dont il disposait à cet égard lui paraissaient insuffisantes, le Conseil de sécurité pourrait utiliser les moyens qui lui sembleraient appropriés pour effectuer une enquête complète et impartiale sur la situation dans l'Etat de Jammu et Cachemire, enquête qui devrait tenir compte aussi des dépositions des prisonniers politiques. La situation au Cachemire appelait des mesures d'urgence.

700. A la 1090ème séance du Conseil, le 10 février, le représentant de l'Inde a déclaré que le représentant du Pakistan avait compris que le seul moyen de justifier le recours de son pays au Conseil de sécurité était de prétendre qu'il existait des troubles et des conflits au Cachemire. Mais les faits prouvaient qu'il n'y avait pas eu de conflits entre communautés au Cachemire et que, loin de se révolter contre l'Inde, le Cachemire avait fait appel à elle pour lui demander assistance. Grâce à l'aide apportée par l'Inde, la relique sacrée avait été retrouvée et, qui plus est, identifiée par les chefs religieux respectés de Srinagar, y compris des chefs de l'opposition.

701. Si le Pakistan s'intéressait au Cachemire, ce n'était pas parce qu'il avait en vue l'intérêt de la population de ce territoire, mais pour assurer sa sécurité et sa défense. Cela ressortait clairement de diverses déclarations faites par les dirigeants pakistanais, y compris celles du président Muhammad Ayub Khan. Si le Pakistan se préoccupait sincèrement des intérêts de la population du Cachemire, il était alors temps de mettre fin à la controverse qu'il avait engagée. Le Pakistan parlait volontiers de plébiscite sans en mesurer les conséquences. Le déchaînement généralisé des passions religieuses risquerait d'entraîner de graves conflits entre communautés dans l'ensemble de la péninsule, et de provoquer de grands déplacements de population. Toute l'argumentation du Pakistan consistait à dire que, tant que le problème du Cachemire ne serait pas résolu, les rapports entre les deux pays ne pourraient s'améliorer. C'était là une menace ouverte au Conseil de sécurité et à la paix dans cette région. Alors que l'Inde avait affirmé à maintes reprises qu'en aucun cas elle n'aurait recours à la guerre pour régler ses différends avec le Pakistan, celui-ci n'avait jamais fait de déclaration semblable. Le représentant du Pakistan n'avait en fait jamais démenti les diverses menaces de violence proférées contre l'Inde par des dirigeants pakistanais autorisés.

702. L'Inde avait toujours condamné les incidents entre communautés. Depuis l'indépendance, toute la politique de l'Inde avait eu pour objet de créer un climat de confiance pour éviter le retour des incidents entre communautés. Mais, dans ce domaine, l'attitude de l'Inde et celle du Pakistan étaient diamétralement opposées. Le Pakistan avait toujours eu pour politique d'inciter les communautés à entrer en conflit.

703. La question des passages clandestins du Pakistan oriental en Inde et celle de la constitution d'un tribunal impartial pour déterminer si les musulmans qui avaient été expulsés étaient de nationalité indienne ou pakistanaise relevaient exclusivement, selon le représentant de l'Inde, de la compétence nationale, et le représentant du Pakistan avait lui-même déclaré que le maintien de l'harmonie entre les communautés était une affaire intérieure de l'Inde et du Pakistan. Il était certain qu'aucun gouvernement n'accepterait de renoncer à son droit souverain de décider qui avait la qualité de ressortissant et qui ne l'avait pas.

704. S'agissant de l'autodétermination, le représentant de l'Inde a déclaré que son pays en approuvait pleinement le principe, mais ne pouvait accepter qu'on l'invoquât pour morceler des Etats et des nations. En tant qu'Etat Membre des Nations Unies, l'Inde avait déjà exercé son droit à l'autodétermination. Par l'entremise d'une assemblée constituante élue qui comprenait des représentants de l'Etat de Jammu et Cachemire, le peuple indien s'était donné une constitution, conformément à laquelle des élections générales avaient déjà eu lieu à trois reprises. Le peuple du Jammu et Cachemire avait donc déjà exercé son droit à l'autodétermination; mais que la population du Jammu et Cachemire, considérée comme distincte de la population de l'Inde, pût disposer d'elle-même, c'était une proposition que l'Inde ne pouvait accepter, car elle paraissait fondée sur le fait que la majorité de la population de l'Etat de Jammu et Cachemire se trouvait avoir une religion distincte. Citant à l'appui de sa thèse l'exemple de Junagadh, Jodhpur et Hyderabad, le représentant du Pakistan avait essayé de prouver que la répartition des religions avait été un facteur décisif dans la décision par laquelle le souverain de chaque Etat avait opté pour l'Inde ou le Pakistan. Mais dans tous ces cas, indépendamment du fait que la grande majorité de la population de ces Etats avait préféré le rattachement à l'Inde, le principe de la contiguïté interdisait le rattachement au Pakistan. Dans le cas du Cachemire, non seulement le rattachement était inconditionnel et juridiquement valable, mais le principe de la contiguïté avait également été respecté. De plus, la National Conference du Cachemire, qui représentait l'opinion de la grande majorité de la population du Cachemire, était manifestement en faveur du rattachement à l'Inde.

705. Toutes les déclarations du Premier Ministre de l'Inde et d'autres personnalités officielles concernant une éventuelle consultation de la population avaient été faites compte tenu de la situation qui existait alors et à la condition expresse que le Pakistan s'acquitterait de ses obligations et mettrait fin à son agression.

706. C'est parce que le Pakistan ne les avait jamais appliquées que les deux résolutions de la CNUIP avaient perdu de leur actualité. Le Pakistan avait essayé de se débarrasser du fait gênant de sa propre agression en prétendant qu'on ne pouvait faire renaître une controverse qui existait avant l'acceptation d'un accord, une fois que cet accord avait été conclu. Mais il serait bien étrange que, l'Inde ayant accepté une formule de compromis à certaines conditions, ce compromis devint sacro-saint quand bien même les conditions n'auraient pas été remplies. L'Inde n'avait jamais renoncé à sa souveraineté sur l'Etat de Jammu et Cachemire et n'avait jamais accepté de résolution mettant cette souveraineté en cause, fût-ce implicitement.

707. Le Pakistan avait violé les clauses de la résolution du 13 août 1948 sur de nombreux points: maintien des forces pakistanaises et du personnel pakistanais au Cachemire; envoi de matériel militaire de renfort dans le territoire occupé; construction d'aéroports en territoire occupé; intégration de la zone occupée du Jammu et Cachemire au Pakistan; mise à profit par le Pakistan de son appartenance à des pactes militaires pour renforcer son potentiel militaire au Cachemire et les forces dites *asad*; occupation des régions du nord; entretien d'une menace perpétuelle de recours à la force et création d'un climat de guerre tel que la ligne de cessez-le-feu risquait constamment d'être violée; organisation d'opérations de subversion et de sabotage au Jammu et Cachemire; négociation et signature avec la Chine d'un accord de frontière livrant

à la Chine 2 000 milles carrés du Cachemire et détruisant ainsi l'unité territoriale de l'Etat de Jammu et Cachemire. Ces violations perpétrées par le Pakistan montraient clairement que la résolution du 13 août 1948 avait perdu de son actualité du fait de la conduite du Pakistan lui-même.

708. Le Pakistan avait fondé sa requête au Conseil de sécurité sur deux accusations; la première était que l'Inde avait cherché à intégrer plus complètement le Cachemire à son territoire, et la seconde qu'il existait au Cachemire une situation grave et qui exigeait l'intervention du Conseil de sécurité. Mais le représentant du Pakistan n'avait réussi à étayer de façon probante ni l'une ni l'autre de ces accusations et le Conseil n'était donc saisi d'aucune question qui justifiait l'adoption de mesures quelconques. L'Inde était prête à discuter avec le Pakistan de tous les désaccords qui subsistaient entre les deux pays, y compris de la question du Cachemire, lorsque l'animosité et les passions religieuses se seraient atténuées. Cette question ne pouvait être tranchée que par le Pakistan et l'Inde, et l'intervention d'une tierce partie n'aurait pas grande utilité.

709. Le représentant du Maroc a déclaré que son pays, qui entretenait des relations très étroites tant avec le Pakistan qu'avec l'Inde, était extrêmement préoccupé par les répercussions du différend qui opposait ces deux pays. Il éprouverait donc un grand soulagement si les deux pays parvenaient à une solution juste et équitable qui donnerait satisfaction à tous les intéressés, y compris la population de l'Etat de Jammu et Cachemire. La délégation marocaine estimait que, pour réduire les dimensions de la crise, il serait extrêmement souhaitable que les deux pays s'abstiennent d'entreprendre une action unilatérale susceptible de créer de nouvelles complications ou de mettre en cause les décisions que le Conseil de sécurité avait déjà prises en accord avec les deux parties.

710. Dans l'intérêt de la paix, il était urgent que les dirigeants des deux pays entament des négociations et parviennent à une solution fondée sur le respect du droit et notamment celui des peuples à l'autodétermination. Peut-être était-ce seulement sur cette base que pourrait être trouvée une solution valable et en même temps définitive.

711. Le représentant de la Côte-d'Ivoire a noté que le Pakistan reprochait à l'Inde de violer les résolutions du Conseil de sécurité du 30 mars 1951 et du 24 janvier 1957, ainsi que les deux résolutions de la CNUIP, en cherchant à intégrer à son territoire la partie de l'Etat de Jammu et Cachemire contrôlée par l'Inde, tandis que l'Inde soutenait que l'Etat de Jammu et Cachemire était partie intégrante de son territoire depuis le 27 octobre 1947 et que par conséquent toute mesure constitutionnelle qu'elle pourrait prendre relativement à cet Etat était d'ordre purement interne. Le Conseil de sécurité avait examiné à maintes reprises la question du Cachemire, et préconisé des solutions qui étaient définies dans nombre de ses résolutions. Personne n'avait parlé d'infirmer celles-ci, ni demandé que l'on dressât un acte d'accusation ou que l'on rendit un jugement. On demandait au Conseil de prendre des mesures pour faire en sorte que le problème du Cachemire s'acheminât vers une solution juste et honorable. La Côte-d'Ivoire admettait toutes les résolutions antérieures du Conseil de sécurité à ce sujet, reconnaissait leur caractère dynamique, affirmait son attachement au principe de l'autodétermination, et condamnait toutes les formes de discrimination raciale ou religieuse. Elle constatait également avec regret et douleur le triste

résultat des violences qui avaient éclaté sur la péninsule et que rien ne justifiait. Le Cachemire devait cesser d'être un sujet perpétuel de tension dans les relations entre l'Inde et le Pakistan. Pour la paix et la sécurité dans cette région, il était du devoir du Conseil de ne pas éluder le problème fondamental dont il était saisi. Bien des éléments donnaient à penser que l'Inde était prête à engager des conversations avec le Pakistan pour régler le différend, et le Pakistan avait également déclaré qu'il ne cherchait qu'à parvenir à une solution juste et pacifique du problème du Cachemire. A la lumière de tout cela, il y avait lieu de demander à l'Inde et au Pakistan de reprendre les négociations. La délégation de la Côte-d'Ivoire a proposé qu'à la fin du débat en cours le Président du Conseil lance un appel aux deux pays pour leur demander de rétablir un climat d'entente et de restaurer la paix et l'harmonie entre les communautés. Le Conseil devrait également prier instamment l'Inde et le Pakistan de tenir compte dans leurs négociations des décisions rendues auparavant par les Nations Unies, de prendre en considération les vœux de la population intéressée et de recourir, d'un commun accord, s'ils le jugeaient utile, aux bons offices d'un pays ou d'une personnalité de leur choix.

712. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déclaré qu'il persistait à penser que l'affaire du Cachemire pourrait être réglée au mieux par voie d'accord entre l'Inde et le Pakistan. Le Royaume-Uni continuerait à appuyer les efforts déployés pour arriver à un accord qui donnerait effet aux résolutions déjà adoptées par les Nations Unies. Il craignait qu'un débat au Conseil de sécurité ne fût pas favorable à l'ouverture de négociations en vue d'un tel accord. Cependant, puisque le Conseil était de nouveau saisi de cette question, il devrait tirer parti de l'occasion pour discuter et négocier en vue d'arriver à un règlement. C'est pourquoi la délégation du Royaume-Uni se félicitait des efforts déployés en vue de trouver un terrain d'entente entre l'Inde et le Pakistan et serait très heureuse si ceux des membres du Conseil qui n'avaient pas encore eu à s'occuper directement de cette question au Conseil de sécurité pouvaient amorcer un nouveau progrès vers un règlement.

713. Le représentant du Royaume-Uni a ensuite déclaré que son gouvernement avait indiqué clairement sa position sur le statut du Cachemire et sur la question de l'autodétermination en présentant peu auparavant avec d'autres délégations la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 24 janvier 1957, qui rappelait que le sort final de l'Etat de Jammu et Cachemire devrait être réglé conformément à la volonté de la population s'exprimant de façon démocratique grâce à un plébiscite libre et impartial organisé sous les auspices des Nations Unies. Ce serait manquer de réalisme de faire dépendre exclusivement le statut du Cachemire des effets juridiques de l'instrument par lequel le Maharaja avait proclamé le rattachement. Il était impossible, d'après le Royaume-Uni, de faire abstraction des discussions qui avaient eu lieu pendant 15 ans au sein du Conseil de sécurité et des décisions qui y avaient été prises. Il existait, selon lui, un différend au sujet du Cachemire qui devait faire l'objet de négociations, compte tenu des résolutions antérieures du Conseil de sécurité et des vœux du peuple cachemirien. Historiquement, le problème du Cachemire touchait le Royaume-Uni de près; des liens étroits d'amitié l'unissaient tant à l'Inde qu'au Pakistan, et il était par ailleurs impossible de parvenir à des arrangements économiques ou à des accords de défense politique durables et satisfaisants pour l'ensemble de la péninsule Indienne tant

que le problème du Cachemire n'aurait pas été résolu: aussi le Gouvernement du Royaume-Uni avait-il constamment recherché les moyens permettant de parvenir à ce résultat.

714. En dehors de la question du Cachemire, les délégations des deux pays avaient évoqué dans leurs déclarations d'autres questions litigieuses, notamment celles des émeutes survenues entre communautés au Pakistan oriental et au Bengale occidental et le problème des mouvements de population entre ces deux régions. La délégation du Royaume-Uni estimait que la façon la plus immédiate et la plus réaliste de faire disparaître ces causes de tension était d'organiser une réunion des représentants des deux gouvernements et elle déplorait tous les obstacles auxquels pourraient se heurter de telles négociations. Sur la question même du Cachemire, deux idées devaient être prises en considération. La première était que, sous peine de porter atteinte à l'autorité du Conseil et aux principes de la Charte, il fallait tenir compte des décisions adoptées par celui-là au cours des 15 années écoulées. La seconde était que l'adoption de résolutions dont l'une des parties ne faisait aucun cas n'avait abouti à aucune solution constructive. Le Conseil devait donc s'efforcer avant tout de trouver un terrain d'entente entre l'Inde et le Pakistan, ce qui pourrait se faire si l'Inde et le Pakistan rétablissaient des conditions normales et l'harmonie entre les communautés et engageaient des conversations au sujet de leurs problèmes religieux et autres en vue d'éviter le retour de nouveaux incidents. Si les deux parties estimaient que les bons offices d'une tierce partie pouvaient être utiles à cet égard, la délégation du Royaume-Uni proposait que le Conseil de sécurité se tint prêt à examiner la question. Il était également souhaitable que les deux pays reprissent les négociations sur le Cachemire et, si besoin était, sur d'autres questions connexes. La délégation du Royaume-Uni était convaincue, après avoir suivi les premières conversations bilatérales entre l'Inde et le Pakistan, qu'une intervention extérieure serait nécessaire si l'on voulait obtenir des résultats satisfaisants. Si les deux parties se mettaient d'accord sur cette proposition, la délégation du Royaume-Uni leur suggérerait d'envisager toutes les possibilités qu'elle offrait, notamment celle d'un recours à l'assistance du Secrétaire général.

715. A la 1091^{ème} séance, le 14 février, le représentant de la Chine a déclaré que le Conseil, la première fois qu'il avait été saisi de la question du Cachemire, s'était efforcé, au lieu d'imposer une solution, de rechercher un terrain d'entente pouvant servir de base à la mise au point d'un accord. Les décisions du Conseil étaient le fruit de ces consultations prolongées et les deux parties s'étaient solennellement engagées à les appliquer. On ne pouvait donc pas dire que les résolutions du Conseil fussent périmées. Malgré tous les efforts du Conseil, le différend sur le Cachemire durait depuis 16 ans et il avait provoqué, une fois de plus, des conflits entre communautés et des violences. Assurément, ni l'Inde ni le Pakistan ne pouvaient laisser la querelle se poursuivre au moment où la sécurité de toute la région était mise en péril par une agression extérieure. La délégation chinoise voyait un signe encourageant dans le fait que les deux parties avaient exprimé le désir de rechercher une solution pacifique, et le Conseil se devait de les aider à la trouver. Sans aucun doute, il fallait, avant tout règlement, créer un climat de compréhension. La délégation chinoise estimait que les idées énoncées dans la résolution du Conseil de juin 1962 étaient toujours valables. Le Conseil

devait donc insister auprès des parties, au besoin en recourant aux bons offices d'une tierce partie, pour qu'elles entament des négociations le plus tôt possible.

716. Le représentant de la Norvège a déclaré que les violences et les conflits récents entre communautés, qui s'étaient produits non seulement au Cachemire mais aussi en Inde et au Pakistan, soulignaient la gravité du conflit entre ces deux pays. Depuis la dernière fois où la Norvège avait été membre du Conseil, 14 ans auparavant, le fond du problème était resté le même : c'était toujours de l'avenir politique de l'Etat de Jammu et Cachemire qu'il s'agissait. Les résolutions du Conseil de sécurité et celles de la Commission des Nations Unies n'avaient pas été abrogées et elles reflétaient toujours l'opinion de l'ONU sur la question. Il était essentiel que le règlement définitif du différend du Cachemire répondit aux vœux du peuple du Jammu et Cachemire et qu'il fût acceptable dans ses grandes lignes pour l'Inde et le Pakistan.

717. Bien que les déclarations faites au Conseil par les représentants de l'Inde et du Pakistan eussent fait ressortir l'étendue des divergences entre les deux pays, un examen plus attentif de la question permettait de déceler des signes qui devaient encourager le Conseil à rechercher une nouvelle méthode pour atténuer ces divergences. Les deux parties avaient déclaré qu'elles déploraient la recrudescence des conflits entre communautés et manifesté le désir d'engager les négociations. Le Conseil avait le devoir d'encourager les efforts en ce sens, qui devaient porter essentiellement sur la reprise de négociations directes relatives aux problèmes en suspens entre les deux pays, y compris celui du Cachemire. Pour parvenir plus facilement à ce résultat et déterminer plus sûrement les points sur lesquels l'accord se ferait le plus aisément, il y avait lieu, de l'avis de la délégation norvégienne, d'avoir recours aux bons offices d'un pays ou d'une personnalité éminente. A cet égard, le Secrétaire général pourrait rendre de grands services.

718. Le représentant de la Tchécoslovaquie a déclaré qu'en dépit des nombreux liens qui unissaient les peuples de l'Inde et du Pakistan, et notamment de ceux qui résultaient de leur lutte commune pour l'indépendance, il existait un différend et même un conflit entre ces deux pays, ainsi qu'il ressortait des déclarations de leurs représentants au Conseil et des informations relatives aux graves heurts qui s'étaient produits entre communautés. L'histoire du conflit montrait qu'il était étroitement lié aux problèmes découlant de la division du sous-continent indien et qu'il apparaissait comme l'un des nombreux problèmes complexes hérités de l'ancien régime colonial.

719. Il n'y avait pas, au fond, d'éléments nouveaux dans la question du Cachemire et il n'y avait donc aucune raison de procéder à un nouvel examen des arguments juridiques et politiques des deux parties. De plus, la position de la Tchécoslovaquie sur ce point était bien connue et il était inutile de la rappeler. Le Conseil devait s'efforcer d'aider les deux parties à reprendre les négociations, ce qui serait conforme à l'Article 33 de la Charte. Au lieu d'adopter une résolution formelle, le Conseil devrait leur lancer un appel pour qu'elles rétablissent la paix et l'harmonie entre les communautés afin d'éviter le retour des actes de violence. Il ne devrait pas limiter la portée de cet appel en y mêlant des questions prêtant à controverse qui pourraient faire obstacle au déroulement des pourparlers. C'était la raison pour laquelle la délégation tchécoslovaque éprouvait des doutes touchant l'idée

d'un recours à la médiation ou aux bons offices d'une tierce partie. Une telle médiation n'aurait d'utilité que si elle était le résultat d'une entente préalable entre les deux pays.

720. Le représentant de la France a déclaré que la structure même de l'Inde et du Pakistan, qui faisait vivre côte à côte des peuples de races et de mœurs très différentes, en faisait le modèle de la vraie coexistence. Cependant, le danger était que, faute d'un règlement final entre les deux pays, cette coexistence ne soit compromise pour l'ensemble du sous-continent. Les émeutes récentes et les déclarations des deux parties au Conseil avaient confirmé à quels enchaînements de violence pouvaient conduire des deux côtés de la frontière les troubles qui se produisaient en un point quelconque. Tout en faisant œuvre de conciliation, il était essentiel d'écarter les préjugés, de reviser les jugements qui ne correspondaient plus aux réalités, en fait de jeter les bases d'un véritable règlement du problème du Cachemire. On ne pouvait trop insister sur le fait que, dans le cas de questions touchant la vie même des États, le temps, loin de favoriser la recherche d'une solution, la rendait souvent plus ardue. La délégation française rendait hommage à l'action accomplie au Conseil dans le but de trouver un terrain commun entre les deux thèses. Elle ne doutait pas que seuls le rétablissement d'un climat d'entente et la reprise du dialogue pussent contribuer à la mise au point d'un règlement. A cet égard, on devait tenir compte, comme d'autant d'éléments importants, de l'action passée de l'Organisation, des vœux des populations et des intérêts légitimes des deux pays. On devait exprimer le souhait que les deux gouvernements intéressés rétabliraient le contact rapidement et n'hésiteraient pas, s'ils en sentaient la nécessité, à avoir recours à la procédure de bons offices en vue de faciliter leur tâche.

721. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'étude des documents communiqués par les deux parties et des déclarations prononcées par eux au Conseil sur la question ne révélait aucun élément nouveau en dehors de ceux qu'on connaissait déjà. Les dissensions religieuses et les luttes entre communautés sur lesquelles on avait appelé l'attention du Conseil de sécurité étaient l'héritage de la domination coloniale au cours de laquelle les puissances coloniales avaient délibérément semé la discorde à des fins égoïstes. Le fait que le Conseil de sécurité dût examiner de nouveau le problème du Cachemire ne faisait que confirmer que les différends territoriaux étaient la cause la plus fréquente de friction entre les pays. C'était pour cette raison que le chef du Gouvernement soviétique, M. Khrushchev, avait proposé aux chefs d'Etat de tous les pays du monde, dans un message qu'il leur avait adressé à la fin de 1963, de conclure un accord international aux termes duquel les Etats renonceraient à recourir à la force pour résoudre les différends territoriaux et frontaliers. Autre point important, ces différends étaient cause que de nombreux pays d'Asie, à l'instar de l'Inde et du Pakistan, tout en estimant qu'une de leurs tâches les plus urgentes était d'améliorer leur situation économique, ne pouvaient pas, en raison précisément de l'existence de tels différends concentrer tous leurs efforts sur cette tâche. Ces pays se voyaient contraints de maintenir et d'accroître leur potentiel militaire et de consacrer plus de ressources à des activités non productives.

722. Sur le fond du problème, l'Union soviétique était d'avis que la question du rattachement de l'Etat du Cachemire avait été tranchée par le peuple du Cachemire lui-même. Pour la délégation soviétique, le

différend entre l'Inde et le Pakistan devait être réglé par les deux parties intéressées, par des moyens exclusivement pacifiques. Mais il était indispensable au préalable de rétablir le calme et la paix. La délégation soviétique avait pris note de la déclaration du représentant de l'Inde dans laquelle celui-ci soulignait notamment que son pays était prêt à participer aux efforts visant à améliorer ses relations avec le Pakistan. L'Union soviétique espérait également que l'examen par le Conseil du différend indo-pakistanaïse aurait pour effet de créer une situation permettant aux deux parties d'aboutir à un règlement pacifique. Elle espérait enfin qu'au cours des consultations qui auraient lieu au sujet de la conclusion à donner aux travaux du Conseil sur la question, tous les intéressés feraient preuve de réalisme en recherchant une formule qui sauvegarde la paix et amène une détente.

723. Le représentant de la Bolivie a déclaré que le difficile problème du Cachemire, qui était à l'ordre du jour du Conseil depuis une quinzaine d'années, était un problème très compliqué, mettant en jeu de nombreux facteurs, et notamment des haines religieuses. Le Conseil ne pouvait cependant pas renoncer à l'espoir — fondé sur sa confiance dans la volonté de paix et l'esprit de conciliation des deux parties — de trouver rapidement une solution satisfaisante. Il était douteux que l'adoption d'une nouvelle résolution fût de nature à favoriser la réalisation des buts du Conseil, et la chose la plus souhaitable était l'ouverture de négociations directes entre les deux parties. Le Conseil pouvait contribuer à créer un climat propice à la reprise des négociations. La Bolivie appuierait la proposition visant à lancer un appel aux deux gouvernements pour qu'ils s'efforcent par tous les moyens, dans une atmosphère exempte de toute violence, de rechercher une solution pacifique du problème.

724. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que son gouvernement regrettait que l'Inde et le Pakistan ne fussent pas parvenus à régler la question du Cachemire soit par l'entremise du dispositif mis en place par le Conseil de sécurité, soit à la faveur de conversations bilatérales. La reprise des conflits entre communautés, qui entraînaient des pertes de vies humaines, des dommages matériels et des déplacements de population, et qui avaient causé de grandes souffrances, préoccupait aussi les Etats-Unis. Il était évident que ces problèmes continueraient de menacer l'intégrité et la prospérité des deux pays, tant qu'un effort bien plus soutenu n'aurait pas été fait pour les résoudre.

725. En 1948, l'Inde et le Pakistan avaient donné leur accord aux deux résolutions de la CNUIP qui constituaient un compromis politique pour la solution des difficultés résultant de la division du sous-continent et du différend sur le statut du Cachemire. La base du compromis était que le peuple du Jammu et Cachemire devait avoir le droit de décider lui-même de son sort. Comme le compromis était équitable, les Etats-Unis l'avaient toujours appuyé. Toutefois, compte tenu des réalités du moment, il fallait rechercher comment redonner effet à ces principes de base de manière à parvenir à un règlement politique. Par suite de la menace que la Chine communiste faisait peser sur la sécurité de l'Inde et sur une partie du Cachemire, et aussi parce qu'ils souhaitaient vivement voir résoudre pacifiquement le différend du Cachemire, les Etats-Unis avaient insisté auprès des deux parties, en 1963, pour qu'elles engagent des conversations bilatérales. Aucun accord n'avait été conclu, mais ces négociations n'avaient pas été entièrement inutiles. D'autre part,

il était évident qu'aucun accord ne pourrait être imposé de l'extérieur. Les intérêts légitimes des deux pays en matière de sécurité soulevaient des problèmes internes complexes d'ordre public et d'agrément politique. La communauté internationale attendait des deux pays qu'ils fussent prêts à redoubler d'efforts pour régler leurs différends pacifiquement par la négociation. Les deux pays devaient reconnaître que le problème du Cachemire ne pouvait pas être tranché unilatéralement par l'un ou par l'autre, mais seulement par voie d'accord et de compromis, en tenant compte de la volonté librement exprimée des populations intéressées. Les Nations Unies leur offraient leur concours. Les Etats-Unis estimaient également que les deux pays devaient étudier la possibilité d'avoir recours aux bons offices d'un pays ou d'une personne de leur choix pour les aider à reprendre les négociations et à concilier leurs opinions divergentes; à leur avis, le Secrétaire général pouvait les aider à étudier la possibilité de recourir à la médiation d'une tierce partie.

726. A la 1092^{ème} séance du Conseil, le 15 février, le Président, parlant en qualité de représentant du Brésil, a déclaré que le Conseil de sécurité avait adopté plusieurs résolutions dont le temps n'avait pas diminué la valeur. Ces résolutions continueraient d'exprimer la volonté du Conseil tant que les parties intéressées n'auraient pas convenu d'aborder le problème sous un angle nouveau par le moyen de conversations directes. Les derniers événements du Cachemire et le désir général de régler pacifiquement le différend témoignaient aussi de la nécessité d'un nouvel effort. Le Brésil, ayant toujours réglé ses problèmes frontaliers par des moyens pacifiques, notamment par la médiation et l'arbitrage, croyait devoir encourager les parties à suivre son exemple. Mais il était certain qu'aucun accord ne serait durable si l'on ne respectait pas intégralement les vœux des populations du territoire en litige. C'est pourquoi les deux parties devaient se conformer aux principes énoncés dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et s'abstenir de toute mesure unilatérale contraire aux dispositions de ces résolutions, de manière à créer et à favoriser un climat de confiance mutuelle.

727. A sa 1093^{ème} séance, le 17 février 1964, le Conseil a décidé, en l'absence d'objection, d'ajourner sa réunion sur la question. En annonçant l'ajournement, le Président a rappelé que la question restait inscrite à l'ordre du jour du Conseil, dont la convocation pouvait à tout moment être demandée par lui-même ou par un membre dudit Conseil.

D. — Reprise de la discussion à la 1104^{ème} et à la 1105^{ème} séance (17 et 20 mars 1964)

728. Par lettre en date du 4 mars 1964 (S/5576), le représentant du Pakistan a demandé au Conseil de sécurité de reprendre l'examen de la question Inde-Pakistan.

729. Dans une lettre en date du 8 mars 1964 (S/5582), le représentant de l'Inde a déclaré que le Conseil, conformément à l'alinéa b de l'article 33 de son règlement intérieur provisoire, s'était ajourné *sine die* le 17 février et que, par conséquent, une nouvelle réunion du Conseil sur la question Inde-Pakistan ne pouvait être convoquée que pour des raisons impérieuses. Le Pakistan n'avait pas fait état de telles raisons dans sa lettre. Comme le représentant de l'Inde l'avait déjà signalé au Conseil, la demande du Pakistan tendant à ce que le Conseil se réunisse en février n'était nullement justifiée à l'époque, et l'était encore moins au mois de mars.

730. A sa 1104^{ème} séance, le 17 mars 1964, le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question Inde-Pakistan.

731. Le représentant du Pakistan a déclaré que depuis que le Conseil s'était ajourné, le 17 février, trois faits étaient apparus au grand jour. Premièrement, le mouvement de protestation dans l'Etat de Jammu et Cachemire s'était poursuivi. Deuxièmement, l'Inde restait inflexible dans sa politique de répression contre la population du Jammu et Cachemire. Troisièmement, l'Inde poursuivait sa politique d'intégration plus poussée de l'Etat de Jammu et Cachemire en prenant les mesures au sujet desquelles le Pakistan avait adressé une protestation au Conseil de sécurité. Dans leurs déclarations, les membres du Conseil avaient instamment invité les deux parties à s'abstenir de toute mesure risquant d'aggraver la situation. L'Inde était restée sourde à cet appel. Le 28 février, elle avait nommé au Cachemire un nouveau Premier Ministre qui semblait encore plus favorable à la politique indienne d'intégration complète du Cachemire et qui avait déjà recommandé un certain nombre de mesures destinées à détruire l'identité propre du peuple du Jammu et Cachemire et à empêcher d'exercer son droit à l'autodétermination.

732. L'Inde avait nié que les démonstrations qui avaient eu lieu au Cachemire fussent dirigées contre elle. Pour savoir à quoi s'en tenir, il suffirait au Conseil de sécurité de créer un organisme d'enquête sous une forme ou sous une autre. En l'absence d'un tel organisme, il fallait se fier aux informations fournies par des observateurs étrangers impartiaux. Au lieu de donner satisfaction à la population, l'Inde la menaçait de sanctions parce qu'elle s'opposait à ses plans d'intégration. Cette situation suffisait à justifier la démarche du Pakistan qui demandait au Conseil d'examiner la question. Mais il y avait également d'autres facteurs. Les troubles sur la ligne de suspension d'armes étaient plus fréquents que jamais. A la suite d'incidents graves qui s'étaient produits au cours des dernières semaines des coups de feu avaient été échangés, causant la mort de plusieurs personnes. Des dirigeants indiens, notamment des ministres du Cabinet, avaient fait des déclarations dans lesquelles ils menaçaient le Pakistan des pires représailles. Seul le Conseil de sécurité pouvait s'occuper de la question et conjurer ainsi le danger qui menaçait la paix.

733. Au cours des derniers débats du Conseil, on avait eu tendance à souligner la nécessité d'une reprise des négociations entre les deux pays. Bien que toujours favorable à l'ouverture de négociations, le Pakistan savait par expérience qu'un simple appel à la négociation était inutile s'il ne s'accompagnait pas d'un mandat précis. Dans le cas du Cachemire, il ne pouvait y avoir de texte plus précis que l'accord international contenu dans les deux résolutions de la CNUIP. Ce n'était que sur cette base qu'une solution durable pouvait être trouvée. Aucune nouvelle façon d'aborder la question ne pourrait donner de meilleurs résultats que le système prévu dans les deux résolutions de la CNUIP, qui consistait à déterminer la volonté populaire au Jammu et Cachemire sans intervention extérieure. Il était donc nécessaire que les débats actuels du Conseil aboutissent à la définition d'une formule concrète et précise susceptible de conduire à un règlement amiable du différend.

734. Le représentant de l'Inde a rappelé qu'au sujet de la prétendue intégration son pays avait déjà déclaré à plusieurs reprises que l'Etat de Jammu et Cachemire était partie intégrante de l'Union indienne et qu'il ne

pouvait être question d'une intégration plus poussée. Le Pakistan avait également fait mention de préparatifs militaires sur la ligne de suspension d'armes. Ces allégations avaient fait l'objet d'une enquête par les observateurs militaires des Nations Unies qui avaient statué contre le Pakistan. Après que le Conseil se fut ajourné, le Pakistan avait à nouveau essayé de faire monter la tension sur la ligne de suspension d'armes. L'Inde avait de nouveau déposé une plainte auprès des observateurs des Nations Unies et, d'après les renseignements dont elle disposait, le Pakistan n'avait pas coopéré avec les observateurs lors de l'enquête relative à cette plainte. La situation ne présentait aucun caractère d'urgence et l'Inde suggérait que le Conseil renvoyât l'examen de la question à la première semaine de mai 1964. D'ailleurs, comme le Parlement indien se trouvait en session, le Ministre désigné pour représenter l'Inde ne pourrait être présent avant la première semaine de mai.

735. Le représentant de la Tchécoslovaquie a proposé que, conformément à l'alinéa c de l'article 33 du règlement intérieur provisoire, l'examen de la question Inde-Pakistan soit renvoyé au 5 mai 1964. Le Conseil a toutefois accepté une proposition du représentant du Brésil tendant à renvoyer au 20 mars la décision du Conseil sur la motion d'ajournement de la Tchécoslovaquie.

736. A la 1105^{ème} séance, le 20 mars, le représentant du Brésil a déclaré qu'il était apparu, à la suite de consultations, qu'il pouvait y avoir certains avantages à accepter l'ajournement proposé par la Tchécoslovaquie. Cependant la date du 5 mai était, de l'avis de la délégation brésilienne, une date limite. Il pouvait y avoir des circonstances — événements nouveaux d'ordre politique ou militaire — de nature à justifier la convocation du Conseil avant cette date. La discussion a été renvoyée au 5 mai.

737. Dans une lettre en date du 19 mars 1964 (S/5612), le Ministre des affaires étrangères du Pakistan a attiré l'attention du Conseil de sécurité sur une déclaration faite par le Premier Ministre de l'Inde dans laquelle celui-ci aurait dit: "Nous n'avons pas l'intention de franchir la ligne de suspension d'armes ni d'attaquer le territoire occupé par le Pakistan, mais, bien entendu, s'il devient nécessaire, pour la défense de notre territoire, de franchir cette ligne, nous la franchirons." Le Ministre des affaires étrangères a souligné que, malgré la réserve exprimée dans la déclaration du Premier Ministre de l'Inde, elle ne changeait rien à l'affirmation catégorique selon laquelle l'Inde considérait le Cachemire comme faisant partie de son territoire et estimait qu'elle avait le droit de franchir la ligne de suspension d'armes sous prétexte de "défense" chaque fois que, d'après elle, cela devenait nécessaire. De l'avis du Gouvernement pakistanais, cette déclaration ne laissait aucun doute sur le fait que l'Inde menaçait de renouveler son agression contre le Cachemire et, dans ces conditions, il tenait à faire savoir au Conseil de sécurité qu'il estimait de son devoir de protéger le Cachemire *azad* du danger d'une attaque armée à laquelle il était maintenant exposé.

738. Par une lettre en date du 20 mars 1964 (S/5617), le représentant de l'Inde a communiqué au Conseil de sécurité le texte complet des questions et réponses qui figuraient dans les minutes des débats du Parlement indien et a ajouté que le Ministre des affaires étrangères du Pakistan avait donné une interprétation erronée de ces débats. De la réponse donnée par le Premier Ministre de l'Inde, il ressortait clairement que l'Inde respecterait scrupuleusement la ligne de suspen-

sion d'armes, contrairement à ce qu'avait fait le Pakistan, mais que, si elle était attaquée par le Pakistan, elle se réserverait le droit de se défendre, même si elle devait pour cela franchir la ligne de suspension d'armes. L'Inde estimait que sa position à cet égard était conforme au droit international ainsi qu'elle l'avait déjà affirmé à maintes reprises.

739. Dans une lettre du 14 avril 1964 (S/5657), le représentant du Pakistan a déclaré que, selon des informations de presse, l'Inde, en violation des résolutions du Conseil de sécurité et de l'accord international concernant le Cachemire, avait déposé devant l'Assemblée d'Etat de Jammu et Cachemire un projet de loi visant à rapprocher le régime applicable à cet Etat de celui du reste de l'Union indienne.

740. Dans une lettre en date du 30 avril (S/5673 et Corr.1), le représentant de l'Inde a déclaré que les accusations contenues dans la lettre du représentant du Pakistan en date du 14 avril étaient dénuées de tout fondement. Comme l'avait souligné le représentant de l'Inde, le 20 mars 1964, devant le Conseil de sécurité, l'Inde était parfaitement libre de poursuivre la réalisation des mesures constitutionnelles dans l'Etat de Jammu et Cachemire, qui était déjà partie intégrante de l'Union indienne.

741. Par une lettre en date du 24 avril 1964 (S/5668), le représentant de l'Inde a communiqué au Conseil de sécurité le texte d'une note de protestation adressée au Pakistan au sujet d'une "attaque lancée par les forces armées pakistanaïses contre une patrouille de police indienne le 21 février 1964", sur la ligne de suspension d'armes. Quatorze membres de la patrouille auraient perdu la vie et neuf autres auraient été capturés au cours de cette attaque. L'Observateur militaire principal de l'ONU avait statué contre le Pakistan, comme il l'avait fait précédemment dans l'affaire de Chaknot. Ces incidents montraient clairement que le Pakistan s'efforçait délibérément de faire monter la tension et de provoquer des conflits de l'autre côté de la ligne de suspension d'armes, en contravention flagrante des dispositions de l'Accord de suspension d'armes.

E. — Nouvel examen de la question de la 1112ème à la 1117ème séance (5-18 mai 1964)

742. A sa 1112ème séance, le 5 mai, le Conseil a repris l'examen de la question.

743. Le représentant du Pakistan, rappelant la déclaration qu'il avait faite devant le Conseil le 17 mars 1964, a déclaré que la situation n'avait pas changé, bien que le cheik Abdullah eût été libéré depuis lors. Depuis décembre 1963, la population de l'Etat de Jammu et Cachemire n'avait cessé de réclamer, d'une part, la libération du cheik Abdullah et, d'autre part, l'organisation d'un plébiscite. Depuis sa remise en liberté, le cheik Abdullah demandait l'autodétermination, l'ouverture de négociations entre les dirigeants de l'Inde, du Pakistan et du Cachemire, et l'instauration, grâce au règlement du différend de Jammu et Cachemire, d'un climat de paix et d'amitié entre les peuples du sous-continent. Cette attitude avait valu au cheik Abdullah un certain nombre de menaces dont certaines émanaient de membres du Gouvernement indien. Il était de fait que la population du Cachemire avait contesté la validité de son rattachement à l'Inde et s'employait activement à obtenir la liberté et l'autodétermination. Il suffisait, pour faire ressortir l'urgence de la situation, de rappeler

qu'il n'existait même pas d'accord de trêve entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire. Ces deux pays n'étaient liés que par l'accord contenu dans les deux résolutions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan. L'accord de cessez-le-feu était fondé sur ces deux résolutions et était inséparable des deux autres mesures prévues par les résolutions, à savoir établissement d'une trêve et organisation d'un plébiscite. L'Accord du 29 juillet 1949, que l'Inde avait invoqué dans sa lettre du 20 mars 1964 (S/5617), ne portait que sur le tracé de la ligne de cessez-le-feu et, comme il le stipulait lui-même, était subordonné aux dispositions de la première partie de la résolution de la Commission des Nations Unies du 13 août 1948. Bien qu'une dénonciation unilatérale des résolutions de la Commission fût dépourvue de toute validité, il découlait de la déclaration du représentant de l'Inde selon laquelle les résolutions de la Commission étaient désormais "périmées" que la décision de cessez-le-feu était également "périmée". Cela dit, les deux résolutions de la Commission des Nations Unies ne pouvaient être abrogées que par voie d'accord entre l'Inde, le Pakistan, l'Organisation des Nations Unies et la population du Jammu et Cachemire.

744. Le représentant du Pakistan a ajouté que des organisations et des dirigeants indiens bien connus avaient déclaré que l'Inde devait modifier son attitude. Certes, il s'agissait là d'une évolution encourageante pour tous ceux qui désiraient établir un climat d'amitié entre l'Inde et le Pakistan. Mais on ne pouvait pas attendre sans rien faire qu'elle porte ses fruits. Il appartenait aux Nations Unies de l'encourager en déployant de sérieux efforts.

745. Il était également encourageant de noter que, depuis peu, le monde extérieur manifestait une solidarité grandissante à l'égard de la lutte de la population du Cachemire pour l'autodétermination. La République populaire de Chine s'était déclarée favorable à une solution du problème du Cachemire fondée sur les vœux de la population du Cachemire que l'Inde et le Pakistan s'étaient engagés à respecter. L'Irak et Ceylan s'étaient également prononcés pour l'application des résolutions de l'ONU relatives au Cachemire. A une date plus récente, l'Indonésie et les Philippines avaient adopté une attitude analogue. Des délégations composées de dirigeants du Cachemire avaient obtenu l'appui du Maroc, de la Côte-d'Ivoire, de la Nigéria, du Sierra Leone, de la Guinée, du Sénégal, du Soudan, de la Somalie, de l'Algérie, de la Tunisie, de la Turquie, de la Syrie, de la Jordanie, du Liban et de l'Arabie Saoudite.

746. Mais l'Inde était restée figée dans son attitude négative. Elle n'avait pas réagi comme il fallait aux exigences de la situation. Dans ces conditions, le Pakistan proposait que le cheik Abdullah soit invité à venir devant le Conseil de sécurité, en vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire, pour fournir au Conseil les renseignements qui pourraient faciliter l'examen de la question du Cachemire.

747. A la 1113ème séance du Conseil, le 7 mai, le représentant de l'Inde a déclaré que le représentant du Pakistan avait oublié de mentionner un événement capital qui avait modifié toute la situation au Cachemire. Il s'agissait de l'agression chinoise contre l'Inde. La Chine s'était emparée d'environ 15 000 milles carrés de territoire indien, auxquels s'ajoutaient les 2 000 milles carrés que le Pakistan lui avait peu auparavant cédés au détriment de l'Inde. Compte tenu des récents

événements au Cachemire, il était vital pour l'Inde de récupérer le territoire occupé illégalement par la Chine et d'empêcher en outre toute autre agression venant de ce côté. Le Cachemire était indispensable à la défense de Ladakh.

748. La véritable question dont le Conseil était saisi concernait l'agression que le Pakistan commettait contre le territoire indien en refusant d'en évacuer ses forces armées. Le peuple et le gouvernement indiens regrettaient que le Conseil de sécurité n'eût pris aucune décision au sujet de l'agression du Pakistan. Le cheik Abdullah lui-même, que le représentant du Pakistan avait cité longuement à propos du statut du Cachemire, estimait que le Pakistan s'était rendu coupable d'agression. Dans la déclaration qu'il avait faite au Conseil en 1948, le cheik Abdullah avait relaté les actes d'agressions commis par les pillards pakistanais avec l'appui de l'armée pakistanaise. C'est le cheik Abdullah qui avait déclaré à l'époque qu'«étant donné les circonstances, le Maharajah et le peuple du Cachemire avaient prié le Gouvernement de l'Inde de donner son agrément au rattachement». Tous les faits relatifs au rattachement du Cachemire étaient parfaitement clairs. Il y avait tout d'abord l'acte juridique du rattachement, qui était total et définitif; puis, l'assentiment donné par le cheik Abdullah en sa qualité de chef du plus grand parti politique de l'Etat; et enfin, la ratification par l'Assemblée constituante, élue au suffrage des adultes, de la constitution contenait la disposition suivante: «Le Cachemire est et demeurera partie intégrante de l'Inde.» En outre, la libération du cheik Abdullah prouvait que la situation au Cachemire était normale et que l'on ne s'attendait à aucun désordre. Non seulement il n'y avait pas de révolte au Cachemire, mais, en fait, les communautés avaient fait preuve d'une unité complète lors du vol de la relique sacrée et pas un seul incident n'était venu ternir l'amitié existant entre les différentes communautés vivant au Cachemire. Les manifestations dont avait parlé le représentant du Pakistan étaient l'expression d'un mécontentement légitime et ne prouvaient pas qu'il y eût révolte.

749. Le représentant du Pakistan avait également soutenu que, si l'Inde considérait les deux résolutions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan comme périmées, l'accord de cessez-le-feu devenait *ipso facto* périmé. Or, il ressortait clairement des comptes rendus des séances du Conseil de sécurité que la question de la ligne de cessez-le-feu était liée à celle de l'arrêt des hostilités et pouvait donc être considérée indépendamment de la deuxième et de la troisième partie de la résolution du 13 août 1948. Mais la thèse du Pakistan avait une résonnance inquiétante. Si on la rapprochait de l'affirmation du Pakistan selon laquelle le peuple pakistanais exigeait que des mesures soient prises pour «libérer» le peuple du Cachemire, il apparaissait clairement que le Pakistan essayait de créer une situation qui risquait d'aboutir à une nouvelle agression contre le Cachemire.

750. Le Pakistan avait également soutenu que de nombreux pays afro-asiatiques approuvaient sa position au sujet du Cachemire. Mais comment la cause du Pakistan avait-elle été présentée à ces pays? De toute manière, il était difficile d'attacher une valeur quelconque à l'opinion d'un Etat qui était à la fois juge et partie. Quant à l'appui accordé par la République populaire de Chine, on pouvait l'assimiler à un «mariage de convenance», car les deux partenaires étaient coupables d'agression contre l'Inde. Pendant 16 ans, le Gouvernement chinois avait observé une

attitude de neutralité sur la question du Cachemire, mais il était clair, après sa propre agression contre l'Inde, qu'il avait décidé de prendre parti.

751. Le représentant de l'Inde a ajouté que la proposition du Pakistan tendant à inviter le cheik Abdullah à venir devant le Conseil était totalement inacceptable pour son gouvernement. Le cheik Abdullah était un simple citoyen indien alors que les parties en présence devant le Conseil étaient des Etats, l'Inde et le Pakistan, qui avaient seuls qualité pour décider de la composition de leurs délégations respectives.

752. Le représentant de l'Inde a conclu en disant que le différend entre l'Inde et le Pakistan ne pouvait être résolu que par ces pays eux-mêmes, et qu'il y avait plus de chances de parvenir à un règlement en l'absence d'intervention extérieure. Dans ces conditions, il convenait que le Conseil de sécurité prit note des entretiens qui avaient déjà commencé entre les deux Ministres de l'intérieur en exprimant l'espoir que ces entretiens auraient des résultats fructueux et établiraient un climat d'entente entre les communautés. Une fois ce climat instauré, il serait alors possible de discuter de tous les autres litiges en suspens entre les deux pays.

753. A la 1114^{ème} séance du Conseil, le 11 mai, le représentant du Pakistan a déclaré que, loin d'avoir «cédé» 2 000 milles carrés à la République populaire de Chine, le Pakistan n'avait pas abandonné un seul pouce de territoire à la Chine puisque les négociations au sujet de la frontière entre la Chine et le Pakistan avaient abouti à l'abandon par la Chine de 750 milles carrés de territoire au profit du Pakistan. Ce territoire appartenait effectivement à la Chine qui y exerçait son autorité administrative au lieu que celui que le Pakistan était accusé d'avoir cédé n'avait jamais relevé de l'autorité effective de l'ancien gouvernement britannique de l'Inde. D'ailleurs, les notes envoyées par l'ancien gouvernement britannique de l'Inde aux autorités chinoises avaient reconnu les titres et la souveraineté desdites autorités sur cette région. Le Pakistan tenait à réaffirmer que l'Accord de frontières sino-pakistanaïes n'avait nullement modifié le statut du territoire de Jammu et Cachemire ni rendu moins urgente la nécessité de démilitariser cet Etat conformément aux résolutions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan. L'article 6 dudit Accord soulignait nettement le caractère provisoire des dispositions relatives aux frontières du Cachemire.

754. Le représentant de l'Inde avait encore fait valoir que le Cachemire avait pris une importance capitale pour la défense de l'Inde contre la Chine. Cette thèse n'était pas seulement insoutenable du point de vue militaire, étant donné que ni par Ladakh ni par la vallée du Cachemire il ne pouvait être porté atteinte à la sécurité de l'Inde; elle était en outre dangereuse car, à ce compte, le principe de l'autodétermination et les accords internationaux devraient céder le pas à des considérations de stratégie militaire.

755. Le représentant de l'Inde avait également accusé le Pakistan de menacer de rompre la paix au Cachemire. Or, loin de vouloir rompre la paix, le Pakistan désirait vivement que le «plan de paix», tel qu'il était prévu dans les deux résolutions de la Commission des Nations Unies, soit mis en œuvre. A cette fin, il avait cherché à recourir à la négociation, à la médiation et même à l'arbitrage pour éliminer les difficultés qui mettaient obstacle à l'application de ces deux résolutions. L'Inde avait rejeté tous les moyens que la Charte des Nations Unies recommandait pour résoudre

les différends et s'élevait même contre l'exercice par le Conseil de sécurité de ses pouvoirs de persuasion. L'Inde avait demandé que s'instaure "un climat meilleur pour discuter de ses divergences avec le Pakistan", mais avait fait obstacle à toute mesure propre à instaurer ce "climat meilleur". Au cours des 17 années écoulées, le Pakistan avait pu constater que tous ses efforts pour essayer de créer une atmosphère de modération étaient restés vains du fait que le règlement du différend du Cachemire n'avait marqué aucun progrès.

756. Auparavant, l'Inde avait soutenu que le Pakistan n'avait aucun droit de regard dans la question du Cachemire. Elle prétendait maintenant que le Cachemire lui-même n'avait aucun droit de regard et qu'il n'y avait pas lieu d'inviter un dirigeant du peuple du Cachemire à exposer ses vues en la matière. Le représentant de l'Inde avait contesté que les récentes déclarations du cheik Abdullah aient quoi que ce soit à voir avec la question et avait déclaré qu'en vertu des règles d'administration de la preuve ces déclarations ne pouvaient avoir aucun effet sur le fond de la question. Si l'Inde estimait que les règles d'administration de la preuve devaient être appliquées à la lettre, il était d'autant plus nécessaire d'autoriser le cheik Abdullah à venir devant le Conseil pour exposer de façon précise son opinion sur le fond du différend.

757. L'Inde avait affirmé qu'aucune pression n'avait été exercée pour obtenir la libération du cheik Abdullah et que les récentes manifestations au Cachemire traduisaient, de façon normale et démocratique, le mécontentement de la population à l'endroit de l'administration locale. Mais, en fait, les manifestations au Cachemire différaient des manifestations ordinaires qui se déroulaient dans les pays démocratiques en ceci qu'elles étaient organisées dans un territoire dont le statut était en litige, par un peuple qui rejetait l'annexion qu'on lui avait imposée et qui voulait pouvoir décider de son sort par voie de plébiscite. De telles manifestations équivalaient à une révolte.

758. A la 1115^{ème} séance du Conseil, le 12 mai, le représentant de l'Inde a fait observer à nouveau que le débat en cours sur la question du Cachemire venait mal à propos. Les Ministres de l'intérieur des deux pays avaient entamé des négociations en vue du rétablissement de relations harmonieuses entre les communautés et le débat en cours risquait de leur compliquer la tâche. La question du Cachemire, comme tous les autres différends non résolus entre les deux pays, pouvait être réglée par voie de négociations bilatérales et par la création d'un climat propice à un tel règlement. Le Pakistan avait accusé l'Inde de ne pas favoriser l'instauration d'un tel climat. Mais les faits témoignaient du contraire. C'étaient le Président et le Premier Ministre de l'Inde qui avaient adressé des appels au Président du Pakistan pour qu'il conjugue ses efforts avec les leurs pour rétablir des relations harmonieuses entre les communautés, et leurs appels s'étaient heurtés à une fin de non-recevoir. Par ailleurs, c'était encore l'Inde qui avait offert à maintes reprises au Pakistan de souscrire à une déclaration de renonciation à la guerre.

759. Le Pakistan avait accusé l'Inde de ne pas s'être acquittée des obligations internationales qu'elle avait assumées aux termes des résolutions de la CNUIP. En fait, c'était le Pakistan qui s'obstinait à méconnaître le premier des engagements qui lui incombait en vertu de ces deux résolutions, en refusant de retirer ses troupes d'une zone représentant les deux cinquièmes du territoire du Cachemire et en poursuivant son agression. De

même, le Pakistan avait le tort de ne pas comprendre que le traité qu'il avait conclu avec la Chine était important non du point de vue territorial, mais parce que le Pakistan n'avait pas de frontière commune avec la Chine, et que ses négociations portaient sur une région qui faisait partie intégrante de l'Inde. En revendiquant une zone de 750 milles carrés, le Pakistan se condamnait lui-même pour agression, car en aucune circonstance cette zone ne pouvait être considérée comme faisant partie du territoire pakistanais.

760. La question de l'agression de la Chine contre l'Inde n'était pas sans rapport avec la question du Cachemire. C'était un fait que la Chine avait attaqué l'Inde par le Ladakh et qu'elle détenait illégalement une large partie du territoire indien qui ne pouvait être recouvrée que si le Cachemire demeurait partie intégrante de l'Inde et offrait les bases nécessaires pour résister à la Chine. Il ne s'agissait pas là, quoi que pût en dire le Pakistan, d'une attitude coloniale, car, pour l'Inde, le Cachemire n'était pas un pays étranger et l'Inde ne cherchait pas à assujettir des populations de race ou de nationalité différente. Le Président du Pakistan avait dit lui-même que le Cachemire était d'une importance capitale pour la défense de son pays ; fallait-il en conclure que le Pakistan considérait le Cachemire comme une colonie et ses habitants comme appartenant à une race différente ?

761. Le représentant du Pakistan avait de nouveau proposé d'inviter le cheik Abdullah à se faire entendre par le Conseil. Comme l'Inde l'avait déjà fait observer, le cheik Abdullah n'occupait aucune position officielle au Cachemire. En outre, il existait d'autres partis politiques au Cachemire qui pouvaient souhaiter se faire entendre et il en allait de même des représentants des 50 millions de musulmans de l'Inde, que le sort du Cachemire intéressait au premier chef.

762. Dans son attitude envers le Cachemire l'Inde avait toujours été guidée par le souci d'assurer non seulement la paix et le bonheur du peuple du Cachemire, mais aussi l'union entre les communautés, qui caractérisait cette région de l'Inde aussi bien que le reste du pays. Ni une solution imposée de l'extérieur ni l'intervention d'une tierce partie dans les conversations que les deux pays pouvaient décider d'entreprendre ne permettraient de résoudre la question du Cachemire.

763. Le représentant du Maroc a déclaré que les décisions que le Conseil avait prises depuis 1948 s'inspiraient d'un souci d'équilibre entre des considérations historiques et juridiques fondées sur la Charte des Nations Unies. Si le Conseil a été saisi une fois de plus de cette question, ce n'était pas parce qu'il avait manqué de mérites, mais parce que les principes qui étaient à la base de ses décisions n'avaient pas été appliqués, ce qui avait fait que ses décisions étaient restées sans application elles aussi. Le temps qui s'était écoulé n'avait pas ôté à ces résolutions leur valeur. En dépit des nombreuses tentatives faites par le Conseil et des négociations directes entre les parties, aucune solution n'avait encore été trouvée à ce différend. Il était réconfortant, dans ces conditions, de voir que les deux parties demeuraient profondément attachées à la recherche d'une solution pacifique de la question et que l'une et l'autre avaient déclaré que l'intérêt supérieur de la population du Cachemire demeurait leur unique objectif. C'est pourquoi un nouvel effort pouvait être entrepris avec la collaboration des deux parties qui devaient être invitées à reprendre des négociations bilatérales. Il y avait lieu de souligner cependant que ces négociations

bilatérales ne devaient pas exclure la responsabilité du Conseil de sécurité pour une question dont il s'occupait depuis 16 ans. Pour faciliter la reprise des négociations, le Conseil pouvait demander au Secrétaire général d'aider les deux parties, sur des bases communément admises, et aussi de lui rendre compte de l'évolution et des résultats de ces négociations.

764. Le représentant de la Côte-d'Ivoire a déclaré que sa délégation avait puisé quelque encouragement dans la réaction des deux parties devant l'appel que leur avait adressé le Conseil de sécurité lorsqu'il les avait engagées à entamer des négociations et à maintenir un climat pacifique. Il fallait espérer que les parties poursuivraient leurs négociations en vue de la recherche d'une solution qui fût acceptable à l'une et à l'autre et qui fût également conforme aux intérêts du peuple du Cachemire. Ces négociations se trouveraient facilitées par la collaboration des leaders du Cachemire qui étaient les premiers intéressés dans le différend; en effet, la délégation de la Côte-d'Ivoire estimait que l'intérêt des populations du Cachemire devait être pris en considération lors de ces négociations, conformément aux principes de la Charte. A cet égard, le rôle que le cheik Abdullah avait joué depuis sa libération récente était encourageant et permettait d'espérer que ses efforts pourraient conduire à une solution acceptable à la fois pour l'Inde et pour le Pakistan ainsi que pour le peuple du Cachemire. Cependant, il y avait quelques raisons de craindre que la reprise des négociations ne fût pas spontanée ou que les entretiens, une fois entamés, ne puissent rencontrer des obstacles graves. Pour prévenir cette possibilité la délégation de la Côte-d'Ivoire suggérait que l'on confiât au Secrétaire général le soin de faciliter la reprise des négociations ainsi que leur aboutissement.

765. Le représentant de la Norvège a jugé encourageant que la situation se fût améliorée du fait que les deux parties avaient pris des mesures énergiques pour mettre un terme aux conflits entre communautés et avaient entrepris des discussions à l'échelon ministériel. La libération du cheik Abdullah était également un fait positif. Les entretiens qui avaient eu lieu entre le cheik Abdullah et le Premier Ministre de l'Inde donnaient toutes raisons de croire qu'il était possible de trouver une solution pacifique et amiable au problème du Cachemire. Etant donné cette amélioration de la situation, le Conseil pouvait rechercher quelles mesures il y avait lieu de prendre pour encourager et aider les parties de manière qu'elles puissent tirer pleinement profit de ces circonstances plus favorables. A cet égard, les parties avaient grandement intérêt à faire appel aux services du Secrétaire général. De plus, si les parties le jugeaient utile et à propos le Secrétaire général pouvait également les aider à s'assurer les bons offices d'un pays ou d'un homme d'Etat. Comme le Conseil continuait à se préoccuper du règlement de la question du Cachemire, il devait être tenu au courant des progrès réalisés ainsi que de toute nouvelle assistance que les deux parties pouvaient, le cas échéant, souhaiter.

766. Le représentant de la Chine a déclaré que l'on avait pu discerner quelque amélioration de la situation. Les conflits entre communautés s'étaient apaisés depuis que s'étaient ouverts les entretiens entre les représentants des deux gouvernements. Il y avait eu aussi la libération du cheik Abdullah, lequel avait, disait-on, formulé des suggestions en vue d'une solution de la question du Cachemire. Le Conseil devait inviter les deux parties à profiter du tour favorable qu'avait pris récemment la situation pour reprendre les négociations

le plus tôt possible afin d'arriver à un accord mutuellement acceptable, qui soit conforme à l'esprit de la Charte et qui tienne dûment compte des résolutions adoptées par les Nations Unies sur cette question. On pouvait persuader le Secrétaire général d'aider à rechercher une solution de la question. A ce propos, le représentant de la Chine a rappelé que sa délégation avait déjà fait mention de l'aide que pourrait fournir le Secrétaire général, qui était originaire d'un pays voisin de l'Inde et du Pakistan et qui était bien placé pour comprendre et mesurer toute la complexité de la question.

767. Le représentant de l'Inde avait parlé à maintes reprises des attaques armées perpétrées à la frontière orientale de l'Inde. Il était évident que l'Inde aurait été bien mieux à même de résister à ces attaques si la question du Pakistan avait été réglée.

768. Le représentant du Brésil a dit, lui aussi, qu'il se félicitait des entretiens qui se déroulaient entre les Ministres de l'intérieur de l'Inde et du Pakistan et de la déclaration faite par le Ministre de l'intérieur du Pakistan selon laquelle un large accord avait déjà été réalisé. Le Brésil continuait à penser que la solution définitive de la question du Cachemire ne pouvait être trouvée que par les parties elles-mêmes, compte tenu des vœux des populations de la région. A cet égard, le Brésil était également heureux que le cheik Abdullah ait été mis en liberté et que des pourparlers aient été amorcés entre lui et le Premier Ministre de l'Inde. Les derniers événements survenus dans la péninsule révélaient que le réalisme était peut-être en train de l'emporter. Sans doute rien ne pouvait-il remplacer les négociations directes en l'occurrence, mais les parties ne devaient pas pour autant oublier que l'Organisation des Nations Unies avait progressivement mis au point le meilleur mécanisme qui existât sur le plan international pour le règlement de différends et que ce mécanisme était à leur disposition à tout moment. En outre, le Secrétaire général était particulièrement bien qualifié, étant donné son passé et sa connaissance personnelle du problème, pour les aider si elles le désiraient.

769. Le représentant de la Tchécoslovaquie a rappelé que sa délégation avait déclaré le 14 février 1964 que le différend entre l'Inde et le Pakistan était essentiellement un legs de la domination coloniale et que c'était les intéressés eux-mêmes qui pouvaient le mieux le résoudre par voie de négociations directes. Les événements récents relatifs à la question Inde-Pakistan faisaient heureusement augurer de son règlement final. La libération du cheik Abdullah était un élément positif à cet égard. Les pourparlers entre les Ministres de l'intérieur de l'Inde et du Pakistan qui se poursuivaient encore étaient également encourageants. Ainsi, des négociations directes sur les questions en litige entre les parties, en l'absence de toute condition préalable, constituaient la seule méthode efficace et utile. Le représentant de la Tchécoslovaquie a ensuite rappelé une déclaration que le Premier Ministre de son pays avait faite le 14 avril 1956 à Calcutta (Inde) et il a ajouté que, dans le cadre des arrangements constitutionnels qui avaient permis à la population du Cachemire d'exprimer ses vœux, la question de l'autonomie du Cachemire avait déjà été réglée. Il serait dans l'intérêt de la paix et de la sécurité mondiales, et il serait bon pour la solution des différends entre les parties intéressées, dans un esprit de coexistence pacifique, de consolider encore davantage les forces qui appuient fermement la paix, la liberté et l'indépendance des nations.

770. A la 1116^{ème} séance du Conseil, le 13 mai, le représentant de la Bolivie a déclaré que sa délégation était convaincue qu'une simple résolution du Conseil ne pouvait suffire à régler la question du Jammu et Cachemire, et que seules des conversations bilatérales constructives permettraient de la résoudre. A cet égard, de nouveaux faits encourageants étaient à signaler, entre autres les récents entretiens entre le cheik Abdullah et le Premier Ministre de l'Inde. Il était à espérer que ces conversations marqueraient un premier progrès vers une solution définitive de la question. Le Conseil de sécurité ne devrait pas essayer d'imposer une décision qui pourrait être rejetée par l'une ou l'autre partie. Cette remarque valait également pour l'idée d'un recours aux bons offices du Secrétaire général. Il n'était pas douteux qu'en prêtant son concours le Secrétaire général pouvait contribuer largement au succès des conversations qui se déroulaient entre les deux parties, mais il devait attendre pour assumer ce rôle que les parties elles-mêmes en aient exprimé le désir et y aient consenti.

771. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que, de l'avis de sa délégation, le Conseil de sécurité avait réellement l'obligation d'aider à créer un climat aussi favorable que possible à la solution rapide et pacifique de la question du Cachemire. Le Conseil pouvait parvenir à ce résultat en montrant qu'il était disposé à aider les parties à régler leur différend de la façon qu'elles jugeraient utile. Les Etats-Unis partageaient les vues exprimées au cours du débat quant au rôle du Secrétaire général et étaient convaincus que le Conseil devait inviter ce dernier à aider les parties de la façon qui leur paraîtrait appropriée. Des faits récents donnaient à penser qu'il était souhaitable d'envisager la situation au Cachemire sous un angle nouveau et nécessaire de renouveler les efforts pour parvenir à une solution pacifique du problème et de tous les autres différends qui opposaient les parties. Les Etats-Unis souhaitaient également voir se poursuivre les conversations amorcées entre l'Inde et le Pakistan sur les rapports entre les communautés musulmanes et les communautés hindoues dans leurs pays respectifs. Dans l'intérêt des populations de ces pays, le moment semblait propice à une nouvelle tentative de conciliation.

772. Le représentant de l'URSS a déclaré que sa délégation était une fois de plus obligée de constater qu'aucun élément vraiment nouveau n'était intervenu dans le problème du Cachemire depuis les derniers débats du Conseil. La situation, telle qu'elle se présentait, confirmait la délégation soviétique dans sa conviction que le différend indo-pakistanaï devait être réglé par les deux pays eux-mêmes par voie de négociations directes, notamment, après le rétablissement de conditions normales. Sur le fond de la question, la position soviétique avait été définie à plusieurs reprises par le chef du Gouvernement soviétique, M. Khrouchtchev. Cette position découlait de l'idée que la question de l'avenir du Cachemire avait déjà été tranchée par le peuple du Cachemire lui-même. Mais un examen réaliste de la situation avait incontestablement révélé qu'il existait un conflit sérieux entre le Pakistan et l'Inde, notamment à propos de la question du Cachemire. Ces divergences étaient des séquelles du colonialisme dans cette région et avaient des effets fâcheux sur l'évolution des populations des deux pays. Par conséquent, il ne fallait rien faire qui risquât d'entraîner une nouvelle détérioration des rapports entre les deux pays et de détourner les parties en cause des objectifs constructifs qu'elles s'efforçaient d'atteindre. A cet égard,

la délégation soviétique, se référant aux déclarations faites devant le Conseil, a noté avec satisfaction que des conversations s'étaient ouvertes entre les Ministres de l'intérieur des deux pays et que le bilan avait été des plus intéressants. Il fallait utiliser plus avant la méthode des conversations bilatérales car elle était susceptible de donner des résultats fructueux. La plupart des membres du Conseil s'accordaient à penser — et c'était là un fait encourageant — que la méthode des conversations directes entre les parties était la plus prometteuse et la plus efficace que l'on pût adopter. Il importait donc de ne pas compliquer la situation en faisant intervenir de nouveaux facteurs et de ne pas essayer d'imposer une solution de l'extérieur.

773. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a noté avec satisfaction que les Ministres de l'intérieur de l'Inde et du Pakistan étaient entrés en pourparlers au sujet des problèmes relatifs aux communautés, à la suite de l'appel du Conseil de sécurité, et il a exprimé l'espoir que ces pourparlers aboutiraient à une détente dans la péninsule Indienne. La délégation du Royaume-Uni a également noté que, depuis la dernière séance du Conseil, le cheik Abdullah avait été libéré et avait eu des entretiens avec le Premier Ministre de l'Inde et d'autres ministres indiens et que, dans ses déclarations, le cheik Abdullah avait beaucoup insisté sur la nécessité primordiale de restaurer la concorde entre l'Inde et le Pakistan. Pour l'instant donc, le Conseil devait se contenter d'encourager les parties à poursuivre ces consultations en vue d'aboutir à une solution honorable qui pût satisfaire le peuple de l'Inde et celui du Pakistan ainsi que celui du Cachemire. La délégation du Royaume-Uni recommandait aux parties, si à un moment quelconque elles jugeaient qu'une aide extérieure pouvait, sous une forme ou sous une autre, être utile, d'examiner la possibilité de faire appel au concours du Secrétaire général.

774. Le Président, parlant en qualité de représentant de la France, a déclaré qu'il notait avec satisfaction que les dissensions entre les communautés s'étaient quelque peu apaisées depuis la dernière fois que le Conseil avait examiné la question indo-pakistanaïse. Les entretiens que les deux Ministres de l'intérieur avaient eus ensemble et l'importance qu'y attachaient les deux parties constituaient un autre indice encourageant. La délégation française considérait également comme un fait important le retour à la liberté d'une personnalité éminente du Cachemire qui, croyait-elle, serait à même d'user de son influence et de son autorité personnelle pour rapprocher les points de vue et fortifier les tendances à la conciliation. Dans ces conditions, la délégation française émettait le vœu que les deux parties, mettant à profit les éléments favorables de la situation actuelle, renoueraient sans tarder le dialogue pour parvenir à un règlement satisfaisant du différend entre l'Inde et le Pakistan et rétablir entre elles des rapports d'amitié. L'ONU et son secrétaire général pourraient jouer un rôle utile à cet égard. Il lui paraissait souhaitable que le Secrétaire général veille à ce que le Conseil de sécurité soit mis à même de suivre le développement de cette affaire, que le Secrétaire général soit à cet effet périodiquement informé par les deux parties des progrès ou des difficultés enregistrés au cours de leurs pourparlers bilatéraux et qu'il puisse, en tant que de besoin, leur prêter son concours afin d'éviter que le fil de la conversation une fois noué ne se rompe.

775. Conformément à une proposition du Brésil, appuyée par la Norvège, le Conseil a décidé de charger le Président de résumer, après consultation avec les

membres du Conseil, les conclusions qui s'étaient dégagées du débat en cours sur la question indo-pakistanaise et de les présenter en guise de conclusion à ce débat.

776. A la 1117^{ème} séance du Conseil, le 18 mai, le Président a déclaré qu'il avait essayé de s'acquitter de la tâche que le Conseil lui avait confiée à sa précédente séance et de dégager les conclusions communes des débats du Conseil. Malgré tous les efforts, il n'avait pas été possible d'aboutir à un accord complet sur un point important. Le Président n'avait donc pas été en mesure de dégager une conclusion d'ensemble et avait dû se borner à exposer, dans une première partie de son rapport, les points sur lesquels aucune divergence de vues n'était apparue entre les membres du Conseil et, dans une deuxième partie, les différentes tendances qui s'étaient exprimées sur un point déterminé. Les conclusions étaient les suivantes :

I. — a) Les membres du Conseil ont noté que le débat de la semaine écoulée faisait suite aux délibérations de février et de mars sur la question du Jammu et Cachemire. Ils ont rappelé qu'ils avaient déjà, notamment pendant le débat de février, exposé les vues de leur gouvernement sur les données de base de ce problème, y compris les résolutions pertinentes des Nations Unies, la question du statut juridique du Jammu et Cachemire et les principes de la Charte applicables en l'espèce. Ils ont confirmé que les déclarations qu'ils avaient faites à cette occasion demeuraient valables ;

b) Les membres du Conseil ont exprimé leur préoccupation à l'égard de deux grands pays à qui tout commandait de rétablir entre eux une bonne entente et dont les différends, en particulier celui qui avait trait au Jammu et Cachemire, devaient être résolus à l'amiable, dans l'intérêt de la paix mondiale ;

c) Les membres du Conseil ont exprimé le sentiment que les récents développements étaient susceptibles de conduire à un assouplissement des positions prises, à une meilleure compréhension mutuelle, par conséquent à une situation dans laquelle les conversations entre les parties intéressées auraient de meilleures chances d'aboutir à un règlement ;

d) Les membres du Conseil ont exprimé leur conviction que tout devait être fait pour consolider ces éléments favorables comme pour éviter de compromettre ces chances et que cela exigeait, de la part des deux parties, une attitude de modération conciliante et, de la part des Nations Unies, une attitude de prudence, mais aussi de vigilante attention ;

e) Les membres du Conseil ont exprimé le souhait que les deux parties s'abstiennent de tout acte susceptible d'aggraver la situation et qu'elles prennent des mesures de nature à rétablir un climat de modération entre les deux pays, ainsi que la paix et l'harmonie entre les communautés ;

f) Les membres du Conseil ont exprimé le souhait qu'à la lumière des récents débats du Conseil les deux pays intéressés reprennent leurs contacts à bref délai en vue de résoudre par la négociation leurs différends, en particulier celui qui avait trait au Jammu et Cachemire.

II. — Plusieurs membres du Conseil ont exprimé l'opinion que le Secrétaire général des Nations Unies pourrait, éventuellement, prêter un utile concours aux parties pour faciliter la reprise des négociations sur la question du Jammu et Cachemire ou les aider à les poursuivre au cas où ces négociations se heurteraient

à des difficultés. D'autres membres du Conseil ont en revanche exprimé l'opinion que les négociations entre l'Inde et le Pakistan risqueraient d'être compliquées par l'intervention de tout élément extérieur, et que le soin devrait être laissé aux parties de se mettre d'accord sur le principe même d'un appel au Secrétaire général.

III. — La question indo-pakistanaise restait inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité.

777. Le représentant du Pakistan a déclaré que le débat avait fait ressortir deux éléments. En premier lieu, tous les membres du Conseil se préoccupaient manifestement de la situation et ils avaient d'autre part indiqué clairement que le Conseil de sécurité avait l'obligation permanente de contribuer au règlement pacifique de ce différend. En deuxième lieu, la grande idée qui se retrouvait dans les déclarations des membres du Conseil était que l'on ne pouvait régler le conflit de façon effective et durable sans tenir compte des vœux de la population du Jammu et Cachemire. Le Pakistan était convaincu que ces principes définissaient le cadre dans lequel la situation évoluerait à l'avenir. S'agissant des négociations directes, le Pakistan en avait fait l'expérience sans grand succès au cours des années passées. Les échecs réitérés enregistrés dans ce domaine montraient que les efforts d'une seule des parties ne suffisaient pas pour rendre les négociations constructives et efficaces et aussi qu'il fallait absolument tenir compte des vœux des populations du Jammu et Cachemire. Le Pakistan avait espéré que le Conseil de sécurité pourrait jouer un rôle positif et appréciable et qu'il définirait nettement le cadre dans lequel pourraient s'inscrire les contacts entre l'Inde et le Pakistan en vue de la solution du problème du Jammu et Cachemire. Le Pakistan aurait également souhaité voir confier au Secrétaire général une mission précise à l'effet de faciliter le déroulement de ces entretiens et d'en assurer le succès.

778. Le représentant de l'Inde a déclaré qu'un fait ressortait clairement des débats qui s'étaient déroulés au Conseil, à savoir que l'Etat de Jammu et Cachemire, bien loin d'être, comme le prétendait le Pakistan, le théâtre d'une rébellion ouverte, connaissait une paix totale et une situation normale. La parfaite harmonie qui régnait entre les diverses communautés vivant dans cette région de l'Inde était tout à l'honneur du peuple du Cachemire. Le deuxième fait qu'avaient révélé les débats était que la question dont le Conseil était saisi ne pouvait être résolue que par voie de négociations bilatérales et que toute intervention d'une tierce partie ne ferait qu'entraver ces négociations. Le moment était venu d'examiner la situation au Cachemire sous un angle nouveau en tenant compte des incidences possibles sur la population de l'Inde et sur la paix et la concorde qui régnaient entre les différentes communautés de ce pays. L'Inde voulait parvenir à un règlement avec le Pakistan, mais le Pakistan devait s'incliner devant certaines prises de position fondamentales que l'Inde n'entendait pas renier, et reconnaître notamment que le Cachemire faisait partie intégrante de l'Inde et qu'aucun pays ne pouvait accepter de renoncer à une partie de lui-même. L'Inde était un exemple de société multireligieuse et elle voulait que l'expérience qu'elle menait à cet égard fût couronnée de succès. Elle serait toujours prête à accueillir le Secrétaire général lorsqu'il lui ferait l'honneur d'être son hôte, mais une visite liée au débat sur le Cachemire ne lui paraissait pas opportune à moins que les deux parties n'en décidassent autrement d'un commun accord.

LETTRE ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE, LE 1^{er} AVRIL 1964, PAR LE REPRESENTANT PERMANENT ADJOINT, CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM, DU YEMEN

A. — Communications adressées au Conseil

779. Dans des lettres en date des 20, 28 et 30 mars 1964 (S/5618, S/5628, S/5632), le représentant permanent du Royaume-Uni a accusé le Yémen d'avoir violé l'espace aérien de la Fédération de l'Arabie du Sud, au sud et à l'ouest de Harib, et effectué des raids aériens sur le territoire de la Fédération. Il était précisé dans ces lettres que le Gouvernement du Royaume-Uni avait à plusieurs reprises adressé des mises en garde et des notes de protestation aux autorités républicaines yéménites, leur demandant de respecter l'espace aérien et la frontière de la Fédération de l'Arabie du Sud et soulignant que de nouvelles attaques entraîneraient des contre-mesures. En conséquence, à la suite de l'attaque du 27 mars, au cours de laquelle un hélicoptère avait franchi la frontière de l'Etat de Beihan et ouvert le feu, des avions britanniques avaient reçu l'ordre d'effectuer une contre-attaque, le 28 mars, contre un fort militaire yéménite situé juste à l'intérieur de la frontière du Yémen, à environ un mille de la localité de Harib. Pour réduire au minimum les risques d'effusion de sang, un message d'avertissement avait été lancé. En agissant ainsi, le Gouvernement britannique n'avait fait qu'exercer son droit de défense.

780. Par une lettre en date du 1^{er} avril 1964 (S/5635), le représentant permanent adjoint du Yémen a demandé la réunion d'urgence du Conseil de sécurité pour qu'il examine la situation résultant des actes continus d'agression des Britanniques contre les pacifiques ressortissants yéménites, qui avaient atteint leur paroxysme lors d'une attaque du 28 mars au cours de laquelle, outre les dommages matériels causés, 25 citoyens yéménites avaient trouvé la mort et plusieurs autres avaient été blessés. Le représentant du Yémen accusait également la Grande-Bretagne d'avoir commis plus de 40 agressions contre des villes et villages yéménites depuis la création de la République arabe du Yémen.

B. — Examen de la question de la 1106^{ème} à la 1111^{ème} séance (2-9 avril 1964)

781. Le Conseil de sécurité a inscrit la question à son ordre du jour à sa 1106^{ème} séance, le 2 avril, et invité le représentant de la République arabe du Yémen à prendre part à la discussion, sans droit de vote. Le Conseil a fait droit également à la demande des représentants de l'Irak (S/5638), de la République arabe unie (S/5639) et de la République arabe syrienne (S/5643) de participer à l'examen de la question.

782. A la 1106^{ème} séance du Conseil, le 2 avril, le représentant du Yémen a rendu compte de l'attaque aérienne britannique du 28 mars et il a dit que cet acte d'agression flagrante faisait partie d'un plan britannique visant à ouvrir des hostilités déclarées dans le sud et le sud-est du Yémen afin de plonger toute la région dans le chaos et la confusion en espérant contribuer ainsi à l'effondrement de la République. Cette violation flagrante de la Charte des Nations Unies de la part d'un Membre fondateur de l'Organisation et membre permanent du Conseil de sécurité était incompatible avec les responsabilités assumées par cet Etat en vertu de la Charte.

783. Tout en menant leur politique d'agression contre la République arabe du Yémen, les Britanniques avaient envoyé des communications au Conseil de sécurité en accusant à leur tour le Yémen d'agression. Ces lettres et ces accusations de caractère propagandiste n'étaient qu'un écran de fumée destiné à masquer leurs propres plans d'agression. L'histoire de l'agression britannique remontait à 1830, date à laquelle la Grande-Bretagne avait occupé Aden de force. Cette politique avait été poursuivie et avait pris un tour plus agressif après la révolution yéménite du 26 septembre 1962. Les Britanniques considéraient que l'établissement d'une république progressiste dans la péninsule Arabique compromettrait leur présence et leurs intérêts dans cette région. Cette politique, qui tendait à arrêter les progrès de la République du Yémen, avait amené le Royaume-Uni à commettre de nombreuses agressions en violation de la Charte. Le représentant du Yémen a énuméré quelque 39 actes d'agressions des Britanniques et cité les noms de 10 villages et centres occupés par leurs forces après la révolution yéménite.

784. Le représentant du Yémen a conclu en déclarant que le Conseil devait, notamment, condamner l'agression du 28 mars et les interventions continuelles des Britanniques dans les affaires intérieures de la République arabe du Yémen, assurer le retrait des forces britanniques du territoire et des villages yéménites, garantir une compensation équitable pour les pertes en vies humaines et les dégâts matériels infligés au Yémen par les agressions britanniques, et reconnaître que la présence britannique à Aden et dans les protectorats mettait en danger, de manière permanente, la paix et la sécurité dans toute la région.

785. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déclaré que la demande des autorités républicaines yéménites tendant à convoquer le Conseil de sécurité avait été une surprise pour son gouvernement, car, si un pays avait été victime d'une agression, c'était bien la Fédération de l'Arabie du Sud. Le Beihan, l'un des Etats de la Fédération, avait fait l'objet depuis quelque temps d'une série d'actes délibérés d'agression de la part des autorités yéménites. Le Gouvernement britannique assumait l'obligation de défendre la Fédération et il était tenu de l'aider à protéger son territoire. Il n'était pas disposé à reconnaître le bien-fondé des accusations portées contre lui, pas plus qu'il ne pouvait admettre que le Yémen revendique la souveraineté sur une partie du territoire de la Fédération. La Fédération avait été victime d'incursions, de provocations et d'incidents armés, dont les autorités yéménites étaient responsables. Le Gouvernement du Royaume-Uni avait toujours pratiqué rigoureusement une politique de non-intervention dans les affaires intérieures du Yémen.

786. Après avoir donné des détails sur les violations récentes de l'espace aérien de la Fédération de l'Arabie du Sud et sur les attaques aériennes, le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'il était manifeste désormais que les autorités républicaines yéménites voulaient fomenter des troubles sur la frontière à des fins qui leur étaient propres. Après l'attaque du 13 mars, des mises en garde et des notes de protestation leur avaient été adressées. L'attaque qui avait eu lieu le 27 mars,

c'est-à-dire le lendemain de la protestation, avait donc été le signe évident que ces violations étaient délibérées et qu'elles procédaient d'un plan établi. Dans ces conditions, le Gouvernement du Royaume-Uni n'avait pas eu d'autre choix que de prendre des mesures défensives en vue de préserver l'intégrité territoriale de la Fédération de l'Arabie du Sud. On devait également considérer les attaques yéménites dans le contexte de la guerre des ondes et de la subversion, y compris l'appel à la rébellion et au meurtre. Pour réduire au minimum les destructions de biens civils ou les risques d'effusion de sang, le Gouvernement britannique avait choisi un objectif isolé et fait part de ses intentions par tous les moyens possibles. Le Gouvernement britannique regrettait les pertes en vies humaines causées par cette action défensive, mais il contestait les chiffres avancés par les autorités républicaines yéménites. Il n'y avait eu aucune concentration de troupes britanniques. Le Royaume-Uni était avant tout désireux de voir s'établir la paix sur la frontière et dans toute la région. C'est pour cette raison qu'il avait proposé l'année précédente aux autorités républicaines yéménites — et il avait informé le Secrétaire général de sa proposition — d'établir sur la frontière, dans la région du Beihan, une zone démilitarisée d'où les deux parties retireraient leurs forces militaires. Les autorités yéménites avaient répondu par des contre-propositions qui ne tenaient aucun compte de la réalité puisqu'elles revenaient à démilitariser presque tout le territoire de la Fédération. Le Gouvernement du Royaume-Uni était toujours disposé à examiner, sur la base d'un retrait égal des deux côtés de la frontière, la possibilité de trouver une solution afin de réduire la tension dans la région.

787. Le représentant de l'Irak a noté que le représentant du Royaume-Uni avait qualifié l'action menée dans la région d'Harib de "mesure défensive" et qu'il avait exposé une théorie des représailles qui avait été rejetée déjà par le Conseil de sécurité. Il a rappelé à ce sujet qu'en 1956 le représentant du Royaume-Uni au Conseil de sécurité avait déclaré notamment que le principe des représailles était mauvais, tant du point de vue moral que politique. De plus, les mesures dites de représailles avaient été prises à la suite de prétendues incursions yéménites qui, de l'avis même de la délégation du Royaume-Uni, n'avaient entraîné aucune perte en vies humaines; en faire la justification d'un raid tel que celui du 28 mars ne faisait pas honneur au sens des responsabilités du Royaume-Uni. L'attaque du 28 mars était une violation flagrante des obligations assumées en vertu de la Charte par les Etats Membres, et en particulier par les membres permanents du Conseil de sécurité.

788. Le Royaume-Uni avait affirmé qu'il ne souhaitait nullement intervenir dans les affaires intérieures du Yémen. Or le Secrétaire général avait écrit dans son rapport du 3 mars 1964 (S/5572) que les royalistes au Yémen avaient reçu "des armes et des munitions en quantités appréciables d'une source ou d'une autre, mais pas nécessairement à travers la frontière nord". Ces armes et munitions ne pouvaient donc venir que du sud et de l'est, c'est-à-dire de la prétendue Fédération de l'Arabie du Sud. Dès lors, il était permis de se demander si ce n'était pas à cause de cette immixtion que ces actes d'agression, y compris l'attaque du 28 mars, avaient eu lieu.

789. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'accusation portée par la République arabe du Yémen contre le Royaume-Uni n'avait pas été réfutée par celui-ci. Le Royaume-

Uni, dans sa lettre au Conseil de sécurité, et le Haut-Commissaire britannique à Aden avaient reconnu que l'attaque du 28 mars avait causé des pertes en vies humaines. L'année précédente, la délégation du Royaume-Uni avait dit au Conseil de sécurité que son gouvernement pratiquait à l'égard du Yémen une politique de non-engagement et de non-intervention. Les actes d'agression qui avaient été portés à la connaissance du Conseil contredisaient certainement ces déclarations d'intentions. C'était le Royaume-Uni lui-même qui avait informé le Conseil que ses avions avaient violé l'espace aérien du Yémen. S'il y avait eu une justification quelconque à cela, le Royaume-Uni aurait dû soumettre l'affaire au Conseil de sécurité. Mais son agression était assurément une violation flagrante des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. La concentration de forces et d'équipements militaires britanniques entre le Protectorat du Beihan et Harib était une action unilatérale dans la série d'agressions contre le Yémen. Dans plusieurs communications adressées au Conseil de sécurité en 1963, la République arabe du Yémen avait signalé diverses actions armées du Royaume-Uni contre lui. Comme le Secrétaire général l'avait souligné dans son rapport (S/5572), il était manifeste que des armes et des munitions venant de la région du Beihan, au sud-est de Harib, étaient remises aux forces royalistes. L'utilisation par le Royaume-Uni de sa base en Arabie du Sud à des fins d'agression contre la République arabe du Yémen montrait combien opportune était la proposition du président Nasser de liquider toutes les bases militaires étrangères dans les territoires arabes. L'Union soviétique appuyait cette proposition. L'agression britannique contre le Yémen était plus qu'un conflit local, et tel était bien l'avis des peuples des Etats arabes. La Ligue arabe avait souligné notamment à sa réunion du 31 mars que l'agression britannique contre le Yémen était une agression contre tous les Etats arabes. La délégation de l'Union soviétique appuierait pleinement la demande de la République arabe du Yémen tendant à ce que le Conseil de sécurité condamne l'agression britannique et l'intervention du Royaume-Uni dans les affaires intérieures d'un Etat Membre souverain. De plus, pour empêcher à l'avenir toute atteinte à l'indépendance du Yémen, il était nécessaire de liquider la base d'agression et de mettre un terme à toutes les provocations. On devait également inviter le Royaume-Uni à verser une compensation suffisante.

790. Pour le représentant de la République arabe unie, la déclaration yéménite avait donné la preuve irréfutable que le Royaume-Uni avait commis une agression, et le Conseil serait fondé à la condamner. Si d'autres preuves, cependant, avaient été nécessaires, elles auraient été fournies par la lettre adressée au Conseil de sécurité par le Royaume-Uni lui-même. Celui-ci avait donné comme excuse la nécessité d'effectuer des représailles. La théorie des représailles, comme l'Irak et l'Union soviétique l'avaient fait observer, avait été rejetée par le Conseil. Cependant, l'action britannique n'était pas qu'une mesure de représailles et une dépêche publiée dans le *Washington Post* du 2 avril avait confirmé, s'il en était encore besoin, qu'il s'agissait d'un acte prémédité qui avait reçu l'approbation du Premier Ministre du Royaume-Uni lui-même.

791. A la 1107ème séance du Conseil, le 3 avril, le représentant du Royaume-Uni a dit que dans sa déclaration de la veille il n'avait pas voulu s'appesantir sur le passé, mais au contraire considérer l'avenir et envisager les moyens d'améliorer la situation de telle sorte

que la Fédération de l'Arabie du Sud puisse vivre en paix avec ses voisins. La liste des prétendus incidents communiquée à la dernière séance du Conseil par le représentant des autorités républicaines yéménites et celle qui figurait dans la lettre du représentant du Yémen en date du 29 août 1963 (S/5408) ne concordaient pas. Dans une communication adressée au Conseil, le Royaume-Uni avait donné la liste exacte des incidents suscités par les autorités républicaines yéménites en août 1963 (S/5424). Cela montrait le genre de provocations auquel était exposée la Fédération de l'Arabie du Sud.

792. Le représentant de l'Irak avait tiré du rapport du Secrétaire général certaines déductions entièrement injustifiées. Dans son rapport au Conseil de sécurité, le Secrétaire général n'avait pas tiré de conclusions de ce genre. En fait, il avait pris soin de déclarer que le contrôle exercé par les observateurs de l'ONU sur une frontière fort longue était nécessairement très incomplet. La délégation du Royaume-Uni croyait comprendre, en ce qui concerne les approvisionnements des forces royalistes, que ces dernières en avaient pris de grandes quantités aux troupes de la République arabe unie ou qu'elles en obtenaient pas d'autres moyens. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement du Royaume-Uni continuait d'avoir une politique de non-engagement à l'égard du Yémen et il l'avait scrupuleusement suivie. Il proposait toujours de retirer les forces militaires des deux parties à égale distance de la frontière, et il aurait souhaité entendre à ce sujet les observations d'autres membres du Conseil. A cet égard, si le Conseil croyait devoir inviter le Secrétaire général à user de ses bons offices pour organiser le retrait en question, le Royaume-Uni en serait heureux. De plus, si le Conseil estimait qu'il y avait lieu d'inviter le Secrétaire général à prêter son concours d'une autre manière, par exemple en plaçant des observateurs tout le long de la frontière ou en aidant à la délimiter, le Gouvernement du Royaume-Uni était disposé à étudier la question. Bien entendu, ces mesures devraient être mises au point avec l'accord de toutes les parties intéressées en vue de rechercher le moyen d'empêcher les empiètements et les incursions et de mettre fin à toutes les activités de nature à troubler la paix dans la région.

793. Le représentant de l'Irak a dit qu'il ressortait sans l'ombre d'un doute de tous les témoignages dont le Conseil disposait que le Royaume-Uni avait pris avant le 28 mars la décision d'entreprendre une action punitive contre la République arabe du Yémen et que l'attaque aérienne de ce jour-là n'était pas une mesure spontanée de défense comme son représentant s'était efforcé d'en convaincre le Conseil. De plus, en admettant que ce fût une contre-attaque, comme le Royaume-Uni le prétendait, pouvait-on laisser un Etat Membre, en particulier un membre permanent du Conseil de sécurité, prendre des mesures de représailles contre un autre Etat Membre? Dans le passé, le Conseil s'était prononcé contre et avait condamné les mesures de représailles, avec la participation du représentant du Royaume-Uni. Il ne pouvait pas faire moins en la circonstance et devait, par conséquent, condamner l'action du Royaume-Uni du 28 mars comme étant incompatible avec les obligations souscrites par un Etat Membre en vertu de la Charte.

794. Le représentant de l'Irak a ajouté qu'il semblait y avoir deux raisons principales à l'attaque britannique du 28 mars: il fallait d'abord forcer le Yémen à reconnaître la Fédération de l'Arabie du Sud et, ensuite, inciter les tribus de la région de Harib à se soulever

contre le Gouvernement de la République arabe du Yémen en vue de saper les forces de ce gouvernement. On ne devait pas oublier que le Yémen n'avait jamais renoncé à ses revendications de souveraineté sur Aden et les protectorats, pas même dans le Traité conclu en 1934 avec le Royaume-Uni dans lequel les deux parties étaient convenues de ne rien faire, en attendant que des négociations s'engagent pour modifier le *statu quo*. Malgré cet accord, le Gouvernement britannique avait continué de violer l'esprit du traité en préjugant la revendication du Yémen sur le protectorat d'Aden. La situation s'était encore aggravée par son refus de reconnaître le nouveau gouvernement républicain du Yémen, qui avait été reconnu par la plupart des Etats Membres. Ce refus semblait être à la base des problèmes qui se posent en Arabie du Sud puisque le Gouvernement britannique demandait avec insistance que le Yémen renonce d'abord à ses revendications sur Aden et les protectorats. Le Yémen, pour sa part, ne pouvait y renoncer tant qu'on ne donnerait pas au peuple de cette région l'occasion de décider de son avenir en toute liberté. La position du Yémen à cet égard était tout à fait conforme à la résolution 1949 (XVIII) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1963, par laquelle l'Assemblée avait invité le Gouvernement du Royaume-Uni à permettre au peuple du territoire d'exercer son droit de libre détermination concernant son avenir à l'occasion d'élections placées sous la surveillance des Nations Unies. Malgré cela, la campagne tendant à renverser le gouvernement républicain avait été intensifiée, notamment par la fourniture aux royalistes de quantités considérables de munitions transportées à travers la frontière sud. Compte tenu de ces éléments, le Conseil ferait bien de prendre les mesures suivantes: a) condamner le raid de représailles du 28 mars 1964 comme contraire aux obligations imposées aux Etats Membres par la Charte des Nations Unies; b) demander l'indemnisation appropriée des victimes; c) prier le Royaume-Uni de cesser toute activité qui serait de nature à saper l'autorité et la position du Gouvernement de la République arabe du Yémen; d) réaffirmer la résolution de l'Assemblée de l'année précédente aux termes de laquelle la base d'Aden devrait être liquidée sans délai; e) insister auprès du Gouvernement du Royaume-Uni pour qu'il retire ses troupes du territoire yéménite qu'elles occupent.

795. Le représentant du Yémen a rappelé qu'il avait exprimé l'espoir que le Conseil, qui avait été convoqué pour examiner la plainte de son gouvernement, considérerait uniquement ce problème, sans se laisser amener à étudier des questions qui pouvaient être mieux traitées par le Comité des Vingt-Quatre.

796. Le représentant de la République arabe unie a déclaré que l'attaque préméditée du 28 mars contre Harib était en réalité la conséquence de la politique coloniale de la Grande-Bretagne qui avait permis à ce pays d'occuper les territoires d'autres peuples et d'y installer des bases militaires. L'action britannique avait été condamnée par le Conseil de la Ligue des Etats arabes et la Grande-Bretagne devait se rendre compte de l'inutilité de sa politique d'intimidation à une époque où les peuples du monde entier voulaient vivre libres. Le Royaume-Uni avait proposé d'établir une zone démilitarisée dans la région: mais comment pourrait-il engager des négociations à ce sujet avec le Yémen puisqu'il ne reconnaissait pas la République arabe du Yémen? Le seul moyen pour la Grande-Bretagne de préserver ses intérêts légitimes dans la région serait de

mettre un terme à ses agressions en Arabie du Sud et de traiter d'égal à égal avec la République arabe du Yémen.

797. A la 1108ème séance, le 6 avril, le représentant de la République arabe syrienne a déclaré que l'attaque aérienne du 28 mars avait eu des répercussions dans tout le monde arabe. Cette attaque avait été douloureusement ressentie aussi par la Syrie, que beaucoup de liens rattachaient au Yémen. Le représentant du Royaume-Uni avait essayé de justifier l'acte de son gouvernement en insistant sur la nécessité de recourir aux représailles et sur sa prétendue obligation de défendre et de protéger la Fédération de l'Arabie du Sud. Pour ce qui était des "représailles", le Royaume-Uni avait lui-même affirmé à plusieurs reprises dans le passé, en termes généraux, que "le principe même des représailles armées était indéfendable". Le Conseil se devait donc de condamner les représailles, car il ne pouvait appliquer deux poids et deux mesures à cet égard.

798. Concernant la prétendue Fédération de l'Arabie du Sud, le Royaume-Uni avait essayé de fabriquer un Etat avec un conglomérat de territoires dont aucun ne possédait les attributs de l'Etat. Les chefs despotiques locaux de ces territoires avaient signé, dans des circonstances pour le moins douteuses, certains traités, aux termes desquels la Grande-Bretagne s'engageait à prendre soin de leurs intérêts. Les caractéristiques essentielles marquant les traités en question étaient le fait qu'ils n'avaient été ratifiés par aucun organe tant soit peu organisé dans les territoires, et en second lieu celui qu'aucun délai n'avait été fixé pour la durée de leur validité. En fait, le caractère de ces traités faisait clairement ressortir que la Grande-Bretagne n'était pas, en droit international, une puissance protectrice, mais une puissance coloniale, et que la prétention du Royaume-Uni au protectorat de la "Fédération de l'Arabie du Sud" n'était nullement fondée en droit international.

799. Le représentant du Maroc a affirmé qu'en l'absence de l'état de belligérance entre le Royaume-Uni et le Yémen, aucune conception des rapports internationaux ne tolérât le recours aux expéditions punitives. Une pareille manifestation de puissance pouvait s'inscrire dans la logique et les méthodes de l'impérialisme militaire, mais ne s'accordait certainement pas avec la volonté exprimée de rompre avec les traditions du colonialisme. Du fait de la préparation, à l'avance, de l'action britannique et de l'ampleur exceptionnelle qu'elle avait prise, il était impossible de l'attribuer simplement à des frictions endémiques sur des frontières controversées. Si, comme le représentant du Royaume-Uni l'avait déclaré pour justifier l'acte de son gouvernement, le Yémen s'était livré à des incursions subversives dans le territoire situé au sud de la péninsule d'Arabie, le Royaume-Uni aurait dû en saisir le Conseil de sécurité, au lieu d'agir unilatéralement. L'opération du Royaume-Uni semblait en fait viser un objectif politique et servir à protéger sa base militaire d'Aden. L'attaque du Royaume-Uni avait été une première réaction contre le mouvement arabe en faveur de l'évacuation des bases étrangères. La délégation marocaine était sûre que le Conseil de sécurité condamnerait l'attaque britannique ainsi que l'usage de représailles comme étant incompatibles avec les obligations des Etats Membres en vertu de la Charte.

800. Le représentant de la Côte-d'Ivoire a déclaré que sa délégation avait accordé une juste attention aux explications données par le représentant du Royaume-

Uni pour motiver l'action de son gouvernement, le 28 mars. Elle connaissait également d'expérience les sentiments d'insécurité et de perpétuelle inquiétude ressentis par les pays indépendants voisins de territoires coloniaux où se développait une action nationaliste suivie de répression. En outre, au Yémen, l'infiltration probable d'armes à travers sa frontière sud obligeait le gouvernement à organiser une vigilante surveillance dans cette région. C'était une situation pareille à celle existant dans d'autres petits Etats d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, essayant de défendre leur liberté avec des moyens insuffisants et primitifs. Il était clair qu'un résumé objectif des faits donnait, d'un côté, un hélicoptère se livrant à des actes de "provocation" et faisant deux victimes se trouvant être des chameaux et, de l'autre, une "contre-attaque" effectuée par huit avions contre un fort et faisant 25 victimes humaines. Le résultat de la contre-attaque était donc sans commune mesure avec l'acte qu'on prétendait réprimer. L'incident du 28 mars avait été qualifié de "représailles". La politique de représailles avait été universellement condamnée. D'après la déclaration du représentant du Yémen, la Grande-Bretagne, à la suite d'une opération semblable, le 23 juin 1963, avait payé une indemnité. La délégation de la Côte-d'Ivoire était convaincue que le Royaume-Uni trouverait cette fois-ci encore le moyen de régler à l'amiable l'incident du 28 mars et d'assurer une juste compensation pour les vies et les biens détruits. La Côte-d'Ivoire appuierait également tout projet de résolution qui condamnerait ou, du moins, déplorerait le bombardement du fort de Harib le 28 mars, qui trouverait une formule pour faire respecter la souveraineté, l'intégrité et l'inviolabilité du territoire du Yémen, et qui condamnerait l'acte de représailles comme contraire aux buts de la Charte des Nations Unies.

801. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que, d'après la plainte portée par la République arabe du Yémen et la lettre du Royaume-Uni dont le Conseil était saisi, il semblait ressortir très clairement qu'il y avait eu depuis un certain temps des incursions et des attaques de part et d'autre de la frontière, et que ces incidents avaient malheureusement fait des victimes. Des attaques frontalières de ce genre, y compris l'attaque du fort de Harib, pouvaient rapidement dégénérer en une véritable guerre. Le Gouvernement des Etats-Unis avait, à maintes reprises, déclaré fermement qu'il désapprouvait les actes de provocation et les raids de représailles. Pour cette raison, il aurait préféré que les incidents de frontière entre le Yémen et la Fédération de l'Arabie du Sud aient été portés plus tôt devant le Conseil de sécurité. Il était également certain que ni les intérêts du Yémen ni ceux de la Fédération et du Royaume-Uni n'avaient été servis par les événements qui s'étaient produits. En fait, à la suite de ces incidents, les chances de conciliation avaient diminué et la situation s'était détériorée de plus en plus. Il serait toutefois utile d'essayer de dégager des éléments qui pourraient conduire à une amélioration sur la frontière entre le Yémen et la Fédération de l'Arabie du Sud. La délégation américaine s'était sentie encouragée par l'assurance contenue dans les communications émanant des deux parties qu'elles désiraient préserver la paix et faire preuve de patience et de modération. A cet égard, le fait nouveau le plus encourageant était la reprise de la proposition de retirer les forces armées des deux côtés de la frontière dans certaines régions névralgiques où la plupart des incidents récents s'étaient produits. Une grande partie des difficultés sur cette fron-

tière semblait provenir de ce qu'elle n'avait jamais été délimitée. Les Etats-Unis étaient déçus de ce qu'un accord sur ce point n'ait pu être conclu en décembre, lorsque cette proposition avait été discutée. Compte tenu de l'évolution actuelle des événements, la proposition visant à créer une zone de retrait des forces pourrait être envisagée à nouveau, ce qui permettrait de relancer les négociations à ce sujet. Le Conseil de sécurité pourrait examiner la possibilité de désigner un médiateur ou demander au Secrétaire général de procéder à cette désignation pour essayer de rapprocher les parties au différend.

802. Le représentant de l'URSS a déclaré que sa délégation n'aurait pas estimé nécessaire d'exposer à nouveau sa position au sujet du problème dont le Conseil était saisi si elle ne s'y était vue contrainte par certaines déclarations faites ultérieurement. Le représentant du Royaume-Uni n'avait pas été en mesure de réfuter les faits tels qu'ils avaient été exposés au Conseil par le représentant du Yémen, et ensuite par d'autres représentants. Il semblait par conséquent quelque peu étrange que l'on s'efforce de mettre sur le même plan l'agresseur et sa victime. La délégation de l'Union soviétique s'opposerait à tout effort tendant à minimiser la responsabilité de l'agresseur, parce que cela empêcherait l'adoption d'un programme d'action destiné à mettre fin, une fois pour toutes, à l'agression.

803. Le représentant du Maroc a exprimé la satisfaction que sa délégation éprouvait à entendre le représentant des Etats-Unis condamner catégoriquement l'usage des représailles. Toutefois, le représentant des Etats-Unis avait essayé de présenter une énumération chiffrée des incidents survenus à la frontière depuis une certaine date, mais n'avait pas fourni d'appréciation qualitative du dernier incident. Néanmoins, la proposition formulée par le représentant des Etats-Unis comportait certainement quelque chose de positif, puisqu'elle exprimait le souci de contribuer à consolider la paix dans la région et le long des frontières du Yémen. Mais la situation du Yémen ne présentait pas seulement l'aspect d'un incident le long de la frontière sud. Il y avait également un problème politique que le Conseil de sécurité avait examiné précédemment. Le Secrétaire général suivait l'évolution de la situation et communiquait des rapports à ce sujet au Conseil de sécurité. Peut-être la suggestion américaine pourrait-elle s'intégrer dans le cadre des recherches entreprises par le Secrétaire général à cet effet. Une solution du problème politique au Yémen devrait toutefois être recherchée dans un cadre général, indépendant de cet incident et englobant l'ensemble des problèmes de ce territoire. Pour l'instant le Conseil devrait ne pas s'écarter d'une situation précise en soulevant les aspects controversables des problèmes politiques d'ensemble qui se posaient dans la région.

804. Le représentant de la République arabe unie a rappelé que le Conseil était appelé à prendre des mesures à la suite de l'acte d'agression commis par le Royaume-Uni. D'autres problèmes politiques existaient dont la solution, aux termes de la Charte, devait être négociée. Mais ces problèmes n'étaient pas soumis actuellement au Conseil. Il fallait espérer que la délégation des Etats-Unis n'insisterait pas sur une méthode qui pourrait faire perdre de vue le problème de l'agression, et que la plainte serait jugée au fond, indépendamment des autres problèmes qui pouvaient se poser dans la région.

805. Le représentant de l'Irak a indiqué que la proposition américaine demandant à la République arabe du Yémen de s'attacher uniquement à trouver une solution pour l'avenir reviendrait à obliger le Yémen à reconnaître la Fédération de l'Arabie du Sud et à accepter l'occupation, par les forces de la Fédération, de huit villes situées du côté yéménite. Les négociations n'auraient d'utilité que si le Royaume-Uni était disposé à reconnaître d'abord le Gouvernement de la République arabe du Yémen, à appliquer la résolution 1949 (XVIII) de l'Assemblée générale, du 11 décembre 1963, et à déclarer qu'il cesserait désormais toutes ses interventions à partir de la région du Beihan.

806. Le représentant du Royaume-Uni a rappelé que l'action entreprise le 28 mars n'avait pas été dirigée contre la ville de Harib, mais contre un fort militaire qui constituait un centre d'activités subversives et agressives contre la Fédération de l'Arabie du Sud.

807. A la 1109^{ème} séance, tenue le 7 avril, le représentant du Royaume-Uni a repris la parole pour déclarer que l'incident du 28 mars ne devait pas être envisagé comme un incident isolé, mais compte tenu des incidents qui s'étaient produits précédemment dans la région. Les autorités républicaines yéménites, appuyées du dehors par certains autres gouvernements, semblaient faire preuve d'une hostilité implacable à l'égard de la Fédération de l'Arabie du Sud et être bien résolues à la détruire par la propagande, des activités subversives et des attaques armées. Les coups de feu avaient été suivis de violations de l'espace aérien de la Fédération; et il s'agissait de violations de l'espace aérien par des attaques aériennes à la bombe et à la mitrailleuse. Les autorités yéménites bénéficiaient de l'appui de très nombreuses troupes de la République arabe unie, fait dont les rapports successifs du Secrétaire général avaient très amplement témoigné. En dépit des engagements pris par la République arabe unie aux termes de l'accord de désengagement, il restait au Yémen au moins 30 000 soldats de la République arabe unie. La République arabe unie devait assumer sa part entière de la responsabilité au sujet de la détérioration des relations entre la Fédération de l'Arabie du Sud et le Yémen.

808. C'était dans cette atmosphère de crainte et d'appréhension que le Gouvernement de la Fédération, aux termes du Traité qui le liait au Royaume-Uni, avait demandé au Gouvernement britannique de défendre l'intégrité territoriale de la Fédération. La préparation, par avance, de l'attaque contre le fort de Harib avait été nécessaire pour assurer qu'elle ne vise que les seuls responsables de la campagne de terreur et de subversion et qu'elle épargne les civils de la ville de Harib. Contrairement à ce qui avait été affirmé au Conseil, il ne s'était nullement agi de représailles ou d'une action punitive. L'opération avait été entreprise en réponse à une demande urgente d'aide et avait revêtu le caractère d'une action légitime de caractère défensif, telle qu'elle était autorisée par la Charte.

809. Le Royaume-Uni était convaincu que le Conseil de sécurité pouvait prendre certaines mesures constructives. Le représentant du Yémen avait dit que les suggestions du Royaume-Uni constituaient une diversion et avaient pour objet de détourner l'attention. Cependant, la proposition tendant à créer une zone démilitarisée se rapportait directement à l'incident de Harib. Les autorités yéménites elles-mêmes avaient semblé considérer, en décembre, que cette suggestion offrait quelques avantages, lorsqu'elles avaient avancé

des contrepropositions. L'étude pouvait en être reprise, si le Conseil le jugeait à propos, avec l'assistance du Secrétaire général. Cette procédure n'impliquait pas nécessairement une question de reconnaissance, puisqu'il était toujours possible de trouver les moyens d'améliorer *de facto* une situation donnée, sans pour autant reconnaître quoi que ce soit.

810. Le représentant de la République arabe unie, répondant aux observations du représentant du Royaume-Uni au sujet de la présence au Yémen de forces de la République arabe unie, a déclaré que son pays était lié au Yémen par les obligations découlant du Pacte de défense de 1956, et aussi par le Pacte de défense mutuelle de la Ligue arabe. Ces traités avaient conduit à la formation de forces de défense communes de la République arabe unie et du Yémen. Concernant la suggestion relative à une zone démilitarisée, le Royaume-Uni n'avait tenu aucun compte de la demande du Yémen tendant à obtenir l'évacuation par les Britanniques des 10 villes qu'ils avaient occupées depuis la constitution de la République arabe du Yémen. Sans cette évacuation, une zone démilitarisée pourrait constituer une méthode commode de protéger l'occupation actuelle.

811. Le représentant de la Syrie a soutenu que des initiatives telles que l'opération britannique du 28 mars ne pouvaient être justifiées en droit que s'il s'agissait de protéger un Etat. Or il avait été amplement démontré que l'Etat en question n'existait pas. En vertu de l'Article 51 de la Charte, le droit de légitime défense ne se justifiait, dans le cas d'un Etat Membre, que s'il avait été l'objet d'une agression armée. La Fédération n'était même pas Membre des Nations Unies, et le Royaume-Uni, en sa qualité de Membre, n'avait jamais prétendu avoir été victime d'une agression. Et, même si les dispositions des traités liant le Royaume-Uni aux diverses parties constituant la Fédération étaient valides, les obligations résultant de ces traités ne pouvaient en aucun cas prévaloir sur celles découlant de l'Article 103 de la Charte.

812. Le représentant du Maroc a rappelé qu'en présentant des observations sur la suggestion des Etats-Unis tendant à créer une zone démilitarisée il avait bien précisé que, si cette proposition avait quelque mérite pour ce qui était du rétablissement de la paix dans la région, elle n'en avait pas, pour le moment, concernant l'examen du cas spécifique qui était soumis au Conseil. Le Royaume-Uni, pour défendre son opération, avait cité un traité qui le liait à la prétendue Fédération de l'Arabie du Sud. Or, les traités de ce genre n'avaient aucune valeur au point de vue international, car, s'il en était autrement, c'est le Ministre des affaires étrangères de la Fédération en tant que représentant de son gouvernement, qui aurait pris la parole devant le Conseil de sécurité au lieu de la délégation britannique. Le représentant du Royaume-Uni, en déclarant que l'attaque du 28 mars avait été une réaction de défense, avait tenté de créer une nuance entre le concept de représailles et le concept de la défense légitime. La légitime défense excluait le droit de poursuite. Si les représailles du 28 mars étaient interprétées comme étant simplement un acte de légitime défense, alors le respect de l'intégrité territoriale et le recours aux moyens militaires pour se défendre créeraient légitimement un droit de belligérance dont le Royaume-Uni jusqu'à présent se défendait.

813. Le représentant de l'URSS a noté que le représentant du Royaume-Uni avait catégoriquement reconnu que le responsable de l'agression commise dans la région de Harib n'était pas le commandant local des forces armées, mais le Gouvernement britannique lui-même. C'est à ce gouvernement que devaient par conséquent s'adresser toutes les accusations et toutes les condamnations liées à cet acte d'agression.

814. Le représentant de la France a fait part au Conseil de la vive préoccupation de sa délégation devant les incidents déplorables qui s'étaient produits à la frontière du Yémen et de la Fédération de l'Arabie du Sud. L'essentiel était pour le moment de créer les conditions favorables qui permettraient d'éviter le retour de ces incidents. A cette fin, la délégation française se prononcerait pour une décision du Conseil qui serait acceptable pour les parties. Le problème fondamental restait celui de la situation dangereuse créée au Yémen. Les solutions qui avaient été proposées n'avaient pas été effectivement appliquées, et, aussi longtemps qu'un règlement satisfaisant n'interviendrait pas, il n'y aurait pas d'assurance que de nouvelles difficultés ne surgiraient pas.

815. A la 1110^{ème} séance, le 8 avril, le représentant du Yémen a dit que la déclaration faite le 2 avril par le Royaume-Uni constituait un aveu de l'agression britannique contre Harib. Dès les premiers jours de la révolution yéménite, les Britanniques avaient adopté une attitude hostile envers le Yémen. Ils avaient occupé neuf territoires appartenant à la République arabe du Yémen. La République du Yémen demandait instamment au Conseil de sécurité de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer l'évacuation des forces britanniques de tous ces territoires, de façon que les conditions reviennent à ce qu'elles étaient avant le 26 septembre 1962.

816. Le Président, prenant la parole en sa qualité de représentant de la Tchécoslovaquie, a déclaré que l'attaque du 28 mars avait été confirmée par les documents dont le Conseil était saisi, de même que par les déclarations britanniques. Il s'agissait d'une attaque dont l'envergure dépassait celle d'un simple incident de frontière. Le Royaume-Uni avait prétendu qu'il s'était agi d'une riposte à plusieurs attaques aériennes venues du Yémen. Or la politique de représailles se trouvait en contradiction flagrante avec les principes et les buts de la Charte des Nations Unies. Même si l'attaque britannique avait été une "réaction défensive", comme on l'avait prétendu, il serait difficile de trouver des éléments quelconques permettant de qualifier cette opération d'acte de défense, en invoquant l'Article 51 de la Charte.

817. Dans la résolution 1949 (XVIII), l'Assemblée générale avait confirmé le caractère colonialiste de la prétendue Fédération, en réaffirmant le droit du peuple de ce territoire à la libre détermination. La même résolution avait également déclaré que la base militaire d'Aden compromettait la sécurité de la région et que par conséquent il était souhaitable de la supprimer promptement. Elle avait d'autre part fait appel à la Puissance administrante pour qu'elle cesse les actions répressives à l'égard de la population du territoire. En tenant compte de la position que des organes importants des Nations Unies avaient déjà prise sur la question et de l'action militaire récemment entreprise par les Britanniques, le Conseil de sécurité ne pouvait garder le silence, mais devait condamner cette action. Il fallait que les forces britanniques évacuent le territoire

yéménite. C'était sur cette base seulement que des pourparlers et des négociations éventuels pourraient être entamés.

818. A la même séance, le représentant du Maroc a soumis à l'examen du Conseil le projet de résolution suivant (S/5649), présenté conjointement par la Côte-d'Ivoire et le Maroc :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la plainte de la République arabe du Yémen concernant l'attaque aérienne britannique lancée contre le territoire yéménite le 28 mars 1964 (S/5635),

"Vivement préoccupé par la grave situation qui règne dans la région,

"Rappelant l'Article 2, paragraphes 3 et 4, de la Charte des Nations Unies,

"Ayant entendu les déclarations faites à ce sujet au Conseil de sécurité,

"1. Condamne les représailles comme étant incompatibles avec les buts et principes des Nations Unies ;

"2. Déploie l'action militaire britannique menée à Harib le 28 mars 1964 ;

"3. Déploie toutes les attaques et tous les incidents qui ont eu lieu dans la région ;

"4. Invite la République arabe du Yémen et le Royaume-Uni à faire preuve de la plus grande modération afin d'éviter de nouveaux incidents et de rétablir la paix dans la région ;

"5. Prie le Secrétaire général d'user de ses bons offices pour tenter de régler les questions en suspens, en accord avec les deux parties."

819. En commentant le projet de résolution ci-dessus, le représentant du Maroc a déclaré qu'il tenait à dire que ce projet de résolution était bien en deçà de ce que ses auteurs auraient dû légitimement demander au Conseil. Cependant, en tenant compte des considérations qui avaient été exposées devant le Conseil, ils avaient estimé qu'une majorité aussi large que possible pourrait être trouvée sur la base de ce texte. Ils n'étaient pas sûrs que ce texte fût au niveau de l'agression britannique ; mais en l'acceptant ils avaient voulu se placer en harmonie avec l'atmosphère de coopération du Conseil. Le représentant du Maroc a ajouté que les auteurs espéraient que le Secrétaire général, qui avait bien voulu antérieurement, et pour des problèmes aussi complexes, prêter ses bons offices, pourrait accepter une fois de plus d'apporter aux parties le concours de sa médiation et d'essayer, par les moyens qu'il jugerait appropriés, d'examiner avec elles toutes les possibilités de dégager des solutions durables.

820. Le représentant de la Côte-d'Ivoire a dit que le projet de résolution constituait un véritable compromis entre les thèses qui avaient été exposées au Conseil. Le principe des représailles avait été condamné par les représentants siégeant au Conseil, et cette opinion avait été matérialisée dans le projet. Celui-ci déplorait également les incidents résultant de la tension actuelle. Les auteurs de la résolution avaient ainsi poussé plus loin encore l'idée de compromis, car ils avaient rappelé les incidents antérieurs dont aucun n'avait eu la même gravité que l'incident particulier dont le Conseil était saisi. Enfin, en vue de prévenir de tels incidents dans l'avenir, le projet de résolution en appelait aux deux parties pour qu'elles fassent tous leurs efforts afin que la paix s'établisse dans cette région, et faisait également appel aux bons offices du Secrétaire général.

821. A la 1111^{ème} séance, le 9 avril, le représentant des Etats-Unis a dit aux auteurs du projet de résolution combien sa délégation appréciait l'effort fait pour présenter un texte qui tenait compte des diverses opinions exposées devant le Conseil. De l'avis de la délégation des Etats-Unis, les paragraphes 4 et 5 du dispositif de ce projet contenaient des suggestions positives destinées à réduire la tension et à améliorer la situation dans la région. Les Etats-Unis voudraient insister d'une manière toute particulière auprès des parties intéressées afin qu'elles accordent au Secrétaire général leur coopération la plus complète. Etant donné que l'incident de Harib avait été le point culminant de toute une série d'incidents, la délégation des Etats-Unis estimait que la décision que pourrait prendre le Conseil devrait s'inscrire dans le contexte de ces faits, c'est-à-dire devrait condamner non seulement les représailles, mais également les attaques qui avaient conduit à ces représailles. En conséquence, elle avait suggéré aux auteurs de ce projet de résolution de l'amender en insérant au paragraphe 1 du dispositif les mots "à la fois les attaques et" si bien que ce paragraphe se lirait comme suit : "Condamne à la fois les attaques et les représailles comme étant incompatibles avec les buts et principes des Nations Unies", et en remplaçant les paragraphes 2 et 3 du dispositif par un paragraphe unique ainsi conçu : "Déploie l'action militaire britannique menée à Harib le 28 mars 1964 et toutes les attaques et incidents qui ont eu lieu dans la région". Les auteurs du projet de résolution ayant déclaré qu'ils n'étaient pas en mesure d'accepter ces amendements, la délégation des Etats-Unis considérait que le projet de résolution n'était pas équitable et ne répondait pas aux réalités examinées au cours des débats du Conseil. C'est pourquoi la délégation des Etats-Unis ne pouvait voter pour le projet de résolution.

822. Le représentant de la Chine a déclaré que les faits essentiels de l'affaire qui occupait le Conseil n'étaient pas contestés. De nombreux incidents s'étaient produits dans la région de la frontière non définie entre le Yémen et la Fédération de l'Arabie du Sud, incidents qui avaient abouti à l'attaque, par l'aviation britannique, du fort de Harib. C'était cet incident du 28 mars 1964 que le Conseil devait examiner sans délai. Le sentiment général avait été que l'action militaire des autorités britanniques constituait un recours à la force et, en tant que tel, devait être déplorée. La délégation chinoise elle aussi jugeait difficile de concilier l'emploi de la force, même pour répondre à une provocation, et les dispositions de la Charte des Nations Unies. Il convenait toutefois de se rappeler que l'action militaire britannique était la plus récente et la plus frappante de toute une série d'attaques et d'incursions qui étaient toutes aussi déplorables. En se prononçant en faveur du projet de résolution, la délégation chinoise souhaitait faire observer que le paragraphe 1 du dispositif condamnait les "représailles", sans définir ce terme, et qu'il était permis de supposer qu'il s'agissait de représailles comportant le recours à la force, étant donné qu'il existait plusieurs genres de représailles.

823. Le représentant de la Bolivie a appuyé l'effort déployé par tous afin que le débat en cours se termine par l'adoption d'un projet de résolution représentant les différents points de vue exposés devant le Conseil. Le projet de résolution se caractérisait par une très grande souplesse et était présenté comme étant un texte de compromis. Il fallait, toutefois, se rappeler que l'Organisation des Nations Unies constituait le seul orga-

nisme vers lequel les pays faibles pouvaient et devaient se tourner pour obtenir une protection afin d'assurer leur liberté politique et leur intégrité territoriale. Etant donné qu'il y avait là un principe moral auquel on ne saurait passer outre, la Bolivie se voyait obligée de se déclarer solidaire de toutes les nations petites et faibles se trouvant placées dans des circonstances analogues à celles de la République arabe du Yémen.

Décision: *A la 1111^{ème} séance, tenue le 9 avril 1964, le projet de résolution présenté par la Côte-d'Ivoire et le Maroc (S/5649) a été adopté par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions (Etats-Unis et Royaume-Uni) [S/5650].*

824. A la suite de ce vote, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son gouvernement ne considérerait pas le paragraphe 2 du dispositif de la résolution comme justifié, étant donné que l'opération contre le fort de Harib avait été le résultat des provocations des autorités républicaines yéménites. Il s'était agi d'une opération nécessaire pour protéger l'intégrité territoriale de la Fédération de l'Arabie du Sud. Pour ce qui était de l'avenir, le Gouvernement britannique pouvait donner au Conseil l'assurance qu'il travaillerait pour la paix et la stabilité dans la région. Il comptait toutefois sur le Conseil de sécurité pour veiller à ce que les attaques yéménites ne se reproduisent pas. Le Royaume-Uni était également disposé à examiner avec le Secrétaire général les moyens propres à résoudre les problèmes en suspens.

825. Le représentant du Yémen a déclaré que son gouvernement était satisfait de la résolution parce qu'elle condamnait l'agression commise le 28 mars contre Harib, même si cette intervention était qualifiée du nom de représailles. La République arabe du Yémen n'épargnerait aucun effort pour obtenir que toutes les forces britanniques évacuent son territoire, en recherchant toujours l'assistance du Conseil de sécurité et de tous les autres organes des Nations Unies, conformément à la Charte.

826. Le représentant de l'URSS a déclaré que la résolution prenait en considération, dans une certaine mesure, les demandes justifiées de la République arabe du Yémen, et contenait une indication très claire du fond même de la question de l'agression britannique commise le 28 mars contre le Yémen. Elle condamnait sans équivoque cette action militaire. C'était en raison de ces éléments positifs de la résolution que la délégation de l'Union soviétique l'avait appuyée. Il était hors de doute que le projet de résolution avait été considérablement affaibli par les efforts des alliés du Royaume-Uni. Néanmoins, la délégation de l'Union soviétique espérait que la résolution, en dépit de ses faiblesses, contribuerait à la consolidation de la paix dans la région.

C. — Communications ultérieures

827. Par une lettre en date du 10 avril (S/5652), le représentant du Royaume-Uni a signalé que ce jour-là un avion venant du Yémen avait violé l'espace aérien de la Fédération de l'Arabie du Sud dans la région de Wadi Ain, ce qui constituait un nouvel exemple des

provocations constantes auxquelles le Gouvernement de la Fédération de l'Arabie du Sud était exposé de la part des autorités républicaines yéménites.

828. Par une lettre en date du 13 avril (S/5656), le représentant du Yémen a nié qu'un tel incident se soit produit. Les avions yéménites avaient survolé la région de Harib, dans les limites de l'espace aérien de la République arabe du Yémen, pour surveiller et essayer d'empêcher la contrebande d'armes et de munitions à partir du Beihan vers la République arabe du Yémen.

829. Dans une lettre en date du 14 avril (S/5659), le représentant du Yémen a signalé que des avions militaires britanniques avaient violé l'espace aérien du Yémen, les 3 et 10 avril, en survolant la région de Harib, au mépris de la résolution du Conseil de sécurité (S/5650).

830. Par une autre lettre, en date du 1^{er} mai (S/5678), le représentant du Yémen a communiqué au Conseil de sécurité une liste d'opérations armées que les Britanniques auraient entreprises contre le territoire de la République arabe du Yémen, ainsi que de violations de son espace aérien, au cours de la période allant du 4 au 22 avril.

831. Dans une lettre en date du 5 mai (S/5684), le représentant du Royaume-Uni a repoussé les accusations élevées dans la lettre yéménite du 14 avril, de même que l'affirmation qu'il y aurait des forces britanniques massées dans le Beihan. Le Royaume-Uni n'acceptait pas davantage que le Yémen revendique certains villages qui s'étaient toujours trouvés à l'intérieur des frontières de la Fédération de l'Arabie du Sud. C'étaient en fait les forces des autorités républicaines yéménites qui occupaient des villages qui historiquement avaient toujours fait partie de la Fédération.

832. Par une lettre en date du 7 mai (S/5687), le représentant de la République arabe unie a transmis au Secrétaire général une déclaration faite par le Ministère des affaires étrangères de la République arabe unie au sujet de la déclaration rendue publique le 24 avril 1964 par le Ministère des affaires étrangères du Royaume-Uni, concernant le discours que le président Nasser avait prononcé au Yémen, le 23 avril 1964. La République arabe unie considérait la déclaration britannique comme une tentative pour masquer sa propre politique colonialiste. L'objectif de la Grande-Bretagne était de provoquer la chute du Gouvernement de la République arabe du Yémen, et, à cette fin, elle avait déjà utilisé Aden comme base de départ de son attaque contre Harib, le 28 mars 1964.

833. Par une lettre en date du 11 mai (S/5693), le Secrétaire général a transmis au Président du Conseil de sécurité le texte d'une résolution (A/AC.109/74) sur la question d'Aden, adoptée le 11 mai 1964 par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Au paragraphe 3 du dispositif de cette résolution, le Comité spécial appelait l'attention du Conseil de sécurité sur le dangereux état de choses créé dans la région par les récentes actions militaires britanniques contre le peuple du territoire.

PLAINTÉ RELATIVE À DES ACTES D'AGRESSION COMMIS CONTRE LE TERRITOIRE ET LA POPULATION CIVILE DU CAMBODGE

A. — Communications adressées au Conseil

834. Par une lettre en date du 16 avril 1964 (S/5666), le représentant du Cambodge a communiqué un dossier relatif à des actes d'agression qui auraient été commis par les forces armées des États-Unis et de la République du Viet-Nam contre le territoire et la population du Cambodge.

835. Par une autre lettre en date du 13 mai (S/5697), le représentant du Cambodge a présenté une nouvelle plainte de son gouvernement qui signalait "des agressions répétées américano-sud-vietnamiennes" et il a demandé que le Conseil de sécurité se réunisse dans les plus brefs délais, conformément à l'Article 35 de la Charte.

836. Par une lettre en date du 26 mai (S/5724), le représentant spécial du Gouvernement de la République du Viet-Nam a communiqué un mémorandum en réponse aux accusations formulées par le Cambodge contre son gouvernement.

B. — Examen de la question de la 1118^{ème} à la 1122^{ème} séance et de la 1124^{ème} à la 1126^{ème} séance (19 mai - 4 juin 1964)

837. Le 19 mai, le Conseil de sécurité a décidé sans objection d'inscrire la question à son ordre du jour. Le représentant du Cambodge a été invité, sans objection, à prendre part, sans droit de vote, à la discussion. Les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Tchécoslovaquie se sont élevés contre une proposition des États-Unis tendant à adresser la même invitation au représentant de la République du Viet-Nam; ils ont estimé en effet qu'une telle invitation était superflue puisque la responsabilité principale des actes d'agression commis contre le Cambodge incombait aux États-Unis et que le régime actuel du Viet-Nam du Sud était illégal et n'exprimait pas la volonté du peuple.

Décision: Par 9 voix contre 2 (Tchécoslovaquie et URSS) le Conseil de sécurité a décidé d'inviter le représentant de la République du Viet-Nam à prendre part, sans droit de vote, à la discussion.

838. A la 1118^{ème} séance, le 19 mai 1964, le représentant du Cambodge a rappelé que, par sa communication du 16 avril, son gouvernement avait déjà appelé l'attention du Conseil sur la situation déplorable qui régnait à la frontière entre le Cambodge et le Viet-Nam du Sud, à la suite des agressions commises par les forces armées de la République du Viet-Nam. En 1963 et au cours des premiers mois de 1964, 261 violations du territoire cambodgien avaient été enregistrées. Ces actes devenaient de plus en plus fréquents et de plus en plus meurtriers. Deux mois après l'attaque de Chantrea, deux nouvelles agressions, tout aussi meurtrières, avaient eu lieu les 7 et 8 mai. Durant ces deux journées, 13 engins blindés des forces sud-vietnamiennes, commandées par des officiers américains, avaient pénétré dans les villages cambodgiens de Taey et de Thlork, situés dans la province de Svay-Rieng, provoquant des pertes en vies humaines et la destruction de biens. Peu de temps après, des avions sud-vietnamiens avaient survolé les lieux de l'agression, violant ainsi l'espace aérien du Cambodge. Le bombardement des

villages cambodgiens par les avions sud-vietnamiens avait fait 5 morts et 6 blessés. Il convenait de rappeler que l'attaque précédente contre Chantrea avait causé la mort de 17 personnes. Les envahisseurs, parmi lesquels se trouvaient des Américains, avaient achevé plusieurs blessés dans des conditions atroces. Ces attaques successives avaient soulevé l'indignation légitime de la population cambodgienne, et le Gouvernement royal du Cambodge avait protesté auprès de la République du Viet-Nam et des États-Unis.

839. Le Viet-Nam du Sud avait prétendu que la violation du territoire cambodgien était involontaire de sa part et était due à une erreur dans la lecture des cartes. Or, ces violations répétées prouvaient bien que les actes commis par le Viet-Nam du Sud avaient un caractère délibéré qui les rendait injustifiables. Il était difficile de ne pas tenir le Viet-Nam du Sud pour responsable de ces violations, car aucune erreur de la part des militaires vietnamiens n'était possible. Les cartes qu'ils utilisaient étaient celles du Service géographique de l'Indochine et du Service cartographique de l'armée américaine. De plus, au cours de l'attaque de Chantrea, les forces vietnamiennes étaient accompagnées de conseillers américains, fait reconnu par le Secrétaire d'Etat des États-Unis. En réalité, la responsabilité des États-Unis était tout aussi évidente si l'on songeait à leur rôle dans la guerre au Viet-Nam du Sud, et notamment à l'aide militaire considérable qu'ils fournissaient et à leur conduite des opérations militaires dans la région.

840. Le Viet-Nam du Sud avait aussi allégué à maintes reprises une complicité du Cambodge avec les rebelles du Vietcong. Le régime de Saigon avait porté ces accusations sans fournir de preuves. La présence de ces rebelles sur le territoire cambodgien n'avait jamais été confirmée par des observateurs impartiaux, que ce fussent des membres de la Commission internationale de contrôle ou des journalistes étrangers. Appliquant une politique de neutralité et de coexistence pacifique, le Cambodge ne participerait jamais au conflit qui opposait le régime de Saigon et les rebelles du Vietcong. Il n'y avait eu ni infiltration ni passage de Vietcongs sur le territoire cambodgien et, pour le prouver, le Cambodge était allé jusqu'à accepter de soumettre son territoire à un contrôle international, en particulier près de la frontière avec le Viet-Nam du Sud. Sa demande de contrôle n'ayant pas été agréée, le Cambodge s'élevait contre les accusations gratuites dont il faisait l'objet; une commission d'enquête des Nations Unies permettrait d'étudier les faits. Cependant une telle commission ne pourrait avoir qu'un rôle limité et ne saurait se substituer, pour ce qui était de la surveillance des frontières, à la Commission internationale de contrôle créée en vertu des accords de Genève.

841. Conformément aux obligations découlant de la Charte, le Cambodge avait toujours cherché à régler par des moyens pacifiques les conflits qui l'opposaient à ses voisins. C'est pourquoi, depuis août 1963, le Cambodge demandait la convocation d'une conférence à Genève afin d'obtenir la reconnaissance et la garantie internationale de sa neutralité et de son intégrité territoriale. Or, cette demande s'était heurtée à l'opposition du Gouvernement des États-Unis. Donnant une nou-

velle preuve de son esprit de conciliation, le Cambodge avait alors proposé, le 18 février 1964, la réunion d'une conférence quadripartite composée du Cambodge, des Etats-Unis, du Viet-Nam du Sud et de la Thaïlande en vue d'obtenir des garanties analogues. La contreproposition des Etats-Unis avait remis en cause le tracé des frontières du Cambodge fixé par des traités et des accords et confirmé à nouveau par un arrêt récent de la Cour internationale de Justice. Dans l'intervalle, de nouvelles attaques avaient été lancées contre le territoire cambodgien. La responsabilité de ces agressions ayant été établie, le Conseil de sécurité devrait, dans ces conditions, condamner les agresseurs et les inviter à cesser leurs actes d'agression. En outre une indemnité équitable devrait être versée aux victimes. De plus il était indispensable que la neutralité et l'intégrité territoriale du Cambodge soient reconnues et garanties sur le plan international. Une conférence sur l'Indochine devrait donc se réunir à Genève dans les plus brefs délais et, pour faciliter cette réunion, le Conseil de sécurité devrait formuler les recommandations nécessaires.

842. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que l'accusation d'agression portée contre son gouvernement était absolument sans fondement. Concernant les incidents qui étaient à l'origine de la plainte du Cambodge, une enquête avait révélé qu'un conseiller américain avait effectivement accompagné les forces vietnamiennes engagées dans des opérations dans le sud-ouest de la province de Tay-Ninh, au Viet-Nam, les 7 et 8 mai, mais qu'il ne faisait pas partie du groupe qui avait pénétré en territoire cambodgien. Un conseiller américain accompagnait une unité des forces vietnamiennes qui, le 19 mars, avait par erreur passé la frontière cambodgienne à Chantrea. Le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis avait écrit au Ministre des affaires étrangères du Cambodge en lui exposant les circonstances, en lui exprimant ses regrets et en s'engageant à prendre toutes les précautions raisonnables pour qu'un tel incident ne se reproduise plus. Il était évident que ces incidents de frontière n'indiquaient aucune hostilité des Etats-Unis envers le Cambodge. Il était non moins évident qu'il s'agissait d'incidents qui n'avaient d'autre rapport entre eux que leur commune origine, à savoir les efforts déployés par le Gouvernement vietnamien pour éliminer les unités militaires du Vietcong qui étaient en conflit armé avec ce gouvernement et qui essayaient de trouver un refuge sûr en territoire cambodgien. Les Etats-Unis n'avaient jamais refusé non plus d'examiner une proposition relative à l'inspection du territoire cambodgien, en particulier dans les régions limitrophes du Viet-Nam du Sud. En fait, le Gouvernement des Etats-Unis espérait que le Conseil de sécurité pourrait instituer un dispositif efficace qui contribuerait à stabiliser la situation le long de la frontière entre le Cambodge et le Viet-Nam.

843. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le Cambodge avait établi sans équivoque qu'il avait été victime d'actes d'agression répétés. La nature de l'agression paraissait encore plus grave du fait que l'un des agresseurs était une grande puissance et membre permanent du Conseil de sécurité. En dépit des preuves incontestables, les Etats-Unis avaient rejeté toute responsabilité et avaient même cherché à réfuter les faits. Or, d'après les renseignements communiqués au Conseil, il était évident que les forces armées des Etats-Unis avaient participé aux opérations militaires effectuées au début de 1964 ainsi qu'à celles des 7 et 8 mai. Les Etats-Unis étaient également responsables des actes d'agression

armée commis par les forces sud-vietnamiennes puisqu'ils leur fournissaient des armes en masse et qu'ils dirigeaient leurs opérations. L'intervention directe des Etats-Unis en Asie du Sud-Est, et particulièrement au Viet-Nam du Sud, avait abouti à des opérations militaires qui, par leur envergure et leur portée, étaient les plus importantes qui se déroulent actuellement dans le monde. Chacun savait qu'il y avait actuellement 16 000 soldats américains au Viet-Nam du Sud et que les Etats-Unis dépensaient environ un demi-milliard de dollars par an pour cette guerre. Il était évident qu'en menant cette guerre contre le peuple sud-vietnamien les Etats-Unis violaient les obligations qu'ils avaient assumées en vertu des accords de Genève de 1954.

844. Etant donné le rôle que jouaient les Etats-Unis dans la guerre au Viet-Nam du Sud, il ne fallait pas s'étonner si des militaires américains dirigeaient et encadraient les unités armées qui avaient violé le territoire cambodgien. Dans ces conditions, l'inquiétude du Cambodge était légitime. La prétendue erreur dans la lecture des cartes était en réalité une ligne de conduite systématique. C'est pourquoi le Cambodge avait proposé la convocation de la Conférence de Genève pour garantir son intégrité territoriale et sa neutralité. Si les Etats-Unis voulaient vraiment respecter l'intégrité du Cambodge, ils devraient accepter la réunion d'une telle conférence au lieu d'y faire obstacle. Pour sa part, le Gouvernement de l'Union soviétique s'était adressé à maintes reprises au Royaume-Uni, en sa qualité de coprésident de la Conférence de Genève de 1954, et aux Etats-Unis pour qu'une telle conférence soit convoquée immédiatement. Jusqu'ici ces deux gouvernements n'avaient donné aucune réponse positive. Les provocations et les actes d'agression dont le Cambodge faisait constamment l'objet avaient manifestement pour but de le faire renoncer à sa politique de neutralité. Dans ces conditions, le Conseil de sécurité devait prendre des mesures appropriées pour condamner les activités militaires des Etats-Unis et du Viet-Nam du Sud contre le Cambodge et pour assurer l'intégrité territoriale et la neutralité de ce pays. A cette fin, il était nécessaire de convoquer une conférence internationale qui garantirait les conditions voulues pour que l'Asie du Sud-Est se développe de façon indépendante et qu'une situation normale s'y rétablisse.

845. Le représentant des Etats-Unis a répondu que l'URSS avait cherché à détourner l'attention du Conseil de la plainte du Cambodge pour se lancer dans un examen général du rôle des Etats-Unis dans la guerre du Viet-Nam, question que le représentant du Cambodge n'avait même pas soulevée. Dans la mesure où il était nécessaire d'apporter des précisions sur la question dont le Conseil était saisi, le représentant des Etats-Unis a déclaré que, si son pays fournissait une aide militaire et technique à la République du Viet-Nam, sur sa demande, c'était uniquement parce que le Viet-Nam du Sud était victime d'une agression communiste de grande envergure, appuyée et dirigée de l'étranger, et visant à détruire l'indépendance de la République du Viet-Nam et à priver son peuple du droit de vivre sous le système social qu'il préférerait.

846. A la 1129^{ème} séance du Conseil, le 21 mai, le représentant du Cambodge a rappelé qu'aux termes de la Charte l'ONU était tenue de prendre des mesures non seulement pour mettre fin aux actes d'agression, mais aussi pour éviter qu'ils ne se reproduisent. En l'occurrence, le Cambodge estimait que la conclusion d'un accord international reconnaissant et garantissant sa neutralité et son intégrité territoriale servirait cet

objectif. Or, pour réaliser un tel accord, il était indispensable de réunir à nouveau la Conférence de Genève.

847. La Conférence de Genève de 1954 avait créé la Commission internationale de contrôle qui, depuis lors, travaillait sans interruption et avec efficacité au Cambodge. Les membres du Conseil pourraient se faire une idée de l'œuvre utile accomplie par la Commission en lisant ses rapports aux coprésidents de la Conférence de Genève. La création d'un nouvel organisme des Nations Unies ne s'imposait donc pas. La Commission internationale de contrôle devrait être dotée de tous les moyens nécessaires pour assurer un contrôle permanent et généralisé sur la frontière entre le Cambodge et le Viet-Nam du Sud. La suggestion du Cambodge tendant à envoyer des observateurs de l'ONU n'avait pour objet que de vérifier si les accusations portées contre lui étaient fondées. Ce groupe d'enquêteurs, s'il était constitué, aurait un mandat limité et bien défini.

848. Les Etats-Unis avaient nié le fait que du personnel américain ait pénétré au Cambodge. Or, la participation des Américains à l'attaque de Chantrea avait été reconnue par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis et leur participation aux nouvelles attaques de Taey et de Thlork, les 7 et 8 mai, avait été confirmée au cours de l'interrogatoire des témoins mené par la Commission internationale de contrôle. Les Etats-Unis prétendaient également n'avoir jamais rejeté la proposition d'inspection du territoire cambodgien. Mais ils n'avaient jusqu'à maintenant donné aucune réponse favorable aux propositions cambodgiennes en vue de la réunion d'une conférence à Genève et de l'installation de postes d'inspection par la Commission internationale de contrôle.

849. Le représentant de la République du Viet-Nam a dit qu'en attendant l'arrivée d'une délégation spéciale envoyée par son gouvernement pour exposer son point de vue au Conseil il tenait à déclarer que son gouvernement n'avait jamais commis d'acte d'agression contre le Cambodge, avec lequel il souhaitait entretenir des relations amicales et de bon voisinage. Il désirait en outre régler ses différends par des moyens pacifiques et réduire la tension le long de la frontière commune avec le Cambodge. A cette fin, il avait officiellement et publiquement exprimé ses regrets chaque fois que la frontière imprécise avait été franchie par erreur. Il avait également offert d'indemniser les victimes de ces incidents et d'engager des conversations bilatérales avec le Cambodge au sujet de l'utilisation du territoire cambodgien par des commandos vietcongs, question qui était la cause principale des incidents de frontière.

850. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que les faits entourant l'affaire dont était saisi le Conseil étaient relativement simples. Les forces de la République du Viet-Nam lancées à la poursuite de terroristes armés avaient franchi par erreur la frontière qui est mal délimitée; le Gouvernement vietnamien avait exprimé ses regrets et s'était efforcé d'engager des pourparlers avec le Cambodge, afin d'éliminer les causes des incidents. Mais ces efforts n'avaient pas encore donné de résultats.

851. Les Etats-Unis estimaient qu'il était impossible d'apprécier correctement les incidents survenus sur la frontière du Cambodge et du Viet-Nam si l'on ne tenait pas compte de la conspiration armée qui cherchait à détruire le Gouvernement de la République du Viet-Nam. C'était le peuple du Viet-Nam qui était la principale victime des agressions, des enlèvements et des tortures dont se rendait coupable le Vietcong. Contrai-

rement à ce que l'Union soviétique avait déclaré au Conseil, les Etats-Unis n'avaient aucun objectif militaire national dans aucune partie de l'Asie du Sud-Est. La politique américaine visait au rétablissement de la paix, afin que les peuples de la région pussent vaquer à leurs affaires sans immixtion étrangère. Les Etats-Unis se trouvaient mêlés aux affaires de la République du Viet-Nam parce que celle-ci avait demandé de l'aide pour se défendre contre des attaques à main armée, équipées et dirigées de l'extérieur. L'objectif des leaders communistes vietnamiens de Hanoï était, de toute évidence, de s'assurer la domination de toute l'Indochine. Hanoï cherchait à atteindre ce but dans le Viet-Nam du Sud par des actions subversives de guérilla, organisées et dirigées du Viet-Nam du Nord, d'où venaient également du personnel militaire, des armes et des munitions. Dans ces conditions, on ne pouvait s'attendre que les Etats-Unis abandonnent le peuple vietnamien. Il avait été dit que les Etats-Unis, au lieu d'accorder une assistance militaire au peuple vietnamien, devaient rechercher une solution politique. Mais cette solution politique avait déjà été trouvée en 1954, à Genève, et c'était cette solution que la République du Viet-Nam et les Etats-Unis défendaient contre les violations constantes commises par le régime du Viet-Nam du Nord. Les Etats-Unis avaient également appuyé l'indépendance et la neutralité réelles du Laos, conformément aux accords de Genève de 1962, mais le régime de Hanoï refusait de retirer les forces communistes vietnamiennes du Laos, malgré les demandes répétées du Premier Ministre laotien, Souvanna Phouma.

852. Pour ce qui était de la sécurité de la frontière entre le Viet-Nam et le Cambodge, les Etats-Unis comprenaient parfaitement que ce dernier pays se préoccupe de l'inviolabilité de ses frontières et de la sécurité de son peuple. La difficulté venait de ce que le Vietcong ne s'était pas montré disposé à laisser le peuple cambodgien libre d'atteindre ses fins propres. Toutefois, les accusations d'agression lancées contre les Etats-Unis étaient dénuées de tout fondement. Les Etats-Unis avaient déjà exprimé leurs regrets pour le franchissement involontaire de la frontière par un conseiller américain, le 18 mars 1964. Les incidents qui venaient de se produire sur la frontière cambodgienne n'étaient liés qu'accidentellement à la République du Viet-Nam. En fait, ils étaient le résultat des activités du régime du Viet-Nam du Nord, lequel était soutenu par la Chine communiste. Le Viet-Nam du Nord utilisait le territoire cambodgien comme passage et source d'approvisionnement pour ses attaques contre la République du Viet-Nam et également comme lieu de refuge en cas de contre-attaque par les forces du Viet-Nam du Sud. Une telle situation ne pouvait pas être résolue par une nouvelle conférence de Genève, dont on ne pouvait attendre qu'elle aboutisse à un accord plus efficace que le précédent Accord de 1954. La Commission internationale de contrôle, créée en vertu de cet accord, n'avait pu s'acquitter efficacement de sa tâche en raison de sa procédure de vote selon laquelle les décisions relatives aux violations ne pouvaient être prises qu'à l'unanimité. Il faudrait donc que le Conseil trouve une autre méthode pour restaurer la stabilité sur la frontière entre le Cambodge et le Viet-Nam. On avait présenté plusieurs suggestions quant aux mesures pratiques propres à stabiliser la situation dans la région frontière. Le Conseil pourrait inviter les deux pays intéressés à constituer sur une base bilatérale une importante force militaire qui serait chargée de surveiller et de

patrouiller la frontière et qui rendrait compte au Secrétaire général.

853. On pourrait renforcer cette force bilatérale en adjoignant des observateurs de l'ONU et, peut-être, en la plaçant sous le commandement des Nations Unies, afin d'y introduire une tierce partie impartiale. Une troisième solution pourrait être de constituer une force composée exclusivement de contingents des Nations Unies. Les Etats-Unis seraient disposés à contribuer aux dépenses plus importantes qui pourraient en résulter pour l'Organisation des Nations Unies. Outre l'adoption de l'une des solutions suggérées ci-dessus, il serait également utile de prier le Secrétaire général d'offrir aux deux pays une assistance pour leur permettre de délimiter nettement leur frontière, ce qui contribuerait à réduire la possibilité de nouveaux incidents.

854. Le représentant du Cambodge a déclaré que, bien que le représentant de la République du Viet-Nam eût nié que son gouvernement se fût rendu coupable d'actes d'agression, il y avait assez de témoignages, notamment des photographies sur les enquêtes entreprises par la Commission internationale de contrôle, pour prouver les attaques armées du Viet-Nam du Sud en territoire cambodgien. Au lieu de reconnaître sa responsabilité dans ces attaques, le Viet-Nam du Sud avait fait valoir que le Vietcong utilisait le territoire cambodgien. Il n'y avait rien de vrai dans cette accusation. On ne signalait pas la présence ni le passage de Vietcongs au Cambodge. Le Cambodge n'avait pas d'objection à des pourparlers bilatéraux, mais il y avait lieu de rappeler que l'attaque du 19 mars à Chantréa s'était produite le jour même de l'arrivée d'une délégation de la République du Viet-Nam à Pnom-penh. Le Viet-Nam du Sud n'avait pas mis fin à son agression contre le Cambodge, pas plus qu'il n'avait accepté de fixer une date pour une réunion de la Conférence de Genève, condition préalable à des conversations bilatérales.

855. Les Etats-Unis avaient soutenu que les troupes vietnamiennes avaient franchi par erreur la frontière cambodgienne parce que cette frontière était mal délimitée et aussi parce que les troupes en question étaient lancées à la poursuite de rebelles. Le Cambodge ne pouvait accepter cette thèse. Tout d'abord, les frontières du Cambodge étaient bien délimitées et étaient reconnues internationalement. En second lieu, il n'était pas seulement question de franchissement de la frontière, mais également de bombardements et d'intervention d'engins blindés qui ne pouvaient être le résultat d'une erreur. De plus, en droit international, le droit de poursuite sur un territoire étranger n'était pas reconnu. De son côté, le Cambodge, lorsqu'il avait repoussé les agresseurs, avait scrupuleusement évité de franchir la frontière.

856. Le représentant de l'URSS a déclaré que le représentant des Etats-Unis avait essayé de justifier l'intervention militaire de son gouvernement au Viet-Nam du Sud en disant que l'aide militaire massive des Etats-Unis avait pour objet d'aider les Sud-Vietnamiens à vivre sous le système local de leur choix. Mais, en fait, les Etats-Unis avaient installé dans le pays un régime fantoche impopulaire. Pour asseoir la puissance de ce régime et maintenir une tête de pont d'où ils pouvaient lancer des agressions contre les peuples de l'Asie du Sud-Est, les Etats-Unis avaient concentré une force armée considérable au Viet-Nam du Sud et poursuivaient une guerre punitive contre le peuple sud-vietnamien. L'intervention militaire des Etats-Unis avait

suscité de graves préoccupations, même aux Etats-Unis, comme le montrait clairement une lettre du sénateur Morse, en date du 14 mai 1964, où il était indiqué que les activités militaires unilatérales des Etats-Unis au Viet-Nam du Sud étaient absolument injustifiées au regard du droit international et incompatibles avec les obligations incombant aux Etats-Unis aux termes de la Charte.

857. A la 1120ème séance du Conseil, le 21 mai, le représentant de la Tchécoslovaquie a déclaré que, depuis son indépendance, le Cambodge avait été contraint de lutter constamment pour défendre sa neutralité et son intégrité territoriale. Pendant tout ce temps, il avait dû faire face à des revendications territoriales, à de graves incidents de frontière et à une incessante propagande hostile dirigée contre sa politique étrangère, sous la forme notamment d'émissions radiodiffusées par une station se prétendant du "Cambodge libre". Les récentes violations n'étaient qu'une nouvelle manifestation de cette hostilité contre le Cambodge. Même les communiqués de presse américains avaient souligné que la frontière cambodgienne avait été violée à maintes reprises et que des conseillers militaires américains avaient participé à ces actions. En dehors de sa participation aux opérations militaires dirigées contre le Cambodge, les Etats-Unis prenaient également une part active à la guerre qui se poursuivait dans la partie méridionale du Viet-Nam. Cette guerre était directement liée aux violations commises contre l'intégrité territoriale et la neutralité du Cambodge. L'intervention des Etats-Unis au Viet-Nam du Sud constituait une violation totale des accords de Genève et était à l'origine de la tension qui régnait dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est. Dans ces conditions, il était nécessaire, comme le Cambodge l'avait proposé, de convoquer une nouvelle conférence de Genève. Le coprésident soviétique de cette conférence avait appuyé cette proposition. Toutefois, les Etats-Unis s'y étaient opposés et avaient conseillé au Cambodge de résoudre ses problèmes frontaliers par la voie de négociations bilatérales. Il suffisait, pour apprécier l'utilité de ce "conseil", de se souvenir que l'attaque la plus grave subie par le Cambodge s'était produite le jour même où devaient s'engager les négociations avec le Viet-Nam du Sud. En outre, il ne s'agissait pas seulement d'incidents de frontière. Le problème résidait essentiellement dans la profonde hostilité qu'éprouvaient certains milieux occidentaux à l'égard de la neutralité cambodgienne. La délégation tchécoslovaque s'engageait donc à appuyer la proposition cambodgienne visant à réunir une nouvelle conférence de Genève et également à mettre à la disposition de la Commission internationale de contrôle tous les moyens d'assurer la sécurité des frontières. Le Conseil de sécurité se devait de condamner les actes d'agression commis par le Viet-Nam du Sud et les Etats-Unis contre le Cambodge et de formuler des recommandations en vue de la réunion d'une nouvelle conférence de Genève.

858. A la 1121ème séance du Conseil, le 25 mai, le représentant de la République du Viet-Nam a déclaré que les incidents de frontière entre le Cambodge et son pays avaient été un sujet de graves préoccupations pour son gouvernement parce qu'en réalité c'était la République du Viet-Nam qui avait été la victime de ces incidents. Exploitant une situation de frontières mal définies et insuffisamment protégées, les troupes communistes étaient venues se réfugier sur le territoire du Cambodge après avoir saccagé les paisibles villages vietnamiens situés près de la frontière.

859. Depuis 1958, la République du Viet-Nam avait proposé à de multiples reprises au Cambodge d'engager des négociations bilatérales pour résoudre ce conflit frontalier. Au lieu de donner suite à cette proposition, le Cambodge avait décidé de déposer auprès du Conseil de sécurité une plainte fondée sur trois incidents récents. Pour le premier de ces incidents, qui s'était produit à Mong le 4 février 1964, la République du Viet-Nam avait proposé d'établir une commission d'enquête mixte. Le Cambodge avait repoussé cette proposition, en invoquant le fait que, la Commission internationale de contrôle s'étant déjà rendue sur les lieux, une deuxième enquête serait inutile. Pour ce qui était des deux autres incidents, la République du Viet-Nam avait déjà présenté ses excuses et offert d'indemniser les victimes. La République du Viet-Nam n'avait donc mis aucune mauvaise grâce à régler son différend avec le Cambodge à propos de ces incidents de frontière. Il convenait également de rappeler que ces incidents n'avaient pas toujours été dirigés dans une seule et même direction. On relevait plusieurs cas de violation du territoire vietnamien par des forces cambodgiennes, qui avaient provoqué des pertes en vies humaines et des destructions matérielles. Les causes fondamentales de ces incidents étaient dues à l'absence d'une frontière bien délimitée et à la violation du territoire cambodgien par les Vietcongs dans leurs activités agressives dirigées contre la République du Viet-Nam.

860. A l'appui de sa thèse selon laquelle la ligne de frontière entre le Cambodge et le Viet-Nam restait encore imprécise en plusieurs endroits, le représentant de la République du Viet-Nam a rappelé qu'avant 1945 le Viet-Nam, le Cambodge et le Laos étaient inclus dans la Fédération indochinoise et que la question des frontières internationales entre ces pays ne se posait pas alors de la même façon que depuis leur accession à l'indépendance. C'était la raison pour laquelle la ligne de démarcation entre ces pays n'était pas absolument nette. La plupart des bornes frontalières avaient été placées plus de 70 ans auparavant et elles avaient ou bien disparu ou bien été déplacées par la population locale. De plus, les cartes concernant les régions frontalières étaient inexactes et certaines d'entre elles ne concordaient pas avec les décrets de l'ancien Gouverneur général d'Indochine. Dans certains cas, les alluvions et l'érosion avaient provoqué des changements de terrain. Etant donné toutes ces raisons, il était difficile d'accepter la thèse cambodgienne selon laquelle les frontières étaient bien délimitées.

861. Le représentant de la République du Viet-Nam a ensuite déclaré qu'il existait de nombreuses preuves à l'appui de la thèse de son gouvernement selon laquelle le Vietcong avait fréquemment franchi la frontière khméro-vietnamienne dans les deux sens. Il a cité plusieurs cas où les Vietcongs auraient franchi la frontière pour attaquer le Viet-Nam du Sud ou se seraient infiltrés au Cambodge pour s'approvisionner et éviter les opérations des forces armées vietnamiennes. A cet égard il y avait un autre problème grave, à savoir la contrebande d'explosifs en provenance du Cambodge et introduits au Viet-Nam. D'après les statistiques publiées par le Cambodge lui-même, les importations de chlorate de potassium et de phosphore rouge avaient augmenté de façon considérable au cours de ces dernières années. L'accroissement de l'importation de ces deux produits correspondait à l'intensification des activités de sabotage et de guérilla au Viet-Nam. Le Viet-Nam utilisait également le Mékong comme voie

principale d'acheminement pour amener ces matières stratégiques du Cambodge au Viet-Nam et pour approvisionner les troupes vietcongs. Il avait établi des installations militaires des deux côtés de la frontière.

862. Pour permettre un règlement définitif de ces incidents de frontières qui nuisent à ses relations avec le Cambodge, la République du Viet-Nam proposait l'établissement d'une commission d'experts sous les auspices des Nations Unies, qui serait chargée d'aider à délimiter et à marquer les frontières entre le Viet-Nam et le Cambodge, ainsi que la création d'un système efficace de contrôle de la zone frontière. La suggestion cambodgienne d'envoyer sur les lieux un groupe d'enquêteurs ne paraissait pas suffisante. Un simple groupe d'enquêteurs serait dans l'impossibilité de surveiller constamment toute la frontière. C'était pourquoi la République du Viet-Nam avait proposé à plusieurs reprises au Cambodge de former des patrouilles mixtes. Le Cambodge avait rejeté cette proposition qu'il estimait incompatible avec sa conception de la neutralité. Il apparaissait plus disposé à recourir à la Commission internationale de contrôle. Toutefois, il ne fallait pas oublier que les travaux de cette commission avaient été paralysés par le "système de la troïka" qu'elle utilisait et qui se combinait à la règle de l'unanimité nécessaire pour les décisions ayant force obligatoire. Donc, à moins que le Cambodge n'accepte la constitution de patrouilles mixtes, la seule autre solution efficace semblait être l'établissement d'un système international de contrôle de la zone frontière sous les auspices des Nations Unies.

863. Le représentant de la Chine a déclaré que sa délégation estimait que les incidents qui étaient à l'origine de la plainte cambodgienne n'étaient que des incidents de frontière locaux et de portée limitée, que l'on ne pouvait qualifier d'"actes d'agression". La frontière avait été en général franchie par erreur et la République du Viet-Nam avait déjà exprimé ses regrets pour l'incident du 19 mars 1964. Ces incidents étaient cependant regrettables en ceci qu'ils avaient provoqué des pertes de vies humaines et des dommages matériels. En outre, s'ils devaient se répéter, ils pourraient entraîner de graves conséquences.

864. Le représentant de la Chine estimait que les causes de ces incidents de frontières étaient faciles à trouver. Depuis le partage du Viet-Nam, conformément aux accords de Genève, la République du Viet-Nam avait dû faire face à un régime communiste bien organisé au Nord, qui, dirigé de Pékin, cherchait à dominer aussi le Sud; les territoires vietcong du Sud étaient également dirigés par le régime nord-vietnamien. Les Vietcongs avaient exploité à leur avantage les particularités du terrain le long de la frontière qui divise le Viet-Nam et le Cambodge, ainsi que le fait que cette frontière n'est pas bien délimitée. Si les troupes vietnamiennes avaient franchi la frontière alors qu'elles poursuivaient les rebelles, les Vietcongs avaient été les premiers à la franchir pour attaquer la République du Viet-Nam. Dans ces conditions, il était évident que la solution du problème résidait dans la collaboration entre les Gouvernements du Viet-Nam et du Cambodge pour mettre au point des mesures efficaces destinées à empêcher tout nouveau passage illicite de la frontière. Toutefois, il était illusoire de penser que la convocation d'une nouvelle conférence de Genève apporterait la garantie de la frontière entre le Viet-Nam et le Cambodge. Les accords de Genève avaient été constamment violés par les communistes, qui s'en étaient servis pour accroître leur ascendant dans la

région. En outre, le problème même de la frontière était commun aux deux États et devait être traité en conséquence. Le Conseil devait saisir cette occasion pour insister auprès des parties en leur montrant l'intérêt d'un règlement effectif, obtenu par des négociations directes.

865. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déclaré que son gouvernement, en tant que coprésident de la Conférence de Genève de 1954, était particulièrement intéressé par le problème dont le Conseil était saisi. Pour cette raison, il désirait justifier la position du Royaume-Uni relative à la convocation de la Conférence de Genève. Le Royaume-Uni était prêt à se joindre au coprésident soviétique et à lancer des invitations à cette conférence dès que tous les gouvernements intéressés auraient accepté d'y participer. Or, malgré tous les efforts qu'il avait déployés dans ce sens, ce n'était pas encore le cas. Ce serait donc parfaitement en vain qu'il s'associerait à des invitations qu'un certain nombre de gouvernements pourraient refuser. La délégation du Royaume-Uni ne pensait pas que l'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution recommandant une nouvelle conférence pût changer quoi que ce soit à la situation.

866. La délégation du Royaume-Uni ne voulait pas élargir le débat sur la plainte du Cambodge en examinant l'évolution politique dans d'autres parties de l'Indochine, mais elle désirait cependant, puisque le représentant de l'URSS avait déjà discuté en détail de la situation au Viet-Nam, réaffirmer que le Royaume-Uni reconnaissait la République du Viet-Nam et la soutenait dans sa lutte contre un groupe dissident qui, avec l'appui du régime du Nord et au défi des accords de Genève, cherchait à imposer sa volonté à la République. Elle soutenait également le droit qu'avait la République du Viet-Nam de solliciter une aide afin de défendre l'intégrité de son territoire et le système social que son peuple avait choisi. En outre, elle estimait que, si l'agression communiste dirigée de l'extérieur devait cesser, un grand pas serait fait pour prévenir les incidents de frontière entre le Cambodge et la République du Viet-Nam.

867. Il ressortait de ce qui avait été déclaré au Conseil qu'il existait une certaine communauté de vues quant aux faits relatifs aux incidents de frontière entre le Cambodge et le Viet-Nam. Le Gouvernement du Royaume-Uni déplorait ces événements et les pertes en vies humaines ainsi que les dommages matériels qu'ils avaient entraînés. Il était également clair que la situation sur la frontière était loin d'être satisfaisante et que le Conseil devait accéder à la demande du Cambodge, qui réclamait une action efficace. A cet égard, le représentant du Cambodge avait suggéré que l'on confie à la Commission internationale de contrôle la tâche de surveiller la frontière. Mais les tâches qui avaient été confiées à cette commission par les accords de Genève en 1954 étaient suffisamment lourdes. Le Conseil devrait donc chercher ailleurs le mécanisme nécessaire qui pourrait profiter de la somme de l'expérience acquise par l'Organisation des Nations Unies depuis 1954. A cet égard, les suggestions formulées par les États-Unis contenaient la promesse d'une solution efficace.

868. Le Président du Conseil, prenant la parole en sa qualité de représentant de la France, a déclaré que le Cambodge avait clairement montré qu'il ne demandait qu'une chose, à savoir que la neutralité et l'intégrité

du pays cessent d'être à la merci d'opérations militaires provenant de l'extérieur. Pour atteindre ce but, il était nécessaire d'exprimer les regrets qu'inspiraient les incidents de cette nature et de mettre en œuvre des moyens propres à en empêcher le renouvellement. Le Gouvernement français faisait siennes ces requêtes. Pour sa part, le Cambodge avait fidèlement rempli ses obligations, conformément aux accords de Genève de 1954, et avait solennellement proclamé sa neutralité, dont il faisait la condition fondamentale de son indépendance. C'était là une politique qui devait être soutenue et encouragée. Dans le même temps, la France ressentait les souffrances du peuple vietnamien et déplorait les événements dont son sol était le théâtre. Elle estimait que là encore l'application fidèle des accords de Genève serait le meilleur moyen de mettre fin à la pénible situation dans laquelle se trouvait le Viet-Nam, ainsi qu'aux regrettables incidents qui en résultaient.

869. Concernant les incidents de frontière à l'origine de la plainte du Cambodge, la France désirait souligner un aspect de ces incidents, à savoir qu'à aucun moment, en aucune manière, le Gouvernement royal du Cambodge n'avait pris d'initiative militaire à l'encontre de ses voisins. On ne pouvait douter que le Cambodge fût la victime d'une situation qu'il n'avait en rien contribué à créer. La meilleure preuve de son état d'esprit pacifique était constituée par sa demande de réunir une nouvelle conférence de Genève, qui lui paraissait seule en mesure de garantir efficacement l'intégrité territoriale et la neutralité de son pays. La France appuyait pleinement cette demande.

870. Le Conseil de sécurité devait marquer solennellement qu'il déplorait les incidents passés et les pertes de vies humaines et il devait faire appel à ceux qui en portaient la responsabilité pour qu'ils en évitent la répétition et assurent le dédommagement des victimes.

871. Quant aux moyens de nature à assurer le contrôle des accès du territoire cambodgien, la délégation française estimait qu'il y aurait intérêt à faire appel aux organismes qu'avait déjà créés la Conférence de Genève, au lieu d'en constituer de nouveaux. On devrait avoir recours aux deux commissions internationales de contrôle, celle qui est installée au Cambodge et celle qui est installée au Viet-Nam, ce qui permettrait d'agir à la fois dans la République du Viet-Nam, c'est-à-dire sur le territoire d'où sont parties les unités qui ont franchi la frontière khmère, et dans le royaume du Cambodge, afin d'enquêter sur les faits au cas où de nouvelles violations de cette frontière auraient lieu. Afin de permettre aux deux commissions de contrôle d'accomplir cette tâche, il conviendrait de préciser et de modifier leurs conditions de fonctionnement. Il n'appartenait pas au Conseil de sécurité de définir ce mandat, mais il pouvait formuler une recommandation aux puissances intéressées. Le Cambodge et le Viet-Nam auraient ainsi une double garantie qui ne pourrait que contribuer à renouer entre eux des relations de bon voisinage.

872. A la même séance, le représentant du Cambodge a démenti les accusations selon lesquelles des soldats cambodgiens auraient franchi la frontière pour attaquer des villages du Viet-Nam du Sud ou selon lesquelles le Cambodge servirait de lieu de ravitaillement et d'exportation d'explosifs. Pour justifier les agressions des forces américano-sud-vietnamiennes, on avait déclaré qu'elles avaient franchi la frontière en poursuivant des rebelles et que la frontière n'était pas bien définie.

Cependant, à diverses reprises, des représentants du Viet-Nam du Sud s'étaient rendus sur les lieux de ces incidents et avaient pu constater que ces agressions n'avaient pu être commises par erreur puisque tous les lieux étaient situés à cinq ou six kilomètres à l'intérieur du territoire cambodgien, en certains points bien précis de la frontière. La Commission internationale de contrôle et les observateurs étrangers n'avaient pu relever aucune trace de la présence du Vietcong sur le territoire cambodgien. Bien plus, on n'avait pas trouvé un seul mort ou blessé vietcong parmi les victimes de ces actes d'agression. Pour cette raison, le Cambodge avait demandé que le rapport de la Commission internationale de contrôle relatif aux incidents de frontière soit rendu public.

873. A la 1122ème séance du Conseil, le 26 mai, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a réaffirmé que son pays ne s'était livré contre le Cambodge à aucun acte qui pût être considéré par un observateur impartial comme un acte d'agression. Il a ajouté que le personnel américain assistant l'armée vietnamienne avait reçu l'ordre strict de ne pas franchir la frontière vietnamo-cambodgienne. De plus, les Etats-Unis étaient convaincus que le Viet-Nam n'avait pas d'intentions agressives envers le Cambodge et qu'il ne pouvait être accusé d'actes d'agression.

874. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a constaté ensuite que le Cambodge avait demandé l'aide du Conseil en formulant sa plainte contre la République du Viet-Nam et les Etats-Unis et qu'il avait affirmé le devoir du Conseil de rechercher une solution dans cette affaire, mais qu'en même temps il hésitait à accepter d'utiliser le mécanisme des Nations Unies pour donner suite à sa demande. Le Cambodge avait même affirmé que la solution ne pouvait être fournie par l'Organisation des Nations Unies. Cependant, la Commission internationale de contrôle, à laquelle le Cambodge voudrait faire appel pour surveiller la frontière, n'avait qu'un passif de frustration et d'inactivité, alors que le mécanisme de maintien de la paix des Nations Unies était parvenu à certains résultats. La nature même de sa composition rendait la Commission de contrôle incapable d'agir de façon rapide et décisive, comme il était nécessaire pour empêcher une répétition des incidents regrettables survenus sur la frontière du Cambodge et du Viet-Nam. Pour cette raison, les Etats-Unis d'Amérique n'accepteraient pas que le mandat de la Commission internationale de contrôle fût étendu au problème touchant la frontière vietnamo-cambodgienne. L'Organisation des Nations Unies disposait du mécanisme nécessaire pour faire face à la demande cambodgienne de contrôle effectif et de protection de sa frontière. Le Viet-Nam et les Etats-Unis, pays qui étaient l'objet de la plainte, accueilleraient volontiers une force des Nations Unies chargée de faire des patrouilles à la frontière, et ils acceptaient que cette force fût établie sur-le-champ. Ils tenaient aussi à ce que la frontière fût clairement marquée. En outre, les Etats-Unis restaient ouverts à toute suggestion tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies désigne une commission d'enquête pour examiner les divers aspects du problème de la frontière. Toutefois, cette commission ne devrait pas se contenter d'enquêter sur les accusations selon lesquelles le Cambodge serait coupable de complicité avec les Vietcongs. Elle devrait pouvoir disposer de tous les renseignements utiles et pouvoir se rendre sur les lieux et parler aux populations des deux côtés. Elle devrait avoir le pouvoir de faire des recommandations visant les mesures que le Conseil appliquerait pour assurer la stabilité de la

région. Elle devrait étudier la question des moyens qui permettraient de protéger la frontière vietnamo-cambodgienne contre toute violation commise, de l'un ou l'autre côté de la frontière, par une force quelconque. Le représentant du Viet-Nam avait présenté des preuves frappantes à l'appui du fait que le Vietcong faisait bien usage du territoire cambodgien. Les preuves recueillies par les Etats-Unis confirmaient celles du Viet-Nam.

875. Le représentant du Maroc a déclaré que les incidents à l'origine de la plainte du Cambodge étaient le résultat des actions de l'armée de la République du Viet-Nam. La fréquence de ces incidents n'avait pas ébranlé la foi du Cambodge dans la politique de neutralité qu'il avait suivie depuis son indépendance. Le conflit à l'intérieur du territoire du Viet-Nam ne pouvait fournir de prétexte pour porter la guerre sur le territoire cambodgien. Le Cambodge, s'il était légitimement préoccupé du conflit au Viet-Nam, souhaitait en rester à l'écart. Si la neutralité du Cambodge avait été respectée, les difficultés politiques et diplomatiques qui avaient résulté de cette violation et qui avaient poussé le Cambodge à porter le problème devant le Conseil de sécurité auraient été épargnées aux puissances intéressées.

876. On s'opposait à la demande faite par le Cambodge de réunir une conférence pour garantir sa neutralité en faisant valoir que ces discussions risqueraient de conduire à un examen général de la situation dans l'ensemble du Sud-Est asiatique. Mais le Cambodge avait donné, à cet égard, l'assurance qu'il entendait limiter les débats de la conférence au seul aspect qui concernait sa neutralité et le respect de sa souveraineté. Le Maroc appuyait pleinement la demande du Cambodge, ayant toujours apporté son appui aux nations désireuses de suivre une politique de non-alignement. Le Maroc notait avec une satisfaction particulière le fait que, pour la première fois devant le Conseil de sécurité, la France avait fait sienne de façon aussi nette la position des pays non alignés et il souhaitait la même compréhension de la part d'autres grandes puissances.

877. La délégation marocaine ne perdait pas de vue le fait que les accords de Genève, et l'évolution des événements depuis, avaient échappé à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies. C'est pourquoi l'Organisation pouvait difficilement prendre position au sujet de ces accords. Cependant, les instruments créés par la Conférence de Genève pouvaient encore servir au règlement des problèmes qui se posaient actuellement au Cambodge. D'autres contacts entre les puissances qui avaient conclu ces accords pourraient faciliter une entente.

878. Le représentant du Cambodge a affirmé une nouvelle fois qu'un nombre suffisant de preuves, dont des témoignages vécus, avait été recueilli par les membres de la Commission internationale de contrôle et les attachés militaires des ambassades accréditées au Cambodge, pour étayer l'accusation que son gouvernement avait portée contre les troupes américano-sud-vietnamiennes d'avoir commis des actes d'agression contre son territoire. La thèse de l'erreur involontaire ne pouvait être acceptée étant donné que les enquêtes de la Commission internationale de contrôle et des attachés militaires étrangers mettaient en relief l'impossibilité d'une erreur de cet ordre en des points où la frontière était très clairement matérialisée par des lignes naturelles. En ce qui concernait l'accusation vietnamienne suivant laquelle les Vietcongs auraient

utilisé le territoire du Cambodge, elle n'était nullement fondée. C'était pour prévenir de telles accusations que le Cambodge avait proposé que sa frontière soit surveillée par une force internationale. Toutefois, la proposition du Viet-Nam du Sud tendant à la création d'une commission d'experts en vue de délimiter la frontière khméro-sud-vietnamienne n'était guère acceptable pour le Cambodge; elle remettrait en cause le tracé des frontières et entraînerait la réclamation de territoires khmers. En ce qui concernait la proposition d'une formation de patrouille mixte, il lui fallait souligner que la guerre au Viet-Nam du Sud était une guerre civile dans laquelle le Cambodge ne saurait en aucune façon s'ingérer militairement. C'était d'ailleurs pour renforcer cette neutralité que le Cambodge avait proposé la surveillance de ses frontières par la Commission internationale de contrôle. Cet organisme était déjà sur place et la création d'organismes nouveaux serait une tâche ardue et lente. La situation actuelle résultait du non-respect des accords de Genève de 1954 et une nouvelle réunion de cette conférence s'avérerait indispensable. Le Conseil de sécurité devait décider la convocation d'une telle conférence aussitôt que possible afin de préciser les pouvoirs de la Commission internationale de contrôle et de lui donner les moyens nécessaires pour remplir efficacement son rôle.

879. Le représentant de l'URSS a déclaré que les Etats-Unis d'Amérique, au lieu de reconnaître leur participation aux actes d'agression de leurs forces avec celles du "régime de Saigon" contre le Cambodge, avaient essayé de rejeter le blâme sur l'Etat qui en avait été victime. Mais les accusations portées par les Etats-Unis d'Amérique n'étaient pas fondées. L'Union soviétique appuierait la demande du Cambodge tendant à ce que les actes d'agression de la part des Etats-Unis et du Viet-Nam du Sud soient condamnés, que les victimes de ces attaques soient indemnisées et que des mesures soient prises pour empêcher que de tels actes ne se reproduisent. L'Union soviétique soutenait également la demande de convocation d'une conférence de Genève pour reconnaître et garantir la neutralité et l'intégrité du territoire cambodgien.

880. L'affirmation des Etats-Unis selon laquelle son intervention au Viet-Nam du Sud répondrait à la demande du gouvernement et aurait pour objet d'aider le peuple de ce pays était démentie par les faits. Il ressortait des articles de la presse américaine et de différentes déclarations faites par des personnalités américaines que les Etats-Unis étaient intervenus pour empêcher le peuple du Viet-Nam d'exprimer sa volonté aux élections prévues par les accords de Genève de 1954. Il y avait même des milieux aux Etats-Unis qui réclamaient l'extension de la guerre au Viet-Nam du Sud et l'intensification de l'intervention militaire américaine dans cette région.

881. Le représentant des Etats-Unis a répété que son pays n'avait aucun objectif militaire national nulle part en Asie du Sud-Est où sa politique était d'aider à rétablir la paix afin que les populations de la région puissent déterminer leur façon de vivre et leurs associations en toute liberté. Il aidait le Gouvernement de la République du Viet-Nam à sa demande même. C'était l'action militaire du régime de Hanoï qui avait contribué à menacer de façon permanente la paix en Asie du Sud-Est. Les Etats-Unis d'Amérique n'avaient apporté leur aide aux pays de cette région que pour les aider à conserver leur indépendance et à faire respecter les accords de Genève.

882. A la 1124^{ème} séance du Conseil, le 28 mai, le représentant de la République du Viet-Nam a déclaré que son gouvernement appuierait toute proposition tendant à instituer un contrôle international efficace de la frontière pour prévenir de nouveaux incidents. Au cours de la délibération du Conseil, on avait proposé, d'une part, de convoquer une nouvelle conférence de Genève afin d'élargir les attributions de la Commission internationale de contrôle et, d'autre part, d'instituer, sous les auspices des Nations Unies, une force de police internationale. La convocation d'une conférence de Genève présentait des difficultés pratiques ainsi que l'avait fait observer le représentant du Royaume-Uni en indiquant que les invitations à une telle conférence pourraient être refusées par certains gouvernements et en soulignant que la Commission internationale de contrôle, déjà suffisamment occupée, ne serait peut-être pas en mesure d'accepter de nouvelles tâches. De plus, les travaux de la Commission avaient pâti de la règle de l'unanimité pour ses décisions. Dans ces conditions, la République du Viet-Nam estimait que la création d'une force de police internationale serait la formule la plus indiquée. Son rôle serait de surveiller la frontière et d'en constater les violations. Si un incident de frontière survenait, cette force serait compétente pour enquêter et déterminer les responsabilités. Enfin ce système serait de nature à offrir au Cambodge une garantie de son intégrité territoriale plus concrète et plus efficace qu'aucune conférence internationale ne saurait lui apporter.

883. Le représentant de la Côte-d'Ivoire a déclaré que les faits relatifs aux incidents qui constituaient le fond de la plainte cambodgienne n'avaient pas été l'objet de contestation, mais que l'interprétation donnée à ces incidents par les parties intéressées laissait apparaître certaines divergences de vues. Le Conseil devait donc déplorer ces incidents et demander aux parties de régler à l'amiable ce conflit en dédommageant les victimes d'une manière équitable. Il fallait également rechercher une solution permanente au problème afin de prévenir le renouvellement de ces incidents. Aussi était-il indispensable de déterminer les causes de ces incidents. Alors que pour certains le passage répété de la frontière résultait de l'exercice du droit de poursuite concernant des éléments vietcongs utilisant le territoire cambodgien et provenait également du fait que les frontières n'étaient pas matérialisées, pour d'autres les violations de frontière étaient imputables au refus d'accepter et de garantir la neutralité du Cambodge. Le droit de poursuite ne pouvait être retenu et la Charte enjoignait de respecter l'intégrité territoriale de tout Etat Membre.

884. Le Conseil pouvait demander aux parties d'user de modération et aux intéressés d'éviter de pénétrer à l'avenir sur le territoire cambodgien. Si, comme l'avait dit le représentant du Viet-Nam, les frontières étaient insuffisamment matérialisées, le Conseil pouvait autoriser le Secrétaire général à constituer une commission qui prêterait ses bons offices pour matérialiser les frontières et qui pourrait avoir une mission déterminée.

885. Par le biais de cette plainte, le Cambodge avait demandé la convocation de la Conférence de Genève. Il était difficile de ne pas faire droit à sa demande concernant la reconnaissance internationale de son statut d'Etat neutre et de son intégrité territoriale. A l'inverse d'autres pays de l'Asie du Sud-Est, le Cambodge jouissait d'un gouvernement solide et d'une situation politique sereine. Il y avait également des rapports

étroits entre sa demande et les incidents de frontière. Si les auteurs proches ou éloignés de ces incidents voulaient prendre l'engagement de respecter la souveraineté et la neutralité du Cambodge, ces incidents pouvaient être évités. Le Conseil, n'étant pas en mesure de convoquer une conférence de Genève, ne pouvait que souhaiter que les pays membres de la conférence tiennent compte des aspirations les plus légitimes du Cambodge.

886. Le représentant du Cambodge a déclaré que les articles de presse indiquant que le chef de l'Etat cambodgien était favorable à la constitution d'un organisme des Nations Unies pour assurer la surveillance de la frontière étaient fondés sur une citation incomplète tirée d'une déclaration du prince Norodom Sihanouk. Après avoir donné lecture de la totalité du passage relatif à cette question, le représentant du Cambodge a précisé que la position de son gouvernement touchant la Commission internationale de contrôle et la Conférence de Genève restait inchangée. En outre, le Cambodge, sans être hostile aux objectifs limités d'une commission de contrôle que les Nations Unies décideraient d'envoyer, ne saurait prendre à sa charge aucun des frais qu'elle entraînerait.

887. Le représentant du Brésil a déclaré qu'il était malaisé de démêler entièrement les incidents de frontière entre le Cambodge et la République du Viet-Nam du cadre plus large de la situation politique et militaire de la péninsule indochinoise. Sa délégation estimait cependant que le Conseil de sécurité devait se borner provisoirement à examiner la plainte précise présentée par le Cambodge. La matérialité des faits n'avait pas été contestée et l'on comprenait le désir du Cambodge de rechercher une plus grande stabilité le long de ses frontières. Les Etats-Unis et la République du Viet-Nam avaient exprimé leur regret quant à ces incidents et la République du Viet-Nam avait proposé de verser une indemnité équitable aux victimes. Ces deux pays avaient également fait connaître leur désir d'entretenir des relations cordiales avec le Cambodge. Dans ces conditions, le Conseil pouvait inviter les parties à s'abstenir désormais de toute action susceptible de provoquer des frictions entre elles et d'amener de nouveaux incidents. Bien que, par suite de la nature du terrain et de la mauvaise démarcation de la frontière, il pût paraître difficile pour les forces engagées dans des opérations militaires au Viet-Nam du Sud d'éviter soigneusement toute incursion au-delà des frontières, des recommandations devaient néanmoins être adressées aux chefs des troupes opérant dans ce secteur, afin qu'ils limitent leurs activités nettement à l'intérieur de leur propre territoire. Diverses suggestions avaient été faites touchant la mise en place d'un dispositif propre à prévenir de nouveaux incidents. Ce dernier devrait néanmoins, pour être pleinement efficace, être accepté sans réserve par les deux parties et jouir du soutien total du Conseil de sécurité.

888. Le représentant de la Norvège a déclaré qu'il était normal que les récents incidents aient si vivement préoccupé le Cambodge, d'autant plus que ce pays était situé dans une région où un certain nombre de grandes puissances estimaient que des intérêts capitaux étaient en jeu. C'était en envisageant le problème sous cet aspect que le représentant du Cambodge avait expliqué l'importance que son pays attachait à sa politique de neutralité, politique également reconnue par les accords qui constituaient le cadre politique de l'ancienne Indochine. Eu égard à la tension régnant dans la région, la Norvège appuierait une demande adressée par le Con-

seil de sécurité à toutes les parties intéressées pour qu'elles s'abstiennent de tout acte susceptible d'aggraver encore la situation et qu'elles prennent toutes mesures propres à réduire la tension actuelle, ce qui comprendrait le respect des frontières cambodgiennes. En outre, il serait raisonnable que les pertes de vies humaines et les dommages matériels encourus lors des incidents des 7 et 8 mai fassent l'objet d'une juste indemnité.

889. Dans certaines des déclarations faites devant le Conseil, on avait affirmé que la tension régnant dans la zone frontalière était due en partie à une démarcation insuffisante de la frontière. Les parties intéressées semblant être d'accord sur le tracé effectif de la frontière, elles pourraient envisager de prendre des mesures visant à améliorer la démarcation. La délégation norvégienne avait pris note des diverses propositions avancées en vue de prévenir d'autres incidents de frontière et exprimé l'espoir qu'une formule serait trouvée qui donne satisfaction aux parties en cause.

890. Le représentant de la Bolivie, après avoir déclaré que sa délégation s'associait aux regrets et à la tristesse déjà exprimés à la suite des événements survenus à la frontière cambodgienne, événements qui avaient causé des pertes en vies humaines, a ajouté que le Conseil devait, dans l'examen de la question, éviter l'écueil qui consisterait à introduire des facteurs étrangers à la question. Il serait prudent de la part du Conseil de se borner à l'examen de la plainte présentée par le Cambodge. La délégation bolivienne était d'avis qu'il importait, pour assurer la paix dans l'Asie du Sud-Est, que la neutralité du Cambodge soit reconnue et maintenue et que le Conseil de sécurité s'emploie à cette tâche. Toutefois, la délégation bolivienne ne croyait pas le Conseil de sécurité compétent pour se prononcer sur la convocation d'une nouvelle Conférence de Genève. La Bolivie était cependant prête à appuyer tout projet de résolution qui comporterait la reconnaissance de l'intégrité territoriale et de la neutralité du Cambodge. Elle approuverait également la constitution d'un groupe ou d'une commission d'observateurs chargés de surveiller la frontière et d'une commission d'enquête chargée d'examiner les incidents et de recommander toutes mesures propres à en empêcher le retour.

891. A la 1125^{ème} séance du Conseil, le 3 juin, le représentant du Maroc a soumis, au nom de sa propre délégation et de celle de la Côte-d'Ivoire, le projet de résolution suivant (S/5735) :

"Le Conseil de sécurité,

"Considérant la plainte du Gouvernement royal du Cambodge contenue dans le document S/5697,

"Notant les déclarations faites devant le Conseil au sujet de cette plainte,

"Notant avec regret les incidents survenus en territoire cambodgien et la situation existant à la frontière khméro-vietnamienne,

"Prenant acte des excuses et des regrets qui ont été exprimés au Gouvernement royal du Cambodge au sujet de ces incidents et des pertes en vies humaines qui en ont résulté,

"Notant également le désir des Gouvernements du Royaume du Cambodge et de la République du Viet-Nam de parvenir au rétablissement d'une situation pacifique et normale dans leurs relations,

"1) Déplorent les incidents provoqués par la pénétration d'éléments de l'armée de la République du Viet-Nam en territoire cambodgien :

"2) *Demande* qu'une compensation juste et équitable soit offerte au Gouvernement royal du Cambodge;

"3) *Invite* les responsables à prendre toutes les mesures appropriées en vue d'éviter toute nouvelle violation de la frontière du Cambodge;

"4) *Demande* à tous les Etats et autorités et en particulier aux membres de la Conférence de Genève de reconnaître et de respecter la neutralité et l'intégrité territoriale du Cambodge;

"5) *Décide* que trois de ses membres se rendront dans les deux pays et sur les lieux où se sont produits les derniers incidents en vue d'examiner les mesures susceptibles d'en éviter le retour. Ils feront rapport au Conseil de sécurité dans un délai de 45 jours."

892. Expliquant le projet de résolution commun, le représentant du Maroc a indiqué qu'il était destiné à refléter d'aussi près que possible le caractère particulier de la plainte cambodgienne. Les auteurs du projet, tout en se rendant compte que cette plainte ne représentait qu'un aspect d'un problème beaucoup plus vaste, estimaient qu'ils devaient à un premier stade, et ce afin d'éviter des difficultés qu'ils rencontreraient s'ils essayaient de traiter l'ensemble des questions, s'en tenir aux faits dont le Conseil était saisi à la suite de la plainte du Cambodge. L'une des principales demandes du Cambodge concernait la convocation d'une conférence de Genève. Toutefois, certains membres du Conseil étaient d'avis qu'il serait difficile à l'Organisation des Nations Unies de réunir cette conférence ou de recommander toute action dans ce sens, puisque l'activité de cette conférence s'était toujours exercée en dehors de l'Organisation. L'accord régnait toutefois quant à la nécessité de respecter la neutralité du Cambodge et c'était pour cette raison que le paragraphe 4 du dispositif demandait à tous les Etats et autorités, et en particulier aux membres de la Conférence de Genève, de reconnaître et de respecter la neutralité et l'intégrité territoriale du Cambodge.

893. Concernant le paragraphe 5 du dispositif, le représentant du Maroc a indiqué que les auteurs estimaient que, du moment que le Conseil ne se prononçait pas sur la Conférence elle-même, il importait d'autant plus de montrer que le Conseil était disposé à assister le Cambodge. D'autre part, les responsables des incidents avaient exprimé le désir de trouver une solution pacifique. Sans engager la responsabilité du Secrétaire général ou du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, le Conseil pourrait trouver une solution provisoire en se limitant à certains aspects précis de ce problème. Le rapport fait par la mission prévue serait le résultat des contacts qu'elle aurait établis avec les gouvernements intéressés et des inspections effectuées sur les lieux où s'étaient déroulés les plus récents incidents. La mission serait donc en mesure de compléter des renseignements dont disposait déjà le Conseil.

894. Le représentant de la Tchécoslovaquie a déclaré que sa délégation prenait note des éléments positifs du projet de résolution, notamment là où l'accent était mis sur la nécessité de reconnaître et de respecter la neutralité et l'intégrité territoriale du Cambodge. Il lui semblait néanmoins que l'on essayait d'effacer les responsabilités en qualifiant d'"incidents" les actes d'agression et en ne nommant pas leurs auteurs. Au surplus, le rôle des Etats-Unis dans la guerre du Viet-Nam du Sud étant de notoriété publique, la responsabilité de ces actes n'aurait pas dû être limitée à

l'armée de la République du Viet-Nam, comme cela était le cas au paragraphe 1 du dispositif. La délégation tchécoslovaque ne considérait pas que la mesure prévue au paragraphe 5 puisse contribuer efficacement à assurer la paix à la frontière. Le Gouvernement cambodgien affirmait que la Commission internationale de contrôle, établie par les accords de Genève, constituait le mécanisme nécessaire pour observer et surveiller la frontière, et le Conseil ne devait rien entreprendre de nature à porter préjudice au fonctionnement de cet organisme.

895. Le représentant de l'URSS a déclaré que, un cas d'agression ayant été constaté, on pouvait logiquement attendre du Conseil de sécurité une condamnation décisive et sans équivoque des actes d'agression commis par les Etats-Unis et le "régime de Saigon". En fait, seule une formule extrêmement modérée du projet disait que le Conseil déplorait les incidents, mais ne désignait même pas les responsables desdits incidents. Ainsi que l'avait déjà relevé le représentant de la Tchécoslovaquie, le paragraphe 1 du dispositif ne mentionnait pas les Etats-Unis dont les unités, de l'aveu même du représentant de ce pays, avaient participé à ces opérations. Le paragraphe 5 était incompatible avec le reste du projet de résolution et il serait préférable de le supprimer. Puisque la Commission internationale de contrôle était déjà en fonction dans cette région, il n'était nul besoin d'y mettre en place un organisme supplémentaire.

896. Le représentant des Etats-Unis a déclaré qu'en dépit des tentatives répétées de l'Union soviétique visant à mettre en cause les Etats-Unis dans les prétendus actes d'agression commis contre le Cambodge ces incidents étaient dus au fait que des éléments vietcongs, organisés, commandés et approvisionnés par le régime d'Hanoï, avaient constamment cherché à utiliser le territoire cambodgien. La Commission internationale de contrôle que l'Union soviétique avait proposée comme un remède à la situation s'était révélée absolument incapable de traiter de façon efficace les problèmes de l'Asie du Sud-Est, en raison de sa composition tripartite et de sa procédure prévoyant l'usage du droit de veto. Il n'y avait aucune raison de penser que la Commission puisse faire mieux à l'avenir.

897. A la 1126ème séance du Conseil, le 4 juin, le représentant du Maroc a déclaré que les observations relatives au projet de résolution commun (S/5735) faites par les représentants de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques rejoignaient certaines préoccupations des auteurs eux-mêmes. Toutefois, afin de trouver une solution qui recueille l'accord général, ils avaient dû faire abstraction de leurs propres vues et ils avaient inclus le paragraphe 5 du dispositif parce qu'ils estimaient qu'il était du devoir du Conseil de donner une suite positive à la plainte présentée par le Cambodge. Tandis que les problèmes politiques qui se greffaient sur la plainte pouvaient être traités en dehors du Conseil, les auteurs estimaient que la désignation d'une commission permettrait de faire face à la situation actuelle. La Commission devrait rassembler des informations aussi larges que possible, recueillies auprès des responsables dans les deux pays, afin de présenter au Conseil un rapport qui pourrait se révéler utile en vue d'une action ultérieure.

898. Le représentant de l'URSS a de nouveau exprimé le point de vue de sa délégation: le projet de résolution aurait dû condamner en termes nets et non

équivoques les actes d'agression commis par les forces des Etats-Unis et du Viet-Nam du Sud contre le Cambodge; d'autre part le paragraphe 5 du dispositif n'était pas justifié et ne s'accordait pas avec le reste du projet. La délégation de l'Union soviétique ne pouvait appuyer ce paragraphe et demandait qu'il fasse l'objet d'un vote par division.

899. Exprimant le point de vue de sa délégation, le représentant de la Chine a déclaré que le mot "déplore" au paragraphe 1 du dispositif était trop fort. Un terme exprimant les regrets serait plus approprié puisque ces incidents étaient dus à la pénétration accidentelle d'éléments de l'armée du Viet-Nam. En outre, la situation existant à la frontière vietnamo-cambodgienne, situation qui était la cause première de ces passages accidentels de la frontière, était encore plus regrettable. De ce fait, le paragraphe 5 du dispositif, qui demandait d'éviter "toute nouvelle violation de la frontière du Cambodge", aurait dû la définir comme "la frontière entre le Cambodge et le Viet-Nam". La délégation chinoise se félicitait à cet égard du paragraphe 5 du dispositif qui fournissait aux Nations Unies un moyen de contribuer efficacement à la stabilisation de la frontière entre le Cambodge et le Viet-Nam.

Décision: *A la 1125ème séance, tenue le 3 juin 1964, le paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution présenté par la Côte-d'Ivoire et le Maroc (S/5735) a été adopté par 9 voix contre 3, avec 2 abstentions (Tchécoslovaquie, URSS). L'ensemble du projet de résolution a été adopté à l'unanimité (S/5741).*

900. Le 5 juin, le Président du Conseil de sécurité a désigné le Brésil, la Côte-d'Ivoire et le Maroc pour remplir la mission prévue au paragraphe 5 de la résolution du 4 juin 1964 (S/5741).

C. — Communications ultérieures

901. Par lettre en date du 1er juin 1964 (S/5728), le Ministre des affaires étrangères du Cambodge a déclaré que la position prise par le représentant du Royaume-Uni à la 1121ème séance du Conseil de sécurité, tenue le 25 mai, était en contradiction flagrante avec la position du Gouvernement britannique telle qu'elle apparaissait dans une lettre adressée le 9 janvier 1964 au chef de l'Etat du Cambodge par M. Richard Butler, ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni et coprésident de la Conférence de Genève. Alors que le représentant du Royaume-Uni avait déclaré que la Commission internationale de contrôle n'était pas en mesure de mener à bien la mission réclamée par le Cambodge et que le Conseil de sécurité devait, à cet effet, mettre en place un nouveau mécanisme, son ministre des affaires étrangères avait présenté deux projets de déclaration et un projet de protocole, qui avaient été acceptés par le Gouvernement cambodgien. Le projet de protocole du Royaume-Uni ne proposait pas seulement que la Commission internationale de contrôle mène des enquêtes et exerce son contrôle, il déclarait aussi que "les conclusions et recommandations de la Commission résultant de ces enquêtes seraient adoptées à la majorité". De plus, le représentant du Royaume-Uni avait omis de mentionner un projet de protocole présenté par le Cambodge, aux termes duquel la Commission internationale de contrôle serait priée de créer des "groupes mobiles appropriés au sein desquels les trois Etats membres de ladite Commission seraient représentés à égalité", et des postes de contrôle seraient installés en nombre

suffisant de manière à assurer l'efficacité du système de surveillance et de contrôle.

902. Par lettre en date du 19 juin 1964 (S/5777), le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'il n'y avait pas contradiction entre la déclaration du 25 mai au Conseil de sécurité et la lettre du Secrétaire aux affaires étrangères du Royaume-Uni en date du 9 janvier 1964 puisqu'elles avaient trait à deux problèmes distincts. La responsabilité que la pièce jointe à la lettre de M. Butler envisageait de confier à la Commission internationale de contrôle était expressément limitée par les mots "sur le territoire du Royaume du Cambodge". Le Conseil de sécurité, quant à lui, était saisi du problème d'un différend entre le Royaume du Cambodge et la République du Viet-Nam, provoqué par certains incidents de frontières postérieurs à la lettre de M. Butler datée du 9 janvier. Au cours de l'examen de cette question, diverses mesures avaient été proposées au Conseil de sécurité pour empêcher le renouvellement d'incidents analogues. Une nouvelle situation s'étant ainsi créée, le Gouvernement du Royaume-Uni était libre de proposer une nouvelle solution. Le Cambodge lui-même, en s'en remettant au Conseil de sécurité, avait transféré le problème de la scène genevoise à la scène new-yorkaise. Il était donc à présumer que le Gouvernement cambodgien avait voulu voir s'accomplir les conséquences naturelles de son initiative, c'est-à-dire voir le Conseil de sécurité proposer une solution qui fasse appel aux organes des Nations Unies.

903. Par lettre en date du 15 juin (S/5765), le représentant du Cambodge a allégué que le 11 juin une trentaine d'avions et d'hélicoptères des forces armées de la République du Viet-Nam avaient bombardé et mitraillé le village cambodgien de Tralokbek, Khum de Daung, province de Svay Rieng, causant des dégâts matériels très importants. Il ajoutait que le village avait été également attaqué par les forces terrestres de la République du Viet-Nam le 18 mai 1964.

904. Par lettre en date du 2 juillet (S/5799), le Ministre des affaires étrangères de la République du Viet-Nam a déclaré que les opérations entreprises les 18 mai et 11 juin par les forces armées du Viet-Nam s'étaient déroulées sur le territoire vietnamien et avaient eu pour but d'identifier et éventuellement de détruire certaines bases vietcongs situées en territoire vietnamien. L'avion d'observation n'avait constaté aucune violation de la frontière vietnamo-cambodgienne. Il n'était cependant pas impossible qu'au cours de la riposte déclenchée par mesure défensive des roquettes se soient égarées et aient été ultérieurement récupérées par les habitants de Tralokbek, vu la proximité de cette localité par rapport à l'endroit visé par l'opération. Au cas où certaines roquettes auraient éclaté en dehors de l'objectif assigné, occasionnant par là même des accidents matériels audit village, la République du Viet-Nam serait prête à assumer sa part de responsabilité en acceptant de dédommager les victimes.

905. Dans une série de lettres en date des 17 juin (S/5770), 26 juin (S/5786), 29 juin (S/5787), 2 juillet (S/5796), 7 juillet (S/5804), 9 juillet (S/5810) et 13 juillet (S/5814), le représentant du Cambodge attirait l'attention du Conseil de sécurité sur les nouvelles violations du territoire et de l'espace aérien cambodgiens qui auraient été commises par les forces armées de la République du Viet-Nam.

Deuxième partie

AUTRES QUESTIONS EXAMINEES PAR LE CONSEIL

Chapitre 10

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES

A. — Demande d'admission de Zanzibar

906. Par un télégramme en date du 10 décembre 1963 (S/5478), le Premier Ministre de Zanzibar a demandé l'admission de Zanzibar à l'Organisation des Nations Unies et déclaré que son pays acceptait les obligations de la Charte. Le Conseil de sécurité a examiné la demande d'admission de Zanzibar à sa 1084^{ème} séance, le 16 décembre 1963. Le Ghana, le Maroc et le Royaume-Uni ont présenté le projet de résolution ci-après (S/5483 et Add.1) :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la demande d'admission de Zanzibar à l'Organisation des Nations Unies,

"Recommande à l'Assemblée générale d'admettre Zanzibar à l'Organisation des Nations Unies."

907. Après avoir entendu tous ses membres, le Conseil a procédé au vote sur le projet de résolution commun.

Décision: *A la 1084^{ème} séance, tenue le 16 décembre 1963, le projet de résolution présenté par le Ghana, le Maroc et le Royaume-Uni (S/5483 et Add.1) a été adopté à l'unanimité (S/5486).*

B. — Demande d'admission du Kenya

908. Par un télégramme en date du 12 décembre 1963 (S/5482) le Premier Ministre du Kenya a sollicité l'admission du Kenya à l'Organisation des Nations Unies. Il a déclaré que le Kenya acceptait sans réserve les obligations de la Charte.

909. Le Conseil de sécurité a examiné cette demande d'admission à sa 1084^{ème} séance, le 16 décembre. Le Ghana, le Maroc et le Royaume-Uni ont présenté le projet de résolution ci-après (S/5484 et Add.1) :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la demande d'admission du Kenya à l'Organisation des Nations Unies,

"Recommande à l'Assemblée générale d'admettre le Kenya à l'Organisation des Nations Unies."

910. Après avoir entendu tous ses membres, le Conseil a procédé au vote sur le projet de résolution commun.

Décision: *A la 1084^{ème} séance, tenue le 16 décembre 1963, le projet de résolution présenté par le Ghana, le Maroc et le Royaume-Uni (S/5483 et Add.1) a été adopté à l'unanimité (S/5487).*

Chapitre 11

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

A. — Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice

911. Conformément à l'Article 7 du Statut de la Cour internationale de Justice, le Secrétaire général a transmis à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, le 12 août 1963, la liste des candidats présentés par les groupes nationaux (S/5388) pour l'élection de cinq membres de la Cour en vue de pourvoir les sièges qui deviendraient vacants le 5 février 1964 à l'expiration du mandat de cinq juges.

912. A ses 1071^{ème} et 1072^{ème} séances, tenues le 21 octobre, le Conseil de sécurité a procédé au vote au scrutin secret sur les candidatures contenues dans la liste (S/5388 et Add.1 à 7 et Corr.1 et 2, S/5441, S/5442 et Corr.1). Au premier tour de scrutin, les six candidats suivants ont reçu la majorité absolue requise : M. Luis Padilla Nervo (Mexique), 9 voix ; M. André Gros (France), 8 voix ; M. Fouad Ammoun (Liban), 7 voix ; sir Gerald Fitzmaurice (Royaume-Uni), 7 voix ; M. Isaac Forster (Sénégal), 6 voix ; M. Muhammad Zafrulla Khan (Pakistan), 6 voix.

913. Un nombre de candidats supérieur au nombre requis ayant obtenu la majorité absolue au premier tour de scrutin, le Conseil a procédé à un second vote sur toutes les candidatures, conformément au précédent cité par le Secrétaire général dans son memorandum (S/5390) sur la procédure antérieurement suivie par le Conseil et par l'Assemblée pour les élections à la Cour internationale. Au deuxième tour de scrutin, six candidats ont à nouveau obtenu la majorité requise : M. Padilla Nervo, 9 voix ; M. Gros, 8 voix ; sir Gerald Fitzmaurice, 7 voix ; M. Zafrulla Khan, 7 voix ; M. Ammoun, 6 voix ; M. Forster, 6 voix.

914. Le Conseil a alors procédé à un troisième tour de scrutin, à l'issue duquel le Président a annoncé que les noms des cinq candidats ayant obtenu la majorité requise seraient communiqués au Président de l'Assemblée générale. Il s'agissait de : M. Padilla Nervo (9 voix) ; sir Gerald Fitzmaurice (8 voix) ; M. Gros (8 voix) ; M. Zafrulla Khan (7 voix) et M. Forster (6 voix). Le Président a ensuite annoncé qu'au cours du vote auquel procédait simultanément l'Assemblée générale M. Gros, sir Gerald Fitzmaurice, M. Padilla

Nervo, M. Zafrulla Khan et M. Ammoun avaient obtenu la majorité requise. M. Gros, sir Gerald Fitzmaurice, M. Padilla Nervo et M. Zafrulla Khan ayant obtenu la majorité requise dans les deux organes, le Président a déclaré ces quatre candidats élus membres de la Cour internationale de Justice.

915. Quatre sièges seulement ayant été pourvus, le Conseil, conformément à l'Article 11 du Statut de la Cour et à l'article 61 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, a tenu une autre séance (la 1072ème) pour pourvoir le siège demeurant vacant à la Cour internationale de Justice. Au premier tour de scrutin, M. Isaac Forster (Sénégal) a obtenu 6 voix et le Président a informé le Président de l'Assemblée générale que ce candidat avait obtenu la majorité requise. Le Président a ensuite annoncé que M. Forster avait également obtenu la majorité requise lors du vote à l'Assemblée générale. Il l'a donc déclaré élu membre de la Cour internationale de Justice.

B. — Communications relatives à la conduite des élections

916. Par une lettre en date du 22 octobre 1963 (S/5445), le représentant permanent du Liban a demandé, d'ordre de son gouvernement, qu'il soit pris acte de l'opinion de celui-ci selon laquelle le résultat du vote démontrait que la procédure suivie était illogique, injuste et non démocratique puisque M. Ammoun, qui avait obtenu une nette majorité au premier tour de scrutin tant au Conseil qu'à l'Assemblée générale, n'avait pas été élu. Le Gouvernement libanais protestait et estimait que la procédure devait être révisée à l'avenir dans l'intérêt de la justice et pour maintenir la confiance dans les procédures et les règles de l'Organisation des Nations Unies, en particulier la confiance des petites nations.

917. Le 31 octobre, le Secrétariat a publié une note (S/5449) expliquant la procédure suivie par le Président du Conseil de sécurité, qui se fondait sur le "Mémoire du Secrétaire général" (S/5390). Cette note soulignait que le Statut de la Cour internationale de Justice prévoyait, au paragraphe 1 de l'Article 10, que les candidats ayant réuni la majorité absolue des voix à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité seraient élus. La question de la procédure à suivre dans le cas où plus de cinq candidats obtiendraient

la majorité absolue avait fait l'objet d'une discussion détaillée lors de la 567ème séance du Conseil de sécurité, le 6 décembre 1951, et, après avoir examiné un certain nombre de procédures possibles, le Conseil avait décidé, par 9 voix contre une, avec une abstention, de reprendre le vote tout entier afin d'élire cinq candidats. La même situation avait été résolue de la même manière à la 681ème séance, le 7 octobre 1954, ainsi qu'à la 1071ème séance. La note du Secrétariat faisait en outre observer que, ni à la 1071ème séance du Conseil ni à la douzième ou à la quinzième session de l'Assemblée générale, aucun membre n'avait proposé que le Conseil envisage la possibilité de modifier la procédure adoptée antérieurement et qu'aucun Etat Membre n'avait demandé que le Conseil revoie sa procédure pendant la période qui s'était écoulée entre le moment où le mémorandum du Secrétaire général avait été distribué et celui où l'élection avait eu lieu.

918. Par une lettre en date du 21 novembre (S/5461), le représentant du Liban a transmis au Secrétaire général une note de sa délégation commentant la note du Secrétariat. Après avoir rappelé les dispositions du paragraphe 1 de l'Article 10 du Statut, exigeant la majorité absolue pour l'élection d'un membre, et celles de l'Article 11 prévoyant une deuxième et une troisième séance d'élection si un ou plusieurs sièges restaient à pourvoir, la délégation libanaise aboutissait, dans sa note, à la conclusion que, si un candidat obtenait la majorité requise au premier tour de scrutin tant au Conseil qu'à l'Assemblée générale, il devait être élu. Le Statut ne prévoyait nulle part qu'il fallait procéder à autant de tours de scrutin qu'il était nécessaire pour que cinq candidats seulement réunissent la majorité absolue. Selon la délégation libanaise, le problème qui se posait lorsque six candidats réunissaient la majorité absolue au premier tour de scrutin devait être résolu par la stricte application du paragraphe 1 de l'Article 10; en d'autres termes, les deux organes devaient s'ajourner après le premier tour de scrutin et, après consultation entre leurs présidents, les candidats qui avaient réuni la majorité absolue des voix dans les deux organes devaient être élus. La délégation libanaise exprimait à nouveau l'avis que la procédure devait être révisée à l'avenir et notait que cette révision pourrait faire l'objet d'une question qui serait inscrite à l'ordre du jour de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale.

Troisième partie
COMITE D'ETAT-MAJOR

Chapitre 12

TRAVAUX DU COMITE D'ETAT-MAJOR

919. Pendant la période considérée, le Comité d'état-major a exercé ses fonctions d'une façon permanente, conformément à son règlement intérieur provisoire, et s'est réuni 26 fois sans examiner de questions de fond.

Quatrième partie

QUESTIONS PORTEES A L'ATTENTION DU CONSEIL DE SECURITE, MAIS QUE CE DERNIER N'A PAS DISCUTEES PENDANT LA PERIODE CONSIDEREE

Chapitre 13

COMMUNICATIONS RELATIVES AUX RELATIONS ENTRE HAÏTI ET LA REPUBLIQUE DOMINICAINE

920. Par une lettre en date du 18 juillet 1963 (S/5373), le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA) a communiqué au Conseil de sécurité, conformément à l'Article 54 de la Charte des Nations Unies, le texte d'une résolution sur le différend entre la République Dominicaine et Haïti adoptée par le Conseil de l'OEA, ainsi que le texte des premier et deuxième rapports présentés au Conseil de l'OEA par sa commission d'enquête.

921. Dans un télégramme en date du 5 août (S/5383), le Ministre des affaires étrangères d'Haïti a fait savoir au Président du Conseil de sécurité que son gouvernement avait demandé de convoquer le Conseil de l'OEA pour connaître d'un acte d'agression armée commis contre la République d'Haïti dans la nuit du 4 au 5 août 1963 à partir du territoire de la République Dominicaine. Il indiquait que le Gouvernement haïtien se réservait le droit, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et au cas où l'organisme régional ne serait pas en mesure de le faire faute de moyens adéquats, d'intervenir dans cette situation des Caraïbes qui menaçait la paix continentale.

922. Dans des lettres en date des 6, 21 et 22 août (S/5387, S/5398, S/5404), le Secrétaire général de l'OEA a informé le Conseil de sécurité des nouvelles mesures prises par le Conseil de l'OEA au sujet de la plainte déposée par Haïti.

923. Dans une lettre en date du 30 août (S/5411), le Ministre des affaires étrangères d'Haïti a demandé de convoquer d'urgence le Conseil de sécurité pour qu'il réexamine la question haïtiano-dominicaine, de nouveaux actes d'hostilité de la part de la République Dominicaine contre Haïti menaçant la sécurité de l'hémisphère et la paix internationale.

924. Dans une lettre en date du 3 septembre (S/5416 et Corr.1) adressée au Président du Conseil de sécurité, Haïti a retiré sa demande de convocation du Conseil de sécurité, tout en notant que, si cette décision d'Haïti traduisait le désir de coopérer avec la juridiction régionale dans la recherche d'une solution juste et efficace de la question, elle ne dessaisissait pas pour autant l'Organisation des Nations Unies de la plainte d'Haïti, laquelle était maintenue à l'ordre du jour du Conseil.

925. Dans une lettre en date du 12 septembre (S/5430), Haïti a transmis au Conseil de sécurité copie d'un mémorandum du Ministère des affaires étrangères d'Haïti relatif à la procédure de conciliation entreprise par l'organe provisoire de consultation de l'OEA sur le différend haïtiano-dominicain, ainsi que des lettres

adressées le 3 septembre 1963 au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et au Président du Conseil de sécurité. Dans son mémorandum, Haïti critiquait les procédures suivies par l'OEA dans l'examen de la plainte déposée par Haïti contre la République Dominicaine et exposait les raisons pour lesquelles Haïti rejetait un projet de déclaration recommandé par la Commission d'enquête de l'OEA en vue de résoudre le différend.

926. Dans un télégramme en date du 23 septembre (S/5433), Haïti a informé le Conseil de sécurité que, tôt le matin du même jour, des bandes armées commandées par l'ex-capitaine Blucher Philogène avaient traversé la frontière haïtiano-dominicaine pour attaquer le quartier général du district d'Ouanaminthe, après une préparation d'artillerie consistant en tirs de mortiers basés en République Dominicaine. Le télégramme ajoutait que les forces haïtiennes avaient repoussé cette attaque. Le même jour, le secrétaire général de l'OEA transmettait au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le texte d'un télégramme (S/5431) adressé aux Présidents d'Haïti et de la République Dominicaine, dans lequel le Président du Conseil de l'OEA se référait aux graves frictions dans la région frontière haïtiano-dominicaine et adressait un appel aux deux Présidents afin qu'ils évitent des actes qui inquiètent le Conseil de l'OEA. Le Président ajoutait que la Commission d'enquête, qui avait déjà accompli un travail important destiné à aplanir les difficultés, se rendrait immédiatement dans la région pour rechercher, en coopération avec les deux gouvernements, une formule permettant de rétablir et d'assurer la paix et la sécurité dans cette région.

927. Dans un télégramme en date du 1er juillet 1964 (S/5793) adressé au Président du Conseil de sécurité, le Secrétaire d'Etat des affaires étrangères d'Haïti a accusé le régime institué en République Dominicaine en septembre 1963 d'avoir préparé et financé, en violation des conventions interaméricaines et de la Charte des Nations Unies, une invasion du territoire haïtien à partir du sol dominicain, avec la participation d'éléments haïtiens et dominicains. Le 29 juin 1964, les forces d'invasion avaient débarqué à Lagon des Huitres, section rurale de la commune de Belle Anse, dans le département du Sud-Ouest, et s'étaient livrées à des actes de violence. En outre, de nouvelles forces d'invasion étaient sur le point de débarquer en d'autres points du territoire haïtien. Les violations renouvelées de l'intégrité territoriale d'Haïti obligeaient le Gouvernement haïtien à lancer un avertissement solennel au

Gouvernement dominicain et à adopter les mesures indiquées pour faire respecter les droits souverains d'Haïti.

928. Dans une autre communication en date du 5 juillet (S/5808) adressée au Président du Conseil de sécurité, Haïti s'est plainte de ce que, les 4 et 5 juillet, des bâtiments de guerre dominicains se soient trouvés à une distance de moins de trois milles de la côte haïtienne, violant les eaux territoriales d'Haïti. Ce nouvel acte d'agression de la part du Gouvernement dominicain contre Haïti représentait une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et de la charte de l'Organisation des Etats américains.

929. Dans une lettre en date du 8 juillet (S/5809) adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant permanent de la République Dominicaine s'est référé au télégramme du Gouvernement haïtien, en date du 1er juillet, et a transmis au Conseil, pour information, une déclaration que le Ministère des affaires étrangères de la République Dominicaine avait fait remettre au Gouvernement haïtien par l'intermédiaire de l'ambassade de Colombie à Port-au-Prince et dans laquelle la République Dominicaine rejetait catégoriquement les accusations formulées par Haïti, indiquant que le Gouvernement dominicain avait invité la Commission de la paix de l'OEA à entreprendre une enquête en vue de clarifier la situation.

Chapitre 14

RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES FAITS NOUVEAUX RELATIFS AU YEMEN

930. Le 4 septembre 1963, le Secrétaire général a fait savoir (S/5412) au Conseil de sécurité que la Mission d'observation au Yémen avait commencé à opérer le 4 juillet. Il a noté que la Mission n'avait d'autre tâche que d'observer, d'attester et de rendre compte et que, de fait, elle ne serait pas à même d'assumer des fonctions plus étendues avec le personnel, le matériel et les fonds dont elle disposait. De plus, la Mission au Yémen s'était heurtée à des difficultés exceptionnelles en raison de conditions matérielles extrêmement dures. Les deux parties avaient adressé différentes plaintes à la Mission, qui les avait examinées lorsqu'il y avait lieu et qu'elle pouvait le faire. En résumé, le Secrétaire général déclarait qu'il était évident que la tâche de la Mission ne serait pas menée à bien avant l'expiration, le 4 septembre, de la période de deux mois. En conséquence, il avait cherché à obtenir et obtenu des deux parties l'assurance qu'elles continueraient de défrayer les dépenses de l'opération au Yémen pour une nouvelle période de deux mois.

931. Le 28 octobre, le Secrétaire général a fait savoir (S/5447) que le Gouvernement de l'Arabie Saoudite soutenait qu'il ne fournissait plus de matériel de guerre aux royalistes, mais que l'autre partie n'avait pas retiré le gros de ses forces militaires du Yémen. En revanche, la République arabe unie affirmait que le maintien de l'aide fournie par l'Arabie Saoudite aux royalistes constituait l'obstacle le plus sérieux au retrait des forces de la République arabe unie de cette région. Les parties s'accordaient à penser qu'il serait souhaitable et utile de maintenir au-delà du 4 novembre une présence des Nations Unies sous une forme ou une autre, qui ne comporterait pas nécessairement des éléments militaires. Le Gouvernement de l'Arabie Saoudite précisait toutefois qu'en raison de la non-exécution de l'accord de désengagement l'Arabie Saoudite n'était pas disposée à assumer une partie des dépenses de la Mission au-delà du 4 novembre. Dans ces circonstances, concluait le Secrétaire général, il était devenu nécessaire de retirer la Mission le 4 novembre au plus tard alors même que le maintien d'une présence des Nations Unies au Yémen fût très utile et pût même être indispensable à un règlement rapide du problème du Yémen.

932. Le 31 octobre, le Secrétaire général a fait savoir (S/5447/Add.1) que le Gouvernement de l'Arabie Saoudite avait décidé de participer au financement de la Mission des Nations Unies au Yémen

pour une période supplémentaire de deux mois à compter du 5 novembre. Le Secrétaire général avait donc ordonné l'arrêt des préparatifs entrepris en vue de retirer la Mission des Nations Unies. Le 11 novembre, le Secrétaire général a en outre informé le Conseil de sécurité (S/5447/Add.2) que, bien qu'il n'y eût pas lieu de convoquer le Conseil au sujet de la prolongation du mandat de la Mission, il avait consulté officieusement les membres du Conseil pour s'assurer que le maintien de la Mission ne soulèverait pas d'objection.

933. Le 2 janvier 1964, le Secrétaire général a présenté un nouveau rapport (S/5501) sur le déroulement de la Mission d'observation et sur la mise en œuvre des conditions du désengagement pendant la période du 29 octobre 1963 au 2 janvier 1964. Il lui paraissait souhaitable que la Mission d'observation militaire dotée d'un mandat limité fût complétée par une présence politique des Nations Unies qui, grâce à des entretiens d'information avec les parties intéressées, pourrait jouer un rôle plus positif en encourageant l'application de l'accord de désengagement. Il avait donc désigné, le 4 novembre, M. Pier P. Spinelli, sous-secrétaire et directeur de l'Office européen des Nations Unies, comme représentant spécial du Secrétaire général au Yémen et chef de la Mission d'observation au Yémen.

934. En conclusion, le Secrétaire général déclarait que les observations de l'UNYOM et les déclarations des parties tendaient à confirmer les vues exprimées dans son précédent rapport, à savoir que l'Arabie Saoudite n'avait fourni aucune aide militaire appréciable aux royalistes. Toutefois, il semblait établi que les autorités saoudiennes donnaient certains encouragements aux royalistes. En outre, les observations de l'UNYOM tendaient à confirmer qu'il y avait eu une réduction substantielle des forces de la RAU au Yémen correspondant au retrait de quelque 4 000 hommes pendant la période considérée. Toutefois, l'activité aérienne de la RAU semblait avoir augmenté et être dirigée, dans certains cas, contre des objectifs non militaires sans importance tactique.

935. Après avoir procédé à des consultations pour déterminer s'il serait souhaitable de maintenir la Mission, M. Spinelli avait été informé par la République arabe unie et par l'Arabie Saoudite que ces pays accepteraient que la Mission continue à fonctionner pendant deux mois encore, jusqu'au 4 mars

1964, bien qu'à son avis cette période ne fût pas assez longue pour que l'on puisse s'attendre à voir régler complètement le problème. Des consultations officielles lui avaient permis de s'assurer que les membres du Conseil de sécurité ne s'opposaient pas à ce qu'il maintienne la Mission d'observation au Yémen en activité pendant au moins deux mois encore, et même plus longtemps si cela se révélait nécessaire et si les deux gouvernements intéressés étaient disposés à prendre à leur charge les dépenses correspondantes. Par la suite, il a été indiqué (S/5501/Add.1) que ce maintien en activité de la Mission ne soulevait pas d'objection de la part des membres du Conseil.

936. Le 3 mars, le Secrétaire général a présenté un nouveau rapport (S/5572) portant sur la période du 3 janvier au 3 mars 1964. Il y signalait que le Yémen se trouvait dans une impasse politique et militaire dont il ne pourrait guère sortir tant que l'intervention étrangère se poursuivrait de part ou d'autre. Les facteurs encourageants, poursuivait le Secrétaire général, étaient une identité de vues et d'objectifs croissante des pays du monde arabe depuis la Conférence des chefs d'Etat arabes tenue au Caire et l'amélioration qui en était résultée dans les relations entre l'Arabie Saoudite et la République arabe unie. Le Secrétaire général et son représentant spécial avaient pris l'initiative d'inviter instamment les deux gouvernements intéressés à s'entretenir directement de la question, et les mêmes efforts avaient été entrepris par une mission représentant les Présidents de l'Algérie et de l'Irak. L'Arabie Saoudite et la République arabe unie leur avaient notifié leur accord au sujet du maintien en activité de la Mission d'observation jusqu'au 4 mai 1964. Se conformant à la procédure de consultations officielles suivie en novembre 1963, le Secrétaire général s'était assuré auprès des membres du Conseil que, vu les circonstances, ce maintien ne souleverait pas d'objection.

937. Le 3 mai, le Secrétaire général a présenté un rapport (S/5681) portant sur la période du 3 mars au 3 mai 1964. Il a déclaré que les observateurs de l'ONU stationnés à la frontière nord entre l'Arabie Saoudite et le Yémen n'avaient observé aucun mouvement de matériels militaires et que les autorités yéménites et celles de la RAU soutenaient maintenant que les armes provenaient de la région de Beihan (Arabie du Sud). Les effectifs de la RAU au Yémen n'avaient pas diminué (peut-être même avaient-ils légèrement augmenté) et rien ne paraissait annoncer la fin effective des combats.

938. La Mission ayant contribué à améliorer la situation le long de la frontière nord, et étant donné

les négociations prochaines sur le problème du Yémen entre le président Nasser et le prince Feisal, le Secrétaire général proposait de maintenir la Mission pendant deux mois de plus, jusqu'au 4 juillet 1964. Les Gouvernements de l'Arabie Saoudite et de la République arabe unie avaient accepté cette suggestion. Aucune objection n'ayant été soulevée par les membres du Conseil, le Secrétaire général a fait savoir (S/5681/Add.1) que la Mission avait été maintenue en activité.

939. Le 2 juillet, dans un rapport (S/5794) portant sur la période du 4 mai au 4 juillet, le Secrétaire général a indiqué que, d'après les observateurs stationnés à la frontière nord, il y avait eu un mouvement continu, quoique faible, de matériels civils, mais qu'on n'avait observé aucun mouvement de matériels militaires. On estimait en outre que l'effectif total des forces de la RAU au Yémen avait été réduit d'environ 3 000 hommes. La formation au Yémen d'un nouveau gouvernement au début du mois de mai n'avait jusqu'alors conduit à aucun arrangement avec les dirigeants royalistes. Les opérations militaires restaient apparemment dans l'impasse au Yémen et, malgré un léger progrès, l'application de l'accord de désengagement était encore loin d'être complète, s'agissant des troupes de la RAU. Le Secrétaire général était fermement convaincu que l'on ne pourrait progresser réellement que par des discussions à un échelon élevé entre le prince Feisal et le président Nasser, mais rien ne paraissait indiquer qu'une réunion de cette nature fût imminente. Estimant que la Mission d'observation avait contribué à supprimer la menace à la paix et à la sécurité internationales que comportait le problème du Yémen et à sauvegarder les possibilités de négociations, le Secrétaire général proposait de maintenir la Mission pendant deux mois de plus, après le 4 juillet. Il ne le faisait pas sans une certaine hésitation, et il renouvelait son appel aux parties en cause pour qu'elles se réunissent à l'échelon le plus élevé afin d'assurer rapidement la pleine application de l'accord de désengagement. Si cette nouvelle période de deux mois ne devait marquer aucun progrès sensible, il serait difficile au Secrétaire général d'envisager une nouvelle prorogation de la Mission avec le mandat qui lui avait été assigné. Les deux gouvernements intéressés ayant accepté la suggestion de proroger la Mission d'observation jusqu'au 4 septembre et les membres du Conseil n'ayant formulé aucune objection, le Secrétaire général se proposait de maintenir la Mission jusqu'à cette date. Le 3 juillet, le Secrétaire général a informé le Conseil (S/5794/Add.1) que la Mission avait en fait été prorogée comme il l'avait proposé.

Chapitre 15

COMMUNICATIONS CONCERNANT LA SITUATION AU SUD-OUEST AFRICAIN

940. Dans une lettre en date du 26 juillet 1963, le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a transmis au Conseil de sécurité le texte du rapport du Comité sur le Sud-Ouest africain (S/5375). Ce rapport a été communiqué au Conseil de sécurité en application d'une résolution adoptée le 10 mai 1963, dans laquelle le Comité spécial a notamment décidé "d'attirer l'attention du Conseil de sécurité sur

la situation critique existant au Sud-Ouest africain, dont la prolongation constituait une menace grave pour la paix et la sécurité internationales".

941. Dans une lettre en date du 14 novembre 1963 (S/5455), le Président de l'Assemblée générale a transmis au Conseil de sécurité le texte de la résolution 1899 (XVIII) que l'Assemblée générale a adoptée le 13 novembre 1963 et dans laquelle elle a notamment décidé d'attirer l'attention du Conseil de sécurité sur la

situation critique existant au Sud-Ouest africain, "dont la prolongation constituait une grave menace à la paix et à la sécurité internationales".

942. Dans une lettre en date du 10 janvier 1964 (S/5515), le Secrétaire général a transmis au Conseil de sécurité le texte de la résolution 1979 (XVIII), adoptée le 17 décembre 1963, dans laquelle l'Assemblée générale a condamné le Gouvernement de la République

sud-africaine pour son refus de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et pour son inobservation des résolutions de l'Assemblée générale en ce qui concerne le Sud-Ouest africain et prié le Conseil de sécurité d'examiner la situation critique existant au Sud-Ouest africain.

Chapitre 16

RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL CONCERNANT LA SITUATION DANS LA REPUBLIQUE DU CONGO (LEOPOLDVILLE)

943. Le 17 septembre 1963, le Secrétaire général a fait distribuer le texte d'un rapport sur la question du dégagement militaire au Congo (S/5428). Ce rapport traitait d'abord des étapes du dégagement de la Force des Nations Unies au Congo qui, depuis plus de trois ans, se trouvait déployée sur toute la superficie de ce vaste pays. Au moment où elle avait atteint son effectif le plus élevé, en juin 1961, la Force comptait environ 20 000 officiers et hommes, mais, au 13 septembre 1963, cet effectif avait été ramené à 7 975 hommes et officiers grâce au dégagement progressif opéré, selon les prévisions, depuis le mois de février précédent. Le Conseil de sécurité n'avait pas fixé de date précise pour le retrait de la Force, mais l'Assemblée générale avait, le 27 juin 1963 [résolution 1876 (S-IV)], fixé en fait la date à laquelle l'Opération devait prendre fin en ouvrant les crédits nécessaires à la Force jusqu'au 31 décembre 1963, sans indiquer que l'on envisageait de conserver la Force au-delà de cette date. Compte tenu de la résolution de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a déclaré qu'il procédait, comme prévu, au dégagement progressif de la Force qui devait aboutir au retrait complet des troupes des Nations Unies au Congo à la fin de 1963 au plus tard.

944. Le Secrétaire général notait ensuite qu'il existait un nouvel élément important dans la question; par lettre en date du 22 août 1963, le Premier Ministre, M. Adoula, avait indiqué qu'il estimait nécessaire qu'une Force réduite des Nations Unies, avec un effectif d'environ 3 000 hommes, demeure au Congo jusqu'à la fin du premier semestre de 1964. Le Secrétaire général faisait observer que la situation financière était inévitablement un facteur décisif, car les crédits nécessaires manqueraient à la fin de l'année 1963 à moins que l'Assemblée générale ne prenne de nouvelles mesures. On avait pu financer l'Opération militaire de l'ONU uniquement en vendant des obligations de l'ONU et en laissant s'accumuler par vingtaines de millions de dollars les dettes de l'Organisation résultant de l'Opération au Congo. Etant donné la grave situation financière dans laquelle se trouvait l'Organisation des Nations Unies, du fait qu'un grand nombre d'Etats Membres refusaient de verser ou ne versaient pas les contributions spéciales, si l'Organisation devait supporter encore longtemps les lourdes dépenses afférentes à l'entretien de la Force militaire au Congo, elle risquait fort de faire faillite.

945. Le Secrétaire général indiquait ensuite que les conseillers militaires des Nations Unies étaient d'accord sur le fait que l'armée et la police congolaises n'étaient pas encore capables d'assumer entièrement la responsabilité de l'ordre public dans le pays et que la nécessité d'une assistance militaire extérieure après 1963 pouvait

donc se justifier. Ils estimaient aussi que l'effectif minimum nécessaire pour la Force des Nations Unies était de l'ordre de 5 000 à 6 000 hommes, ce qui entraînerait probablement, pour une période de six mois à partir du 1er janvier 1964, une dépense de 25 000 000 de dollars au moins. Une Force plus réduite aurait peu d'utilité pratique et pourrait être vulnérable en raison de son inaptitude à se protéger.

946. Dans une autre partie de son rapport, le Secrétaire général traitait de l'exécution des mandats confiés par le Conseil de sécurité et indiquait qu'en dépit de toutes les difficultés auxquelles le Gouvernement congolais s'était heurté quant au maintien de la sécurité et de l'ordre de grands progrès avaient été accomplis au cours des trois dernières années. Le danger de mouvements sécessionnistes semblait, pour le moment, avoir été éliminé en grande partie et, comme les objectifs touchant le retrait du Congo du personnel militaire étranger et des mercenaires avaient été atteints pour la première fois en plus de trois ans, aucun groupe militaire organisé et de caractère subversif dirigé par du personnel militaire étranger n'était actif sur le territoire congolais. L'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la République avaient été maintenues et il n'existait aucune menace sérieuse de guerre civile. Toutefois, en ce qui concernait le rétablissement de l'ordre public, la situation était encore loin d'être rassurante. Le Secrétaire général estimait raisonnable de ne pas attendre de l'ONU qu'elle s'engage à garantir de façon permanente un pays quelconque contre les désordres intérieurs et les troubles, en fournissant indéfiniment une part importante de la force de police interne destinée à des fins exclusivement internes, une fois que les menaces extérieures avaient cessé.

947. Le Secrétaire général faisait ensuite observer que la situation restait très incertaine. Le gouvernement central n'avait toujours pas réussi à établir solidement son autorité dans le sud du Katanga; le plan de réintégration de l'ancienne gendarmerie katangaise dans l'armée nationale congolaise (ANC) avait été un franc échec, et les intentions futures de M. Tshombé n'étaient pas connues. L'entrée de l'ANC dans le sud du Katanga s'était révélée une opération des plus délicates. Pour éviter les frictions avec la population locale, les troupes de l'ANC avaient dès le début été placées sous le contrôle opérationnel de l'ONUC. Il avait néanmoins fallu, dans certains cas, que les troupes de l'ONUC s'interposent pour maintenir l'ordre public. Il était prévu que l'ONUC transférerait à brefs délais au Gouvernement congolais la responsabilité essentielle du maintien de la sécurité dans le Katanga du Sud et qu'elle aiderait à créer des contacts amicaux entre l'ANC et la population locale. Les troupes de l'ONUC,

aussi longtemps qu'elles resteraient au Congo, seraient prêtes à aider l'ANC lorsque cela serait nécessaire et à lui prêter main-forte en cas d'urgence.

948. Le Secrétaire général passait en revue les faits nouveaux concernant le programme de réorganisation et d'entraînement de l'ANC, qui n'aurait sans doute pas enregistré de progrès notables d'ici au mois de juin 1964, et déplorait vivement que l'ONU n'ait pu participer à ce programme.

949. Depuis qu'il avait reçu la lettre de M. Adoula demandant le maintien de la Force des Nations Unies, le Secrétaire général avait consulté de nombreux représentants et constaté de profondes divergences d'opinions, les deux positions extrêmes étant, l'une, inconditionnellement favorable à la requête du Premier Ministre, et l'autre, favorable au retrait de la Force avant la fin de l'année 1963. De l'avis du Secrétaire général, il ne faisait pas de doute que le retrait de la Force à une date rapprochée comportait des risques sérieux ; il ne pouvait se hasarder à des prédictions sur ce qui se passerait au Congo après le retrait des troupes de l'ONU, que ce retrait ait lieu à la fin de décembre, au mois de juin suivant ou même plus tard. Dans la limite des ressources disponibles, rien ne serait épargné pour protéger les énormes investissements humains, financiers et matériels de l'ONU et pour faire en sorte que ce gigantesque effort ne soit pas stérile.

950. Le manque de ressources financières menaçait également de faire cesser l'exécution du programme d'opérations civiles au Congo. Le Secrétaire général avait espéré que l'assistance civile pourrait se développer dans des proportions appréciables une fois que l'assistance militaire ne serait plus nécessaire, mais les perspectives étaient décidément peu encourageantes. En l'absence d'autres contributions, on prévoyait qu'à la fin de l'année 1963 le montant du déficit de caisse se situerait entre 1,6 et 2 millions de dollars alors qu'il fallait se procurer 4 millions de dollars (montant estimatif) pour faire face aux engagements pour 1964.

951. Après avoir résumé les arguments pour ou contre le maintien de la présence d'une Force des Nations Unies au Congo pendant tout le premier semestre de 1964, le Secrétaire général a ajouté qu'on ne pouvait exclure la possibilité que certains pays soient disposés à mettre des unités militaires à la disposition du Congo dans le cadre d'arrangements bilatéraux. Une fois que la Force de l'ONU serait retirée, de tels arrangements ne pourraient plus être considérés comme incompatibles avec la position du Conseil de sécurité. En conclusion, le Secrétaire général déclarait qu'il avait toujours souhaité que des efforts aussi considérables que possible soient déployés pour faire face aux besoins pressants du Congo, tant sur le plan militaire que sur le plan civil.

952. Dans un additif à son rapport, publié le 16 mars 1964 (S/5428/Add.2), le Secrétaire général a traité de certaines activités d'anciens membres de la gendarmerie katangaise. Selon des renseignements reçus en mars 1964, quelque 600 anciens gendarmes katangais quittaient leur emploi dans les régions de Kolwezi et Jadotville pour se rendre en Angola. En outre, quelque 1 800 autres étaient à l'entraînement en Angola ; environ 20 mercenaires se trouvaient avec eux et d'autres mercenaires venaient d'être recrutés en Europe pour le compte de M. Moïse Tshombé et avaient reçu pour instruction de se rendre dans un camp en Angola. Ces renseignements, provenant de sources dignes de foi, semblaient confirmer des rapports

reçus antérieurement de M. Holden Roberto, qui avaient été présentés à la Quatrième Commission en novembre 1963. Ces rapports avaient été portés à l'attention du Conseil de sécurité le 9 décembre 1963 (S/5428/Add.1).

953. En raison de la longueur de la frontière entre l'Angola et le Congo et de la nature très accidentée du terrain, il n'avait pas été possible aux autorités congolaises ou à l'ONUC de tenter d'établir une surveillance efficace de la frontière dans cette région. Etant donné la portée très sérieuse des renseignements qu'il avait reçus, le Secrétaire général avait le 4 mars adressé une lettre au représentant permanent du Portugal appelant son attention sur ces rapports et priant son gouvernement de lui communiquer tout renseignement dont il pourrait disposer et qui pourrait éclairer ces rapports. Dans une réponse en date du 13 mars, le Gouvernement portugais se déclarait en mesure d'affirmer catégoriquement que les rumeurs en question étaient dépourvues de tout fondement. Aucun mouvement d'élément katangais n'avait eu lieu en direction de l'Angola, et le Portugal confirmait sa déclaration à la 1083^{ème} séance du Conseil de sécurité au sujet du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République du Congo.

954. Au début de sa dix-huitième session, l'Assemblée générale a examiné la question de l'Opération des Nations Unies au Congo et, par sa résolution 1885 (XVIII) du 18 octobre 1963, elle a arrêté les dispositions financières nécessaires pour maintenir en fonction au Congo, durant le premier semestre de 1964, une Force des Nations Unies à effectif réduit. En conséquence, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité, le 29 juin 1964, un rapport (S/5784) sur le retrait de la Force des Nations Unies au Congo et sur d'autres aspects des opérations des Nations Unies dans ce pays.

955. Ce rapport décrivait les activités des troupes de l'ONUC depuis octobre 1963 et les dispositions prises pour leur désengagement progressif, en vue de leur retrait complet au 30 juin. Il rendait également compte des activités et des réalisations des opérations civiles depuis le mois d'octobre de l'année précédente, faisant observer que l'assistance technique fournie au Congo était demeurée de beaucoup le programme le plus important que l'ONU et ses institutions spécialisées aient entrepris dans une région quelconque du monde. On soulignait que le corps de spécialistes actuellement en place au Congo, que l'ONU et les institutions spécialisées avaient formé progressivement, constituait un minimum indispensable et que toute réduction brutale, dictée par des considérations d'ordre financier, entraînerait un grave gaspillage de l'expérience accumulée et des efforts patients qui avaient été déployés. Le Fonds du Congo continuait donc d'avoir grand besoin d'importantes contributions.

956. Evaluant la situation, le Secrétaire général déclarait que, depuis l'accession du Congo à l'indépendance, en juillet 1960, le maintien de l'ordre public avait été le problème crucial du pays. Le programme d'assistance de l'ONU en vue d'organiser et d'entraîner l'armée nationale congolaise (ANC) avait échoué, mais des arrangements bilatéraux avaient été conclus avec certains pays, et il semblait que certaines améliorations avaient été apportées à l'organisation et à l'entraînement de l'ANC. Mais cette armée n'était pas encore suffisamment instruite et encadrée pour faire face à une crise majeure et la plupart des soldats faisaient encore preuve, en cas d'urgence, d'une discipline insuf-

fisante et ne montraient guère d'attachement à leur devoir et à leur pays. La pénurie de bons chefs et l'absence de hiérarchie organique étaient la principale cause de sa carence. Le problème fondamental au Congo était celui de l'unité et de la solidarité nationales, et la nécessité d'instruire et d'organiser l'ANC n'en était qu'un des aspects.

957. Dans un certain nombre de localités du Congo, la situation relative au maintien de l'ordre s'était considérablement aggravée depuis septembre 1963. Le rôle de l'ONU dans le maintien de l'ordre public avait été limité, l'ONUC s'étant bornée à aider le Gouvernement congolais dans la mesure de ses moyens et seulement lorsque celui-ci le lui demandait, mais la présence des troupes des Nations Unies avait eu une influence modératrice. Les objectifs des Nations Unies avaient été atteints dans une large mesure en ce sens que le personnel militaire et paramilitaire étranger et les mercenaires avaient été éliminés et que l'intégrité territoriale et l'indépendance politique du Congo avaient été pleinement rétablies avec l'annonce de la fin de la tentative de sécession du Katanga. Quant aux objectifs restant à atteindre — fourniture d'une assistance technique —, on s'y attachait dans toute la mesure compatible avec les disponibilités financières.

958. Dans les observations formulées à la fin de son rapport, le Secrétaire général évoquait l'expérience que l'ONU avait acquise dans ses rapports avec la Force au Congo. La création de cette Force avait constitué, à l'époque, une manifestation remarquable et impressionnante de solidarité mondiale et elle avait prouvé que l'ONU était capable de faire face à de graves situations d'urgence et d'accroître ses moyens d'action à cet égard. La Force avait été improvisée en un temps incroyablement bref à la suite de l'appel pressant du Gouvernement congolais et, si elle n'avait pas réussi à venir rapidement en aide à une jeune nation et à la seconder dans sa lutte, l'ONU aurait perdu une grande partie de la confiance que le monde avait mise en elle. Durant les quatre années qui avaient suivi, quelque 93 000 membres de la Force au Congo et des centaines de civils avaient consacré le meilleur de leur énergie et même sacrifié leur vie à cet effort ; pendant le temps qui avait été gagné, le gouvernement et le peuple congolais avaient pu, avec l'aide de personnel compétent, s'attaquer à leurs vastes problèmes, commencer à former du personnel national et à acquérir de l'expérience dans l'art de diriger et de gérer leurs propres affaires. Le Secrétaire général indiquait que la Force des Nations Unies au Congo avait constitué l'expérience la plus vaste qu'ait eue l'Organisation des Nations Unies d'une opération de ce genre et que la façon dont elle s'était comportée et dont elle avait été dirigée, la discipline et la modération dont elle avait fait preuve, alors même qu'elle était

en butte aux provocations les plus graves, avaient été remarquables. Elle s'était parfaitement acquittée de sa tâche difficile et tous ceux qui l'avaient aidée devaient être félicités des précieux services qu'ils avaient rendus. Le Secrétaire général soulignait les nombreuses difficultés dues au caractère international de la Force et à son maintien dans un pays pendant une longue période, ainsi que les malentendus résultant de la nature même d'une telle Force, dotée d'un mandat et d'attributions limités. La Force avait entrepris d'aider le gouvernement central à restaurer et à maintenir l'ordre public, mais elle n'avait jamais consenti à devenir l'instrument du gouvernement ni à se plier à ses volontés à des fins politiques. Au surplus, elle avait pour instruction formelle de ne recourir aux armes qu'à des fins défensives. La violation de ces deux principes fondamentaux aurait probablement entraîné la désintégration de la Force du fait du retrait de tout ou partie de ses contingents.

959. Le Secrétaire général admettait que la situation au Congo assombrissait assurément les perspectives immédiates du pays et déclarait que l'évolution de la situation continuerait de préoccuper vivement l'Organisation et son secrétaire général. Il faisait observer que M. Tshombé était récemment rentré dans son pays et qu'il avait des entretiens à Léopoldville, comme le lui avaient recommandé M. Hammarskjöld peu avant sa mort et l'ONU par la suite. Sans vouloir prédire l'évolution future des événements au Congo, le Secrétaire général souhaitait que tout aille pour le mieux, encore que quelques événements récents n'aient pas été très encourageants. Sur le plan économique, les perspectives étaient plus prometteuses. Selon lui, les espoirs du Congo à l'avenir devaient être fonction de la réalisation de deux conditions importantes : a) le réentraînement et la réorganisation de l'armée nationale, y compris la formation d'un important corps d'officiers ; b) la réconciliation nationale entre les dirigeants politiques en présence et les factions du pays.

960. Par une lettre en date du 6 juillet 1964 (S/5798), le représentant de l'URSS a transmis le texte d'une déclaration sur l'évolution de la situation au Congo, dans laquelle la délégation soviétique affirmait que le colonialisme était en train d'ourdir un nouveau complot contre l'indépendance nationale et l'intégrité de ce pays. Selon cette délégation, le retour de Tshombé présentait de graves dangers et était en fait un nouveau défi lancé aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Le Gouvernement soviétique estimait nécessaire d'appeler l'attention de tous les Etats sur la situation dangereuse qui se créait et de les engager à user de leur influence pour empêcher toute nouvelle atteinte à l'indépendance nationale de la République du Congo de la part des forces impérialistes et de leurs agents.

Chapitre 17

COMMUNICATIONS DE L'ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS CONCERNANT LES ACCUSATIONS DU VENEZUELA CONTRE CUBA

961. Par lettre en date du 4 décembre 1963 (S/5477), le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA) a transmis au Conseil de sécurité le texte de deux résolutions adoptées par le Conseil de l'OEA le 3 décembre, à la suite des accusations formulées par le Venezuela, lequel avait dénoncé les "actes

d'intervention et d'agression commis par le Gouvernement cubain, qui [portaient] atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté du Venezuela et [entraient] la bonne marche de ses institutions démocratiques". Par ces deux résolutions, le Conseil de l'OEA, décidait : 1) de convoquer l'organe de consultation,

conformément aux dispositions du Traité interaméricain d'assistance mutuelle; 2) de se constituer lui-même en organe provisoire de consultation, conformément à l'article 12 du Traité susmentionné, et, agissant provisoirement comme organe de consultation, il autorisait son président à désigner une commission chargée d'étudier les faits dénoncés et de présenter un rapport au Conseil à ce sujet.

962. Par lettre en date du 4 mars 1964 (S/5586), le secrétaire général de l'OEA a transmis au Conseil de sécurité le texte du rapport de la commission d'enquête

désignée par le Conseil de l'OEA agissant provisoirement comme organe de consultation. Dans ses conclusions, ce rapport établissait que le Venezuela avait fait l'objet, de la part du Gouvernement cubain, d'une série de coups montés destinés à saper les institutions vénézuéliennes et à renverser le gouvernement. Il faisait état en particulier d'un envoi d'armes d'origine cubaine, qu'on avait découvertes sur la côte vénézuélienne le 1er novembre 1963 et qui avaient été clandestinement débarquées pour être utilisées dans des opérations de subversion visant à renverser le gouvernement constitutionnel du Venezuela.

Chapitre 18

LETTRE DU SECRETAIRE GENERAL, EN DATE DU 9 DECEMBRE 1963, CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LE CAMBODGE ET LA THAILANDE

963. Par lettre en date du 9 décembre 1963 (S/5479), le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité qu'à la demande du Cambodge et de la Thaïlande il avait prorogé pour 1964 le mandat confié à son représentant personnel, M. Nils Göran Gussing (Suède), aux fins d'aider le Cambodge et la Thaïlande à résoudre tous les problèmes qui les opposent. Cette mesure avait été prise après que les deux gouvernements eurent indiqué que, si les objectifs n'avaient pas été entièrement réalisés, la présence du représentant spécial du Secrétaire général et la possibilité de faire appel à ses services n'en avaient pas moins utilement contribué, en 1963, à préparer le terrain en vue du rétablissement de relations normales entre les deux pays et, en fin de compte, de la reprise des relations diplomatiques.

964. La mission du représentant spécial, qui avait commencé le 1er janvier 1963 pour une période d'un an, était désormais prolongée jusqu'à la fin de 1964, M. Gussing conservant le mandat qui lui avait été confié initialement.

965. Le Secrétaire général a également informé le Conseil de sécurité que, faisant droit à la demande des deux gouvernements, il avait légèrement accru le personnel mis à la disposition du représentant spécial pour lui permettre de voyager plus fréquemment d'une capitale à l'autre. Les deux gouvernements ont fait savoir au Secrétaire général qu'ils étaient disposés à assumer, comme en 1963, chacun la moitié du montant total des dépenses entraînées par la Mission du représentant spécial.

Chapitre 19

COMMUNICATIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE CUBA ET LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

966. Par lettre en date du 3 février 1964 (S/5530), le représentant de Cuba a transmis au Président du Conseil de sécurité une note du Ministre des relations extérieures de Cuba protestant contre la saisie de quatre bateaux de pêche cubains par les forces navales des Etats-Unis au large de l'île de Dry Tortuga. Les quatre embarcations et les 38 membres d'équipage avaient été retenus à la base navale de Key West. Le Ministre des relations extérieures soutenait que les embarcations s'étaient livrées à leurs activités dans les eaux internationales et conformément aux accords de pêche internationaux, et qu'elles se trouvaient dans ces eaux non seulement en vertu de la souveraineté cubaine, mais aussi en vue de fournir au peuple cubain des aliments et les moyens de développer l'économie nationale. Selon le Ministre des relations extérieures, les mesures prises par le Gouvernement des Etats-Unis n'étaient qu'une nouvelle manifestation de sa politique d'agression contre Cuba. Elles violaient la Charte des Nations Unies et mettaient en danger la paix et la sécurité internationales.

967. Dans une lettre en date du 7 février (S/5532), adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant des Etats-Unis, niant les mobiles politiques

attribués par le Gouvernement cubain aux mesures prises par les Etats-Unis, a indiqué que les embarcations cubaines avaient pêché dans les eaux territoriales des Etats-Unis en violation du droit international et de la législation américaine. En conséquence, les personnes accusées de cette violation avaient été déférées au tribunal compétent où elles seraient jugées de façon équitable.

968. Dans une lettre en date du 14 mai (S/5701), adressée au Secrétaire général, le Ministre des relations extérieures de Cuba a rappelé la communication en date du 23 avril 1964, dans laquelle il avait informé le Secrétaire général de la situation créée par les violations répétées de l'espace aérien cubain par les Etats-Unis, lesquelles compromettaient gravement la paix, et a fait savoir au Secrétaire général: a) que les autorités cubaines avaient découvert sur la côte septentrionale de Cuba une cache d'armes, d'explosifs et autres matériels de guerre, de fabrication américaine, du même type que ceux dont se sert la Central Intelligence Agency dans ses "exploits" internationaux, et b) que, le 13 mai 1964, une sucrerie cubaine du port de Pilon avait été attaquée par un navire pirate du type "Rex" que la

CIA utilisait à partir de ses bases situées en Floride, à Porto Rico et en Amérique centrale. Cette attaque avait causé la perte de 70 000 sacs de sucre et d'autres dégâts matériels. Le Ministre des relations extérieures

a ajouté que les vols illégaux des avions U-2 au-dessus du territoire cubain avaient permis de s'assurer des renseignements sur les installations militaires cubaines en vue d'organiser et de réaliser ces attaques.

Chapitre 20

COMMUNICATIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LA SOMALIE ET L'ETHIOPIE

969. Par lettre en date du 10 février 1964 (S/5536), le représentant de la Somalie a demandé que le Conseil soit convoqué d'urgence pour examiner la question suivante: "Plainte de la Somalie contre l'Ethiopie concernant des actes d'agression qui portent atteinte à la souveraineté et à la sécurité de la Somalie et qui mettent en danger la paix et la sécurité internationales."

970. Le 13 février, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a transmis (S/5538 et S/5539) au Conseil le texte de messages identiques adressés, le 10 février, à l'Empereur d'Ethiopie et au Premier Ministre de la République de Somalie par le Président du Conseil des ministres de l'URSS. Dans ces messages, le Président lançait un appel en vue d'un cessez-le-feu immédiat le long de la frontière somalo-éthiopienne.

971. Par lettre en date du 14 février (S/5542), le représentant de la Somalie a transmis au Conseil un

télégramme du Premier Ministre de la Somalie lui demandant d'informer le Secrétaire général que, conformément à la demande faite à la Conférence extraordinaire de l'OUA, le Gouvernement somali ne désirait pas soulever cette question au Conseil de sécurité tant que l'OUA s'en trouvait saisie.

972. Le 18 février, le représentant de la Somalie a transmis (S/5557) au Conseil, en rapport avec les incidents dénoncés, quatre cartes ainsi que (S/5558) le texte d'une résolution adoptée à l'unanimité, le 14 février, par la session extraordinaire du Conseil des ministres de l'OUA au sujet du différend frontalier somalo-éthiopien. Aux termes de cette résolution, le Conseil des ministres de l'OUA adressait notamment un appel solennel aux Gouvernements de l'Ethiopie et de la Somalie pour qu'ils ordonnent un cessez-le-feu immédiat et s'abstiennent de tous actes hostiles.

Chapitre 21

COMMUNICATIONS CONCERNANT LA FRONTIERE ENTRE LA BOLIVIE ET LE CHILI

973. Par lettre en date du 25 février (S/5562), la Bolivie a fait savoir au Conseil de sécurité qu'un soulèvement avait eu lieu ce même jour dans le port de Mejillones, situé non loin d'Antofagasta (Chili), la population ayant exigé que le port soit rendu à la Bolivie. Le drapeau bolivien avait été hissé sur plusieurs édifices publics et privés. Le soulèvement avait été durement réprimé par l'armée chilienne, cantonnée aux environs immédiats de la frontière avec la Bolivie. Peu après les événements de Mejillones, les manifestations favorables à la Bolivie s'étaient étendues à d'autres localités à la faveur de grèves survenues principalement dans la province d'Antofagasta. Le Gouvernement bolivien espérait que les manifestations de solidarité du peuple chilien à la cause bolivienne, pour ce qui est de l'accès de celle-ci à la mer, feraient comprendre au Gouvernement chilien que les intimidations auxquelles on avait eu recours pour faire taire les populations en cause ne constituaient nullement une manière de résoudre un problème aussi grave.

974. Dans une lettre en date du 26 février (S/5564), adressée au Président du Conseil, le Chili a protesté contre la note bolivienne qui déformait la vérité et représentait une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures du Chili. Le Chili exerçait un droit de pleine et incontestable souveraineté sur son territoire national. De plus, la Bolivie donnait des faits une version entièrement fautive étant donné qu'il n'y avait eu à Mejillones aucun soulèvement ni aucune manifestation en vue d'exiger la remise du port à la Bolivie. Ceux qui avaient hissé le drapeau bolivien avaient déclaré qu'à aucun moment ils n'avaient voulu donner à leur geste une

signification pouvant avoir un quelconque caractère international ni justifier l'interprétation malveillante qu'en avait donnée le Gouvernement bolivien. Ces nouvelles allégations dépassaient encore en audace celles que le Gouvernement bolivien ne cessait de formuler depuis deux ans, pour susciter des difficultés avec le Chili, et constituaient une tentative en vue de détourner l'attention de l'opinion publique des graves problèmes internes que connaissait ce pays.

975. Dans une lettre en date du 28 février (S/5567 et Corr.1), le représentant de la Bolivie, en réponse à la note du Chili, a fait remarquer que, dans sa lettre du 26 février, le Chili avait officiellement confirmé que le drapeau bolivien avait été hissé sur des édifices publics de Mejillones. Les événements de caractère civique survenus dans cette ville avaient eu pour cause l'état dans lequel se trouvaient les villes boliviennes occupées par le Chili, ce que le représentant du Chili passait sous silence. La note prouvait aussi que le Gouvernement chilien avait fermé la porte à toute possibilité de solution constructive en la matière.

976. Dans une lettre en date du 4 mars (S/5577), le Chili a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de poursuivre un dialogue engagé par la Bolivie à des fins de propagande. Bien que le Chili eût été en lutte, ces dernières années, à une campagne de manœuvres équivoques et de mensonges, il lui était difficile d'imaginer que le Gouvernement bolivien irait jusqu'à faire fi du respect dû aux éminentes organisations internationales et à leurs autorités en présentant des affirmations dont la fausseté pouvait être établie à l'évidence par quiconque était en contact avec la réalité chilienne.

977. Dans une lettre du 5 mars (S/5581), la Bolivie a déclaré qu'elle estimait faire usage d'un droit légitime en portant la question devant le Conseil de sécurité. Selon elle, le responsable était le gouvernement qui avait dépouillé ses voisins en ayant recours à la force ou à

l'intimidation et qui cherchait à éviter toute occasion d'examiner une situation constituant une violation permanente des normes régissant la communauté internationale. La Bolivie ne se résignerait jamais à l'usurpation de son territoire.

Chapitre 22

LETTRE DU PRESIDENT DE LA COMMISSION INTERAMERICAINE DE LA PAIX CONCERNANT L'EXPIRATION DU MANDAT DE LA COMMISSION MIXTE HONDURAS/NICARAGUA

978. Par lettre en date du 30 octobre 1963 (S/5452), le Président de la Commission interaméricaine de la paix a transmis au Conseil de sécurité, conformément à l'Article 54 de la Charte des Nations Unies, copie d'un rapport que cette commission avait présenté, le 16 juillet 1963, au Conseil de l'Organisation des Etats américains concernant l'expiration du mandat de la Commission mixte Honduras/Nicaragua. Cette commission avait été nommée sur l'initiative de la Commission interaméricaine de la paix afin d'aider les deux gouvernements à résoudre les problèmes soulevés par l'application de la décision prise par la Cour internationale de Justice le 18 novembre 1960 au sujet du différend de frontière opposant les deux pays.

Chapitre 23

RAPPORTS SUR LE TERRITOIRE STRATEGIQUE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

979. Le 22 mai 1964, le Secrétaire général a transmis au Conseil de sécurité (S/5712) le rapport du Gouvernement des Etats-Unis sur l'administration du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique pour la période allant du 1er juillet 1962 au 30 juin 1963, communiqué en application du paragraphe 3 de la résolution adoptée par le Conseil à sa 415ème séance, le 7 mars 1949.

980. Le 16 juillet, le Secrétaire général a transmis au Conseil de sécurité le rapport du Conseil de tutelle concernant le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, pour la période du 27 juin 1963 au 29 juin 1964 (S/5783). Dans ce rapport, le Conseil de tutelle décrivait ses propres travaux touchant le Territoire sous tutelle et résumait les observations de la Mission de visite qui avait séjourné dans le Territoire du 10 février au 13 mars 1964, ainsi que les observations des membres du Conseil de tutelle à ce sujet.

Chapitre 24

MEMOIRE DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES SUR LE RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DE L'ONU

981. Par une lettre en date du 10 juillet 1964, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/5811), le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a transmis un mémoire du Gouvernement de l'URSS concernant certaines mesures de nature à renforcer l'efficacité de l'ONU dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Gouvernement de l'URSS déclarait dans ce mémoire que certains signes encourageants avaient commencé à apparaître dans l'évolution des relations internationales et que la situation s'était également un peu améliorée à l'Organisation des Nations Unies. Néanmoins, dans leur ensemble, les relations internationales n'étaient pas encore satisfaisantes du point de vue du maintien d'une paix solide, et la menace de guerre n'avait pas été écartée. Il était du devoir de tous les Etats de s'employer à favoriser une nouvelle détente internationale et, selon le Gouvernement soviétique, la

conclusion d'une entente entre les Etats Membres de l'ONU sur le renforcement de l'efficacité de l'Organisation dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales représenterait un grand pas dans cette direction. Puisque la Charte contenait des principes essentiels régissant les relations de paix entre les Etats, il s'agissait d'abord de mettre un terme aux violations de la Charte, tout en appliquant plus largement les moyens de règlement prévus par la Charte. Pour les cas où les mesures prévues au Chapitre VI de la Charte étaient inapplicables, le Conseil de sécurité était, d'après le Gouvernement soviétique, habilité à prendre des mesures de contrainte n'impliquant pas l'emploi de la force armée, conformément à l'Article 41 de la Charte.

982. Le Gouvernement soviétique ne pouvait non plus exclure les cas où il n'existerait pas d'autre solu-

tion, pour prévenir ou arrêter l'agression, que l'utilisation par l'ONU de forces armées, conformément aux dispositions de l'Article 42 de la Charte. Aux termes de la Charte, le seul organe habilité à prendre des mesures de cette nature était le Conseil de sécurité; c'était là une clause judicieuse fondée sur l'entente des membres permanents du Conseil sur toutes les questions essentielles liées à l'emploi des forces armées de l'ONU dans chaque cas particulier. Dans les circonstances actuelles, les forces armées de l'ONU devaient comprendre des contingents des pays occidentaux, neutralistes et socialistes, qui devaient tous être représentés dans le commandement, mais, de l'avis de l'Union soviétique, il ne fallait pas y incorporer des contingents des membres permanents du Conseil de sécurité. Le Gouvernement soviétique considérait que les dépenses engagées pour l'exécution des mesures d'urgence adoptées par le Conseil de sécurité devaient être supportées par les Etats agresseurs, mais il n'excluait pas l'éventualité où les Etats Membres de l'ONU pourraient être appelés à participer à ces dépenses et, si, à l'avenir, dans

des cas de ce genre, le Conseil prenait une décision dans ce sens, en stricte conformité des exigences de la Charte, l'Union soviétique serait prête à participer aux dépenses engagées. Le Gouvernement soviétique jugeait également souhaitable que le Conseil et les Etats Membres qui le désiraient concluent les accords prévus par l'Article 43. Ces accords pourraient stipuler, conformément à l'Article 45, que ces Etats devraient maintenir des contingents et des moyens d'action susceptibles d'être mis immédiatement à la disposition du Conseil de sécurité. Le Comité d'état-major pourrait élaborer un projet portant sur les dispositions fondamentales de ces accords pour le soumettre au Conseil de sécurité, et, après l'approbation de celui-ci, on pourrait commencer à conclure les accords nécessaires. L'URSS était convaincue que l'accroissement de l'efficacité de l'ONU, sur la base des propositions qu'elle avait faites, contribuerait à renforcer l'autorité et le prestige de l'Organisation des Nations Unies, organe voué à la coopération internationale dans l'intérêt de la paix et pour le bien des peuples.

APPENDICES

I. — Représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim accrédités auprès du Conseil de sécurité

Les représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim dont les noms suivent étaient accrédités auprès du Conseil de sécurité au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport :

Bolivie^a

M. Renán Castrillo Justiniano;
M. Mario Velarde Dorado;
M. Carlos Casap.

Brésil

M. Carlos Alfredo Bernardes;
M. Geraldo de Carvalho Silos;
M. Carlos do Santos Veras;
M. Antonio Houaiss.

Chine

M. Liue Chieh;
M. Yu-Chi Hsueh;
M. Chun-ming Chang.

Côte-d'Ivoire^a

M. Arsène Assouan Usher.

Etats-Unis d'Amérique

M. Adlai E. Stevenson;
M. Francis T. P. Plimpton;
M. Charles W. Yost.

France

M. Roger Seydoux;
M. Jacques Tiné;
M. Pierre Millet;
M. Claude Arnaud.

Ghana^b

M. Alex Quaison-Sackey;
M. Kenneth K. S. Dadzie;
M. Nathan Anang Quao.

^a Le mandat de ces pays a pris effet le 1er janvier 1964.

^b Le mandat de ces pays a pris fin le 31 décembre 1963.

Maroc

M. Ahmed Taibi Benhima;
M. Dey Ould Sidi Baba.

Norvège

M. Sivert A. Nielsen;
M. Ole Algard;
M. Leif Edwardsen;
M. Torbjørn Christiansen.

Philippines^b

M. Jacinto Castel Borja;
M. Privado G. Jiménez;
M. Amelito Mutúc;
M. Joaquin M. Elizalde;
M. Hortencio J. Brillantes.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Sir Patrick Dean;
M. R. W. Jackling;
M. A. H. Campbell.

Tchécoslovaquie^a

Le Pr Jiří Hájek;
M. Ladislav Smíd;
M. Milos Vejvoda.

Union des Républiques socialistes soviétiques

M. Nikolai Trofimovitch Fedorenko;
M. Platon Dmitrievitch Morozov.

Venezuela

M. Carlos Sosa Rodríguez;
M. Tulio Alvarado;
M. Leonardo Díaz González.

II. — Présidents du Conseil de sécurité

Au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport, la présidence du Conseil de sécurité a été assurée successivement par les représentants dont les noms suivent :

Maroc

M. Ahmed Taibi Benhima (du 16 au 31 juillet 1963).

Norvège

M. Sivert A. Nielsen (du 1er au 31 août 1963).

Philippines

M. Jacinto Castel Borja (du 1er au 30 septembre 1963).

Union des Républiques socialistes soviétiques

M. Nikolai Trofimovitch Fedorenko (du 1er au 31 octobre 1963).

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Sir Patrick Dean (du 1er au 30 novembre 1963).

Etats-Unis d'Amérique

M. Adlai E. Stevenson (du 1er au 31 décembre 1963).

Bolivie

M. Renán Castrillo Justiniano (du 1er au 31 janvier 1964).

Brésil

M. Carlos Alfredo Bernardes (du 1er au 29 février 1964).

Chine

M. Liue Chieh (du 1er au 31 mars 1964).

Tchécoslovaquie

Le Pr Jiří Hájek (du 1er au 30 avril 1964).

France

M. Roger Seydoux (du 1er au 31 mai 1964).

Côte-d'Ivoire

M. Arsène Assouan Usher (du 1er au 30 juin 1964).

Maroc

M. Ahmed Taibi Benhima (du 1er au 15 juillet 1964).

III. — Séances tenues par le Conseil de sécurité entre le 16 juillet 1963 et le 15 juillet 1964

Séances	Objet	Dates	Séances	Objet	Dates
1040ème	Lettre, en date du 11 juillet 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Algérie, du Burundi, du Cameroun, du Congo (Brazzaville), du Congo (Léopoldville), de la Côte-d'Ivoire, du Dahomey, de l'Ethiopie, du Gabon, du Ghana, de la Guinée, de la Haute-Volta, du Libéria, de la Libye, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Niger, de la Nigéria, de l'Ouganda, de la République arabe unie, de la République centrafricaine du Rwanda, du Sénégal, du Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan, du Tanganyika, du Tchad, du Togo et de la Tunisie (S/5347) [concernant les territoires portugais]; Lettre, en date du 11 juillet 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants des 32 mêmes Etats africains (S/5348) [concernant l'apartheid] ^a	22 juillet 1963	1060ème	<i>Idem</i>	29 août 1963
1041ème	<i>Idem</i>	23 juillet 1963	1061ème	<i>Idem</i>	30 août 1963
1042ème	<i>Idem</i>	24 juillet 1963	1062ème	<i>Idem</i>	30 août 1963
1043ème	<i>Idem</i>	24 juillet 1963	1063ème	<i>Idem</i>	3 septembre 1963
1044ème	<i>Idem</i>	26 juillet 1963	1064ème	Lettre, en date du 2 août 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants du Ghana, de la Guinée, du Maroc et de la République arabe unie (S/5382); lettre, en date du 30 août 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par le chargé d'affaires de la mission permanente du Congo (Brazzaville), au nom des représentants de l'Algérie, du Burundi, du Cameroun, du Congo (Brazzaville), du Congo (Léopoldville), de la Côte-d'Ivoire, du Dahomey, de l'Ethiopie, du Gabon, de la Haute-Volta, du Libéria, de la Libye, de Madagascar, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, de la Nigéria, de l'Ouganda, de la République centrafricaine, du Rwanda, du Sénégal, du Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan, du Tanganyika, du Tchad, du Togo et de la Tunisie (S/5409) [concernant la Rhodésie du Sud]	9 septembre 1963
1045ème	<i>Idem</i>	26 juillet 1963	1065ème	<i>Idem</i>	9 septembre 1963
1046ème	<i>Idem</i>	29 juillet 1963	1066ème	<i>Idem</i>	10 septembre 1963
1047ème	<i>Idem</i>	29 juillet 1963	1067ème	<i>Idem</i>	11 septembre 1963
1048ème	<i>Idem</i>	30 juillet 1963	1068ème	<i>Idem</i>	12 septembre 1963
1049ème	<i>Idem</i>	31 juillet 1963	1069ème	<i>Idem</i>	13 septembre 1963
1050ème	Lettre, en date du 11 juillet 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Algérie, du Burundi, du Cameroun, du Congo (Brazzaville), du Congo (Léopoldville), de la Côte-d'Ivoire, du Dahomey, de l'Ethiopie, du Gabon, du Ghana, de la Guinée, de la Haute-Volta, du Libéria, de la Libye, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Niger, de la Nigéria, de l'Ouganda, de la République arabe unie, de la République centrafricaine, du Rwanda, du Sénégal, du Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan, du Tanganyika, du Tchad, du Togo et de la Tunisie (S/5348) [concernant l'apartheid]	31 juillet 1963	1070ème	Examen du rapport du Conseil (privée) de sécurité à l'Assemblée générale	16 septembre 1963
1051ème	<i>Idem</i>	1er août 1963	1071ème	Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice	21 octobre 1963
1052ème	<i>Idem</i>	2 août 1963	1072ème	<i>Idem</i>	21 octobre 1963
1053ème	<i>Idem</i>	5 août 1963	1073ème	Lettre, en date du 11 juillet 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Algérie, du Burundi, du Cameroun, du Congo (Brazzaville), du Congo (Léopoldville), de la Côte-d'Ivoire, du Dahomey, de l'Ethiopie, du Gabon, du Ghana, de la Guinée, de la Haute-Volta, du Libéria, de la Libye, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Niger, de la Nigéria, de l'Ouganda, de la République arabe unie, de la République centrafricaine, du Rwanda, du Sénégal, du Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan, du Tanganyika, du Tchad, du Togo et de la Tunisie (S/5348) [concernant l'apartheid]	27 novembre 1963
1054ème	<i>Idem</i>	6 août 1963	1074ème	<i>Idem</i>	29 novembre 1963
1055ème	<i>Idem</i>	7 août 1963	1075ème	<i>Idem</i>	2 décembre 1963
1056ème	<i>Idem</i>	7 août 1963	1076ème	<i>Idem</i>	3 décembre 1963
1057ème	Question de Palestine	23 août 1963	1077ème	<i>Idem</i>	3 décembre 1963
1058ème	<i>Idem</i>	28 août 1963	1078ème	<i>Idem</i>	4 décembre 1963
1059ème	<i>Idem</i>	28 août 1963			

^a Cette lettre n'a été examinée qu'à partir de la 1050ème séance.

<i>Séances</i>	<i>Objet</i>	<i>Dates</i>	<i>Séances</i>	<i>Objet</i>	<i>Dates</i>
1079ème	Lettre, en date du 11 juillet 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Algérie, du Burundi, du Cameroun, du Congo (Brazzaville), du Congo (Léopoldville), de la Côte-d'Ivoire, du Dahomey, de l'Ethiopie, du Gabon, du Ghana, de la Guinée, de la Haute-Volta, du Libéria, de la Libye, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Niger, de la Nigéria, de l'Ouganda, de la République arabe unie, de la République centrafricaine, du Rwanda, du Sénégal, du Sierra Leone, de la Somalie, du Tanganyika, du Tchad, du Togo et de la Tunisie (S/5347) [concernant les territoires portugais]	6 décembre 1963	1105ème	<i>Idem</i>	20 mars 1964
1080ème	<i>Idem</i>	6 décembre 1963	1106ème	Lettre, en date du 1er avril 1964, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent adjoint, chargé d'affaires par intérim du Yémen (S/5635)	2 avril 1964
1081ème	<i>Idem</i>	9 décembre 1963	1107ème	<i>Idem</i>	3 avril 1964
1082ème	<i>Idem</i>	10 décembre 1963	1108ème	<i>Idem</i>	6 avril 1964
1083ème	<i>Idem</i>	11 décembre 1963	1109ème	<i>Idem</i>	7 avril 1964
1084ème	Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies	16 décembre 1963	1110ème	<i>Idem</i>	8 avril 1964
1085ème	Lettre, en date du 26 décembre 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de Chypre (S/5488)	27 décembre 1963	1111ème	<i>Idem</i>	9 avril 1964
1086ème	Lettre, en date du 10 janvier 1964, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Panama (S/5509)	10 janvier 1964	1112ème	La question Inde-Pakistan	5 mai 1964
1087ème	La question Inde-Pakistan	3 février 1964	1113ème	<i>Idem</i>	7 mai 1964
1088ème	<i>Idem</i>	5 février 1964	1114ème	<i>Idem</i>	11 mai 1964
1089ème	<i>Idem</i>	7 février 1964	1115ème	<i>Idem</i>	12 mai 1964
1090ème	<i>Idem</i>	10 février 1964	1116ème	<i>Idem</i>	13 mai 1964
1091ème	<i>Idem</i>	14 février 1964	1117ème	<i>Idem</i>	18 mai 1964
1092ème	<i>Idem</i>	15 février 1964	1118ème	Plainte pour agressions contre le territoire et la population civile du Cambodge (S/5697)	19 mai 1964
1093ème	<i>Idem</i>	17 février 1964	1119ème	<i>Idem</i>	21 mai 1964
1094ème	Lettre, en date du 26 décembre 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de Chypre (S/5488)	17 février 1964	1120ème	<i>Idem</i>	21 mai 1964
1095ème	<i>Idem</i>	18 février 1964	1121ème	<i>Idem</i>	25 mai 1964
1096ème	<i>Idem</i>	19 février 1964	1122ème	<i>Idem</i>	26 mai 1964
1097ème	<i>Idem</i>	25 février 1964	1123ème	Hommage à la mémoire de M. Jawaharlal Nehru, premier ministre de l'Inde	27 mai 1964
1098ème	<i>Idem</i>	27 février 1964	1124ème	Plainte pour agressions contre le territoire et la population civile du Cambodge (S/5697)	28 mai 1964
1099ème	<i>Idem</i>	28 février 1964	1125ème	<i>Idem</i>	3 juin 1964
1100ème	<i>Idem</i>	2 mars 1964	1126ème	<i>Idem</i>	4 juin 1964
1101ème	<i>Idem</i>	3 mars 1964	1127ème	La question du conflit racial en Afrique du Sud résultant de la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine: lettre, en date du 11 juillet 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de 32 Etats Membres (S/5348)	8 juin 1964
1102ème	<i>Idem</i>	4 mars 1964	1128ème	<i>Idem</i>	9 juin 1964
1103ème	<i>Idem</i>	13 mars 1964	1129ème	<i>Idem</i>	10 juin 1964
1104ème	La question Inde-Pakistan	17 mars 1964	1130ème	<i>Idem</i>	12 juin 1964
			1131ème	<i>Idem</i>	15 juin 1964
			1132ème	<i>Idem</i>	15 juin 1964
			1133ème	<i>Idem</i>	16 juin 1964
			1134ème	<i>Idem</i>	17 juin 1964
			1135ème	<i>Idem</i>	18 juin 1964
			1136ème	Lettre, en date du 26 décembre 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de Chypre (S/5488)	18 juin 1964
			1137ème	<i>Idem</i>	19 juin 1964
			1138ème	<i>Idem</i>	19 juin 1964
			1139ème	<i>Idem</i>	20 juin 1964

IV. — Comité d'état-major: représentants, présidents et secrétaires principaux

A. — REPRÉSENTANTS DE CHAQUE ARME POUR CHAQUE DÉLÉGATION

*Durée des fonctions
depuis le 16 juillet 1963*

Chine

Général de corps aérien Wang Shu-ming du 16 juillet 1963 à ce jour
Général de corps d'armée Lu Fu-ning du 16 juillet 1963 à ce jour
Contre-amiral Chang Hsiang-chi du 16 juillet 1963 à ce jour

Etats-Unis d'Amérique

Général de corps d'armée G. H. Davidson du 16 juillet 1963 au 1er janvier 1964
Général de corps d'armée R. W. Porter, fils du 1er janvier 1964 à ce jour
Vice-amiral H. T. Deutermann du 16 juillet 1963 à ce jour
Général de corps aérien R. W. Burns du 16 juillet 1963 au 1er août 1963
Général de corps aérien Edward H. Underhill du 1er août 1963 à ce jour

France

Général de brigade J. Compagnon du 16 juillet 1963 à ce jour
Contre-amiral J. Guérin du 16 juillet 1963 au 24 septembre 1963
Contre-amiral Michel Prache du 24 septembre 1963 à ce jour
Général de corps aérien H. M. de Rancourt de Mimerand du 16 juillet 1963 au 3 octobre 1963
Général de division aérienne Michel Dorance du 3 octobre 1963 à ce jour

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Général de division R. E. T. St. John du 16 juillet 1963 à ce jour
Vice-amiral J. F. D. Bush du 16 juillet 1963 à ce jour
Général de division aérienne Ian G. Esplin du 16 juillet 1963 à ce jour

Union des Républiques socialistes soviétiques

Général de corps d'armée V. A. Doubovik du 16 juillet 1963 au 13 décembre 1963
Colonel A. G. Mantrov du 13 décembre 1963 à ce jour
Vice-amiral L. K. Bekrenev du 16 juillet 1963 au 3 février 1964
Capitaine de vaisseau A. R. Astafiev du 3 février 1964 à ce jour
Général de division aérienne A. N. Tchijov du 16 juillet 1963 à ce jour

B. — PRÉSIDENTS

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Présidents</i>	<i>Délégations</i>
474ème	25 juillet 1963	Général de corps d'armée V. A. Doubovik	URSS
475ème	8 août 1963	Vice-amiral J. F. D. Bush	Royaume-Uni
476ème	22 août 1963	Général de division R. E. T. St. John	Royaume-Uni
477ème	5 septembre 1963	Général de corps d'armée G. H. Davidson	Etats-Unis
478ème	19 septembre 1963	Général de corps d'armée G. H. Davidson	Etats-Unis
479ème	3 octobre 1963	Général de corps aérien Wang Shu-ming	Chine
480ème	17 octobre 1963	Général de corps aérien Wang Shu-ming	Chine
481ème	31 octobre 1963	Général de corps d'armée Lu Fu-ning	Chine
482ème	14 novembre 1963	Général de brigade J. Compagnon	France
483ème	27 novembre 1963	Général de brigade J. Compagnon	France
484ème	12 décembre 1963	Général de division aérienne A. N. Tchijov	URSS
485ème	24 décembre 1963	Général de division aérienne A. N. Tchijov	URSS
486ème	9 janvier 1964	Général de division aérienne Ian G. Esplin	Royaume-Uni
487ème	23 janvier 1964	Vice-amiral J. F. D. Bush	Royaume-Uni
488ème	6 février 1964	Vice-amiral Harold T. Deutermann	Etats-Unis
489ème	20 février 1964	Vice-amiral Harold T. Deutermann	Etats-Unis
490ème	5 mars 1964	Général de corps aérien Wang Shu-ming	Chine
491ème	19 mars 1964	Général de corps aérien Wang Shu-ming	Chine
492ème	2 avril 1964	Général de division aérienne Michel Dorance	France
493ème	16 avril 1964	Général de brigade J. Compagnon	France
494ème	30 avril 1964	Contre-amiral Michel Prache	France
495ème	14 mai 1964	Colonel A. G. Mantrov	URSS
496ème	28 mai 1964	Capitaine de vaisseau A. R. Astafiev	URSS
497ème	11 juin 1964	Général de division R. E. T. St. John	Royaume-Uni
498ème	25 juin 1964	Général de division aérienne Ian G. Esplin	Royaume-Uni
499ème	9 juillet 1964	Général de corps aérien Edward H. Underhill	Etats-Unis

C. — SECRÉTAIRES PRINCIPAUX

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Secrétaires principaux</i>	<i>Délégations</i>
474ème	25 juillet 1963	Lieutenant-colonel A. B. Senkine	URSS
475ème	8 août 1963	Capitaine de frégate T. B. Homan	Royaume-Uni
476ème	22 août 1963	Colonel A. J. Matthews	Royaume-Uni
477ème	5 septembre 1963	Capitaine de vaisseau F. W. Pump	Etats-Unis
478ème	19 septembre 1963	Capitaine de vaisseau F. W. Pump	Etats-Unis
479ème	3 octobre 1963	Lieutenant-colonel J. Soong	Chine
480ème	17 octobre 1963	Lieutenant-colonel J. Soong	Chine
481ème	31 octobre 1963	Lieutenant-colonel J. Soong	Chine

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Secrétaires principaux</i>	<i>Délégations</i>
482ème	14 novembre 1963	Capitaine de frégate H. Guillemette	France
483ème	27 novembre 1963	Capitaine de frégate H. Guillemette	France
484ème	12 décembre 1963	Capitaine en second A. D. Golovtchenko	URSS
485ème	24 décembre 1963	Capitaine en second A. D. Golovtchenko	URSS
486ème	9 janvier 1964	Colonel T. H. Sergeant	Royaume-Uni
487ème	23 janvier 1964	Colonel J. L. Carter, Royal Marines	Royaume-Uni
488ème	6 février 1964	Capitaine de vaisseau F. W. Pump	Etats-Unis
489ème	20 février 1964	Capitaine de vaisseau F. W. Pump	Etats-Unis
490ème	5 mars 1964	Colonel Hwang Hsiung-sheng, armée de l'air	Chine
491ème	19 mars 1964	Colonel Hwang Hsiung-sheng, armée de l'air	Chine
492ème	2 avril 1964	Capitaine de frégate H. Guillemette	France
493ème	16 avril 1964	Capitaine de frégate H. Guillemette	France
494ème	30 avril 1964	Capitaine de frégate H. Guillemette	France
495ème	14 mai 1964	Capitaine en second A. D. Golovtchenko	URSS
496ème	28 mai 1964	Capitaine en second A. D. Golovtchenko	URSS
497ème	11 juin 1964	Capitaine de vaisseau R. H. Graham	Royaume-Uni
498ème	25 juin 1964	Colonel J. L. Carter, Royal Marines	Royaume-Uni
499ème	9 juillet 1964	Capitaine de vaisseau F. W. Pump	Etats-Unis

ADRESSES OÙ LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES ET DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE SONT EN VENTE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD: VAN SCHAICK'S BOOK STORE (PTY) LTD., Church Street, Box 724, Pretoria.
TECHNICAL BOOKS (PTY) LTD., Faraday House, P. O. Box 2866, 40 St. George's Street, Cape Town.
CAMEROUN: LIBRAIRIE DU PEUPLE AFRICAÏN La Grante, B. P. 1197, Yaoundé.
DIFFUSION INTERNATIONALE CAMEROUNAISE DU LIVRE ET DE LA PRESSE, Sangmelima.
CONGO (Léopoldville): INSTITUT POLITIQUE CONGOLAIS, B. P. 2307, Léopoldville.
ÉTHIOPIE: INTERNATIONAL PRESS AGENCY P. O. Box 120, Addis-Abeba.
GHANA: UNIVERSITY BOOKSHOP University College of Ghana, Legon, Accra.
KENYA: THE E.S.A. BOOKSHOP, Box 30167, Nairobi.
LIBYE: SUDKI EL JERBI (BOOKSELLERS) P. O. Box 78, Istiklal Street, Benghazi.
MAROC: AUX BELLES IMAGES 281, avenue Mohammed V, Rabat.
NIGÉRIA: UNIVERSITY BOOKSHOP (NIGERIA) LTD. University College, Ibadan.
NYASALAND: BOOKERS (NYASALAND) LTD. Lontyre House, P. O. Box 34, Blantyre.
UGANDA: UGANDA BOOKSHOP P. O. Box 145, Kampala.
RÉPUBLIQUE ARABE UNIE: LIBRAIRIE "LA RENAISSANCE D'ÉGYPTÉ" 9 Sh. Adly Pasha, Le Caire.
AL NAHDA EL ARABIA BOOKSHOP 32 Abd-el-Khalek Sarwat, Le Caire.
RHODÉSIE DU NORD: J. BELDING, P. O. Box 750, Mufulira.
RHODÉSIE DU SUD: THE BOOK CENTRE, First Street, Salisbury.
TANGANYIKA: DAR-ES-SALAAM BOOKSHOP P. O. Box 9030, Dar es-Salaam.

AMÉRIQUE DU NORD

CANADA: L'IMPRIMEUR DE LA REINE Ottawa, Ontario.
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE: SALES SECTION, UNITED NATIONS, New York.
Porto Rico: PAN AMERICAN BOOK CO. P. O. Box 3511, San Juan 17.
BOOKSTORE, UNIVERSITY OF PUERTO RICO Rio Piedras.

AMÉRIQUE LATINE

ARGENTINE: EDITORIAL SUDAMERICANA, S. A. Alsina 500, Buenos Aires.
BOLIVIE: LIBRERIA SELECCIONES, Casilla 972, La Paz.
LOS AMIGOS DEL LIBRO Calle Perú esq. España, Casilla 450, Cochabamba.
BRÉSIL: LIVRARIA AGIR Rua Mexico 99-B, Caixa Postal 3291, Rio de Janeiro.
LIVRARIA FREITAS BASTOS, S. A. Caixa Postal 899, Rio de Janeiro.
LIVRARIA KOSMOS EDITORA Rua Rosario 135/137, Rio de Janeiro.
CHILI: EDITORIAL DEL PACIFICO, Ahumada 57, Santiago.
LIBRERIA IVENS, Casilla 205, Santiago.
COLOMBIE: LIBRERIA AMERICA, Calle 51 Núm. 49-58, Medellín.
LIBRERIA BUCHHOLZ Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.
COSTA RICA: IMPRENTA Y LIBRERIA TREJOS Apartado 1313, San José.
CUBA: CUBARTIMPEX Apartado Postal 6540, La Habana.
EL SALVADOR: LIBRERIA CULTURAL SALVADOREÑA 2a. Av. Sur, San Salvador.
MANUEL NAVAS Y CIA. 1a. Avenida Sur 37, San Salvador.
ÉQUATEUR: LIBRERIA CIENTIFICA Casilla 362, Guayaquil.
LIBRERIA UNIVERSITARIA Calle García Moreno 739, Quito.
GUATEMALA: LIBRERIA CERVANTES 5a. Av. 9 39, Zona 1, Guatemala.
SOCIEDAD ECONOMICA-FINANCIERA 6a. Av. 14-33, Guatemala.
HAÏTI: LIBRAIRIE "À LA CARAVELLE", Port-au-Prince.
HONDURAS: LIBRERIA PANAMERICANA, Tegucigalpa.
MEXIQUE: EDITORIAL HERMES, S. A. Ignacio Mariscal 41, México, D. F.
PANAMA: JOSE MENENDEZ Agencia Internacional de Publicaciones, Apartado 2052, Av. 8a Sur 21-58, Panamá.

PARAGUAY: AGENCIA DE LIBRERIAS DE SALVADOR NIZZA Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.
PÉROU: LIBRERIA INTERNACIONAL DEL PERU, S. A. Casilla 1417, Lima.
LIBRERIA STUDIUM, S. A. Amargura 939, Apartado 2139, Lima.
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE: LIBRERIA DOMINICANA Mercedes 49, Santo Domingo.
URUGUAY: LIBRERIA RAFAEL BARRETT Ramón Anador 4030, Montevideo.
REPRESENTACION DE EDITORIALES, PROF. H. D'ELIA Plaza Cagancha 1342, 1° piso, Montevideo.
VENEZUELA: LIBRERIA DEL ESTE Av. Miranda, No. 52, Edif. Galipán, Caracas.

ASIE

BIRMANIE: CURATOR, GOVT. BOOK DEPOT, Rangoon.
CAMBODGE: ENTREPRISE KHMÈRE DE LIBRAIRIE Imprimerie & Papeterie, S. à R. L., Phnom-Penh.
CEYLAN: LAKE HOUSE BOOKSHOP Assoc. Newspapers of Ceylon, P. O. Box 244, Colombo.
CHINE: THE WORLD BOOK COMPANY, LTD. 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
THE COMMERCIAL PRESS, LTD. 211 Honan Road, Shanghai.
CORÉE (RÉPUBLIQUE DE): EUL-YOO PUBLISHING CO., LTD., 5, 2-KA, Chongno, Seoul.
HONG-KONG: THE SWINDON BOOK COMPANY 25 Nathan Road, Kowloon.
INDE: ORIENT LONGMANS Bombay, Calcutta, Hyderabad, Madras et New Delhi.
OXFORD BOOK & STATIONERY COMPANY Calcutta et New Delhi.
INDONÉSIE: PEMBANGUNAN, LTD. Gunung Sahari 84, Djakarta.
JAPON: MARUZEN COMPANY, LTD. 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.
PAKISTAN: THE PAKISTAN CO-OPERATIVE BOOK SOCIETY Dacca, East Pakistan.
PUBLISHERS UNITED, LTD., Lahore. THOMAS & THOMAS, Karachi.
PHILIPPINES: PHILIPPINE EDUCATION COMPANY, INC. 1104 Castillejos, P. O. Box 620, Quiapo, Manila.
POPULAR BOOKSTORE, 1573 Doroteo Jose, Manila.
SINGAPOUR: THE CITY BOOK STORE, LTD. Collyer Quay.
THAÏLANDE: PRAMUAN MIT, LTD. 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.
NIBONDH & CO., LTD. New Road, Sikak Phya Sri, Bangkok.
SUKSAPAN PANIT Mansion 9, Rajadamnern Avenue, Bangkok.
VIÊT-NAM (RÉPUBLIQUE DU): LIBRAIRIE-PAPETERIE XUAN THU 185, rue Tu-do, B. P. 283, Saigon.

EUROPE

ALLEMAGNE (RÉP. FÉDÉRALE D): R. EISENSCHMIDT Schwanthaler Str. 59, Frankfurt/Main.
ELWERT UND MEURER Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.
ALEXANDER HORN, Spiegelgasse 9, Wiesbaden. W. E. SAARBACH, Gertrudenstrasse 30, Köln (1).
AUTRICHE: GEROLD & COMPANY, Graben 31, Wien, I.
GEORG FROMME & CO., Spengergasse 39, Wien, V.
BELGIQUE: AGENCE ET MESSAGERIES DE LA PRESSE, S. A., 14-22, rue du Persil, Bruxelles.
BULGARIE: RAZNOŪZNO, 1, Tzar Assen, Sofia.
HONGRIE: PAN PUBLISHING HOUSE 10 Alexander the Great Street, Strovolos.
DANEMARK: EJNAR MUNKSGAARD, LTD. Nørregade 6, København, K.
ESPAGNE: AGUILAR S. A. DE EDICIONES Juan Bravo 38, Madrid 6.
LIBRERIA BOSCH, Ronda Universidad 11, Barcelona. LIBRERIA MUNDT-PRECHSA, Castelfi 37, Madrid.
FINLANDE: AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA 2 Keskuskatu, Helsinki.
FRANCE: EDITIONS A. PÉDONE 13, rue Soufflot, Paris (V).
GRÈCE: LIBRAIRIE KAUFFMANN 28, rue du Stade, Athènes.
HONGRIE: KULTURA, B. P. 149, Budapest 62.

IRLANDE: STATIONERY OFFICE, Dublin.
ISLANDE: BÓKVERZLUN SIGFÚSAR EYMUNDSSONAR H. F. Austurstræti 18, Reykjavík.
ITALIE: LIBRERIA COMMISSIONARIA SANSONI Via Gino Capponi 26, Firenze.
et Via Paolo Mercuri 19/B, Roma. AGENZIA E. I. O. U., Via Meravigli 16, Milano.
LUXEMBOURG: LIBRAIRIE J. TRAUSCHSCHUMMER Place du Théâtre, Luxembourg.
NORVÈGE: JOHAN GRUNDT TAUM Karl Johansgate, 41, Oslo.
PAYS-BAS: N.V. MARTINUS NIJHOFF Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.
POLOGNE: PAN, Pałac Kultury i Nauki, Warszawa.
PORTUGAL: LIVRARIA RODRIGUES & CIA. 186 rue Aurea, Lisboa.
ROUMANIE: CARTIMEX, Str. Aristide Briand 14-18, B. P. 134-135, Bucureşti.
ROYAUME-UNI: H. M. STATIONERY OFFICE P. O. Box 569, London, S.E. 1 (et agences HMSO à Belfast, Birmingham, Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester).
SUÈDE: C. E. FRITZE'S KUNGL. HOVBOKHANDEL A-B Fredsgatan 2, Stockholm.
SUISSE: LIBRAIRIE PAYOT, S. A., Lausanne, Genève.
HANS RAUNHARDT, Kirchgasse 17, Zürich 1.
TCHÉCOSLOVAQUIE: ARTIA LTD., 30 ve Smečkáč, Praha, 2.
TURQUIE: LIBRAIRIE HACHETTE 469 Istiklal Caddesi, Beyoğlu, Istanbul.
UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES: MEJDOUNARODNAJA KNIGA Smolenskaja Plochtchad, Moskva.
YUGOSLAVIE: CANKARJEVA ZALOŽBA, Ljubljana, Slovenie.
DRŽAVNO PREDUZEĆE Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Beograd.
PROSVJETA, 5, Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb. PROSVETA PUBLISHING HOUSE, Import-Export Division, B. P. 559, Terazije 16/1, Beograd.

INDES OCCIDENTALES

BERMUES: BERMUDA BOOK STORES Reid and Burnaby Streets, Hamilton.
CURAÇAO (ANTILLES NÉERLANDAISES): BOEKHANDEL SALAS, B. P. 44.
GUYANE BRITANNIQUE: BOOKERS STORES, LTD. 20-23 Church Street, Georgetown.
JAMAÏQUE: SANGSTERS BOOK ROOM 91 Harbour Street, Kingston.
TRINITÉ ET TOBAGO: CAMPBELL BOOKER LTD., Port of Spain.

MOYEN-ORIENT

IRAK: MACKENZIE'S BOOKSHOP, Baghdad.
IRAN: MEHR AVIN BOOKSHOP Abbas Abad Avenue, Isfahan.
ISRAËL: BLUMSTEIN'S BOOKSTORES 35 Allenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin St., Tel Aviv.
JORDANIE: JOSEPH I. BAHOUS & CO. Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.
LIBAN: KHAYAT'S COLLEGE BOOK COOPERATIVE 92-94, rue Bliss, Beyrouth.

Océanie

AUSTRALIE: U. N. ASSOCIATION OF AUSTRALIA McEwan House, 343 Little Collins St., Melbourne, C. 1, Vic.
WEA BOOKROOM, University, Adelaide, S. A. UNIVERSITY BOOKSHOP, St. Lucia, Brisbane, Qld.
THE EDUCATIONAL AND TECHNICAL BOOK AGENCY Parap Shopping Centre, Darwin, N.T.
COLLINS BOOK DEPOT PTY. LTD. Monash University, Wellington Road, Clayton, Vic.
COLLINS BOOK DEPOT PTY. LTD. 363 Swanston Street, Melbourne, Vic.
THE UNIVERSITY BOOKSHOP, Nedlands, W.A. UNIVERSITY BOOKROOM University of Melbourne, Parkville N.2, Vic.
UNIVERSITY CO-OPERATIVE BOOKSHOP LIMITED Manning Road, University of Sydney, N.S.W.
NOUVELLE-ZÉLANDE: GOVERNMENT PRINTING OFFICE Private Bag, Wellington (et Government Bookshops à Auckland, Christchurch et Dunedin).

Les publications de l'Organisation des Nations Unies peuvent être achetées ou commandées en librairie dans le monde entier et payées en monnaie locale. Pour plus amples renseignements, écrire à la Section des ventes, ONU, New York, N. Y. 10017, ou à la Section des ventes, ONU, Palais des Nations, Genève (Suisse).